

**TRAITE DE LISBONNE MODIFIANT LE TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE
ET LE TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE**

PREAMBULE

SA MAJESTE LE ROI DES BELGES,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE BULGARIE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE,
SA MAJESTE LA REINE DE DANEMARK,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'ESTONIE,
LA PRESIDENTE D'IRLANDE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE HELLENIQUE,
SA MAJESTE LE ROI D'ESPAGNE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE CHYPRE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE LETTONIE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE LITUANIE,
SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE HONGRIE,
LE PRESIDENT DE MALTE,
SA MAJESTE LA REINE DES PAYS-BAS,
LE PRESIDENT FEDERAL DE LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE POLOGNE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PORTUGAISE,
LE PRESIDENT DE ROUMANIE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE SLOVENIE,
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE SLOVAQUE,
LA PRESIDENTE DE LA REPUBLIQUE DE FINLANDE,
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE SUEDE,
SA MAJESTE LA REINE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,
SOUHAITANT compléter le processus lancé par le traité d'Amsterdam et par le traité de Nice en vue de renforcer l'efficacité et la légitimité démocratique de l'Union et d'améliorer la cohérence de son action,
SONT CONVENUS de modifier le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique,
et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

SA MAJESTE LE ROI DES BELGES
Guy VERHOFSTADT
Premier Ministre
Karel DE GUCHT
Ministre des Affaires étrangères

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE BULGARIE
Sergei STANISHEV
Premier Ministre
Ivailo KALFIN
Vice-premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE
Mirek TOPOLÁNEK
Premier Ministre
Karel SCHWARZENBERG
Ministre des Affaires étrangères

SA MAJESTE LA REINE DE DANEMARK
Anders Fogh RASMUSSEN
Premier Ministre
Per Stig MØLLER
Ministre des Affaires étrangères

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
Dr. Angela MERKEL
Chancelière fédérale
Dr. Frank-Walter STEINMEIER
Ministre fédéral des Affaires étrangères et Vice-Chancelier

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'ESTONIE
Andrus ANSIP
Premier Ministre
Urmas PAET
Ministre des Affaires étrangères

LA PRESIDENTE D'IRLANDE

Bertie AHERN

Premier Ministre (Taoiseach)

Dermot AHERN

Ministre des Affaires étrangères

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE HELLENIQUE

Konstantinos KARAMANLIS

Premier Ministre

Dora BAKOYANNIS

Ministre des Affaires étrangères

SA MAJESTE LE ROI D'ESPAGNE

José Luis RODRÍGUEZ ZAPATERO

Président du gouvernement

Miguel Ángel MORATINOS CUYAUBE

Ministre des Affaires étrangères et de la coopération

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Nicolas SARKOZY

Président

François FILLON

Premier Ministre

Bernard KOUCHNER

Ministre des Affaires étrangères et européennes

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE

Romano PRODI

Président du Conseil des ministres

Massimo D'ALEMA

Vice-président du Conseil des ministres et Ministre des Affaires étrangères

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE CHYPRE

Tassos PAPADOPOULOS

Président

Erato KOZAKOU-MARCOULLIS

Ministre des Affaires étrangères

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE LETTONIE

Valdis ZATLERS

Président

Aigars KALVĪTIS

Premier Ministre

Māris RIEKSTIŌD

Ministre des Affaires étrangères

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE LITUANIE

Valdas ADAMKUS

Président

Gediminas KIRKILAS

Premier Ministre

Petras VAITIEKŪNAS

Ministre des Affaires étrangères

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG

Jean-Claude JUNCKER

Premier Ministre, Ministre d'Etat

Jean ASSELBORN

Ministre des Affaires étrangères et de l'immigration

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE HONGRIE

Ferenc GYURCSÁNY

Premier Ministre

Dr. Kinga GÖNCZ

Ministre des Affaires étrangères

LE PRESIDENT DE MALTE

The Hon Lawrence GONZI

Premier Ministre

The Hon Michael FRENDO

Ministre des Affaires étrangères

SA MAJESTE LA REINE DES PAYS-BAS
Dr. J. P. BALKENENDE
Premier Ministre
M. J. M. VERHAGEN
Ministre des Affaires étrangères
LE PRESIDENT FEDERAL DE LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE
Dr. Alfred GUSENBAUER
Chancelier fédéral
Dr. Ursula PLASSNIK
Ministre fédérale des Affaires européennes et internationales
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE POLOGNE
Donald TUSK
Premier Ministre
Radosław SIKORSKI
Ministre des Affaires étrangères
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PORTUGAISE
José Sócrates CARVALHO PINTO DE SOUSA
Premier Ministre
Luís Filipe MARQUES AMADO
Ministre d'Etat et des Affaires étrangères
LE PRESIDENT DE ROUMANIE
Traian BĂSESCU
Président
Călin POPESCU-TĂRICEANU
Premier Ministre
Adrian CIOROIANU
Ministre des Affaires étrangères
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE SLOVENIE
Janez JANŠA
Président du gouvernement
Dr. Dimitrij RUPEL
Ministre des Affaires étrangères
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE SLOVAQUE
Robert FICO
Premier Ministre
Ján KUBIŠ
Ministre des Affaires étrangères
LA PRESIDENTE DE LA REPUBLIQUE DE FINLANDE
Matti VANHANEN
Premier Ministre
Ilkka KANERVA
Ministre des Affaires étrangères
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE SUEDE
Fredrik REINFELDT
Premier Ministre
Cecilia MALMSTRÖM
Ministre pour les affaires européennes
SA MAJESTE LA REINE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD
The Rt. Hon Gordon BROWN
Premier Ministre
The Rt. Hon David MILIBAND
Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth
LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,
SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT :

MODIFICATIONS APORTEES AU TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE
ET AU TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

ARTICLE PREMIER

Le traité sur l'Union européenne est modifié conformément aux dispositions du présent article.

PREAMBULE

1) Le préambule est modifié comme suit :

a) le texte suivant est inséré comme deuxième considérant :

"S'INSPIRANT des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'Etat de droit;"

b) Au septième considérant devenu huitième considérant, les mots "du présent traité" sont remplacés par "du présent traité et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

c) Au onzième considérant devenu douzième considérant, les mots "du présent traité" sont remplacés par "du présent traité et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne".

DISPOSITIONS GENERALES

2) L'article premier est modifié comme suit :

a) la phrase suivante est ajoutée à la fin du premier alinéa :

"... , à laquelle les Etats membres attribuent des compétences pour atteindre leurs objectifs communs.";

b) le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"L'Union est fondée sur le présent traité et sur le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommés "les traités"). Ces deux traités ont la même valeur juridique. L'Union se substitue et succède à la Communauté européenne."

3) Un article *1bis* est inséré :

"ARTICLE 1bis

L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'Etat de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux Etats membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes."

4) L'article 2 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 2

1. L'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples.

2. L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène.

3. L'Union établit un marché intérieur. Elle œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique.

Elle combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant.

Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, et la solidarité entre les Etats membres.

Elle respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen.

4. L'Union établit une union économique et monétaire dont la monnaie est l'euro.

5. Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts et contribue à la protection de ses citoyens. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la charte des Nations unies.

6. L'Union poursuit ses objectifs par des moyens appropriés, en fonction des compétences qui lui sont attribuées dans les traités."

5) L'article 3 est abrogé et un article *3bis* est inséré :

"ARTICLE 3bis

1. Conformément à l'article *3ter*, toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux Etats membres.

2. L'Union respecte l'égalité des Etats membres devant les traités ainsi que leur identité nationale, inhérente à leurs structures fondamentales politiques et constitutionnelles, y compris en ce qui concerne l'autonomie locale et régionale. Elle respecte les fonctions essentielles de l'Etat, notamment celles qui ont pour objet d'assurer son intégrité territoriale, de maintenir l'ordre public et de sauvegarder la sécurité nationale. En particulier, la sécurité nationale reste de la seule responsabilité de chaque Etat membre.

3. En vertu du principe de coopération loyale, l'Union et les Etats membres se respectent et s'assistent mutuellement dans l'accomplissement des missions découlant des traités.

Les Etats membres prennent toute mesure générale ou particulière propre à assurer l'exécution des obligations découlant des traités ou résultant des actes des institutions de l'Union.

Les Etats membres facilitent l'accomplissement par l'Union de sa mission et s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union."

6) Un article *3ter* est inséré, qui remplace l'article 5 du traité instituant la Communauté européenne :

"ARTICLE 3ter

1. Le principe d'attribution régit la délimitation des compétences de l'Union. Les principes de subsidiarité et de proportionnalité régissent l'exercice de ces compétences.

2. En vertu du principe d'attribution, l'Union n'agit que dans les limites des compétences que les Etats membres lui ont attribuées dans les traités pour atteindre les objectifs que ces traités établissent. Toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux Etats membres.

3. En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les Etats membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union.

Les institutions de l'Union appliquent le principe de subsidiarité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Les parlements nationaux veillent au respect du principe de subsidiarité conformément à la procédure prévue dans ce protocole.

4. En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités.

Les institutions de l'Union appliquent le principe de proportionnalité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité."

7) Les articles 4 et 5 sont abrogés.

8) L'article 6 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 6

1. L'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne du 7 décembre 2000, telle qu'adaptée le 12 décembre 2007 à Strasbourg, laquelle a la même valeur juridique que les traités.

Les dispositions de la Charte n'étendent en aucune manière les compétences de l'Union telles que définies dans les traités.

Les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte sont interprétés conformément aux dispositions générales du titre VII de la Charte régissant l'interprétation et l'application de celle-ci et en prenant dûment en considération les explications visées dans la Charte, qui indiquent les sources de ces dispositions.

2. L'Union adhère à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Cette adhésion ne modifie pas les compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans les traités.

3. Les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux."

9) L'article 7 est modifié comme suit :

a) dans tout l'article, les mots "avis conforme" sont remplacés par "approbation", le renvoi à la violation "de principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1," est remplacé par un renvoi à la violation "des valeurs visées à l'article 1bis", les mots "du présent traité" sont remplacés par "des traités" et le mot "Commission" est remplacé par "Commission européenne";

b) au paragraphe 1, premier alinéa, première phrase, le membre de phrase final "... et lui adresser des recommandations appropriées" est supprimé; à la dernière phrase, le membre de phrase final "... et peut, statuant selon la même procédure, demander à des personnalités indépendantes de présenter dans un délai raisonnable un rapport sur la situation dans l'Etat membre en question" est remplacé par "... et peut lui adresser des recommandations, en statuant selon la même procédure.";

c) au paragraphe 2, les mots "le Conseil, réuni au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement et statuant à l'unanimité ..." sont remplacés par "Le Conseil européen, statuant à l'unanimité ..." et les mots "... le gouvernement de cet Etat membre ..." sont remplacés par "... cet Etat membre ...";

d) les paragraphes 5 et 6 sont remplacés par le texte suivant :

"5. Les modalités de vote qui, aux fins du présent article, s'appliquent au Parlement européen, au Conseil européen et au Conseil sont fixées à l'article 309 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne."

10) Le nouvel article 7bis suivant est inséré :

"ARTICLE 7bis

1. L'Union développe avec les pays de son voisinage des relations privilégiées, en vue d'établir un espace de prospérité et de bon voisinage, fondé sur les valeurs de l'Union et caractérisé par des relations étroites et pacifiques reposant sur la coopération.

2. Aux fins du paragraphe 1, l'Union peut conclure des accords spécifiques avec les pays concernés. Ces accords peuvent comporter des droits et obligations réciproques ainsi que la possibilité de conduire des actions en commun. Leur mise en œuvre fait l'objet d'une concertation périodique."

11) Les dispositions du titre II sont incorporées dans le traité instituant la Communauté européenne, tel que modifié par ailleurs et qui devient le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

PRINCIPES DEMOCRATIQUES

12) Le titre II et l'article 8 sont remplacés par le nouvel intitulé et les nouveaux articles 8 à 8 C suivants :

"TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRINCIPES DEMOCRATIQUES

ARTICLE 8

Dans toutes ses activités, l'Union respecte le principe de l'égalité de ses citoyens, qui bénéficient d'une égale attention de ses institutions, organes et organismes. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre. La citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale et ne la remplace pas.

ARTICLE 8 A

1. Le fonctionnement de l'Union est fondé sur la démocratie représentative.

2. Les citoyens sont directement représentés, au niveau de l'Union, au Parlement européen.

Les Etats membres sont représentés au Conseil européen par leur chef d'Etat ou de gouvernement et au Conseil par leurs gouvernements, eux-mêmes démocratiquement responsables, soit devant leurs parlements nationaux, soit devant leurs citoyens.

3. Tout citoyen a le droit de participer à la vie démocratique de l'Union. Les décisions sont prises aussi ouvertement et aussi près que possible des citoyens.

4. Les partis politiques au niveau européen contribuent à la formation de la conscience politique européenne et à l'expression de la volonté des citoyens de l'Union.

ARTICLE 8 B

1. Les institutions donnent, par les voies appropriées, aux citoyens et aux associations représentatives la possibilité de faire connaître et d'échanger publiquement leurs opinions dans tous les domaines d'action de l'Union.

2. Les institutions entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile.

3. En vue d'assurer la cohérence et la transparence des actions de l'Union, la Commission européenne procède à de larges consultations des parties concernées.

4. Des citoyens de l'Union, au nombre d'un million au moins, ressortissants d'un nombre significatif d'Etats membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission européenne, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application des traités.

Les procédures et conditions requises pour la présentation d'une telle initiative sont fixées conformément à l'article 21, premier alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

ARTICLE 8 C

Les parlements nationaux contribuent activement au bon fonctionnement de l'Union :

a) en étant informés par les institutions de l'Union et en recevant notification des projets d'actes législatifs de l'Union conformément au protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne;

b) en veillant au respect du principe de subsidiarité conformément aux procédures prévues par le protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

c) en participant, dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, aux mécanismes d'évaluation de la mise en oeuvre des politiques de l'Union dans cet espace, conformément à l'article 61 C du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et en étant associés au contrôle politique d'Europol et à l'évaluation des activités d'Eurojust, conformément aux articles 69 G et 69 D dudit traité;

d) en prenant part aux procédures de révision des traités, conformément à l'article 48 du présent traité;

e) en étant informés des demandes d'adhésion à l'Union, conformément à l'article 49 du présent traité;

f) en participant à la coopération interparlementaire entre parlements nationaux et avec le Parlement européen, conformément au protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne."

INSTITUTIONS

13) Les dispositions du titre III sont abrogées. Le titre III est remplacé par le nouvel intitulé suivant :

"TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTITUTIONS".

14) L'article 9 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 9

1. L'Union dispose d'un cadre institutionnel visant à promouvoir ses valeurs, poursuivre ses objectifs, servir ses intérêts, ceux de ses citoyens, et ceux des Etats membres, ainsi qu'à assurer la cohérence, l'efficacité et la continuité de ses politiques et de ses actions.

Les institutions de l'Union sont :

- le Parlement européen,
- le Conseil européen,
- le Conseil,
- la Commission européenne (ci-après dénommée "Commission"),
- la Cour de justice de l'Union européenne,
- la Banque centrale européenne,
- la Cour des comptes.

2. Chaque institution agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées dans les traités, conformément aux procédures, conditions et fins prévues par ceux-ci. Les institutions pratiquent entre elles une coopération loyale.

3. Les dispositions relatives à la Banque centrale européenne et à la Cour des comptes, ainsi que des dispositions détaillées sur les autres institutions, figurent dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

4. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission sont assistés d'un Comité économique et social et d'un Comité des régions exerçant des fonctions consultatives."

15) Un article 9 A est inséré :

"ARTICLE 9 A

1. Le Parlement européen exerce, conjointement avec le Conseil, les fonctions législative et budgétaire. Il exerce des fonctions de contrôle politique et consultatives conformément aux conditions prévues par les traités. Il élit le président de la Commission.

2. Le Parlement européen est composé de représentants des citoyens de l'Union. Leur nombre ne dépasse pas sept cent cinquante, plus le président. La représentation des citoyens est assurée de façon dégressivement proportionnelle, avec un seuil minimum de six membres par Etat membre. Aucun Etat membre ne se voit attribuer plus de quatre-vingt seize sièges.

Le Conseil européen adopte à l'unanimité, sur initiative du Parlement européen et avec son approbation, une décision fixant la composition du Parlement européen, dans le respect des principes visés au premier alinéa.

3. Les membres du Parlement européen sont élus au suffrage universel direct, libre et secret, pour un mandat de cinq ans.

4. Le Parlement européen élit parmi ses membres son président et son bureau."

16) Un article 9 B est inséré :

"ARTICLE 9 B

1. Le Conseil européen donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations et les priorités politiques générales. Il n'exerce pas de fonction législative.

2. Le Conseil européen est composé des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres, ainsi que de son président et du président de la Commission. Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité participe à ses travaux.

3. Le Conseil européen se réunit deux fois par semestre sur convocation de son président. Lorsque l'ordre du jour l'exige, les membres du Conseil européen peuvent décider d'être assistés chacun par un ministre et, en ce qui concerne le président de la Commission, par un membre de la Commission. Lorsque la situation l'exige, le président convoque une réunion extraordinaire du Conseil européen.

4. Le Conseil européen se prononce par consensus, sauf dans les cas où les traités en disposent autrement.

5. Le Conseil européen élit son président à la majorité qualifiée pour une durée de deux ans et demi, renouvelable une fois. En cas d'empêchement ou de faute grave, le Conseil européen peut mettre fin à son mandat selon la même procédure.

6. Le président du Conseil européen :

a) préside et anime les travaux du Conseil européen;

b) assure la préparation et la continuité des travaux du Conseil européen en coopération avec le président de la Commission, et sur la base des travaux du Conseil des affaires générales;

c) œuvre pour faciliter la cohésion et le consensus au sein du Conseil européen;

d) présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune des réunions du Conseil européen.

Le président du Conseil européen assure, à son niveau et en sa qualité, la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, sans préjudice des attributions du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Le président du Conseil européen ne peut pas exercer de mandat national."

17) Un article 9 C est inséré :

"ARTICLE 9 C

1. Le Conseil exerce, conjointement avec le Parlement européen, les fonctions législative et budgétaire. Il exerce des fonctions de définition des politiques et de coordination conformément aux conditions prévues par les traités.

2. Le Conseil est composé d'un représentant de chaque Etat membre au niveau ministériel, habilité à engager le gouvernement de l'Etat membre qu'il représente et à exercer le droit de vote.

3. Le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf dans les cas où les traités en disposent autrement.

4. A partir du 1^{er} novembre 2014, la majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55 % des membres du Conseil, comprenant au moins quinze d'entre eux et représentant des Etats membres réunissant au moins 65 % de la population de l'Union.

Une minorité de blocage doit inclure au moins quatre membres du Conseil, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

Les autres modalités régissant le vote à la majorité qualifiée sont fixées à l'article 205, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

5. Les dispositions transitoires relatives à la définition de la majorité qualifiée qui sont applicables jusqu'au 31 octobre 2014, ainsi que celles qui seront applicables entre le 1^{er} novembre 2014 et le 31 mars 2017, sont fixées par le protocole sur les dispositions transitoires.

6. Le Conseil siège en différentes formations, dont la liste est adoptée conformément à l'article 201^{ter} du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Le Conseil des affaires générales assure la cohérence des travaux des différentes formations du Conseil. Il prépare les réunions du Conseil européen et en assure le suivi en liaison avec le président du Conseil européen et la Commission.

Le Conseil des affaires étrangères élabore l'action extérieure de l'Union selon les lignes stratégiques fixées par le Conseil européen et assure la cohérence de l'action de l'Union.

7. Un comité des représentants permanents des gouvernements des Etats membres est responsable de la préparation des travaux du Conseil.

8. Le Conseil siège en public lorsqu'il délibère et vote sur un projet d'acte législatif. A cet effet, chaque session du Conseil est divisée en deux parties, consacrées respectivement aux délibérations sur les actes législatifs de l'Union et aux activités non législatives.

9. La présidence des formations du Conseil, à l'exception de celle des affaires étrangères, est assurée par les représentants des Etats membres au Conseil selon un système de rotation égale, dans les conditions fixées conformément à l'article 201^{ter} du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne."

18) Un article 9 D est inséré :

"ARTICLE 9 D

1. La Commission promeut l'intérêt général de l'Union et prend les initiatives appropriées à cette fin. Elle veille à l'application des traités ainsi que des mesures adoptées par les institutions en vertu de ceux-ci. Elle surveille l'application du droit de l'Union sous le contrôle de la Cour de justice de l'Union européenne. Elle exécute le budget et gère les programmes. Elle exerce des fonctions de coordination, d'exécution et de gestion conformément aux conditions prévues par les traités. A l'exception de la politique étrangère et de sécurité commune et des autres cas prévus par les traités, elle assure la représentation extérieure de l'Union. Elle prend les initiatives de la programmation annuelle et pluriannuelle de l'Union pour parvenir à des accords interinstitutionnels.

2. Un acte législatif de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission, sauf dans les cas où les traités en disposent autrement. Les autres actes sont adoptés sur proposition de la Commission lorsque les traités le prévoient.

3. Le mandat de la Commission est de cinq ans.

Les membres de la Commission sont choisis en raison de leur compétence générale et de leur engagement européen et parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance.

La Commission exerce ses responsabilités en pleine indépendance. Sans préjudice de l'article 9 E, paragraphe 2, les membres de la Commission ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement, institution, organe ou organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs fonctions ou l'exécution de leurs tâches.

4. La Commission nommée entre la date d'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et le 31 octobre 2014, est composée d'un ressortissant de chaque Etat membre, y compris son président et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, qui en est l'un des vice-présidents.

5. A partir du 1^{er} novembre 2014, la Commission est composée d'un nombre de membres, y compris son président et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, correspondant aux deux tiers du nombre d'Etats membres, à moins que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, ne décide de modifier ce nombre.

Les membres de la Commission sont choisis parmi les ressortissants des Etats membres selon un système de rotation strictement égale entre les Etats membres permettant de refléter l'éventail démographique et géographique de l'ensemble des Etats membres. Ce système est établi à l'unanimité par le Conseil européen conformément à l'article 211*bis* du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

6. Le président de la Commission :

a) définit les orientations dans le cadre desquelles la Commission exerce sa mission;

b) décide de l'organisation interne de la Commission afin d'assurer la cohérence, l'efficacité et la collégialité de son action;

c) nomme des vice-présidents, autres que le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, parmi les membres de la Commission.

Un membre de la Commission présente sa démission si le président le lui demande. Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité présente sa démission, conformément à la procédure prévue à l'article 9 E, paragraphe 1, si le président le lui demande.

7. En tenant compte des élections au Parlement européen, et après avoir procédé aux consultations appropriées, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose au Parlement européen un candidat à la fonction de président de la Commission. Ce candidat est élu par le Parlement européen à la majorité des membres qui le composent. Si ce candidat ne recueille pas la majorité, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose, dans un délai d'un mois, un nouveau candidat, qui est élu par le Parlement européen selon la même procédure.

Le Conseil, d'un commun accord avec le président élu, adopte la liste des autres personnalités qu'il propose de nommer membres de la Commission. Le choix de celles-ci s'effectue, sur la base des suggestions faites par les Etats membres, conformément aux critères prévus au paragraphe 3, deuxième alinéa, et au paragraphe 5, second alinéa.

Le président, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et les autres membres de la Commission sont soumis, en tant que collègue, à un vote d'approbation du Parlement européen. Sur la base de cette approbation, la Commission est nommée par le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée.

8. La Commission, en tant que collège, est responsable devant le Parlement européen. Le Parlement européen peut adopter une motion de censure de la Commission conformément à l'article 201 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Si une telle motion est adoptée, les membres de la Commission doivent démissionner collectivement de leurs fonctions et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité doit démissionner des fonctions qu'il exerce au sein de la Commission."

19) Le nouvel article 9 E suivant est inséré :

"ARTICLE 9 E

1. Le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, avec l'accord du président de la Commission, nomme le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Le Conseil européen peut mettre fin à son mandat selon la même procédure.

2. Le haut représentant conduit la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union. Il contribue par ses propositions à l'élaboration de cette politique et l'exécute en tant que mandataire du Conseil. Il agit de même pour la politique de sécurité et de défense commune.

3. Le haut représentant préside le Conseil des affaires étrangères.

4. Le haut représentant est l'un des vice-présidents de la Commission. Il veille à la cohérence de l'action extérieure de l'Union. Il est chargé, au sein de la Commission, des responsabilités qui incombent à cette dernière dans le domaine des relations extérieures et de la coordination des autres aspects de l'action extérieure de l'Union. Dans l'exercice de ces responsabilités au sein de la Commission, et pour ces seules responsabilités, le haut représentant est soumis aux procédures qui régissent le fonctionnement de la Commission, dans la mesure où cela est compatible avec les paragraphes 2 et 3."

20) Un article 9 F est inséré :

"ARTICLE 9 F

1. La Cour de justice de l'Union européenne comprend la Cour de justice, le Tribunal et des tribunaux spécialisés. Elle assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application des traités.

Les Etats membres établissent les voies de recours nécessaires pour assurer une protection juridictionnelle effective dans les domaines couverts par le droit de l'Union.

2. La Cour de justice est composée d'un juge par Etat membre. Elle est assistée d'avocats généraux.

Le Tribunal compte au moins un juge par Etat membre.

Les juges et les avocats généraux de la Cour de justice et les juges du Tribunal sont choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et réunissant les conditions visées aux articles 223 et 224 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ils sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres pour six ans. Les juges et les avocats généraux sortants peuvent être nommés de nouveau.

3. La Cour de justice de l'Union européenne statue conformément aux traités :

a) sur les recours formés par un Etat membre, une institution ou des personnes physiques ou morales;

b) à titre préjudiciel, à la demande des juridictions nationales, sur l'interprétation du droit de l'Union ou sur la validité d'actes adoptés par les institutions;

c) dans les autres cas prévus par les traités."

21) Les dispositions du titre IV sont incorporées dans le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, tel que modifié par ailleurs.

COOPERATIONS RENFORCEES

22) Le titre IV reprend l'intitulé du titre VII, qui devient "DISPOSITIONS SUR LES COOPERATIONS RENFORCEES", et les articles 27 A à 27 E, les articles 40 à 40 B et les articles 43 à 45 sont remplacés par l'article 10 suivant, lequel remplace aussi les articles 11 et 11 A du traité instituant la Communauté européenne. Ces mêmes articles sont également remplacés par les articles 280 A à 280 I du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, comme indiqué ci-après à l'article 2, point 278), du présent traité :

"ARTICLE 10

1. Les Etats membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union peuvent recourir aux institutions de celle-ci et exercer ces compétences en appliquant les dispositions appropriées des traités, dans les limites et selon les modalités prévues au présent article, ainsi qu'aux articles 280 A à 280 I du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les coopérations renforcées visent à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union, à préserver ses intérêts et à renforcer son processus d'intégration. Elles sont ouvertes à tout moment à tous les Etats membres, conformément à l'article 280 C du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

2. La décision autorisant une coopération renforcée est adoptée par le Conseil en dernier ressort, lorsqu'il établit que les objectifs recherchés par cette coopération ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble, et à condition qu'au moins neuf Etats membres y participent. Le Conseil statue conformément à la procédure prévue à l'article 280 D du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

3. Tous les membres du Conseil peuvent participer à ses délibérations, mais seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres participant à une coopération renforcée prennent part au vote. Les modalités de vote sont prévues à l'article 280 E du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

4. Les actes adoptés dans le cadre d'une coopération renforcée ne lient que les Etats membres participants. Ils ne sont pas considérés comme un acquis devant être accepté par les Etats candidats à l'adhésion à l'Union."

23) L'intitulé du titre V est remplacé par l'intitulé suivant : "DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACTION EXTERIEURE DE L'UNION ET DISPOSITIONS SPECIFIQUES CONCERNANT LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE COMMUNE"

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACTION EXTERIEURE

24) Le nouveau chapitre 1 et les nouveaux articles 10 A et 10 B suivants sont insérés :

"CHAPITRE 1

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACTION EXTERIEURE DE L'UNION

ARTICLE 10 A

1. L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde : la démocratie, l'Etat de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international.

L'Union s'efforce de développer des relations et de construire des partenariats avec les pays tiers et avec les organisations internationales, régionales ou mondiales qui partagent les principes visés au premier alinéa. Elle favorise des solutions multilatérales aux problèmes communs, en particulier dans le cadre des Nations unies.

2. L'Union définit et mène des politiques communes et des actions et œuvre pour assurer un haut degré de coopération dans tous les domaines des relations internationales afin :

- a) de sauvegarder ses valeurs, ses intérêts fondamentaux, sa sécurité, son indépendance et son intégrité;
- b) de consolider et de soutenir la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'homme et les principes du droit international;
- c) de préserver la paix, de prévenir les conflits et de renforcer la sécurité internationale, conformément aux buts et aux principes de la charte des Nations unies, ainsi qu'aux principes de l'acte final d'Helsinki et aux objectifs de la charte de Paris, y compris ceux relatifs aux frontières extérieures;
- d) de soutenir le développement durable sur le plan économique, social et environnemental des pays en développement dans le but essentiel d'éradiquer la pauvreté;
- e) d'encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international;
- f) de contribuer à l'élaboration de mesures internationales pour préserver et améliorer la qualité de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles mondiales, afin d'assurer un développement durable;
- g) d'aider les populations, les pays et les régions confrontés à des catastrophes naturelles ou d'origine humaine; et
- h) de promouvoir un système international fondé sur une coopération multilatérale renforcée et une bonne gouvernance mondiale.

3. L'Union respecte les principes et poursuit les objectifs visés aux paragraphes 1 et 2 dans l'élaboration et la mise en œuvre de son action extérieure dans les différents domaines couverts par le présent titre et par la cinquième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que de ses autres politiques dans leurs aspects extérieurs.

L'Union veille à la cohérence entre les différents domaines de son action extérieure et entre ceux-ci et ses autres politiques. Le Conseil et la Commission, assistés par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, assurent cette cohérence et coopèrent à cet effet.

ARTICLE 10 B

1. Sur la base des principes et objectifs énumérés à l'article 10 A, le Conseil européen identifie les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union.

Les décisions du Conseil européen sur les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union portent sur la politique étrangère et de sécurité commune ainsi que sur d'autres domaines relevant de l'action extérieure de l'Union. Elles peuvent concerner les relations de l'Union avec un pays ou une région, ou avoir une approche thématique. Elles définissent leur durée et les moyens que devront fournir l'Union et les Etats membres.

Le Conseil européen statue à l'unanimité sur recommandation du Conseil, adoptée par celui-ci selon les modalités prévues pour chaque domaine. Les décisions du Conseil européen sont mises en œuvre selon les procédures prévues par les traités.

2. Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, pour le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune, et la Commission, pour les autres domaines de l'action extérieure, peuvent présenter des propositions conjointes au Conseil."

POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE COMMUNE

25) Les intitulés suivants sont insérés :

"CHAPITRE 2

DISPOSITIONS SPECIFIQUES CONCERNANT LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE COMMUNE

SECTION 1

DISPOSITIONS COMMUNES"

26) Le nouvel article 10 C suivant est inséré :

"ARTICLE 10 C

L'action de l'Union sur la scène internationale, au titre du présent chapitre, repose sur les principes, poursuit les objectifs et est menée conformément aux dispositions générales visés au chapitre 1."

27) L'article 11 est modifié comme suit :

a) le paragraphe 1 est remplacé par les deux paragraphes suivants :

"1. La compétence de l'Union en matière de politique étrangère et de sécurité commune couvre tous les domaines de la politique étrangère ainsi que l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune qui peut conduire à une défense commune.

La politique étrangère et de sécurité commune est soumise à des règles et procédures spécifiques. Elle est définie et mise en oeuvre par le Conseil européen et le Conseil, qui statuent à l'unanimité, sauf dans les cas où les traités en disposent autrement. L'adoption d'actes législatifs est exclue. Cette politique est exécutée par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et par les Etats membres, conformément aux traités. Les rôles spécifiques du Parlement européen et de la Commission dans ce domaine sont définis par les traités. La Cour de justice de l'Union européenne n'est pas compétente en ce qui concerne ces dispositions, à l'exception de sa compétence pour contrôler le respect de l'article 25^{ter} du présent traité et pour contrôler la légalité de certaines décisions visées à l'article 240^{bis}, second alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

2. Dans le cadre des principes et objectifs de son action extérieure, l'Union conduit, définit et met en oeuvre une politique étrangère et de sécurité commune fondée sur un développement de la solidarité politique mutuelle des Etats membres, sur l'identification des questions présentant un intérêt général et sur la réalisation d'un degré toujours croissant de convergence des actions des Etats membres."

b) le paragraphe 2, renuméroté 3, est modifié comme suit :

i) au premier alinéa, les mots suivants sont ajoutés à la fin :

"... et respectent l'action de l'Union dans ce domaine.";

ii) le troisième alinéa est remplacé par "Le Conseil et le haut représentant veillent au respect de ces principes."

28) L'article 12 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 12

L'Union conduit la politique étrangère et de sécurité commune :

a) en définissant les orientations générales;

b) en adoptant des décisions qui définissent :

i) les actions à mener par l'Union;

ii) les positions à prendre par l'Union;

iii) les modalités de la mise en oeuvre des décisions visées aux points i) et ii);

et

c) en renforçant la coopération systématique entre les Etats membres pour la conduite de leur politique."

29) L'article 13 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, les mots "... définit les principes et les orientations générales ..." sont remplacés par "... identifie les intérêts stratégiques de l'Union, fixe les objectifs et définit les orientations générales ..." et la phrase suivante est ajoutée : "Il adopte les décisions nécessaires."; l'alinéa suivant est ajouté :

"Si un développement international l'exige, le président du Conseil européen convoque une réunion extraordinaire du Conseil européen afin de définir les lignes stratégiques de la politique de l'Union face à ce développement."

b) le paragraphe 2 est supprimé et le paragraphe 3 est renuméroté 2. Le premier alinéa est remplacé par le texte suivant : "Le Conseil élabore la politique étrangère et de sécurité commune et prend les décisions nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre de cette politique, sur la base des orientations générales et des lignes stratégiques définies par le Conseil européen." Le second alinéa est supprimé. Au troisième alinéa, devenu deuxième alinéa, le mot "... veille ..." est remplacé par "... et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité veillent ...".

c) le nouveau paragraphe suivant est ajouté :

"3. La politique étrangère et de sécurité commune est exécutée par le haut représentant et par les Etats membres, en utilisant les moyens nationaux et ceux de l'Union."

30) Le nouvel article 13^{bis} suivant est inséré :

"ARTICLE 13^{bis}

1. Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, qui préside le Conseil des affaires étrangères, contribue par ses propositions à l'élaboration de la politique étrangère et de sécurité commune et assure la mise en oeuvre des décisions adoptées par le Conseil européen et le Conseil.

2. Le haut représentant représente l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune. Il conduit au nom de l'Union le dialogue politique avec les tiers et exprime la position de l'Union dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales.

3. Dans l'accomplissement de son mandat, le haut représentant s'appuie sur un service européen pour l'action extérieure. Ce service travaille en collaboration avec les services diplomatiques des Etats membres et est composé de fonctionnaires des services compétents du secrétariat général du Conseil et de la Commission ainsi que de personnel détaché des services diplomatiques nationaux. L'organisation et le fonctionnement du service européen pour l'action extérieure sont fixés par une décision du Conseil. Le Conseil statue sur proposition du haut représentant, après consultation du Parlement européen et approbation de la Commission."

31) L'article 14 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, les deux premières phrases sont remplacées par la phrase suivante : "Lorsqu'une situation internationale exige une action opérationnelle de l'Union, le Conseil adopte les décisions nécessaires.";

b) le paragraphe 2 devient le deuxième alinéa du paragraphe 1, et les paragraphes qui suivent sont renumérotés en conséquence. A la première phrase, les mots "... d'une action commune," sont remplacés par "... d'une telle décision," et le mot "action" est remplacé par "décision". La dernière phrase est supprimée;

c) au paragraphe 3 renuméroté 2, les mots "... actions communes ..." sont remplacés par "... décisions visées au paragraphe 1 ...";

d) l'actuel paragraphe 4 est supprimé et les paragraphes qui suivent sont renumérotés en conséquence;

e) au paragraphe 5, renuméroté 3, première phrase, les mots "... en application d'une action commune fait l'objet d'une information dans des délais permettant," sont remplacés par "... en application d'une décision visée au paragraphe 1 fait l'objet d'une information par l'Etat membre concerné dans des délais permettant ...";

f) au paragraphe 6, renuméroté 4, première phrase, les mots "... à défaut d'une décision du Conseil," sont remplacés par "... à défaut d'une révision de la décision du Conseil visée au paragraphe 1," et les mots "... de l'action commune." sont remplacés par "... de ladite décision.";

g) au paragraphe 7, renuméroté 5, première phrase, les mots "action commune" sont remplacés par "décision visée au présent article" et, dans la deuxième phrase, le mot "l'action" est remplacé par "la décision visée au paragraphe 1".

32) A l'article 15, les mots au début : "Le Conseil arrête des positions communes. Celles-ci définissent ..." sont remplacés par "Le Conseil adopte des décisions qui définissent ..." et le dernier mot "communes" est remplacé par "de l'Union".

33) Un article 15bis est inséré qui reprend le libellé de l'article 22, avec les modifications suivantes :

a) au paragraphe 1, les mots "Chaque Etat membre ou la Commission peut saisir le Conseil ..." sont remplacés par "Chaque Etat membre, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ou le haut représentant avec le soutien de la Commission, peut saisir le Conseil ..." et les mots "... soumettre des propositions ..." sont remplacés par "... soumettre, respectivement, des initiatives ou des propositions ...".

b) au paragraphe 2, les mots "la présidence convoque ..." sont remplacés par "le haut représentant convoque ..." et les mots ", soit à la demande de la Commission ou d'un Etat membre," par ", soit à la demande d'un Etat membre,".

34) Un article 15ter est inséré qui reprend le libellé de l'article 23, avec les modifications suivantes :

a) au paragraphe 1, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant : "Les décisions relevant du présent chapitre sont prises par le Conseil européen et par le Conseil statuant à l'unanimité, sauf dans les cas où le présent chapitre en dispose autrement. L'adoption d'actes législatifs est exclue." et la dernière phrase du second alinéa est remplacée par le texte suivant : "Si les membres du Conseil qui assortissent leur abstention d'une telle déclaration représentent au moins un tiers des Etats membres réunissant au moins un tiers de la population de l'Union, la décision n'est pas adoptée.";

b) le paragraphe 2 est modifié comme suit :

i) le premier tiret est remplacé par les deux tirets suivants :

"— lorsqu'il adopte une décision qui définit une action ou une position de l'Union sur la base d'une décision du Conseil européen portant sur les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union, visée à l'article 10 B, paragraphe 1;

— lorsqu'il adopte une décision qui définit une action ou une position de l'Union sur proposition du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité présentée à la suite d'une demande spécifique que le Conseil européen lui a adressée de sa propre initiative ou à l'initiative du haut représentant;"

ii) au deuxième tiret, devenu troisième tiret, les mots "... une action commune ou une position commune," sont remplacés par "... une décision qui définit une action ou une position de l'Union,";

iii) au second alinéa, première phrase, le mot "importantes" est remplacé par "vitales"; la dernière phrase est remplacée par le texte suivant : "Le haut représentant recherche, en étroite consultation avec l'Etat membre concerné, une solution acceptable pour celui-ci. En l'absence d'un résultat, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut demander que le Conseil européen soit saisi de la question en vue d'une décision à l'unanimité.";

iv) le troisième alinéa est remplacé par le nouveau paragraphe 3 suivant, le dernier alinéa est numéroté 4 et le paragraphe 3 est renuméroté 5 :

"3. Le Conseil européen peut, à l'unanimité, adopter une décision prévoyant que le Conseil statue à la majorité qualifiée dans d'autres cas que ceux visés au paragraphe 2."

c) au paragraphe numéroté 4, les mots "Le présent paragraphe ne s'applique pas ..." sont remplacés par "Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas ...".

35) L'article 16 est modifié comme suit :

a) les mots "... s'informent mutuellement et ..." sont supprimés, le mot "du Conseil" est remplacé par "du Conseil européen et du Conseil" et les mots "... en vue d'assurer que l'influence de l'Union s'exerce de la manière la plus efficace par la convergence de leur actions." sont remplacés par "... en vue de définir une approche commune.";

b) le texte suivant est ajouté après la première phrase : "Avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale ou de prendre tout engagement qui pourrait affecter les intérêts de l'Union, chaque Etat membre consulte les autres au sein du Conseil européen ou du Conseil. Les Etats membres assurent, par la convergence de leurs actions, que l'Union puisse faire valoir ses intérêts et ses valeurs sur la scène internationale. Les Etats membres sont solidaires entre eux.";

c) les deux alinéas suivants sont ajoutés :

"Lorsque le Conseil européen ou le Conseil a défini une approche commune de l'Union au sens du premier alinéa, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et les ministres des affaires étrangères des Etats membres coordonnent leurs activités au sein du Conseil.

Les missions diplomatiques des Etats membres et les délégations de l'Union dans les pays tiers et auprès des organisations internationales coopèrent entre elles et contribuent à la formulation et à la mise en œuvre de l'approche commune."

36) Le texte de l'article 17 devient l'article 28 A, avec les modifications indiquées ci-après au point 49).

37) L'article 18 est modifié comme suit :

a) les paragraphes 1 à 4 sont supprimés;

b) au paragraphe 5, qui reste sans numéro, les mots "... , chaque fois qu'il l'estime nécessaire, ..." sont remplacés par "... , sur proposition du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ..." et la phrase suivante est ajoutée à la fin : "Le représentant spécial exerce son mandat sous l'autorité du haut représentant."

38) L'article 19 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, premier et deuxième alinéas, les mots "... positions communes" sont remplacés par "... positions de l'Union" et la phrase suivante est ajoutée à la fin du premier alinéa : "Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité assure l'organisation de cette coordination.;"

b) le paragraphe 2 est modifié comme suit :

i) au premier alinéa; les mots "Sans préjudice du paragraphe 1 et de l'article 14, paragraphe 3," sont remplacés par "Conformément à l'article 11, paragraphe 3," et les mots ", ainsi que le haut représentant," sont insérés après "... tiennent ces derniers";

ii) au deuxième alinéa, première phrase, les mots "ainsi que le haut représentant" sont insérés après "... les autres Etats membres"; à la deuxième phrase, le mot "permanent" est supprimé et les mots "... veilleront, dans l'exercice de leurs fonctions, à défendre les positions ..." sont remplacés par "... défendront, dans l'exercice de leurs fonctions, les positions ..."

iii) le nouveau troisième alinéa suivant est ajouté :

"Lorsque l'Union a défini une position sur un thème à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations unies, les Etats membres qui y siègent demandent que le haut représentant soit invité à présenter la position de l'Union."

39) L'article 20 est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, les mots "délégations de la Commission" sont remplacés par "délégations de l'Union" et les mots "... la mise en oeuvre des positions communes et des actions communes arrêtées par le Conseil." sont remplacés par "la mise en oeuvre des décisions qui définissent des positions et actions de l'Union adoptées en vertu du présent chapitre.;"

b) au second alinéa, les mots "... des informations, en procédant à des évaluation communes" sont remplacés par "... des informations et en procédant à des évaluations communes." et le membre de phrase "... et en contribuant à la mise en oeuvre des dispositions visées à l'article 20 du traité instituant la Communauté européenne" est supprimé;

c) le nouvel alinéa suivant est ajouté :

"Elles contribuent à la mise en oeuvre du droit de protection des citoyens de l'Union sur le territoire des pays tiers, visé à l'article 17, paragraphe 2, point c) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que des mesures adoptées en application de l'article 20 dudit traité."

40) L'article 21 est modifié comme suit :

a) le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité consulte régulièrement le Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune et de la politique de sécurité et de défense commune et l'informe de l'évolution de ces politiques. Il veille à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération. Les représentants spéciaux peuvent être associés à l'information du Parlement européen."

b) au second alinéa, première phrase, les mots "et du haut représentant" sont insérés à la fin; à la deuxième phrase, les mots "chaque année" sont remplacés par "deux fois par an" et les mots ", y compris la politique de sécurité et de défense commune." sont insérés à la fin.

41) Le texte de l'article 22 devient l'article 15*bis*; il est modifié comme indiqué ci-dessus au point 33).

42) Le texte de l'article 23 devient l'article 15*ter*; il est modifié comme indiqué ci-dessus au point 34).

43) L'article 24 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 24

L'Union peut conclure des accords avec un ou plusieurs Etats ou organisations internationales dans les domaines relevant du présent chapitre."

44) L'article 25 est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, première phrase, la mention du traité instituant la Communauté européenne est remplacée par une mention du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les mots ", du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité " sont insérés après "... à la demande de celui-ci,"; à la deuxième phrase les mots "... sans préjudice des compétences de la présidence et de la Commission" sont remplacés par "sans préjudice des attributions du haut représentant";

b) le texte du deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant : "Dans le cadre du présent chapitre, le comité politique et de sécurité exerce, sous la responsabilité du Conseil et du haut représentant, le contrôle politique et la direction stratégique des opérations de gestion de crise visées à l'article 28 B."

c) au troisième alinéa, les mots ", sans préjudice de l'article 47" sont supprimés.

45) Les articles 26 et 27 sont abrogés. Les deux articles 25*bis* et 25*ter* suivants sont insérés, l'article 25*ter* remplaçant l'article 47 :

"ARTICLE 25*bis*

Conformément à l'article 16 B du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et par dérogation à son paragraphe 2, le Conseil adopte une décision fixant les règles relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les Etats membres dans l'exercice d'activités qui relèvent du champ d'application du présent chapitre, et à la libre circulation de ces données. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'autorités indépendantes.

ARTICLE 25*ter*

La mise en oeuvre de la politique étrangère et de sécurité commune n'affecte pas l'application des procédures et l'étendue respective des attributions des institutions prévues par les traités pour l'exercice des compétences de l'Union visées aux articles 2 B à 2 E du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

De même, la mise en œuvre des politiques visées auxdits articles n'affecte pas l'application des procédures et l'étendue respective des attributions des institutions prévues par les traités pour l'exercice des compétences de l'Union au titre du présent chapitre."

46) Les articles 27 A à 27 E, relatifs aux coopérations renforcées, sont remplacés par l'article 10 conformément au point 22) ci-dessus.

47) L'article 28 est modifié comme suit :

a) le paragraphe 1 est supprimé et les paragraphes qui suivent sont renumérotés en conséquence; dans tout l'article, les mots "des Communautés européennes" sont remplacés par "de l'Union";

b) au paragraphe 2, renuméroté 1, les mots "... les dispositions visées au présent titre" sont remplacés par "... la mise en oeuvre du présent chapitre";

c) au paragraphe 3, renuméroté 2, premier alinéa, les mots "... mise en œuvre desdites dispositions" sont remplacés par "... mise en oeuvre du présent chapitre";

d) le nouveau paragraphe 3 suivant est ajouté, le paragraphe 4 étant supprimé :

"3. Le Conseil adopte une décision établissant les procédures particulières pour garantir l'accès rapide aux crédits du budget de l'Union destinés au financement d'urgence d'initiatives dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, et notamment aux activités préparatoires d'une mission visée à l'article 28 A, paragraphe 1, et à l'article 28 B. Il statue après consultation du Parlement européen.

Les activités préparatoires des missions visées à l'article 28 A, paragraphe 1, et à l'article 28 B, qui ne sont pas mises à la charge du budget de l'Union, sont financées par un fonds de lancement, constitué de contributions des Etats membres.

Le Conseil adopte à la majorité qualifiée, sur proposition du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, les décisions établissant :

a) les modalités de l'institution et du financement du fonds de lancement, notamment les montants financiers alloués au fonds;

b) les modalités de gestion du fonds de lancement;

c) les modalités de contrôle financier.

Lorsque la mission envisagée, conformément à l'article 28 A, paragraphe 1, et à l'article 28 B, ne peut être mise à la charge du budget de l'Union, le Conseil autorise le haut représentant à utiliser ce fonds. Le haut représentant fait rapport au Conseil sur l'exécution de ce mandat."

POLITIQUE DE SECURITE ET DE DEFENSE COMMUNE

48) La nouvelle section 2 suivante est insérée :

"SECTION 2

DISPOSITIONS CONCERNANT LA POLITIQUE DE SECURITE ET DE DEFENSE COMMUNE"

49) Un article 28 A est inséré, qui reprend le libellé de l'article 17, avec les modifications suivantes :

a) le nouveau paragraphe 1 suivant est inséré, le paragraphe qui suit étant renuméroté 2 :

"1. La politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune. Elle assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires. L'Union peut y avoir recours dans des missions en dehors de l'Union afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations unies. L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les Etats membres."

b) le paragraphe 1, renuméroté 2, est modifié comme suit :

i) le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :

"2. La politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Elle conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi. Il recommande, dans ce cas, aux Etats membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs règles constitutionnelles respectives."

ii) au deuxième alinéa, les mots "au sens du présent article" sont remplacés par "au sens de la présente section";

iii) le troisième alinéa est supprimé.

c) les actuels paragraphes 2, 3, 4 et 5 sont remplacés par les paragraphes 3 à 7 suivants :

"3. Les Etats membres mettent à la disposition de l'Union, pour la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune, des capacités civiles et militaires pour contribuer aux objectifs définis par le Conseil. Les Etats membres qui constituent entre eux des forces multinationales peuvent aussi les mettre à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune.

Les Etats membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires. L'Agence dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche, des acquisitions et de l'armement (ci-après dénommée "Agence européenne de défense") identifie les besoins opérationnels, promeut des mesures pour les satisfaire, contribue à identifier et, le cas échéant, mettre en œuvre toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense, participe à la définition d'une politique européenne des capacités et de l'armement, et assiste le Conseil dans l'évaluation de l'amélioration des capacités militaires.

4. Les décisions relatives à la politique de sécurité et de défense commune, y compris celles portant sur le lancement d'une mission visée au présent article, sont adoptées par le Conseil statuant à l'unanimité, sur proposition du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ou sur initiative d'un Etat membre. Le haut représentant peut proposer de recourir aux moyens nationaux ainsi qu'aux instruments de l'Union, le cas échéant conjointement avec la Commission.

5. Le Conseil peut confier la réalisation d'une mission, dans le cadre de l'Union, à un groupe d'Etats membres afin de préserver les valeurs de l'Union et de servir ses intérêts. La réalisation d'une telle mission est régie par l'article 28 C.

6. Les Etats membres qui remplissent des critères plus élevés de capacités militaires et qui ont souscrit des engagements plus contraignants en la matière en vue des missions les plus exigeantes, établissent une coopération structurée permanente dans le cadre de l'Union. Cette coopération est régie par l'article 28 E. Elle n'affecte pas les dispositions de l'article 28 B.

7. Au cas où un Etat membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres Etats membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies. Cela n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains Etats membres.

Les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui reste, pour les Etats qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre."

50) Les nouveaux articles 28 B à 28 E suivants sont insérés :

"ARTICLE 28 B

1. Les missions visées à l'article 28 A, paragraphe 1, dans lesquelles l'Union peut avoir recours à des moyens civils et militaires, incluent les actions conjointes en matière de désarmement, les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de conseil et d'assistance en matière militaire, les missions de prévention des conflits et de maintien de la paix, les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix et les opérations de stabilisation à la fin des conflits. Toutes ces missions peuvent contribuer à la lutte contre le terrorisme, y compris par le soutien apporté à des pays tiers pour combattre le terrorisme sur leur territoire.

2. Le Conseil adopte des décisions portant sur les missions visées au paragraphe 1 en définissant leur objectif et leur portée ainsi que les modalités générales de leur mise en œuvre. Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, sous l'autorité du Conseil et en contact étroit et permanent avec le comité politique et de sécurité, veille à la coordination des aspects civils et militaires de ces missions.

ARTICLE 28 C

1. Dans le cadre des décisions adoptées conformément à l'article 28 B, le Conseil peut confier la mise en œuvre d'une mission à un groupe d'Etats membres qui le souhaitent et disposent des capacités nécessaires pour une telle mission. Ces Etats membres, en association avec le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, conviennent entre eux de la gestion de la mission.

2. Les Etats membres qui participent à la réalisation de la mission informent régulièrement le Conseil de l'état de la mission de leur propre initiative ou à la demande d'un autre Etat membre. Les Etats membres participants saisissent immédiatement le Conseil si la réalisation de la mission entraîne des conséquences majeures ou requiert une modification de l'objectif, de la portée ou des modalités de la mission fixés par les décisions visées au paragraphe 1. Dans ces cas, le Conseil adopte les décisions nécessaires.

ARTICLE 28 D

1. L'Agence européenne de défense, visée à l'article 28 A, paragraphe 3, et placée sous l'autorité du Conseil, a pour mission :

a) de contribuer à identifier les objectifs de capacités militaires des Etats membres et à évaluer le respect des engagements de capacités souscrits par les Etats membres;

b) de promouvoir une harmonisation des besoins opérationnels et l'adoption de méthodes d'acquisition performantes et compatibles;

c) de proposer des projets multilatéraux pour remplir les objectifs en termes de capacités militaires et d'assurer la coordination des programmes exécutés par les Etats membres et la gestion de programmes de coopération spécifiques;

d) de soutenir la recherche en matière de technologie de défense, de coordonner et de planifier des activités de recherche conjointes et des études de solutions techniques répondant aux besoins opérationnels futurs;

e) de contribuer à identifier et, le cas échéant, de mettre en œuvre, toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense et pour améliorer l'efficacité des dépenses militaires.

2. L'Agence européenne de défense est ouverte à tous les Etats membres qui souhaitent y participer. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, adopte une décision définissant le statut, le siège et les modalités de fonctionnement de l'Agence. Cette décision tient compte du degré de participation effective aux activités de l'Agence. Des groupes spécifiques sont constitués au sein de l'Agence, rassemblant des Etats membres qui mènent des projets conjoints. L'Agence accomplit ses missions en liaison avec la Commission en tant que de besoin.

ARTICLE 28 E

1. Les Etats membres souhaitant participer à la coopération structurée permanente visée à l'article 28 A, paragraphe 6, qui remplissent les critères et souscrivent aux engagements en matière de capacités militaires repris au protocole sur la coopération structurée permanente, notifient leur intention au Conseil et au haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

2. Dans un délai de trois mois suivant la notification visée au paragraphe 1, le Conseil adopte une décision établissant la coopération structurée permanente et fixant la liste des Etats membres participants. Le Conseil statue à la majorité qualifiée, après consultation du haut représentant.

3. Tout Etat membre qui, à un stade ultérieur, souhaite participer à la coopération structurée permanente, notifie son intention au Conseil et au haut représentant.

Le Conseil adopte une décision qui confirme la participation de l'Etat membre concerné qui remplit les critères et souscrit aux engagements visés aux articles 1 et 2 du protocole sur la coopération structurée permanente. Le Conseil statue à la majorité qualifiée, après consultation du haut représentant. Seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres participants prennent part au vote.

La majorité qualifiée se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

4. Si un Etat membre participant ne remplit plus les critères ou ne peut plus assumer les engagements visés aux articles 1 et 2 du protocole sur la coopération structurée permanente, le Conseil peut adopter une décision suspendant la participation de cet Etat.

Le Conseil statue à la majorité qualifiée. Seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres participants, à l'exception de l'Etat membre concerné, prennent part au vote.

La majorité qualifiée se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

5. Si un Etat membre participant souhaite quitter la coopération structurée permanente, il notifie sa décision au Conseil, qui prend acte de ce que la participation de l'Etat membre concerné prend fin.

6. Les décisions et les recommandations du Conseil dans le cadre de la coopération structurée permanente, autres que celles prévues aux paragraphes 2 à 5, sont adoptées à l'unanimité. Aux fins du présent paragraphe, l'unanimité est constituée par les voix des seuls représentants des Etats membres participants."

51) Les articles 29 à 39 du titre VI, relatifs à la coopération judiciaire en matière pénale et à la coopération policière, sont remplacés par les dispositions des chapitres 1, 4 et 5 du titre IV de la troisième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Comme indiqué ci-après à l'article 2, points 64), 67) et 68) du présent traité, l'article 29 est remplacé par l'article 61 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, l'article 30 est remplacé par les articles 69 F et 69 G dudit traité, l'article 31 est remplacé par les articles 69 A, 69 B et 69 D dudit traité, l'article 32 est remplacé par l'article 69 H dudit traité, l'article 33 est remplacé par l'article 61 E dudit traité et l'article 36 est remplacé par l'article 61 D dudit traité. L'intitulé du titre est supprimé et son numéro devient celui du titre relatif aux dispositions finales.

52) Les articles 40 à 40 B du titre VI et les articles 43 à 45 du titre VII, relatifs aux coopérations renforcées, sont remplacés par l'article 10, conformément au point 22) ci-dessus, et le titre VII est abrogé.

53) Les articles 41 et 42 sont abrogés.

DISPOSITIONS FINALES

54) Le titre VIII, relatif aux dispositions finales, est renuméroté VI; ce titre et les articles 48, 49 et 53 sont modifiés comme indiqué, respectivement, aux points 56), 57) et 61) ci-après. L'article 47 est remplacé par l'article 25^{ter}, comme indiqué ci-dessus au point 45) et les articles 46 et 50 sont abrogés.

55) Le nouvel article 46 A suivant est inséré :

"ARTICLE 46 A

L'Union a la personnalité juridique."

56) L'article 48 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 48

1. Les traités peuvent être modifiés conformément à une procédure de révision ordinaire. Ils peuvent également être modifiés conformément à des procédures de révision simplifiées.

Procédure de révision ordinaire

2. Le gouvernement de tout Etat membre, le Parlement européen ou la Commission peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision des traités. Ces projets peuvent, entre autres, tendre à accroître ou à réduire les compétences attribuées à l'Union dans les traités. Ces projets sont transmis par le Conseil au Conseil européen et notifiés aux parlements nationaux.

3. Si le Conseil européen, après consultation du Parlement européen et de la Commission, adopte à la majorité simple une décision favorable à l'examen des modifications proposées, le président du Conseil européen convoque une Convention composée de représentants des parlements nationaux, des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres, du Parlement européen et de la Commission. La Banque centrale européenne est également consultée dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire. La Convention examine les projets de révision et adopte par consensus une recommandation à une Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres telle que prévue au paragraphe 4.

Le Conseil européen peut décider à la majorité simple, après approbation du Parlement européen, de ne pas convoquer de Convention lorsque l'ampleur des modifications ne le justifie pas. Dans ce dernier cas, le Conseil européen établit le mandat pour une Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres.

4. Une Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter aux traités.

Les modifications entrent en vigueur après avoir été ratifiées par tous les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

5. Si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature d'un traité modifiant les traités, les quatre cinquièmes des Etats membres ont ratifié ledit traité et qu'un ou plusieurs Etats membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question.

Procédures de révision simplifiées

6. Le gouvernement de tout Etat membre, le Parlement européen ou la Commission peut soumettre au Conseil européen des projets tendant à la révision de tout ou partie des dispositions de la troisième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, relatives aux politiques et actions internes de l'Union.

Le Conseil européen peut adopter une décision modifiant tout ou partie des dispositions de la troisième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Le Conseil européen statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et de la Commission ainsi que de la Banque centrale européenne dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire. Cette décision n'entre en vigueur qu'après son approbation par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

La décision visée au deuxième alinéa ne peut pas accroître les compétences attribuées à l'Union dans les traités.

7. Lorsque le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ou le titre V du présent traité prévoit que le Conseil statue à l'unanimité dans un domaine ou dans un cas déterminé, le Conseil européen peut adopter une décision autorisant le Conseil à statuer à la majorité qualifiée dans ce domaine ou dans ce cas. Le présent alinéa ne s'applique pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

Lorsque le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne prévoit que des actes législatifs sont adoptés par le Conseil conformément à une procédure législative spéciale, le Conseil européen peut adopter une décision autorisant l'adoption desdits actes conformément à la procédure législative ordinaire.

Toute initiative prise par le Conseil européen sur la base du premier ou du deuxième alinéa est transmise aux parlements nationaux. En cas d'opposition d'un parlement national notifiée dans un délai de six mois après cette transmission, la décision visée au premier ou au deuxième alinéa n'est pas adoptée. En l'absence d'opposition, le Conseil européen peut adopter ladite décision.

Pour l'adoption des décisions visées au premier ou au deuxième alinéa, le Conseil européen statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent."

57) L'article 49, premier alinéa, est modifié comme suit :

a) à la première phrase, les mots "... respecte les principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, peut demander ..." sont remplacés par "... respecte les valeurs visées à l'article 1bis et s'engage à les promouvoir peut demander ...";

b) à la deuxième phrase, les mots "Il adresse sa demande au Conseil, lequel se prononce à l'unanimité ..." sont remplacés par "Le Parlement européen et les parlements nationaux sont informés de cette demande. L'Etat demandeur adresse sa demande au Conseil, lequel se prononce à l'unanimité ..."; les mots "avis conforme" sont remplacés par "approbation" et le mot "absolue" est supprimé.

c) la nouvelle phrase suivante est ajoutée à la fin de l'alinéa : "Les critères d'éligibilité approuvés par le Conseil européen sont pris en compte."

58) Le nouvel article 49 A suivant est inséré :

"ARTICLE 49 A

1. Tout Etat membre peut décider, conformément à ses règles constitutionnelles, de se retirer de l'Union.

2. L'Etat membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil européen. A la lumière des orientations du Conseil européen, l'Union négocie et conclut avec cet Etat un accord fixant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Cet accord est négocié conformément à l'article 188 N, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Il est conclu au nom de l'Union par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après approbation du Parlement européen.

3. Les traités cessent d'être applicables à l'Etat concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2, sauf si le Conseil européen, en accord avec l'Etat membre concerné, décide à l'unanimité de proroger ce délai.

4. Aux fins des paragraphes 2 et 3, le membre du Conseil européen et du Conseil représentant l'Etat membre qui se retire ne participe ni aux délibérations ni aux décisions du Conseil européen et du Conseil qui le concernent.

La majorité qualifiée se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point b), du traité sur le fonctionnement

5. Si l'Etat qui s'est retiré de l'Union demande à adhérer à nouveau, sa demande est soumise à la procédure visée à l'article 49."

59) Un article 49 B est inséré :

"ARTICLE 49 B

Les protocoles et annexes des traités en font partie intégrante."

60) Un article 49 C est inséré :

"ARTICLE 49 C

1. Les traités s'appliquent au Royaume de Belgique, à la République de Bulgarie, à la République tchèque, au Royaume de Danemark, à la République fédérale d'Allemagne, à la République d'Estonie, à l'Irlande, à la République hellénique, au Royaume d'Espagne, à la République française, à la République italienne, à la République de Chypre, à la République de Lettonie, à la République de Lituanie, au Grand-Duché de Luxembourg, à la République de Hongrie, à la République de Malte, au Royaume des Pays-Bas, à la République d'Autriche, à la République de Pologne, à la République portugaise, à la Roumanie, à la République de Slovaquie, à la République Slovaque, à la République de Finlande, au Royaume de Suède et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

2. Le champ d'application territoriale des traités est précisé à l'article 311*bis* du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne."

61) L'article 53 est modifié comme suit :

a) le premier alinéa devient un paragraphe 1, la liste des langues est complétée par celles énumérées au second alinéa de l'actuel article 53 du traité sur l'Union européenne et le second alinéa est supprimé;

b) le nouveau paragraphe 2 suivant est ajouté :

"2. Le présent traité peut aussi être traduit dans toute autre langue déterminée par les Etats membres parmi celles qui, en vertu de l'ordre constitutionnel de ces Etats membres, jouissent du statut de langue officielle sur tout ou partie de leur territoire. L'Etat membre concerné fournit une copie certifiée de ces traductions, qui sera versée aux archives du Conseil."

ARTICLE 2

Le traité instituant la Communauté européenne est modifié conformément aux dispositions du présent article.

1) L'intitulé du traité est remplacé par : "Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne".

A. MODIFICATIONS HORIZONTALES

2) Dans tout le traité :

a) les mots "la Communauté" ou "la Communauté européenne" sont remplacés par "l'Union", les mots "des Communautés européennes" ou "de la CEE" sont remplacés par "de l'Union européenne" et l'adjectif "communautaire" est remplacé par "de l'Union", à l'exclusion de l'article 299, paragraphe 6, point c), renuméroté 311*bis*, paragraphe 5, point c). En ce qui concerne l'article 136, premier alinéa, la modification qui précède ne s'applique qu'à la mention de "La Communauté";

b) les mots "le présent traité", "du présent traité" et "au présent traité" sont remplacés, respectivement, par "les traités", "des traités" et "aux traités" et, le cas échéant, le verbe et les adjectifs qui suivent sont mis au pluriel; le présent point ne s'applique pas à l'article 182, troisième alinéa, et aux articles 312 et 313;

c) les mots "le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251", "le Conseil, statuant selon la procédure visée à l'article 251" ou "le Conseil, agissant conformément à la procédure visée à l'article 251" sont remplacés par "le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire" et les mots "la procédure visée à l'article 251" sont remplacés par "la procédure législative ordinaire" et, le cas échéant, le verbe qui suit est mis au pluriel;

d) les mots "statuant à la majorité qualifiée", "en statuant à la majorité qualifiée", "qui statue à la majorité qualifiée" et "à la majorité qualifiée" sont supprimés;

e) les mots "Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement" sont remplacés par "Conseil européen";

f) les mots "institutions ou organes" et "institutions et organes" sont remplacés par "institutions, organes ou organismes", à l'exception de l'article 193, premier alinéa;

g) les mots "marché commun" sont remplacés par "marché intérieur";

h) le mot "écu" est remplacé par "euro";

i) les mots "Etats membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation" sont remplacés par "Etats membres dont la monnaie est l'euro";

- j) le sigle "BCE" est remplacée par les mots "Banque centrale européenne";
- k) les mots "statuts du SEBC" sont remplacés par "statuts du SEBC et de la BCE";
- l) les mots "comité prévu à l'article 114" et "comité visé à l'article 114" sont remplacés par "comité économique et financier";
- m) les mots "statut de la Cour de justice" ou "statut de la Cour" sont remplacés par "statut de la Cour de justice de l'Union européenne";
- n) les mots "Tribunal de première instance" sont remplacés par "Tribunal";
- o) les mots "chambre juridictionnelle" et "chambres juridictionnelles" sont remplacés, respectivement, par "tribunal spécialisé" et "tribunaux spécialisés", la phrase étant grammaticalement adaptée en conséquence.
- 3) Aux articles suivants, les mots "le Conseil, statuant à l'unanimité" sont remplacés par "le Conseil, statuant à l'unanimité conformément à une procédure législative spéciale," et les mots "sur proposition de la Commission" sont supprimés :

- | | |
|---|---|
| — article 13, devenu 16 E, paragraphe 1 | — article 93 |
| — article 19, paragraphe 1 | — article 94, devenu 95 |
| — article 19, paragraphe 2 | — article 104, paragraphe 14, deuxième alinéa |
| — article 22, deuxième alinéa | — article 175, paragraphe 2, premier alinéa |

4) Aux articles suivants, les mots ", statuant à la majorité simple," sont insérés après "le Conseil" :

- | | |
|-------------------------------|--|
| — article 130, premier alinéa | — article 213, dernier alinéa, troisième -phrase |
| — article 144, premier alinéa | — article 216 |
| — article 208 | — article 284 |
| — article 209 | |

5) Aux articles suivants, les mots "consultation du Parlement européen" sont remplacés par "approbation du Parlement européen" :

- article 13, devenu 16 E, paragraphe 1
- article 22, deuxième alinéa

6) Aux articles suivants, le mot "institution" ou "l'institution" est remplacé par "institution, organe ou organisme" ou "l'institution, l'organe ou l'organisme" et, le cas échéant, la phrase est grammaticalement adaptée en conséquence :

- article 195, paragraphe 1, deuxième alinéa
- article 232, deuxième alinéa
- article 233, premier alinéa
- article 234, point b)
- article 255, paragraphe 3, devenu 16 A, paragraphe 3, troisième alinéa

7) Aux articles suivants, les mots "Cour de justice" ou "Cour" sont remplacés par "Cour de justice de l'Union européenne" :

- | | |
|---|---|
| — article 83, paragraphe 2, point d) | — article 233, premier alinéa |
| — article 88, paragraphe 2, deuxième alinéa | — article 234, premier alinéa |
| — article 95, devenu 94, paragraphe 9 | — article 235 |
| — article 195, paragraphe 1 | — article 236 |
| — article 225 A, sixième alinéa | — article 237, phrase introductive |
| — article 226, deuxième alinéa | — article 238 |
| — article 227, premier alinéa | — article 240 |
| — article 228, paragraphe 1, première mention | — article 242, première phrase |
| — article 229 | — article 243 |
| — article 229 A | — article 244 |
| — article 230, premier alinéa | — article 247, paragraphe 9, renuméroté 8 |
| — article 231, premier alinéa | — article 256, deuxième alinéa |
| — article 232, premier alinéa | |

Aux articles suivants, les mots " de justice" sont supprimés après "Cour" :

- | | |
|---|--|
| — article 227, quatrième alinéa | — article 232, troisième alinéa |
| — article 228, paragraphe 1, deuxième mention | — article 234, deuxième et troisième alinéas |
| — article 230, troisième alinéa | — article 237, point d), troisième phrase |
| | — article 256, quatrième alinéa |

8) Aux articles suivants, le renvoi à un autre article du traité est remplacé par le renvoi suivant à un article du traité sur l'Union européenne :

- article 21, troisième alinéa devenu quatrième alinéa : renvoi à l'article 9 (premier renvoi) et à l'article 53, paragraphe 1 (deuxième renvoi)
- article 4, devenu article 97ter : renvoi à l'article 2
- article 98 : renvoi à l'article 2 (premier renvoi)
- article 105, paragraphe 1, deuxième phrase : renvoi à l'article 2
- article 215, troisième alinéa devenu quatrième alinéa : renvoi à l'article 9 D, paragraphe 7, premier alinéa

9) (ne concerne pas la version française)

B. MODIFICATIONS SPECIFIQUES

PREAMBULE

10) Dans le deuxième considérant, le mot "pays" est remplacé par "Etats" et dans le dernier considérant du préambule, les mots "ONT DECIDE de créer une COMMUNAUTE EUROPEENNE et ont désigné ..." sont remplacés par "ONT DESIGNÉ ...".

DISPOSITIONS COMMUNES

11) Les articles premier et 2 sont abrogés. Un article 1bis est inséré :

"ARTICLE 1bis

1. Le présent traité organise le fonctionnement de l'Union et détermine les domaines, la délimitation et les modalités d'exercice de ses compétences.

2. Le présent traité et le traité sur l'Union européenne constituent les traités sur lesquels est fondée l'Union. Ces deux traités, qui ont la même valeur juridique, sont désignés par les mots "les traités".

CATEGORIES ET DOMAINES DE COMPETENCES

12) Le nouveau titre et les nouveaux articles 2 A à 2 E suivants sont insérés :

"TITRE I

CATEGORIES ET DOMAINES DE COMPETENCES DE L'UNION

ARTICLE 2 A

1. Lorsque les traités attribuent à l'Union une compétence exclusive dans un domaine déterminé, seule l'Union peut légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants, les Etats membres ne pouvant le faire par eux-mêmes que s'ils sont habilités par l'Union, ou pour mettre en œuvre les actes de l'Union.

2. Lorsque les traités attribuent à l'Union une compétence partagée avec les Etats membres dans un domaine déterminé, l'Union et les Etats membres peuvent légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants dans ce domaine. Les Etats membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne. Les Etats membres exercent à nouveau leur compétence dans la mesure où l'Union a décidé de cesser d'exercer la sienne.

3. Les Etats membres coordonnent leurs politiques économiques et de l'emploi selon les modalités prévues par le présent traité, pour la définition desquelles l'Union dispose d'une compétence.

4. L'Union dispose d'une compétence, conformément aux dispositions du traité sur l'Union européenne, pour définir et mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune.

5. Dans certains domaines et dans les conditions prévues par les traités, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des Etats membres, sans pour autant remplacer leur compétence dans ces domaines.

Les actes juridiquement contraignants de l'Union adoptés sur la base des dispositions des traités relatives à ces domaines ne peuvent pas comporter d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

6. L'étendue et les modalités d'exercice des compétences de l'Union sont déterminées par les dispositions des traités relatives à chaque domaine.

ARTICLE 2 B

1. L'Union dispose d'une compétence exclusive dans les domaines suivants :

- a) l'union douanière;
- b) l'établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur;
- c) la politique monétaire pour les Etats membres dont la monnaie est l'euro;
- d) la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche;
- e) la politique commerciale commune.

2. L'Union dispose également d'une compétence exclusive pour la conclusion d'un accord international lorsque cette conclusion est prévue dans un acte législatif de l'Union, ou est nécessaire pour lui permettre d'exercer sa compétence interne, ou dans la mesure où elle est susceptible d'affecter des règles communes ou d'en altérer la portée.

ARTICLE 2 C

1. L'Union dispose d'une compétence partagée avec les Etats membres lorsque les traités lui attribuent une compétence qui ne relève pas des domaines visés aux articles 2 B et 2 E.

2. Les compétences partagées entre l'Union et les Etats membres s'appliquent aux principaux domaines suivants :

- a) le marché intérieur;
- b) la politique sociale, pour les aspects définis dans le présent traité;
- c) la cohésion économique, sociale et territoriale;
- d) l'agriculture et la pêche, à l'exclusion de la conservation des ressources biologiques de la mer;
- e) l'environnement;

- f) la protection des consommateurs;
- g) les transports;
- h) les réseaux transeuropéens;
- i) l'énergie;
- j) l'espace de liberté, de sécurité et de justice;
- k) les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique, pour les aspects définis dans le présent traité.

3. Dans les domaines de la recherche, du développement technologique et de l'espace, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions, notamment pour définir et mettre en œuvre des programmes, sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les Etats membres d'exercer la leur.

4. Dans les domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions et une politique commune, sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les Etats membres d'exercer la leur.

ARTICLE 2 D

1. Les Etats membres coordonnent leurs politiques économiques au sein de l'Union. A cette fin, le Conseil adopte des mesures, notamment les grandes orientations de ces politiques.

Des dispositions particulières s'appliquent aux Etats membres dont la monnaie est l'euro.

2. L'Union prend des mesures pour assurer la coordination des politiques de l'emploi des Etats membres, notamment en définissant les lignes directrices de ces politiques.

3. L'Union peut prendre des initiatives pour assurer la coordination des politiques sociales des Etats membres.

ARTICLE 2 E

L'Union dispose d'une compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des Etats membres. Les domaines de ces actions sont, dans leur finalité européenne :

- a) la protection et l'amélioration de la santé humaine;
- b) l'industrie;
- c) la culture;
- d) le tourisme;
- e) l'éducation, la formation professionnelle, la jeunesse et le sport;
- f) la protection civile;
- g) la coopération administrative."

DISPOSITIONS D'APPLICATION GENERALE

13) Le titre et l'article 2 F suivants sont insérés :

"TITRE II

DISPOSITIONS D'APPLICATION GENERALE

ARTICLE 2 F

L'Union veille à la cohérence entre ses différentes politiques et actions, en tenant compte de l'ensemble de ses objectifs et en se conformant au principe d'attribution des compétences."

14) L'article 3, paragraphe 1, est abrogé. Son paragraphe 2 est modifié comme suit : les mots "... les actions visées au présent article," sont remplacés par "...ses actions," et reste sans numéro.

15) Le texte de l'article 4 devient l'article 97^{ter}. Il est modifié comme indiqué ci-après au point 85).

16) L'article 5 est abrogé; il est remplacé par l'article 3^{ter} du traité sur l'Union européenne.

17) Un article 5^{bis} est inséré :

"ARTICLE 5^{bis}

Dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine."

18) Un article 5^{ter} est inséré :

"ARTICLE 5^{ter}

Dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union cherche à combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle."

19) A l'article 6, les mots "visées à l'article 3" sont supprimés.

20) Un article 6^{bis} est inséré, avec le libellé de l'article 153, paragraphe 2.

21) Un article 6^{ter} est inséré avec le libellé du dispositif du protocole sur la protection et le bien-être des animaux; les mots ", de la pêche," sont insérés après "l'agriculture", les mots "... et de la recherche," sont remplacés par "... de la recherche et développement technologique et de l'espace," et les mots "en tant qu'êtres sensibles," sont insérés après "...du bien-être des animaux".

22) Les articles 7 à 10 sont abrogés. Les articles 11 et 11 A sont remplacés par l'article 10 du traité sur l'Union européenne et par les articles 280 A à 280 I du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, comme indiqué ci-dessus à l'article 1, point 22), du présent traité et ci-après au point 278).

23) Le texte de l'article 12 devient l'article 16 D.

24) Le texte de l'article 13 devient l'article 16 E. Il est modifié comme indiqué ci-après au point 33).

25) Le texte de l'article 14 devient l'article 22^{bis}. Il est modifié comme indiqué ci-après au point 41).

26) Le texte de l'article 15 devient l'article 22^{ter}. Il est modifié comme indiqué ci-après au point 42).

27) L'article 16 est modifié comme suit :

a) au début de l'article, les mots "Sans préjudice des articles 73, 86 et 87, ..." sont remplacés par "Sans préjudice de l'article 3^{bis} du traité sur l'Union européenne et des articles 73, 86 et 87 du présent traité, ...";

b) à la fin de la phrase, les mots "... et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions." sont remplacés par "... et dans des conditions, notamment économiques et financières, qui leur permettent d'accomplir leurs missions.";

c) la nouvelle phrase suivante est ajoutée :

"Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, établissent ces principes et fixent ces conditions, sans préjudice de la compétence qu'ont les Etats membres, dans le respect des traités, de fournir, de faire exécuter et de financer ces services."

28) Un article 16 A est inséré, avec le libellé de l'article 255; il est modifié comme suit :

a) le paragraphe 1 est précédé du texte suivant, le paragraphe 1 étant renuméroté 3 et les paragraphes 2 et 3 devenant des alinéas :

"1. Afin de promouvoir une bonne gouvernance, et d'assurer la participation de la société civile, les institutions, organes et organismes de l'Union œuvrent dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture.

2. Le Parlement européen siège en public, ainsi que le Conseil lorsqu'il délibère et vote sur un projet d'acte législatif."

b) au paragraphe 1, renuméroté 3, qui devient le premier alinéa de ce paragraphe 3, le mot "statutaire" est inséré après "siège", les mots "du Parlement européen, du Conseil et de la Commission" sont remplacés par "des institutions, organes et organismes de l'Union, quel que soit leur support" et les mots "aux paragraphes 2 et 3" sont remplacés par "au présent paragraphe";

c) au paragraphe 2, qui devient le deuxième alinéa du paragraphe 1 renuméroté 3, les mots "par voie de règlements" sont insérées après "sont fixés" et les mots "dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam" sont supprimés;

d) au paragraphe 3, qui devient le troisième alinéa du paragraphe 1 renuméroté 3, les mots "... visée ci-dessus élabore ..." sont remplacés par "... assure la transparence de ses travaux et élabore ...", les mots "...", en conformité avec les règlements visés au deuxième alinéa" sont insérés à la fin de l'alinéa et les deux nouveaux alinéas suivants sont ajoutés :

"La Cour de justice de l'Union européenne, la Banque centrale européenne et la Banque européenne d'investissement ne sont soumises au présent paragraphe que lorsqu'elles exercent des fonctions administratives.

Le Parlement européen et le Conseil assurent la publicité des documents relatifs aux procédures législatives dans les conditions prévues par les règlements visés au deuxième alinéa."

29) Un article 16 B est inséré, qui remplace l'article 286 :

"ARTICLE 16 B

1. Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.

2. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, fixent les règles relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que par les Etats membres dans l'exercice d'activités qui relèvent du champ d'application du droit de l'Union, et à la libre circulation de ces données. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'autorités indépendantes.

Les règles adoptées sur la base du présent article sont sans préjudice des règles spécifiques prévues à l'article 25bis du traité sur l'Union européenne."

30) Le nouvel article 16 C suivant est inséré :

"ARTICLE 16 C

1. L'Union respecte et ne préjuge pas du statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les églises et les associations ou communautés religieuses dans les Etats membres.

2. L'Union respecte également le statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les organisations philosophiques et non confessionnelles.

3. Reconnaisant leur identité et leur contribution spécifique, l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec ces églises et organisations."

NON-DISCRIMINATION ET CITOYENNETE

31) L'intitulé de la deuxième partie est remplacé par l'intitulé suivant : "NON-DISCRIMINATION ET CITOYENNETE DE L'UNION".

32) Un article 16 D est inséré, avec le libellé de l'article 12.

33) Un article 16 E est inséré, avec le libellé de l'article 13; au paragraphe 2, les mots "... lorsque le Conseil adopte ..." sont remplacés par "... le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent adopter les principes de base ..." et les mots à la fin "... , il statue conformément à la procédure visée à l'article 251" sont supprimés.

34) L'article 17 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, le mot "complète" est remplacé par "s'ajoute à";

b) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

"2. Les citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par les traités. Ils ont, entre autres :

a) le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres;

b) le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen ainsi qu'aux élections municipales dans l'Etat membre où ils résident, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat;

c) le droit de bénéficier, sur le territoire d'un pays tiers où l'Etat membre dont ils sont ressortissants n'est pas représenté, de la protection des autorités diplomatiques et consulaires de tout Etat membre dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat;

d) le droit d'adresser des pétitions au Parlement européen, de recourir au médiateur européen, ainsi que le droit de s'adresser aux institutions et aux organes consultatifs de l'Union dans l'une des langues des traités et de recevoir une réponse dans la même langue.

Ces droits s'exercent dans les conditions et limites définies par les traités et par les mesures adoptées en application de ceux-ci."

35) L'article 18 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 2, les mots "... le Conseil peut arrêter ..." sont remplacés par "... le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent arrêter ..." et la dernière phrase est supprimée;

b) le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant :

"3. Aux mêmes fins que celles visées au paragraphe 1, et sauf si les traités ont prévu des pouvoirs d'action à cet effet, le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, peut arrêter des mesures concernant la sécurité sociale ou la protection sociale. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen."

36) A l'article 20, les mots "... établissent entre eux les règles nécessaires et ..." sont remplacés par "... prennent les dispositions nécessaires et ...". Le nouvel alinéa suivant est ajouté :

"Le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale et après consultation du Parlement européen, peut adopter des directives établissant les mesures de coordination et de coopération nécessaires pour faciliter cette protection."

37) A l'article 21, le nouveau premier alinéa suivant est inséré :

"Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, arrêtent les dispositions relatives aux procédures et conditions requises pour la présentation d'une initiative citoyenne au sens de l'article 8 B du traité sur l'Union européenne, y compris le nombre minimum d'Etats membres dont les citoyens qui la présentent doivent provenir."

38) A l'article 22, second alinéa, les mots "... les droits prévus à la présente partie, dispositions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ..." sont remplacés par "... les droits énumérés à l'article 17, paragraphe 2. Ces dispositions entrent en vigueur après leur approbation par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives."

39) Dans l'intitulé de la troisième partie, les mots "ET ACTIONS INTERNES" sont insérés après "POLITIQUES".

MARCHE INTERIEUR

40) Un titre I, intitulé "LE MARCHE INTERIEUR", est inséré au début de la troisième partie.

41) Un article 22*bis* est inséré, avec le libellé de l'article 14. Le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :

"1. L'Union adopte les mesures destinées à établir ou assurer le fonctionnement du marché intérieur, conformément aux dispositions pertinentes des traités."

42) Un article 22*ter* est inséré, avec le libellé de l'article 15. Au premier alinéa, les mots "...au cours de la période d'établissement..." sont remplacés par "...pour l'établissement...".

43) La numérotation du titre I sur la libre circulation des marchandises devient "I*bis*".

44) A l'article 23, paragraphe 1, les mots "... est fondée sur ..." sont remplacés par "comprend".

45) Un chapitre 1*bis* intitulé "LA COOPERATION DOUANIERE" est inséré après l'article 27, et un article 27*bis* est inséré avec le libellé de l'article 135, la dernière phrase de cet article 135 étant supprimée.

AGRICULTURE ET PECHE

46) Dans l'intitulé du titre II, les mots "ET LA PECHE" sont ajoutés.

47) L'article 32 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, le nouveau premier alinéa suivant est inséré : "1. L'Union définit et met en œuvre une politique commune de l'agriculture et de la pêche.", le texte actuel du paragraphe 1 devenant un second alinéa.

A la première phrase du second alinéa, les mots ", à la pêche" sont insérés après le mot "l'agriculture" et la phrase suivante est ajoutée comme dernière phrase de l'alinéa : "Les références à la politique agricole commune ou à l'agriculture et l'utilisation du terme "agricole" s'entendent comme visant aussi la pêche, eu égard aux caractéristiques particulières de ce secteur."

b) au paragraphe 2, les mots "... ou le fonctionnement ..." sont insérés après le mot "établissement".

c) au paragraphe 3, les mots "du présent traité" sont supprimés.

48) L'article 36 est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, les mots "le Parlement européen et" sont insérés devant les mots "le Conseil" et le renvoi au paragraphe 3 est supprimé.

b) au second alinéa, la phrase introductive est remplacée par la phrase suivante : "Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut autoriser l'octroi d'aides :"

49) L'article 37 est modifié comme suit :

a) le paragraphe 1 est supprimé.

b) le paragraphe 2 est renuméroté "1"; le membre de phrase "La Commission, en tenant compte des travaux de la conférence prévue au paragraphe 1, présente, après consultation du Comité économique et social et dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent traité, des propositions ..." est remplacé par "La Commission présente des propositions ..." et le troisième alinéa est supprimé;

c) les paragraphes suivants sont insérés comme nouveaux paragraphes 2 et 3, les paragraphes qui suivent étant renumérotés en conséquence :

"2. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation du Comité économique et social, établissent l'organisation commune des marchés agricoles prévue à l'article 34, paragraphe 1, ainsi que les autres dispositions nécessaires à la poursuite des objectifs de la politique commune de l'agriculture et de la pêche.

3. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les mesures relatives à la fixation des prix, des prélèvements, des aides et des limitations quantitatives, ainsi qu'à la fixation et à la répartition des possibilités de pêche."

d) Dans la phrase introductive du paragraphe 3 renuméroté 4, les mots "par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée" sont supprimés;

e) dans le premier membre de phrase du paragraphe 4 renuméroté 5, le mot "existe" est remplacé par "n'existe".

LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

50) A l'article 39, paragraphe 3, point d), le mot "d'application" est supprimé.

51) L'article 42 est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, les mots "... travailleurs migrants et à leurs ayants droit ..." sont remplacés par "travailleurs migrants salariés et non salariés et à leurs ayants droit ..."

b) le dernier alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Lorsqu'un membre du Conseil déclare qu'un projet d'acte législatif visé au premier alinéa porterait atteinte à des aspects importants de son système de sécurité sociale, notamment pour ce qui est du champ d'application, du coût ou de la structure financière, ou en affecterait l'équilibre financier, il peut demander que le Conseil européen soit saisi. Dans ce cas, la procédure législative ordinaire est suspendue. Après discussion et dans un délai de quatre mois à compter de cette suspension, le Conseil européen :

a) renvoie le projet au Conseil, ce qui met fin à la suspension de la procédure législative ordinaire, ou

b) n'agit pas ou demande à la Commission de présenter une nouvelle proposition; dans ce cas, l'acte initialement proposé est réputé non adopté."

DROIT D'ETABLISSEMENT

52) A l'article 44, paragraphe 2, les mots "Le Parlement européen, le" sont ajoutés au début du premier alinéa.

53) A l'article 45, second alinéa, les mots "Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut ..." sont remplacés par "Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent ...".

54) L'article 47 est modifié comme suit :

a) la phrase suivante est ajoutée à la fin du paragraphe 1 : "ainsi qu'à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci."

b) le paragraphe 2 est supprimé et le paragraphe 3 est renuméroté "2"; le mot "libération" est remplacé par "suppression" et le mot "sera" est remplacé par "est".

55) Un article 48bis est inséré, avec le libellé de l'article 294.

SERVICES

56) L'article 49 est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, les mots "pays de la Communauté" sont remplacés par "Etat membre";

b) au second alinéa, les mots "Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut étendre ..." sont remplacés par "Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent étendre ...".

57) A l'article 50, troisième alinéa, les mots "le pays" sont remplacés par "l'Etat membre" et les mots "ce pays" sont remplacés par "cet Etat".

58) A l'article 52, paragraphe 1, les mots "... le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social et du Parlement européen, statue ..." sont remplacés par "... le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, et après consultation du Comité économique et social, statuent ...".

59) A l'article 53, les mots "... se déclarent disposés à procéder à la libération ..." sont remplacés par "... s'efforcent de procéder à la libéralisation ...".

CAPITAUX

60) A l'article 57, paragraphe 2, les mots "... le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut adopter des mesures ..." sont remplacés par "... le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures ..." et la dernière phrase du paragraphe 2, devient un paragraphe 3 qui se lit comme suit :

"3. Par dérogation au paragraphe 2, seul le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, à l'unanimité et après consultation du Parlement européen, peut adopter des mesures qui constituent un recul dans le droit de l'Union en ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers."

61) A l'article 58, le nouveau paragraphe 4 suivant est ajouté :

"4. En l'absence de mesures en application de l'article 57, paragraphe 3, la Commission, ou, en l'absence d'une décision de la Commission dans un délai de trois mois à compter de la demande de l'Etat membre concerné, le Conseil peut adopter une décision disposant que les mesures fiscales restrictives prises par un Etat membre à l'égard d'un ou de plusieurs pays tiers sont réputées conformes aux traités, pour autant qu'elles soient justifiées au regard de l'un des objectifs de l'Union et compatibles avec le bon fonctionnement du marché intérieur. Le Conseil statue à l'unanimité, sur demande d'un Etat membre."

62) L'article 60 devient l'article 61 H. Il est modifié comme indiqué ci-après au point 64).

ESPACE DE LIBERTE, DE SECURITE ET DE JUSTICE

63) Un titre IV, intitulé "L'ESPACE DE LIBERTE, DE SECURITE ET DE JUSTICE" remplace le titre IV sur les visas, l'asile, l'immigration et les autres politiques liées à la libre circulation des personnes. Ce titre contient les chapitres suivants :

Chapitre 1 : Dispositions générales

Chapitre 2 : Politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration

Chapitre 3 : Coopération judiciaire en matière civile

Chapitre 4 : Coopération judiciaire en matière pénale

Chapitre 5 : Coopération policière

DISPOSITIONS GENERALES

64) L'article 61 est remplacé par le chapitre 1 et les articles 61 à 61 I suivants. L'article 61 remplace aussi l'article 29 de l'actuel traité sur l'Union européenne, l'article 61 D remplace l'article 36 dudit traité, l'article 61 E remplace l'article 64, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et l'article 33 de l'actuel traité sur l'Union européenne, l'article 61 G remplace l'article 66 du traité instituant la Communauté européenne et l'article 61 H reprend l'article 60 de ce dernier traité, comme indiqué au point 62 ci-dessus :

"CHAPITRE 1

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 61

1. L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice dans le respect des droits fondamentaux et des différents systèmes et traditions juridiques des Etats membres.

2. Elle assure l'absence de contrôles des personnes aux frontières intérieures et développe une politique commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures qui est fondée sur la solidarité entre Etats membres et qui est équitable à l'égard des ressortissants des pays tiers. Aux fins du présent titre, les apatrides sont assimilés aux ressortissants des pays tiers.

3. L'Union œuvre pour assurer un niveau élevé de sécurité par des mesures de prévention de la criminalité, du racisme et de la xénophobie, ainsi que de lutte contre ceux-ci, par des mesures de coordination et de coopération entre autorités policières et judiciaires et autres autorités compétentes, ainsi que par la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale et, si nécessaire, par le rapprochement des législations pénales.

4. L'Union facilite l'accès à la justice, notamment par le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires en matière civile.

ARTICLE 61 A

Le Conseil européen définit les orientations stratégiques de la programmation législative et opérationnelle dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

ARTICLE 61 B

Les parlements nationaux veillent, à l'égard des propositions et initiatives législatives présentées dans le cadre des chapitres 4 et 5, au respect du principe de subsidiarité, conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

ARTICLE 61 C

Sans préjudice des articles 226, 227 et 228, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des mesures établissant des modalités par lesquelles les Etats membres, en collaboration avec la Commission, procèdent à une évaluation objective et impartiale de la mise en œuvre, par les autorités des Etats membres, des politiques de l'Union visées au présent titre, en particulier afin de favoriser la pleine application du principe de reconnaissance mutuelle. Le Parlement européen et les parlements nationaux sont informés de la teneur et des résultats de cette évaluation.

ARTICLE 61 D

Un comité permanent est institué au sein du Conseil afin d'assurer à l'intérieur de l'Union la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure. Sans préjudice de l'article 207, il favorise la coordination de l'action des autorités compétentes des Etats membres. Les représentants des organes et organismes concernés de l'Union peuvent être associés aux travaux du comité. Le Parlement européen et les parlements nationaux sont tenus informés des travaux.

ARTICLE 61 E

Le présent titre ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

ARTICLE 61 F

Il est loisible aux Etats membres d'organiser entre eux et sous leur responsabilité des formes de coopération et de coordination qu'ils jugent appropriées entre les services compétents de leurs administrations chargées d'assurer la sécurité nationale.

ARTICLE 61 G

Le Conseil adopte des mesures pour assurer une coopération administrative entre les services compétents des Etats membres dans les domaines visés par le présent titre, ainsi qu'entre ces services et la Commission. Il statue sur proposition de la Commission, sous réserve de l'article 61 I, et après consultation du Parlement européen.

ARTICLE 61 H

Lorsque la réalisation des objectifs visés à l'article 61 l'exige, en ce qui concerne la prévention du terrorisme et des activités connexes, ainsi que la lutte contre ces phénomènes, le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, définissent un cadre de mesures administratives concernant les mouvements de capitaux et les paiements, telles que le gel des fonds, des avoirs financiers ou des bénéfices économiques qui appartiennent à des personnes physiques ou morales, à des groupes ou à des entités non étatiques, sont en leur possession ou sont détenus par eux.

Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des mesures afin de mettre en œuvre le cadre visé au premier alinéa.

Les actes visés au présent article contiennent les dispositions nécessaires en matière de garanties juridiques.

ARTICLE 61 I

Les actes visés aux chapitres 4 et 5, ainsi que les mesures visées à l'article 61 G qui assurent une coopération administrative dans les domaines visés à ces chapitres, sont adoptés :

- a) sur proposition de la Commission, ou
- b) sur initiative d'un quart des Etats membres."

CONTROLES AUX FRONTIERES, ASILE ET IMMIGRATION

65) Les articles 62 à 64 sont remplacés par le chapitre 2 et les articles 62 à 63ter suivants. L'article 62 remplace l'article 62, l'article 63, paragraphes 1 et 2, remplace l'article 63, points 1 et 2, l'article 63, paragraphe 3, remplace l'article 64, paragraphe 2, et l'article 63bis remplace l'article 63, points 3 et 4 :

"CHAPITRE 2

POLITIQUES RELATIVES AUX CONTROLES AUX FRONTIERES, A L'ASILE ET A L'IMMIGRATION

ARTICLE 62

1. L'Union développe une politique visant :

a) à assurer l'absence de tout contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures;

b) à assurer le contrôle des personnes et la surveillance efficace du franchissement des frontières extérieures;

c) à mettre en place progressivement un système intégré de gestion des frontières extérieures.

2. Aux fins du paragraphe 1, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures portant sur :

a) la politique commune de visas et d'autres titres de séjour de courte durée;

b) les contrôles auxquels sont soumises les personnes franchissant les frontières extérieures;

c) les conditions dans lesquelles les ressortissants des pays tiers peuvent circuler librement dans l'Union pendant une courte durée;

d) toute mesure nécessaire pour l'établissement progressif d'un système intégré de gestion des frontières extérieures;

e) l'absence de tout contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures.

3. Si une action de l'Union apparaît nécessaire pour faciliter l'exercice du droit, visé à l'article 17, paragraphe 2, point a), et sauf si les traités ont prévu des pouvoirs d'action à cet effet, le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, peut arrêter des dispositions concernant les passeports, les cartes d'identité, les titres de séjour ou tout autre document assimilé. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

4. Le présent article n'affecte pas la compétence des Etats membres concernant la délimitation géographique de leurs frontières, conformément au droit international.

ARTICLE 63

1. L'Union développe une politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire visant à offrir un statut approprié à tout ressortissant d'un pays tiers nécessitant une protection internationale et à assurer le respect du principe de non-refoulement. Cette politique doit être conforme à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et au protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés, ainsi qu'aux autres traités pertinents.

2. Aux fins du paragraphe 1, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures relatives à un système européen commun d'asile comportant :

a) un statut uniforme d'asile en faveur de ressortissants de pays tiers, valable dans toute l'Union;

b) un statut uniforme de protection subsidiaire pour les ressortissants des pays tiers qui, sans obtenir l'asile européen, ont besoin d'une protection internationale;

c) un système commun visant, en cas d'afflux massif, une protection temporaire des personnes déplacées;

d) des procédures communes pour l'octroi et le retrait du statut uniforme d'asile ou de protection subsidiaire;

e) des critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande d'asile ou de protection subsidiaire;

f) des normes concernant les conditions d'accueil des demandeurs d'asile ou de protection subsidiaire;

g) le partenariat et la coopération avec des pays tiers pour gérer les flux de personnes demandant l'asile ou une protection subsidiaire ou temporaire.

3. Au cas où un ou plusieurs Etats membres se trouvent dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des mesures provisoires au profit du ou des Etats membres concernés. Il statue après consultation du Parlement européen.

ARTICLE 63bis

1. L'Union développe une politique commune de l'immigration visant à assurer, à tous les stades, une gestion efficace des flux migratoires, un traitement équitable des ressortissants de pays tiers en séjour régulier dans les Etats membres, ainsi qu'une prévention de l'immigration illégale et de la traite des êtres humains et une lutte renforcée contre celles-ci.

2. Aux fins du paragraphe 1, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures dans les domaines suivants :

a) les conditions d'entrée et de séjour, ainsi que les normes concernant la délivrance par les Etats membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial;

b) la définition des droits des ressortissants des pays tiers en séjour régulier dans un Etat membre, y compris les conditions régissant la liberté de circulation et de séjour dans les autres Etats membres;

c) l'immigration clandestine et le séjour irrégulier, y compris l'éloignement et le rapatriement des personnes en séjour irrégulier;

d) la lutte contre la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants.

3. L'Union peut conclure avec des pays tiers des accords visant la réadmission, dans les pays d'origine ou de provenance, de ressortissants de pays tiers qui ne remplissent pas ou qui ne remplissent plus les conditions d'entrée, de présence ou de séjour sur le territoire de l'un des Etats membres.

4. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent établir des mesures pour encourager et appuyer l'action des Etats membres en vue de favoriser l'intégration des ressortissants de pays tiers en séjour régulier sur leur territoire, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

5. Le présent article n'affecte pas le droit des Etats membres de fixer les volumes d'entrée des ressortissants de pays tiers, en provenance de pays tiers, sur leur territoire dans le but d'y rechercher un emploi salarié ou non salarié.

ARTICLE 63^{ter}

Les politiques de l'Union visées au présent chapitre et leur mise en œuvre sont régies par le principe de solidarité et de partage équitable de responsabilités entre les Etats membres, y compris sur le plan financier. Chaque fois que cela est nécessaire, les actes de l'Union adoptés en vertu du présent chapitre contiennent des mesures appropriées pour l'application de ce principe."

COOPERATION JUDICIAIRE EN MATIERE CIVILE

66) L'article 65 est remplacé par le chapitre 3 et l'article 65 suivants :

"CHAPITRE 3

COOPERATION JUDICIAIRE EN MATIERE CIVILE

ARTICLE 65

1. L'Union développe une coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontière, fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires. Cette coopération peut inclure l'adoption de mesures de rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

2. Aux fins du paragraphe 1, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent, notamment lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur, des mesures visant à assurer :

- a) la reconnaissance mutuelle entre les Etats membres des décisions judiciaires et extrajudiciaires, et leur exécution;
- b) la signification et la notification transfrontières des actes judiciaires et extrajudiciaires;
- c) la compatibilité des règles applicables dans les Etats membres en matière de conflit de lois et de compétence;
- d) la coopération en matière d'obtention des preuves;
- e) un accès effectif à la justice;
- f) l'élimination des obstacles au bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les Etats membres;
- g) le développement de méthodes alternatives de résolution des litiges;
- h) un soutien à la formation des magistrats et des personnels de justice.

3. Par dérogation au paragraphe 2, les mesures relatives au droit de la famille ayant une incidence transfrontière sont établies par le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale. Celui-ci statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter une décision déterminant les aspects du droit de la famille ayant une incidence transfrontière susceptibles de faire l'objet d'actes adoptés selon la procédure législative ordinaire. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

La proposition visée au deuxième alinéa est transmise aux parlements nationaux. En cas d'opposition d'un parlement national notifiée dans un délai de six mois après cette transmission, la décision n'est pas adoptée. En l'absence d'opposition, le Conseil peut adopter ladite décision."

COOPERATION JUDICIAIRE EN MATIERE PENALE

67) L'article 66 est remplacé par l'article 61 G, comme indiqué ci-dessus au point 64), et les articles 67 à 69 sont abrogés. Le chapitre 4 et les articles 69 A à 69 E suivants sont insérés. Les articles 69 A, 69 B et 69 D remplacent l'article 31 de l'actuel traité sur l'Union européenne, comme indiqué ci-dessus à l'article 1, point 51), du présent traité :

"CHAPITRE 4

COOPERATION JUDICIAIRE EN MATIERE PENALE

ARTICLE 69 A

1. La coopération judiciaire en matière pénale dans l'Union est fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires et inclut le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres dans les domaines visés au paragraphe 2 et à l'article 69 B.

Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures visant à :

- a) à établir des règles et des procédures pour assurer la reconnaissance, dans l'ensemble de l'Union, de toutes les formes de jugements et de décisions judiciaires;
- b) à prévenir et à résoudre les conflits de compétence entre les Etats membres;
- c) à soutenir la formation des magistrats et des personnels de justice;
- d) à faciliter la coopération entre les autorités judiciaires ou équivalentes des Etats membres dans le cadre des poursuites pénales et de l'exécution des décisions.

2. Dans la mesure où cela est nécessaire pour faciliter la reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires, ainsi que la coopération policière et judiciaire dans les matières pénales ayant une dimension transfrontière, le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de directives conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent établir des règles minimales. Ces règles minimales tiennent compte des différences entre les traditions et systèmes juridiques des Etats membres.

Elles portent sur :

- a) l'admissibilité mutuelle des preuves entre les Etats membres;
- b) les droits des personnes dans la procédure pénale;
- c) les droits des victimes de la criminalité;
- d) d'autres éléments spécifiques de la procédure pénale, que le Conseil aura identifiés préalablement par une décision; pour l'adoption de cette décision, le Conseil statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.

L'adoption des règles minimales visées au présent paragraphe n'empêche pas les Etats membres de maintenir ou d'instituer un niveau de protection plus élevé pour les personnes.

3. Lorsqu'un membre du Conseil estime qu'un projet de directive visée au paragraphe 2 porterait atteinte aux aspects fondamentaux de son système de justice pénale, il peut demander que le Conseil européen soit saisi. Dans ce cas, la procédure législative ordinaire est suspendue. Après discussion, et en cas de consensus, le Conseil européen, dans un délai de quatre mois à compter de cette suspension, renvoie le projet au Conseil, ce qui met fin à la suspension de la procédure législative ordinaire.

Dans le même délai, en cas de désaccord, et si au moins neuf Etats membres souhaitent instaurer une coopération renforcée sur la base du projet de directive concerné, ils en informent le Parlement européen, le Conseil et la Commission. Dans un tel cas, l'autorisation de procéder à une coopération renforcée, qui est visée à l'article 10, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne et à l'article 280 D, paragraphe 1, du présent traité est réputée accordée et les dispositions relatives à la coopération renforcée s'appliquent.

ARTICLE 69 B

1. Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de directives conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent établir des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions dans des domaines de criminalité particulièrement grave revêtant une dimension transfrontière résultant du caractère ou des incidences de ces infractions ou d'un besoin particulier de les combattre sur des bases communes.

Ces domaines de criminalité sont les suivants : le terrorisme, la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, le trafic illicite de drogues, le trafic illicite d'armes, le blanchiment d'argent, la corruption, la contrefaçon de moyens de paiement, la criminalité informatique et la criminalité organisée.

En fonction des développements de la criminalité, le Conseil peut adopter une décision identifiant d'autres domaines de criminalité qui remplissent les critères visés au présent paragraphe. Il statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.

2. Lorsque le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres en matière pénale s'avère indispensable pour assurer la mise en œuvre efficace d'une politique de l'Union dans un domaine ayant fait l'objet de mesures d'harmonisation, des directives peuvent établir des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions dans le domaine concerné. Ces directives sont adoptées selon une procédure législative ordinaire ou spéciale identique à celle utilisée pour l'adoption des mesures d'harmonisation en question, sans préjudice de l'article 61 I.

3. Lorsqu'un membre du Conseil estime qu'un projet de directive visée au paragraphe 1 ou 2 porterait atteinte aux aspects fondamentaux de son système de justice pénale, il peut demander que le Conseil européen soit saisi. Dans ce cas, la procédure législative ordinaire est suspendue. Après discussion, et en cas de consensus, le Conseil européen, dans un délai de quatre mois à compter de cette suspension, renvoie le projet au Conseil, ce qui met fin à la suspension de la procédure législative ordinaire.

Dans le même délai, en cas de désaccord, et si au moins neuf Etats membres souhaitent instaurer une coopération renforcée sur la base du projet de directive concerné, ils en informent le Parlement européen, le Conseil et la Commission. Dans un tel cas, l'autorisation de procéder à une coopération renforcée, qui est visée à l'article 10, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne et à l'article 280 D, paragraphe 1, du présent traité est réputée accordée et les dispositions relatives à la coopération renforcée s'appliquent.

ARTICLE 69 C

Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent établir des mesures pour encourager et appuyer l'action des Etats membres dans le domaine de la prévention du crime, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

ARTICLE 69 D

1. La mission d'Eurojust est d'appuyer et de renforcer la coordination et la coopération entre les autorités nationales chargées des enquêtes et des poursuites relatives à la criminalité grave affectant deux ou plusieurs Etats membres ou exigeant une poursuite sur des bases communes, sur la base des opérations effectuées et des informations fournies par les autorités des Etats membres et par Europol.

A cet égard, le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, déterminent la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Eurojust. Ces tâches peuvent comprendre :

a) le déclenchement d'enquêtes pénales ainsi que la proposition de déclenchement de poursuites conduites par les autorités nationales compétentes, en particulier celles relatives à des infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union;

b) la coordination des enquêtes et poursuites visées au point a);

c) le renforcement de la coopération judiciaire, y compris par la résolution de conflits de compétences et par une coopération étroite avec le Réseau judiciaire européen.

Ces règlements fixent également les modalités de l'association du Parlement européen et des parlements nationaux à l'évaluation des activités d'Eurojust.

2. Dans le cadre des poursuites visées au paragraphe 1, et sans préjudice de l'article 69 E, les actes officiels de procédure judiciaire sont accomplis par les agents nationaux compétents.

ARTICLE 69 E

1. Pour combattre les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à une procédure législative spéciale, peut instituer un Parquet européen à partir d'Eurojust. Le Conseil statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.

En l'absence d'unanimité, un groupe composé d'au moins neuf Etats membres peut demander que le Conseil européen soit saisi du projet de règlement. Dans ce cas, la procédure au Conseil est suspendue. Après discussion, et en cas de consensus, le Conseil européen, dans un délai de quatre mois à compter de cette suspension, renvoie le projet au Conseil pour adoption.

Dans le même délai, en cas de désaccord, et si au moins neuf Etats membres souhaitent instaurer une coopération renforcée sur la base du projet de règlement concerné, ils en informent le Parlement européen, le Conseil et la Commission. Dans un tel cas, l'autorisation de procéder à une coopération renforcée, qui est visée à l'article 10, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne et à l'article 280 D, paragraphe 1, du présent traité, est réputée accordée et les dispositions sur la coopération renforcée s'appliquent.

2. Le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement, le cas échéant en liaison avec Europol, les auteurs et complices d'infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, tels que déterminés par le règlement prévu au paragraphe 1. Il exerce devant les juridictions compétentes des Etats membres l'action publique relative à ces infractions.

3. Les règlements visés au paragraphe 1 fixent le statut du Parquet européen, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités, ainsi que celles gouvernant l'admissibilité des preuves, et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure qu'il arrête dans l'exercice de ses fonctions.

4. Le Conseil européen peut, simultanément ou ultérieurement, adopter une décision modifiant le paragraphe 1 afin d'étendre les attributions du Parquet européen à la lutte contre la criminalité grave ayant une dimension transfrontière et modifiant en conséquence le paragraphe 2 en ce qui concerne les auteurs et les complices de crimes graves affectant plusieurs Etats membres. Le Conseil européen statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen et après consultation de la Commission."

COOPERATION POLICIERE

68) Le chapitre 5 et les articles 69 F, 69 G et 69 H suivants sont insérés. Les articles 69 F et 69 G remplacent l'article 30 de l'actuel traité sur l'Union européenne et l'article 69 H remplace l'article 32 dudit traité, comme indiqué ci-dessus à l'article 1, point 51), du présent traité :

"CHAPITRE 5

COOPERATION POLICIERE

ARTICLE 69 F

1. L'Union développe une coopération policière qui associe toutes les autorités compétentes des Etats membres, y compris les services de police, les services des douanes et autres services répressifs spécialisés dans les domaines de la prévention ou de la détection des infractions pénales et des enquêtes en la matière.

2. Aux fins du paragraphe 1, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire peuvent établir des mesures portant sur :

- a) la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations pertinentes;
- b) un soutien à la formation de personnel, ainsi que la coopération relative à l'échange de personnel, aux équipements et à la recherche en criminalistique;
- c) les techniques communes d'enquête concernant la détection de formes graves de criminalité organisée.

3. Le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, peut établir des mesures portant sur la coopération opérationnelle entre les autorités visées au présent article. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

En l'absence d'unanimité, un groupe composé d'au moins neuf Etats membres peut demander que le Conseil européen soit saisi du projet de mesures. Dans ce cas, la procédure au Conseil est suspendue. Après discussion, et en cas de consensus, le Conseil européen, dans un délai de quatre mois à compter de cette suspension, renvoie le projet au Conseil pour adoption.

Dans le même délai, en cas de désaccord, et si au moins neuf Etats membres souhaitent instaurer une coopération renforcée sur la base du projet de mesures concerné, ils en informent le Parlement européen, le Conseil et la Commission. Dans un tel cas, l'autorisation de procéder à une coopération renforcée, qui est visée à l'article 10, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne et à l'article 280 D, paragraphe 1, du présent traité, est réputée accordée et les dispositions sur la coopération renforcée s'appliquent.

La procédure spécifique prévue aux deuxième et troisième alinéas ne s'applique pas aux actes qui constituent un développement de l'acquis de Schengen.

ARTICLE 69 G

1. La mission d'Europol est d'appuyer et de renforcer l'action des autorités policières et des autres services répressifs des Etats membres ainsi que leur collaboration mutuelle dans la prévention de la criminalité grave affectant deux ou plusieurs Etats membres, du terrorisme et des formes de criminalité qui portent atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union, ainsi que la lutte contre ceux-ci.

2. Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, déterminent la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Europol. Ces tâches peuvent comprendre :

- a) la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange des informations, transmises notamment par les autorités des Etats membres ou de pays ou instances tiers;
- b) la coordination, l'organisation et la réalisation d'enquêtes et d'actions opérationnelles, menées conjointement avec les autorités compétentes des Etats membres ou dans le cadre d'équipes conjointes d'enquête, le cas échéant en liaison avec Eurojust.

Ces règlements fixent également les modalités de contrôle des activités d'Europol par le Parlement européen, contrôle auquel sont associés les parlements nationaux.

3. Toute action opérationnelle d'Europol doit être menée en liaison et en accord avec les autorités du ou des Etats membres dont le territoire est concerné. L'application de mesures de contrainte relève exclusivement des autorités nationales compétentes.

ARTICLE 69 H

Le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, fixe les conditions et les limites dans lesquelles les autorités compétentes des Etats membres visées aux articles 69 A et 69 F peuvent intervenir sur le territoire d'un autre Etat membre en liaison et en accord avec les autorités de celui-ci. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen."

TRANSPORTS

69) A l'article 70, les mots "du traité" sont remplacés par "des traités" et les mots "par les Etats membres" sont supprimés.

70) A l'article 71, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

"2. Lors de l'adoption des mesures visées au paragraphe 1, il est tenu compte des cas où l'application serait susceptible d'affecter gravement le niveau de vie et l'emploi dans certaines régions, ainsi que l'exploitation des équipements de transport."

71) Au début de l'article 72, les mots "... , et sauf accord unanime du Conseil, ..." sont remplacés par "... , et sauf adoption à l'unanimité par le Conseil d'une mesure accordant une dérogation, ...".

72) L'article 75 est modifié comme suit :

- a) au paragraphe 1, les mots "Doivent être supprimées, dans le trafic à l'intérieur de la Communauté, les discriminations ..." sont remplacés par "Dans le trafic à l'intérieur de l'Union, sont interdites les discriminations ..." ;
- b) au paragraphe 2, les mots "le Conseil" sont remplacés par "le Parlement européen et le Conseil";

c) au paragraphe 3, premier alinéa, les mots "du Comité économique et social" sont remplacés par "du Parlement européen et du Comité économique et social".

73) A l'article 78, la phrase suivante est ajoutée :

"Cinq ans après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter une décision abrogeant le présent article."

74) A l'article 79, le membre de phrase "sans préjudice des attributions du Comité économique et social" est supprimé.

75) A l'article 80, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

"2. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent établir les dispositions appropriées pour la navigation maritime et aérienne. Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité de régions."

REGLES DE CONCURRENCE

76) A l'article 85, le nouveau paragraphe 3 suivant est ajouté :

"3. La Commission peut adopter des règlements concernant les catégories d'accords à l'égard desquelles le Conseil a adopté un règlement ou une directive conformément à l'article 83, paragraphe 2, point b)."

77) L'article 87 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 2, la phrase suivante est ajoutée à la fin du point c) :

"Cinq ans après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter une décision abrogeant le présent point."

b) au paragraphe 3, le membre de phrase suivant est ajouté à la fin du point a) : "... , ainsi que celui des régions visées à l'article 299, compte tenu de leur situation structurelle, économique et sociale,".

78) A l'article 88, le nouveau paragraphe 4 suivant est ajouté :

"4. La Commission peut adopter des règlements concernant les catégories d'aides d'Etat que le Conseil a déterminées, conformément à l'article 89, comme pouvant être dispensées de la procédure prévue au paragraphe 3 du présent article."

DISPOSITIONS FISCALES

79) A l'article 93, à la fin, les mots "... dans le délai prévu à l'article 14." sont remplacés par "... et éviter les distorsions de concurrence."

RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS

80) Les articles 94 et 95 sont intervertis. L'article 94 est renuméroté "95" et l'article 95 est renuméroté "94".

81) L'article 95, renuméroté 94, est modifié comme suit :

a) au début du paragraphe 1, les mots "Par dérogation à l'article 94 et" sont supprimés;

b) au début du paragraphe 4, le membre de phrase "Si, après l'adoption par le Conseil ou par la Commission d'une mesure d'harmonisation, ..." est remplacé par "Si, après l'adoption d'une mesure d'harmonisation par le Parlement européen et le Conseil, par le Conseil ou par la Commission, ...";

c) au début du paragraphe 5, le membre de phrase "En outre, sans préjudice du paragraphe 4, si, après l'adoption par le Conseil ou par la Commission d'une mesure d'harmonisation, ..." est remplacé par "En outre, sans préjudice du paragraphe 4, si, après l'adoption d'une mesure d'harmonisation par le Parlement européen et le Conseil, par le Conseil ou par la Commission, ...";

d) au paragraphe 10, les mots "une procédure communautaire de contrôle" sont remplacés par "une procédure de contrôle de l'Union".

82) A l'article 94, renuméroté 95, les mots "Sans préjudice de l'article 94, ..." sont insérés au début.

83) A l'article 96, second alinéa, première phrase, les mots ", le Conseil arrête sur proposition de la Commission ..." sont remplacés par ", le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, arrêtent ...". La seconde phrase est remplacée par "Toutes autres mesures utiles prévues par les traités peuvent être adoptées."

PROPRIETE INTELLECTUELLE

84) Le nouvel article 97bis suivant est inséré comme dernier article du titre VI :

"ARTICLE 97bis

Dans le cadre de l'établissement ou du fonctionnement du marché intérieur, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures relatives à la création de titres européens pour assurer une protection uniforme des droits de propriété intellectuelle dans l'Union, et à la mise en place de régimes d'autorisation, de coordination et de contrôle centralisés au niveau de l'Union.

Le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, établit, par voie de règlements, les régimes linguistiques des titres européens. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen."

POLITIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE

85) Un article 97ter est inséré comme premier article du titre VII, avec le libellé de l'article 4; il est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, les mots "et selon les rythmes" sont supprimés et le verbe est adapté en conséquence;

b) au paragraphe 2, le membre de phrase "Parallèlement, dans les conditions et selon les rythmes et les procédures prévus par le présent traité, cette action comporte la fixation irrévocable des taux de change conduisant à l'instauration d'une monnaie unique, l'Ecu, ..." est remplacé par "Parallèlement, dans les conditions et selon les procédures prévues par les traités, cette action comporte une monnaie unique, l'euro, ...".

86) L'article 99 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 4, la première phrase du premier alinéa est remplacée par les deux phrases suivantes :

"Lorsqu'il est constaté, dans le cadre de la procédure visée au paragraphe 3, que les politiques économiques d'un Etat membre ne sont pas conformes aux grandes orientations visées au paragraphe 2 ou qu'elles risquent de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire, la Commission peut adresser un avertissement à l'Etat membre concerné. Le Conseil, sur recommandation de la Commission, peut adresser les recommandations nécessaires à l'Etat membre concerné."

b) le second alinéa du paragraphe 4 devient un paragraphe 5 et l'actuel paragraphe 5 est renuméroté 6;

c) les deux nouveaux alinéas suivants sont insérés au paragraphe 4 :

"Dans le cadre du présent paragraphe, le Conseil statue sans tenir compte du vote du membre du Conseil représentant l'Etat membre concerné.

La majorité qualifiée des autres membres du Conseil se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a)."

d) au paragraphe 5 renuméroté 6, le membre de phrase "Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 252, peut arrêter les modalités ..." est remplacé par le membre de phrase suivant : "Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent arrêter les modalités ..." , et les mots "du présent article" sont supprimés.

DIFFICULTES DANS L'APPROVISIONNEMENT EN CERTAIN PRODUITS (ENERGIE)

87) A l'article 100, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :

"1. Sans préjudice des autres procédures prévues par les traités, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut décider, dans un esprit de solidarité entre les Etats membres, des mesures appropriées à la situation économique, en particulier si de graves difficultés surviennent dans l'approvisionnement en certains produits, notamment dans le domaine de l'énergie."

AUTRES DISPOSITIONS - POLITIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE

88) A l'article 102, le paragraphe 2 est supprimé et le paragraphe 1 reste sans numéro.

89) A l'article 103, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

"2. Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut, au besoin, préciser les définitions pour l'application des interdictions visées aux articles 101 et 102, ainsi qu'au présent article."

PROCEDURE EN CAS DE DEFICIT EXCESSIF

90) L'article 104 est modifié comme suit :

a) le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant :

"5. Si la Commission estime qu'il y a un déficit excessif dans un Etat membre ou qu'un tel déficit risque de se produire, elle adresse un avis à l'Etat membre concerné et elle en informe le Conseil."

b) au paragraphe 6, le mot "recommandation" est remplacé par le mot "proposition";

c) au paragraphe 7, la première phrase est remplacée par "Lorsque le Conseil, conformément au paragraphe 6, décide qu'il y a un déficit excessif, il adopte, sans délai injustifié, sur recommandation de la Commission, les recommandations qu'il adresse à l'Etat membre concerné afin que celui-ci mette un terme à cette situation dans un délai donné."

d) au paragraphe 11, premier alinéa, dans la phrase introductive, le mot "d'intensifier" est remplacé par "de renforcer";

e) au paragraphe 12, au début de la première phrase, les mots "ses décisions" sont remplacés par "ses décisions ou recommandations";

f) le paragraphe 13 est remplacé par le texte suivant :

"13. Lorsque le Conseil prend ses décisions ou recommandations visées aux paragraphes 8, 9, 11 et 12, le Conseil statue sur recommandation de la Commission.

Lorsque le Conseil adopte les mesures visées aux paragraphes 6 à 9, 11 et 12, il statue sans tenir compte du vote du membre du Conseil représentant l'Etat membre concerné.

La majorité qualifiée des autres membres du Conseil se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a).";

g) au paragraphe 14, troisième alinéa, les mots ", avant le 1^{er} janvier 1994," sont supprimés.

POLITIQUE MONETAIRE

91) L'article 105 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, première phrase, le sigle "SEBC" est remplacé par "Système européen de banques centrales, ci-après dénommé "SEBC";

b) au paragraphe 2, deuxième tiret, le renvoi à l'article 111 est remplacé par un renvoi à l'article 188 O;

c) le texte du paragraphe 6 est remplacé par le texte suivant :

"6. Le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à une procédure législative spéciale, à l'unanimité et après consultation du Parlement européen et de la Banque centrale européenne, peut confier à la Banque centrale européenne des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de contrôle prudentiel des établissements de crédit et autres établissements financiers, à l'exception des entreprises d'assurances."

92) L'article 106 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, première phrase, les mots "en euros" sont insérés après "... billets de banque ...";

b) au paragraphe 2, première phrase, les mots "en euros" sont insérés après " ... pièces ..."; au début de la deuxième phrase, les mots "Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 252 et après consultation de la BCE, ..." sont remplacés par : "Le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la Banque centrale européenne, ...".

93) L'article 107 est modifié comme suit :

a) les paragraphes 1 et 2 sont supprimés et les paragraphes 3, 4, 5 et 6 sont renumérotés, respectivement, 1, 2, 3 et 4;

b) au paragraphe 4, renuméroté 2, les mots "statuts du SEBC" sont remplacés par le membre de phrase suivant : "statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, ci-après dénommés "statuts du SEBC et de la BCE", ...";

c) le texte du paragraphe 5, renuméroté 3, est remplacé par le texte suivant :

"3. Les articles 5.1, 5.2, 5.3, 17, 18, 19.1, 22, 23, 24, 26, 32.2, 32.3, 32.4, 32.6, 33.1 a) et 36 des statuts du SEBC et de la BCE peuvent être modifiés par le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire. Ils statuent soit sur recommandation de la Banque centrale européenne et après consultation de la Commission, soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne."

94) A la fin de l'article 109, le membre de phrase, "... et ce au plus tard à la date de la mise en place du SEBC" est supprimé.

95) A l'article 110, les quatre premiers alinéas du paragraphe 2 sont supprimés.

MESURES CONCERNANT L'USAGE DE L'EURO

96) A l'article 111, les textes des paragraphes 1 à 3 et 5 deviennent, respectivement, les paragraphes 1 à 4 de l'article 188 O; ils sont modifiés comme indiqué ci-après au point 174). Le texte du paragraphe 4 devient le paragraphe 1 de l'article 115 C; il est modifié comme indiqué ci-après au point 100).

97) Un article 111*bis* est inséré :

"ARTICLE 111*bis*

Sans préjudice des attributions de la Banque centrale européenne, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures nécessaires à l'usage de l'euro en tant que monnaie unique. Ces mesures sont adoptées après consultation de la Banque centrale européenne."

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES (UEM)

98) Le texte de l'article 112 devient l'article 245*ter*, il est modifié comme indiqué au point 228). Le texte de l'article 113 devient l'article 245*quater*.

99) L'article 114 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, premier alinéa, les mots "comité monétaire de caractère consultatif" sont remplacés par "comité économique et financier";

b) au paragraphe 1, les deuxième et troisième alinéas sont supprimés;

c) au paragraphe 2, le premier alinéa est supprimé; au troisième tiret, le renvoi à l'article 99, paragraphes 2, 3, 4 et 5 est remplacé par un renvoi à l'article 99, paragraphes 2, 3, 4 et 6, et les renvois à l'article 122, paragraphe 2, et à l'article 123, paragraphes 4 et 5, sont remplacés par un renvoi à l'article 117*bis*, paragraphes 2 et 3; au quatrième tiret, les mots "du traité" sont remplacés par "des traités";

d) au paragraphe 4, le renvoi aux articles 122 et 123 est remplacé par un renvoi à l'article 116*bis*.

DISPOSITIONS PROPRES AUX ETATS MEMBRES DONT LA MONNAIE EST L'EURO

100) Le nouveau chapitre 3*bis* et les nouveaux articles 115 A, 115 B et 115 C suivants sont insérés :

"CHAPITRE 3*bis*

DISPOSITIONS PROPRES AUX ETATS MEMBRES DONT LA MONNAIE EST L'EURO

ARTICLE 115 A

1. Afin de contribuer au bon fonctionnement de l'union économique et monétaire et conformément aux dispositions pertinentes des traités, le Conseil adopte, conformément à la procédure pertinente parmi celles visées aux articles 99 et 104, à l'exception de la procédure prévue à l'article 104, paragraphe 14, des mesures concernant les Etats membres dont la monnaie est l'euro pour :

a) renforcer la coordination et la surveillance de leur discipline budgétaire;

b) élaborer, pour ce qui les concerne, les orientations de politique économique, en veillant à ce qu'elles soient compatibles avec celles qui sont adoptées pour l'ensemble de l'Union, et en assurer la surveillance.

2. Seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres dont la monnaie est l'euro prennent part au vote sur les mesures visées au paragraphe 1.

La majorité qualifiée desdits membres se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a).

ARTICLE 115 B

Les modalités des réunions entre ministres des Etats membres dont la monnaie est l'euro sont fixées par le protocole sur l'Eurogroupe.

ARTICLE 115 C

1. Afin d'assurer la place de l'euro dans le système monétaire international, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte une décision établissant les positions communes concernant les questions qui revêtent un intérêt particulier pour l'union économique et monétaire au sein des institutions et des conférences financières internationales compétentes. Le Conseil statue après consultation de la Banque centrale européenne.

2. Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter les mesures appropriées pour assurer une représentation unifiée au sein des institutions et conférences financières internationales. Le Conseil statue après consultation de la Banque centrale européenne.

3. Seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres dont la monnaie est l'euro prennent part au vote sur les mesures visées aux paragraphes 1 et 2.

La majorité qualifiée desdits membres se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a)."

DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES AUX ETATS MEMBRES FAISANT L'OBJET D'UNE DEROGATION

101) L'article 116 est abrogé et un article 116*bis* est inséré :

"ARTICLE 116*bis*

1. Les Etats membres au sujet desquels le Conseil n'a pas décidé qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro sont ci-après dénommés "Etats membres faisant l'objet d'une dérogation".

2. Les dispositions ci-après des traités ne s'appliquent pas aux Etats membres faisant l'objet d'une dérogation :

a) adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (article 99, paragraphe 2);

b) moyens contraignants de remédier aux déficits excessifs (article 104, paragraphes 9 et 11);

c) objectifs et missions du SEBC (article 105, paragraphes 1, 2, 3 et 5);

d) émission de l'euro (article 106);

e) actes de la Banque centrale européenne (article 110);

f) mesures relatives à l'usage de l'euro (article 111*bis*);

g) accords monétaires et autres mesures relatives à la politique de change (article 188 O);

h) désignation des membres du directoire de la Banque centrale européenne (article 245*ter*, paragraphe 2);

i) décisions établissant les positions communes concernant les questions qui revêtent un intérêt particulier pour l'union économique et monétaire au sein des institutions et des conférences financières internationales compétentes (article 115 C, paragraphe 1);

j) mesures pour assurer une représentation unifiée au sein des institutions et des conférences financières internationales (article 115 C, paragraphe 2).

Par conséquent, aux articles visés aux points a) à j), on entend par "Etats membres", les Etats membres dont la monnaie est l'euro.

3. Les Etats membres faisant l'objet d'une dérogation et leurs banques centrales nationales sont exclus des droits et obligations dans le cadre du SEBC conformément au chapitre IX des statuts du SEBC et de la BCE.

4. Les droits de vote des membres du Conseil représentant les Etats membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus lors de l'adoption par le Conseil des mesures visées aux articles énumérés au paragraphe 2, ainsi que dans les cas suivants :

a) recommandations adressées aux Etats membres dont la monnaie est l'euro dans le cadre de la surveillance multilatérale, y compris sur les programmes de stabilité et les avertissements (article 99, paragraphe 4);

b) mesures relatives aux déficits excessifs concernant les Etats membres dont la monnaie est l'euro (article 104, paragraphes 6, 7, 8, 12 et 13).

La majorité qualifiée des autres membres du Conseil se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a)."

102) L'article 117 est abrogé, à l'exception des cinq premiers tirets de son paragraphe 2 qui deviennent les cinq premiers tirets du paragraphe 2 de l'article 118*bis*; ils sont modifiés comme indiqué ci-après au point 103). Un article 117*bis* est inséré comme suit :

a) son paragraphe 1 reprend le libellé du paragraphe 1 de l'article 121, avec les modifications suivantes :

i) dans tout le paragraphe, le mot "TIME" est remplacé par "la Banque centrale européenne";

ii) au début du premier alinéa, le membre de phrase suivant est inséré : "Tous les deux ans au moins, ou à la demande d'un Etat membre faisant l'objet d'une dérogation, ...";

iii) au premier alinéa, première phrase, les mots "... les progrès faits par les Etats membres dans l'accomplissement de leurs obligations ..." sont remplacés par "... les progrès réalisés par les Etats membres faisant l'objet d'une dérogation dans l'accomplissement de leurs obligations ...";

iv) au premier alinéa, deuxième phrase, les mots "... chaque Etat membre ..." sont remplacés par "... chacun de ces Etats membres ..." et les mots "du présent traité" sont supprimés;

v) au premier alinéa, troisième tiret, les mots "le mécanisme de change ..." sont remplacés par "le mécanisme de taux de change ..." et les mots "...par rapport à celle d'un autre Etat membre;" sont remplacés par "...par rapport à l'euro";

vi) au premier alinéa, quatrième tiret, les mots "... l'Etat membre ..." sont remplacés par "... l'Etat membre faisant l'objet d'une dérogation ..." et les mots "... au mécanisme de change du système monétaire européen ..." sont remplacés par "... au mécanisme de taux de change ...";

vii) au second alinéa, les mots "du développement de l'Ecu" sont supprimés;

b) son paragraphe 2 reprend le libellé du paragraphe 2, seconde phrase, de l'article 122, avec les modifications suivantes :

i) à la fin du texte, les mots "fixés à l'article 121, paragraphe 1" sont remplacés par "fixés au paragraphe 1";

ii) les nouveaux deuxième et troisième alinéas suivants sont ajoutés :

"Le Conseil statue après avoir reçu une recommandation émanant d'une majorité qualifiée de ses membres représentant les Etats membres dont la monnaie est l'euro. Ces membres statuent dans un délai de six mois à compter de la réception de la proposition de la Commission par le Conseil.

La majorité qualifiée desdits membres, visée au deuxième alinéa, se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a).";

c) son paragraphe 3 reprend le libellé du paragraphe 5 de l'article 123 avec les modifications suivantes :

i) le membre de phrase du début du paragraphe "S'il est décidé, conformément à la procédure prévue à l'article 122, paragraphe 2, d'abroger une dérogation, ..." est remplacé par "S'il est décidé, conformément à la procédure prévue au paragraphe 2, de mettre fin à une dérogation, ...";

ii) les mots "fixe le taux ..." sont remplacés par "fixe irrévocablement le taux ...".

103) L'article 118 est abrogé. Un article 118*bis* est inséré comme suit :

a) son paragraphe 1 reprend le libellé du paragraphe 3 de l'article 123; les mots "du présent traité" sont supprimés;

b) son paragraphe 2 reprend le libellé des cinq premiers tirets du paragraphe 2 de l'article 117; les cinq tirets sont modifiés comme indiqué ci-après et sont précédés de la phrase introductive suivante :

"Si et tant qu'il existe des Etats membres faisant l'objet d'une dérogation, la Banque centrale européenne, en ce qui concerne ces Etats membres :"

i) au troisième tiret, les mots "système monétaire européen" sont remplacés par "mécanisme de taux de change";

ii) le cinquième tiret est remplacé par le texte suivant :

"— exerce les anciennes fonctions du Fonds européen de coopération monétaire, qui avaient été précédemment reprises par l'Institut monétaire européen.";

104) Un article 118*ter* est inséré avec le libellé de l'article 124, paragraphe 1; il est modifié comme suit :

a) le membre de phrase "Jusqu'au début de la troisième phase, chaque Etat membre traite ..." est remplacé par "Chaque Etat membre faisant l'objet d'une dérogation traite ...";

b) le membre de phrase "... du système monétaire européen (SME) et grâce au développement de l'écu, dans le respect des compétences existantes." est remplacé par "... du mécanisme du taux de change.".

105) L'article 119 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, les mots "faisant l'objet d'une dérogation" sont insérés, respectivement, après "d'un Etat membre" au premier alinéa et "un Etat membre" au second alinéa et le mot "progressive" au premier alinéa est supprimé;

b) au paragraphe 2, point a), les mots "faisant l'objet d'une dérogation" sont insérés après "les Etats membres" et au point b), les mots "le pays en difficulté ..." sont remplacés par "l'Etat membre faisant l'objet d'une dérogation, qui est en difficulté, ...";

c) au paragraphe 3, les mots "la Commission autorise l'Etat en difficulté..." par "la Commission autorise l'Etat membre faisant l'objet d'une dérogation, qui est en difficulté, ...";

d) le paragraphe 4 est supprimé.

106) L'article 120 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, les mots "l'Etat membre intéressé peut prendre ..." sont remplacés par "un Etat membre faisant l'objet d'une dérogation peut prendre ...";

b) au paragraphe 3, le mot "l'avis" est remplacé par le mot "recommandation" et le mot "membre" est ajouté après "Etat";

c) le paragraphe 4 est supprimé.

107) A l'article 121, le paragraphe 1 devient le paragraphe 1 de l'article 117*bis*; il est modifié comme indiqué ci-dessus au point 102). Le reste de l'article 121 est abrogé.

108) A l'article 122, la deuxième phrase du paragraphe 2 devient le premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 117*bis*; elle est modifiée comme indiqué ci-dessus au point 102). Le reste de l'article 122 est abrogé.

109) A l'article 123, le paragraphe 3 devient le paragraphe 1 de l'article 118*bis* et le paragraphe 5 devient le paragraphe 3 de l'article 117*bis*; ils sont modifiés comme indiqué ci-dessus, respectivement, au point 103) et au point 102) Le reste de l'article 123 est abrogé.

110) A l'article 124, le paragraphe 1 devient le nouvel article 118*ter*; il est modifié comme indiqué ci-dessus au point 104). Le reste de l'article 124 est abrogé.

EMPLOI

111) A l'article 125, les mots "et à l'article 2 du présent traité" sont supprimés.

TITRES DEPLACES

112) Le titre IX intitulé "LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE" et les articles 131 et 133 deviennent, respectivement, le titre II dans la cinquième partie sur l'action extérieure de l'Union et les articles 188 B et 188 C. L'article 131 est modifié comme indiqué ci-après au point 157) et l'article 133 est remplacé par l'article 188 C.

Les articles 132 et 134 sont abrogés.

113) Le titre X intitulé "COOPERATION DOUANIERE" et l'article 135 deviennent, respectivement, le chapitre 1*bis*, dans le titre I*bis* intitulé "La libre circulation des marchandises" et l'article 27*bis*, comme indiqué ci-dessus au point 45).

POLITIQUE SOCIALE

114) L'intitulé du titre XI "POLITIQUE SOCIALE, EDUCATION, FORMATION PROFESSIONNELLE ET JEUNESSE" est remplacé par l'intitulé suivant : "POLITIQUE SOCIALE" renuméroté IX; l'intitulé "Chapitre 1 - Dispositions sociales" est supprimé.

115) Le nouvel article 136*bis* suivant est inséré :

"ARTICLE 136*bis*

L'Union reconnaît et promeut le rôle des partenaires sociaux à son niveau, en prenant en compte la diversité des systèmes nationaux. Elle facilite le dialogue entre eux, dans le respect de leur autonomie.

Le sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi contribue au dialogue social."

116) L'article 137 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 2, dans les mots introductifs du premier alinéa, les mots "le Conseil :" sont remplacés par "le Parlement européen et le Conseil :" et les verbes sont adaptés en conséquence; la première phrase du deuxième alinéa est scindée en deux alinéas qui se lisent comme suit :

"Le Parlement européen et le Conseil statuent conformément à la procédure législative ordinaire après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Dans les domaines visés au paragraphe 1, points c), d), f) et g), le Conseil statue conformément à une procédure législative spéciale, à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et desdits Comités."

La deuxième phrase du deuxième alinéa devient le dernier alinéa, et les mots "du présent article" sont supprimés;

b) au paragraphe 3, premier alinéa, le membre de phrase suivant est ajouté à la fin "... ou, le cas échéant, la mise en oeuvre d'une décision du Conseil adoptée conformément à l'article 139."; au second alinéa, les mots "... une directive doit être transposée conformément à l'article 249," sont remplacés par "... une directive ou une décision doit être transposée ou mise en oeuvre," et les mots "... ou ladite décision" sont ajoutés à la fin de l'alinéa.

117) A l'article 138, paragraphe 4, première phrase, les mots "A l'occasion de cette consultation, ..." sont remplacés par "A l'occasion des consultations visées aux paragraphes 2 et 3, ..." et, dans la seconde phrase, les mots "La durée de la procédure" sont remplacés par "La durée de ce processus".

118) L'article 139, paragraphe 2, est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, la phrase suivante est ajoutée à la fin : "Le Parlement européen est informé.";

b) au second alinéa, le début de la première phrase "Le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf lorsque l'accord ..." est remplacé par "Le Conseil statue à l'unanimité lorsque l'accord ..." et la dernière phrase est supprimée.

119) A l'article 140, le membre de phrase suivant est ajouté à la fin du deuxième alinéa : "... , notamment par des initiatives en vue d'établir des orientations et des indicateurs, d'organiser l'échange des meilleures pratiques et de préparer les éléments nécessaires à la surveillance et à l'évaluation périodiques. Le Parlement européen est pleinement informé."

120) A l'article 143, le second alinéa est supprimé.

FONDS SOCIAL EUROPEEN

121) Le chapitre 2 est renuméroté "TITRE X".

122) A l'article 148, les mots "décisions d'application relatives" sont remplacés par "règlements d'application relatifs".

EDUCATION, FORMATION PROFESSIONNELLE, JEUNESSE ET SPORT

123) Le chapitre 3 est renuméroté "TITRE XI" et les mots "ET JEUNESSE" à la fin de son intitulé sont remplacés par ", JEUNESSE ET SPORT".

124) L'article 149 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, l'alinéa suivant est ajouté :

"L'Union contribue à la promotion des enjeux européens du sport, tout en tenant compte de ses spécificités, de ses structures fondées sur le volontariat ainsi que de sa fonction sociale et éducative.";

b) au paragraphe 2, cinquième tiret, les mots "... et à encourager la participation des jeunes à la vie démocratique de l'Europe," sont ajoutés à la fin; le tiret suivant est ajouté comme dernier tiret :

"— à développer la dimension européenne du sport, en promouvant l'équité et l'ouverture dans les compétitions sportives et la coopération entre les organismes responsables du sport, ainsi qu'en protégeant l'intégrité physique et morale des sportifs, notamment des plus jeunes d'entre eux.";

c) au paragraphe 3, les mots " en matière d'éducation" sont remplacés par "en matière d'éducation et de sport";

d) au paragraphe 4, les mots ", le Conseil adopte" sont supprimés, le premier tiret commence par les mots "le Parlement européen et le Conseil, statuant ..." et le mot "adoptent" est inséré avant "des actions d'encouragement"; le second tiret commence par les mots "le Conseil adopte, sur proposition ...".

125) A l'article 150, paragraphe 4, le membre de phrase suivant est ajouté à la fin : "et le Conseil adopte, sur proposition de la Commission, des recommandations".

CULTURE

126) L'article 151, paragraphe 5 est modifié comme suit :

a) dans la phrase introductive, les mots ", le Conseil adopte" sont supprimés;

b) au premier tiret, la première phrase commence par les mots "le Parlement européen et le Conseil, statuant ...", le mot "adoptent" est inséré avant "des actions d'encouragement" et la seconde phrase est supprimée;

c) au second tiret, les mots "statuant à l'unanimité" sont supprimés et le tiret commence par les mots "le Conseil adopte, sur proposition ...".

SANTÉ PUBLIQUE

127) L'article 152 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, deuxième alinéa, le mot "humaine" est remplacé par "physique et mentale" et à la fin de cet alinéa, le membre de phrase suivant est ajouté : ", ainsi que la surveillance de menaces transfrontières graves sur la santé, l'alerte en cas de telles menaces et la lutte contre celles-ci.";

b) au paragraphe 2, à la fin du premier alinéa, la phrase suivante est ajoutée : "Elle encourage en particulier la coopération entre les Etats membres visant à améliorer la complémentarité de leurs services de santé dans les régions frontalières.";

c) au paragraphe 2, à la fin du second alinéa, le texte suivant est ajouté : "... notamment des initiatives en vue d'établir des orientations et des indicateurs, d'organiser l'échange des meilleures pratiques et de préparer les éléments nécessaires à la surveillance et à l'évaluation périodiques. Le Parlement européen est pleinement informé.";

d) le paragraphe 4 est modifié comme suit :

i) au premier alinéa, dans la phrase introductive, le membre de phrase suivant est inséré au début : "Par dérogation à l'article 2 A, paragraphe 5, et à l'article 2 E, point a), et conformément à l'article 2 C, paragraphe 2, point k), ..." et les mots suivants sont ajoutés à la fin : "... , afin de faire face aux enjeux communs de sécurité :";

ii) au point b), les mots "par dérogation à l'article 37,..." sont supprimés;

iii) le nouveau point c) suivant est inséré :

"c) des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des médicaments et des dispositifs à usage médical."

iv) l'actuel point c) est renuméroté paragraphe "5" et est remplacé par le texte suivant :

"5. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, peuvent également adopter des mesures d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine, et notamment à lutter contre les grands fléaux transfrontières, des mesures concernant la surveillance des menaces transfrontières graves sur la santé, l'alerte en cas de telles menaces et la lutte contre celles-ci, ainsi que des mesures ayant directement pour objectif la protection de la santé publique en ce qui concerne le tabac et l'abus d'alcool, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.";

e) le second alinéa de l'actuel paragraphe 4 devient un paragraphe 6 et le paragraphe 5, renuméroté "7", est remplacé par le texte suivant :

"7. L'action de l'Union est menée dans le respect des responsabilités des Etats membres en ce qui concerne la définition de leur politique de santé, ainsi que l'organisation et la fourniture de services de santé et de soins médicaux. Les responsabilités des Etats membres incluent la gestion de services de santé et de soins médicaux, ainsi que l'allocation des ressources qui leur sont affectées. Les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales."

PROTECTION DES CONSOMMATEURS

128) A l'article 153, le paragraphe 2 devient l'article 6bis et les paragraphes 3, 4 et 5 sont renumérotés, respectivement, 2, 3 et 4.

INDUSTRIE

129) L'article 157 est modifié comme suit :

a) à la fin du paragraphe 2, le texte suivant est ajouté : "... , notamment des initiatives en vue d'établir des orientations et des indicateurs, d'organiser l'échange des meilleures pratiques et de préparer les éléments nécessaires à la surveillance et à l'évaluation périodiques. Le Parlement européen est pleinement informé.";

b) au paragraphe 3, premier alinéa, le membre de phrase suivant est ajouté à la fin de la deuxième phrase : "... , à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres."

COHESION ECONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

130) L'intitulé du titre XVII est remplacé par : "COHESION ECONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE".

131) L'article 158 est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, les mots "cohésion économique et sociale" sont remplacés par "cohésion économique, sociale et territoriale";

b) au deuxième alinéa, les mots "ou îles" et les mots "y compris les zones rurales" sont supprimés;

c) le nouvel alinéa suivant est ajouté :

"Parmi les régions concernées, une attention particulière est accordée aux zones rurales, aux zones où s'opère une transition industrielle et aux régions qui souffrent de handicaps naturels ou démographiques graves et permanents telles que les régions les plus septentrionales à très faible densité de population et les régions insulaires, transfrontalières et de montagne."

132) A l'article 159, deuxième alinéa, les mots "économique et sociale" sont remplacés par "économique, sociale et territoriale".

133) L'article 161 est modifié comme suit :

a) au début du premier alinéa, première phrase, les mots "Sans préjudice de l'article 162, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen ..." sont remplacés par "Sans préjudice de l'article 162, le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire ...", et le verbe qui suit est mis au pluriel. A la deuxième phrase, les mots "par le Conseil" et "statuant" sont supprimés;

b) au deuxième alinéa, les mots "par le Conseil" sont supprimés;

c) le troisième alinéa est supprimé.

134) A l'article 162, premier alinéa, les mots "Les décisions d'application" sont remplacés par "Les règlements d'application" et le verbe est adapté en conséquence.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

135) Dans l'intitulé du titre XVIII, les mots "ET ESPACE" sont ajoutés.

136) L'article 163 est modifié comme suit :

a) le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :

"1. L'Union a pour objectif de renforcer ses bases scientifiques et technologiques, par la réalisation d'un espace européen de la recherche dans lequel les chercheurs, les connaissances scientifiques et les technologies circulent librement, et de favoriser le développement de sa compétitivité, y compris celle de son industrie, ainsi que de promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres des traités.";

b) dans le paragraphe 2, le membre de phrase "... en visant tout particulièrement à permettre aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, ..." est remplacé par "... en visant tout particulièrement à permettre aux chercheurs de coopérer librement au-delà des frontières et aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, ...".

137) A l'article 165, paragraphe 2, le texte suivant est ajouté à la fin : "... , notamment des initiatives en vue d'établir des orientations et des indicateurs, d'organiser l'échange des meilleures pratiques et de préparer les éléments nécessaires à la surveillance et à l'évaluation périodiques. Le Parlement européen est pleinement informé."

138) L'article 166 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 4, les mots "Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission" sont remplacés par "Le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale";

b) le nouveau paragraphe 5 suivant est ajouté :

"5. En complément des actions prévues dans le programme-cadre pluriannuel, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation du Comité économique et social, établissent les mesures nécessaires à la mise en œuvre de l'espace européen de recherche."

139) A l'article 167, les mots "le Conseil" sont remplacés par "l'Union".

140) A l'article 168, second alinéa, les mots "Le Conseil" sont remplacés par "L'Union".

141) A l'article 170, second alinéa, le dernier membre de phrase "... , qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300" est supprimé.

ESPACE

142) Le nouvel article 172bis suivant est inséré :

"ARTICLE 172bis

1. Afin de favoriser le progrès scientifique et technique, la compétitivité industrielle et la mise en œuvre de ses politiques, l'Union élabore une politique spatiale européenne. A cette fin, elle peut promouvoir des initiatives communes, soutenir la recherche et le développement technologique et coordonner les efforts nécessaires pour l'exploration et l'utilisation de l'espace.

2. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures nécessaires, qui peuvent prendre la forme d'un programme spatial européen, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

3. L'Union établit toute liaison utile avec l'Agence spatiale européenne.

4. Le présent article est sans préjudice des autres dispositions du présent Titre."

ENVIRONNEMENT (CHANGEMENT CLIMATIQUE)

143) L'article 174 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, le quatrième tiret est remplacé par le texte suivant :

"— la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement, et en particulier la lutte contre le changement climatique."

b) au paragraphe 2, second alinéa, les mots "une procédure communautaire de contrôle" sont remplacés par "une procédure de contrôle de l'Union".

c) au paragraphe 4, premier alinéa, le dernier membre de phrase "... qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300" est supprimé.

144) L'article 175 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 2, le second alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions, peut rendre la procédure législative ordinaire applicable aux domaines visés au premier alinéa."

b) au paragraphe 3, premier alinéa, les mots "Dans d'autres domaines,..." sont supprimés et le second alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes sont adoptées conformément aux conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon le cas."

c) au paragraphe 4, les mots "... de certaines mesures ayant un caractère communautaire, ..." sont remplacés par "... de certaines mesures adoptées par l'Union, ...".

d) au paragraphe 5, les mots "le Conseil prévoit dans l'acte portant adoption de cette mesure, les dispositions ..." sont remplacés par "cette mesure prévoit les dispositions ...".

TITRES DEPLACES

145) Le titre XX intitulé "COOPERATION AU DEVELOPPEMENT" et les articles 177, 179, 180 et 181 deviennent, respectivement, le chapitre 1 du titre III de la cinquième partie sur l'action extérieure de l'Union et les articles 188 D à 188 G; ces articles sont modifiés comme indiqué ci-après aux points 161) à 164). L'article 178 est abrogé.

146) Le titre XXI intitulé " COOPERATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET TECHNIQUE AVEC LES PAYS TIERS " et l'article 181 A deviennent, respectivement, le chapitre 2 du titre III dans la cinquième partie sur l'action extérieure de l'Union et le nouvel article 188 H; cet article est modifié comme indiqué ci-après au point 166).

ENERGIE

147) Le titre XX est remplacé par le nouveau titre et le nouvel article 176 A suivants :

"TITRE XX

ENERGIE

ARTICLE 176 A

1. Dans le cadre de l'établissement ou du fonctionnement du marché intérieur et en tenant compte de l'exigence de préserver et d'améliorer l'environnement, la politique de l'Union dans le domaine de l'énergie vise, dans un esprit de solidarité entre les Etats membres :

a) à assurer le fonctionnement du marché de l'énergie;

b) à assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans l'Union;

c) à promouvoir l'efficacité énergétique et les économies d'énergie ainsi que le développement des énergies nouvelles et renouvelables; et

d) à promouvoir l'interconnexion des réseaux énergétiques.

2. Sans préjudice de l'application d'autres dispositions des traités, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs visés au paragraphe 1. Ces mesures sont adoptées après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Elles n'affectent pas le droit d'un Etat membre de déterminer les conditions d'exploitation de ses ressources énergétiques, son choix entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique, sans préjudice de l'article 175, paragraphe 2, point c).

3. Par dérogation au paragraphe 2, le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, à l'unanimité et après consultation du Parlement européen, établit les mesures qui y sont visées lorsqu'elles sont essentiellement de nature fiscale."

TOURISME

148) Le titre XXI est remplacé par le nouveau titre et le nouvel article 176 B suivants :

"TITRE XXI

TOURISME

ARTICLE 176 B

1. L'Union complète l'action des Etats membres dans le secteur du tourisme, notamment en promouvant la compétitivité des entreprises de l'Union dans ce secteur.

A cette fin, l'action de l'Union vise :

a) à encourager la création d'un environnement favorable au développement des entreprises dans ce secteur;

b) à favoriser la coopération entre Etats membres, notamment par l'échange des bonnes pratiques.

2. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures particulières destinées à compléter les actions menées dans les Etats membres afin de réaliser les objectifs visés au présent article, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres."

PROTECTION CIVILE

149) Le nouveau titre XXII et le nouvel article 176 C suivants sont insérés :

"TITRE XXII

PROTECTION CIVILE

ARTICLE 176 C

1. L'Union encourage la coopération entre les Etats membres afin de renforcer l'efficacité des systèmes de prévention des catastrophes naturelles ou d'origine humaine et de protection contre celles-ci.

L'action de l'Union vise :

a) à soutenir et à compléter l'action des Etats membres aux niveaux national, régional et local portant sur la prévention des risques, sur la préparation des acteurs de la protection civile dans les Etats membres et sur l'intervention en cas de catastrophes naturelles ou d'origine humaine à l'intérieur de l'Union;

b) à promouvoir une coopération opérationnelle rapide et efficace à l'intérieur de l'Union entre les services de protection civile nationaux;

c) à favoriser la cohérence des actions entreprises au niveau international en matière de protection civile.

2. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures nécessaires pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres."

COOPERATION ADMINISTRATIVE

150) Le nouveau TITRE XXIII et le nouvel article 176 D suivants sont insérés :

"TITRE XXIII

COOPERATION ADMINISTRATIVE

ARTICLE 176 D

1. La mise en œuvre effective du droit de l'Union par les Etats membres, qui est essentielle au bon fonctionnement de l'Union, est considérée comme une question d'intérêt commun.

2. L'Union peut appuyer les efforts des Etats membres pour améliorer leur capacité administrative à mettre en œuvre le droit de l'Union. Cette action peut consister notamment à faciliter les échanges d'informations et de fonctionnaires ainsi qu'à soutenir des programmes de formation. Aucun Etat membre n'est tenu de recourir à cet appui. Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures nécessaires à cette fin, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

3. Le présent article est sans préjudice de l'obligation des Etats membres de mettre en œuvre le droit de l'Union ainsi que des prérogatives et devoirs de la Commission. Il est également sans préjudice des autres dispositions des traités qui prévoient une coopération administrative entre les Etats membres ainsi qu'entre eux et l'Union."

ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

151) A l'article 182, premier alinéa, les mots "du présent traité", à la fin, sont supprimés.

152) A l'article 186, le membre de phrase final "...sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des Etats membres." est remplacé par "... est régie par des actes adoptés conformément à l'article 187." .

153) A l'article 187, les mots "statuant à l'unanimité" sont remplacés par "statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission" et la phrase suivante est ajoutée à la fin de l'article : "Lorsque les dispositions en question sont adoptées par le Conseil conformément à une procédure législative spéciale, il statue à l'unanimité, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen."

ACTION EXTERIEURE DE L'UNION

154) Une nouvelle cinquième partie est insérée. Elle est intitulée "L'ACTION EXTERIEURE DE L'UNION" et contient les titres et chapitres suivants :

Titre I : Dispositions générales relatives à l'action extérieure de l'Union

Titre II : La politique commerciale commune

Titre III : La coopération avec les pays tiers et l'aide humanitaire

Chapitre 1 : La coopération au développement

Chapitre 2 : La coopération économique, financière et technique avec les pays tiers

Chapitre 3 : L'aide humanitaire

Titre IV : Les mesures restrictives

Titre V : Accords internationaux

Titre VI : Relations de l'Union avec les organisations internationales et les pays tiers et délégations de l'Union

Titre VII : Clause de solidarité

DISPOSITIONS GENERALES

155) Le nouveau titre I et le nouvel article 188 A suivants sont insérés :

"TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACTION EXTERIEURE DE L'UNION

ARTICLE 188 A

L'action de l'Union sur la scène internationale, au titre de la présente partie, repose sur les principes, poursuit les objectifs et est menée conformément aux dispositions générales visés au chapitre 1 du titre V du traité sur l'Union européenne."

POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE

156) Un titre II intitulé "LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE", qui reprend l'intitulé du titre IX de la troisième partie, est inséré.

157) Un article 188 B est inséré, avec le libellé de l'article 131; il est modifié comme suit :

a) le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Par l'établissement d'une union douanière conformément aux articles 23 à 27, l'Union contribue, dans l'intérêt commun, au développement harmonieux du commerce mondial, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs, ainsi qu'à la réduction des barrières douanières et autres.;"

b) le second alinéa est supprimé.

158) Un article 188 C est inséré, qui remplace l'article 133 :

"ARTICLE 188 C

1. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux relatifs aux échanges de marchandises et de services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, les investissements étrangers directs, l'uniformisation des mesures de libéralisation, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. La politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union.

2. Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures définissant le cadre dans lequel est mise en œuvre la politique commerciale commune.

3. Si des accords avec un ou plusieurs pays tiers ou organisations internationales doivent être négociés et conclus, l'article 188 N est applicable, sous réserve des dispositions particulières du présent article.

La Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de l'Union.

Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial, ainsi qu'au Parlement européen, sur l'état d'avancement des négociations.

4. Pour la négociation et la conclusion des accords visés au paragraphe 3, le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce de services et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, ainsi que des investissements étrangers directs, le Conseil statue à l'unanimité lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes.

Le Conseil statue également à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'accords :

a) dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels, lorsque ces accords risquent de porter atteinte à la diversité culturelle et linguistique de l'Union;

b) dans le domaine du commerce des services sociaux, d'éducation et de santé, lorsque ces accords risquent de perturber gravement l'organisation de ces services au niveau national et de porter atteinte à la responsabilité des Etats membres pour la fourniture de ces services.

5. La négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine des transports relèvent du titre V de la troisième partie, et de l'article 188 N.

6. L'exercice des compétences attribuées par le présent article dans le domaine de la politique commerciale commune n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les Etats membres et n'entraîne pas une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des Etats membres dans la mesure où les traités excluent une telle harmonisation."

COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

159) Un titre III intitulé "LA COOPERATION AVEC LES PAYS TIERS ET L'AIDE HUMANITAIRE" est inséré.

160) Un chapitre 1 " LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT", qui reprend l'intitulé du titre XX de la troisième partie, est inséré.

161) Un article 188 D est inséré, avec le libellé de l'article 177; il est modifié comme suit :

a) les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant :

"1. La politique de l'Union dans le domaine de la coopération au développement est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union. La politique de coopération au développement de l'Union et celles des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement.

L'objectif principal de la politique de l'Union dans ce domaine est la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté. L'Union tient compte des objectifs de la coopération au développement dans la mise en œuvre des politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement."

b) Le paragraphe 3 est renuméroté "2".

162) Un article 188 E est inséré, avec le libellé de l'article 179; il est modifié comme suit :

a) le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :

"1. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, arrêtent les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la politique de coopération au développement, qui peuvent porter sur des programmes pluriannuels de coopération avec des pays en développement ou des programmes ayant une approche thématique.;

b) le nouveau paragraphe 2 suivant est inséré :

"2. L'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés à l'article 10 A du traité sur l'Union européenne et à l'article 188 D du présent traité.

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des Etats membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords."

c) l'actuel paragraphe 2 est renuméroté "3" et l'actuel paragraphe 3 est supprimé.

163) Un article 188 F est inséré, avec le libellé de l'article 180; il est modifié comme suit :

Le membre de phrase suivant est inséré au début du paragraphe 1 : "Pour favoriser la complémentarité et l'efficacité de leurs actions, ...".

164) Un article 188 G est inséré, avec le libellé de l'article 181; la seconde phrase du premier alinéa et le second alinéa sont supprimés.

COOPERATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET TECHNIQUE AVEC LES PAYS TIERS

165) Un chapitre 2 intitulé "LA COOPERATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET TECHNIQUE AVEC LES PAYS TIERS", qui reprend l'intitulé du titre XXI de la troisième partie, est inséré.

166) Un article 188 H est inséré, avec le libellé de l'article 181 A; il est modifié comme suit :

a) le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :

"1. Sans préjudice des autres dispositions des traités, et notamment de celles des articles 188 D à 188 G, l'Union mène des actions de coopération économique, financière et technique, y compris d'assistance en particulier dans le domaine financier, avec des pays tiers autres que les pays en développement. Ces actions sont cohérentes avec la politique de développement de l'Union et sont menées dans le cadre des principes et objectifs de son action extérieure. Les actions de l'Union et des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement."

b) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

"2. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, arrêtent les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du paragraphe 1."

c) au paragraphe 3, premier alinéa, seconde phrase, le membre de phrase final "..., qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300" est supprimé.

167) Le nouvel article 188 I suivant est inséré :

"ARTICLE 188 I

Lorsque la situation dans un pays tiers exige une assistance financière à caractère urgent de la part de l'Union, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les décisions nécessaires."

AIDE HUMANITAIRE

168) Le nouveau chapitre 3 et le nouvel article 188 J suivants sont insérés :

"CHAPITRE 3

L'AIDE HUMANITAIRE

ARTICLE 188 J

1. Les actions de l'Union dans le domaine de l'aide humanitaire sont menées dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union. Ces actions visent, de manière ponctuelle, à porter assistance et secours aux populations des pays tiers, victimes de catastrophes naturelles ou d'origine humaine, et à les protéger, pour faire face aux besoins humanitaires résultant de ces différentes situations. Les actions de l'Union et des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement.

2. Les actions d'aide humanitaire sont menées conformément aux principes du droit international et aux principes d'impartialité, de neutralité et de non-discrimination.

3. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures définissant le cadre dans lequel sont mises en œuvre les actions d'aide humanitaire de l'Union.

4. L'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 et à l'article 10 A du traité sur l'Union européenne.

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des Etats membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords.

5. Afin d'établir un cadre pour des contributions communes des jeunes Européens aux actions d'aide humanitaire de l'Union, un Corps volontaire européen d'aide humanitaire est créé. Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, fixent son statut et les modalités de son fonctionnement.

6. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination entre les actions de l'Union et celles des Etats membres, afin de renforcer l'efficacité et la complémentarité des dispositifs de l'Union et des dispositifs nationaux d'aide humanitaire.

7. L'Union veille à ce que ses actions d'aide humanitaire soient coordonnées et cohérentes avec celles des organisations et organismes internationaux, en particulier ceux qui font partie du système des Nations unies."

MESURES RESTRICTIVES

169) Un titre IV et un article 188 K suivants sont insérés, qui remplacent l'article 301 :

"TITRE IV

LES MESURES RESTRICTIVES

ARTICLE 188 K

1. Lorsqu'une décision, adoptée conformément au chapitre 2 du titre V du traité sur l'Union européenne, prévoit l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, sur proposition conjointe du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et de la Commission, adopte les mesures nécessaires. Il en informe le Parlement européen.

2. Lorsqu'une décision, adoptée conformément au chapitre 2 du titre V du traité sur l'Union européenne, le prévoit, le Conseil peut adopter, selon la procédure visée au paragraphe 1, des mesures restrictives à l'encontre de personnes physiques ou morales, de groupes ou d'entités non étatiques.

3. Les actes visés au présent article contiennent les dispositions nécessaires en matière de garanties juridiques."

ACCORDS INTERNATIONAUX

170) Un titre V "accords internationaux" est inséré après l'article 188 K.

171) Un article 188 L suivant est inséré :

"ARTICLE 188 L

1. L'Union peut conclure un accord avec un ou plusieurs pays tiers ou organisations internationales lorsque les traités le prévoient ou lorsque la conclusion d'un accord, soit est nécessaire pour réaliser, dans le cadre des politiques de l'Union, l'un des objectifs visés par les traités, soit est prévue dans un acte juridique contraignant de l'Union, soit encore est susceptible d'affecter des règles communes ou d'en altérer la portée.

2. Les accords conclus par l'Union lient les institutions de l'Union et les Etats membres."

172) Un article 188 M est inséré, avec le libellé de l'article 310. Le mot "Etats" est remplacé par "pays tiers".

173) Un article 188 N, qui remplace l'article 300, est inséré :

"ARTICLE 188 N

1. Sans préjudice des dispositions particulières de l'article 188 C, les accords entre l'Union et des pays tiers ou organisations internationales sont négociés et conclus selon la procédure ci-après.

2. Le Conseil autorise l'ouverture des négociations, arrête les directives de négociation, autorise la signature et conclut les accords.

3. La Commission, ou le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité lorsque l'accord envisagé porte exclusivement ou principalement sur la politique étrangère et de sécurité commune, présente des recommandations au Conseil, qui adopte une décision autorisant l'ouverture des négociations et désignant, en fonction de la matière de l'accord envisagé, le négociateur ou le chef de l'équipe de négociation de l'Union.

4. Le Conseil peut adresser des directives au négociateur et désigner un comité spécial, les négociations devant être conduites en consultation avec ce comité.

5. Le Conseil, sur proposition du négociateur, adopte une décision autorisant la signature de l'accord et, le cas échéant, son application provisoire avant l'entrée en vigueur.

6. Le Conseil, sur proposition du négociateur, adopte une décision portant conclusion de l'accord.

Sauf lorsque l'accord porte exclusivement sur la politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil adopte la décision de conclusion de l'accord :

a) après approbation du Parlement européen dans les cas suivants :

i) accords d'association;

ii) accord portant adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales;

iii) accords créant un cadre institutionnel spécifique en organisant des procédures de coopération;

iv) accords ayant des implications budgétaires notables pour l'Union;

v) accords couvrant des domaines auxquels s'applique la procédure législative ordinaire ou la procédure législative spéciale lorsque l'approbation du Parlement européen est requise.

Le Parlement européen et le Conseil peuvent, en cas d'urgence, convenir d'un délai pour l'approbation.

b) après consultation du Parlement européen, dans les autres cas. Le Parlement européen émet son avis dans un délai que le Conseil peut fixer en fonction de l'urgence. En l'absence d'avis dans ce délai, le Conseil peut statuer.

7. Par dérogation aux paragraphes 5, 6 et 9, le Conseil peut, lors de la conclusion d'un accord, habiliter le négociateur à approuver, au nom de l'Union, les modifications de l'accord, lorsque celui-ci prévoit que ces modifications doivent être adoptées selon une procédure simplifiée ou par une instance créée par ledit accord. Le Conseil peut assortir cette habilitation de conditions spécifiques.

8. Tout au long de la procédure, le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Toutefois, il statue à l'unanimité lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption d'un acte de l'Union ainsi que pour les accords d'association et les accords visés à l'article 188 H avec les Etats candidats à l'adhésion. Le Conseil statue également à l'unanimité pour l'accord portant adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales; la décision portant conclusion de cet accord entre en vigueur après son approbation par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

9. Le Conseil, sur proposition de la Commission ou du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, adopte une décision sur la suspension de l'application d'un accord et établissant les positions à prendre au nom de l'Union dans une instance créée par un accord, lorsque cette instance est appelée à adopter des actes ayant des effets juridiques, à l'exception des actes complétant ou modifiant le cadre institutionnel de l'accord.

10. Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé à toutes les étapes de la procédure.

11. Un Etat membre, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission peut recueillir l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité d'un accord envisagé avec les traités. En cas d'avis négatif de la Cour, l'accord envisagé ne peut entrer en vigueur, sauf modification de celui-ci ou révision des traités."

174) Un article 188 O est inséré, avec le libellé des paragraphes 1 à 3 et 5 de l'article 111, les deux dernières phrases du paragraphe 1 devenant le deuxième alinéa dudit paragraphe; il est modifié comme suit :

a) le paragraphe 1, premier alinéa, est remplacé par le texte suivant :

"1. Par dérogation à l'article 188 N, le Conseil, soit sur recommandation de la Banque centrale européenne, soit sur recommandation de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne en vue de parvenir à un consensus compatible avec l'objectif de la stabilité des prix, peut conclure des accords formels portant sur un système de taux de change pour l'euro vis-à-vis des monnaies d'Etats tiers. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et conformément à la procédure prévue au paragraphe 3."

Au second alinéa, le membre de phrase "sur recommandation de la BCE ou de la Commission et après consultation de la BCE en vue de ..." est remplacé par "soit sur recommandation de la Banque centrale européenne, soit sur recommandation de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne en vue de ..."

b) au paragraphe 2 les mots "monnaies non communautaires" sont remplacés par "monnaies d'Etats tiers";

c) au paragraphe 3, dans la première phrase du premier alinéa, le renvoi à l'article 300 est remplacé par un renvoi à l'article 188 N et le mot "Etats" est remplacé par "Etats tiers" et le second alinéa est supprimé;

d) le paragraphe 5 est renuméroté "4".

RELATIONS DE L'UNION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
ET LES PAYS TIERS ET DELEGATIONS DE L'UNION

175) Un titre VI et les articles 188 P et 188 Q suivants sont insérés, l'article 188 P remplaçant les articles 302 à 304 :

"TITRE VI

RELATIONS DE L'UNION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
ET LES PAYS TIERS ET DELEGATIONS DE L'UNION

ARTICLE 188 P

1. L'Union établit toute coopération utile avec les organes des Nations unies et de leurs institutions spécialisées, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

L'Union assure, en outre, les liaisons opportunes avec d'autres organisations internationales.

2. Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et la Commission sont chargés de la mise en œuvre du présent article.

ARTICLE 188 Q

1. Les délégations de l'Union dans les pays tiers et auprès des organisations internationales assurent la représentation de l'Union.

2. Les délégations de l'Union sont placées sous l'autorité du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Elles agissent en étroite coopération avec les missions diplomatiques et consulaires des Etats membres."

CLAUSE DE SOLIDARITE

176) Le nouveau titre VII et le nouvel article 188 R suivants sont insérés :

"TITRE VII

CLAUSE DE SOLIDARITE

ARTICLE 188 R

1. L'Union et ses Etats membres agissent conjointement dans un esprit de solidarité si un Etat membre est l'objet d'une attaque terroriste ou la victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. L'Union mobilise tous les instruments à sa disposition, y compris les moyens militaires mis à sa disposition par les Etats membres, pour :

a) - prévenir la menace terroriste sur le territoire des Etats membres;

— protéger les institutions démocratiques et la population civile d'une éventuelle attaque terroriste;

— porter assistance à un Etat membre sur son territoire, à la demande de ses autorités politiques, dans le cas d'une attaque terroriste;

b) porter assistance à un Etat membre sur son territoire, à la demande de ses autorités politiques, en cas de catastrophe naturelle ou d'origine humaine.

2. Si un Etat membre est l'objet d'une attaque terroriste ou la victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine, les autres Etats membres lui portent assistance à la demande de ses autorités politiques. A cette fin, les Etats membres se coordonnent au sein du Conseil.

3. Les modalités de mise en œuvre par l'Union de la présente clause de solidarité sont définies par une décision adoptée par le Conseil, sur proposition conjointe de la Commission et du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Lorsque cette décision a des implications dans le domaine de la défense, le Conseil statue conformément à l'article 15^{ter}, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne. Le Parlement européen est informé.

Dans le cadre du présent paragraphe, et sans préjudice de l'article 207, le Conseil est assisté par le comité politique et de sécurité, avec le soutien des structures développées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune, et par le comité visé à l'article 61 D, qui lui présentent, le cas échéant, des avis conjoints.

4. Afin de permettre à l'Union et à ses Etats membres d'agir d'une manière efficace, le Conseil européen procède à une évaluation régulière des menaces auxquelles l'Union est confrontée."

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET FINANCIERES

177) La cinquième partie est renumérotée "SIXIEME PARTIE" et son intitulé est remplacé par "DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET FINANCIERES".

PARLEMENT EUROPEEN

178) L'article 189 est abrogé.

179) L'article 190 est modifié comme suit :

a) les paragraphes 1, 2 et 3 sont supprimés et les paragraphes 4 et 5 sont renumérotés, respectivement, 1 et 2;

b) le paragraphe 4, renuméroté 1, est modifié comme suit :

i) au premier alinéa, les mots "... en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct ..." sont remplacés par "...en vue d'établir les dispositions nécessaires pour permettre l'élection de ses membres au suffrage universel direct ...";

ii) le second alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Le Conseil, statuant à l'unanimité conformément à une procédure législative spéciale et après approbation du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, établit les dispositions nécessaires. Ces dispositions entrent en vigueur après leur approbation par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.";

c) au paragraphe 5, renuméroté 2, les mots ", statuant par voie de règlements de sa propre initiative conformément à une procédure législative spéciale," sont insérés après "Le Parlement européen".

180) A l'article 191, le premier alinéa est supprimé. Au second alinéa, les mots "... par voie de règlements ..." sont insérés avant "... le statut des parties politiques ..." et les mots "visés à l'article 8 A, paragraphe 4 du traité sur l'Union européenne" sont insérés après "au niveau européen".

181) A l'article 192, le premier alinéa est supprimé; au second alinéa les mots "de ses membres" sont remplacés par "des membres qui le composent" et la phrase suivante est ajoutée à la fin de l'alinéa : "Si la Commission ne soumet pas de proposition, elle en communique les raisons au Parlement européen."

182) L'article 193 est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, les mots "de ses membres" sont remplacés par "des membres qui le composent";

b) le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Les modalités d'exercice du droit d'enquête sont déterminées par le Parlement européen, statuant par voie de règlements de sa propre initiative conformément à une procédure législative spéciale, après approbation du Conseil et de la Commission."

183) L'article 195 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, premier alinéa, les mots au début "Le Parlement européen nomme un médiateur, habilité à recevoir les plaintes ..." sont remplacés par "Un médiateur européen, élu par le Parlement européen, est habilité à recevoir les plaintes ...", dans le dernier membre de phrase les mots "... et du Tribunal de première instance dans l'exercice de leurs fonctions" sont remplacés par "... dans l'exercice de ses fonctions" et la dernière phrase suivante est ajoutée : "Il instruit ces plaintes et fait rapport à leur sujet.";

b) au paragraphe 2, premier alinéa, le mot "nommé" est remplacé par "élu";

c) au paragraphe 3, les mots "d'aucun organisme" sont remplacés par "d'aucun gouvernement, institution, organe ou organisme";

d) au paragraphe 4, les mots "..., statuant par voie de règlements de sa propre initiative conformément à une procédure législative spéciale, ..." sont insérés après "Le Parlement européen ...".

184) A l'article 196, second alinéa, les mots "en session extraordinaire" sont remplacés par "en période de session extraordinaire" et les mots "de ses membres" sont remplacés par "des membres qui le composent".

185) L'article 197 est modifié comme suit :

a) le premier alinéa est supprimé;

b) le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"La Commission peut assister à toutes les séances et est entendue à sa demande."

c) le quatrième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Le Conseil européen et le Conseil sont entendus par le Parlement européen dans les conditions prévues par le règlement intérieur du Conseil européen et par celui du Conseil."

186) A l'article 198, premier alinéa, le mot "absolue" est supprimé.

187) A l'article 199, second alinéa, les mots "... conditions prévues par ce règlement" sont remplacés par "... conditions prévues par les traités et par ce règlement."

188) A l'article 201, le second alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Si la motion de censure est adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et à la majorité des membres qui composent le Parlement européen, les membres de la Commission doivent démissionner collectivement de leurs fonctions et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité doit démissionner des fonctions qu'il exerce au sein de la Commission. Ils restent en fonction et continuent à expédier les affaires courantes jusqu'à leur remplacement conformément à l'article 9 D du traité sur l'Union européenne. Dans ce cas, le mandat des membres de la Commission nommés pour les remplacer expire à la date à laquelle aurait dû expirer le mandat des membres de la Commission obligés de démissionner collectivement de leurs fonctions."

CONSEIL EUROPEEN

189) La nouvelle section 1*bis* et les nouveaux articles 201*bis* et 201*ter* suivants sont insérés :

"SECTION 1*bis*

LE CONSEIL EUROPEEN

ARTICLE 201*bis*

1. En cas de vote, chaque membre du Conseil européen peut recevoir délégation d'un seul des autres membres.

L'article 9 C, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne et l'article 205, paragraphe 2, du présent traité s'appliquent au Conseil européen lorsqu'il statue à la majorité qualifiée. Lorsque le Conseil européen se prononce par un vote, son président et le président de la Commission n'y prennent pas part.

L'abstention de membres présents ou représentés ne fait pas obstacle à l'adoption des délibérations du Conseil européen qui requièrent l'unanimité.

2. Le président du Parlement européen peut être invité à être entendu par le Conseil européen.

3. Le Conseil européen statue à la majorité simple pour les questions de procédure ainsi que pour l'adoption de son règlement intérieur.

4. Le Conseil européen est assisté par le secrétariat général du Conseil.

ARTICLE 201*ter*

Le Conseil européen adopte à la majorité qualifiée :

a) une décision établissant la liste des formations du Conseil autres que celle des affaires générales et celle des affaires étrangères, conformément à l'article 9 C, paragraphe 6, du traité sur l'Union européenne;

b) une décision relative à la présidence des formations du Conseil, à l'exception de celle des affaires étrangères, conformément à l'article 9 C, paragraphe 9, du traité sur l'Union européenne."

CONSEIL

190) Les articles 202 et 203 sont abrogés.

191) L'article 205 est modifié comme suit :

a) les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant :

"1. Pour les délibérations qui requièrent la majorité simple, le Conseil statue à la majorité des membres qui le composent.

2. Par dérogation à l'article 9 C, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne, à partir du 1^{er} novembre 2014 et sous réserve des dispositions fixées par le protocole sur les dispositions transitoires, lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission ou du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, la majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 72 % des membres du Conseil, représentant des Etats membres réunissant au moins 65 % de la population de l'Union.

3. A partir du 1^{er} novembre 2014, et sous réserve des dispositions fixées par le protocole sur les dispositions transitoires, dans les cas où, en application des traités, tous les membres du Conseil ne prennent pas part au vote, la majorité qualifiée se définit comme suit :

a) La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55 % des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65 % de la population de ces Etats.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de membres du Conseil représentant plus de 35 % de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

b) Par dérogation au point a), lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission ou du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, la majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 72 % des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65 % de la population de ces Etats."

b) le paragraphe 4 est supprimé et le paragraphe 3 est renuméroté "4".

192) L'article 207 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 207

1. Un comité composé des représentants permanents des gouvernements des Etats membres est responsable de la préparation des travaux du Conseil et de l'exécution des mandats qui lui sont confiés par celui-ci. Le comité peut adopter des décisions de procédure dans les cas prévus par le règlement intérieur du Conseil.

2. Le Conseil est assisté d'un secrétariat général, placé sous la responsabilité d'un secrétaire général nommé par le Conseil.

Le Conseil décide à la majorité simple de l'organisation du secrétariat général.

3. Le Conseil statue à la majorité simple pour les questions de procédure ainsi que pour l'adoption de son règlement intérieur."

193) A l'article 208, la phrase suivante est ajoutée à la fin de l'article "Si la Commission ne soumet pas de proposition, elle en communique les raisons au Conseil."

194) A l'article 209, le mot "avis" est remplacé par "consultation".

195) L'article 210 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 210

Le Conseil fixe les traitements, indemnités et pensions du président du Conseil européen, du président de la Commission, du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, des membres de la Commission, des présidents, des membres et des greffiers de la Cour de justice de l'Union européenne ainsi que du secrétaire général du Conseil. Il fixe également toutes indemnités tenant lieu de rémunération."

COMMISSION

196) L'article 211 est abrogé. Un article 211*bis* est inséré :

"ARTICLE 211*bis*

Conformément à l'article 9 D, paragraphe 5, du traité sur l'Union européenne les membres de la Commission sont choisis selon un système de rotation établi à l'unanimité par le Conseil européen qui se fonde sur les principes suivants :

a) les Etats membres sont traités sur un strict pied d'égalité pour la détermination de l'ordre de passage et du temps de présence de leurs ressortissants au sein de la Commission; en conséquence, l'écart entre le nombre total des mandats détenus par les ressortissants de deux Etats membres donnés ne peut jamais être supérieur à un;

b) sous réserve du point a), chacune des Commissions successives est constituée de manière à refléter d'une manière satisfaisante l'éventail démographique et géographique de l'ensemble des Etats membres."

197) L'article 212 devient un nouveau paragraphe 2 de l'article 218.

198) A l'article 213, le paragraphe 1 est supprimé, le paragraphe 2 restant sans numéro; ses deux premiers alinéas sont fusionnés et se lisent comme suit :

"Les membres de la Commission s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Les Etats membres respectent leur indépendance et ne cherchent pas à les influencer dans l'exécution de leur tâche."

199) L'article 214 est abrogé.

200) L'article 215 est modifié comme suit :

a) le deuxième alinéa est remplacé par les deux alinéas suivants :

"Le membre démissionnaire ou décédé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un nouveau membre de la même nationalité nommé par le Conseil d'un commun accord avec le président de la Commission, après consultation du Parlement européen et conformément aux critères visés à l'article 9 D, paragraphe 3, deuxième alinéa, du traité sur l'Union européenne.

Le Conseil, statuant à l'unanimité, sur proposition du président de la Commission, peut décider qu'il n'y a pas lieu à remplacement, notamment lorsque la durée du mandat du membre de la Commission restant à courir est courte."

b) le nouveau cinquième alinéa suivant est inséré :

"En cas de démission volontaire, de démission d'office ou de décès, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, conformément à l'article 9 E, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne";

c) le dernier alinéa est remplacé par le texte suivant :

"En cas de démission volontaire de l'ensemble des membres de la Commission, ceux-ci restent en fonctions et continuent à expédier les affaires courantes jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement, pour la durée du mandat restant à courir, conformément à l'article 9 D du traité sur l'Union européenne".

201) A l'article 217, les paragraphes 1, 3 et 4 sont supprimés et le paragraphe 2 reste sans numéro. Sa première phrase est remplacée par la phrase suivante : "Sans préjudice de l'article 9 E, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne, les responsabilités incombant à la Commission sont structurées et réparties entre ses membres par le président, conformément à l'article 9 D, paragraphe 6, dudit traité."

202) A l'article 218, le paragraphe 1 est supprimé; le paragraphe 2 est renuméroté "1" et les mots "dans les conditions prévues par le présent traité" sont supprimés. Un paragraphe 2, avec le libellé de l'article 212, est inséré.

203) A l'article 219, premier alinéa, les mots "du nombre des membres prévu à l'article 213" sont remplacés par "de ses membres" et le second alinéa est remplacé par "Son règlement intérieur fixe le quorum."

COUR DE JUSTICE

204) Dans l'intitulé de la section 4, les mots "DE L'UNION EUROPEENNE" sont ajoutés.

205) L'article 220 est abrogé.

206) A l'article 221, le premier alinéa est supprimé.

207) A l'article 223, les mots "..., après consultation du comité prévu par l'article 224bis." sont ajoutés à la fin du premier alinéa.

208) A l'article 224, premier alinéa, la première phrase est supprimée et les mots "du Tribunal" sont insérés après "Le nombre des juges ...". Au deuxième alinéa, les mots "..., après consultation du comité prévu par l'article 224bis." sont insérés à la fin de la deuxième phrase.

209) Le nouvel article 224bis suivant est inséré :

"ARTICLE 224bis

Un comité est institué afin de donner un avis sur l'adéquation des candidats à l'exercice des fonctions de juge et d'avocat général de la Cour de justice et du Tribunal avant que les gouvernements des Etats membres ne procèdent aux nominations conformément aux articles 223 et 224.

Le comité est composé de sept personnalités choisies parmi d'anciens membres de la Cour de justice et du Tribunal, des membres des juridictions nationales suprêmes et des juristes possédant des compétences notoires, dont l'un est proposé par le Parlement européen. Le Conseil adopte une décision établissant les règles de fonctionnement de ce comité, ainsi qu'une décision en désignant les membres. Il statue sur initiative du président de la Cour de justice."

210) A l'article 225, paragraphe 1, premier alinéa, première phrase, les mots "... qui sont attribués à une chambre juridictionnelle et de ceux ..." sont remplacés par "... qui sont attribués à un tribunal spécialisé créé en application de l'article 225 A et de ceux ..." et au paragraphe 2, premier alinéa, les mots "créées en application de l'article 225 A" sont supprimés.

211) L'article 225 A est modifié comme suit :

a) le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent créer des tribunaux spécialisés adjoints au Tribunal chargés de connaître en première instance de certaines catégories de recours formés dans des matières spécifiques. Le Parlement européen et le Conseil statuent par voie de règlements soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Cour de justice, soit sur demande de la Cour de justice et après consultation de la Commission."

b) au deuxième alinéa, les mots "la décision" sont remplacés par "le règlement" et les mots "cette chambre" sont remplacés par "ce tribunal";

c) au troisième alinéa, les mots "la décision portant création de la chambre" sont remplacés par "le règlement portant création du tribunal spécialisé";

d) au sixième alinéa, les mots "la décision" sont remplacés par "le règlement" et la phrase suivante est ajoutée à la fin : "Le titre I du statut et son article 64 s'appliquent en tout état de cause aux tribunaux spécialisés."

212) L'article 228 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 2, les premier et deuxième alinéas sont remplacés par le texte suivant qui devient le premier alinéa :

"2. Si la Commission estime que l'Etat membre concerné n'a pas pris les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour, elle peut saisir la Cour, après avoir mis cet Etat en mesure de présenter ses observations. Elle indique le montant de la somme forfaitaire ou de l'astreinte à payer par l'Etat membre concerné qu'elle estime adapté aux circonstances."

Au troisième, devenu deuxième alinéa, les mots "de justice" après "Cour" sont supprimés.

b) le nouveau paragraphe 3 suivant est ajouté :

"3. Lorsque la Commission saisit la Cour d'un recours en vertu de l'article 226, estimant que l'Etat membre concerné a manqué à son obligation de communiquer des mesures de transposition d'une directive adoptée conformément à une procédure législative, elle peut, lorsqu'elle le considère approprié, indiquer le montant d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte à payer par cet Etat, qu'elle estime adapté aux circonstances.

Si la Cour constate le manquement, elle peut infliger à l'Etat membre concerné le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte dans la limite du montant indiqué par la Commission. L'obligation de paiement prend effet à la date fixée par la Cour dans son arrêt."

213) A l'article 229 A, les mots "... le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, ..." sont remplacés par "... le Conseil, statuant à l'unanimité, conformément à une procédure législative spéciale et après consultation du Parlement européen, ..." et les mots "titres communautaires de propriété industrielle" sont remplacés par "titres européens de propriété intellectuelle". La dernière phrase est remplacée par le texte suivant : "Ces dispositions entrent en vigueur après leur approbation par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives."

214) L'article 230 est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, les mots "... actes adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil ..." sont remplacés par "... actes législatifs, ...", les mots "et du Conseil européen" sont insérés après "Parlement européen", les mots "vis-à-vis" sont remplacés par "à l'égard" et la phrase suivante est ajoutée à la fin : "Elle contrôle aussi la légalité des actes des organes ou organismes de l'Union destinés à produire des effets juridiques à l'égard des tiers";

b) au troisième alinéa, les mots "... par la Cour des comptes et par la BCE qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de celles-ci" sont remplacés par "... par la Cour des comptes, par la Banque centrale européenne et par le Comité des régions qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de ceux-ci";

c) le quatrième alinéa est remplacé par le texte suivant :

“Toute personne physique ou morale peut former, dans les conditions prévues aux premier et deuxième alinéas, un recours contre les actes dont elle est le destinataire ou qui la concernent directement et individuellement, ainsi que contre les actes réglementaires qui la concernent directement et qui ne comportent pas de mesures d’exécution.”;

d) le nouveau cinquième alinéa suivant est inséré, l’actuel cinquième alinéa devenant le sixième alinéa :

“Les actes créant les organes et organismes de l’Union peuvent prévoir des conditions et modalités particulières concernant les recours formés par des personnes physiques ou morales contre des actes de ces organes ou organismes destinés à produire des effets juridiques à leur égard.”;

215) A l’article 231, le second alinéa est remplacé par le texte suivant : “Toutefois, la Cour indique, si elle l’estime nécessaire, ceux des effets de l’acte annulé qui doivent être considérés comme définitifs.”.

216) L’article 232 est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, les mots “, le Conseil européen,” sont insérés après “Parlement européen”, les mots “ou la Banque centrale européenne” sont insérés après “Commission”, le mot “ou” avant la Commission est remplacé par une virgule et la phrase suivante est ajoutée à la fin de l’alinéa : “Le présent article s’applique, dans les mêmes conditions, aux organes et organismes de l’Union qui s’abstiennent de statuer.”;

b) au troisième alinéa, les mots “..., ou à l’un des organes ou organismes” sont insérés après “... l’une des institutions”;

c) Le quatrième alinéa est supprimé.

217) A l’article 233, premier alinéa, les mots “ou les institutions” sont supprimés et le verbe est adapté en conséquence; le troisième alinéa est supprimé.

218) A l’article 234, premier alinéa, point b), les mots “et par la BCE” sont supprimés et le point c) est supprimé. L’alinéa suivant est ajouté à la fin de l’article : “Si une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale concernant une personne détenue, la Cour statue dans les plus brefs délais.”.

219) A l’article 235, le renvoi à l’article 288, deuxième alinéa, est remplacé par un renvoi à l’article 288, deuxième et troisième alinéas.

220) Le nouvel article 235bis suivant est inséré :

“ARTICLE 235bis

La Cour de justice n’est compétente pour se prononcer sur la légalité d’un acte adopté par le Conseil européen ou par le Conseil en vertu de l’article 7 du traité sur l’Union européenne que sur demande de l’Etat membre qui fait l’objet d’une constatation du Conseil européen ou du Conseil, et qu’en ce qui concerne le respect des seules prescriptions de procédure prévues par ledit article.

Cette demande doit être faite dans un délai d’un mois à compter de ladite constatation. La Cour statue dans un délai d’un mois à compter de la date de la demande.”.

221) A l’article 236, les mots “... au statut ou résultant du régime applicable à ces derniers” sont remplacés par “... par le statut des fonctionnaires de l’Union et le régime applicable aux autres agents de l’Union”.

222) A l’article 237, point d), au début de la deuxième phrase, les mots “des gouverneurs” sont insérés après “Conseil”.

223) Les deux nouveaux articles 240bis et 240ter suivants sont insérés :

“ARTICLE 240bis

La Cour de justice de l’Union européenne n’est pas compétente en ce qui concerne les dispositions relatives à la politique étrangère et de sécurité commune, ni en ce qui concerne les actes adoptés sur leur base.

Toutefois, la Cour est compétente pour contrôler le respect de l’article 25ter du traité sur l’Union européenne et se prononcer sur les recours, formés dans les conditions prévues à l’article 230, quatrième alinéa, du présent traité concernant le contrôle de la légalité des décisions prévoyant des mesures restrictives à l’encontre de personnes physiques ou morales adoptées par le Conseil sur la base du titre V, chapitre 2, du traité sur l’Union européenne.

ARTICLE 240ter

Dans l’exercice de ses attributions concernant les dispositions des chapitres 4 et 5 du titre IV, de la troisième partie, relatives à l’espace de liberté, de sécurité et de justice, la Cour de justice de l’Union européenne n’est pas compétente pour vérifier la validité ou la proportionnalité d’opérations menées par la police ou d’autres services répressifs dans un Etat membre, ni pour statuer sur l’exercice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l’ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.”

224) L’article 241 est remplacé par le texte suivant :

“ARTICLE 241

Nonobstant l’expiration du délai prévu à l’article 230, sixième alinéa, toute partie peut, à l’occasion d’un litige mettant en cause un acte de portée générale adopté par une institution, un organe ou un organisme de l’Union, se prévaloir des moyens prévus à l’article 230, deuxième alinéa, pour invoquer devant la Cour de justice de l’Union européenne l’inapplicabilité de cet acte.”.

225) A l’article 242, deuxième phrase, les mots “de justice” après “Cour” sont supprimés.

226) A l’article 245, le second alinéa est remplacé par le texte suivant :

“Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent modifier les dispositions du statut, à l’exception de son titre I et de son article 64. Le Parlement européen et le Conseil statuent soit sur demande de la Cour de justice et après consultation de la Commission, soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Cour de justice.”.

BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

227) La section 4bis et l'article 245bis suivants sont insérés :

"SECTION 4bis

LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

ARTICLE 245bis

1. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales constituent le Système européen de banques centrales (SEBC). La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales des Etats membres dont la monnaie est l'euro, qui constituent l'Eurosystème, conduisent la politique monétaire de l'Union.

2. Le SEBC est dirigé par les organes de décision de la Banque centrale européenne. L'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix. Sans préjudice de cet objectif, il apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union pour contribuer à la réalisation des objectifs de celle-ci.

3. La Banque centrale européenne a la personnalité juridique. Elle est seule habilitée à autoriser l'émission de l'euro. Elle est indépendante dans l'exercice de ses pouvoirs et dans la gestion de ses finances. Les institutions, organes et organismes de l'Union ainsi que les gouvernements des Etats membres respectent cette indépendance.

4. La Banque centrale européenne adopte les mesures nécessaires à l'accomplissement de ses missions conformément aux articles 105 à 111bis, à l'article 115 C et aux conditions prévues par les statuts du SEBC et de la BCE. Conformément auxdits articles, les Etats membres dont la monnaie n'est pas l'euro, ainsi que leurs banques centrales, conservent leurs compétences dans le domaine monétaire.

5. Dans les domaines relevant de ses attributions, la Banque centrale européenne est consultée sur tout projet d'acte de l'Union, ainsi que sur tout projet de réglementation au niveau national, et peut soumettre des avis."

228) Un article 245ter est inséré, avec le libellé de l'article 112; il est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, les mots "des Etats membres dont la monnaie est l'euro" sont insérés à la fin après "... banques centrales nationales";

b) au paragraphe 2, la numérotation a) et b) est supprimée, l'actuel point a) devenant le premier alinéa et les trois alinéas de l'actuel point b) devenant, respectivement, les deuxième, troisième et quatrième alinéas du paragraphe; au deuxième alinéa, les mots "nommés d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement," sont remplacés par "nommés par le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée,".

229) Un article 245quater est inséré, avec le libellé de l'article 113.

COUR DES COMPTES

230) A l'article 246, les mots "de l'Union" sont insérés à la fin et le nouvel alinéa suivant est inséré comme second alinéa :

"Elle est composée d'un ressortissant de chaque Etat membre. Ses membres exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union."

231) L'article 247 est modifié comme suit :

a) le paragraphe 1 et le premier alinéa du paragraphe 4 sont supprimés. Les paragraphes 2 à 9 sont renumérotés, respectivement, 1 à 8.

b) au paragraphe 2, renuméroté 1, le mot "pays" est remplacé par "Etat" :

c) au paragraphe 4, renuméroté 3, le mot "ils" est remplacé par "les membres de la Cour des comptes".

d) au paragraphe 8, renuméroté 7, les mots ", statuant à la même majorité," sont supprimés".

232) A l'article 248, le mot "organisme" est remplacé par "organe ou organisme", au singulier ou au pluriel selon le cas.

ACTES JURIDIQUES DE L'UNION

233) L'intitulé du chapitre 2 est remplacé par l'intitulé suivant "ACTES JURIDIQUES DE L'UNION, PROCEDURES D'ADOPTION ET AUTRES DISPOSITIONS".

234) Une section 1 est insérée, au dessus de l'article 249 :

"SECTION 1

LES ACTES JURIDIQUES DE L'UNION"

235) L'article 249 est modifié comme suit :

a) le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Pour exercer les compétences de l'Union, les institutions adoptent des règlements, des directives, des décisions, des recommandations et des avis."

b) le quatrième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"La décision est obligatoire dans tous ses éléments. Lorsqu'elle désigne des destinataires, elle n'est obligatoire que pour ceux-ci."

236) Les nouveaux articles 249 A à 249 D suivants sont insérés :

"ARTICLE 249 A

1. La procédure législative ordinaire consiste en l'adoption d'un règlement, d'une directive ou d'une décision conjointement par le Parlement européen et le Conseil, sur proposition de la Commission. Cette procédure est définie à l'article 251.

2. Dans les cas spécifiques prévus par les traités, l'adoption d'un règlement, d'une directive ou d'une décision par le Parlement européen avec la participation du Conseil ou par celui-ci avec la participation du Parlement européen constitue une procédure législative spéciale.

3. Les actes juridiques adoptés par procédure législative constituent des actes législatifs.

4. Dans les cas spécifiques prévus par les traités, les actes législatifs peuvent être adoptés sur initiative d'un groupe d'Etats membres ou du Parlement européen, sur recommandation de la Banque centrale européenne ou sur demande de la Cour de justice ou de la Banque européenne d'investissement.

ARTICLE 249 B

1. Un acte législatif peut déléguer à la Commission le pouvoir d'adopter des actes non législatifs de portée générale qui complètent ou modifient certains éléments non essentiels de l'acte législatif.

Les actes législatifs délimitent explicitement les objectifs, le contenu, la portée et la durée de la délégation de pouvoir. Les éléments essentiels d'un domaine sont réservés à l'acte législatif et ne peuvent donc pas faire l'objet d'une délégation de pouvoir.

2. Les actes législatifs fixent explicitement les conditions auxquelles la délégation est soumise, qui peuvent être les suivantes :

a) le Parlement européen ou le Conseil peut décider de révoquer la délégation;

b) l'acte délégué ne peut entrer en vigueur que si, dans le délai fixé par l'acte législatif, le Parlement européen ou le Conseil n'exprime pas d'objections.

Aux fins des points a) et b), le Parlement européen statue à la majorité des membres qui le composent et le Conseil statue à la majorité qualifiée.

3. L'adjectif "délégué" ou "déléguee" est inséré dans l'intitulé des actes délégués.

ARTICLE 249 C

1. Les Etats membres prennent toutes les mesures de droit interne nécessaires pour la mise en œuvre des actes juridiquement contraignants de l'Union.

2. Lorsque des conditions uniformes d'exécution des actes juridiquement contraignants de l'Union sont nécessaires, ces actes confèrent des compétences d'exécution à la Commission ou, dans des cas spécifiques dûment justifiés et dans les cas prévus aux articles 11 et 13 du traité sur l'Union européenne, au Conseil.

3. Aux fins du paragraphe 2, le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, établissent au préalable les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les Etats membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission.

4. Le mot "d'exécution" est inséré dans l'intitulé des actes d'exécution.

ARTICLE 249 D

Le Conseil adopte des recommandations. Il statue sur proposition de la Commission dans tous les cas où les traités prévoient qu'il adopte des actes sur proposition de la Commission. Il statue à l'unanimité dans les domaines pour lesquels l'unanimité est requise pour l'adoption d'un acte de l'Union. La Commission, ainsi que la Banque centrale européenne dans les cas spécifiques prévus par les traités, adoptent des recommandations."

PROCEDURES D'ADOPTION DES ACTES ET AUTRES DISPOSITIONS

237) Une section 2 intitulée "PROCEDURES D'ADOPTION DES ACTES ET AUTRES DISPOSITIONS" est insérée, avant l'article 250 :

238) A l'article 250, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :

"1. Lorsque, en vertu des traités, le Conseil statue sur proposition de la Commission, le Conseil ne peut amender la proposition que statuant à l'unanimité, sauf dans les cas visés à l'article 251, paragraphes 10 et 13, aux articles 268, 270bis, 272 et à l'article 273, deuxième alinéa."

239) L'article 251 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, les mots "au présent article" sont remplacés par "à la procédure législative ordinaire";

b) Les deuxième et troisième alinéas du paragraphe 2, et les paragraphes 3 à 7, sont remplacés par le texte suivant :
"Première lecture

3. Le Parlement européen arrête sa position en première lecture et la transmet au Conseil.

4. Si le Conseil approuve la position du Parlement européen, l'acte concerné est adopté dans la formulation qui correspond à la position du Parlement européen.

5. Si le Conseil n'approuve pas la position du Parlement européen, il adopte sa position en première lecture et la transmet au Parlement européen.

6. Le Conseil informe pleinement le Parlement européen des raisons qui l'ont conduit à adopter sa position en première lecture. La Commission informe pleinement le Parlement européen de sa position.

Deuxième lecture

7. Si, dans un délai de trois mois après cette transmission, le Parlement européen :

a) approuve la position du Conseil en première lecture ou ne s'est pas prononcé, l'acte concerné est réputé adopté dans la formulation qui correspond à la position du Conseil;

b) rejette, à la majorité des membres qui le composent, la position du Conseil en première lecture, l'acte proposé est réputé non adopté;

c) propose, à la majorité des membres qui le composent, des amendements à la position du Conseil en première lecture, le texte ainsi amendé est transmis au Conseil et à la Commission, qui émet un avis sur ces amendements.

8. Si, dans un délai de trois mois après réception des amendements du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée :

a) approuve tous ces amendements, l'acte concerné est réputé adopté;

b) n'approuve pas tous les amendements, le président du Conseil, en accord avec le président du Parlement européen, convoque le comité de conciliation dans un délai de six semaines.

9. Le Conseil statue à l'unanimité sur les amendements ayant fait l'objet d'un avis négatif de la Commission.

Conciliation

10. Le comité de conciliation, qui réunit les membres du Conseil ou leurs représentants et autant de membres représentant le Parlement européen, a pour mission d'aboutir à un accord sur un projet commun à la majorité qualifiée des membres du Conseil ou de leurs représentants et à la majorité des membres représentant le Parlement européen dans un délai de six semaines à partir de sa convocation, sur la base des positions du Parlement européen et du Conseil en deuxième lecture.

11. La Commission participe aux travaux du comité de conciliation et prend toute initiative nécessaire en vue de promouvoir un rapprochement des positions du Parlement européen et du Conseil.

12. Si, dans un délai de six semaines après sa convocation, le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun, l'acte proposé est réputé non adopté.

Troisième lecture

13. Si, dans ce délai, le comité de conciliation approuve un projet commun, le Parlement européen et le Conseil disposent chacun d'un délai de six semaines à compter de cette approbation pour adopter l'acte concerné conformément à ce projet, le Parlement européen statuant à la majorité des suffrages exprimés et le Conseil à la majorité qualifiée. A défaut, l'acte proposé est réputé non adopté.

14. Les délais de trois mois et de six semaines visés au présent article sont prolongés respectivement d'un mois et de deux semaines au maximum à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.

Dispositions particulières

15. Lorsque, dans les cas prévus par les traités, un acte législatif est soumis à la procédure législative ordinaire sur initiative d'un groupe d'Etats membres, sur recommandation de la Banque centrale européenne ou sur demande de la Cour de justice, le paragraphe 2, le paragraphe 6, deuxième phrase, et le paragraphe 9 ne sont pas applicables.

Dans ces cas, le Parlement européen et le Conseil transmettent à la Commission le projet d'acte ainsi que leurs positions en première et deuxième lectures. Le Parlement européen ou le Conseil peut demander l'avis de la Commission tout au long de la procédure, avis que la Commission peut également émettre de sa propre initiative. Elle peut également, si elle l'estime nécessaire, participer au comité de conciliation conformément au paragraphe 11."

240) L'article 252 est abrogé. Le nouvel article 252*bis* suivant est inséré :

"ARTICLE 252*bis*

Le Parlement européen, le Conseil et la Commission procèdent à des consultations réciproques et organisent d'un commun accord les modalités de leur coopération. A cet effet, ils peuvent, dans le respect des traités, conclure des accords interinstitutionnels qui peuvent revêtir un caractère contraignant."

241) L'article 253 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 253

Lorsque les traités ne prévoient pas le type d'acte à adopter, les institutions le choisissent au cas par cas, dans le respect des procédures applicables et du principe de proportionnalité.

Les actes juridiques sont motivés et visent les propositions, initiatives, recommandations, demandes ou avis prévus par les traités.

Lorsqu'ils sont saisis d'un projet d'acte législatif, le Parlement européen et le Conseil s'abstiennent d'adopter des actes non prévus par la procédure législative applicable au domaine concerné."

242) L'article 254 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 254

1. Les actes législatifs adoptés conformément à la procédure législative ordinaire sont signés par le président du Parlement européen et par le président du Conseil.

Les actes législatifs adoptés conformément à une procédure législative spéciale sont signés par le président de l'institution qui les a adoptés.

Les actes législatifs sont publiés dans le Journal officiel de l'Union européenne. Ils entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.

2. Les actes non législatifs adoptés sous la forme de règlements, de directives et de décisions, lorsque ces dernières n'indiquent pas de destinataire, sont signés par le président de l'institution qui les a adoptés.

Les règlements, les directives qui sont adressées à tous les Etats membres, ainsi que les décisions, lorsqu'elles n'indiquent pas de destinataire, sont publiés dans le Journal officiel de l'Union européenne. Ils entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.

Les autres directives, ainsi que les décisions qui désignent un destinataire, sont notifiées à leurs destinataires et prennent effet par cette notification."

243) Le nouvel article 254*bis* suivant est inséré :

"ARTICLE 254*bis*

1. Dans l'accomplissement de leurs missions, les institutions, organes et organismes de l'Union s'appuient sur une administration européenne ouverte, efficace et indépendante.

2. Dans le respect du statut et du régime adoptés sur la base de l'article 283, le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, fixent les dispositions à cet effet."

244) L'article 255 devient l'article 16 A; il est modifié comme indiqué ci-dessus au point 28).

245) A l'article 256, premier alinéa, les mots "Les décisions du Conseil ou de la Commission qui comportent ..." sont remplacés par "Les actes du Conseil, de la Commission ou de la Banque centrale européenne qui comportent ...".

ORGANES CONSULTATIFS

246) Le nouveau chapitre 3 et l'article 256*bis* suivants sont insérés, les chapitres 3 et 4 devenant respectivement section 1 et section 2 et le chapitre 5 étant renuméroté 4 :

"CHAPITRE 3

LES ORGANES CONSULTATIFS DE L'UNION

ARTICLE 256*bis*

1. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission sont assistés d'un Comité économique et social et d'un Comité des régions, qui exercent des fonctions consultatives.

2. Le Comité économique et social est composé de représentants des organisations d'employeurs, de salariés et d'autres acteurs représentatifs de la société civile, en particulier dans les domaines socio-économique, civique, professionnel et culturel.

3. Le Comité des régions est composé de représentants des collectivités régionales et locales qui sont soit titulaires d'un mandat électoral au sein d'une collectivité régionale ou locale, soit politiquement responsables devant une assemblée élue.

4. Les membres du Comité économique et social et du Comité des régions ne sont liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union.

5. Les règles visées aux paragraphes 2 et 3 relatives à la nature de la composition de ces Comités sont revues à intervalle régulier par le Conseil pour tenir compte de l'évolution économique, sociale et démographique dans l'Union. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des décisions à cet effet."

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

247) Les articles 257 et 261 sont abrogés.

248) A l'article 258, les deuxième et troisième alinéas sont remplacés par l'alinéa suivant :

"Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, adopte une décision fixant la composition du Comité."

249) L'article 259 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, la première phrase est remplacé par la phrase suivante : "Les membres du Comité sont nommés pour cinq ans."

b) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

"2. Le Conseil statue après consultation de la Commission. Il peut recueillir l'opinion des organisations européennes représentatives des différents secteurs économiques et sociaux, et de la société civile, concernés par l'activité de l'Union."

250) A l'article 260, au premier alinéa, les mots "deux ans" sont remplacés par "deux ans et demi" et au troisième alinéa, les mots "du Parlement européen," sont insérés avant les mots "du Conseil".

251) L'article 262 est modifié comme suit :

a) une mention du Parlement européen est insérée avant la mention du Conseil au premier, deuxième et troisième alinéas;

b) au premier alinéa, le mot "obligatoirement" est supprimé;

c) au troisième alinéa, les mots "et l'avis de la section spécialisée" sont supprimés.

d) le quatrième alinéa est supprimé.

COMITE DES REGIONS

252) L'article 263 est modifié comme suit :

a) le premier alinéa est supprimé;

b) le troisième alinéa, devenu deuxième alinéa, est remplacé par le texte suivant :

"Le Conseil, statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission, adopte une décision fixant la composition du Comité."

c) au quatrième alinéa, devenu troisième alinéa, dans la première phrase, les mots "sur proposition des Etats membres respectifs" sont supprimés et le chiffre "quatre" est remplacé par "cinq"; dans la quatrième phrase, les mots "au premier alinéa" sont remplacés par "à l'article 256bis, paragraphe 3,".

d) le dernier alinéa est supprimé.

253) A l'article 264, au premier alinéa, les mots "deux ans" sont remplacés par "deux ans et demi" et au troisième alinéa, les mots "du Parlement européen," sont insérés avant "du Conseil".

254) L'article 265 est modifié comme suit :

a) une mention du Parlement européen est insérée avant la mention du Conseil au premier, deuxième, troisième et dernier alinéas;

b) au premier alinéa, le mot "deux" est supprimé;

c) le quatrième alinéa est supprimé;

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

255) A l'article 266, troisième alinéa, les mots "à la demande de la Commission" sont remplacés par "sur proposition de la Commission", les mots "conformément à une procédure législative spéciale" sont insérés après "l'unanimité" et les mots "articles 4, 11 et 12 et l'article 18, paragraphe 5, des" sont supprimés.

256) A l'article 267, point b), le mot "appelées" est remplacé par "induites" et le mot "progressif" est remplacé par "ou le fonctionnement".

DISPOSITIONS FINANCIERES

257) L'article 268 est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, les mots "..., y compris celles qui se rapportent au Fonds social européen, ..." sont supprimés et les trois alinéas deviennent un paragraphe 1;

b) le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Le budget annuel de l'Union est établi par le Parlement européen et le Conseil conformément à l'article 272."

c) les nouveaux paragraphes 2 à 6 suivants sont ajoutés :

"2. Les dépenses inscrites au budget sont autorisées pour la durée de l'exercice budgétaire annuel en conformité avec le règlement visé à l'article 279.

3. L'exécution de dépenses inscrites au budget requiert l'adoption préalable d'un acte juridiquement contraignant de l'Union qui donne un fondement juridique à son action et à l'exécution de la dépense correspondante en conformité avec le règlement visé à l'article 279, sauf exceptions prévues par celui-ci.

4. En vue d'assurer la discipline budgétaire, l'Union n'adopte pas d'actes susceptibles d'avoir des incidences notables sur le budget sans donner l'assurance que les dépenses découlant de ces actes peuvent être financées dans la limite des ressources propres de l'Union et dans le respect du cadre financier pluriannuel visé à l'article 270bis.

5. Le budget est exécuté conformément au principe de la bonne gestion financière. Les Etats membres et l'Union coopèrent pour que les crédits inscrits au budget soient utilisés conformément à ce principe.

6. L'Union et les Etats membres, conformément à l'article 280, combattent la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union."

RESSOURCES PROPRES DE L'UNION

258) Un chapitre 1 intitulé "LES RESSOURCES PROPRES DE L'UNION" est inséré, avant l'article 269.

259) L'article 269 est modifié comme suit :

a) le nouveau premier alinéa suivant est inséré :

"L'Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques."

b) le dernier alinéa est remplacé par les deux alinéas suivants :

"Le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, à l'unanimité et après consultation du Parlement européen, adopte une décision fixant les dispositions applicables au système des ressources propres de l'Union. Il est possible, dans ce cadre, d'établir de nouvelles catégories de ressources propres ou d'abroger une catégorie existante. Cette décision n'entre en vigueur qu'après son approbation par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à une procédure législative spéciale, fixe les mesures d'exécution du système de ressources propres de l'Union dans la mesure où la décision adoptée sur la base du troisième alinéa le prévoit. Le Conseil statue après approbation du Parlement européen."

260) L'article 270 est abrogé.

CADRE FINANCIER PLURIANNUEL

261) Le nouveau chapitre 2 et le nouvel article 270*bis* suivants sont insérés :

"CHAPITRE 2

LE CADRE FINANCIER PLURIANNUEL

ARTICLE 270*bis*

1. Le cadre financier pluriannuel vise à assurer l'évolution ordonnée des dépenses de l'Union dans la limite de ses ressources propres.

Il est établi pour une période d'au moins cinq années.

Le budget annuel de l'Union respecte le cadre financier pluriannuel.

2. Le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, adopte un règlement fixant le cadre financier pluriannuel. Il statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent.

Le Conseil européen peut, à l'unanimité, adopter une décision autorisant le Conseil à statuer à la majorité qualifiée lors de l'adoption du règlement visé au premier alinéa.

3. Le cadre financier fixe les montants des plafonds annuels des crédits pour engagements par catégorie de dépenses et du plafond annuel des crédits pour paiements. Les catégories de dépenses, d'un nombre limité, correspondent aux grands secteurs d'activité de l'Union.

Le cadre financier prévoit toute autre disposition utile au bon déroulement de la procédure budgétaire annuelle.

4. Lorsque le règlement du Conseil fixant un nouveau cadre financier n'a pas été adopté à l'échéance du cadre financier précédent, les plafonds et autres dispositions correspondant à la dernière année de celui-ci sont prorogés jusqu'à l'adoption de cet acte.

5. Tout au long de la procédure conduisant à l'adoption du cadre financier, le Parlement européen, le Conseil et la Commission prennent toute mesure nécessaire pour faciliter cette adoption."

BUDGET ANNUEL DE L'UNION

262) Un chapitre 3 intitulé "LE BUDGET ANNUEL DE L'UNION" est inséré, après l'article 270*bis*.

263) Un article 270*ter* est inséré, avec le libellé du paragraphe 1 de l'article 272.

264) L'article 271 devient le nouvel article 273*bis*; il est modifié comme indiqué ci-après au point 267).

265) A l'article 272 le paragraphe 1 devient l'article 270*ter* et les paragraphes 2 à 10 de l'article 272 sont remplacés par le texte suivant :

"ARTICLE 272

Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, établissent le budget annuel de l'Union conformément aux dispositions ci-après.

1. Chaque institution, à l'exception de la Banque centrale européenne, dresse, avant le 1^{er} juillet, un état prévisionnel de ses dépenses pour l'exercice budgétaire suivant. La Commission groupe ces états dans un projet de budget qui peut comporter des prévisions divergentes.

Ce projet comprend une prévision des recettes et une prévision des dépenses.

2. La Commission présente une proposition contenant le projet de budget au Parlement européen et au Conseil au plus tard le 1^{er} septembre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget.

La Commission peut modifier le projet de budget au cours de la procédure jusqu'à la convocation du comité de conciliation visé au paragraphe 5.

3. Le Conseil adopte sa position sur le projet de budget et la transmet au Parlement européen au plus tard le 1^{er} octobre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget. Il informe pleinement le Parlement européen des raisons qui l'ont conduit à adopter sa position.

4. Si, dans un délai de quarante-deux jours après cette transmission, le Parlement européen :

a) approuve la position du Conseil, le budget est adopté;

b) n'a pas statué, le budget est réputé adopté;

c) adopte, à la majorité des membres qui le composent, des amendements, le projet ainsi amendé est transmis au Conseil et à la Commission. Le président du Parlement européen, en accord avec le président du Conseil, convoque sans délai le comité de conciliation. Toutefois, le comité de conciliation ne se réunit pas si, dans un délai de dix jours après cette transmission, le Conseil informe le Parlement européen qu'il approuve tous ses amendements.

5. Le comité de conciliation, qui réunit les membres du Conseil ou leurs représentants et autant de membres représentant le Parlement européen, a pour mission d'aboutir, sur la base des positions du Parlement européen et du Conseil, à un accord sur un projet commun à la majorité qualifiée des membres du Conseil ou de leurs représentants et à la majorité des membres représentant le Parlement européen, dans un délai de vingt et un jours à partir de sa convocation.

La Commission participe aux travaux du comité de conciliation et prend toutes les initiatives nécessaires en vue de promouvoir un rapprochement des positions du Parlement européen et du Conseil.

6. Si, dans le délai de vingt et un jours visé au paragraphe 5, le comité de conciliation parvient à un accord sur un projet commun, le Parlement européen et le Conseil disposent chacun d'un délai de quatorze jours à compter de la date de cet accord pour approuver le projet commun.

7. Si, dans le délai de quatorze jours visé au paragraphe 6 :

a) le Parlement européen et le Conseil approuvent tous deux le projet commun ou ne parviennent pas à statuer, ou si l'une de ces institutions approuve le projet commun tandis que l'autre ne parvient pas à statuer, le budget est réputé définitivement adopté conformément au projet commun, ou

b) le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent, et le Conseil rejettent tous deux le projet commun, ou si l'une de ces institutions rejette le projet commun tandis que l'autre ne parvient pas à statuer, un nouveau projet de budget est présenté par la Commission, ou

c) le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent, rejette le projet commun tandis que le Conseil l'approuve, un nouveau projet de budget est présenté par la Commission, ou

d) le Parlement européen approuve le projet commun tandis que le Conseil le rejette, le Parlement européen peut, dans un délai de quatorze jours à compter de la date du rejet par le Conseil et statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés, décider de confirmer l'ensemble ou une partie des amendements visés au paragraphe 4, point c). Si l'un des amendements du Parlement européen n'est pas confirmé, la position agréée au sein du comité de conciliation concernant la ligne budgétaire qui fait l'objet de cet amendement est retenue. Le budget est réputé définitivement adopté sur cette base.

8. Si, dans le délai de vingt et un jours visé au paragraphe 5, le comité de conciliation ne parvient pas à un accord sur un projet commun, un nouveau projet de budget est présenté par la Commission.

9. Lorsque la procédure prévue au présent article est achevée, le président du Parlement européen constate que le budget est définitivement adopté.

10. Chaque institution exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par le présent article dans le respect des traités et des actes adoptés en vertu de ceux-ci, notamment en matière de ressources propres de l'Union et d'équilibre des recettes et des dépenses."

266) L'article 273 est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, le mot "voté" est remplacé par "définitivement adopté", les mots "ou par autre division" sont supprimés et le membre de phrase final "... dans la limite du douzième des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, sans que cette mesure puisse avoir pour effet de mettre à la disposition de la Commission des crédits supérieurs au douzième de ceux prévus dans le projet de budget en préparation." est remplacé par "... dans la limite du douzième des crédits ouverts au chapitre en question du budget de l'exercice précédent, sans pouvoir dépasser le douzième des crédits prévus au même chapitre dans le projet de budget.";

b) au deuxième alinéa, les mots ", sur proposition de la Commission," sont insérés après "le Conseil" et le membre de phrase et la phrase suivants sont ajoutés à la fin : "... , conformément au règlement pris en exécution de l'article 279. Il transmet immédiatement sa décision au Parlement européen.";

c) le troisième alinéa est supprimé;

d) le dernier alinéa est remplacé par le texte suivant :

"La décision visée au deuxième alinéa prévoit les mesures nécessaires en matière de ressources pour l'application du présent article, dans le respect des actes visés à l'article 269.

Elle entre en vigueur trente jours après son adoption si, dans ce délai, le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent, ne décide pas de réduire ces dépenses."

267) Un article 273bis est inséré, avec le libellé de l'article 271; il est modifié comme suit :

a) le premier alinéa est supprimé;

b) au troisième alinéa, devenu deuxième alinéa, les mots ", pour autant que de besoin," sont supprimés;

c) au dernier alinéa, les mots "du Conseil, de la Commission et de la Cour de justice" sont remplacés par "du Conseil européen et du Conseil, de la Commission, ainsi que de la Cour de justice de l'Union européenne".

EXECUTION DU BUDGET ET LA DECHARGE

268) Un chapitre 4 intitulé "L'EXECUTION DU BUDGET ET LA DECHARGE" est inséré, avant l'article 274, lequel est modifié comme suit :

a) au premier alinéa, le membre de phrase du début "La Commission exécute le budget" est remplacé par "La Commission exécute le budget en coopération avec les Etats membres";

b) le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Le règlement prévoit les obligations de contrôle et d'audit des Etats membres dans l'exécution du budget ainsi que les responsabilités qui en découlent. Il prévoit aussi les responsabilités et les modalités particulières selon lesquelles chaque institution participe à l'exécution de ses dépenses propres."

269) A l'article 275 la référence respective au Conseil et au Parlement européen est inversée. Le nouveau second alinéa suivant est ajouté :

"La Commission présente également au Parlement européen et au Conseil un rapport d'évaluation des finances de l'Union fondé sur les résultats obtenus notamment par rapport aux indications données par le Parlement européen et le Conseil en vertu de l'article 276."

270) A l'article 276, paragraphe 1, les mots "les comptes et le bilan financier visés à l'article 275," sont remplacés par "les comptes, le bilan financier et le rapport d'évaluation visés à l'article 275,".

DISPOSITIONS FINANCIERES COMMUNES

271) Un chapitre 5 intitulé "DISPOSITIONS COMMUNES" est inséré, avant l'article 277.

272) L'article 277 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 277

Le cadre financier pluriannuel et le budget annuel sont établis en euros."

273) L'article 279 est modifié comme suit :

a) le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :

"1. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, et après consultation de la Cour des comptes, adoptent par voie de règlements :

a) les règles financières qui fixent notamment les modalités relatives à l'établissement et à l'exécution du budget et à la reddition et à la vérification des comptes;

b) les règles qui organisent le contrôle de la responsabilité des acteurs financiers, et notamment des ordonnateurs et des comptables."

b) au paragraphe 2, les mots "à l'unanimité" et le mot "avis" sont supprimés.

274) Les nouveaux articles 279bis et 279ter suivants sont insérés :

"ARTICLE 279bis

Le Parlement européen, le Conseil et la Commission veillent à la disponibilité des moyens financiers permettant à l'Union de remplir ses obligations juridiques à l'égard des tiers.

ARTICLE 279ter

Des rencontres régulières des présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission sont convoquées, à l'initiative de la Commission, dans le cadre des procédures budgétaires visées au présent titre. Les présidents prennent toutes les mesures nécessaires pour promouvoir la concertation et le rapprochement des positions des institutions qu'ils président, afin de faciliter la mise en œuvre du présent titre."

LUTTE CONTRE LA FRAUDE

275) Un chapitre 6 intitulé "LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE" est inséré, avant l'article 280.

276) L'article 280 est modifié comme suit :

a) au paragraphe 1, le membre de phrase suivant est ajouté à la fin : "... , ainsi que dans les institutions, organes et organismes de l'Union.";

b) au paragraphe 4, les mots "ainsi que dans les institutions, organes et organismes de l'Union" sont insérés après "... dans les Etats membres" et la dernière phrase est supprimée.

COOPERATIONS RENFORCEES

277) Un titre III intitulé "COOPERATIONS RENFORCEES" est inséré, après l'article 280.

278) Les articles 280 A à 280 I suivants sont insérés, qui, avec l'article 10 du traité sur l'Union européenne, remplacent les articles 27 A à 27 E, 40 à 40 B et 43 à 45 de l'actuel traité sur l'Union européenne et les articles 11 et 11 A du traité instituant la Communauté européenne :

"ARTICLE 280 A

Les coopérations renforcées respectent les traités et le droit de l'Union.

Elles ne peuvent porter atteinte ni au marché intérieur ni à la cohésion économique, sociale et territoriale. Elles ne peuvent constituer ni une entrave ni une discrimination aux échanges entre les Etats membres ni provoquer de distorsions de concurrence entre ceux-ci.

ARTICLE 280 B

Les coopérations renforcées respectent les compétences, droits et obligations des Etats membres qui n'y participent pas. Ceux-ci n'entravent pas leur mise en œuvre par les Etats membres qui y participent.

ARTICLE 280 C

1. Lors de leur instauration, les coopérations renforcées sont ouvertes à tous les Etats membres, sous réserve de respecter les conditions éventuelles de participation fixées par la décision d'autorisation. Elles le sont également à tout autre moment, sous réserve de respecter, outre lesdites conditions, les actes déjà adoptés dans ce cadre.

La Commission et les Etats membres participant à une coopération renforcée veillent à promouvoir la participation du plus grand nombre possible d'Etats membres.

2. La Commission et, le cas échéant, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité informent régulièrement le Parlement européen et le Conseil de l'évolution des coopérations renforcées.

ARTICLE 280 D

1. Les Etats membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans l'un des domaines visés par les traités, à l'exception des domaines de compétence exclusive et de la politique étrangère et de sécurité commune, adressent une demande à la Commission en précisant le champ d'application et les objectifs poursuivis par la coopération renforcée envisagée. La Commission peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si elle ne soumet pas de proposition, la Commission en communique les raisons aux Etats membres concernés.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée visée au premier alinéa est accordée par le Conseil, sur proposition de la Commission et après approbation du Parlement européen.

2. La demande des Etats membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune est adressée au Conseil. Elle est transmise au haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, qui donne son avis sur la cohérence de la coopération renforcée envisagée avec la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union, ainsi qu'à la Commission, qui donne son avis, notamment sur la cohérence de la coopération renforcée envisagée avec les autres politiques de l'Union. Elle est également transmise au Parlement européen pour information.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par une décision du Conseil, statuant à l'unanimité.

ARTICLE 280 E

Tous les membres du Conseil peuvent participer à ses délibérations, mais seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres participant à une coopération renforcée prennent part au vote.

L'unanimité est constituée par les voix des seuls représentants des Etats membres participants.

La majorité qualifiée se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3.

ARTICLE 280 F

1. Tout Etat membre qui souhaite participer à une coopération renforcée en cours dans l'un des domaines visés à l'article 280 D, paragraphe 1, notifie son intention au Conseil et à la Commission.

La Commission, dans un délai de quatre mois à compter de la date de la réception de la notification, confirme la participation de l'Etat membre en question. Elle constate, le cas échéant, que les conditions de participation sont remplies et adopte les mesures transitoires nécessaires concernant l'application des actes déjà adoptés dans le cadre de la coopération renforcée.

Toutefois, si la Commission estime que les conditions de participation ne sont pas remplies, elle indique les dispositions à prendre pour remplir ces conditions et fixe un délai pour réexaminer la demande. A l'expiration de ce délai, elle réexamine la demande, conformément à la procédure prévue au deuxième alinéa. Si la Commission estime que les conditions de participation ne sont toujours pas remplies, l'Etat membre en question peut saisir le Conseil à ce sujet, qui se prononce sur la demande. Le Conseil statue conformément à l'article 280 E. Il peut également adopter, sur proposition de la Commission, les mesures transitoires visées au deuxième alinéa.

2. Tout Etat membre qui souhaite participer à une coopération renforcée en cours dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune notifie son intention au Conseil, au haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et à la Commission.

Le Conseil confirme la participation de l'Etat membre en question, après consultation du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et après avoir constaté, le cas échéant, que les conditions de participation sont remplies. Le Conseil, sur proposition du haut représentant, peut également adopter les mesures transitoires nécessaires concernant l'application des actes déjà adoptés dans le cadre de la coopération renforcée. Toutefois, si le Conseil estime que les conditions de participation ne sont pas remplies, il indique les dispositions à prendre pour remplir ces conditions et fixe un délai pour réexaminer la demande de participation.

Aux fins du présent paragraphe, le Conseil statue à l'unanimité et conformément à l'article 280 E.

ARTICLE 280 G

Les dépenses résultant de la mise en œuvre d'une coopération renforcée, autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions, sont à la charge des Etats membres qui y participent, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres, après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement.

ARTICLE 280 H

1. Lorsqu'une disposition des traités susceptible d'être appliquée dans le cadre d'une coopération renforcée prévoit que le Conseil statue à l'unanimité, le Conseil, statuant à l'unanimité conformément aux modalités prévues à l'article 280 E peut adopter une décision prévoyant qu'il statuera à la majorité qualifiée.

2. Lorsqu'une disposition des traités susceptible d'être appliquée dans le cadre d'une coopération renforcée prévoit que le Conseil adopte des actes conformément à une procédure législative spéciale, le Conseil, statuant à l'unanimité conformément aux modalités prévues à l'article 280 E peut adopter une décision prévoyant qu'il statuera conformément à la procédure législative ordinaire. Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.

3. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

ARTICLE 280 I

Le Conseil et la Commission assurent la cohérence des actions entreprises dans le cadre d'une coopération renforcée ainsi que la cohérence de ces actions avec les politiques de l'Union, et coopèrent à cet effet."

DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

279) La sixième partie est renuméroté "SEPTIEME PARTIE".

280) Les articles 281, 293, 305 et 314 sont abrogés. L'article 286 est remplacé par l'article 16 B.

281) A l'article 282, la phrase suivante est ajoutée à la fin : "Toutefois, l'Union est représentée par chacune des institutions, au titre de leur autonomie administrative, pour les questions liées à leur fonctionnement respectif."

282) A l'article 283, le premier membre de phrase "Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, arrête, sur proposition de la Commission et après consultation ..." est remplacé par "Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, arrêtent, après consultation ..." et à la fin, les mots "agents de ces Communautés" sont remplacés par "agents de l'Union".

283) A l'article 288, le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Par dérogation au deuxième alinéa, la Banque centrale européenne doit réparer, conformément aux principes généraux communs aux droits des Etats membres, les dommages causés par elle-même ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions."

284) A l'article 290, les mots "... par voie de règlements" sont ajoutés à la fin.

285) A l'article 291, les mots ", de l'Institut monétaire européen" sont supprimés.

286) L'article 294 devient l'article 48bis.

287) L'article 299 est modifié comme suit :

a) le paragraphe 1 est supprimé. Le premier alinéa du paragraphe 2 et les paragraphes 3 à 6 deviennent l'article 311bis; ils sont modifiés comme indiqué au point 293) ci-après.

Le paragraphe 2 reste sans numéro;

b) au début du premier alinéa, le mot "Toutefois" est supprimé et les mots "des départements français d'outre-mer" sont remplacés par "de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique, de la Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin,"; à la fin de l'alinéa, la phrase suivante est ajoutée : "Lorsque les mesures spécifiques en question sont adoptées par le Conseil conformément à une procédure législative spéciale, il statue également sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen.";

c) au début du deuxième alinéa, les mots "Le Conseil, en arrêtant les mesures visées au deuxième alinéa, tient compte des domaines tels que ..." sont remplacés par "Les mesures visées au premier alinéa portent notamment sur ...";

d) au début du troisième alinéa, le renvoi au deuxième alinéa est remplacé par un renvoi au premier alinéa.

288) Les articles 300 et 301 sont remplacés, respectivement, par les articles 188 N et 188 K et les articles 302 à 304 sont remplacés par l'article 188 P.

289) L'article 308 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 308

1. Si une action de l'Union paraît nécessaire, dans le cadre des politiques définies par les traités, pour atteindre l'un des objectifs visés par les traités, sans que ceux-ci n'aient prévus les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après approbation du Parlement européen, adopte les dispositions appropriées. Lorsque les dispositions en question sont adoptées par le Conseil conformément à une procédure législative spéciale, il statue également à l'unanimité, sur proposition de la Commission et après approbation du Parlement européen.

2. La Commission, dans le cadre de la procédure de contrôle du principe de subsidiarité visée à l'article 3ter, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne, attire l'attention des parlements nationaux sur les propositions fondées sur le présent article.

3. Les mesures fondées sur le présent article ne peuvent pas comporter d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres dans les cas où les traités excluent une telle harmonisation.

4. Le présent article ne peut servir de fondement pour atteindre un objectif relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et tout acte adopté conformément au présent article respecte les limites fixées par l'article 25ter, second alinéa, du traité sur l'Union européenne."

290) Le nouvel article 308bis suivant est inséré :

"ARTICLE 308bis

L'article 48, paragraphe 7, du traité sur l'Union européenne ne s'applique pas aux articles suivants :

- article 269, troisième et quatrième alinéas,
- article 270bis, paragraphe 2, premier alinéa
- article 308, et
- article 309."

291) L'article 309 est remplacé par le texte suivant :

"ARTICLE 309

Aux fins de l'article 7 du traité sur l'Union européenne relatif à la suspension de certains droits résultant de l'appartenance à l'Union, le membre du Conseil européen ou du Conseil représentant l'Etat membre en cause ne prend pas part au vote et l'Etat membre en cause n'est pas pris en compte dans le calcul du tiers ou des quatre cinquièmes des Etats membres prévu aux paragraphes 1 et 2 dudit article. L'abstention de membres présents ou représentés ne fait pas obstacle à l'adoption des décisions visées au paragraphe 2 dudit article.

Pour l'adoption des décisions visées à l'article 7, paragraphes 3 et 4, du traité sur l'Union européenne, la majorité qualifiée se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point b), du présent traité.

Lorsque, à la suite d'une décision de suspension des droits de vote adoptée conformément à l'article 7, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne, le Conseil statue, à la majorité qualifiée, sur la base d'une des dispositions des traités, cette majorité qualifiée se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point b), du présent traité ou, si le Conseil agit sur proposition de la Commission ou du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a).

Aux fins de l'article 7 du traité sur l'Union européenne, le Parlement européen statue à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, représentant la majorité des membres qui le composent."

292) L'article 310 devient l'article 188 M.

293) L'article 311 est abrogé. Un article 311bis est inséré avec le libellé du paragraphe 2, premier alinéa, et des paragraphes 3 à 6 de l'article 299; ce texte est modifié comme suit :

a) les paragraphes 2, premier alinéa, et 3 à 6 sont renumérotés 1 à 5 et la nouvelle phrase introductive suivante est insérée au début de l'article :

"Outre les dispositions de l'article 49 C du traité sur l'Union européenne relatives au champ d'application territoriale des traités, les dispositions suivantes s'appliquent :"

b) au premier alinéa du paragraphe 2, renuméroté paragraphe 1, les mots "... aux départements français d'outre-mer, ..." sont remplacés par "... à la Guadeloupe, à la Guyane française, à la Martinique, à la Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin,..." et les mots "... , conformément à l'article 299" sont ajoutés à la fin;

c) au paragraphe 3, renuméroté 2, les mots "du présent traité" sont supprimés et les mots "de ce traité" à la fin sont supprimés;

d) au paragraphe 6, renuméroté 5, la phrase introductive "Par dérogation aux paragraphes précédents :" est remplacée par "Par dérogation à l'article 49 C du traité sur l'Union européenne et aux paragraphes 1 à 4 du présent article :";

e) le nouveau paragraphe suivant est ajouté à la fin de l'article :

"6. Le Conseil européen, sur initiative de l'Etat membre concerné, peut adopter une décision modifiant le statut à l'égard de l'Union d'un pays ou territoire danois, français ou néerlandais visé aux paragraphes 1 et 2. Le Conseil européen statue à l'unanimité, après consultation de la Commission."

294) L'intitulé "DISPOSITIONS FINALES" avant l'article 313 est supprimé.

295) Un article 313bis est inséré :

"ARTICLE 313bis

Les dispositions de l'article 53 du traité sur l'Union européenne sont applicables au présent traité."

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 3

Le présent traité est conclu pour une durée illimitée.

ARTICLE 4

1. Le protocole n° 1 annexé au présent traité contient les modifications aux protocoles annexés au traité sur l'Union européenne, au traité instituant la Communauté européenne et/ou au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

2. Le protocole n° 2 annexé au présent traité contient les modifications au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

ARTICLE 5

1. Les articles, les sections, les chapitres, les titres et les parties du traité sur l'Union européenne et du traité instituant la Communauté européenne, tels que modifiés par le présent traité, sont renumérotés, conformément aux tableaux de correspondance figurant à l'annexe du présent traité qui fait partie intégrante de celui-ci.

2. Les références croisées aux articles, sections, chapitres, titres et parties dans le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, de même qu'entre eux, sont adaptées conformément au paragraphe 1 et les références aux paragraphes ou alinéas desdits articles tels que renumérotés ou réordonnés par certaines dispositions du présent traité sont adaptées conformément auxdites dispositions.

Les références aux articles, aux sections, aux chapitres, aux titres et aux parties du traité sur l'Union européenne et du traité instituant la Communauté européenne contenues dans les autres traités et actes de droit primaire qui fondent l'Union sont adaptées conformément au paragraphe 1. Les références aux considérants du traité sur l'Union européenne ou aux paragraphes ou alinéas des articles du traité sur l'Union européenne et du traité instituant la Communauté européenne tels que renumérotés ou réordonnés par le présent traité sont adaptées conformément à ce dernier.

Ces adaptations concernent également, le cas échéant, les cas où la disposition en question est abrogée.

3. Les références aux considérants, articles, sections, chapitres, titres et parties du traité sur l'Union européenne et du traité instituant la Communauté européenne, tels que modifiés par le présent traité, contenues dans d'autres instruments ou actes s'entendent comme des références aux considérants, articles, sections, chapitres, titres et parties desdits traités tels que renumérotés conformément au paragraphe 1 et, respectivement, aux paragraphes ou alinéas desdits articles, tels que renumérotés ou réordonnés par certaines dispositions du présent traité.

ARTICLE 6

1. Le présent traité est ratifié par les Hautes Parties Contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification sont déposés auprès du gouvernement de la République italienne.

2. Le présent traité entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009, à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'Etat signataire qui procède le dernier à cette formalité.

ARTICLE 7

Le présent traité, dénommé traité de Lisbonne, rédigé en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, bulgare, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, irlandaise, italienne, lettonne, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, les textes établis dans chacune de ces langues faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres Etats signataires.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas du présent traité.

Fait à Lisbonne, le treize décembre deux mille sept.

PROTOCOLES

A. PROTOCOLES A ANNEXER AU TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE, AU TRAITE SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPEENNE ET, LE CAS ECHEANT, AU TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

PROTOCOLE SUR LE ROLE DES PARLEMENTS NATIONAUX DANS L'UNION EUROPEENNE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

RAPPELANT que la manière dont les parlements nationaux exercent leur contrôle sur leur gouvernement pour ce qui touche aux activités de l'Union européenne relève de l'organisation et de la pratique constitutionnelles propres à chaque Etat membre;

DESIREUSES d'encourager une participation accrue des parlements nationaux aux activités de l'Union européenne et de renforcer leur capacité à exprimer leur point de vue sur les projets d'actes législatifs de l'Union européenne ainsi que sur d'autres questions qui peuvent présenter pour eux un intérêt particulier,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique :

TITRE I

INFORMATIONS DESTINEES AUX PARLEMENTS NATIONAUX

ARTICLE PREMIER

Les documents de consultation de la Commission (livres verts, livres blancs et communications) sont transmis directement par la Commission aux parlements nationaux lors de leur publication. La Commission transmet également aux parlements nationaux le programme législatif annuel ainsi que tout autre instrument de programmation législative ou de stratégie politique en même temps qu'elle les transmet au Parlement européen et au Conseil.

ARTICLE 2

Les projets d'actes législatifs adressés au Parlement européen et au Conseil sont transmis aux parlements nationaux.

Aux fins du présent protocole, on entend par "projet d'acte législatif", les propositions de la Commission, les initiatives d'un groupe d'Etats membres, les initiatives du Parlement européen, les demandes de la Cour de justice, les recommandations de la Banque centrale européenne et les demandes de la Banque européenne d'investissement, visant à l'adoption d'un acte législatif.

Les projets d'actes législatifs émanant de la Commission sont transmis directement par la Commission aux parlements nationaux, en même temps qu'au Parlement européen et au Conseil.

Les projets d'actes législatifs émanant du Parlement européen sont transmis directement par le Parlement européen aux parlements nationaux.

Les projets d'actes législatifs émanant d'un groupe d'Etats membres, de la Cour de justice, de la Banque centrale européenne ou de la Banque européenne d'investissement sont transmis par le Conseil aux parlements nationaux.

ARTICLE 3

Les parlements nationaux peuvent adresser aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, un avis motivé concernant la conformité d'un projet d'acte législatif avec le principe de subsidiarité, selon la procédure prévue par le protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Si le projet d'acte législatif émane d'un groupe d'Etats membres, le président du Conseil transmet le ou les avis motivés aux gouvernements de ces Etats membres.

Si le projet d'acte législatif émane de la Cour de justice, de la Banque centrale européenne ou de la Banque européenne d'investissement, le président du Conseil transmet le ou les avis motivés à l'institution ou l'organe concerné.

ARTICLE 4

Un délai de huit semaines est observé entre le moment où un projet d'acte législatif est mis à la disposition des parlements nationaux dans les langues officielles de l'Union et la date à laquelle il est inscrit à l'ordre du jour provisoire du Conseil en vue de son adoption ou de l'adoption d'une position dans le cadre d'une procédure législative. Des exceptions sont possibles en cas d'urgence, dont les motifs sont exposés dans l'acte ou la position du Conseil. Sauf dans des cas urgents dûment motivés, aucun accord ne peut être constaté sur un projet d'acte législatif au cours de ces huit semaines. Sauf dans les cas urgents dûment motivés, un délai de dix jours est observé entre l'inscription d'un projet d'acte législatif à l'ordre du jour provisoire du Conseil et l'adoption d'une position.

ARTICLE 5

Les ordres du jour et les résultats des sessions du Conseil, y compris les procès-verbaux des sessions au cours desquelles le Conseil délibère sur des projets d'actes législatifs, sont transmis directement aux parlements nationaux, en même temps qu'aux gouvernements des Etats membres.

ARTICLE 6

Lorsque le Conseil européen envisage de recourir à l'article 48, paragraphe 7, premier ou deuxième alinéa, du traité sur l'Union européenne, les parlements nationaux sont informés de l'initiative du Conseil européen au moins six mois avant qu'une décision ne soit adoptée.

ARTICLE 7

La Cour des comptes transmet à titre d'information son rapport annuel aux parlements nationaux, en même temps qu'au Parlement européen et au Conseil.

ARTICLE 8

Lorsque le système parlementaire national n'est pas monocaméral, les articles 1 à 7 s'appliquent aux chambres qui le composent.

TITRE II
COOPERATION INTERPARLEMENTAIRE

ARTICLE 9

Le Parlement européen et les parlements nationaux définissent ensemble l'organisation et la promotion d'une coopération interparlementaire efficace et régulière au sein de l'Union.

ARTICLE 10

Une conférence des organes parlementaires spécialisés dans les affaires de l'Union peut soumettre toute contribution qu'elle juge appropriée à l'attention du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Cette conférence promeut, en outre, l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les parlements nationaux et le Parlement européen, y compris entre leurs commissions spécialisées. Elle peut également organiser des conférences inter-parlementaires sur des thèmes particuliers, notamment pour débattre des questions de politique étrangère et de sécurité commune, y compris la politique de sécurité et de défense commune. Les contributions de la conférence ne lient pas les parlements nationaux et ne préjugent pas de leur position.

PROTOCOLE SUR L'APPLICATION DES PRINCIPES DE SUBSIDIARITE ET DE PROPORTIONNALITE
LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DESIREUSES de faire en sorte que les décisions soient prises le plus près possible des citoyens de l'Union;

DETERMINEES à fixer les conditions d'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité fixés à l'article 3^{ter} du traité sur l'Union européenne, ainsi qu'à établir un système de contrôle de l'application de ces principes,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

ARTICLE PREMIER

Chaque institution veille de manière continue au respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité définis à l'article 3^{ter} du traité sur l'Union européenne.

ARTICLE 2

Avant de proposer un acte législatif, la Commission procède à de larges consultations. Ces consultations doivent tenir compte, le cas échéant, de la dimension régionale et locale des actions envisagées. En cas d'urgence exceptionnelle, la Commission ne procède pas à ces consultations. Elle motive sa décision dans sa proposition.

ARTICLE 3

Aux fins du présent protocole, on entend par "projet d'acte législatif", les propositions de la Commission, les initiatives d'un groupe d'Etats membres, les initiatives du Parlement européen, les demandes de la Cour de justice, les recommandations de la Banque centrale européenne et les demandes de la Banque européenne d'investissement, visant à l'adoption d'un acte législatif.

ARTICLE 4

La Commission transmet ses projets d'actes législatifs ainsi que ses projets modifiés aux parlements nationaux en même temps qu'au législateur de l'Union.

Le Parlement européen transmet ses projets d'actes législatifs ainsi que ses projets modifiés aux parlements nationaux.

Le Conseil transmet les projets d'actes législatifs émanant d'un groupe d'Etats membres, de la Cour de justice, de la Banque centrale européenne ou de la Banque européenne d'investissement, ainsi que les projets modifiés, aux parlements nationaux.

Dès leur adoption, les résolutions législatives du Parlement européen et les positions du Conseil sont transmises par ceux-ci aux parlements nationaux.

ARTICLE 5

Les projets d'actes législatifs sont motivés au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Tout projet d'acte législatif devrait comporter une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant d'apprécier le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Cette fiche devrait comporter des éléments permettant d'évaluer son impact financier et, lorsqu'il s'agit d'une directive, ses implications sur la réglementation à mettre en œuvre par les Etats membres, y compris, le cas échéant, la législation régionale. Les raisons permettant de conclure qu'un objectif de l'Union peut être mieux atteint au niveau de celle-ci s'appuient sur des indicateurs qualitatifs et, chaque fois que c'est possible, quantitatifs. Les projets d'actes législatifs tiennent compte de la nécessité de faire en sorte que toute charge, financière ou administrative, incombant à l'Union, aux gouvernements nationaux, aux autorités régionales ou locales, aux opérateurs économiques et aux citoyens soit la moins élevée possible et à la mesure de l'objectif à atteindre.

ARTICLE 6

Tout parlement national ou toute chambre de l'un de ces parlements peut, dans un délai de huit semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif dans les langues officielles de l'Union, adresser aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Il appartient à chaque parlement national ou à chaque chambre d'un parlement national de consulter, le cas échéant, les parlements régionaux possédant des pouvoirs législatifs.

Si le projet d'acte législatif émane d'un groupe d'Etats membres, le président du Conseil transmet l'avis aux gouvernements de ces Etats membres.

Si le projet d'acte législatif émane de la Cour de justice, de la Banque centrale européenne ou de la Banque européenne d'investissement, le président du Conseil transmet l'avis à l'institution ou organe concerné.

ARTICLE 7

1. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission, ainsi que, le cas échéant, le groupe d'Etats membres, la Cour de justice, la Banque centrale européenne ou la Banque européenne d'investissement, si le projet d'acte législatif émane d'eux, tiennent compte des avis motivés adressés par les parlements nationaux ou par une chambre de l'un de ces parlements.

Chaque parlement national dispose de deux voix, réparties en fonction du système parlementaire national. Dans un système parlementaire national bicaméral, chacune des deux chambres dispose d'une voix.

2. Dans le cas où les avis motivés sur le non-respect par un projet d'acte législatif du principe de subsidiarité représentent au moins un tiers de l'ensemble des voix attribuées aux parlements nationaux conformément au deuxième alinéa du paragraphe 1, le projet doit être réexaminé. Ce seuil est un quart lorsqu'il s'agit d'un projet d'acte législatif présenté sur la base de l'article 61 I du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne relatif à l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

A l'issue de ce réexamen, la Commission ou, le cas échéant, le groupe d'Etats membres, le Parlement européen, la Cour de justice, la Banque centrale européenne ou la Banque européenne d'investissement, si le projet d'acte législatif émane d'eux, peut décider, soit de maintenir le projet, soit de le modifier, soit de le retirer. Cette décision doit être motivée.

3. En outre, dans le cadre de la procédure législative ordinaire, dans le cas où les avis motivés sur le non-respect par une proposition d'acte législatif du principe de subsidiarité représentent au moins une majorité simple des voix attribuées aux parlements nationaux conformément au deuxième alinéa du paragraphe 1, la proposition doit être réexaminée. A l'issue de ce réexamen, la Commission peut décider, soit de maintenir la proposition, soit de la modifier, soit de la retirer.

Si elle choisit de la maintenir, la Commission devra, dans un avis motivé, justifier la raison pour laquelle elle estime que la proposition est conforme au principe de subsidiarité. Cet avis motivé ainsi que les avis motivés des parlements nationaux devront être soumis au législateur de l'Union afin d'être pris en compte dans le cadre de la procédure :

a) avant d'achever la première lecture, le législateur (le Parlement européen et le Conseil) examine si la proposition législative est compatible avec le principe de subsidiarité, en tenant compte en particulier des motifs invoqués et partagés par la majorité des parlements nationaux ainsi que de l'avis motivé de la Commission;

b) si, en vertu d'une majorité de 55% des membres du Conseil ou d'une majorité des suffrages exprimés au Parlement européen, le législateur est d'avis que la proposition n'est pas compatible avec le principe de subsidiarité, l'examen de la proposition législative n'est pas poursuivi.

ARTICLE 8

La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour se prononcer sur les recours pour violation, par un acte législatif, du principe de subsidiarité formés, conformément aux modalités prévues à l'article 230 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, par un Etat membre ou transmis par celui-ci conformément à son ordre juridique au nom de son parlement national ou d'une chambre de celui-ci.

Conformément aux modalités prévues audit article, de tels recours peuvent aussi être formés par le Comité des régions contre des actes législatifs pour l'adoption desquels le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne prévoit sa consultation.

ARTICLE 9

La Commission présente chaque année au Conseil européen, au Parlement européen, au Conseil et aux parlements nationaux un rapport sur l'application de l'article 3^{ter} du traité sur l'Union européenne. Ce rapport annuel est également transmis au Comité économique et social et au Comité des régions.

PROTOCOLE SUR L'EUROGROUPE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DESIREUSES de favoriser les conditions d'une croissance économique plus forte dans l'Union européenne et, à cette fin, de développer une coordination sans cesse plus étroite des politiques économiques dans la zone euro;

CONSCIENTES de la nécessité de prévoir des dispositions particulières pour un dialogue renforcé entre les Etats membres dont la monnaie est l'euro, en attendant que l'euro devienne la monnaie de tous les Etats membres de l'Union,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

ARTICLE PREMIER

Les ministres des Etats membres dont la monnaie est l'euro se réunissent entre eux de façon informelle. Ces réunions ont lieu, en tant que de besoin, pour discuter de questions liées aux responsabilités spécifiques qu'ils partagent en matière de monnaie unique. La Commission participe aux réunions. La Banque centrale européenne est invitée à prendre part à ces réunions, qui sont préparées par les représentants des ministres chargés des finances des Etats membres dont la monnaie est l'euro et de la Commission.

ARTICLE 2

Les ministres des Etats membres dont la monnaie est l'euro élisent un président pour deux ans et demi, à la majorité de ces Etats membres.

PROTOCOLE SUR LA COOPERATION STRUCTUREE PERMANENTE ETABLIE PAR L'ARTICLE 28 A DU TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

VU l'article 28 A, paragraphe 6, et l'article 28 E du traité sur l'Union européenne,

RAPPELANT que l'Union conduit une politique étrangère et de sécurité commune fondée sur la réalisation d'un degré toujours croissant de convergence des actions des Etats membres;

RAPPELANT que la politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune; qu'elle assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires; que l'Union peut y avoir recours pour des missions visées à l'article 28 B du traité sur l'Union européenne en dehors de l'Union afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations unies; que l'exécution de ces tâches repose sur les capacités militaires fournies par les Etats membres, conformément au principe du "réservoir unique de forces";

RAPPELANT que la politique de sécurité et de défense commune de l'Union n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains Etats membres;

RAPPELANT que la politique de sécurité et de défense commune de l'Union respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour les Etats membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui reste le fondement de la défense collective de ses membres, et qu'elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre;

CONVAINCUES qu'un rôle plus affirmé de l'Union en matière de sécurité et de défense contribuera à la vitalité d'une alliance atlantique renouée, en accord avec les arrangements dits de "Berlin plus";

DETERMINEES à ce que l'Union soit capable d'assumer pleinement les responsabilités qui lui incombent au sein de la communauté internationale;

RECONNAISSANT que l'Organisation des Nations unies peut demander l'assistance de l'Union pour mettre en œuvre d'urgence des missions entreprises au titre des chapitres VI et VII de la charte des Nations unies;

RECONNAISSANT que le renforcement de la politique de sécurité et de défense demandera aux Etats membres des efforts dans le domaine des capacités;

CONSCIENTES que le franchissement d'une nouvelle étape dans le développement de la politique européenne de sécurité et de défense suppose des efforts résolus des Etats membres qui y sont disposés;

RAPPELANT l'importance de ce que le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité soit pleinement associé aux travaux de la coopération structurée permanente,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

ARTICLE PREMIER

La coopération structurée permanente visée à l'article 28 A, paragraphe 6, du traité sur l'Union européenne est ouverte à tout Etat membre qui s'engage, dès la date d'entrée en vigueur du traité de Lisbonne :

a) à procéder plus intensivement au développement de ses capacités de défense, par le développement de ses contributions nationales et la participation, le cas échéant, à des forces multinationales, aux principaux programmes européens d'équipement et à l'activité de l'Agence dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche, de l'acquisition et de l'armement (l'Agence européenne de défense), et

b) à avoir la capacité de fournir, au plus tard en 2010, soit à titre national, soit comme composante de groupes multinationaux de forces, des unités de combat ciblées pour les missions envisagées, configurées sur le plan tactique comme un groupement tactique, avec les éléments de soutien, y compris le transport et la logistique, capables d'entreprendre, dans un délai de 5 à 30 jours, des missions visées à l'article 28 B, du traité sur l'Union européenne en particulier pour répondre à des demandes de l'Organisation des Nations unies, et soutenables pour une période initiale de 30 jours, prorogeable jusqu'au moins 120 jours.

ARTICLE 2

Les Etats membres qui participent à la coopération structurée permanente s'engagent, pour atteindre les objectifs visés à l'article 1^{er} :

a) à coopérer, dès l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, en vue d'atteindre des objectifs agréés concernant le niveau des dépenses d'investissement en matière d'équipements de défense, et à réexaminer régulièrement ces objectifs à la lumière de l'environnement de sécurité et des responsabilités internationales de l'Union;

b) à rapprocher, dans la mesure du possible, leurs outils de défense, notamment en harmonisant l'identification des besoins militaires, en mettant en commun et, le cas échéant, en spécialisant leurs moyens et capacités de défense, ainsi qu'en encourageant la coopération dans les domaines de la formation et de la logistique;

c) à prendre des mesures concrètes pour renforcer la disponibilité, l'interopérabilité, la flexibilité et la capacité de déploiement de leurs forces, notamment en identifiant des objectifs communs en matière de projection de forces, y compris en réexaminant, éventuellement, leurs procédures de décision nationales;

d) à coopérer afin de s'assurer qu'ils prennent les mesures nécessaires pour combler, y compris par des approches multinationales et sans préjudice des engagements les concernant au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, les lacunes constatées dans le cadre du "Mécanisme de développement des capacités";

e) à participer, le cas échéant, au développement de programmes communs ou européens d'équipements majeurs dans le cadre de l'Agence européenne de défense.

ARTICLE 3

L'Agence européenne de défense contribue à l'évaluation régulière des contributions des Etats membres participants en matière de capacités, en particulier des contributions fournies suivant les critères qui seront établis, entre autres, sur la base de l'article 2, et en fait rapport au moins une fois par an. L'évaluation peut servir de base aux recommandations et aux décisions du Conseil adoptées conformément à l'article 28 E du traité sur l'Union européenne.

PROTOCOLE RELATIF A L'ARTICLE 6, PARAGRAPHE 2, DU TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE SUR L'ADHESION DE L'UNION A LA CONVENTION EUROPEENNE DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

ARTICLE PREMIER

L'accord relatif à l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (ci-après dénommée "Convention européenne"), prévue à l'article 6, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, doit refléter la nécessité de préserver les caractéristiques spécifiques de l'Union et du droit de l'Union, notamment en ce qui concerne :

a) les modalités particulières de l'éventuelle participation de l'Union aux instances de contrôle de la Convention européenne;

b) les mécanismes nécessaires pour garantir que les recours formés par des Etats non membres et les recours individuels soient dirigés correctement contre les Etats membres et/ou l'Union, selon le cas.

ARTICLE 2

L'accord visé à l'article 1^{er} doit garantir que l'adhésion de l'Union n'affecte ni les compétences de l'Union ni les attributions de ses institutions. Il doit garantir qu'aucune de ses dispositions n'affecte la situation particulière des Etats membres à l'égard de la Convention européenne, et notamment de ses protocoles, des mesures prises par les Etats membres par dérogation à la Convention européenne, conformément à son article 15, et des réserves à la Convention européenne formulées par les Etats membres conformément à son article 57.

ARTICLE 3

Aucune disposition de l'accord visé à l'article 1^{er} ne doit affecter l'article 292 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

PROTOCOLE SUR LE MARCHÉ INTERIEUR ET LA CONCURRENCE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

COMPTE TENU du fait que le marché intérieur tel qu'il est défini à l'article 2 du traité sur l'Union européenne comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée,

SONT CONVENUES que

à cet effet, l'Union prend, si nécessaire, des mesures dans le cadre des dispositions des traités, y compris l'article 308 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Le présent protocole est annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

PROTOCOLE SUR L'APPLICATION DE LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX
DE L'UNION EUROPEENNE A LA POLOGNE ET AU ROYAUME-UNI

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

CONSIDERANT qu'à l'article 6 du traité sur l'Union européenne, l'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne;

CONSIDERANT que la Charte doit être appliquée en stricte conformité avec les dispositions de l'article 6 susmentionné et du titre VII de la Charte proprement dite;

CONSIDERANT que l'article 6 précité dispose que la Charte doit être appliquée et interprétée par les juridictions de la Pologne et du Royaume-Uni en stricte conformité avec les explications visées à cet article;

CONSIDERANT que la Charte contient à la fois des droits et des principes;

CONSIDERANT que la Charte contient des dispositions qui revêtent un caractère civil et politique et des dispositions qui revêtent un caractère économique et social;

CONSIDERANT que la Charte réaffirme les droits, les libertés et les principes reconnus dans l'Union et les rend plus visibles, sans toutefois créer de nouveaux droits ou principes;

RAPPELANT les obligations qui incombent à la Pologne et au Royaume-Uni en vertu du traité sur l'Union européenne, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et du droit de l'Union en général;

PRENANT ACTE du souhait de la Pologne et du Royaume-Uni de clarifier certains aspects de l'application de la Charte;

DESIREUSES dès lors de clarifier l'application de la Charte en ce qui concerne les lois et l'action administrative de la Pologne et du Royaume-Uni, ainsi que sa justiciabilité en Pologne et au Royaume-Uni;

REAFFIRMANT que les références, dans le présent protocole, à la mise en œuvre de dispositions spécifiques de la Charte sont strictement sans préjudice de la mise en œuvre des autres dispositions de la Charte;

REAFFIRMANT que le présent protocole est sans préjudice de l'application de la Charte aux autres Etats membres;

REAFFIRMANT que le présent protocole est sans préjudice des autres obligations qui incombent à la Pologne et au Royaume-Uni en vertu du traité sur l'Union européenne, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et du droit de l'Union en général;

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

ARTICLE PREMIER

1. La Charte n'étend pas la faculté de la Cour de justice de l'Union européenne, ou de toute juridiction de la Pologne ou du Royaume-Uni, d'estimer que les lois, règlements ou dispositions, pratiques ou actions administratives de la Pologne ou du Royaume-Uni sont incompatibles avec les droits, les libertés et les principes fondamentaux qu'elle réaffirme.

2. En particulier, et pour dissiper tout doute, rien dans le titre IV de la Charte ne crée des droits justiciables applicables à la Pologne ou au Royaume-Uni, sauf dans la mesure où la Pologne ou le Royaume-Uni a prévu de tels droits dans sa législation nationale.

ARTICLE 2

Lorsqu'une disposition de la Charte fait référence aux législations et pratiques nationales, elle ne s'applique à la Pologne ou au Royaume-Uni que dans la mesure où les droits et principes qu'elle contient sont reconnus dans la législation ou les pratiques de la Pologne ou du Royaume-Uni.

PROTOCOLE SUR L'EXERCICE DES COMPETENCES PARTAGEES

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

ARTICLE UNIQUE

En ce qui concerne l'article 2 A, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne relatif aux compétences partagées, lorsque l'Union mène une action dans un certain domaine, le champ d'application de cet exercice de compétence ne couvre que les éléments régis par l'acte de l'Union en question et ne couvre donc pas tout le domaine.

PROTOCOLE SUR LES SERVICES D'INTERÊT GENERAL

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,
 SOUHAITANT souligner l'importance des services d'intérêt général,
 SONT CONVENUES des dispositions interprétatives ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

ARTICLE PREMIER

Les valeurs communes de l'Union concernant les services d'intérêt économique général au sens de l'article 16 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne comprennent notamment :

- le rôle essentiel et le large pouvoir discrétionnaire des autorités nationales, régionales et locales pour fournir, faire exécuter et organiser les services d'intérêt économique général d'une manière qui réponde autant que possible aux besoins des utilisateurs;
- la diversité des services d'intérêt économique général et les disparités qui peuvent exister au niveau des besoins et des préférences des utilisateurs en raison de situations géographiques, sociales ou culturelles différentes;
- un niveau élevé de qualité, de sécurité et quant au caractère abordable, l'égalité de traitement et la promotion de l'accès universel et des droits des utilisateurs;

ARTICLE 2

Les dispositions des traités ne portent en aucune manière atteinte à la compétence des Etats membres pour fournir, faire exécuter et organiser des services non économiques d'intérêt général.

PROTOCOLE SUR LA DECISION DU CONSEIL RELATIVE A LA MISE EN UVRE DES ARTICLES 9 C, PARAGRAPHE 4, DU TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE ET 205, PARAGRAPHE 2, DU TRAITE SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPEENNE ENTRE LE 1^{er} NOVEMBRE 2014 ET LE 31 MARS 2017, D'UNE PART, ET A PARTIR DU 1^{er} AVRIL 2017, D'AUTRE PART

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

ETANT DONNE que, lors de l'approbation du traité de Lisbonne, il était d'une importance fondamentale de dégager un accord sur la décision du Conseil relative à la mise en œuvre des articles 9 C, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne et 205, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne entre le 1^{er} novembre 2014 et le 31 mars 2017, d'une part, et à partir du 1^{er} avril 2017, d'autre part (ci-après dénommée "la décision");

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

ARTICLE UNIQUE

Avant l'examen par le Conseil de tout projet qui tendrait soit à modifier ou à abroger la décision ou l'une de ses dispositions, soit à en modifier indirectement la portée ou le sens par la modification d'un autre acte juridique de l'Union, le Conseil européen délibère préalablement dudit projet, statuant par consensus conformément à l'article 9 B, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne.

PROTOCOLE SUR LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

CONSIDERANT que, afin d'organiser la transition entre les dispositions institutionnelles des traités applicables avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et celles prévues par ledit traité il est nécessaire de prévoir des dispositions transitoires,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique :

ARTICLE PREMIER

Dans le présent protocole, les mots "les traités" désignent le traité sur l'Union européenne, le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

TITRE I

DISPOSITIONS CONCERNANT LE PARLEMENT EUROPEEN

ARTICLE 2

En temps utile avant les élections parlementaires européennes de 2009, le Conseil européen adopte, conformément à l'article 9 A, paragraphe 2, second alinéa, du traité sur l'Union européenne, une décision fixant la composition du Parlement européen.

Jusqu'à la fin de la législature 2004-2009, la composition et le nombre de membres du Parlement européen restent ceux existant lors de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

TITRE II

DISPOSITIONS CONCERNANT LA MAJORITE QUALIFIEE

ARTICLE 3

1. Conformément à l'article 9 C, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne, les dispositions de ce paragraphe et les dispositions de l'article 205, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, relatives à la définition de la majorité qualifiée au Conseil européen et au Conseil, prennent effet le 1^{er} novembre 2014.

2. Entre le 1^{er} novembre 2014 et le 31 mars 2017, lorsqu'une délibération doit être prise à la majorité qualifiée, un membre du Conseil peut demander que cette délibération soit prise à la majorité qualifiée telle que définie au paragraphe 3. Dans ce cas, les paragraphes 3 et 4 s'appliquent.

3. Jusqu'au 31 octobre 2014, les dispositions suivantes sont en vigueur, sans préjudice de l'article 201bis, paragraphe 1, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

Pour les délibérations du Conseil européen et du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération suivante :

Belgique	12
Bulgarie	10
République tchèque	12
Danemark	7
Allemagne	29
Estonie	4
Irlande	7
Grèce	12
Espagne	27
France	29
Italie	29
Chypre	4
Lettonie	4
Lituanie	7
Luxembourg	4
Hongrie	12
Malte	3
Pays-Bas	13
Autriche	10
Pologne	27
Portugal	12
Roumanie	14
Slovénie	4
Slovaquie	7
Finlande	7
Suède	10
Royaume-Uni	29

Les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins 255 voix exprimant le vote favorable de la majorité des membres, lorsque, en vertu des traités, elles doivent être prises sur proposition de la Commission. Dans les autres cas, les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins 255 voix exprimant le vote favorable d'au moins deux tiers des membres.

Un membre du Conseil européen ou du Conseil peut demander que, lorsqu'un acte est adopté par le Conseil européen ou par le Conseil à la majorité qualifiée, il soit vérifié que les Etats membres constituant cette majorité qualifiée représentent au moins 62 % de la population totale de l'Union. S'il s'avère que cette condition n'est pas remplie, l'acte en cause n'est pas adopté.

4. Jusqu'au 31 octobre 2014, dans les cas où, en application des traités, tous les membres du Conseil ne prennent pas part au vote, à savoir dans les cas où il est fait renvoi à la majorité qualifiée définie conformément à l'article 205, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la majorité qualifiée se définit comme étant la même proportion des voix pondérées et la même proportion du nombre des membres du Conseil, ainsi que, le cas échéant, le même pourcentage de la population des Etats membres concernés que ceux fixés au paragraphe 3 du présent article.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX FORMATIONS DU CONSEIL

ARTICLE 4

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la décision visée à l'article 9 C, paragraphe 6, premier alinéa, du traité sur l'Union européenne, le Conseil peut se réunir dans les formations prévues aux deuxième et troisième alinéas dudit paragraphe ainsi que dans les autres formations dont la liste est établie par une décision du Conseil des affaires générales, statuant à la majorité simple.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMMISSION, Y COMPRIS LE HAUT REPRESENTANT DE L'UNION POUR LES AFFAIRES ETRANGERES ET LA POLITIQUE DE SECURITE

ARTICLE 5

Les membres de la Commission qui sont en fonction à la date d'entrée en vigueur du traité de Lisbonne le restent jusqu'à la fin de leur mandat. Toutefois, le jour de la nomination du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, le mandat du membre ayant la même nationalité que le haut représentant prend fin.

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES AU SECRETAIRE GENERAL DU CONSEIL, HAUT REPRESENTANT POUR LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE COMMUNE ET AU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DU CONSEIL

ARTICLE 6

Les mandats du secrétaire général du Conseil, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, et du secrétaire général adjoint du Conseil prennent fin à la date d'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. Le Conseil nomme un secrétaire général conformément à l'article 207, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

TITRE VI

DISPOSITIONS CONCERNANT LES ORGANES CONSULTATIFS

ARTICLE 7

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la décision visée à l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la répartition des membres du Comité économique et social est la suivante :

Belgique	12	Luxembourg	6
Bulgarie	12	Hongrie	12
République tchèque	12	Malte	5
Danemark	9	Pays-Bas	12
Allemagne	24	Autriche	12
Estonie	7	Pologne	21
Irlande	9	Portugal	12
Grèce	12	Roumanie	15
Espagne	21	Slovénie	7
France	24	Slovaquie	9
Italie	24	Finlande	9
Chypre	6	Suède	12
Lettonie	7	Royaume Uni	24
Lituanie	9		

ARTICLE 8

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la décision visée à l'article 263 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la répartition des membres du Comité des régions est la suivante :

Belgique	12	Luxembourg	6
Bulgarie	12	Hongrie	12
République tchèque	12	Malte	5
Danemark	9	Pays-Bas	12
Allemagne	24	Autriche	12
Estonie	7	Pologne	21
Irlande	9	Portugal	12
Grèce	12	Roumanie	15
Espagne	21	Slovénie	7
France	24	Slovaquie	9
Italie	24	Finlande	9
Chypre	6	Suède	12
Lettonie	7	Royaume Uni	24
Lituanie	9		

TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES AUX ACTES ADOPTES SUR LA BASE DES TITRES V ET VI DU TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE AVANT L'ENTREE EN VIGUEUR DU TRAITE DE LISBONNE

ARTICLE 9

Les effets juridiques des actes des institutions, organes et organismes de l'Union adoptés sur la base du traité sur l'Union européenne avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne sont préservés aussi longtemps que ces actes n'auront pas été abrogés, annulés ou modifiés en application des traités. Il en va de même des conventions conclues entre les États membres sur la base du traité sur l'Union européenne.

ARTICLE 10

1. A titre de mesure transitoire, et en ce qui concerne les actes de l'Union dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale qui ont été adoptés avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, les attributions des institutions sont les suivantes à la date d'entrée en vigueur dudit traité : les attributions de la Commission en vertu de l'article 226 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ne seront pas applicables et les attributions de la Cour de justice de l'Union européenne en vertu du titre VI du traité sur l'Union européenne, dans sa version en vigueur avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, restent inchangées, y compris lorsqu'elles ont été acceptées conformément à l'article 35, paragraphe 2, dudit traité sur l'Union européenne.

2. La modification d'un acte visé au paragraphe 1 entraîne l'application, en ce qui concerne l'acte modifié et à l'égard des Etats membres auxquels cet acte s'applique, des attributions des institutions visées audit paragraphe telles que prévues par les traités.

3. En tout état de cause, la mesure transitoire visée au paragraphe 1 cesse de produire ses effets cinq ans après la date d'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

4. Au plus tard six mois avant l'expiration de la période transitoire visée au paragraphe 3, le Royaume-Uni peut notifier au Conseil qu'il n'accepte pas, en ce qui concerne les actes visés au paragraphe 1, les attributions des institutions visées au paragraphe 1 et telles que prévues par les traités. Au cas où le Royaume-Uni a procédé à cette notification, tous les actes visés au paragraphe 1 cessent de s'appliquer à son égard à compter de la date d'expiration de la période transitoire visée au paragraphe 3. Le présent alinéa ne s'applique pas en ce qui concerne les actes modifiés qui sont applicables au Royaume-Uni conformément à ce qui est indiqué au paragraphe 2.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, détermine les arrangements nécessaires qui découlent de ce qui précède et les arrangements transitoires nécessaires. Le Royaume-Uni ne participe pas à l'adoption de cette décision. Une majorité qualifiée du Conseil se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut aussi adopter une décision établissant que le Royaume-Uni supporte, le cas échéant, les conséquences financières directes découlant nécessairement et inévitablement de la cessation de sa participation à ces actes.

5. Le Royaume-Uni peut, à tout moment par la suite, notifier au Conseil son souhait de participer à des actes qui ont cessé de s'appliquer à son égard conformément au paragraphe 4, premier alinéa. Dans ce cas, les dispositions pertinentes du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne ou du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, selon le cas, s'appliquent. Les attributions des institutions en ce qui concerne ces actes sont celles prévues par les traités. Lorsqu'ils agissent en vertu des protocoles concernés, les institutions de l'Union et le Royaume-Uni cherchent à rétablir la plus grande participation possible du Royaume-Uni à l'acquis de l'Union relatif à l'espace de liberté, de sécurité et de justice sans que cela porte gravement atteinte au fonctionnement pratique de ses différentes composantes et en respectant leur cohérence.

B. PROTOCOLES A ANNEXER AU TRAITE DE LISBONNE

PROTOCOLE n° 1

MODIFIANT LES PROTOCOLES ANNEXES AU TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE, AU TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET/OU AU TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DESIREUSES de modifier les protocoles annexés au traité sur l'Union européenne, au traité instituant la Communauté européenne et/ou au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, afin des les adapter aux nouvelles règles fixées par le traité de Lisbonne,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité de Lisbonne :

ARTICLE PREMIER

1) Les protocoles en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent traité et qui sont annexés au traité sur l'Union européenne, au traité instituant la Communauté européenne et/ou au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique sont modifiés conformément aux dispositions du présent article.

A. MODIFICATIONS HORIZONTALES

2) Les modifications horizontales prévues à l'article 2, point 2), du traité de Lisbonne sont applicables aux protocoles visés au présent article, à l'exception des points *d*), *e*) et *j*).

3) Dans les protocoles visés au point 1 du présent article :

a) le dernier alinéa de leur préambule qui mentionne le ou les traités auxquels le protocole en question est annexé est remplacé par "SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne". Le présent alinéa ne s'applique ni au protocole sur la cohésion économique et sociale, ni au protocole sur le système de radiodiffusion publique dans les Etats membres.

Le protocole sur le statut de la Cour de justice de l'Union européenne, le protocole sur la fixation des sièges des institutions et de certains organes, organismes et services de l'Union européenne, le protocole sur l'article 40.3.3 de la Constitution de l'Irlande et le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne sont également annexés au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique;

b) les mots "des Communautés" sont remplacés par "de l'Union" et les mots "les Communautés" sont remplacés par "l'Union", les phrases pertinentes étant, le cas échéant, grammaticalement adaptées en conséquence.

4) Dans les protocoles suivants, les mots "du traité" et "le traité" sont remplacés, respectivement, par "des traités" et "les traités" et la référence au traité sur l'Union européenne et/ou au traité instituant la Communauté européenne est remplacée par une référence aux traités, et le cas échéant, la phrase est grammaticalement adaptée en conséquence :

a) protocole sur le statut de la Cour de justice de l'Union européenne :

— article 1 (y compris la référence au traité UE et au traité CE);

b) protocole sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne :

— article 1.1, nouveau second alinéa;

— article 7 (seconde mention du traité);

— article 12.1, premier alinéa;

— article 14.1 (seconde mention du traité);

— article 14.2, second alinéa;

— article 34.1, deuxième tiret;

— article 35.1;

c) protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs :

— article 3, deuxième phrase;

d) protocole sur certaines dispositions relatives au Danemark :

— point 2, renuméroté 1, deuxième phrase;

e) protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne :

— sixième considérant devenu cinquième considérant;

— article 1;

f) protocole sur le droit d'asile pour les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne :

— sixième considérant devenu septième considérant;

g) protocole sur l'acquisition de biens immobiliers au Danemark :

— disposition unique;

h) protocole sur le système de radiodiffusion publique dans les Etats membres :

— disposition unique;

i) protocole relatif aux conséquences financières de l'expiration du traité CECA et au fonds de recherche du charbon et de l'acier :

— article 3.

5) Dans les protocoles et annexes suivants, les mots "du traité" sont remplacés par un renvoi au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

a) protocole sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne :

— article 3.1;

— article 4;

— article 6.3;

— article 7;

— article 9.1;

— article 10.1;

— article 11.1;

— article 14.1 (première mention du traité);

— article 15.3;

— article 16, premier alinéa;

— article 21.1;

— article 25.2;

— article 27.2;

— article 34.1, mots introductifs;

— article 35.3;

— article 41.1, renuméroté 40.1, premier alinéa;

— article 42, renuméroté 41;

— article 43.1, renuméroté 42.1;

— article 45.1, renuméroté 44.1;

— article 47.3, renuméroté 46.3.

b) protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs :

— article 1, phrase introductive;

c) protocole sur les critères de convergence visés à l'article 121 du traité instituant la Communauté européenne :

— article 1, première phrase;

d) protocole sur certaines dispositions relatives au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

— paragraphe 6, renuméroté 5, second alinéa;

— paragraphe 9, renuméroté 8, phrase introductive;

— paragraphe 10, renuméroté 9, point a), seconde phrase;

— paragraphe 11, renuméroté 10;

e) protocole sur la cohésion économique et sociale :

— quinzième considérant, devenu onzième;

f) annexes I et II :

— intitulé des deux annexes.

6) Dans les protocoles suivants, les mots "du traité" sont remplacés par "dudit traité" :

a) protocole sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne :

- | | |
|----------------|---|
| — article 3.2; | — article 11.2; |
| — article 3.3; | — article 43.2, renuméroté 42.2; |
| — article 9.2; | — article 43.3, renuméroté 42.3; |
| — article 9.3; | — article 44, renuméroté 43, second alinéa; |

b) protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs :

— article 2, phrase introductive;

c) protocole sur les critères de convergence visés à l'article 121 du traité instituant la Communauté européenne :

- | | |
|--------------|-------------------------------|
| — article 2; | — article 4, première phrase; |
| — article 3; | — article 6; |

d) protocole sur certaines dispositions relatives au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

— paragraphe 7, renuméroté 6, second alinéa;

— paragraphe 10, renuméroté 9, point c).

7) Dans les protocoles suivants, les mots ", statuant à la majorité simple," sont insérés après "le Conseil" :

a) protocole sur le statut de la Cour de justice de l'Union européenne :

- article 4, deuxième alinéa;
- article 13, deuxième alinéa;

b) protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes :

— article 7, renuméroté 6, premier alinéa, première phrase.

8) Dans les protocoles suivants, les mots "Cour de justice des Communautés européennes", "Cour de justice" ou "Cour" sont remplacés par "Cour de justice de l'Union européenne" :

a) protocole sur le statut de la Cour de justice de l'Union européenne :

- | | |
|--------------------------------|--------------------------|
| — article 1; | — article 1 de l'annexe; |
| — article 3, quatrième alinéa; | |

b) protocole sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne :

— article 35.1, 35.2, 35.4, 35.5 et 35.6;

— article 36.2;

c) protocole sur la fixation des sièges des institutions et de certains organes et services des Communautés européennes, ainsi que d'Europol :

— article unique, point d);

d) protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes :

— article 12, renuméroté 11, point a);

— article 21, renuméroté 20, première mention;

e) protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande :

— article 2;

f) protocole sur le droit d'asile pour les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne :

— deuxième considérant, devenu troisième considérant.

B. MODIFICATIONS SPECIFIQUES

PROTOCOLES ABROGES

9) Les protocoles suivants sont abrogés :

a) le protocole de 1957 concernant l'Italie;

b) le protocole de 1957 relatif aux marchandises originaires et en provenance de certains pays et bénéficiant d'un régime particulier à l'importation dans un des Etats membres;

c) le protocole de 1992 sur les statuts de l'Institut monétaire européen;

d) le protocole de 1992 sur le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire

e) le protocole de 1992 sur le Portugal;

f) le protocole de 1997 sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne, qui est remplacé par un nouveau protocole portant le même titre;

g) le protocole de 1997 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité qui est remplacé par un nouveau protocole portant le même titre;

h) le protocole de 1997 sur la protection et le bien-être des animaux, dont le texte devient l'article 6^{ter} du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

i) le protocole de 2001 sur l'élargissement de l'Union européenne;

j) le protocole de 2001 sur l'article 67 du traité instituant la Communauté européenne.

STATUT DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPEENNE

10) Le protocole sur le statut de la Cour de justice de l'Union européenne est modifié comme suit :

a) dans le préambule, premier considérant, le renvoi au traité instituant la Communauté européenne est remplacé par un renvoi au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Dans le reste du protocole, les mots "du traité CE" sont remplacés par "du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne"; dans tout le protocole, les renvois à des articles du traité CEEA qui sont abrogés par le protocole n° 2 annexé au présent traité sont supprimés et la phrase est, le cas échéant, grammaticalement adaptée en conséquence;

b) aux articles suivants, le mot "Cour" est remplacé par "Cour de justice" :

- | | |
|---|--|
| — article 3, deuxième alinéa; | — article 40, premier alinéa; |
| — article 4, quatrième alinéa ; | — article 44, premier alinéa, première mention; |
| — article 5, deuxième alinéa; | — article 46, premier alinéa; |
| — article 6, premier alinéa; | — article 52; |
| — articles 10, 11, 12 et 14; | — article 54, premier alinéa, premier membre de phrase; |
| — article 13, premier alinéa, première mention; | — article 56, premier alinéa; |
| — article 15, première phrase; | — article 57, premier alinéa; |
| — article 16, premier alinéa; | — article 58, premier alinéa; |
| — article 17, premier alinéa; | — article 59, première phrase; |
| — article 18, troisième alinéa; | — article 60, deuxième alinéa; |
| — article 19, premier alinéa; | — article 61, premier alinéa; |
| — article 20, premier alinéa; | — article 62, premier alinéa; |
| — article 21, premier alinéa; | — article 62bis, premier alinéa; |
| — article 22, premier alinéa; | — article 62ter, premier alinéa, deuxième phrase; |
| — article 23, premier alinéa, première phrase | — article 63; |
| — article 24, premier alinéa; | — article 64, premier alinéa devenu deuxième alinéa, première phrase |
| — articles 25 et 27; | — article 3, paragraphe 2, deuxième phrase de l'annexe; |
| — article 29, premier alinéa; | — article 6, paragraphe 1, deuxième phrase de l'annexe; |
| — articles 30 à 32, 35, 38, 41 et 43; | — article 8, paragraphe 1, première phrase de l'annexe |
| — article 39, premier alinéa; | |

c) à l'article 2, les mots "..., en séance publique," sont remplacés par "..., devant la Cour de justice siégeant en séance publique";

d) à l'article 3, second alinéa, et à l'article 4, quatrième alinéa, la phrase suivante est ajoutée : "Lorsque la décision concerne un membre du Tribunal ou d'un tribunal spécialisé, la Cour décide après consultation du tribunal concerné.";

e) à l'article 6, premier alinéa, la phrase suivante est ajoutée : "Lorsque l'intéressé est un membre du Tribunal ou d'un tribunal spécialisé, la Cour décide après consultation du tribunal concerné.";

f) dans l'intitulé du titre II, les mots "de la Cour de justice" sont ajoutés;

g) à l'article 13, premier alinéa, première phrase, le mot "proposition" est remplacé par "demande" et les mots "... le Conseil, statuant à l'unanimité, peut prévoir ..." sont remplacés par "... le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent prévoir ...";

h) dans l'intitulé du titre III, les mots "devant la Cour de justice" sont ajoutés;

i) l'article 23 est modifié comme suit :

i) au premier alinéa, première phrase, les mots "à l'article 35, paragraphe 1, du traité UE, " sont supprimés. A la deuxième phrase, les mots "... ainsi qu'au Conseil ou à la Banque centrale européenne, si l'acte dont la validité ou l'interprétation est contestée émane de ceux-ci, et au Parlement européen et au Conseil, si l'acte dont la validité ou l'interprétation est contestée a été adopté conjointement par ces deux institutions." sont remplacés par "... ainsi qu'à l'institution, l'organe ou l'organisme de l'Union qui a adopté l'acte dont la validité ou l'interprétation est contestée." ;

ii) au deuxième alinéa, les mots "... et, le cas échéant, le Parlement européen, le Conseil et la Banque centrale européenne ont le droit ..." sont remplacés par "... et, le cas échéant, l'institution, l'organe ou l'organisme de l'Union qui a adopté l'acte dont la validité ou l'interprétation est contestée ont le droit ...";

j) à l'article 24, second alinéa, les mots ", organes ou organismes" sont insérés après "institutions";

k) à l'article 40, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Le même droit appartient aux organes et organismes de l'Union et à toute autre personne, s'ils peuvent justifier d'un intérêt à la solution du litige soumis à la Cour. Les personnes physiques ou morales ne peuvent pas intervenir dans les affaires entre Etats membres, entre institutions de l'Union ou entre Etats membres, d'une part, et institutions de l'Union, d'autre part.";

l) A l'article 42, les mots ", organes et organismes" sont insérés après "les institutions";

m) à l'article 46, le nouvel alinéa suivant est ajouté : "Le présent article est également applicable aux actions contre la Banque centrale européenne en matière de responsabilité non contractuelle.";

n) l'intitulé du titre IV est remplacé par "TRIBUNAL";

o) à l'article 47, le premier alinéa est remplacé par "L'article 9, premier alinéa, les articles 14 et 15, l'article 17, premier, deuxième, quatrième et cinquième alinéas, et l'article 18 s'appliquent au Tribunal et à ses membres.";

p) à l'article 51, premier alinéa, point a), troisième tiret, le renvoi à l'article 202, troisième tiret, est remplacé par un renvoi à l'article 249 C, paragraphe 2, et au point b) le renvoi à l'article 11 A est remplacé par un renvoi à l'article 280 F, paragraphe 1. Au second alinéa, les mots "ou par la Banque centrale européenne" sont supprimés;

q) l'article 64 est modifié comme suit :

i) le nouveau premier alinéa suivant est inséré :

"Les règles relatives au régime linguistique applicable à la Cour de justice de l'Union européenne sont fixées par un règlement du Conseil statuant à l'unanimité. Ce règlement est adopté, soit sur demande de la Cour de justice et après consultation de la Commission et du Parlement européen, soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Cour de justice et du Parlement européen."

ii) au premier alinéa devenu le second alinéa, première phrase, les mots "Jusqu'à l'adoption de règles relatives au régime linguistique applicable à la Cour et au Tribunal dans le présent statut ..." sont remplacés par "Jusqu'à l'adoption de ces règles ..."; la seconde phrase est remplacée par le texte suivant : "Par dérogation aux articles 223 et 224 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, toute modification ou abrogation de ces dispositions requiert l'approbation unanime du Conseil."

r) à l'annexe I du protocole, article 3, paragraphe 1, deuxième phrase, les mots "de la fonction publique" sont insérés après "Tribunal"; aux paragraphes 2 et 3, les mots "à la majorité qualifiée" sont supprimés;

s) (ne concerne pas la version française).

STATUTS DU SEBC ET DE LA BCE

11) Le protocole sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne est modifié comme suit :

a) dans le préambule, premier considérant, le renvoi à l'article 8 du traité instituant la Communauté européenne est remplacé par un renvoi à l'article 107, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

b) l'intitulé du chapitre I est remplacé par l'intitulé suivant : "LE SYSTEME EUROPEEN DE BANQUES CENTRALES"

c) l'article 1.1 est scindé en deux alinéas formés par les deux membres de phrase et reste sans numéro. Le premier alinéa est remplacé par le texte suivant : "Conformément à l'article 245bis, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et les banques centrales nationales constituent le Système européen de banques centrales (SEBC). La BCE et les banques centrales nationales des Etats membres dont la monnaie est l'euro constituent l'Eurosystème." ; au début du second alinéa, les mots "ils remplissent ..." sont remplacés par "Le SEBC et la BCE remplissent ...";

d) l'article 1.2 est supprimé;

e) à l'article 2, les mots "Conformément à l'article 105, paragraphe 1, du traité" sont remplacés par "Conformément aux articles 105, paragraphe 1, et 245bis, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne". A la fin de la deuxième phrase, les mots "sur l'Union européenne" sont ajoutés après "du traité". A la fin de la troisième phrase, les mots "sur le fonctionnement de l'Union européenne" sont ajoutés après "du traité";

f) à l'article 3.1, deuxième tiret, les mots "à l'article 111 du traité" sont remplacés par "à l'article 188 O dudit traité";

g) à l'article 4, point b), le mot "appropriés" est supprimé;

h) au début de l'article 9.1, les mots "en vertu de l'article 107, paragraphe 2, du traité" sont remplacés par "en vertu de l'article 245bis, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

i) l'article 10 est modifié comme suit :

i) à l'article 10.1, les mots "... des Etats membres dont la monnaie est l'euro." sont insérés à la fin;

ii) à l'article 10.2, premier tiret, à la fin de la première phrase, les mots "... Etats membres qui ont adopté l'euro." sont remplacés par "... Etats membres dont la monnaie est l'euro."; à la fin du troisième alinéa, les mots "en vertu des articles 10.3, 10.6 et 41.2" sont remplacés par "en vertu des articles 10.3, 40.2 et 40.3";

iii) l'article 10.6 est supprimé;

j) à l'article 11.2, premier alinéa, les mots "... sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement," sont remplacés par "... sont nommés par le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée,";

k) à l'article 14.1, les mots à la fin "..., et ce au plus tard à la date de la mise en place du SEBC" sont supprimés;

l) à l'article 16, première phrase, les mots "en euros" sont insérés après "de billets de banque";

m) à l'article 18.1, premier tiret, les mots "... libellés en monnaies communautaires ou non communautaires," sont remplacés par "... libellés en euros ou d'autres monnaies,";

n) à l'article 25.2, les mots "toute décision du Conseil" sont remplacés par "tout règlement du Conseil";

o) à l'article 28.1, les mots au début "..., qui devient opérationnel dès l'établissement de celle-ci," sont supprimés;

p) à l'article 29.1, l'alinéa introductif est remplacé par le texte suivant : "La clé de répartition pour la souscription au capital de la BCE, fixée pour la première fois en 1998 lors de la mise en place du SEBC, est déterminée en attribuant à chaque banque centrale nationale une pondération dans cette clé, qui est égale à la somme de : ..." ; le second alinéa est remplacé par le texte suivant : "Les pourcentages sont arrondis vers le bas ou vers le haut au multiple le plus proche de 0,0001 %.";

q) à l'article 32.2, les mots au début "Sous réserve de l'article 32.3," sont supprimés et à l'article 32.3, les mots ", après le début de la troisième phase," sont remplacés par ", après l'introduction de l'euro,";

r) à l'article 34.2, les quatre premiers alinéas sont supprimés;

s) à l'article 35.6, les mots "des traités et" sont insérés avant les mots "... des présents statuts";

t) l'article 37 est abrogé et les articles qui suivent sont renumérotés en conséquence;

u) l'article 41, renuméroté 40, est modifié comme suit :

i) au paragraphe 41.1, renuméroté 40.1, les mots "... peuvent être révisés par le Conseil, statuant soit à la majorité qualifiée sur recommandation ..." sont remplacés par "... peuvent être révisés par le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire soit sur recommandation ...", les mots "à l'unanimité" sont supprimés et la dernière phrase est supprimée;

ii) le nouveau paragraphe 40.2 suivant est inséré, et l'actuel paragraphe 41.2 est renuméroté 40.3 :

"40.2. L'article 10.2 peut être modifié par une décision du Conseil européen, statuant à l'unanimité, soit sur recommandation de la Banque centrale européenne et après consultation du Parlement européen et de la Commission, soit sur recommandation de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la Banque centrale européenne. Ces modifications n'entrent en vigueur qu'après leur approbation par les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.";

v) à l'article 42, renuméroté 41, le membre de phrase "..., et aussitôt après la décision quant à la date du début de la troisième phase, ..." est supprimé et les mots "statuant à la majorité qualifiée," sont supprimés;

w) aux articles 43.1, 43.2 et 43.3, renumérotés 42.1, 42.2 et 42.3, le renvoi à l'article 122 est remplacé par un renvoi à l'article 116bis; à l'article 43.3, renuméroté 42.3, le renvoi aux articles 34.2 et 50 est supprimé et à l'article 43.4, renuméroté 42.4, le renvoi à l'article 10.1 est remplacé par un renvoi à l'article 10.2;

x) à l'article 44, renuméroté 43, premier alinéa, les mots "les tâches de l'IME" sont remplacés par "les anciennes tâches de l'IME visées à l'article 118*bis*, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne" et les mots à la fin "pendant la troisième phase" sont remplacés par "après l'introduction de l'euro"; au second alinéa, le renvoi à l'article 122 est remplacé par un renvoi à l'article 117*bis*;

y) à l'article 47.3, renuméroté 46.3, les mots "... par rapport aux monnaies, ou à la monnaie unique, des Etats membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, ..." sont remplacés par "... par rapport à l'euro, ...";

z) les articles 50 et 51 sont abrogés et les articles qui suivent sont renumérotés en conséquence;

aa) à l'article 52, renuméroté 49, dans le titre de l'article, les mots "libellés en monnaies communautaires" sont remplacés par "libellés en monnaies des Etats membres" et, dans l'article, les mots "conformément à l'article 117*bis*, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne," sont insérés après les mots "Après la fixation irrévocable des taux de change ...".

ab) (ne concerne pas la version française).

STATUTS DE LA BEI

12) Le protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement est modifié comme suit :

a) dans tout le protocole, le renvoi à un article "du traité" est remplacé par un renvoi à un article "du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

b) dans le préambule, au dernier alinéa, les mots "à ce traité" sont remplacés par "au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

c) à l'article premier, le second alinéa est supprimé;

d) à l'article 3, la phrase introductive est remplacée par "Conformément à l'article 266 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les Etats membres sont les membres de la Banque." et la liste d'Etats est supprimée;

e) à l'article 4, paragraphe 1, le chiffre du capital de la Banque est remplacé par "164 808 169 000 EUR", les chiffres concernant les Etats membres suivants sont remplacés comme indiqué ci-après et le deuxième alinéa est supprimé :

Pologne	3 411 263 500	Bulgarie	290 917 500
République tchèque	1 258 785 500	Lituanie	249 617 500
Hongrie	1 190 868 500	Chypre	183 382 000
Roumanie	863 514 500	Lettonie	152 335 000
Slovaquie	428 490 500	Estonie	117 640 000
Slovénie	397 815 000	Malte	69 804 000

f) l'article 5 est modifié comme suit :

i) au paragraphe 2, la nouvelle phrase suivante est ajoutée à la fin : "Les versements en numéraire ont lieu exclusivement en euros.";

ii) au paragraphe 3, premier alinéa, les mots "... à l'égard de ses bailleurs de fonds." sont supprimés et au second alinéa, les mots "... , dans les monnaies dont la Banque a besoin pour faire face à ces obligations." sont supprimés;

g) les articles 6 et 7 sont abrogés et les articles qui suivent sont renumérotés en conséquence;

h) l'article 9, renuméroté 7, est modifié comme suit :

i) au paragraphe 2, les mots "... , notamment en ce qui concerne les objectifs dont il y aura lieu de s'inspirer au fur et à mesure que progresse la réalisation du marché commun" sont remplacés par "... conformément aux objectifs de l'Union";

ii) au paragraphe 3, le texte du point b) est remplacé par "b) aux fins de l'article 9, paragraphe 1, détermine les principes applicables aux opérations de financement dans le cadre de la mission de la Banque;" le texte du point d) est remplacé par "d) décide de l'octroi des financements pour des opérations d'investissement à réaliser en tout ou partie hors des territoires des Etats membres, conformément à l'article 16, paragraphe 1;" et au point g), le mot "autres" est inséré avant "pouvoirs" et les mots "... prévus par les articles 4, 7, 14, 17, 26 et 27" sont remplacés par "... conférés par les présents statuts";

i) l'article 10, renuméroté 8, est modifié comme suit :

i) la troisième phrase est supprimée;

ii) les deux nouveaux alinéas suivants sont insérés :

"La majorité qualifiée requiert la réunion de dix-huit voix et 68% du capital souscrit.

L'abstention de membres présents ou représentés ne fait pas obstacle à l'adoption des délibérations qui requièrent l'unanimité."

j) l'article 11, renuméroté 9, est modifié comme suit :

i) le paragraphe 1, premier alinéa, est remplacé par le texte suivant :

"1. Le conseil d'administration décide de l'octroi de financements, notamment sous forme de crédits et de garanties et de la conclusion d'emprunts, fixe les taux d'intérêt pour les prêts, ainsi que les commissions et autres charges. Il peut, sur la base d'une décision prise à la majorité qualifiée, déléguer certaines de ses attributions au comité de direction. Il détermine les conditions et modalités de cette délégation et il en supervise l'exécution.

Le conseil d'administration contrôle la saine administration de la Banque et assure la conformité de la gestion de la Banque avec les dispositions des traités et des statuts et les directives générales fixées par le conseil des gouverneurs."

ii) au paragraphe 2, le sixième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Le règlement intérieur établit les modalités de participation aux séances du conseil d'administration et les dispositions applicables aux membres suppléants ainsi qu'aux experts cooptés."

iii) au paragraphe 5, seconde phrase, les mots "à l'unanimité" sont supprimés;

k) l'article 13, renuméroté 11, est modifié comme suit :

i) au paragraphe 3, second alinéa, les mots "... l'octroi de crédits" sont remplacés par "... l'octroi de financements, notamment sous forme de crédits";

ii) au paragraphe 4, les mots "... sur les projets de prêts et de garanties et sur les projets d'emprunts" sont remplacés par "... sur les projets de conclusions d'emprunts et d'octroi de financements, notamment sous forme de crédits et de garanties";

iii) au paragraphe 7, première phrase, les mots "fonctionnaires et employés" sont remplacés par "membres du personnel". A la fin, la phrase suivante est ajoutée : "Le règlement intérieur détermine l'organe compétent pour adopter les dispositions applicables au personnel.";

l) l'article 14, renuméroté 12, est modifié comme suit :

i) au paragraphe 1, le mot "trois" est remplacé par "six" et les mots "... vérifie chaque année la régularité des opérations et des livres de la Banque" sont remplacés par "... vérifie que les activités de la Banque sont conformes aux meilleures pratiques bancaires et est responsable de la vérification des comptes de la Banque";

ii) le paragraphe 2 est remplacé par les trois nouveaux paragraphes suivants :

"2. Le comité visé au paragraphe 1 examine chaque année la régularité des opérations et des livres de la Banque. A cet effet, il vérifie que les opérations de la Banque ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prévues par les présents statuts et le règlement intérieur.

3. Le comité visé au paragraphe 1 confirme que les états financiers, ainsi que toute information financière contenue dans les comptes annuels établis par le conseil d'administration, donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque, à l'actif comme au passif, ainsi que des résultats de ses opérations et des flux de trésorerie pour l'exercice financier considéré.

4. Le règlement intérieur précise les qualifications que les membres du comité visé au paragraphe 1 doivent posséder et détermine les conditions et modalités de l'activité du comité."

m) à l'article 15, renuméroté 13, les mots "banque d'émission" sont remplacés par "banque centrale nationale";

n) l'article 18, renuméroté 16, est modifié comme suit :

i) au paragraphe 1, premier alinéa, les mots "... accorde des crédits," sont remplacés par "... accorde des financements, notamment sous forme de crédits et de garanties,"; les mots "projets d'investissement" sont remplacés par "investissements" et le mot "européens" est supprimé; au second alinéa, les mots "... , dérogation accordée à l'unanimité par le conseil des gouverneurs," sont remplacés par "... , décision à la majorité qualifiée du conseil des gouverneurs,"; les mots "crédits pour des projets d'investissement" sont remplacés par "financements pour des investissements" et le mot "européens" est supprimé;

ii) au paragraphe 3, les mots "le projet" sont remplacés par "l'investissement" et le membre de phrase suivant est ajouté à la fin : ", soit à la solidité financière du débiteur" et le nouveau second alinéa suivant est ajouté :

"En outre, dans le cadre des principes établis par le conseil des gouverneurs au sens de l'article 7, paragraphe 3, point b), et si la réalisation des opérations prévues à l'article 267 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne l'exige, le conseil d'administration arrête à la majorité qualifiée les conditions et modalités de tout financement présentant un profil de risque spécifique et considéré à ce titre comme une activité spéciale.";

iii) le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant :

"5. L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne doit pas excéder 250 % du montant du capital souscrit, des réserves, des provisions non affectées et de l'excédent du compte de profits et pertes. Le montant cumulé des postes en question est calculé déduction faite d'une somme égale au montant souscrit, qu'il soit ou non versé, au titre de toute participation prise par la Banque.

A aucun moment, le montant versé au titre des prises de participation de la Banque ne doit être supérieur au total de la partie libérée de son capital, de ses réserves, des provisions non affectées ainsi que de l'excédent du compte de profits et pertes.

A titre d'exception, les activités spéciales de la Banque, telles que décidées par le conseil des gouverneurs et le conseil d'administration conformément au paragraphe 3, font l'objet d'une dotation spécifique en réserves.

Le présent paragraphe s'applique également aux comptes consolidés de la Banque."

o) à l'article 19, renuméroté 17, paragraphe 1, les mots "... commissions de garantie" sont remplacés par "... commissions et autres charges" et les mots "et ses risques" sont insérés après "couvrir ses frais"; au paragraphe 2, les mots "du projet" sont remplacés par "de l'investissement".

p) l'article 20, renuméroté 18, est modifié comme suit :

i) dans la phrase introductive, les mots "de prêts et de garanties" sont remplacés par "de financement";

ii) au paragraphe 1, point a), les mots "de projets" et "le projet" sont remplacés, respectivement, par "d'investissements" et "l'investissement", les mots "... , dans le cas d'autres investissements" sont insérés après "... du secteur de la production, ou" et les mots à la fin ", dans le cas d'autres projets" sont remplacés par "et"; au point b), les mots "du projet" sont remplacés par "de l'investissement";

iii) au paragraphe 2, le nouveau second alinéa suivant est ajouté :

"Toutefois, dans le cadre des principes déterminés par le conseil des gouverneurs en vertu de l'article 7, paragraphe 3, point b), si la réalisation des opérations prévues à l'article 267 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne l'exige, le conseil d'administration arrête à la majorité qualifiée les conditions et les modalités d'une prise de participation au capital d'une entreprise commerciale, généralement en complément d'un prêt ou d'une garantie, pour autant que cela soit nécessaire pour le financement d'un investissement ou d'un programme.";

iv) au paragraphe 6, le mot "projet" et les mots "ce projet" sont remplacés, respectivement, par "investissement" et "cet investissement";

v) le nouveau paragraphe 7 suivant est ajouté :

"7. En complément de ses activités de crédit, la Banque peut assurer des services d'assistance technique, selon les conditions et modalités définies par le conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée, et dans le respect des présents statuts."

q) l'article 21, renuméroté 19, est modifié comme suit :

i) le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :

"1. La Banque peut être saisie directement d'une demande de financement par toute entreprise ou entité publique ou privée. Elle peut également être saisie soit par l'intermédiaire de la Commission, soit par l'intermédiaire de l'Etat membre sur le territoire duquel l'investissement sera réalisé.";

ii) au paragraphe 2, les mots "le projet" sont remplacés par "l'investissement";

iii) aux paragraphes 3 et 4, première phrase, les mots "demandes de prêt ou de garantie" sont remplacés par "opérations de financement";

iv) au paragraphe 4, dans la première phrase, le renvoi à l'article 20 est remplacé par un renvoi aux articles 18 et 20 renumérotés 16 et 18; dans la deuxième phrase, les mots "de l'octroi du prêt ou de la garantie" sont remplacés par "du financement" et les mots "le projet de contrat" sont remplacés par "la proposition correspondante"; dans la dernière phrase, les mots "prêt ou de la garantie" sont remplacés par "financement";

v) aux paragraphes 5, 6 et 7, les mots "prêt ou la garantie" sont remplacés par "financement";

vi) le nouveau paragraphe 8 suivant est ajouté :

"8. Lorsqu'une restructuration d'une opération de financement afférente à des investissements approuvés se justifie pour la protection des droits et intérêts de la Banque, le comité de direction prend sans délai les mesures d'urgence qu'il estime nécessaires, sous réserve d'en rendre compte sans délai au conseil d'administration."

r) à l'article 22, renuméroté 20, au paragraphe 1, le mot "internationaux" est supprimé et le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

"2. La Banque peut emprunter sur le marché des capitaux des Etats membres, dans le cadre des dispositions légales s'appliquant à ces marchés.

Les instances compétentes d'un Etat membre faisant l'objet d'une dérogation au sens de l'article 116bis, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ne peuvent s'y opposer que si des troubles graves dans le marché des capitaux de cet Etat sont à craindre."

s) à l'article 23, renuméroté 21, paragraphe 1, point b), les mots "... émis soit par elle-même, soit par ses emprunteurs" sont supprimés et au paragraphe 3, les mots "banque d'émission" sont remplacés par "banques centrales nationales";

t) à l'article 25, renuméroté 23, les mots "dont la monnaie n'est pas l'euro" sont insérés après les mots "Etats membres" au paragraphe 1, première phrase, et au paragraphe 2; au paragraphe 1, première phrase, les mots "dans la monnaie d'un autre Etat membre" sont supprimés, au paragraphe 3, les mots "en or ou en devises convertibles" sont supprimés et au paragraphe 4, le mot "projets" est remplacé par "investissements";

u) à l'article 26, renuméroté 24, les mots "ou ses prêts spéciaux" sont supprimés;

v) à l'article 27, renuméroté 25, paragraphe 2, la phrase suivante est ajoutée à la fin : "Il veille à la sauvegarde des droits des membres du personnel."

w) à l'article 29, renuméroté 27, premier alinéa, les mots "de l'Union européenne" sont ajoutés à la fin, ainsi que la phrase suivante : "La Banque peut, dans un contrat, prévoir une procédure d'arbitrage"; au deuxième alinéa, les mots "ou prévoir une procédure d'arbitrage" sont supprimés;

x) l'article 30, renuméroté 28, est remplacé par le texte suivant :

"Article 28

1. Le conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité, peut décider de créer des filiales ou d'autres entités, dotées de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

2. Le conseil des gouverneurs adopte les statuts des organismes visés au paragraphe 1 à l'unanimité. Les statuts en définissent notamment les objectifs, la structure, le capital, les membres, le lieu du siège, les ressources financières, les instruments d'intervention, les règles de contrôle ainsi que leur relation avec les organes de la Banque.

3. La Banque a compétence pour participer à la gestion de ces organismes et contribuer à leur capital souscrit à concurrence du montant fixé par le conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité.

4. Le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne s'applique aux organismes visés au paragraphe 1, dans la mesure où ils relèvent du droit de l'Union, aux membres de leurs organes dans l'exercice de leurs fonctions et à leur personnel, en des termes et dans des conditions identiques à ceux applicables à la Banque.

Les dividendes, plus-values ou autres formes de revenus provenant de tels organismes auxquels ont droit les membres autres que l'Union européenne et la Banque demeurent, toutefois, soumis aux dispositions fiscales de la législation applicable.

5. La Cour de justice de l'Union européenne a compétence, dans les limites fixées ci-après, pour connaître des litiges concernant des mesures adoptées par les organes d'un organisme soumis au droit de l'Union. Les recours contre de telles mesures peuvent être formés par tout membre d'un tel organisme, en cette qualité, ou par les Etats membres dans les conditions prévues à l'article 230 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

6. Le conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité, peut décider l'admission du personnel des organismes soumis au droit de l'Union à des régimes communs avec la Banque, dans le respect des procédures internes respectives."

PROTOCOLE SUR LA FIXATION DES SIEGES

13) Le protocole sur la fixation des sièges des institutions et de certains organismes et services des Communautés européennes, ainsi que d'Europol est modifié comme suit :

a) dans le titre du protocole et son préambule, le mot "organes" est inséré avant "organismes"; dans le titre du protocole les mots "ainsi que d'Europol" sont supprimés;

b) dans le préambule, dans le premier visa, la référence au traité instituant la Communauté européenne est remplacée par une référence au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et la référence à l'article 77 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier est supprimée; le second visa est supprimé;

c) au point d), la référence au Tribunal de première instance est supprimée et le verbe est adapté en conséquence;

d) au point i), la référence à l'Institut monétaire européen est supprimée, et le verbe est adapté en conséquence;

PROTOCOLE SUR LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DE L'UNION

14) Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes est modifié comme suit :

a) dans le préambule, premier considérant, le renvoi à l'article 28 du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes est remplacé par un renvoi à l'article 291 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et à l'article 191 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, abrégé CEEA et les mots "ces Communautés et la Banque européenne d'investissement" sont remplacés par "l'Union européenne et la CEEA";

b) l'article 5 est abrogé et les articles qui suivent sont renumérotés en conséquence;

c) à l'article 7, renuméroté 6, le paragraphe 2 est supprimé et le paragraphe 1 devient sans numéro.

d) à l'article 13, renuméroté 12, le membre de phrase au début "Dans les conditions et suivant la procédure fixée par le Conseil statuant sur proposition de la Commission, ..." est remplacé par "Dans les conditions et suivant la procédure fixée par le Parlement européen et le Conseil statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation des institutions concernées,";

e) à l'article 15, renuméroté 14, le membre de phrase au début "Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, fixe ..." est remplacé par "Le Parlement européen et Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation des institutions concernées, fixent ...";

f) à l'article 16, renuméroté 15, le membre de phrase au début "Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission ..." est remplacé par "Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire ...";

g) à l'article 21, renuméroté 20, après "aux avocats généraux," les mots "au greffier" sont remplacés par les mots "aux greffiers" et les mots "... , ainsi qu'aux membres et au greffier du Tribunal de première instance, ..." sont supprimés;

h) à l'article 23, renuméroté 22, le dernier alinéa est supprimé;

i) la formule finale " EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent protocole", la date et la liste des signataires sont supprimées.

PROTOCOLE SUR LES CRITERES DE CONVERGENCE

15) Le protocole sur les critères de convergence visés à l'article 121 du traité instituant la Communauté européenne est modifié comme suit :

a) dans le titre du protocole, les mots "visés à l'article 121 du traité instituant la Communauté européenne" sont supprimés;

b) au premier considérant, les mots "... les décisions qu'elle prendra lors du passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire visée à l'article 121, paragraphe 1, ..." sont remplacés par "... les décisions de mettre fin aux dérogations visées à l'article 117bis, ..." , et les mots "instituant la Communauté européenne" sont remplacés par "sur le fonctionnement de l'Union européenne";

c) à l'article 3, seconde phrase, les mots "... par rapport à la monnaie d'un autre Etat membre pendant la même période." sont remplacés par "... par rapport à l'euro pendant la même période.";

d) à l'article 6, les mots "de l'IME ou de la BCE selon le cas" sont remplacés par "de la BCE";

e) (ne concerne pas la version française).

PROTOCOLE SUR CERTAINES DISPOSITIONS RELATIVES AU ROYAUME-UNI

16) Le protocole sur certaines dispositions relatives au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est modifié comme suit :

a) dans tout le protocole, les mots "... de passer à la troisième phase" ou "... de passer à la troisième phase de l'Union économique et monétaire ..." sont remplacés par "... d'adopter l'euro ..."; les mots "... passe à la troisième phase ..." sont remplacés par "... adopte l'euro ..."; les mots "... pendant la troisième phase ..." sont remplacés par "... après l'introduction de l'euro ...";

b) dans le préambule, le nouveau deuxième considérant suivant est inséré :

"VU que, le 16 octobre 1996 et le 30 octobre 1997, le gouvernement du Royaume-Uni a notifié au Conseil son intention de ne pas vouloir participer à la troisième phase de l'union économique et monétaire";

c) au paragraphe 1, les premier et troisième alinéas sont supprimés;

d) le texte du paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

"2. Les paragraphes 3 à 8 et 10 sont applicables au Royaume-Uni compte tenu de la notification faite au Conseil par son gouvernement le 16 octobre 1996 et le 30 octobre 1997.";

e) le paragraphe 3 est supprimé et les paragraphes qui suivent sont renumérotés en conséquence;

f) le paragraphe 5, renuméroté 4, est modifié comme suit :

i) à la première phrase, l'énumération d'articles est remplacée par "L'article 245bis, paragraphe 2, à l'exception de sa première et de sa dernière phrase, l'article 245bis, paragraphe 5, l'article 97ter, deuxième alinéa, l'article 104, paragraphes 1, 9 et 11, l'article 105, paragraphes 1 à 5, l'article 106, les articles 108, 109, 110 et 111bis, l'article 115 C, l'article 117bis, paragraphe 3, les articles 188 O et 245ter du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ...";

ii) la nouvelle deuxième phrase suivante est insérée : "De même, l'article 99, paragraphe 2, de ce traité ne s'applique pas à lui pour ce qui concerne l'adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro de manière générale.";

g) au paragraphe 6, renuméroté 5, le nouveau premier alinéa suivant est inséré : "Le Royaume-Uni s'efforce d'éviter un déficit public excessif." et au début de l'alinéa qui suit, les mots "L'article 116, paragraphe 4, et" sont supprimés;

h) le premier alinéa du paragraphe 7, renuméroté 6, est remplacé par le texte suivant : "6. Les droits de vote du Royaume-Uni sont suspendus pour les actes du Conseil visés aux articles énumérés au paragraphe 4 et dans les cas visés à l'article 116bis, paragraphe 4, premier alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. A cet effet, l'article 116bis, paragraphe 4, deuxième alinéa, dudit traité s'applique." Au second alinéa, les mots "et à l'article 123, paragraphe 1," sont supprimés;

i) au paragraphe 9, renuméroté 8, point a), les mots "passer à cette phase" sont remplacés par "adopter l'euro";

j) au paragraphe 10, renuméroté 9, le texte de l'alinéa introductif est remplacé par le texte suivant : "Le Royaume-Uni peut notifier à tout moment son intention d'adopter l'euro. Dans ce cas : ...". Au point a), le renvoi à l'article 122, paragraphe 2, est remplacé par un renvoi à l'article 117bis, paragraphes 1 et 2;

k) au paragraphe 11, renuméroté 10, les mots "et à l'article 116, paragraphe 3," sont supprimés et les mots à la fin "... ne passe pas à la troisième phase." sont remplacés par "... n'adopte pas l'euro.".

PROTOCOLE SUR CERTAINES DISPOSITIONS RELATIVES AU DANEMARK

17) Le protocole sur certaines dispositions relatives au Danemark est modifié comme suit :

a) dans le préambule, le premier considérant est supprimé, au deuxième considérant, devenu premier considérant, les mots "... ce pays ne s'engage dans la troisième phase de l'Union économique et monétaire," sont remplacés par "... cet Etat ne renonce à sa dérogation," et le deuxième nouveau considérant suivant est inséré : "VU que, le 3 novembre 1993, le gouvernement danois a notifié au Conseil son intention de ne pas vouloir participer à la troisième phase de l'union économique et monétaire";

b) les points 1 et 3 sont supprimés et les autres points sont renumérotés en conséquence;

c) au point 2, renuméroté 1, la première phrase est remplacée par "Le Danemark bénéficie d'une dérogation, compte tenu de la notification faite au Conseil par le gouvernement danois le 3 novembre 1993.";

d) au point 4, renuméroté 2, le renvoi à l'article 122, paragraphe 2, est remplacé par un renvoi à l'article 117bis du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

PROTOCOLE SCHENGEN

18) Le protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne est modifié comme suit :

a) dans le titre du protocole, les mots "intégrant l'acquis de Schengen dans ..." sont remplacés par "sur l'acquis de Schengen intégré dans ...";

b) le préambule est modifié comme suit :

i) au premier considérant, le dernier membre de phrase "... , visent à renforcer l'intégration européenne et, en particulier, à permettre à l'Union européenne de devenir plus rapidement un espace de liberté, de sécurité et de justice;" est remplacé par "... , ont été intégrés dans le cadre de l'Union européenne par le traité d'Amsterdam du 2 octobre 1997;";

ii) le deuxième considérant est remplacé par le texte suivant :

"SOUHAITANT préserver l'acquis de Schengen, tel que développé depuis l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, et développer cet acquis pour contribuer à la réalisation de l'objectif visant à offrir aux citoyens de l'Union un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures;";

iii) le troisième considérant est supprimé;

iv) au cinquième considérant, devenu quatrième, les mots "... ne sont pas parties aux accords précités, qu'ils n'ont pas signés ..." sont remplacés par "... ne participent pas à toutes les dispositions de l'acquis de Schengen ..." et, à la fin, les mots "... de les accepter en tout ou en partie;" sont remplacés par "... d'accepter d'autres dispositions de cet acquis en tout ou en partie;";

v) au sixième considérant, devenu cinquième, les mots, à la fin, "... et qu'il convient de ne recourir à ces dispositions qu'en dernier ressort" sont supprimés;

vi) au septième considérant devenu sixième, les mots, à la fin, "... ces deux Etats ayant confirmé leur intention de souscrire aux dispositions susmentionnées, sur la base de l'accord signé à Luxembourg le 19 décembre 1996" sont remplacés par "... ces deux Etats, ainsi que les Etats nordiques membres de l'Union européenne, étant liés par les dispositions de l'Union nordique de passeports;";

c) à l'article 1, la première phrase est remplacée par le texte suivant :

"Le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovaquie, la République de Finlande et le Royaume de Suède sont autorisés à instaurer entre eux une coopération renforcée dans des domaines relevant des dispositions définies par le Conseil, qui constituent l'acquis de Schengen."

d) l'article 2 est remplacé par le texte suivant :

"Article 2

L'acquis de Schengen s'applique aux Etats membres visés à l'article 1^{er}, sans préjudice de l'article 3 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 et de l'article 4 de l'acte d'adhésion du 25 avril 2005. Le Conseil se substitue au comité exécutif institué par les accords de Schengen.";

e) l'article 3 est remplacé par le texte suivant :

"Article 3

La participation du Danemark à l'adoption des mesures constituant un développement de l'acquis de Schengen, ainsi que la mise en œuvre et l'application de ces mesures au Danemark, sont régies par les dispositions pertinentes du protocole sur la position du Danemark.";

f) à l'article 4, premier alinéa, les mots "... , qui n'ont pas souscrit à l'acquis de Schengen," sont supprimés;

g) l'article 5 est remplacé par le texte suivant :

"Article 5

"1. Les propositions et initiatives fondées sur l'acquis de Schengen sont soumises aux dispositions pertinentes des traités.

Dans ce cadre, si l'Irlande ou le Royaume-Uni n'a pas, dans un délai raisonnable, notifié par écrit au Conseil que l'un ou l'autre souhaite participer, l'autorisation visée à l'article 280 D du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est réputée avoir été accordée aux Etats membres visés à l'article 1^{er} ainsi qu'à l'Irlande ou au Royaume-Uni si l'un ou l'autre souhaite participer aux domaines de coopération en question.

2. Si l'Irlande ou le Royaume-Uni est réputé, en vertu d'une décision au titre de l'article 4, avoir procédé à une notification, l'un ou l'autre peut cependant notifier par écrit au Conseil, dans un délai de trois mois, qu'il ne souhaite pas participer à une telle proposition ou initiative. Dans ce cas, l'Irlande ou le Royaume-Uni ne participe pas à l'adoption de ladite proposition ou initiative. A compter de cette dernière notification, la procédure d'adoption de la mesure fondée sur l'acquis de Schengen est suspendue jusqu'à la fin de la procédure prévue aux paragraphes 3 ou 4 ou jusqu'à ce que cette notification soit retirée à tout moment pendant cette procédure.

3. Pour l'Etat membre ayant procédé à la notification visée au paragraphe 2, toute décision prise par le Conseil conformément à l'article 4 cesse de s'appliquer, à compter de la date d'entrée en vigueur de la mesure proposée, dans la mesure jugée nécessaire par le Conseil et dans les conditions qui seront fixées dans une décision du Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission. Cette décision est prise conformément aux critères suivants : le Conseil cherche à conserver la plus grande participation possible de l'Etat membre concerné sans que cela porte gravement atteinte au fonctionnement pratique des différentes composantes de l'acquis de Schengen et en respectant leur cohérence. La Commission présente sa proposition le plus tôt possible après la notification visée au paragraphe 2. Le Conseil, si nécessaire après la convocation de deux sessions successives, statue dans un délai de quatre mois à compter de la proposition de la Commission.

4. Si, à l'issue de la période de quatre mois, le Conseil n'a pas adopté de décision, un Etat membre peut, sans attendre, demander que le Conseil européen soit saisi de la question. Dans ce cas, lors de sa réunion suivante, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, prend une décision conformément aux critères visés au paragraphe 3.

5. Si, à l'issue de la procédure prévue aux paragraphes 3 ou 4, le Conseil ou, le cas échéant, le Conseil européen n'a pas adopté de décision, il est mis fin à la suspension de la procédure d'adoption de la mesure fondée sur l'acquis de Schengen. Si, par la suite, ladite mesure est adoptée, toute décision prise par le Conseil conformément à l'article 4 cesse de s'appliquer, à compter de la date d'entrée en vigueur de ladite mesure, à l'Etat membre concerné dans la mesure et dans les conditions fixées par la Commission, à moins que, avant l'adoption de la mesure, ledit Etat membre n'ait retiré sa notification visée au paragraphe 2. La Commission statue au plus tard à la date d'adoption de la mesure. Lorsqu'elle adopte sa décision, la Commission respecte les critères visés au paragraphe 3."

h) à l'article 6, premier alinéa, première phrase, à la fin, les mots "sur la base de l'accord signé à Luxembourg le 19 décembre 1996" sont supprimés;

i) l'article 7 est abrogé et l'article 8 est renuméroté "7".

j) l'annexe est abrogée.

PROTOCOLE SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 22bis AU ROYAUME-UNI ET A L'IRLANDE

19) Le protocole sur l'application de certains aspects de l'article 14 du traité instituant la Communauté européenne au Royaume-Uni et à l'Irlande est modifié comme suit :

a) dans le titre du protocole, le renvoi au traité instituant la Communauté européenne est remplacé par un renvoi au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

b) à l'article 1, premier alinéa, point a), les mots "d'Etats parties contractantes à l'accord sur l'Espace économique européen" sont remplacés par "d'Etats membres";

c) à l'article 1, premier et second alinéas, à l'article 2 et à l'article 3, second alinéa, le renvoi à l'article 14 est remplacé par un renvoi aux articles 22bis et 62 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

PROTOCOLE SUR LA POSITION DU ROYAUME-UNI ET DE L'IRLANDE A L'EGARD DE L'ESPACE DE LIBERTE, DE SECURITE ET DE JUSTICE

20) Le protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande est modifié comme suit :

a) dans le titre du protocole, les mots "à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice" sont ajoutés à la fin;

b) dans le deuxième considérant du préambule, le renvoi au traité instituant la Communauté européenne est remplacé par un renvoi au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

c) à l'article 1, première phrase, les mots "... relevant du titre IV du traité instituant la Communauté européenne" sont remplacés par "... relevant de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;" la deuxième phrase est supprimée et l'alinéa suivant est ajouté :

"Aux fins du présent article, la majorité qualifiée se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.";

d) à l'article 2, première phrase, les mots "... dispositions du titre IV du traité instituant la Communauté européenne" sont remplacés par "... dispositions de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne "; à la troisième phrase, les mots "... l'acquis communautaire et" sont remplacés par "ni l'acquis communautaire, ni celui de l'Union et";

e) l'article 3, paragraphe 1, est modifié comme suit :

i) au premier alinéa, première phrase, les mots "... en application du titre IV du traité instituant la Communauté européenne " sont remplacés par "... en application de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne " et la seconde phrase est supprimée;

ii) les nouveaux alinéas suivants sont ajoutés après le deuxième alinéa :

"Les mesures adoptées en application de l'article 61 C du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne fixent les conditions de participation du Royaume-Uni et de l'Irlande aux évaluations concernant les domaines couverts par la troisième partie, titre IV, dudit traité.

Aux fins du présent article, la majorité qualifiée se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.";

f) aux articles 4, 5 et 6, les mots "... du titre IV du traité instituant la Communauté européenne" sont remplacés par "... de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

g) à l'article 4, seconde phrase, le renvoi à l'article 11, paragraphe 3, est remplacé par un renvoi à l'article 280 F, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

h) le nouvel article 4bis suivant est inséré :

"Article 4bis

1. Les dispositions du présent protocole s'appliquent, en ce qui concerne le Royaume-Uni et l'Irlande, également aux mesures proposées ou adoptées en vertu du titre IV de la troisième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui modifient une mesure existante contraignante à leur égard.

2. Cependant, dans les cas où le Conseil, statuant sur proposition de la Commission, décide que la non-participation du Royaume-Uni ou de l'Irlande à la version modifiée d'une mesure existante rend l'application de cette mesure impraticable pour d'autres Etats membres ou l'Union, il peut les engager à procéder à une notification conformément à l'article 3 ou 4. Aux fins de l'article 3, une nouvelle période de deux mois commence à courir à compter de la date où le Conseil a pris une telle décision.

Si, à l'expiration du délai de deux mois à compter de la décision du Conseil, le Royaume-Uni ou l'Irlande n'ont pas procédé à une notification conformément à l'article 3 ou 4, la mesure existante ne les lie plus et n'est plus applicable à leur égard, à moins que l'Etat membre concerné n'ait procédé à une notification conformément à l'article 4 avant l'entrée en vigueur de la mesure portant modification. Ceci prend effet à compter de la date d'entrée en vigueur de la mesure portant modification ou, si elle lui est ultérieure, de la date d'expiration du délai de deux mois.

Aux fins du présent paragraphe, le Conseil, après avoir procédé à une discussion approfondie sur la question, statue à une majorité qualifiée de ses membres représentant les Etats membres participant ou ayant participé à l'adoption de la mesure portant modification. Une majorité qualifiée du Conseil se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

3. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut aussi décider que le Royaume-Uni ou l'Irlande supporte, le cas échéant, les conséquences financières directes découlant nécessairement et inévitablement de la cessation de sa participation à la mesure existante.

4. Le présent article est sans préjudice de l'article 4.”;

i) à l'article 5, le membre de phrase suivant est inséré à la fin : "... , à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres et après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement.”;

j) à l'article 6, les mots "... dispositions pertinentes de ce traité, y compris l'article 68, s'appliquent ..." sont remplacés par "... dispositions pertinentes des traités s'appliquent ...”;

k) le nouvel article 6*bis* suivant est inséré :

"Article 6*bis*

Le Royaume-Uni ou l'Irlande ne sera pas lié par des règles fixées sur la base de l'article 16 B du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui concernent le traitement des données à caractère personnel par les Etats membres dans l'exercice d'activités qui relèvent du champ d'application des chapitres 4 ou 5 du titre IV de la troisième partie dudit traité, lorsque le Royaume-Uni ou l'Irlande n'est pas lié par des règles de l'Union qui régissent des formes de coopération judiciaire en matière pénale ou de coopération policière dans le cadre desquelles les dispositions fixées sur la base de l'article 16 B doivent être respectées.”

l) à l'article 7, les mots "Les articles 3 et 4" sont remplacés par "Les articles 3, 4 et 4*bis*" et les mots "... protocole intégrant l'acquis de Schengen dans ..." sont remplacés par "... protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans ...”;

m) à l'article 8, les mots "président du" sont supprimés;

n) le nouvel article 9 suivant est ajouté :

"Article 9

En ce qui concerne l'Irlande, le présent protocole ne s'applique pas à l'article 61 H du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.”.

PROTOCOLE SUR LA POSITION DU DANEMARK

21) Le protocole sur la position du Danemark est modifié comme suit :

a) le préambule est modifié comme suit :

i) les trois nouveaux considérants suivants sont insérés après le deuxième considérant :

"CONSCIENTES du fait que le maintien dans le cadre des traités d'un régime juridique datant de la décision d'Edimbourg restreindra considérablement la participation du Danemark dans d'importants domaines de coopération de l'Union et qu'il serait dans l'intérêt de l'Union d'assurer l'intégrité de l'acquis dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice;

SOUHAITANT dès lors établir un cadre juridique qui offrira au Danemark la possibilité de participer à l'adoption de mesures proposées sur la base de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et saluant l'intention du Danemark de se prévaloir de cette possibilité lorsque cela sera possible conformément à ses exigences constitutionnelles;

PRENANT NOTE de ce que le Danemark ne s'opposera pas à ce que les autres Etats membres poursuivent le développement de leur coopération en ce qui concerne des mesures par lesquelles il n'est pas lié,”;

ii) à l'avant dernier considérant, les mots "... protocole intégrant l'acquis de Schengen dans ..." sont remplacés par "... protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans ...”;

b) à l'article 1, premier alinéa, première phrase, les mots "... du titre IV du traité instituant la Communauté européenne" sont remplacés par "... de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne”;

c) à l'article 1, la deuxième phrase du premier alinéa est supprimée et le nouvel alinéa suivant est ajouté :

"Aux fins du présent article, la majorité qualifiée se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.”;

d) l'article 2 est remplacé par le texte suivant :

"Article 2

Aucune des dispositions de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, aucune mesure adoptée en application dudit titre, aucune disposition d'un accord international conclu par l'Union en application dudit titre et aucune décision de la Cour de justice de l'Union européenne interprétant ces dispositions ou mesures ou toute mesure modifiée ou modifiable en application dudit titre, ne lie le Danemark ou n'est applicable à son égard; ces dispositions, mesures ou décisions ne portent en rien atteinte aux compétences, aux droits et aux obligations du Danemark; ces dispositions, mesures ou décisions ne modifient en rien l'acquis communautaire ni celui de l'Union et ne font pas partie du droit de l'Union, tels qu'ils s'appliquent au Danemark. En particulier, les actes de l'Union dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale qui ont été adoptés avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne qui sont modifiés continuent de lier le Danemark et d'être applicables à son égard inchangés.”;

e) le nouvel article 2*bis* suivant est inséré :

"Article 2*bis*

L'article 2 du présent protocole est également d'application à l'égard de celles des règles fixées sur la base de l'article 16 B du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui concernent le traitement des données à caractère personnel par les Etats membres dans l'exercice d'activités qui relèvent du champ d'application des chapitres 4 ou 5 du titre IV de la troisième partie dudit traité.”;

f) l'article 4 devient l'article 6;

g) l'article 5, renuméroté 4, est modifié comme suit :

i) dans tout l'article, le mot "décision" est remplacé par "mesure”;

ii) au paragraphe 1, les mots "... en application des dispositions du titre IV du traité instituant la Communauté européenne" sont remplacés par "... et relevant de la présente partie" et les mots "... Etats membres visés à l'article 1^{er} du protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne ainsi que l'Irlande ou le Royaume-Uni si ces Etats membres participent aux domaines de coopération en question." sont remplacés par "... Etats membres liés par cette mesure.”;

iii) au paragraphe 2, les mots "... les Etats membres visés à l'article 1^{er} du protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne examineront ..." sont remplacés par "... les Etats membres liés par cette mesure et le Danemark examineront ...";

h) l'article 6, renuméroté 5, est modifié comme suit :

i) à la première phrase, les mots "... de l'article 13, paragraphe 1, et de l'article 17 du traité sur l'Union européenne" sont remplacés par "... de l'article 13, paragraphe 1, de l'article 28 A et des articles 28 B à 28 E du traité sur l'Union européenne" et le dernier membre de phrase "... , mais il ne fera pas obstacle au développement d'une coopération plus étroite entre les Etats membres dans ce domaine" est supprimé;

ii) la nouvelle troisième phrase suivante est insérée : "Le Danemark ne s'opposera pas à ce que les autres Etats membres poursuivent le développement de leur coopération dans ce domaine.";

iii) à la nouvelle quatrième phrase, le nouveau dernier membre de phrase suivant est ajouté à la fin : "... , ni de mettre des capacités militaires à la disposition de l'Union.";

iv) les deux nouveaux alinéas suivants sont ajoutés :

"L'unanimité des membres du Conseil, à l'exception du représentant du gouvernement danois, est requise pour les actes que le Conseil est appelé à adopter à l'unanimité.

Aux fins du présent article, la majorité qualifiée se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.";

i) après l'intitulé "PARTIE III" un article 6 est inséré, avec le libellé de l'article 4;

j) un intitulé "PARTIE IV" est inséré avant l'article 7;

k) le nouvel article 8 suivant est inséré :

"Article 8

1. Le Danemark peut à tout moment, et sans préjudice de l'article 7, conformément à ses exigences constitutionnelles, notifier aux autres Etats membres que, avec effet au premier jour du mois suivant la notification, la partie I est constituée des dispositions figurant à l'annexe. Dans ce cas, les articles 5 à 8 sont renumérotés en conséquence.

2. Six mois après la date à laquelle la notification visée au paragraphe 1 prend effet, tout l'acquis de Schengen ainsi que les mesures adoptées pour développer cet acquis qui, jusqu'alors, liaient le Danemark au titre d'obligations de droit international, lient ce dernier au titre du droit de l'Union."

l) la nouvelle annexe suivante est ajoutée au protocole :

"ANNEXE

Article premier

Sous réserve de l'article 3, le Danemark ne participe pas à l'adoption par le Conseil des mesures proposées en application de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. L'unanimité des membres du Conseil, à l'exception du représentant du gouvernement danois, est requise pour les actes que le Conseil est appelé à adopter à l'unanimité.

Aux fins du présent article, la majorité qualifiée se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Article 2

En vertu de l'article 1^{er} et sous réserve des articles 3, 4 et 8, aucune des dispositions de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, aucune mesure adoptée en application dudit titre, aucune disposition d'un accord international conclu par l'Union en application dudit titre et aucune décision de la Cour de justice de l'Union européenne interprétant ces dispositions ou mesures, ne lie le Danemark ou n'est applicable à son égard. Ces dispositions, mesures ou décisions ne portent en rien atteinte aux compétences, aux droits et aux obligations du Danemark. Ces dispositions, mesures ou décisions ne modifient en rien l'acquis communautaire ni celui de l'Union et ne font pas partie du droit de l'Union, tels qu'ils s'appliquent au Danemark.

Article 3

1. Le Danemark peut notifier par écrit au président du Conseil, dans un délai de trois mois à compter de la présentation au Conseil d'une proposition ou d'une initiative en application de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, son souhait de participer à l'adoption et à l'application de la mesure proposée, à la suite de quoi le Danemark est habilité à le faire.

2. Si, après un délai raisonnable, une mesure visée au paragraphe 1 ne peut pas être adoptée avec la participation du Danemark, le Conseil peut adopter la mesure visée au paragraphe 1, conformément à l'article 1^{er}, sans la participation du Danemark. Dans ce cas, l'article 2 s'applique.

Article 4

Après l'adoption d'une mesure en application de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Danemark peut notifier à tout moment au Conseil et à la Commission son intention d'accepter ladite mesure. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 280 F, paragraphe 1, dudit traité s'applique mutatis mutandis.

Article 5

1. Les dispositions du présent protocole s'appliquent, en ce qui concerne le Danemark, également aux mesures proposées ou adoptées en vertu du titre IV de la troisième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui modifient une mesure existante contraignante à son égard.

2. Cependant, dans les cas où le Conseil, statuant sur proposition de la Commission, décide que la non-participation du Danemark à la version modifiée d'une mesure existante rend l'application de cette mesure impraticable pour d'autres Etats membres ou l'Union, il peut l'engager à procéder à une notification conformément à l'article 3 ou 4. Aux fins de l'article 3, une nouvelle période de deux mois commence à courir à compter de la date où le Conseil a pris une telle décision.

Si, à l'expiration du délai de deux mois à compter de la décision du Conseil, le Danemark n'a pas procédé à une notification conformément à l'article 3 ou 4, la mesure existante ne le lie plus et n'est plus applicable à son égard, à moins que l'Etat membre concerné n'ait procédé à une notification conformément à l'article 4 avant l'entrée en vigueur de la mesure portant modification. Ceci prend effet à compter de la date d'entrée en vigueur de la mesure portant modification ou, si elle lui est ultérieure, de la date d'expiration du délai de deux mois.

Aux fins du présent paragraphe, le Conseil, après avoir procédé à une discussion approfondie sur la question, statue à une majorité qualifiée de ses membres représentant les Etats membres participant ou ayant participé à l'adoption de la mesure portant modification. Une majorité qualifiée du Conseil se définit conformément à l'article 205, paragraphe 3, point a), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

3. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut aussi décider que le Danemark supporte, le cas échéant, les conséquences financières directes découlant nécessairement et inévitablement de la cessation de sa participation à la mesure existante.

4. Le présent article est sans préjudice de l'article 4.

Article 6

1. La notification prévue à l'article 4 est présentée au plus tard six mois après l'adoption définitive d'une mesure qui développe l'acquis de Schengen.

Si le Danemark ne présente pas de notification conformément à l'article 3 ou 4 à l'égard d'une mesure développant l'acquis de Schengen, les Etats membres liés par celle-ci et le Danemark examineront les dispositions appropriées à prendre.

2. Une notification faite en application de l'article 3 à l'égard d'une mesure développant l'acquis de Schengen est irrévocablement réputée constituer une notification faite en application de l'article 3 à l'égard de toute autre proposition ou initiative visant à développer cette mesure, dans la mesure où cette proposition ou initiative développe l'acquis de Schengen.

Article 7

Le Danemark ne sera pas lié par des règles fixées sur la base de l'article 16 B du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui concernent le traitement des données à caractère personnel par les Etats membres dans l'exercice d'activités qui relèvent du champ d'application des chapitres 4 ou 5 du titre IV de la troisième partie dudit traité, lorsque le Danemark n'est pas lié par des règles de l'Union qui régissent des formes de coopération judiciaire en matière pénale ou de coopération policière dans le cadre desquelles les dispositions fixées sur la base de l'article 16 B doivent être respectées.

Article 8

Lorsque, dans les cas visés dans la présente partie, le Danemark est lié par une mesure adoptée par le Conseil en application de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les dispositions pertinentes des traités s'appliquent au Danemark en ce qui concerne la mesure en question.

Article 9

Lorsque le Danemark n'est pas lié par une mesure adoptée en application de la troisième partie, titre IV, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, il ne supporte pas les conséquences financières de cette mesure autres que les coûts administratifs qu'elle occasionne pour les institutions, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres, après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement."

PROTOCOLE SUR LE DROIT D'ASILE POUR LES RESSORTISSANTS DE L'UNION

22) Le protocole sur le droit d'asile pour les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne est modifié comme suit :

a) le préambule est modifié comme suit :

i) le premier considérant est remplacé par le texte suivant :

"Considérant que, conformément à l'article 6, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne, l'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux,";

ii) le nouveau deuxième considérant suivant est inséré :

"CONSIDERANT que, conformément à l'article 6, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne, les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux,";

iii) au deuxième considérant devenu troisième considérant, le renvoi à l'article 6, paragraphe 2, est remplacé par un renvoi à l'article 6, paragraphes 1 et 3;

iv) au troisième considérant devenu quatrième considérant, le renvoi à l'article 6, paragraphe 1, est remplacé par un renvoi à l'article 1*bis*;

v) aux troisième et quatrième, devenus quatrième et cinquième considérants, le mot "principes" est remplacé par "valeurs", la phrase étant grammaticalement adaptée en conséquence; au quatrième considérant devenu cinquième considérant, le renvoi à l'article 309 du traité instituant la Communauté européenne est remplacé par un renvoi à l'article 7 du traité sur l'Union européenne;

vi) au cinquième considérant, devenu sixième considérant, le renvoi au traité instituant la Communauté européenne est remplacé par un renvoi au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

vii) le septième, devenu huitième considérant est supprimé;

b) l'article unique est modifié comme suit :

i) au point b), après les mots "... le Conseil" sont insérés les mots ", ou le cas échéant le Conseil européen," et les mots "... à l'égard de l'Etat membre dont le demandeur est ressortissant," sont ajoutés à la fin;

ii) le texte du point c) est remplacé par le texte suivant :

"c) si le Conseil a adopté une décision conformément à l'article 7, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne à l'égard de l'Etat membre dont le demandeur est le ressortissant ou si le Conseil européen a adopté une décision conformément à l'article 7, paragraphe 2, dudit traité à l'égard de l'Etat membre dont le demandeur est le ressortissant,".

PROTOCOLE SUR LA COHESION ECONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

23) Le protocole sur la cohésion économique et sociale est modifié comme suit :

a) dans tout le protocole, les mots "cohésion économique et sociale" sont remplacés par "cohésion économique, sociale et territoriale";

b) le préambule est modifié comme suit :

i) les premier, deuxième, cinquième, sixième et quatorzième considérants sont supprimés

ii) le nouveau premier considérant suivant est inséré :

"RAPPELANT que l'article 2 du traité sur l'Union européenne mentionne, entre autres objectifs, la promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale et de la solidarité entre les Etats membres, et que ladite cohésion figure parmi les domaines de compétence partagée de l'Union énumérés à l'article 2 C, paragraphe 2, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,";

iii) le quatrième, devenu troisième considérant, est remplacé par le texte suivant :

"RAPPELANT que les dispositions de l'article 161 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne prévoient la création d'un Fonds de cohésion,";

iv) au onzième, devenu huitième considérant, les mots à la fin "... et soulignent qu'il importe de faire figurer la cohésion économique et sociale aux articles 2 et 3 du traité" sont supprimés;

v) au quinzième, devenu onzième considérant nouveau les mots "... , qui doit être créé avant le 31 décembre 1993, ..." sont supprimés;

vi) au dernier considérant, le renvoi au traité instituant la Communauté européenne est remplacé par un renvoi au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

AUTRES PROTOCOLES

24) Dans le protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs, dans le préambule, premier considérant, le renvoi au traité instituant la Communauté européenne est remplacé par un renvoi au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

25) Dans le protocole sur la France, les mots "... dans ses territoires d'outre-mer ..." sont remplacés par "... en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna ...".

26) Dans le protocole sur les relations extérieures des Etats membres en ce qui concerne le franchissement des frontières extérieures, le renvoi à l'article 62, point 2), sous a), du titre IV du traité est remplacé par un renvoi à l'article 62, paragraphe 2, point b), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

27) Dans le protocole sur l'article 17 du traité sur l'Union européenne, dans le premier considérant du préambule, le renvoi à l'article 17, paragraphe 1, deuxième alinéa, et paragraphe 3, est remplacé par un renvoi à l'article 28A, paragraphe 2, et, dans le dispositif, le membre de phrase final ", dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam" est supprimé.

28) Dans le protocole sur le système de radiodiffusion publique dans les Etats membres, dans le dernier alinéa du préambule, les mots "qui sont annexées au traité instituant la Communauté européenne" sont remplacés par "qui sont annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne".

29) Dans le protocole relatif aux importations dans l'Union européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises, à l'article 3, paragraphe 3, seconde phrase, les mots "... par décision prise à la majorité qualifiée" sont supprimés.

30) Le protocole sur l'article 141 du traité instituant la Communauté européenne est modifié comme suit :

a) dans l'intitulé du protocole, la référence au traité instituant la Communauté européenne est remplacée par une référence au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

b) dans la disposition unique, les mots "du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne" sont insérés après la mention de l'article 141.

31) Dans le protocole sur le régime particulier applicable au Groenland, les mots "traité instituant la Communauté européenne" sont remplacés par "traité sur le fonctionnement de l'Union européenne", et l'article 2 est supprimé.

32) Le protocole annexé au traité sur l'Union européenne et aux traités instituant les Communautés européennes est modifié comme suit :

a) le protocole est intitulé "Protocole sur l'article 40.3.3 de la Constitution de l'Irlande";

b) les mots "Aucune disposition du traité sur l'Union européenne, des traités instituant les Communautés européennes ..." sont remplacés par "Aucune disposition des traités, du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ...".

33) Le protocole relatif aux conséquences financières de l'expiration du traité CECA et au fonds de recherche du charbon et de l'acier est modifié comme suit :

a) dans le préambule, les deux premiers considérants sont remplacés par le nouveau premier considérant suivant :

"RAPPELANT que tous les éléments du patrimoine actif et passif de la Communauté européenne de charbon et de l'acier, tels qu'ils existaient au 23 juillet 2002, ont été transférés à la Communauté européenne à compter du 24 juillet 2002,";

b) à l'article 1, le paragraphe 1 est supprimé et les deux autres paragraphes sont renumérotés en conséquence;

c) l'article 2 est scindé en deux alinéas, le premier alinéa se terminant par les mots "... , y compris les principes essentiels.". Cet article est en outre modifié comme suit :

i) au premier alinéa, les mots "statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission" sont remplacés par "statuant conformément à une procédure législative spéciale" et le mot "consultation" est remplacé par "approbation";

ii) au second alinéa, les mots "et les procédures décisionnelles appropriées, notamment en vue de l'adoption des lignes directrices ..." sont remplacés par "Le Conseil adopte, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, les mesures établissant les lignes directrices ...";

d) l'article 4 est abrogé.

ANNEXES

34) A l'annexe I, chapitre 22, ex 22.08, ex 22.09, les mots "du traité" sont supprimés."

ARTICLE 2

1. Les articles du protocole sur les statuts du Système européen des banques centrales et de la Banque centrale européenne, du protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement et du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, tels que modifiés par le traité de Lisbonne, sont renumérotés, conformément aux tableaux de correspondance figurant à l'annexe du présent protocole. Les références croisées aux articles desdits protocoles contenues dans ces protocoles sont adaptées conformément auxdits tableaux.

2. Les références aux considérants des protocoles visés à l'article 1, point 1, ou aux articles desdits protocoles, y inclus leurs paragraphes ou alinéas, tels que renumérotés ou réordonnés par le présent protocole et qui sont contenues dans les autres protocoles ou actes de droit primaire sont adaptées conformément au présent protocole. Ces adaptations concernent également, le cas échéant, les cas où la disposition en question est abrogée.

3. Les références aux considérants et articles, y inclus leurs paragraphes ou alinéas, des protocoles visés à l'article 1, point 1, tels que modifiés par les dispositions du présent protocole et qui sont contenues dans d'autres instruments ou actes s'entendent comme des références aux considérants et articles, y inclus leurs paragraphes ou alinéas, desdits protocoles tels que renumérotés ou réordonnés conformément au présent protocole.

ANNEXE

TABLEAUX DE CORRESPONDANCE VISES A L'ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 1 MODIFIANT LES PROTOCOLES ANNEXES AU TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE, AU TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET/OU AU TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

A. PROTOCOLE SUR LES STATUTS DU SYSTEME EUROPEEN DE BANQUES CENTRALES ET DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Ancienne numérotation du protocole	Nouvelle numérotation du protocole
Article premier	Article premier
Article 2	Article 2
Article 3	Article 3
Article 4	Article 4
Article 5	Article 5
Article 6	Article 6
Article 7	Article 7
Article 8	Article 8
Article 9	Article 9
Article 10	Article 10
Article 11	Article 11
Article 12	Article 12
Article 13	Article 13
Article 14	Article 14
Article 15	Article 15
Article 16	Article 16
Article 17	Article 17
Article 18	Article 18
Article 19	Article 19
Article 20	Article 20
Article 21	Article 21
Article 22	Article 22
Article 23	Article 23
Article 24	Article 24
Article 25	Article 25
Article 26	Article 26
Article 27	Article 27
Article 28	Article 28
Article 29	Article 29
Article 30	Article 30
Article 31	Article 31
Article 32	Article 32
Article 33	Article 33
Article 34	Article 34
Article 35	Article 35
Article 36	Article 36

Ancienne numérotation du protocole	Nouvelle numérotation du protocole
Article 37 (abrogé)	
Article 38	Article 37
Article 39	Article 38
Article 40	Article 39
Article 41	Article 40
Article 42	Article 41
Article 43	Article 42
Article 44	Article 43
Article 45	Article 44
Article 46	Article 45
Article 47	Article 46
Article 48	Article 47
Article 49	Article 48
Article 50 (abrogé)	
Article 51 (abrogé)	
Article 52	Article 49
Article 53	Article 50

B. PROTOCOLE SUR LES STATUTS DE LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Ancienne numérotation du protocole	Nouvelle numérotation du protocole
Article premier	Article premier
Article 2	Article 2
Article 3	Article 3
Article 4	Article 4
Article 5	Article 5
Article 6 (abrogé)	
Article 7 (abrogé)	
Article 8	Article 6
Article 9	Article 7
Article 10	Article 8
Article 11	Article 9
Article 12	Article 10
Article 13	Article 11
Article 14	Article 12
Article 15	Article 13
Article 16	Article 14
Article 17	Article 15
Article 18	Article 16
Article 19	Article 17
Article 20	Article 18
Article 21	Article 19
Article 22	Article 20
Article 23	Article 21
Article 24	Article 22
Article 25	Article 23
Article 26	Article 24
Article 27	Article 25
Article 28	Article 26
Article 29	Article 27
Article 30	Article 28

C. PROTOCOLE SUR LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DE L'UNION EUROPEENNE

Ancienne numérotation du protocole	Nouvelle numérotation du protocole
Article premier	Article premier
Article 2	Article 2
Article 3	Article 3
Article 4	Article 4
Article 5 (abrogé)	
Article 6	Article 5
Article 7	Article 6
Article 8	Article 7
Article 9	Article 8
Article 10	Article 9
Article 11	Article 10
Article 12	Article 11
Article 13	Article 12
Article 14	Article 13
Article 15	Article 14
Article 16	Article 15
Article 17	Article 16
Article 18	Article 17
Article 19	Article 18
Article 20	Article 19
Article 21	Article 20
Article 22	Article 21
Article 23	Article 22

PROTOCOLE N° 2 MODIFIANT LE TRAITE
INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

RAPPELANT qu'il importe que les dispositions du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique continuent de produire pleinement leurs effets juridiques;

DESIREUSES d'adapter ledit traité aux nouvelles règles fixées par le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en particulier dans les domaines institutionnel et financier,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité de Lisbonne et qui modifient le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique comme suit :

ARTICLE PREMIER

Le présent protocole modifie le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (ci-après dénommé "traité CEEA") dans sa version en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

(Le second alinéa ne concerne pas la version française)

ARTICLE 2

L'intitulé du titre III du traité CEEA "Dispositions institutionnelles" est remplacé par l'intitulé "Dispositions institutionnelles et financières".

ARTICLE 3

Au début du titre III du traité CEEA, le chapitre suivant est inséré :

"CHAPITRE I

APPLICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DU TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE
ET DU TRAITE SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPEENNE

Article 106 *bis*

1. L'article 7, les articles 9 à 9 F, l'article 48, paragraphes 2 à 5, et les articles 49 et 49 A, du traité sur l'Union européenne, l'article 16 A, les articles 190 à 201^{ter}, les articles 204 à 211^{bis}, l'article 213, les articles 215 à 236, les articles 238, 239 et 240, les articles 241 à 245, les articles 246 à 262, les articles 268 à 277, les articles 279 à 280 et les articles 283, 290 et 292, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que le protocole sur les dispositions transitoires, s'appliquent au présent traité.

2. Dans le cadre du présent traité, les références à l'Union, au "traité sur l'Union européenne", au "traité sur le fonctionnement de l'Union européenne" ou aux "traités" dans les dispositions visées au paragraphe 1 ainsi que celles des protocoles annexés tant auxdits traités qu'au présent traité sont à lire, respectivement, comme des références à la Communauté européenne de l'énergie atomique et au présent traité.

3. Les dispositions du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ne dérogent pas aux dispositions du présent traité."

ARTICLE 4

Au titre III du traité CEEA, les chapitres I, II et III sont renumérotés II, III et IV.

ARTICLE 5

L'article 3, les articles 107 à 132, les articles 136 à 143, les articles 146 à 156, les articles 158 à 163, les articles 165 à 170, les articles 173, 173 A et 175, les articles 177 à 179*bis*, les articles 180*ter* et 181, les articles 183, 183 A, 190 et 204 du traité CEEA sont abrogés.

ARTICLE 6

L'intitulé du titre IV du traité CEEA "Dispositions financières" est remplacé par l'intitulé "Dispositions financières particulières".

ARTICLE 7

1. A l'article 38, troisième alinéa, et à l'article 82, troisième alinéa, du traité CEEA, les références faites aux articles 141 et 142 sont remplacées respectivement par celles faites aux articles 226 et 227 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

2. A l'article 171, paragraphe 2, et à l'article 176, paragraphe 3, du traité CEEA, la référence faite à l'article 183 est remplacée par celle faite à l'article 279 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

3. A l'article 172, paragraphe 4, du traité CEEA, la référence faite à l'article 177, paragraphe 5, est remplacée par celle faite à l'article 272 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

4. Dans le traité CEEA, les mots "Cour de justice" sont remplacés par "Cour de justice de l'Union européenne".

ARTICLE 8

L'article 191 du traité CEEA est remplacé par le texte suivant :

"Article 191

La Communauté jouit sur le territoire des Etats membres des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans les conditions prévues par le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne."

ARTICLE 9

L'article 206 du traité CEEA est remplacé par le texte suivant :

"Article 206

La Communauté peut conclure avec un ou plusieurs Etats ou organisations internationales des accords créant une association caractérisée par des droits et obligations réciproques, des actions en commun et des procédures particulières.

Ces accords sont conclus par le Conseil, statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Lorsque ces accords exigent des modifications du présent traité, les modifications doivent d'abord être adoptées selon la procédure prévue à l'article 48, paragraphes 2 à 5, du traité sur l'Union européenne."

ARTICLE 10

Les recettes et les dépenses de la Communauté européenne de l'énergie atomique, à l'exception de celles de l'Agence d'approvisionnement et des entreprises communes, sont inscrites au budget de l'Union.

Annexe

TABLEAUX DE CORRESPONDANCE VISES A L'ARTICLE 5 DU TRAITE DE LISBONNE

A. Traité sur l'Union européenne

Ancienne numérotation du traité sur l'Union européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur l'Union européenne
TITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES	TITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES	TITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES
Article premier	Article premier	Article premier
	Article 1 <i>bis</i>	Article 2
Article 2	Article 2	Article 3
Article 3 (abrogé) (1)		
	Article 3 <i>bis</i>	Article 4
	Article 3 <i>ter</i> (2)	Article 5
Article 4 (abrogé) (3)		
Article 5 (abrogé) (4)		
Article 6	Article 6	Article 6
Article 7	Article 7	Article 7
	Article 7 <i>bis</i>	Article 8
TITRE II - DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE EN VUE D'ETABLIR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE	TITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRINCIPES DEMOCRATIQUES	TITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRINCIPES DEMOCRATIQUES
Article 8 (abrogé) (5)	Article 8	Article 9

Ancienne numérotation du traité sur l'Union européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur l'Union européenne
	Article 8A (6)	Article 10
	Article 8B	Article 11
	Article 8C	Article 12
TITRE III - DISPOSITIONS MODIFIANT LE TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER	TITRE III - DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTITUTIONS	TITRE III - DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTITUTIONS
Article 9 (abrogé) (7)	Article 9	Article 13
	Article 9A (8)	Article 14
	Article 9B (9)	Article 15
	Article 9C (10)	Article 16
	Article 9D (11)	Article 17
	Article 9E	Article 18
	Article 9F (12)	Article 19
TITRE IV - DISPOSITIONS MODIFIANT LE TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE	TITRE IV - DISPOSITIONS SUR LES COOPERATIONS RENFORCEES	TITRE IV - DISPOSITIONS SUR LES COOPERATIONS RENFORCEES
Article 10 (abrogé) (13) Articles 27 A à 27 E (remplacés) Articles 40 à 40 B (remplacés) Articles 43 à 45 (remplacés)	Article 10 (14)	Article 20
TITRE V - DISPOSITIONS CONCERNANT UNE POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE COMMUNE	TITRE V - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACTION EXTERIEURE DE L'UNION ET DISPOSITIONS SPECIFIQUES CONCERNANT LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE COMMUNE	TITRE V - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACTION EXTERIEURE DE L'UNION ET DISPOSITIONS SPECIFIQUES CONCERNANT LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE SECURITE COMMUNE
	Chapitre 1 - Dispositions générales relatives à l'action extérieure de l'Union	Chapitre 1 - Dispositions générales relatives à l'action extérieure de l'Union
	Article 10A	Article 21
	Article 10B	Article 22
	Chapitre 2 - Dispositions spécifiques concernant la politique étrangère et de sécurité commune	Chapitre 2 - Dispositions spécifiques concernant la politique étrangère et de sécurité commune
	Section 1 - Dispositions communes	Section 1 - Dispositions communes
	Article 10C	Article 23
Article 11	Article 11	Article 24
Article 12	Article 12	Article 25
Article 13	Article 13	Article 26
	Article 13 <i>bis</i>	Article 27
Article 14	Article 14	Article 28
Article 15	Article 15	Article 29
Article 22 (déplacé)	Article 15 <i>bis</i>	Article 30
Article 23 (déplacé)	Article 15 <i>ter</i>	Article 31
Article 16	Article 16	Article 32
Article 17 (déplacé)	Article 28 A	Article 42
Article 18	Article 18	Article 33
Article 19	Article 19	Article 34
Article 20	Article 20	Article 35
Article 21	Article 21	Article 36
Article 22 (déplacé)	Article 15 <i>bis</i>	Article 30
Article 23 (déplacé)	Article 15 <i>ter</i>	Article 31
Article 24	Article 24	Article 37
Article 25	Article 25	Article 38
	Article 25 <i>bis</i>	Article 39
Article 47 (déplacé)	Article 25 <i>ter</i>	Article 40

Ancienne numérotation du traité sur l'Union européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur l'Union européenne
Article 26 (abrogé)		
Article 27 (abrogé)		
Article 27 A (remplacé) (15)	Article 10	Article 20
Article 27 B (remplacé) (15)	Article 10	Article 20
Article 27 C (remplacé) (15)	Article 10	Article 20
Article 27 D (remplacé) (15)	Article 10	Article 20
Article 27 E (remplacé) (15)	Article 10	Article 20
Article 28	Article 28	Article 41
	Section 2 - Dispositions concernant la politique de sécurité et de défense commune	Section 2 - Dispositions concernant la politique de sécurité et de défense commune
Article 17 (déplacé)	Article 28 A	Article 42
	Article 28 B	Article 43
	Article 28 C	Article 44
	Article 28 D	Article 45
	Article 28 E	Article 46
TITRE VI - DISPOSITIONS RELATIVES A LA COOPERATION POLICIERE ET JUDICIAIRE EN MATIERE PENALE (abrogé) (16)		
Article 29 (remplacé) (17)		
Article 30 (remplacé) (18)		
Article 31 (remplacé) (19)		
Article 32 (remplacé) (20)		
Article 33 (remplacé) (21)		
Article 34 (abrogé)		
Article 35 (abrogé)		
Article 36 (remplacé) (22)		
Article 37 (abrogé)		
Article 38 (abrogé)		
Article 39 (abrogé)		
Article 40 (remplacé) (23)	Article 10	Article 20
Article 40 A (remplacé) (23)	Article 10	Article 20
Article 40 B (remplacé) (23)	Article 10	Article 20
Article 41 (abrogé)		
Article 42 (abrogé)		
TITRE VII - DISPOSITIONS SUR LA COOPERATION RENFORCEE (remplacé) (24)	TITRE IV - DISPOSITIONS SUR LES COOPERATIONS RENFORCEES	TITRE IV - DISPOSITIONS SUR LES COOPERATIONS RENFORCEES
Article 43 (remplacé) (24)	Article 10	Article 20
Article 43 A (remplacé) (24)	Article 10	Article 20
Article 43 B (remplacé) (24)	Article 10	Article 20
Article 44 (remplacé) (24)	Article 10	Article 20
Article 44 A (remplacé) (24)	Article 10	Article 20
Article 45 (remplacé) (24)	Article 10	Article 20
TITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES	TITRE VI - DISPOSITIONS FINALES	TITRE VI - DISPOSITIONS FINALES
Article 46 (abrogé)		
	Article 46 A	Article 47
Article 47 (remplacé)	Article 25ter	Article 40
Article 48	Article 48	Article 48
Article 49	Article 49	Article 49
	Article 49 A	Article 50
	Article 49 B	Article 51

Ancienne numérotation du traité sur l'Union européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur l'Union européenne
	Article 49 C	Article 52
Article 50 (abrogé)		
Article 51	Article 51	Article 53
Article 52	Article 52	Article 54
Article 53	Article 53	Article 55

B. Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
PREMIERE PARTIE - LES PRINCIPES	PREMIERE PARTIE - LES PRINCIPES	PREMIERE PARTIE - LES PRINCIPES
Article premier (abrogé)		
	Article 1 <i>bis</i>	Article premier
Article 2 (abrogé) (25)		
	Titre I - Catégories et domaines de compétences de l'Union	Titre I - Catégories et domaines de compétences de l'Union
	Article 2 A	Article 2
	Article 2 B	Article 3
	Article 2 C	Article 4
	Article 2 D	Article 5
	Article 2 E	Article 6
	Titre II - Dispositions d'application générale	Titre II - Dispositions d'application générale
	Article 2 F	Article 7
Article 3, paragraphe 1 (abrogé) (26)		
Article 3, paragraphe 2	Article 3	Article 8
Article 4 (déplacé)	Article 97 <i>ter</i>	Article 119
Article 5 (remplacé) (27)		
	Article 5 <i>bis</i>	Article 9
	Article 5 <i>ter</i>	Article 10
Article 6	Article 6	Article 11
Article 153, paragraphe 2 (déplacé)	Article 6 <i>bis</i>	Article 12
	Article 6 <i>ter</i> (28)	Article 13
Article 7 (abrogé) (29)		
Article 8 (abrogé) (30)		
Article 9 (abrogé)		
Article 10 (abrogé) (31)		
Article 11 (remplacé) (32)	Articles 280 A à 280 I	Articles 326 à 334
Article 11 A (remplacé) (32)	Articles 280 A à 280 I	Articles 326 à 334
Article 12 (déplacé)	Article 16 D	Article 18
Article 13 (déplacé)	Article 16 E	Article 19
Article 14 (déplacé)	Article 22 <i>bis</i>	Article 26
Article 15 (déplacé)	Article 22 <i>ter</i>	Article 27
Article 16	Article 16	Article 14
Article 255 (déplacé)	Article 16 A	Article 15
Article 286 (remplacé)	Article 16 B	Article 16
	Article 16 C	Article 17

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
DEUXIEME PARTIE - LA CITOYENNETE DE L'UNION	DEUXIEME PARTIE - NON-DISCRIMINATION ET CITOYENNETE DE L'UNION	DEUXIEME PARTIE - NON-DISCRIMINATION ET CITOYENNETE DE L'UNION
Article 12 (déplacé)	Article 16 D	Article 18
Article 13 (déplacé)	Article 16 E	Article 19
Article 17	Article 17	Article 20
Article 18	Article 18	Article 21
Article 19	Article 19	Article 22
Article 20	Article 20	Article 23
Article 21	Article 21	Article 24
Article 22	Article 22	Article 25
TROISIEME PARTIE - LES POLITIQUES DE LA COMMUNAUTE	TROISIEME PARTIE - LES POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES DE L'UNION	TROISIEME PARTIE - LES POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES DE L'UNION
	Titre I - Le marché intérieur	Titre I - Le marché intérieur
Article 14 (déplacé)	Article 22 <i>bis</i>	Article 26
Article 15 (déplacé)	Article 22 <i>ter</i>	Article 27
Titre I - La libre circulation des marchandises	Titre I <i>bis</i> - La libre circulation des marchandises	Titre II - La libre circulation des marchandises
Article 23	Article 23	Article 28
Article 24	Article 24	Article 29
Chapitre 1 - L'union douanière	Chapitre 1 - L'union douanière	Chapitre 1 - L'union douanière
Article 25	Article 25	Article 30
Article 26	Article 26	Article 31
Article 27	Article 27	Article 32
Troisième partie, Titre X, Coopération douanière (déplacé)	Chapitre 1 <i>bis</i> - La coopération douanière	Chapitre 2 - La coopération douanière
Article 135 (déplacé)	Article 27 <i>bis</i>	Article 33
Chapitre 2 - L'interdiction des restrictions quantitatives entre les Etats membres	Chapitre 2 - L'interdiction des restrictions quantitatives entre les Etats membres	Chapitre 3 - L'interdiction des restrictions quantitatives entre les Etats membres
Article 28	Article 28	Article 34
Article 29	Article 29	Article 35
Article 30	Article 30	Article 36
Article 31	Article 31	Article 37
Titre II - L'agriculture	Titre II - L'agriculture et la pêche	Titre III - L'agriculture et la pêche
Article 32	Article 32	Article 38
Article 33	Article 33	Article 39
Article 34	Article 34	Article 40
Article 35	Article 35	Article 41
Article 36	Article 36	Article 42
Article 37	Article 37	Article 43
Article 38	Article 38	Article 44
Titre III - La libre circulation des personnes, des services et des capitaux	Titre III - La libre circulation des personnes, des services et des capitaux	Titre IV - La libre circulation des personnes, des services et des capitaux
Chapitre 1 - Les travailleurs	Chapitre 1 - Les travailleurs	Chapitre 1 - Les travailleurs
Article 39	Article 39	Article 45
Article 40	Article 40	Article 46
Article 41	Article 41	Article 47
Article 42	Article 42	Article 48

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
Chapitre 2 - Le droit d'établissement	Chapitre 2 - Le droit d'établissement	Chapitre 2 - Le droit d'établissement
Article 43	Article 43	Article 49
Article 44	Article 44	Article 50
Article 45	Article 45	Article 51
Article 46	Article 46	Article 52
Article 47	Article 47	Article 53
Article 48	Article 48	Article 54
Article 294 (déplacé)	Article 48 <i>bis</i>	Article 55
Chapitre 3 - Les services	Chapitre 3 - Les services	Chapitre 3 - Les services
Article 49	Article 49	Article 56
Article 50	Article 50	Article 57
Article 51	Article 51	Article 58
Article 52	Article 52	Article 59
Article 53	Article 53	Article 60
Article 54	Article 54	Article 61
Article 55	Article 55	Article 62
Chapitre 4 - Les capitaux et les paiements	Chapitre 4 - Les capitaux et les paiements	Chapitre 4 - Les capitaux et les paiements
Article 56	Article 56	Article 63
Article 57	Article 57	Article 64
Article 58	Article 58	Article 65
Article 59	Article 59	Article 66
Article 60 (déplacé)	Article 61 H	Article 75
Titre IV - Visas, asile, immigration et autres politiques liées à la libre circulation des personnes	Titre IV - L'espace de liberté, de sécurité et de justice	Titre V - L'espace de liberté, de sécurité et de justice
	Chapitre 1 - Dispositions générales	Chapitre 1 - Dispositions générales
Article 61	Article 61 (33)	Article 67
	Article 61 A	Article 68
	Article 61 B	Article 69
	Article 61 C	Article 70
	Article 61 D (34)	Article 71
Article 64, paragraphe 1 (remplacé)	Article 61 E (35)	Article 72
	Article 61 F	Article 73
Article 66 (remplacé)	Article 61 G	Article 74
Article 60 (déplacé)	Article 61 H	Article 75
	Article 61 I	Article 76
	Chapitre 2 - Politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration	Chapitre 2 - Politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration
Article 62	Article 62	Article 77
Article 63, points 1 et 2 et Article 64, paragraphe 2 (36)	Article 63	Article 78
Article 63, points 3 et 4	Article 63 <i>bis</i>	Article 79
	Article 63 <i>ter</i>	Article 80
Article 64, paragraphe 1 (remplacé)	Article 61 E	Article 72
	Chapitre 3 - Coopération judiciaire en matière civile	Chapitre 3 - Coopération judiciaire en matière civile
Article 65	Article 65	Article 81
Article 66 (remplacé)	Article 61 G	Article 74

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
Article 67 (abrogé)		
Article 68 (abrogé)		
Article 69 (abrogé)		
	Chapitre 4 - Coopération judiciaire en matière pénale	Chapitre 4 - Coopération judiciaire en matière pénale
	Article 69 A (37)	Article 82
	Article 69 B (37)	Article 83
	Article 69 C	Article 84
	Article 69 D (37)	Article 85
	Article 69 E	Article 86
	Chapitre 5 - Coopération policière	Chapitre 5 - Coopération policière
	Article 69 F (38)	Article 87
	Article 69 G (38)	Article 88
	Article 69 H (39)	Article 89
Titre V - Les transports	Titre V - Les transports	Titre VI - Les transports
Article 70	Article 70	Article 90
Article 71	Article 71	Article 91
Article 72	Article 72	Article 92
Article 73	Article 73	Article 93
Article 74	Article 74	Article 94
Article 75	Article 75	Article 95
Article 76	Article 76	Article 96
Article 77	Article 77	Article 97
Article 78	Article 78	Article 98
Article 79	Article 79	Article 99
Article 80	Article 80	Article 100
Titre VI - Les règles communes sur la concurrence, la fiscalité et le rapprochement des législations	Titre VI - Les règles communes sur la concurrence, la fiscalité et le rapprochement des législations	Titre VII - Les règles communes sur la concurrence, la fiscalité et le rapprochement des législations
Chapitre 1 - Les règles de concurrence	Chapitre 1 - Les règles de concurrence	Chapitre 1 - Les règles de concurrence
Section 1 - Les règles applicables aux entreprises	Section 1 - Les règles applicables aux entreprises	Section 1 - Les règles applicables aux entreprises
Article 81	Article 81	Article 101
Article 82	Article 82	Article 102
Article 83	Article 83	Article 103
Article 84	Article 84	Article 104
Article 85	Article 85	Article 105
Article 86	Article 86	Article 106
Section 2 - Les aides accordées par les Etats	Section 2 - Les aides accordées par les Etats	Section 2 - Les aides accordées par les Etats
Article 87	Article 87	Article 107
Article 88	Article 88	Article 108
Article 89	Article 89	Article 109
Chapitre 2 - Dispositions fiscales	Chapitre 2 - Dispositions fiscales	Chapitre 2 - Dispositions fiscales
Article 90	Article 90	Article 110
Article 91	Article 91	Article 111
Article 92	Article 92	Article 112
Article 93	Article 93	Article 113

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
Chapitre 3 - Le rapprochement des législations	Chapitre 3 - Le rapprochement des législations	Chapitre 3 - Le rapprochement des législations
Article 95 (déplacé)	Article 94	Article 114
Article 94 (déplacé)	Article 95	Article 115
Article 96	Article 96	Article 116
Article 97	Article 97	Article 117
	Article 97 <i>bis</i>	Article 118
Titre VII - La politique économique et monétaire	Titre VII - La politique économique et monétaire	Titre VIII - La politique économique et monétaire
Article 4 (déplacé)	Article 97 <i>ter</i>	Article 119
Chapitre 1 - La politique économique	Chapitre 1 - La politique économique	Chapitre 1 - La politique économique
Article 98	Article 98	Article 120
Article 99	Article 99	Article 121
Article 100	Article 100	Article 122
Article 101	Article 101	Article 123
Article 102	Article 102	Article 124
Article 103	Article 103	Article 125
Article 104	Article 104	Article 126
Chapitre 2 - La politique monétaire	Chapitre 2 - La politique monétaire	Chapitre 2 - La politique monétaire
Article 105	Article 105	Article 127
Article 106	Article 106	Article 128
Article 107	Article 107	Article 129
Article 108	Article 108	Article 130
Article 109	Article 109	Article 131
Article 110	Article 110	Article 132
Article 111, paragraphes 1 à 3 et 5 (déplacés)	Article 188 O	Article 219
Article 111, paragraphe 4 (déplacé)	Article 115 C, paragraphe 1	Article 138
	Article 111 <i>bis</i>	Article 133
Chapitre 3 - Dispositions institutionnelles	Chapitre 3 - Dispositions institutionnelles	Chapitre 3 - Dispositions institutionnelles
Article 112 (déplacé)	Article 245 <i>ter</i>	Article 283
Article 113 (déplacé)	Article 245 <i>quater</i>	Article 294
Article 114	Article 114	Article 134
Article 115	Article 115	Article 135
	Chapitre 3 <i>bis</i> - Dispositions propres aux Etats membres dont la monnaie est l'euro	Chapitre 4 - Dispositions propres aux Etats membres dont la monnaie est l'euro
	Article 115 A	Article 136
	Article 115 B	Article 137
Article 111, paragraphe 4 (déplacé)	Article 115 C	Article 138
Chapitre 4 - Dispositions transitoires	Chapitre 4 - Dispositions transitoires	Chapitre 5 - Dispositions transitoires
Article 116 (abrogé)		
	Article 116 <i>bis</i>	Article 139
Article 117, paragraphes 1, 2, sixième tiret, et 3 à 9 (abrogés)		
Article 117, paragraphe 2, cinq premiers tirets (déplacés)	Article 118 <i>bis</i> , paragraphe 2	Article 141, paragraphe 2
Article 121, paragraphe 1 (déplacé) Article 122, paragraphe 2, seconde phrase (déplacé) Article 123, paragraphe 5 (déplacé)	Article 117 <i>bis</i> , paragraphe 1 (40) Article 117 <i>bis</i> , paragraphe 2 (41) Article 117 <i>bis</i> , paragraphe 3 (42)	Article 140

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
Article 118 (abrogé)		
Article 123, paragraphe 3 (déplacé) Article 117, paragraphe 2, cinq premiers tirets (déplacé)	Article 118 <i>bis</i> , paragraphe 1 (43) Article 118 <i>bis</i> , paragraphe 2 (44)	Article 141
Article 124, paragraphe 1 (déplacé)	Article 118 <i>ter</i>	Article 142
Article 119	Article 119	Article 143
Article 120	Article 120	Article 144
Article 121, paragraphe 1 (déplacé)	Article 117 <i>bis</i> , paragraphe 1	Article 140, paragraphe 1
Article 121, paragraphes 2 à 4 (abrogés)		
Article 122, paragraphes 1, 2, première phrase, 3, 4, 5 et 6 (abrogés)		
Article 122, paragraphe 2, seconde phrase (déplacé)	Article 117 <i>bis</i> , paragraphe 2, premier alinéa	Article 140, paragraphe 2, premier alinéa
Article 123, paragraphes 1, 2 et 4 (abrogés)		
Article 123, paragraphe 3 (déplacé)	Article 118 <i>bis</i> , paragraphe 1	Article 141, paragraphe 1
Article 123, paragraphe 5 (déplacé)	Article 117 <i>bis</i> , paragraphe 3	Article 140, paragraphe 3
Article 124, paragraphe 1 (déplacé)	Article 118 <i>ter</i>	Article 142
Article 124, paragraphe 2 (abrogé)		
Titre VIII - Emploi	Titre VIII - Emploi	Titre IX - Emploi
Article 125	Article 125	Article 145
Article 126	Article 126	Article 146
Article 127	Article 127	Article 147
Article 128	Article 128	Article 148
Article 129	Article 129	Article 149
Article 130	Article 130	Article 150
Titre IX - La politique commerciale commune (déplacé)	Cinquième partie, Titre II, La politique commerciale commune	Cinquième partie, Titre II, La politique commerciale commune
Article 131 (déplacé)	Article 188 B	Article 206
Article 132 (abrogé)		
Article 133 (déplacé)	Article 188 C	Article 207
Article 134 (abrogé)		
Titre X - Coopération douanière (déplacé)	Troisième partie, Titre II, Chapitre 1 <i>bis</i> , La coopération douanière	Troisième partie, Titre II, Chapitre 2, La coopération douanière
Article 135 (déplacé)	Article 27 <i>bis</i>	Article 33
Titre XI - Politique sociale, éducation, formation professionnelle et jeunesse	Titre IX - Politique sociale	Titre X - Politique sociale
Chapitre 1 - Dispositions sociales (abrogé)		
Article 136	Article 136	Article 151
	Article 136 <i>bis</i>	Article 152
Article 137	Article 137	Article 153
Article 138	Article 138	Article 154
Article 139	Article 139	Article 155
Article 140	Article 140	Article 156
Article 141	Article 141	Article 157
Article 142	Article 142	Article 158
Article 143	Article 143	Article 159
Article 144	Article 144	Article 160
Article 145	Article 145	Article 161

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
Chapitre 2 - Le Fonds social européen	Titre X - Le Fonds social européen	Titre XI - Le Fonds social européen
Article 146	Article 146	Article 162
Article 147	Article 147	Article 163
Article 148	Article 148	Article 164
Chapitre 3 - Education, formation professionnelle et jeunesse	Titre XI - Education, formation professionnelle, jeunesse et sport	Titre XII - Education, formation professionnelle, jeunesse et sport
Article 149	Article 149	Article 165
Article 150	Article 150	Article 166
Titre XII - Culture	Titre XII - Culture	Titre XIII - Culture
Article 151	Article 151	Article 167
Titre XIII - Santé publique	Titre XIII - Santé publique	Titre XIV - Santé publique
Article 152	Article 152	Article 168
Titre XIV - Protection des consommateurs	Titre XIV - Protection des consommateurs	Titre XV - Protection des consommateurs
Article 153, paragraphes 1, 3, 4 et 5	Article 153	Article 169
Article 153, paragraphe 2 (déplacé)	Article 6bis	Article 12
Titre XV - Réseaux transeuropéens	Titre XV - Réseaux transeuropéens	Titre XVI - Réseaux transeuropéens
Article 154	Article 154	Article 170
Article 155	Article 155	Article 171
Article 156	Article 156	Article 172
Titre XVI - Industrie	Titre XVI - Industrie	Titre XVII - Industrie
Article 157	Article 157	Article 173
Titre XVII - Cohésion économique et sociale	Titre XVII - Cohésion économique, sociale et territoriale	Titre XVIII - Cohésion économique, sociale et territoriale
Article 158	Article 158	Article 174
Article 159	Article 159	Article 175
Article 160	Article 160	Article 176
Article 161	Article 161	Article 177
Article 162	Article 162	Article 178
Titre XVIII - Recherche et développement technologique	Titre XVIII - Recherche et développement technologique et espace	Titre XIX - Recherche et développement technologique et espace
Article 163	Article 163	Article 179
Article 164	Article 164	Article 180
Article 165	Article 165	Article 181
Article 166	Article 166	Article 182
Article 167	Article 167	Article 183
Article 168	Article 168	Article 184
Article 169	Article 169	Article 185
Article 170	Article 170	Article 186
Article 171	Article 171	Article 187
Article 172	Article 172	Article 188
	Article 172bis	Article 189
Article 173	Article 173	Article 190
Titre XIX - Environnement	Titre XIX - Environnement	Titre XX - Environnement
Article 174	Article 174	Article 191
Article 175	Article 175	Article 192
Article 176	Article 176	Article 193
	Titre XX - Energie	Titre XXI - Energie
	Article 176 A	Article 194

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
	Titre XXI - Tourisme	Titre XXII - Tourisme
	Article 176 B	Article 195
	Titre XXII - Protection civile	Titre XXIII - Protection civile
	Article 176 C	Article 196
	Titre XXIII - Coopération administrative	Titre XXIV - Coopération administrative
	Article 176 D	Article 197
Titre XX - Coopération au développement (déplacé)	Cinquième partie, Titre III, Chapitre 1, La coopération au développement	Cinquième partie, Titre III, Chapitre 1, La coopération au développement
Article 177 (déplacé)	Article 188 D	Article 208
Article 178 (abrogé) (45)		
Article 179 (déplacé)	Article 188 E	Article 209
Article 180 (déplacé)	Article 188 F	Article 210
Article 181 (déplacé)	Article 188 G	Article 211
Titre XXI - Coopération économique, financière et technique avec les pays tiers (déplacé)	Cinquième partie, Titre III, Chapitre 2, La coopération économique, financière et technique avec les pays tiers	Cinquième partie, Titre III, Chapitre 2, La coopération économique, financière et technique avec les pays tiers
Article 181 A (déplacé)	Article 188 H	Article 212
QUATRIEME PARTIE - L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER	QUATRIEME PARTIE - L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER	QUATRIEME PARTIE - L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER
Article 182	Article 182	Article 198
Article 183	Article 183	Article 199
Article 184	Article 184	Article 200
Article 185	Article 185	Article 201
Article 186	Article 186	Article 202
Article 187	Article 187	Article 203
Article 188	Article 188	Article 204
	CINQUIEME PARTIE - L'ACTION EXTERIEURE DE L'UNION	CINQUIEME PARTIE - L'ACTION EXTERIEURE DE L'UNION
	Titre I - Dispositions générales relatives à l'action extérieure de l'Union	Titre I - Dispositions générales relatives à l'action extérieure de l'Union
	Article 188 A	Article 205
Troisième partie, Titre IX, La politique commerciale commune (déplacé)	Titre II - La politique commerciale commune	Titre II - La politique commerciale commune
Article 131 (déplacé)	Article 188 B	Article 206
Article 133 (déplacé)	Article 188 C	Article 207
	Titre III - La coopération avec les pays tiers et l'aide humanitaire	Titre III - La coopération avec les pays tiers et l'aide humanitaire
Troisième partie, Titre XX, Coopération au développement (déplacé)	Chapitre 1 - Coopération au développement	Chapitre 1 - Coopération au développement
Article 177 (déplacé)	Article 188 D (46)	Article 208
Article 179 (déplacé)	Article 188 E	Article 209
Article 180 (déplacé)	Article 188 F	Article 210
Article 181 (déplacé)	Article 188 G	Article 211
Troisième partie, Titre XXI, Coopération économique, financière et technique avec les pays tiers (déplacé)	Chapitre 2 - La coopération économique, financière et technique avec les pays tiers	Chapitre 2 - La coopération économique, financière et technique avec les pays tiers
Article 181 A (déplacé)	Article 188 H	Article 212
	Article 188 I	Article 213
	Chapitre 3 - L'aide humanitaire	Chapitre 3 - L'aide humanitaire
	Article 188 J	Article 214
	Titre IV - Les mesures restrictives	Titre IV - Les mesures restrictives

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
Article 301 (remplacé)	Article 188 K	Article 215
	Titre V - Accords internationaux	Titre V - Accords internationaux
	Article 188 L	Article 216
Article 310 (déplacé)	Article 188 M	Article 217
Article 300 (remplacé)	Article 188 N	Article 218
Article 111, paragraphes 1 à 3 et 5 (déplacés)	Article 188 O	Article 219
	Titre VI - Relations de l'Union avec les organisations internationales et les pays tiers et délégations de l'Union	Titre VI - Relations de l'Union avec les organisations internationales et les pays tiers et délégations de l'Union
Articles 302 à 304 (remplacés)	Article 188 P	Article 220
	Article 188 Q	Article 221
	Titre VII - Clause de solidarité	Titre VII - Clause de solidarité
	Article 188 R	Article 222
CINQUIEME PARTIE - LES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTE	SIXIEME PARTIE - DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET FINANCIERES	SIXIEME PARTIE - DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET FINANCIERES
Titre I - Dispositions institutionnelles	Titre I - Dispositions institutionnelles	Titre I - Dispositions institutionnelles
Chapitre 1 - Les institutions	Chapitre 1 - Les institutions	Chapitre 1 - Les institutions
Section 1 - Le Parlement européen	Section 1 - Le Parlement européen	Section 1 - Le Parlement européen
Article 189 (abrogé) (47)		
Article 190, paragraphes 1 à 3 (abrogés) (48)		
Article 190, paragraphes 4 et 5	Article 190	Article 223
Article 191, premier alinéa (abrogé) (49)		
Article 191, second alinéa	Article 191	Article 224
Article 192, premier alinéa (abrogé) (50)		
Article 192, second alinéa	Article 192	Article 225
Article 193	Article 193	Article 226
Article 194	Article 194	Article 227
Article 195	Article 195	Article 228
Article 196	Article 196	Article 229
Article 197, premier alinéa (abrogé) (51)		
Article 197, deuxième, troisième et quatrième alinéas	Article 197	Article 230
Article 198	Article 198	Article 231
Article 199	Article 199	Article 232
Article 200	Article 200	Article 233
Article 201	Article 201	Article 234
	Section 1bis - Le Conseil européen	Section 2 - Le Conseil européen
	Article 201bis	Article 235
	Article 201ter	Article 236
Section 2 - Le Conseil	Section 2 - Le Conseil	Section 3 - Le Conseil
Article 202 (abrogé) (52)		
Article 203 (abrogé) (53)		
Article 204	Article 204	Article 237
Article 205, paragraphes 2 et 4 (abrogés) (54)		
Article 205, paragraphes 1 et 3	Article 205	Article 238
Article 206	Article 206	Article 239
Article 207	Article 207	Article 240
Article 208	Article 208	Article 241

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
Article 209	Article 209	Article 242
Article 210	Article 210	Article 243
Section 3 - La Commission	Section 3 - La Commission	Section 4 - La Commission
Article 211 (abrogé) (55)		
	Article 211 <i>bis</i>	Article 244
Article 212 (déplacé)	Article 218, paragraphe 2	Article 249, paragraphe 2
Article 213	Article 213	Article 245
Article 214 (abrogé) (56)		
Article 215	Article 215	Article 246
Article 216	Article 216	Article 247
Article 217, paragraphes 1, 3 et 4 (abrogés) (57)		
Article 217, paragraphe 2	Article 217	Article 248
Article 218, paragraphe 1 (abrogé) (58)		
Article 218, paragraphe 2	Article 218	Article 249
Article 219	Article 219	Article 250
Section 4 - La Cour de justice	Section 4 - La Cour de justice de l'Union européenne	Section 5 - La Cour de justice de l'Union européenne
Article 220 (abrogé) (59)		
Article 221, premier alinéa (abrogé) (60)		
Article 221, deuxième et troisième alinéas	Article 221	Article 251
Article 222	Article 222	Article 252
Article 223	Article 223	Article 253
Article 224 (61)	Article 224	Article 254
	Article 224 <i>bis</i>	Article 255
Article 225	Article 225	Article 256
Article 225 A	Article 225 A	Article 257
Article 226	Article 226	Article 258
Article 227	Article 227	Article 259
Article 228	Article 228	Article 260
Article 229	Article 229	Article 261
Article 229 A	Article 229 A	Article 262
Article 230	Article 230	Article 263
Article 231	Article 231	Article 264
Article 232	Article 232	Article 265
Article 233	Article 233	Article 266
Article 234	Article 234	Article 267
Article 235	Article 235	Article 268
	Article 235 <i>bis</i>	Article 269
Article 236	Article 236	Article 270
Article 237	Article 237	Article 271
Article 238	Article 238	Article 272
Article 239	Article 239	Article 273
Article 240	Article 240	Article 274
	Article 240 <i>bis</i>	Article 275
	Article 240 <i>ter</i>	Article 276
Article 241	Article 241	Article 277

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
Article 242	Article 242	Article 278
Article 243	Article 243	Article 279
Article 244	Article 244	Article 280
Article 245	Article 245	Article 281
	Section 4 <i>bis</i> - La Banque centrale européenne	Section 6 - La Banque centrale européenne
	Article 245 <i>bis</i>	Article 282
Article 112 (déplacé)	Article 245 <i>ter</i>	Article 283
Article 113 (déplacé)	Article 245 <i>quater</i>	Article 284
Section 5 - La Cour des comptes	Section 5 - La Cour des comptes	Section 7 - La Cour des comptes
Article 246	Article 246	Article 285
Article 247	Article 247	Article 286
Article 248	Article 248	Article 287
Chapitre 2 - Dispositions communes à plusieurs institutions	Chapitre 2 - Actes juridiques de l'Union, procédures d'adoption et autres dispositions	Chapitre 2 - Actes juridiques de l'Union, procédures d'adoption et autres dispositions
	Section 1 - Les actes juridiques de l'Union	Section 1 - Les actes juridiques de l'Union
Article 249	Article 249	Article 288
	Article 249 A	Article 289
	Article 249 B (62)	Article 290
	Article 249 C (62)	Article 291
	Article 249 D	Article 292
	Section 2 - Procédures d'adoption des actes et autres dispositions	Section 2 - Procédures d'adoption des actes et autres dispositions
Article 250	Article 250	Article 293
Article 251	Article 251	Article 294
Article 252 (abrogé)		
	Article 252 <i>bis</i>	Article 295
Article 253	Article 253	Article 296
Article 254	Article 254	Article 297
	Article 254 <i>bis</i>	Article 298
Article 255 (déplacé)	Article 16 A	Article 15
Article 256	Article 256	Article 299
	Chapitre 3 - Les organes consultatifs de l'Union	Chapitre 3 - Les organes consultatifs de l'Union
	Article 256 <i>bis</i>	Article 300
Chapitre 3 - Le Comité économique et social	Section 1 - Le Comité économique et social	Section 1 - Le Comité économique et social
Article 257 (abrogé) (63)		
Article 258, premier, deuxième et quatrième alinéas	Article 258	Article 301
Article 258, troisième alinéa (abrogé) (64)		
Article 259	Article 259	Article 302
Article 260	Article 260	Article 303
Article 261 (abrogé)		
Article 262	Article 262	Article 304
Chapitre 4 - Le Comité des régions	Section 2 - Le Comité des régions	Section 2 - Le Comité des régions
Article 263, premier et cinquième alinéas (abrogé) (65)		
Article 263, deuxième à quatrième alinéas	Article 263	Article 305
Article 264	Article 264	Article 306

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
Article 265	Article 265	Article 307
Chapitre 5 - La Banque européenne d'investissement	Chapitre 4 - La Banque européenne d'investissement	Chapitre 4 - La Banque européenne d'investissement
Article 266	Article 266	Article 308
Article 267	Article 267	Article 309
Titre II - Dispositions financières	Titre II - Dispositions financières	Titre II - Dispositions financières
Article 268	Article 268	Article 310
	Chapitre 1 - Les ressources propres de l'Union	Chapitre 1 - Les ressources propres de l'Union
Article 269	Article 269	Article 311
Article 270 (abrogé) (66)		
	Chapitre 2 - Le cadre financier pluriannuel	Chapitre 2 - Le cadre financier pluriannuel
	Article 270bis	Article 312
	Chapitre 3 - Le budget annuel de l'Union	Chapitre 3 - Le budget annuel de l'Union
Article 272, paragraphe 1 (déplacé)	Article 270ter	Article 313
Article 271 (déplacé)	Article 273bis	Article 316
Article 272, paragraphe 1 (déplacé)	Article 270ter	Article 313
Article 272, paragraphes 2 à 10	Article 272	Article 314
Article 273	Article 273	Article 315
Article 271 (déplacé)	Article 273bis	Article 316
	Chapitre 4 - L'exécution du budget et la décharge	Chapitre 4 - L'exécution du budget et la décharge
Article 274	Article 274	Article 317
Article 275	Article 275	Article 318
Article 276	Article 276	Article 319
	Chapitre 5 - Dispositions communes	Chapitre 5 - Dispositions communes
Article 277	Article 277	Article 320
Article 278	Article 278	Article 321
Article 279	Article 279	Article 322
	Article 279bis	Article 323
	Article 279ter	Article 324
	Chapitre 6 - La lutte contre la fraude	Chapitre 6 - La lutte contre la fraude
Article 280	Article 280	Article 325
	Titre III - Coopérations renforcées	Titre III - Coopérations renforcées
Articles 11 et 11 A (remplacé)	Article 280 A (67)	Article 326
Articles 11 et 11 A (remplacé)	Article 280 B (67)	Article 327
Articles 11 et 11 A (remplacé)	Article 280 C (67)	Article 328
Articles 11 et 11 A (remplacé)	Article 280 D (67)	Article 329
Articles 11 et 11 A (remplacé)	Article 280 E (67)	Article 330
Articles 11 et 11 A (remplacé)	Article 280 F (67)	Article 331
Articles 11 et 11 A (remplacé)	Article 280 G (67)	Article 332
Articles 11 et 11 A (remplacé)	Article 280 H (67)	Article 333
Articles 11 et 11 A (remplacé)	Article 280 I (67)	Article 334
SIXIEME PARTIE - DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES	SEPTIEME PARTIE - DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES	SEPTIEME PARTIE - DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES
Article 281 (abrogé) (68)		
Article 282	Article 282	Article 335
Article 283	Article 283	Article 336
Article 284	Article 284	Article 337

Ancienne numérotation du traité instituant la Communauté européenne	Numérotation dans le traité de Lisbonne	Nouvelle numérotation du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
Article 285	Article 285	Article 338
Article 286 (remplacé)	Article 16 B	Article 16
Article 287	Article 287	Article 339
Article 288	Article 288	Article 340
Article 289	Article 289	Article 341
Article 290	Article 290	Article 342
Article 291	Article 291	Article 343
Article 292	Article 292	Article 344
Article 293 (abrogé)		
Article 284 (déplacé)	Article 48 <i>bis</i>	Article 55
Article 295	Article 295	Article 345
Article 296	Article 296	Article 346
Article 297	Article 297	Article 347
Article 298	Article 298	Article 348
Article 299, paragraphe 1 (abrogé) (69)		
Article 299, paragraphe 2, deuxième, troisième et quatrième alinéas	Article 299	Article 349
Article 299, paragraphe 2, premier alinéa, et paragraphes 3 à 6 (déplacé)	Article 311 <i>bis</i>	Article 355
Article 300 (remplacé)	Article 188 N	Article 218
Article 301 (remplacé)	Article 188 K	Article 215
Article 302 (remplacé)	Article 188 P	Article 220
Article 303 (remplacé)	Article 188 P	Article 220
Article 304 (remplacé)	Article 188 P	Article 220
Article 305 (abrogé)		
Article 306	Article 306	Article 350
Article 307	Article 307	Article 351
Article 308	Article 308	Article 352
	Article 308 <i>bis</i>	Article 353
Article 309	Article 309	Article 354
Article 310 (déplacé)	Article 188 M	Article 217
Article 311 (abrogé) (70)		
Article 299, paragraphe 2, premier alinéa, et paragraphes 3 à 6 (déplacé)	Article 311 <i>bis</i>	Article 355
Article 312	Article 312	Article 356
Dispositions finales		
Article 313	Article 313	Article 357
	Article 313 <i>bis</i>	Article 358
Article 314 (abrogé) (71)		

Notes

- (1) Remplacé, en substance, par l'article 2 F (renuméroté 7) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après TFUE) et les articles 9, paragraphe 1, et 10 A, paragraphe 3, second alinéa, (renumérotés 13 et 21) du traité sur l'Union européenne (ci-après traité UE).
- (2) Remplace l'article 5 du traité instituant la Communauté européenne (ci-après traité CE)
- (3) Remplacé, en substance, par l'article 9 B (renuméroté 15).
- (4) Remplacé, en substance, par l'article 9, paragraphe 2, (renuméroté 13).
- (5) L'article 8 du traité UE qui était en vigueur avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (ci-après l'actuel traité UE) modifiait le traité CE. Ces modifications sont incorporées dans ce dernier traité et l'article 8 est abrogé. Son numéro est utilisé pour y insérer une nouvelle disposition.
- (6) Le paragraphe 4 remplace en substance l'article 191, premier alinéa, du traité CE.

- (7) L'article 9 de l'actuel traité UE modifiait le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Ce dernier traité a expiré le 23 juillet 2002. L'article 9 est abrogé et son numéro est utilisé pour y insérer une autre disposition.
- (8) — Les paragraphes 1 et 2 remplacent, en substance, l'article 189 du traité CE;
— les paragraphes 1 à 3 remplacent, en substance, l'article 190, paragraphes 1 à 3, du traité CE;
— le paragraphe 1 remplace, en substance, l'article 192, premier alinéa, du traité CE;
— le paragraphe 4 remplace, en substance, l'article 197, premier alinéa, du traité CE.
- (9) Remplace, en substance, l'article 4.
- (10) — Le paragraphe 1 remplace, en substance, l'article 202, premier et deuxième tirets, du traité CE;
— les paragraphes 2 et 9 remplacent, en substance, l'article 203 du traité CE;
— les paragraphes 4 et 5 remplacent, en substance, l'article 205, paragraphes 2 et 4, du traité CE.
- (11) — Le paragraphe 1 remplace, en substance, l'article 211 du traité CE;
— les paragraphes 3 et 7 remplacent, en substance, l'article 214 du traité CE;
— le paragraphe 6 remplace, en substance, l'article 217, paragraphes 1, 3 et 4, du traité CE.
- (12) — Remplace, en substance, l'article 220 du traité CE;
— le paragraphe 2, premier alinéa, remplace, en substance, l'article 221, premier alinéa, du traité CE.
- (13) L'article 10 de l'actuel traité UE modifiait le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique. Ces modifications sont incorporées dans ce dernier traité et l'article 10 est abrogé. Son numéro est utilisé pour y insérer une autre disposition.
- (14) Remplace aussi les articles 11 et 11 A du traité CE.
- (15) Les articles 27 A à 27 E de l'actuel traité UE, relatifs à la coopération renforcée, sont aussi remplacés par les articles 280 A à 280 I du TFUE (renumérotés 326 à 334).
- (16) Les dispositions du titre VI de l'actuel traité UE, relatives à la coopération policière et judiciaire en matière pénale, sont remplacées par les dispositions des chapitres 1, 4 et 5 du titre IV de la troisième partie du TFUE.
- (17) Remplacé par l'article 61 du TFUE (renuméroté 67).
- (18) Remplacé par les articles 69 F et 69 G du TFUE (renumérotés 87 et 88).
- (19) Remplacé par les articles 69 A, 69 B et 69 D du TFUE (renumérotés 82, 83 et 85).
- (20) Remplacé par l'article 69 H du TFUE (renuméroté 89).
- (21) Remplacé par l'article 61 E du TFUE (renuméroté 72).
- (22) Remplacé par l'article 61 D du TFUE (renuméroté 71).
- (23) Les articles 40 à 40 B de l'actuel traité UE, relatifs à la coopération renforcée, sont aussi remplacés par les articles 280 A à 280 I du TFUE (renumérotés 326 à 334).
- (24) Les articles 43 à 45 et le titre VII de l'actuel traité UE, relatifs à la coopération renforcée, sont aussi remplacés par les articles 280 A à 280 I du TFUE (renumérotés 326 à 334).
- (25) Remplacé, en substance, par l'article 2 du traité UE (renuméroté 3).
- (26) Remplacé, en substance, par les articles 2 B à 2 E du TFUE (renumérotés 3 à 6).
- (27) Remplacé par l'article 3ter du traité UE (renuméroté 5).
- (28) Insertion du dispositif du protocole sur la protection et le bien-être des animaux.
- (29) Remplacé, en substance, par l'article 9 du traité UE (renuméroté 13).
- (30) Remplacé, en substance, par l'article 9 du traité UE (renuméroté 13) et l'article 245bis, paragraphe 1, du TFUE (renuméroté 282).
- (31) Remplacé, en substance, par l'article 3bis, paragraphe 3, du traité UE (renuméroté 4).
- (32) Remplacé aussi par l'article 10 du traité UE (renuméroté 20).
- (33) Remplace aussi l'article 29 de l'actuel traité UE.
- (34) Remplace l'article 36 de l'actuel traité UE.
- (35) Remplace aussi l'article 33 de l'actuel traité UE.
- (36) L'article 63, points 1 et 2, du traité CE est remplacé par l'article 63, paragraphes 1 et 2, du TFUE (renuméroté 78) et l'article 64, paragraphe 2, est remplacé par l'article 63, paragraphe 3, du TFUE (renuméroté 78).
- (37) Remplace l'article 31 de l'actuel traité UE.
- (38) Remplace l'article 30 de l'actuel traité UE.
- (39) Remplace l'article 32 de l'actuel traité UE.
- (40) L'article 117bis, paragraphe 1, (renuméroté 140) reprend le paragraphe 1 de l'article 121.
- (41) L'article 117bis, paragraphe 2, (renuméroté 140) reprend la seconde phrase du paragraphe 2 de l'article 122.
- (42) L'article 117bis, paragraphe 3, (renuméroté 140) reprend le paragraphe 5 de l'article 123.
- (43) L'article 118bis, paragraphe 1, (renuméroté 141) reprend le paragraphe 3 de l'article 123.
- (44) L'article 118bis, paragraphe 2, (renuméroté 141) reprend les cinq premiers tirets du paragraphe 2 de l'article 117.
- (45) Remplacé, en substance, par l'article 188 D, paragraphe 1, second alinéa, seconde phrase, du TFUE (renuméroté 208).
- (46) Le paragraphe 1, second alinéa, seconde phrase, remplace en substance l'article 178 du traité CE.
- (47) Remplacé, en substance, par l'article 9 A, paragraphes 1 et 2, du traité UE (renuméroté 14).
- (48) Remplacé, en substance, par l'article 9 A, paragraphes 1 à 3, du traité UE (renuméroté 14).
- (49) Remplacé, en substance, par l'article 8 A, paragraphe 4, du traité UE (renuméroté 11).
- (50) Remplacé, en substance, par l'article 9 A, paragraphe 1, du traité UE (renuméroté 14).
- (51) Remplacé, en substance, par l'article 9 A, paragraphe 4, du traité UE (renuméroté 14).
- (52) Remplacé, en substance, par l'article 9 C, paragraphe 1, du traité UE (renuméroté 16) et les articles 249 B et 249 C du TFUE (renumérotés 290 et 291).
- (53) Remplacé, en substance, par l'article 9 C, paragraphes 2 et 9, du traité UE (renuméroté 16).
- (54) Remplacé, en substance, par l'article 9 C, paragraphes 4 et 5, du traité UE (renuméroté 16).
- (55) Remplacé, en substance, par l'article 9 D, paragraphe 1, du traité UE (renuméroté 17).
- (56) Remplacé, en substance, par l'article 9 D, paragraphes 3 et 7 du traité UE (renuméroté 17).
- (57) Remplacé, en substance, par l'article 9 D, paragraphe 6, du traité UE (renuméroté 17).

- (58) Remplacé, en substance, par l'article 252*bis* du TFUE (renuméroté 295).
- (59) Remplacé, en substance, par l'article 9 F du traité UE (renuméroté 19).
- (60) Remplacé, en substance, par l'article 9 F, paragraphe 2, premier alinéa, du traité UE (renuméroté 19).
- (61) La première phrase du premier alinéa est remplacée, en substance, par l'article 9 F, paragraphe 2, second alinéa, du traité UE (renuméroté 19).
- (62) Remplace, en substance, l'article 202, troisième tiret, du traité CE.
- (63) Remplacé, en substance, par l'article 256*bis*, paragraphe 2, du TFUE (renuméroté 300).
- (64) Remplacé, en substance, par l'article 256*bis*, paragraphe 4, du TFUE (renuméroté 300).
- (65) Remplacé, en substance, par l'article 256*bis*, paragraphes 3 et 4, du TFUE (renuméroté 300).
- (66) Remplacé, en substance, par l'article 268, paragraphe 4, du TFUE (renuméroté 310).
- (67) Remplace aussi les articles 27 A à 27 E, 40 à 40 B et 43 à 45 de l'actuel traité UE.
- (68) Remplacé, en substance, par l'article 46 A du traité UE (renuméroté 47).
- (69) Remplacé, en substance, par l'article 49 C du traité UE (renuméroté 52).
- (70) Remplacé, en substance, par l'article 49 B du traité UE (renuméroté 51).
- (71) Remplacé, en substance, par l'article 53 du traité UE (renuméroté 55).

ACTE FINAL

LA CONFERENCE DES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES, convoquée à Bruxelles, le 23 juillet 2007, pour arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au traité sur l'Union européenne, au traité instituant la Communauté européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, a arrêté les textes suivants :

I. Le traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne

II. Protocoles

A. Protocoles annexés au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et, le cas échéant, au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique :

- Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne
- Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité
- Protocole sur l'Eurogroupe
- Protocole sur la coopération structurée permanente établie par l'article 28 A du traité sur l'Union européenne
- Protocole relatif à l'article 6, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne sur l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales
- Protocole sur le marché intérieur et la concurrence
- Protocole sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la Pologne et au Royaume-Uni
- Protocole sur l'exercice des compétences partagées
- Protocole sur les services d'intérêt général
- Protocole sur la décision du Conseil relative à la mise en œuvre des articles 9 C, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne et 205, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne entre le 1^{er} novembre 2014 et le 31 mars 2017, d'une part, et à partir du 1^{er} avril 2017, d'autre part
- Protocole sur les dispositions transitoires

B. Protocoles annexés au traité de Lisbonne

- Protocole n° 1 modifiant les protocoles annexés au traité sur l'Union européenne, au traité instituant la Communauté européenne et/ou au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique
- Tableaux de correspondance visés à l'article 2 du protocole n° 1 modifiant les protocoles annexés au traité sur l'Union européenne, au traité instituant la Communauté européenne et/ou au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique
- Protocole n° 2 modifiant le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique

III. Annexe au traité de Lisbonne :

- Tableaux de correspondance visés à l'article 5 du traité de Lisbonne

La Conférence a adopté les déclarations énumérées ci-après et annexées au présent acte final :

A. Déclarations relatives à des dispositions des traités

1. Déclaration sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
2. Déclaration ad article 6, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne
3. Déclaration ad article 7*bis* du traité sur l'Union européenne
4. Déclaration concernant la composition du Parlement européen
5. Déclaration concernant l'accord politique du Conseil européen sur le projet de décision relative à la composition du Parlement européen
6. Déclaration ad article 9 B, paragraphes 5 et 6, article 9, D, paragraphes 6 et 7, et article 9 E du traité sur l'Union européenne
7. Déclaration ad article 9 C, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne et article 205, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
8. Déclaration relative aux mesures pratiques à prendre au moment de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en ce qui concerne la présidence du Conseil européen et du Conseil des affaires étrangères
9. Déclaration ad article 9 C, paragraphe 9, du traité sur l'Union européenne concernant la décision du Conseil européen relative à l'exercice de la présidence du Conseil
10. Déclaration ad article 9 D du traité sur l'Union européenne
11. Déclaration ad article 9 D, paragraphes 6 et 7, du traité sur l'Union européenne
12. Déclaration ad article 9 E du traité sur l'Union européenne
13. Déclaration sur la politique étrangère et de sécurité commune
14. Déclaration sur la politique étrangère et de sécurité commune
15. Déclaration ad article 13*bis* du traité sur l'Union européenne
16. Déclaration ad article 53, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne
17. Déclaration relative à la primauté

18. Déclaration concernant la délimitation des compétences
 19. Déclaration ad article 3 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 20. Déclaration ad article 16 B du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 21. Déclaration sur la protection des données à caractère personnel dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière
 22. Déclaration ad articles 42 et 63*bis* du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 23. Déclaration ad article 42, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 24. Déclaration sur la personnalité juridique de l'Union européenne
 25. Déclaration ad articles 61 H et 188 K du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 26. Déclaration relative à la non participation d'un Etat membre à une mesure basée sur le titre IV de la troisième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 27. Déclaration ad article 69 D, paragraphe 1, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 28. Déclaration ad article 78 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 29. Déclaration ad article 87, paragraphe 2, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 30. Déclaration ad article 104 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 31. Déclaration ad article 140 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 32. Déclaration ad article 152, paragraphe 4, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 33. Déclaration ad article 158 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 34. Déclaration ad article 163 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 35. Déclaration ad article 176 A du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 36. Déclaration ad article 188 N du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant la négociation et la conclusion par les Etats membres d'accords internationaux concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice
 37. Déclaration ad article 188 R du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 38. Déclaration ad article 222 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne relative au nombre d'avocats généraux à la Cour de justice
 39. Déclaration ad article 249 B du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 40. Déclaration ad article 280 D du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 41. Déclaration ad article 308 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 42. Déclaration ad article 308 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 43. Déclaration ad article 311*bis*, paragraphe 6, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 - B. Déclarations relatives à des protocoles annexés aux traités
 44. Déclaration ad article 5 du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne
 45. Déclaration ad article 5, paragraphe 2, du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne
 46. Déclaration ad article 5, paragraphe 3, du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne
 47. Déclaration ad article 5, paragraphes 3, 4 et 5, du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne
 48. Déclaration concernant le protocole sur la position du Danemark
 49. Déclaration concernant l'Italie
 50. Déclaration ad article 10 du protocole sur les dispositions transitoires
- En outre, la Conférence a pris acte des déclarations énumérées ci-après et annexées au présent acte final :
51. Déclaration du Royaume de Belgique relative aux parlements nationaux
 52. Déclaration du Royaume de Belgique, de la République de Bulgarie, de la République fédérale d'Allemagne, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne, de la République italienne, de la République de Chypre, de la République de Lituanie, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République portugaise, de la Roumanie, de la République de Slovénie et de la République slovaque relative aux symboles de l'Union européenne
 53. Déclaration de la République tchèque sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
 54. Déclaration de la République fédérale d'Allemagne, de l'Irlande, de la République de Hongrie, de la République d'Autriche et du Royaume de Suède
 55. Déclaration du Royaume d'Espagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
 56. Déclaration de l'Irlande ad article 3 du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice
 57. Déclaration de la République italienne relative à la composition du Parlement européen
 58. Déclaration de la République de Lettonie, de la République de Hongrie et de la République de Malte relative à l'orthographe du nom de la monnaie unique dans les traités
 59. Déclaration du Royaume des Pays-Bas ad article 270*bis* du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 60. Déclaration du Royaume des Pays-Bas ad article 311*bis* du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 61. Déclaration de la République de Pologne sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
 62. Déclaration de la République de Pologne relative au Protocole sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la Pologne et au Royaume-Uni
 63. Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur la définition du terme "ressortissants"
 64. Déclaration du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord sur le droit de vote aux élections parlementaires européennes
 65. Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ad article 61 H du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Fait à Lisbonne, le treize décembre deux mille sept.

A. DECLARATIONS RELATIVES A DES DISPOSITIONS DES TRAITES

1. Déclaration sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, juridiquement contraignante, confirme les droits fondamentaux garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres.

La Charte n'étend pas le champ d'application du droit de l'Union au-delà des compétences de l'Union, ni ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelles pour l'Union et ne modifie pas les compétences et tâches définies par les traités.

2. Déclaration ad article 6, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne

La Conférence convient que l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales devrait s'effectuer selon des modalités permettant de préserver les spécificités de l'ordre juridique de l'Union. Dans ce contexte, la Conférence constate l'existence d'un dialogue régulier entre la Cour de justice de l'Union européenne et la Cour européenne des droits de l'Homme, dialogue qui pourra être renforcé lors de l'adhésion de l'Union à cette Convention.

3. Déclaration ad article 7bis du traité sur l'Union européenne

L'Union prendra en compte la situation particulière des pays de petite dimension territoriale entretenant avec elle des relations spécifiques de proximité.

4. Déclaration concernant la composition du Parlement européen

Le siège supplémentaire au Parlement européen sera attribué à l'Italie.

5. Déclaration concernant l'accord politique du Conseil européen sur le projet de décision relative à la composition du Parlement européen

Le Conseil européen donnera son accord politique sur le projet révisé de décision relative à la composition du Parlement européen pour la législature 2009-2014, fondé sur la proposition du Parlement européen.

6. Déclaration ad article 9 B, paragraphes 5 et 6, article 9, D, paragraphes 6 et 7, et article 9 E du traité sur l'Union européenne

Le choix des personnes appelées à occuper les fonctions de président du Conseil européen, de président de la Commission et de haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité devra tenir dûment compte de la nécessité de respecter la diversité géographique et démographique de l'Union ainsi que de ses Etats membres.

7. Déclaration ad article 9 C, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne et article 205, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence déclare que la décision relative à la mise en œuvre de l'article 9 C, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne et de l'article 205, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne sera adoptée par le Conseil à la date de la signature du traité de Lisbonne et entrera en vigueur le jour où ledit traité entrera en vigueur. Le projet de décision figure ci-après :

Projet de décision du Conseil relative à la mise en œuvre des articles 9 C, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne et 205, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne entre le 1^{er} novembre 2014 et le 31 mars 2017, d'une part, et à partir du 1^{er} avril 2017, d'autre part

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

considérant ce qui suit :

(1) Il convient d'adopter des dispositions permettant une transition sans heurts du système de prise de décision du Conseil à la majorité qualifiée - tel qu'il est défini à l'article 3, paragraphe 3, du protocole sur les dispositions transitoires, qui continuera de s'appliquer jusqu'au 31 octobre 2014 - au système de vote prévu par les articles 9 C, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne, et 205, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui s'appliquera à compter du 1^{er} novembre 2014, y compris, pendant une période transitoire jusqu'au 31 mars 2017, des dispositions spécifiques prévues à l'article 3, paragraphe 2, dudit protocole.

(2) Il est rappelé que le Conseil a pour pratique de déployer les plus grands efforts pour renforcer la légitimité démocratique des actes adoptés à la majorité qualifiée,

DECIDE :

Section 1

Dispositions applicables entre le 1^{er} novembre 2014 et le 31 mars 2017

Article premier

Entre le 1^{er} novembre 2014 et le 31 mars 2017, si des membres du Conseil, représentant :

- a) au moins trois-quarts de la population, ou
- b) au moins trois-quarts du nombre des Etats membres,

nécessaires pour constituer une minorité de blocage résultant de l'application des articles 9 C, paragraphe 4, premier alinéa, du traité sur l'Union européenne ou 205, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, indiquent leur opposition à l'adoption d'un acte par le Conseil à la majorité qualifiée, le Conseil en délibère.

Article 2

Le Conseil, au cours de cette délibération, fait tout ce qui est en son pouvoir pour aboutir, dans un délai raisonnable et sans porter préjudice aux limites obligatoires de temps fixées par le droit de l'Union, à une solution satisfaisante pour répondre aux préoccupations soulevées par les membres du Conseil visés à l'article 1^{er}.

Article 3

A cette fin, le président du Conseil, avec l'assistance de la Commission et dans le respect du règlement intérieur du Conseil, déploie toute initiative nécessaire pour faciliter la réalisation d'une plus large base d'accord au sein du Conseil. Les membres du Conseil lui apportent leur concours.

Section 2

Dispositions applicables à partir du 1^{er} avril 2017

Article 4

A partir du 1^{er} avril 2017, si des membres du Conseil, représentant :

- a) au moins 55 % de la population, ou
- b) au moins 55 % du nombre des Etats membres,

nécessaires pour constituer une minorité de blocage résultant de l'application des articles 9 C, paragraphe 4, premier alinéa, du traité sur l'Union européenne ou 205, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, indiquent leur opposition à l'adoption d'un acte par le Conseil à la majorité qualifiée, le Conseil en délibère.

Article 5

Le Conseil, au cours de cette délibération, fait tout ce qui est en son pouvoir pour aboutir, dans un délai raisonnable et sans porter préjudice aux limites obligatoires de temps fixées par le droit de l'Union, à une solution satisfaisante pour répondre aux préoccupations soulevées par les membres du Conseil visés à l'article 4.

Article 6

A cette fin, le président du Conseil, avec l'assistance de la Commission et dans le respect du règlement intérieur du Conseil, déploie toute initiative nécessaire pour faciliter la réalisation d'une plus large base d'accord au sein du Conseil. Les membres du Conseil lui apportent leur concours.

Section 3

Entrée en vigueur

Article 7

La présente décision entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

8. Déclaration relative aux mesures pratiques à prendre au moment de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en ce qui concerne la présidence du Conseil européen et du Conseil des affaires étrangères

Au cas où le traité de Lisbonne entrerait en vigueur après le 1^{er} janvier 2009, la Conférence invite les autorités compétentes de l'Etat membre exerçant la présidence semestrielle du Conseil à ce moment-là, d'une part, et la personnalité qui sera élue président du Conseil européen et la personnalité qui sera nommée haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, d'autre part, à prendre, en consultation avec la présidence semestrielle suivante, les mesures concrètes nécessaires qui permettent une transition efficace des aspects matériels et organisationnels de l'exercice de la présidence du Conseil européen et du Conseil des affaires étrangères.

9. Déclaration ad article 9 C, paragraphe 9, du traité sur l'Union européenne concernant la décision du Conseil européen relative à l'exercice de la présidence du Conseil

La Conférence déclare que le Conseil devrait commencer à préparer la décision fixant les procédures de mise en œuvre de la décision relative à l'exercice de la présidence du Conseil dès la signature du traité de Lisbonne et l'approuver politiquement dans les six mois. Un projet de décision du Conseil européen, qui sera adoptée le jour de l'entrée en vigueur dudit traité, figure ci-après :

Projet de décision du Conseil européen relative à l'exercice de la présidence du Conseil

Article premier

1. La présidence du Conseil, à l'exception de la formation des affaires étrangères, est assurée par des groupes prédéterminés de trois Etats membres pour une période de 18 mois. Ces groupes sont composés par rotation égale des Etats membres, en tenant compte de leur diversité et des équilibres géographiques au sein de l'Union.

2. Chaque membre du groupe assure à tour de rôle, pour une période de six mois, la présidence de toutes les formations du Conseil, à l'exception de la formation des affaires étrangères. Les autres membres du groupe assistent la présidence dans toutes ses responsabilités, sur la base d'un programme commun. Les membres du groupe peuvent convenir entre eux d'autres arrangements.

Article 2

La présidence du Comité des représentants permanents des gouvernements des Etats membres est assurée par un représentant de l'Etat membre qui assure la présidence du Conseil des affaires générales.

La présidence du comité politique et de sécurité est assurée par un représentant du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

La présidence des organes préparatoires des diverses formations du Conseil, à l'exception de la formation des affaires étrangères, relève du membre du groupe qui assure la présidence de la formation concernée, sauf décision contraire conformément à l'article 4.

Article 3

Le Conseil des affaires générales assure, en coopération avec la Commission, la cohérence et la continuité des travaux des différentes formations du Conseil dans le cadre d'une programmation pluriannuelle. Les Etats membres en charge de la présidence prennent, avec l'assistance du secrétariat général du Conseil, toutes les dispositions utiles à l'organisation et à la bonne marche des travaux du Conseil.

Article 4

Le Conseil adopte une décision établissant les mesures d'application de la présente décision.

10. Déclaration ad article 9 D du traité sur l'Union européenne

La Conférence considère que, lorsque la Commission ne comprendra plus des ressortissants de tous les Etats membres, celle-ci devrait accorder une attention particulière à la nécessité de garantir une transparence absolue dans ses relations avec l'ensemble des Etats membres. En conséquence, la Commission devrait rester en contact étroit avec tous les Etats membres, que ceux-ci comptent ou non un de leurs ressortissants parmi les membres de la Commission, et, à cet égard, elle devrait accorder une attention particulière à la nécessité de partager les informations avec tous les Etats membres et de les consulter.

La Conférence considère, en outre, que la Commission devrait prendre toutes les mesures utiles afin de garantir que les réalités politiques, sociales et économiques de tous les Etats membres, y compris ceux qui ne comptent pas de ressortissant parmi les membres de la Commission, sont pleinement prises en compte. Parmi ces mesures devrait figurer la garantie que la position de ces Etats membres est prise en compte par l'adoption des modalités d'organisation appropriées.

11. Déclaration ad article 9 D, paragraphes 6 et 7, du traité sur l'Union européenne

La Conférence considère que, en vertu des dispositions des traités, le Parlement européen et le Conseil européen ont une responsabilité commune dans le bon déroulement du processus conduisant à l'élection du président de la Commission européenne. En conséquence, des représentants du Parlement européen et du Conseil européen procéderont, préalablement à la décision du Conseil européen, aux consultations nécessaires dans le cadre jugé le plus approprié. Ces consultations porteront sur le profil des candidats aux fonctions de président de la Commission en tenant compte des élections au Parlement européen, conformément à l'article 9 D, paragraphe 7, premier alinéa. Les modalités de ces consultations pourront être précisées, en temps utile, d'un commun accord entre le Parlement européen et le Conseil européen.

12. Déclaration ad article 9 E du traité sur l'Union européenne

1. La Conférence déclare que des contacts appropriés seront pris avec le Parlement européen pendant les travaux préparatoires précédant la nomination du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, qui interviendra à la date de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, conformément à l'article 9 E du traité sur l'Union européenne et à l'article 5 du protocole sur les dispositions transitoires; le mandat du haut représentant commencera à cette même date et durera jusqu'à la fin du mandat de la Commission alors en exercice.

2. En outre, la Conférence rappelle que le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, dont le mandat commencera en novembre 2009 en même temps et pour la même durée que la prochaine Commission, sera nommé conformément aux dispositions des articles 9 D et 9 E du traité sur l'Union européenne.

13. Déclaration sur la politique étrangère et de sécurité commune

La Conférence souligne que les dispositions du traité sur l'Union européenne portant sur la politique étrangère et de sécurité commune, y compris la création de la fonction de haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et la mise en place d'un service pour l'action extérieure, ne portent pas atteinte aux responsabilités des Etats membres, telles qu'elles existent actuellement, pour l'élaboration et la conduite de leur politique étrangère ni à leur représentation nationale dans les pays tiers et au sein des organisations internationales.

La Conférence rappelle également que les dispositions régissant la politique de sécurité et de défense commune sont sans préjudice du caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense des Etats membres.

Elle souligne que l'Union européenne et ses Etats membres demeureront liés par les dispositions de la Charte des Nations unies et, en particulier, par la responsabilité principale incombant au Conseil de sécurité et à ses Etats membres du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

14. Déclaration sur la politique étrangère et de sécurité commune

En plus des règles et procédures spécifiques visées à l'article 11, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne, la Conférence souligne que les dispositions concernant la politique étrangère et de sécurité commune, y compris pour ce qui est du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ainsi que du service pour l'action extérieure, n'affecteront pas la base juridique existante, les responsabilités ni les compétences de chaque Etat membre en ce qui concerne l'élaboration et la conduite de sa politique étrangère, son service diplomatique national, ses relations avec les pays tiers et sa participation à des organisations internationales, y compris l'appartenance d'un Etat membre au Conseil de sécurité des Nations unies.

La Conférence note par ailleurs que les dispositions concernant la politique étrangère et de sécurité commune ne confèrent pas de nouveaux pouvoirs à la Commission de prendre l'initiative de décisions ni n'accroissent le rôle du Parlement européen.

La Conférence rappelle également que les dispositions régissant la politique de sécurité et de défense commune sont sans préjudice du caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense des Etats membres.

15. Déclaration ad article 13bis du traité sur l'Union européenne

La Conférence déclare que, dès la signature du traité de Lisbonne, le secrétaire général du Conseil, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, la Commission et les Etats membres devraient entamer les travaux préparatoires relatifs au Service européen pour l'action extérieure.

16. Déclaration ad article 53, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne

La Conférence estime que la possibilité de traduire les traités dans les langues visées à l'article 53, paragraphe 2, contribue à la réalisation de l'objectif énoncé à l'article 2, paragraphe 3, quatrième alinéa, qui prévoit que l'Union respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique. A cet égard, la Conférence confirme que l'Union est attachée à la diversité culturelle de l'Europe et qu'elle continuera d'accorder une attention particulière à ces langues et à d'autres langues.

La Conférence recommande que les Etats membres qui souhaitent faire usage de la possibilité visée à l'article 53, paragraphe 2, fassent connaître au Conseil, dans les six mois suivant la signature du traité de Lisbonne, la ou les langues dans lesquelles les traités seront traduits.

17. Déclaration relative à la primauté

La Conférence rappelle que, selon une jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne, les traités et le droit adopté par l'Union sur la base des traités priment le droit des Etats membres, dans les conditions définies par ladite jurisprudence.

En outre, la Conférence a décidé d'annexer au présent Acte final l'avis du Service juridique du Conseil sur la primauté tel qu'il figure au document 11197/07 (JUR 260) :

"Avis du Service juridique du Conseil du 22 juin 2007

Il découle de la jurisprudence de la Cour de justice que la primauté du droit communautaire est un principe fondamental dudit droit. Selon la Cour, ce principe est inhérent à la nature particulière de la Communauté européenne. A l'époque du premier arrêt de cette jurisprudence constante (arrêt du 15 juillet 1964 rendu dans l'affaire 6/64, Costa contre ENEL (1)), la primauté n'était pas mentionnée dans le traité. Tel est toujours le cas actuellement. Le fait que le principe de primauté ne soit pas inscrit dans le futur traité ne modifiera en rien l'existence de ce principe ni la jurisprudence en vigueur de la Cour de justice."

18. Déclaration concernant la délimitation des compétences

La Conférence souligne que, conformément au système de répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres tel que prévu par le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux Etats membres.

Lorsque les traités attribuent à l'Union une compétence partagée avec les Etats membres dans un domaine déterminé, les Etats membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne ou a décidé de cesser de l'exercer. Ce dernier cas de figure peut se produire lorsque les institutions compétentes de l'Union décident d'abroger un acte législatif, en particulier en vue de mieux garantir le respect constant des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Sur l'initiative d'un ou de plusieurs de ses membres (représentants des Etats membres) et conformément à l'article 208 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Conseil peut demander à la Commission de soumettre des propositions visant à abroger un acte législatif. La Conférence se félicite que la Commission déclare qu'elle accordera une attention particulière à ce type de demande.

De même, les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis en Conférence intergouvernementale, conformément à la procédure de révision ordinaire prévue à l'article 48, paragraphes 2 à 5, du traité sur l'Union européenne, peuvent décider de modifier les traités sur lesquels l'Union est fondée, y compris en vue d'accroître ou de réduire les compétences attribuées à l'Union dans lesdits traités.

19. Déclaration ad article 3 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence convient que, dans le cadre des efforts globaux de l'Union pour éliminer les inégalités entre les femmes et les hommes, celle-ci visera, dans ses différentes politiques, à lutter contre toutes les formes de violence domestique. Il convient que les Etats membres prennent toutes les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer ces actes criminels ainsi que pour soutenir et protéger les victimes.

20. Déclaration ad article 16 B du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence déclare que, chaque fois que doivent être adoptées, sur la base de l'article 16 B, des règles relatives à la protection des données à caractère personnel qui pourraient avoir une incidence directe sur la sécurité nationale, il devra en être dûment tenu compte. Elle rappelle que la législation actuellement applicable (voir en particulier la directive 95/46/CE) prévoit des dérogations spécifiques à cet égard.

21. Déclaration sur la protection des données à caractère personnel

dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière

La Conférence reconnaît que des règles spécifiques sur la protection des données à caractère personnel et sur la libre circulation de ces données dans les domaines de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière se basant sur l'article 16 B du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne pourraient s'avérer nécessaires en raison de la nature spécifique de ces domaines.

22. Déclaration ad articles 42 et 63bis du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence estime que, au cas où un projet d'acte législatif fondé sur l'article 63bis, paragraphe 2, porterait atteinte aux aspects importants du système de sécurité sociale d'un Etat membre, notamment pour ce qui est du champ d'application, du coût ou de la structure financière, ou en affecterait l'équilibre financier comme le prévoit l'article 42, second alinéa, les intérêts dudit Etat membre seront dûment pris en considération.

23. Déclaration ad article 42, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence rappelle que, dans ce cas, le Conseil européen se prononce par consensus, conformément à l'article 9 B, paragraphe 4, du traité sur l'Union européenne.

24. Déclaration sur la personnalité juridique de l'Union européenne

La Conférence confirme que le fait que l'Union européenne a une personnalité juridique n'autorisera en aucun cas l'Union à légiférer ou à agir au-delà des compétences que les Etats membres lui ont attribuées dans les traités.

25. Déclaration ad articles 61 H et 188 K du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence rappelle que le respect des droits et des libertés fondamentaux implique notamment qu'une attention suffisante soit accordée à la protection et au respect du droit des personnes physiques ou des entités concernées de bénéficier des garanties prévues par la loi. A cette fin, et afin de garantir un contrôle juridictionnel rigoureux des décisions soumettant une personne physique ou une entité à des mesures restrictives, les décisions en question doivent s'appuyer sur ces critères clairs et distincts. Ces critères devraient être adaptés aux caractéristiques propres à chaque mesure restrictive.

26. Déclaration relative à la non-participation d'un Etat membre à une mesure basée sur le titre IV de la troisième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence déclare que lorsqu'un Etat membre choisit de ne pas participer à une mesure basée sur le titre IV de la troisième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Conseil aura une discussion approfondie sur les implications et effets possibles de la non-participation de cet Etat membre à cette mesure.

En outre, tout Etat membre peut inviter la Commission à examiner la situation sur base de l'article 96 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les alinéas qui précèdent sont sans préjudice de la possibilité d'un Etat membre de saisir le Conseil européen de cette question.

27. Déclaration ad article 69 D, paragraphe 1, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence estime que les règlements visés à l'article 69 D, paragraphe 1, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne devraient tenir compte des règles et pratiques nationales concernant le déclenchement d'enquêtes pénales.

28. Déclaration ad article 78 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence constate que les dispositions de l'article 78 doivent être appliquées conformément à la pratique actuelle. Les termes "les mesures (Y) nécessaires (Y) pour compenser les désavantages économiques causés, par la division de l'Allemagne, à l'économie de certaines régions de la République fédérale affectées par cette division" doivent être interprétés conformément à la jurisprudence existante de la Cour de justice de l'Union européenne.

29. Déclaration ad article 87, paragraphe 2, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence constate que l'article 87, paragraphe 2, point c), doit être interprété conformément à la jurisprudence existante de la Cour de justice de l'Union européenne en matière d'applicabilité de ces dispositions aux aides accordées à certaines régions de la République fédérale d'Allemagne touchées par l'ancienne division de l'Allemagne.

30. Déclaration ad article 104 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

En ce qui concerne l'article 104, la Conférence confirme que le renforcement du potentiel de croissance et la garantie de situations budgétaires saines forment les deux piliers sur lesquels repose la politique économique et budgétaire de l'Union et des Etats membres. Le Pacte de stabilité et de croissance est un instrument important pour la réalisation de ces objectifs.

La Conférence réaffirme son attachement aux dispositions relatives au Pacte de stabilité et de croissance, qui constituent le cadre dans lequel doit s'effectuer la coordination des politiques budgétaires des Etats membres.

La Conférence confirme qu'un système fondé sur des règles est le meilleur moyen de garantir le respect des engagements et une égalité de traitement pour tous les Etats membres.

Dans ce cadre, la Conférence réaffirme également son attachement aux objectifs de la stratégie de Lisbonne : création d'emplois, réformes structurelles et cohésion sociale.

L'Union vise à parvenir à une croissance économique équilibrée et à la stabilité des prix. Les politiques économiques et budgétaires doivent, par conséquent, fixer les priorités adéquates en matière de réformes économiques, d'innovation, de compétitivité et de renforcement de l'investissement privé et de la consommation durant les périodes de faible croissance économique. Cela devrait se traduire dans les orientations des décisions budgétaires au niveau national et au niveau de l'Union, grâce notamment à une restructuration des recettes et des dépenses publiques, tout en respectant la discipline budgétaire conformément aux traités et au Pacte de stabilité et de croissance.

Les défis budgétaires et économiques que doivent relever les Etats membres mettent en évidence l'importance d'une politique budgétaire saine pour l'ensemble du cycle économique.

La Conférence convient que les Etats membres devraient tirer parti activement des périodes de reprise économique pour consolider leurs finances publiques et améliorer leur situation budgétaire. L'objectif est de parvenir progressivement à un excédent budgétaire en période de conjoncture favorable, ce qui crée la marge de manœuvre nécessaire pour faire face aux fléchissements de la conjoncture et contribuer ainsi à la viabilité à long terme des finances publiques.

Les Etats membres attendent avec intérêt d'éventuelles propositions de la Commission et de nouvelles contributions des Etats membres visant à renforcer et à clarifier la mise en œuvre du Pacte de stabilité et de croissance. Les Etats membres prendront toutes les mesures nécessaires pour accroître le potentiel de croissance de leur économie. Une meilleure coordination de la politique économique pourrait favoriser cet objectif. La présente déclaration ne préjuge pas le débat futur sur le Pacte de stabilité et de croissance.

31. Déclaration ad article 140 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence confirme que les politiques décrites à l'article 140 relèvent essentiellement de la compétence des Etats membres. Les mesures d'encouragement et de coordination à prendre au niveau de l'Union conformément aux dispositions de cet article revêtent un caractère complémentaire. Elles servent à renforcer la coopération entre Etats membres et non pas à harmoniser des systèmes nationaux. Les garanties et usages existant dans chaque Etat membre eu égard à la responsabilité des partenaires sociaux n'en sont pas affectés.

La présente déclaration est sans préjudice des dispositions des traités attribuant des compétences à l'Union, y compris dans le domaine social.

32. Déclaration ad article 152, paragraphe 4, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence déclare que les mesures qui seront adoptées en application de l'article 152, paragraphe 4, point c), doivent respecter les enjeux communs de sécurité et doivent avoir pour objectif de fixer des normes élevées de qualité et de sécurité, lorsque des normes nationales affectant le marché intérieur empêcheraient, autrement, d'atteindre un niveau élevé de protection de la santé humaine.

33. Déclaration ad article 158 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence estime que les termes "régions insulaires" figurant à l'article 158 peuvent également désigner des Etats insulaires dans leur intégralité, sous réserve que les conditions nécessaires soient réunies.

34. Déclaration ad article 163 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence convient que l'action de l'Union dans le domaine de la recherche et du développement technologique tiendra dûment compte des orientations et choix fondamentaux inscrits dans les politiques de recherche des Etats membres.

35. Déclaration ad article 176 A du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence estime que l'article 176 A n'affecte pas le droit des Etats membres de prendre les dispositions nécessaires afin d'assurer leur approvisionnement énergétique dans les conditions prévues par l'article 297.

36. Déclaration ad article 188 N du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant la négociation et la conclusion par les Etats membres d'accords internationaux concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice

La Conférence confirme que les Etats membres ont le droit de négocier et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales dans les domaines couverts par la troisième partie, titre IV, chapitres 3, 4 et 5, pour autant que ces accords soient conformes au droit de l'Union.

37. Déclaration ad article 188 R du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Sans préjudice des mesures adoptées par l'Union pour s'acquitter de son obligation de solidarité à l'égard d'un Etat membre qui est l'objet d'une attaque terroriste ou la victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine, aucune des dispositions de l'article 188 R ne vise à porter atteinte au droit d'un autre Etat membre de choisir les moyens les plus appropriés pour s'acquitter de son obligation de solidarité à l'égard dudit Etat membre.

38. Déclaration ad article 222 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne relative au nombre d'avocats généraux à la Cour de justice

La Conférence déclare que si, conformément à l'article 222, premier alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la Cour de justice demande que le nombre d'avocats généraux soit augmenté de trois personnes (soit onze au lieu de huit), le Conseil, statuant à l'unanimité, marquera son accord sur cette augmentation.

Dans ce cas, la Conférence convient que la Pologne, comme c'est déjà le cas pour l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni, aura un avocat général permanent et ne participera plus au système de rotation; par ailleurs, le système actuel de rotation comprendra cinq avocats généraux au lieu de trois.

39. Déclaration ad article 249 B du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence prend acte de l'intention de la Commission de continuer à consulter les experts désignés par les Etats membres dans l'élaboration de ses projets d'actes délégués dans le domaine des services financiers, conformément à sa pratique constante.

40. Déclaration ad article 280 D du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence déclare que les Etats membres peuvent indiquer, lorsqu'ils présentent une demande visant à instaurer une coopération renforcée, s'ils envisagent déjà à ce stade de faire application de l'article 280 H, qui prévoit l'extension du vote à la majorité qualifiée, ou de recourir à la procédure législative ordinaire.

41. Déclaration ad article 308 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence déclare que la référence aux objectifs de l'Union figurant à l'article 308, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne vise les objectifs fixés à l'article 2, paragraphes 2 et 3, du traité sur l'Union européenne ainsi que les objectifs énoncés à l'article 2, paragraphe 5, dudit traité, relatif à l'action extérieure, en vertu de la cinquième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Par conséquent, il est exclu qu'une action fondée sur l'article 308 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne poursuive uniquement les objectifs fixés à l'article 2, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne. Dans ce cadre, la Conférence note que, conformément à l'article 15ter, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne, des actes législatifs ne peuvent être adoptés dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune.

42. Déclaration ad article 308 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La Conférence souligne que, conformément à la jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne, l'article 308 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui fait partie intégrante d'un ordre institutionnel basé sur le principe des compétences d'attribution, ne saurait constituer un fondement pour élargir le domaine des compétences de l'Union au-delà du cadre général résultant de l'ensemble des dispositions des traités, et en particulier de celles qui définissent les missions et les actions de l'Union. Cet article ne saurait en tout cas servir de fondement à l'adoption de dispositions qui aboutiraient en substance, dans leurs conséquences, à une modification des traités échappant à la procédure que ceux-ci prévoient à cet effet.

43. Déclaration ad article 311bis, paragraphe 6, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que le Conseil européen, en application de l'article 311bis, paragraphe 6, prendra une décision aboutissant à la modification du statut de Mayotte à l'égard de l'Union, de manière à ce que ce territoire devienne une région ultrapériphérique au sens de l'article 311bis, paragraphe 1, et de l'article 299, lorsque les autorités françaises notifieront au Conseil européen et à la Commission que l'évolution en cours du statut interne de l'île le permet.

B. DECLARATIONS RELATIVES A DES PROTOCOLES ANNEXES AUX TRAITES

44. Déclaration ad article 5 du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne

La Conférence note que lorsqu'un Etat membre a notifié, au titre de l'article 5, paragraphe 2, du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne, qu'il ne souhaite pas participer à une proposition ou à une initiative, cette notification peut être retirée à tout moment avant l'adoption de la mesure fondée sur l'acquis de Schengen.

45. Déclaration ad article 5, paragraphe 2, du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne

La Conférence déclare que, chaque fois que le Royaume-Uni ou l'Irlande fait part au Conseil de son intention de ne pas participer à une mesure fondée sur une partie de l'acquis de Schengen à laquelle l'un ou l'autre participe, le Conseil tiendra une discussion approfondie sur les implications possibles de la non-participation dudit Etat membre à cette mesure. La discussion au sein du Conseil devra être menée à la lumière des indications fournies par la Commission sur la relation entre la proposition et l'acquis de Schengen.

46. Déclaration ad article 5, paragraphe 3, du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne

La Conférence rappelle que si le Conseil ne prend pas de décision à l'issue d'une première discussion de fond de la question, la Commission peut lui présenter une proposition modifiée en vue d'un réexamen supplémentaire de fond dans le délai de 4 mois.

47. Déclaration ad article 5, paragraphes 3, 4 et 5, du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne

La Conférence note que les conditions à déterminer dans la décision visée aux paragraphes 3, 4 ou 5 de l'article 5 du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne peuvent établir que l'Etat membre concerné supporte, le cas échéant, les conséquences financières directes découlant nécessairement et inévitablement de la cessation de sa participation à certains ou à l'ensemble des acquis visés dans toute décision prise par le Conseil conformément à l'article 4 dudit protocole.

48. Déclaration concernant le protocole sur la position du Danemark

La Conférence note que, en ce qui concerne les actes juridiques devant être adoptés par le Conseil, agissant seul ou conjointement avec le Parlement européen, et comportant des dispositions applicables au Danemark ainsi que des dispositions ne s'appliquant pas à ce dernier parce qu'elles sont fondées sur une base juridique à laquelle la partie I du protocole sur la position du Danemark s'applique, le Danemark déclare qu'il n'utilisera pas son droit de vote pour s'opposer à l'adoption des dispositions qui ne lui sont pas applicables.

En outre, la Conférence note que, sur la base de la déclaration qu'elle a faite sur l'article 188 R, le Danemark déclare que sa participation à des actions ou à des actes juridiques en application de l'article 188 R aura lieu conformément aux parties I et II du protocole sur la position du Danemark.

49. Déclaration concernant l'Italie

La Conférence prend acte du fait que le protocole concernant l'Italie, annexé en 1957 au traité instituant la Communauté économique européenne, tel que modifié lors de l'adoption du traité sur l'Union européenne, précisait que :

"LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,
DESIRANT régler certains problèmes particuliers intéressant l'Italie,
SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité :

LES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE

PRENNENT ACTE du fait que le gouvernement italien est engagé dans la mise en exécution d'un programme décennal d'expansion économique, qui a pour but de redresser les déséquilibres de structure de l'économie italienne, notamment par l'équipement des zones moins développées dans le Midi et dans les îles et par la création d'emplois nouveaux dans le but d'éliminer le chômage.

RAPPELLENT que ce programme du gouvernement italien a été pris en considération et approuvé dans ses principes et ses objectifs par des organisations de coopération internationale dont ils sont membres.

RECONNAISSENT qu'il est de leur intérêt commun que les objectifs du programme italien soient atteints.

CONVIENNENT, en vue de faciliter au gouvernement italien l'accomplissement de cette tâche, de recommander aux institutions de la Communauté de mettre en œuvre tous les moyens et procédures prévus par le traité en recourant notamment à un emploi adéquat des ressources de la Banque européenne d'investissement et du Fonds social européen.

SONT D'AVIS qu'il doit être tenu compte par les institutions de la Communauté, dans l'application du traité, de l'effort que l'économie italienne devra supporter dans les prochaines années et de l'opportunité d'éviter que des tensions dangereuses ne se produisent, notamment dans la balance des paiements ou dans le niveau de l'emploi, qui pourraient compromettre l'application de ce traité en Italie.

RECONNAISSENT en particulier que, dans le cas d'application des articles 109 H et 109 I, il faudra veiller à ce que les mesures demandées au gouvernement italien sauvegardent l'aboutissement de son programme d'expansion économique et de relèvement du niveau de vie de la population."

50. Déclaration ad article 10 du protocole sur les dispositions transitoires

La Conférence invite le Parlement européen, le Conseil et la Commission, dans le cadre de leurs attributions respectives, à s'efforcer d'adopter, dans les cas appropriés et dans la mesure du possible dans le délai de cinq ans visé à l'article 10, paragraphe 3, du protocole sur les dispositions transitoires, des actes juridiques modifiant ou remplaçant les actes visés à l'article 10, paragraphe 1, dudit protocole.

C. DECLARATIONS D'ETATS MEMBRES

En outre, la Conférence a pris acte des déclarations énumérées ci-après et annexées au présent acte final :

51. Déclaration du Royaume de Belgique relative aux parlements nationaux

La Belgique précise que, en vertu de son droit constitutionnel, tant la Chambre des Représentants et le Sénat du Parlement fédéral que les assemblées parlementaires des Communautés et des Régions agissent, en fonction des compétences exercées par l'Union, comme composantes du système parlementaire national ou chambres du Parlement national.

52. Déclaration du Royaume de Belgique, de la République de Bulgarie, de la République fédérale d'Allemagne, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne, de la République italienne, de la République de Chypre, de la République de Lituanie, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République portugaise, de la Roumanie, de la République de Slovénie et de la République slovaque relative aux symboles de l'Union européenne

La Belgique, la Bulgarie, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, l'Italie, Chypre, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, l'Autriche, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie déclarent que le drapeau représentant un cercle de douze étoiles d'or sur fond bleu, l'hymne tiré de "l'Ode à la joie" de la Neuvième symphonie de Ludwig van Beethoven, la devise "Unie dans la diversité", l'euro en tant que monnaie de l'Union européenne et la Journée de l'Europe le 9 mai continueront d'être, pour eux, les symboles de l'appartenance commune des citoyens à l'Union européenne et de leur lien avec celle-ci.

53. Déclaration de la République tchèque sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

1. La République tchèque rappelle que les dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne s'adressent aux institutions et organes de l'Union européenne dans le respect du principe de subsidiarité et de la répartition des compétences entre l'Union européenne et ses Etats membres telle qu'elle est réaffirmée dans la déclaration (n° 18) concernant la délimitation des compétences. La République tchèque souligne que les dispositions de la Charte s'adressent aux Etats membres uniquement lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union et non lorsqu'ils adoptent et mettent en œuvre le droit national indépendamment du droit de l'Union.

2. La République tchèque souligne également que la Charte n'étend pas le champ d'application du droit de l'Union et ne crée aucune compétence nouvelle pour l'Union. Elle ne réduit pas le champ d'application du droit national et ne limite aucune compétence actuelle des autorités nationales dans ce domaine.

3. La République tchèque souligne que, dans la mesure où la Charte reconnaît des droits et des principes fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, ces droits et principes doivent être interprétés en harmonie avec lesdites traditions.

4. La République tchèque souligne en outre qu'aucune disposition de la Charte ne peut être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par le droit de l'Union et les conventions internationales auxquelles sont parties l'Union, ou tous les Etats membres, et notamment la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que par les constitutions des Etats membres.

54. Déclaration de la République fédérale d'Allemagne, de l'Irlande, de la République de Hongrie, de la République d'Autriche et du Royaume de Suède

L'Allemagne, l'Irlande, la Hongrie, l'Autriche et la Suède notent que les dispositions essentielles du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique n'ont pas fait l'objet de modifications de fond depuis l'entrée en vigueur dudit traité, et qu'une mise à jour est nécessaire. Elles sont donc favorables à l'idée d'une Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres, qu'il conviendrait de convoquer dès que possible.

55. Déclaration du Royaume d'Espagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Les traités s'appliquent à Gibraltar en tant que territoire européen dont un Etat membre assume les relations extérieures. Cela n'implique aucun changement des positions respectives des Etats membres concernés.

56. Déclaration de l'Irlande ad article 3 du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice

L'Irlande se déclare attachée à l'Union en tant qu'espace de liberté, de sécurité et de justice dans le respect des droits fondamentaux et des différents systèmes et traditions juridiques des Etats membres à l'intérieur duquel les citoyens jouissent d'un niveau élevé de sécurité.

En conséquence, l'Irlande fait part de sa ferme intention d'exercer le droit qui lui est conféré, en vertu de l'article 3 du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, de prendre part, autant que possible, à l'adoption de mesures relevant du titre IV de la troisième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

En particulier, l'Irlande participera autant que possible aux mesures dans le domaine de la coopération policière.

En outre, l'Irlande rappelle que, conformément à l'article 8 du protocole, elle peut notifier par écrit au Conseil son souhait de ne plus relever des dispositions du protocole. L'Irlande a l'intention de revoir le fonctionnement de ces dispositions dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

57. Déclaration de la République italienne relative à la composition du Parlement européen

L'Italie constate que, conformément aux articles 8 A (renuméroté article 10) et 9 A (renuméroté article 14) du traité sur l'Union européenne, le Parlement européen est composé de représentants des citoyens de l'Union, dont la représentation est assurée de façon dégressivement proportionnelle.

L'Italie constate également que, en vertu de l'article 8 (renuméroté article 9) du traité sur l'Union européenne et de l'article 17 (renuméroté article 20) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre.

Par conséquent l'Italie considère que, sans préjudice de la décision relative à la législature 2009-2014, toute décision adoptée par le Conseil européen, sur initiative du Parlement européen et avec son approbation, fixant la composition du Parlement européen, doit respecter les principes visés à l'article 9 A (renuméroté article 14) deuxième paragraphe, premier alinéa.

58. Déclaration de la République de Lettonie, de la République de Hongrie et de la République de Malte relative à l'orthographe du nom de la monnaie unique dans les traités

Sans préjudice de l'orthographe unifiée du nom de la monnaie unique de l'Union européenne visée dans les traités et telle que figurant sur les billets de banque et les pièces de monnaie, la Lettonie, la Hongrie et Malte déclarent que l'orthographe du nom de la monnaie unique, y compris ses dérivés, utilisée dans les versions lettone, hongroise et maltaise des traités, n'a aucune incidence sur les règles existantes de la langue lettone, de la langue hongroise et de la langue maltaise.

59. Déclaration du Royaume des Pays-Bas ad article 270bis du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Le Royaume des Pays-Bas approuvera une décision visée à l'article 270bis, paragraphe 2, second alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne lorsqu'une révision de la décision visée à l'article 269, troisième alinéa, dudit traité aura apporté aux Pays-Bas une solution satisfaisante pour sa situation des paiements nette négative, excessive par rapport au budget de l'Union.

60. Déclaration du Royaume des Pays-Bas ad article 311bis du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Le Royaume des Pays-Bas déclare qu'une initiative en vue d'une décision visée à l'article 311bis, paragraphe 6, visant à modifier le statut des Antilles néerlandaises et/ou d'Aruba à l'égard de l'Union, ne sera présentée que sur la base d'une décision prise conformément au statut du Royaume des Pays-Bas.

61. Déclaration de la République de Pologne sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

La Charte ne porte atteinte en aucune manière au droit des Etats membres de légiférer dans le domaine de la moralité publique, du droit de la famille ainsi que de la protection de la dignité humaine et du respect de l'intégrité humaine physique et morale.

62. Déclaration de la République de Pologne relative au Protocole sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la Pologne et au Royaume-Uni

La Pologne déclare que, compte tenu de la tradition liée au mouvement social "Solidarité" et de sa contribution importante à la lutte en faveur des droits sociaux et du travail, elle respecte intégralement les droits sociaux et du travail établis par le droit de l'Union, et en particulier ceux qui sont réaffirmés au titre IV de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

63. Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur la définition du terme "ressortissants"

En ce qui concerne les traités et le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et tout acte dérivant de ces traités ou restant en vigueur en vertu de ces traités, le Royaume-Uni réitère la déclaration qu'il a faite le 31 décembre 1982 sur la définition du terme "ressortissants", l'expression "citoyens des territoires dépendants britanniques" devant toutefois être entendue comme signifiant "citoyens des territoires d'outre-mer britanniques".

64. Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur le droit de vote aux élections parlementaires européennes

Le Royaume-Uni note que l'article 9 A du traité sur l'Union européenne et d'autres dispositions des traités ne sont pas destinés à modifier la base du droit de vote pour les élections parlementaires européennes.

65. Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ad article 61 H du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Le Royaume-Uni est totalement en faveur d'une action énergique en ce qui concerne l'adoption de sanctions financières visant à la prévention du terrorisme et des activités connexes, ainsi qu'à la lutte contre ces phénomènes. Le Royaume-Uni déclare donc qu'il a l'intention d'exercer le droit qui lui est conféré, en vertu de l'article 3 du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, de prendre part à l'adoption de toutes les propositions présentées au titre de l'article 61 H du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Notes

(1) "Il [en] résulte (Y) qu'issu d'une source autonome, le droit né du traité ne pourrait donc, en raison de sa nature spécifique originale, se voir judiciairement opposer un texte interne quel qu'il soit, sans perdre son caractère communautaire et sans que soit mise en cause la base juridique de la Communauté elle-même."

**Verdrag van Lissabon tot wijziging van het verdrag betreffende de Europese Unie
en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap**

PREAMBULE

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN,
DE PRESIDENT VAN DE REPUBLIEK BULGARIJE,
de PRESIDENT VAN DE Tsjechische Republiek,
HARE MAJESTEIT DE KONINGIN VAN DENEMARKEN,
DE PRESIDENT VAN DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND,
DE PRESIDENT van de Republiek Estland,
DE PRESIDENT VAN IERLAND,
DE PRESIDENT VAN DE HELLEENSE REPUBLIEK,
ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SPANJE,
DE PRESIDENT VAN DE FRANSE REPUBLIEK,
DE PRESIDENT VAN DE ITALIAANSE REPUBLIEK,
DE PRESIDENT van de Republiek CYPRUS,
DE PRESIDENT van de Republiek LETland,
DE PRESIDENT van de Republiek LITOUWEN,
ZIJNE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOEG VAN LUXEMBURG,
de president van de Republiek HONGARIJE,
DE PRESIDENT van MALTA,
HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN,
DE FEDERALE PRESIDENT VAN DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,
DE PRESIDENT van de Republiek POLEN,
DE PRESIDENT VAN DE PORTUGESE REPUBLIEK,
DE PRESIDENT VAN ROEMENIË,
DE PRESIDENT van de Republiek SLOVENIË,
de PRESIDENT VAN DE SLOWAAKse Republiek,
DE PRESIDENT VAN DE REPUBLIEK FINLAND,
DE REGERING VAN HET KONINKRIJK ZWEDEN,
HARE MAJESTEIT DE KONINGIN VAN HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN
NOORD-IERLAND,

GELEID DOOR DE WENS om het door het Verdrag van Amsterdam en het Verdrag van Nice op gang gebrachte proces te voltooien teneinde de doeltreffendheid en de democratische legitimiteit van de Unie te versterken en haar optreden samenhangender te maken,

ZIJN OVEREENGEKOMEN het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie te wijzigen,

en hebben te dien einde als hun gevolmachtigden aangewezen :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN

Guy VERHOFSTADT

Eerste minister

Karel DE GUCHT

Minister van Buitenlandse Zaken

DE PRESIDENT VAN DE REPUBLIEK BULGARIJE

Sergei STANISHEV

Eerste minister

Ivailo KALFIN

Vice-minister-president en minister van Buitenlandse Zaken

de PRESIDENT VAN DE Tsjechische Republiek

Mirek TOPOLÁNEK

Eerste minister

Karel SCHWARZENBERG

Minister van Buitenlandse Zaken

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN VAN DENEMARKEN

Anders Fogh RASMUSSEN

Eerste minister

Per Stig MØLLER

Minister van Buitenlandse Zaken

DE PRESIDENT VAN DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND

Dr. Angela MERKEL

Bondskanselier

Dr. Frank-Walter STEINMEIER

Bondsminister van Buitenlandse Zaken en vice-bondskanselier

DE PRESIDENT van de Republiek Estland
Andrus ANSIP
Eerste minister
Urmas PAET
Minister van Buitenlandse Zaken
DE PRESIDENT VAN IERLAND
Bertie AHERN
Eerste minister (Taoiseach)
Dermot AHERN
Minister van Buitenlandse Zaken
DE PRESIDENT VAN DE HELLEENSE REPUBLIEK
Konstantinos KARAMANLIS
Eerste minister
Dora BAKOYANNIS
Minister van Buitenlandse Zaken
ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SPANJE
José Luis RODRÍGUEZ ZAPATERO
Eerste minister
Miguel Ángel MORATINOS CUYAUBE
Minister van Buitenlandse Zaken en Samenwerking
DE PRESIDENT VAN DE FRANSE REPUBLIEK
Nicolas SARKOZY
President
François FILLON
Eerste minister
Bernard KOUCHNER
Minister van Buitenlandse en Europese Zaken
DE PRESIDENT VAN DE ITALIAANSE REPUBLIEK
Romano PRODI
Voorzitter van de raad van ministers
Massimo D'ALEMA
Vice-president van de Raad van ministers en minister van Buitenlandse Zaken
DE PRESIDENT van de Republiek CYPRUS
Tassos PAPADOPOULOS
President
Erato KOZAKOU-MARCOULLIS
Minister van Buitenlandse Zaken
DE PRESIDENT van de Republiek LETland
Valdis ZATLERS
President
Aigars KALVĪTIS
Eerste minister
Māris RIEKSTIŌD
Minister van Buitenlandse Zaken
DE PRESIDENT van de Republiek LITOUWEN
Valdas ADAMKUS
President
Gediminas KIRKILAS
Eerste minister
Petras VAITIEKŪNAS
Minister van Buitenlandse Zaken
ZIJNE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOOG VAN LUXEMBURG
Jean-Claude JUNCKER
Eerste minister, minister van Staat
Jean ASSELBORN
Minister van Buitenlandse Zaken en Immigratie
de president van de Republiek HONGARIJE
Ferenc GYURCSÁNY
Eerste minister
Dr. Kinga GÖNCZ
Minister van Buitenlandse Zaken

DE PRESIDENT van MALTA
The Hon. Lawrence GONZI
Eerste minister
The Hon. Michael FRENDO
Minister van Buitenlandse Zaken
HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN
Dr. J.P. BALKENENDE
Minister-President, Minister van Algemene Zaken
M.J.M. VERHAGEN
Minister van Buitenlandse Zaken
DE BONDSPRESIDENT VAN DE REPUBLIEK OOSTENRIJK
Dr. Alfred GUSENBAUER
Bondskanselier
Dr. Ursula PLASSNIK
Bondsminister van Europese en Internationale Zaken
DE PRESIDENT van de Republiek POLEN
Donald TUSK
Eerste minister
Radosław SIKORSKI
Minister van Buitenlandse Zaken
DE PRESIDENT VAN DE PORTUGESE REPUBLIEK
José SÓCRATES CARVALHO PINTO DE SOUSA
Eerste minister
Luís Filipe MARQUES AMADO
Minister van Staat en minister van Buitenlandse Zaken
DE PRESIDENT VAN ROEMENIË
Traian BĂSESCU
President
Călin POPESCU-TĂRICEANU
Eerste minister
Adrian CIOROIANU
Minister van Buitenlandse Zaken
DE PRESIDENT van de Republiek SLOVENIË
Janez JANA
Voorzitter van de regering
Dr. Dimitrij RUPEL
Minister van Buitenlandse Zaken
de PRESIDENT VAN DE SLOWAAKse Republiek
Robert FICO
Eerste minister
Ján KUBI
Minister van Buitenlandse Zaken
DE PRESIDENT VAN DE REPUBLIEK FINLAND
Matti VANHANEN
Eerste minister
Ilkka KANERVA
Minister van Buitenlandse Zaken
DE REGERING VAN HET KONINKRIJK ZWEDEN
Fredrik REINFELDT
Eerste minister
Cecilia MALMSTRÖM
Minister van Europese Zaken
HARE MAJESTEIT DE KONINGIN VAN HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN
NOORD-IERLAND,
The Rt Hon. Gordon BROWN
Eerste minister
The Rt Hon. David MILIBAND
Minister van Buitenlandse Zaken en Gemenebestzaken
DIE, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten,
ALS VOLGT ZIJN OVEREENGEKOMEN :

WIJZIGINGEN VAN HET VERDRAG BETREFFENDE DE EUROPESE UNIE EN VAN HET VERDRAG
TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP

ARTIKEL 1

Het Verdrag betreffende de Europese Unie wordt gewijzigd overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.

PREAMBULE

1) De preambule wordt als volgt gewijzigd :

a) de volgende tekst wordt ingevoegd als tweede overweging :

"GEÏNSPIREERD door de culturele, religieuze en humanistische tradities van Europa, die ten grondslag liggen aan de ontwikkeling van de universele waarden van de onschendbare en onvervreembare rechten van de mens en van vrijheid, democratie, gelijkheid en de rechtsstaat;"

b) In de zevende overweging, thans de achtste, wordt "in dit Verdrag" vervangen door "in dit Verdrag en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie"

c) In de elfde overweging, thans de twaalfde, wordt "in dit Verdrag" vervangen door "in dit Verdrag en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie"

ALGEMENE BEPALINGEN

2) Artikel 1 wordt als volgt gewijzigd :

a) aan de eerste alinea wordt de volgende zinsnede toegevoegd :

"..., waaraan de lidstaten bevoegdheden toedelen om hun gemeenschappelijke doelstellingen te bereiken.";

b) de derde alinea wordt vervangen door :

"De Unie is gegrond op dit Verdrag en op het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna "de Verdragen" te noemen). Deze twee Verdragen hebben dezelfde juridische waarde. De Unie treedt in de plaats van de Europese Gemeenschap, waarvan zij de opvolger is."

3) Een nieuw artikel *1bis* wordt ingevoegd :

"ARTIKEL *1bis*

De waarden waarop de Unie berust, zijn eerbied voor de menselijke waardigheid, vrijheid, democratie, gelijkheid, de rechtsstaat en eerbiediging van de mensenrechten, waaronder de rechten van personen die tot minderheden behoren. Deze waarden hebben de lidstaten gemeen in een samenleving die gekenmerkt wordt door pluralisme, non-discriminatie, verdraagzaamheid, rechtvaardigheid, solidariteit en gelijkheid van vrouwen en mannen."

4) Artikel 2 wordt vervangen door :

"ARTIKEL 2

1. De Unie heeft als doel de vrede, haar waarden en het welzijn van haar volkeren te bevorderen.

2. De Unie biedt haar burgers een ruimte van vrijheid, veiligheid en recht zonder binnengrenzen, waarin het vrije verkeer van personen gewaarborgd is in combinatie met passende maatregelen met betrekking tot controles aan de buitengrenzen, asiel, immigratie, en voorkoming en bestrijding van criminaliteit.

3. De Unie brengt een interne markt tot stand. Zij zet zich in voor de duurzame ontwikkeling van Europa, op basis van een evenwichtige economische groei en van prijsstabiliteit, een sociale markteconomie met een groot concurrentievermogen die gericht is op volledige werkgelegenheid en sociale vooruitgang, en van een hoog niveau van bescherming en verbetering van de kwaliteit van het milieu. De Unie bevordert wetenschappelijke en technische vooruitgang.

De Unie bestrijdt sociale uitsluiting en discriminatie, en bevordert sociale rechtvaardigheid en bescherming, de gelijkheid van vrouwen en mannen, de solidariteit tussen generaties en de bescherming van de rechten van het kind.

De Unie bevordert de economische, sociale en territoriale samenhang, en de solidariteit tussen de lidstaten.

De Unie eerbiedigt haar rijke verscheidenheid van cultuur en taal en ziet toe op de instandhouding en de ontwikkeling van het Europese culturele erfgoed.

4. De Unie stelt een economische en monetaire unie in die de euro als munt heeft.

5. In de betrekkingen met de rest van de wereld handhaaft de Unie haar waarden en belangen en zet zich ervoor in, en draagt zij bij tot de bescherming van haar burgers. Zij draagt bij tot de vrede, de veiligheid, de duurzame ontwikkeling van de aarde, de solidariteit en het wederzijds respect tussen de volkeren, de vrije en eerlijke handel, de uitbanning van armoede en de bescherming van de mensenrechten, in het bijzonder de rechten van het kind, alsook tot de strikte eerbiediging en ontwikkeling van het internationaal recht, met inbegrip van de inachtneming van de beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties.

6. De Unie streeft deze doelstellingen met passende middelen na, naar gelang van de bevoegdheden die haar daartoe in de Verdragen zijn toegeedeeld."

5) Artikel 3 wordt geschrapt en artikel *3bis* wordt ingevoegd :

"ARTIKEL *3bis*

1. Overeenkomstig artikel *3ter* behoren bevoegdheden die in de Verdragen niet aan de Unie zijn toegeedeeld, toe aan de lidstaten.

2. De Unie eerbiedigt de gelijkheid van de lidstaten voor de Verdragen, alsmede hun nationale identiteit die besloten ligt in hun politieke en constitutionele basisstructuren, waaronder die voor regionaal en lokaal zelfbestuur. Zij eerbiedigt de essentiële staatsfuncties, met name de verdediging van de territoriale integriteit van de staat, de handhaving van de openbare orde en de bescherming van de nationale veiligheid. Met name de nationale veiligheid blijft de uitsluitende verantwoordelijkheid van elke lidstaat.

3. Krachtens het beginsel van loyale samenwerking respecteren de Unie en de lidstaten elkaar en steunen zij elkaar bij de vervulling van de taken die uit de Verdragen voortvloeien.

De lidstaten treffen alle algemene en bijzondere maatregelen die geschikt zijn om de nakoming van de uit de Verdragen of uit de handelingen van de instellingen van de Unie voortvloeiende verplichtingen te verzekeren.

De lidstaten vergemakkelijken de vervulling van de taak van de Unie en onthouden zich van alle maatregelen die de verwezenlijking van de doelstellingen van de Unie in gevaar kunnen brengen."

6) Artikel *3ter* wordt ingevoegd, dat artikel 5 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangt :

"ARTIKEL *3ter*

1. De afbakening van de bevoegdheden van de Unie wordt beheerst door het beginsel van bevoegdheidstoedeling. De uitoefening van die bevoegdheden wordt beheerst door de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid.

2. Krachtens het beginsel van bevoegdheidstoedeling handelt de Unie enkel binnen de grenzen van de bevoegdheden die haar door de lidstaten in de Verdragen zijn toegedeeld om de daarin bepaalde doelstellingen te verwezenlijken. Bevoegdheden die in de Verdragen niet aan de Unie zijn toegedeeld, behoren toe aan de lidstaten.

3. Krachtens het subsidiariteitsbeginsel treedt de Unie op de gebieden die niet onder haar exclusieve bevoegdheid vallen, slechts op indien en voor zover de doelstellingen van het overwogen optreden niet voldoende door de lidstaten op centraal, regionaal of lokaal niveau kunnen worden verwezenlijkt, maar vanwege de omvang of de gevolgen van het overwogen optreden beter door de Unie kunnen worden bereikt.

De instellingen van de Unie passen het subsidiariteitsbeginsel toe overeenkomstig het protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid. De nationale parlementen zien er volgens de in dat protocol vastgelegde procedure op toe dat het subsidiariteitsbeginsel wordt geëerbiedigd.

4. Krachtens het evenredigheidsbeginsel gaan de inhoud en de vorm van het optreden van de Unie niet verder dan wat nodig is om de doelstellingen van de Verdragen te verwezenlijken.

De instellingen van de Unie passen het evenredigheidsbeginsel toe overeenkomstig het protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid."

7) De artikelen 4 en 5 worden ingetrokken.

8) Artikel 6 wordt vervangen door :

"ARTIKEL 6

1. De Unie erkent de rechten, vrijheden en beginselen die zijn vastgesteld in het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie van 7 december 2000, als aangepast op 12 december 2007 te Straatsburg, dat dezelfde juridische waarde als de Verdragen heeft.

De bepalingen van het Handvest houden geenszins een verruiming in van de bevoegdheden van de Unie zoals bepaald bij de Verdragen.

De rechten, vrijheden en beginselen van het Handvest worden uitgelegd overeenkomstig de algemene bepalingen van titel VII van het Handvest betreffende de uitlegging en toepassing ervan, waarbij de in het Handvest bedoelde toelichtingen, waarin de bronnen van deze bepalingen vermeld zijn, terdege in acht genomen worden.

2. De Unie treedt toe tot het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden. Die toetreding wijzigt de bevoegdheden van de Unie, zoals bepaald in de Verdragen, niet.

3. De grondrechten, zoals zij worden gewaarborgd door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en zoals zij voortvloeien uit de constitutionele tradities die de lidstaten gemeen hebben, maken als algemene beginselen deel uit van het recht van de Unie."

9) Artikel 7 wordt als volgt gewijzigd :

a) in het hele artikel wordt "instemming" vervangen door "goedkeuring", de verwijzing naar de schending "van in artikel 6, lid 1, genoemde beginselen" wordt vervangen door een verwijzing naar de schending "van de in artikel 1*bis* bedoelde waarden", en "van dit Verdrag" wordt vervangen door "van de Verdragen" en het woord "Commissie" wordt vervangen door "Europese Commissie";

b) in lid 1, eerste alinea, eerste zin, wordt "...en die lidstaat passende aanbevelingen doen" geschrapt; in de laatste zin wordt "...en kan hij volgens dezelfde procedure onafhankelijke personen vragen binnen een redelijke termijn een verslag over de situatie in die lidstaat voor te leggen" vervangen door "...en kan hij die lidstaat volgens dezelfde procedure aanbevelingen doen.";

c) in lid 2 wordt "De Raad, in de samenstelling van staatshoofden en regeringsleiders, kan met eenparigheid van stemmen..." vervangen door "De Europese Raad kan met eenparigheid van stemmen...", en "...de regering van de lidstaat in kwestie..." wordt vervangen door "...de lidstaat in kwestie...";

d) de leden 5 en 6 worden vervangen door :

" 5. De stemprocedures die in het kader van dit artikel gelden voor het Europees Parlement, de Europese Raad en de Raad worden vastgesteld in artikel 309 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie."

10) Het volgende nieuwe artikel 7*bis* wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 7*bis*

1. De Unie ontwikkelt met de naburige landen bijzondere betrekkingen, die erop gericht zijn een ruimte van welvaart en goed nabuurschap tot stand te brengen welke stoelt op de waarden van de Unie en welke gekenmerkt wordt door nauwe en vreedzame betrekkingen die gebaseerd zijn op samenwerking.

2. Voor de toepassing van lid 1 kan de Unie met de betrokken landen specifieke overeenkomsten sluiten. Die overeenkomsten kunnen wederkerige rechten en verplichtingen omvatten en tevens voorzien in de mogelijkheid gemeenschappelijk op te treden. Over de uitvoering van de overeenkomsten wordt op gezette tijden overleg gepleegd."

11) De bepalingen van titel II worden opgenomen in het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, zoals gewijzigd en voortaan Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie genoemd.

DEMOCRATISCHE BEGINSELEN

12) Titel II en artikel 8 worden vervangen door :

"TITEL II

BEPALINGEN INZAKE DE DEMOCRATISCHE BEGINSELEN

ARTIKEL 8

De Unie eerbiedigt in al haar activiteiten het beginsel van gelijkheid van haar burgers, die gelijke aandacht genieten van haar instellingen, organen en instanties. Burger van de Unie is eenieder die de nationaliteit van een lidstaat bezit. Het burgerschap van de Unie komt naast het nationale burgerschap en treedt niet in de plaats daarvan.

ARTIKEL 8 A

1. De werking van de Unie is gegrond op de representatieve democratie.

2. De burgers worden op het niveau van de Unie rechtstreeks vertegenwoordigd in het Europees Parlement.

De lidstaten worden in de Europese Raad vertegenwoordigd door hun staatshoofd of hun regeringsleider en in de Raad door hun regering, die zelf democratische verantwoording verschuldigd zijn aan hun nationale parlement of aan hun burgers.

3. Iedere burger heeft het recht aan het democratisch bestel van de Unie deel te nemen. De besluitvorming vindt plaats op een zo open mogelijke wijze, en zo dicht bij de burgers als mogelijk is.

4. De politieke partijen op Europees niveau dragen bij tot de vorming van een Europees politiek bewustzijn en tot de uiting van de wil van de burgers van de Unie.

ARTIKEL 8 B

1. De instellingen bieden de burgers en de representatieve organisaties langs passende wegen de mogelijkheid hun mening over alle onderdelen van het optreden van de Unie kenbaar te maken en daarover in het openbaar in discussie te treden.

2. De instellingen voeren een open, transparante en regelmatige dialoog met representatieve organisaties en met het maatschappelijk middenveld.

3. Ter wille van de samenhang en de transparantie van het optreden van de Unie pleegt de Europese Commissie op ruime schaal overleg met de betrokken partijen.

4. Wanneer ten minste één miljoen burgers van de Unie, afkomstig uit een significant aantal lidstaten, van oordeel zijn dat inzake een aangelegenheid een rechtshandeling van de Unie nodig is ter uitvoering van de Verdragen, kunnen zij het initiatief nemen de Europese Commissie te verzoeken binnen het kader van de haar toegedeelde bevoegdheden een passend voorstel daartoe in te dienen.

De procedures en voorwaarden voor de indiening van een dergelijk initiatief worden vastgesteld overeenkomstig artikel 21, eerste alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

ARTIKEL 8 C

De nationale parlementen dragen actief bij tot de goede werking van de Unie :

a) door zich door de instellingen van de Unie te laten informeren en door zich ontwerpen van wetgevingshandelingen van de Unie te laten toezenden, overeenkomstig het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie;

b) door erop toe te zien dat het beginsel van subsidiariteit wordt geëerbiedigd overeenkomstig de procedures bedoeld in het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid;

c) door, in het kader van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, deel te nemen aan de mechanismen voor de evaluatie van de uitvoering van het beleid van de Unie in die ruimte, overeenkomstig artikel 61 C van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, en door betrokken te worden bij het politieke toezicht op Europol en de evaluatie van de activiteiten van Eurojust, overeenkomstig de artikelen 69 G en 69 D van dat Verdrag;

d) door deel te nemen aan de procedures voor de herziening van de Verdragen, overeenkomstig artikel 48 van dit Verdrag;

e) door zich in kennis te laten stellen van verzoeken om toetreding tot de Unie, overeenkomstig artikel 49 van dit Verdrag;

f) door deel te nemen aan de interparlementaire samenwerking tussen de nationale parlementen en met het Europees Parlement, overeenkomstig het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie."

INSTELLINGEN

13) De bepalingen van titel III worden ingetrokken. Het opschrift van titel III wordt vervangen door :

"TITEL III

BEPALINGEN BETREFFENDE DE INSTELLINGEN"

14) Artikel 9 wordt vervangen door :

"ARTIKEL 9

1. De Unie beschikt over een institutioneel kader, dat ertoe strekt haar waarden uit te dragen, haar doelstellingen na te streven, haar belangen en de belangen van haar burgers en van de lidstaten te dienen, en de samenhang, de doeltreffendheid en de continuïteit van haar beleid en haar optreden te verzekeren.

De instellingen van de Unie zijn :

- het Europees Parlement,
- de Europese Raad,
- de Raad,
- de Europese Commissie, (hierna te noemen "de Commissie"),
- het Hof van Justitie van de Europese Unie,
- de Europese Centrale Bank
- de Rekenkamer

2. Iedere instelling handelt binnen de grenzen van de bevoegdheden die haar in de Verdragen zijn toegeëld en volgens de daarin bepaalde procedures, voorwaarden en doelstellingen. De instellingen werken loyaal samen.

3. De bepalingen inzake de Europese Centrale Bank en de Rekenkamer alsmede nadere bepalingen inzake de andere instellingen staan in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

4. Het Europees Parlement, de Raad en de Commissie worden bijgestaan door een Economisch en Sociaal Comité en een Comité van de Regio's, die een adviserende taak hebben."

15) Het volgende artikel 9 A wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 9 A

1. Het Europees Parlement oefent samen met de Raad de wetgevingstaak en de begrotingstaak uit. Het oefent onder de bij de Verdragen bepaalde voorwaarden politieke controle en adviserende taken uit. Het kiest de voorzitter van de Commissie.

2. Het Europees Parlement bestaat uit vertegenwoordigers van de burgers van de Unie. Hun aantal bedraagt niet meer dan zevenhonderdvijftig, plus de voorzitter. De burgers zijn degressief evenredig vertegenwoordigd, met een minimum van zes leden per lidstaat. Geen enkele lidstaat krijgt meer dan zesennegentig zetels toegewezen.

De Europese Raad stelt met eenparigheid van stemmen op initiatief van en na goedkeuring door het Europees Parlement een besluit inzake de samenstelling van het Europees Parlement vast, met inachtneming van de in de eerste alinea genoemde beginselen.

3. De leden van het Europees Parlement worden door middel van rechtstreekse, vrije en geheime algemene verkiezingen voor een periode van vijf jaar gekozen.

4. Het Europees Parlement kiest uit zijn leden de voorzitter en het bureau.”

16) Het volgende artikel 9 B wordt ingevoegd :

”ARTIKEL 9 B

1. De Europese Raad geeft de nodige impulsen voor de ontwikkeling van de Unie en bepaalt de algemene politieke beleidslijnen en prioriteiten. Hij oefent geen wetgevingstaak uit.

2. De Europese Raad bestaat uit de staatshoofden en regeringsleiders van de lidstaten, zijn voorzitter en de voorzitter van de Commissie. De hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid neemt deel aan de werkzaamheden van de Europese Raad.

3. De Europese Raad wordt twee keer per half jaar door zijn voorzitter in vergadering bijengeroepen. Indien de agenda zulks vereist, kunnen de leden van de Europese Raad besluiten zich elk te laten bijstaan door een minister en, wat de voorzitter van de Commissie betreft, door een lid van de Commissie. Indien de situatie zulks vereist, roept de voorzitter een buitengewone bijeenkomst van de Europese Raad bijeen.

4. Tenzij in de Verdragen anders is bepaald, spreekt de Europese Raad zich bij consensus uit.

5. De Europese Raad kiest zijn voorzitter met gekwalificeerde meerderheid van stemmen voor een periode van tweeënhalf jaar. De voorzitter is eenmaal herkiesbaar. Indien de voorzitter verhinderd is of op ernstige wijze tekortschiet, kan de Europese Raad volgens dezelfde procedure zijn mandaat beëindigen.

6. De voorzitter van de Europese Raad :

a) leidt en stimuleert de werkzaamheden van de Europese Raad;

b) zorgt, in samenwerking met de voorzitter van de Commissie en op basis van de werkzaamheden van de Raad Algemene Zaken, voor de voorbereiding en de continuïteit van de werkzaamheden van de Europese Raad;

c) bevordert de samenhang en de consensus binnen de Europese Raad;

d) legt na afloop van iedere bijeenkomst van de Europese Raad een verslag voor aan het Europees Parlement.

De voorzitter van de Europese Raad zorgt op zijn niveau en in zijn hoedanigheid voor de externe vertegenwoordiging van de Unie in aangelegenheden die onder het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid vallen, onverminderd de aan de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid toegeede bevoegdheden.

De voorzitter van de Europese Raad kan geen nationaal mandaat uitoefenen.”

17) Het volgende artikel 9 C wordt ingevoegd :

”ARTIKEL 9 C

1. De Raad oefent samen met het Europees Parlement de wetgevingstaak en de begrotingstaak uit. Hij oefent onder de bij de Verdragen bepaalde voorwaarden beleidsbepalende en coördinerende taken uit.

2. De Raad bestaat uit een vertegenwoordiger van iedere lidstaat op ministerieel niveau, die gemachtigd is om de regering van de lidstaat die hij vertegenwoordigt, te binden en om het stemrecht uit te oefenen.

3. Tenzij in de Verdragen anders is bepaald, besluit de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen.

4. Met ingang van 1 november 2014 wordt onder gekwalificeerde meerderheid van stemmen verstaan ten minste 55% van de leden van de Raad die ten minste vijftien in aantal zijn en lidstaten vertegenwoordigen waarvan de bevolking ten minste 65% uitmaakt van de bevolking van de Unie.

Een blokkerende minderheid moet ten minste uit vier leden van de Raad bestaan; in het andere geval wordt de gekwalificeerde meerderheid van stemmen geacht te zijn verkregen.

De overige bepalingen inzake de besluitvorming met gekwalificeerde meerderheid worden vastgesteld in artikel 205, lid 2 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

5. De overgangsbepalingen inzake de omschrijving van de gekwalificeerde meerderheid die tot en met 31 oktober 2014, respectievelijk tussen 1 november 2014 en 31 maart 2017 van toepassing zijn, worden vastgesteld in het protocol betreffende de overgangsbepalingen.

6. De Raad komt in verschillende formaties bijeen; de lijst ervan wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 201 ter, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

De Raad Algemene Zaken zorgt voor de samenhang van de werkzaamheden van de verschillende Raadsformaties. De Raad Algemene Zaken bereidt de bijeenkomsten van de Europese Raad voor en volgt deze op, in samenspraak met de voorzitter van de Europese Raad en de Commissie.

De Raad Buitenlandse Zaken werkt het externe optreden van de Unie uit volgens de door de Europese Raad vastgestelde strategische lijnen en zorgt voor de samenhang in het optreden van de Unie.

7. Een Comité van permanente vertegenwoordigers van de regeringen der lidstaten is belast met de voorbereiding van de werkzaamheden van de Raad.

8. De Raad beraadslaagt en stemt in openbare zitting over een ontwerp van wetgevingshandeling. Daartoe wordt iedere Raadszitting gesplitst in twee delen, die respectievelijk gewijd worden aan beraadslagingen over de wetgevingshandelingen van de Unie en aan niet-wetgevingswerkzaamheden.

9. Het voorzitterschap van de andere Raadsformaties dan de formatie Buitenlandse Zaken wordt volgens een toerbeurtsysteem op basis van gelijkheid uitgeoefend door de vertegenwoordigers van de lidstaten in de Raad, onder de overeenkomstig artikel 201 ter van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie vastgestelde voorwaarden.”

18) Het volgende artikel 9 D wordt ingevoegd :

”ARTIKEL 9 D

1. De Commissie bevordert het algemeen belang van de Unie en neemt daartoe passende initiatieven. Zij ziet toe op de toepassing van zowel de Verdragen als de maatregelen die de instellingen krachtens deze Verdragen vaststellen. Onder de controle van het Hof van Justitie van de Europese Unie ziet zij toe op de toepassing van het recht van de Unie. Zij voert de begroting uit en beheert de programma's. Zij oefent onder de bij de Verdragen bepaalde voorwaarden coördinerende, uitvoerende en beheerstaken uit. Zij zorgt voor de externe vertegenwoordiging van de Unie, behalve wat betreft het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid en de andere bij de Verdragen bepaalde gevallen. Zij neemt de initiatieven tot de jaarlijkse en meerjarige programmering van de Unie om interinstitutionele akkoorden tot stand te brengen.

2. Tenzij in de Verdragen anders is bepaald, kunnen wetgevingshandelingen van de Unie alleen op voorstel van de Commissie worden vastgesteld. Andere handelingen worden op voorstel van de Commissie vastgesteld in de gevallen waarin de Verdragen daarin voorzien.

3. De ambtstermijn van de Commissie bedraagt vijf jaar.

De leden van de Commissie worden op grond van hun algemene bekwaamheid en Europese inzet gekozen uit personen die alle waarborgen voor onafhankelijkheid bieden.

De Commissie oefent haar verantwoordelijkheden volkomen onafhankelijk uit. Onverminderd artikel 9 E, lid 2, vragen noch aanvaarden de leden van de Commissie instructies van enige regering, instelling, orgaan of instantie. Zij onthouden zich van iedere handeling die onverenigbaar is met het karakter van hun ambt of met de uitvoering van hun taak.

4. De Commissie die benoemd is voor de periode tussen de datum van inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon en 31 oktober 2014, bestaat uit één onderdaan van iedere lidstaat, met inbegrip van de voorzitter van de Commissie en van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, die een van de vice-voorzitters van de Commissie is.

5. Vanaf 1 november 2014 bestaat de Commissie uit een aantal leden, met inbegrip van de voorzitter van de Commissie en van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, dat overeenstemt met twee derde van het aantal lidstaten, tenzij de Europese Raad met eenparigheid van stemmen besluit dit aantal te wijzigen.

De leden van de Commissie worden gekozen uit de onderdanen van de lidstaten volgens een toerbeurtsysteem op basis van strikte gelijkheid tussen de lidstaten dat toelaat de demografische en geografische verscheidenheid van de lidstaten te weerspiegelen. Dit systeem wordt door de Europese Raad met eenparigheid van stemmen vastgesteld overeenkomstig artikel 211 bis van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

6. De voorzitter van de Commissie :

a) stelt de richtsnoeren vast met inachtneming waarvan de Commissie haar taak vervult;

b) beslist over de interne organisatie van de Commissie en waarborgt zodoende de samenhang, de doeltreffendheid en het collegiale karakter van haar optreden;

c) benoemt andere vice-voorzitters dan de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, uit de leden van de Commissie.

Een lid van de Commissie neemt ontslag indien de voorzitter hem daarom verzoekt. De hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid neemt ontslag overeenkomstig de procedure van artikel 9 E lid 1, indien de voorzitter hem daarom verzoekt.

7. Rekening houdend met de verkiezingen voor het Europees Parlement en na passende raadplegingen, draagt de Europese Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen bij het Europees Parlement een kandidaat voor het ambt van voorzitter van de Commissie voor. Deze kandidaat wordt door het Parlement bij meerderheid van zijn leden gekozen. Indien de kandidaat bij de stemming geen meerderheid behaalt, draagt de Europese Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen binnen een maand een nieuwe kandidaat voor, die volgens dezelfde procedure door het Parlement wordt gekozen.

De Raad stelt in onderlinge overeenstemming met de verkozen voorzitter de lijst vast van de overige personen die hij voorstelt tot lid van de Commissie te benoemen. Zij worden gekozen op basis van de voordrachten van de lidstaten, overeenkomstig de in lid 3, tweede alinea en lid 5, tweede alinea, bepaalde criteria.

De voorzitter, de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid en de overige leden van de Commissie worden als college ter goedkeuring onderworpen aan een stemming van het Europees Parlement. Op basis van deze goedkeuring wordt de Commissie door de Europese Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen benoemd.

8. De Commissie legt als college verantwoording af aan het Europees Parlement. Het Europees Parlement kan overeenkomstig artikel 201 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie een motie van afkeuring tegen de Commissie aannemen. Indien een dergelijke motie wordt aangenomen, moeten de leden van de Commissie collectief ontslag nemen en moet ook de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid zijn functie in de Commissie neerleggen."

19) Het volgende artikel 9 E wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 9 E

1. De Europese Raad benoemt met instemming van de voorzitter van de Commissie met gekwalificeerde meerderheid van stemmen de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid. De Europese Raad kan zijn mandaat volgens dezelfde procedure beëindigen.

2. De hoge vertegenwoordiger voert het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid van de Unie. Hij draagt met zijn voorstellen bij tot de uitwerking van dit beleid, dat hij als mandataris van de Raad ten uitvoer brengt. Hij handelt op dezelfde wijze ten aanzien van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid.

3. De hoge vertegenwoordiger zit de Raad Buitenlandse Zaken voor.

4. De hoge vertegenwoordiger is een van de vice-voorzitters van de Commissie. Hij ziet toe op de samenhang van het externe optreden van de Unie. In de Commissie is hij belast met de taken van de Commissie op het gebied van de externe betrekkingen en met de coördinatie van de overige aspecten van het externe optreden van de Unie. Bij de uitoefening van deze taken in de Commissie, en alleen binnen het bestek daarvan, is de hoge vertegenwoordiger onderworpen aan de procedures voor de werking van de Commissie, voor zover dit verenigbaar is met de leden 2 en 3."

20) Het volgende artikel 9 F wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 9 F

1. Het Hof van Justitie van de Europese Unie omvat het Hof van Justitie, het Gerecht en gespecialiseerde rechtbanken. Het verzekert de eerbiediging van het recht bij de uitlegging en toepassing van de Verdragen.

De lidstaten voorzien in de nodige rechtsmiddelen om daadwerkelijke rechtsbescherming op de onder het recht van de Unie vallende gebieden te verzekeren.

2. Het Hof van Justitie bestaat uit één rechter per lidstaat. Het wordt bijgestaan door advocaten-generaal.

Het Gerecht telt ten minste één rechter per lidstaat.

De rechters en de advocaten-generaal van het Hof van Justitie en de rechters van het Gerecht worden gekozen uit personen die alle waarborgen voor onafhankelijkheid bieden en voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 223 en 224 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie. Zij worden in onderlinge overeenstemming door de regeringen van de lidstaten voor zes jaar benoemd. De aftredende rechters en advocaten-generaal zijn herbenoembaar.

3. Het Hof van Justitie van de Europese Unie doet uitspraak overeenkomstig de Verdragen :

- a) inzake door een lidstaat, een instelling of een natuurlijke of rechtspersoon ingesteld beroep;
- b) op verzoek van de nationale rechterlijke instanties bij wijze van prejudiciële beslissing over de uitlegging van het recht van de Unie en over de geldigheid van de door de instellingen vastgestelde handelingen;
- c) in de overige bij de Verdragen bepaalde gevallen.”.

21) De bepalingen van titel IV worden opgenomen in het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, zoals elders gewijzigd.

NAUWERE SAMENWERKING

22) Voor titel IV wordt het opschrift van titel VII overgenomen, dat nu luidt "BEPALINGEN INZAKE DE NAUWERE SAMENWERKING"; de artikelen 27 A tot en met 27 E, de artikelen 40 tot en met 40 B en de artikelen 43 tot en met 45 worden vervangen door het volgende artikel 10, dat eveneens de artikelen 11 en 11 A van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangt. De genoemde artikelen worden eveneens vervangen door de artikelen 280 A tot en met 280 I van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, zoals aangegeven in artikel 2, punt 278), van het onderhavige Verdrag :

"ARTIKEL 10

1. De lidstaten die onderling een nauwere samenwerking wensen aan te gaan in het kader van de niet-exclusieve bevoegdheden van de Unie, kunnen gebruik maken van de instellingen van de Unie en die bevoegdheden uitoefenen op grond van de ter zake geldende bepalingen van de Verdragen, binnen de grenzen van en overeenkomstig het bepaalde in dit artikel en in de artikelen 280 A tot en met 280 I van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

Met nauwere samenwerking wordt beoogd de verwezenlijking van de doelstellingen van de Unie te bevorderen, haar belangen te beschermen en haar integratieproces te versterken. Nauwere samenwerking staat te allen tijde open voor alle lidstaten, overeenkomstig artikel 280 C van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

2. Het besluit houdende machtiging om nauwere samenwerking aan te gaan wordt in laatste instantie vastgesteld door de Raad, wanneer deze constateert dat de met de nauwere samenwerking nagestreefde doelstellingen niet binnen een redelijke termijn door de Unie in haar geheel kunnen worden verwezenlijkt en mits ten minste negen lidstaten aan de nauwere samenwerking deelnemen. De Raad besluit overeenkomstig de in artikel 280 D van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie bepaalde procedure.

3. Alle leden van de Raad kunnen deelnemen aan de beraadslagingen van de Raad, maar alleen de leden van de Raad die de aan een nauwere samenwerking deelnemende lidstaten vertegenwoordigen, nemen deel aan de stemming. De stemprocedure wordt vastgesteld in artikel 280 E van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

4. De in het kader van een nauwere samenwerking vastgestelde handelingen zijn alleen verbindend voor de lidstaten die aan de nauwere samenwerking deelnemen. Zij worden niet beschouwd als een acquis dat door de kandidaat-lidstaten van de Unie moet worden aanvaard.”

23) Het opschrift van titel V wordt vervangen door : "ALGEMENE BEPALINGEN INZAKE HET EXTERN OPTREDEN VAN DE UNIE EN SPECIFIEKE BEPALINGEN BETREFFENDE HET GEMEENSCHAPPELIJK BUITENLANDS EN VEILIGHEIDSBELEID"

ALGEMENE BEPALINGEN BETREFFENDE HET EXTERN OPTREDEN

24) Het volgende hoofdstuk 1 en de volgende artikelen 10 A en 10 B worden ingevoegd :

"HOOFDSTUK 1

ALGEMENE BEPALINGEN BETREFFENDE HET EXTERN OPTREDEN VAN DE UNIE

ARTIKEL 10 A

1. Het internationaal optreden van de Unie berust en is gericht op de wereldwijde verspreiding van de beginselen die aan de oprichting, de ontwikkeling en de uitbreiding van de Unie ten grondslag liggen : de democratie, de rechtsstaat, de universaliteit en de ondeelbaarheid van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden, de eerbiediging van de menselijke waardigheid, de beginselen van gelijkheid en solidariteit en de naleving van de beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties en het internationaal recht.

De Unie streeft ernaar betrekkingen te ontwikkelen en partnerschappen aan te gaan met derde landen en met de mondiale, internationale en regionale organisaties die de in de eerste alinea bedoelde beginselen delen. Zij bevordert multilaterale oplossingen voor gemeenschappelijke problemen, met name in het kader van de Verenigde Naties.

2. De Unie bepaalt en voert een gemeenschappelijk beleid en optreden en beijvert zich voor een hoge mate van samenwerking op alle gebieden van de internationale betrekkingen, met de volgende doelstellingen :

- a) bescherming van haar waarden, fundamentele belangen, veiligheid, onafhankelijkheid en integriteit;
- b) consolidering en ondersteuning van de democratie, de rechtsstaat, de mensenrechten en de beginselen van het internationaal recht;
- c) handhaving van de vrede, voorkoming van conflicten en versterking van de internationale veiligheid, overeenkomstig de doelstellingen en de beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties, de beginselen van de Slotakte van Helsinki en de doelstellingen van het Handvest van Parijs, met inbegrip van de doelstellingen betreffende de buitengrenzen;
- d) ondersteuning van de ontwikkeling van de ontwikkelingslanden op economisch, sociaal en milieugebied, met uitbanning van de armoede als voornaamste doel;
- e) stimulering van de integratie van alle landen in de wereldeconomie, onder meer door het geleidelijk wegwerken van belemmeringen voor de internationale handel;
- f) het leveren van een bijdrage tot het uitwerken van internationale maatregelen ter bescherming en verbetering van de kwaliteit van het milieu en het duurzaam beheer van de mondiale natuurlijke rijkdommen, teneinde duurzame ontwikkeling te waarborgen;

g) het verlenen van hulp aan volkeren, landen en regio's die te kampen hebben met natuurrampen of door de mens veroorzaakte rampen; en ...

h) het bevorderen van een internationaal bestel dat gebaseerd is op intensievere multilaterale samenwerking, en van goed mondiaal bestuur.

3. De Unie eerbiedigt de in de leden 1 en 2 bedoelde beginselen en streeft de in deze leden genoemde doelstellingen na bij de bepaling en de uitvoering van het externe optreden op de verschillende door deze titel en het vijfde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie bestreken gebieden, alsmede van het overige beleid van de Unie wat de externe aspecten betreft.

De Unie ziet toe op de samenhang tussen de diverse onderdelen van haar externe optreden en tussen het externe optreden en het beleid van de Unie op andere terreinen. De Raad en de Commissie, hierin bijgestaan door de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, dragen zorg voor deze samenhang en werken daartoe samen.

ARTIKEL 10 B

1. De Europese Raad stelt op basis van de in artikel 10 A vermelde beginselen en doelstellingen de strategische belangen en doelstellingen van de Unie vast.

De besluiten van de Europese Raad inzake de strategische belangen en doelstellingen van de Unie hebben betrekking op het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid en op andere onderdelen van het externe optreden van de Unie. Deze besluiten kunnen de betrekkingen van de Unie met een land of een regio betreffen, of een thematische aanpak hebben. In de besluiten worden de geldigheidsduur ervan bepaald, alsmede de middelen die door de Unie en de lidstaten beschikbaar worden gesteld.

De Europese Raad besluit met eenparigheid van stemmen op aanbeveling van de Raad, welke aanbeveling door de Raad wordt vastgesteld volgens het voor elk gebied bepaalde. De besluiten van de Europese Raad worden uitgevoerd volgens de in de Verdragen neergelegde procedures.

2. De hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, en de Commissie, kunnen gezamenlijk voorstellen bij de Raad indienen, in verband met het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid respectievelijk het overige externe optreden van de Unie.

HET GEMEENSCHAPPELIJK BUITENLANDS EN VEILIGHEIDSBELEID

25) de volgende opschriften worden ingevoegd :

"HOOFDSTUK 2

SPECIFIEKE BEPALINGEN BETREFFENDE HET GEMEENSCHAPPELIJK BUITENLANDS EN VEILIGHEIDSBELEID"

AFDELING 1

GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

26) Het volgende artikel 10 C wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 10 C

Het internationaal optreden van de Unie berust, voor de toepassing van dit hoofdstuk, op de beginselen, is gericht op de doelstellingen, en wordt uitgevoerd overeenkomstig de algemene bepalingen van hoofdstuk 1."

27) Artikel 11 wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 1 wordt vervangen door de volgende twee leden :

"1. De bevoegdheid van de Unie met betrekking tot het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid bestrijkt alle gebieden van het buitenlands beleid en alle vraagstukken die verband houden met de veiligheid van de Unie, met inbegrip van de geleidelijke bepaling van een gemeenschappelijk defensiebeleid dat kan leiden tot een gemeenschappelijke defensie.

Het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid is aan specifieke regels en procedures onderworpen. Het wordt bepaald en uitgevoerd door de Europese Raad en door de Raad, die besluiten met eenparigheid van stemmen, tenzij in de Verdragen anders wordt bepaald. Wetgevingshandelingen kunnen niet worden vastgesteld. Aan het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid wordt uitvoering gegeven door de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid en door de lidstaten, overeenkomstig de Verdragen. De specifieke rol van het Europees Parlement en van de Commissie op dit gebied wordt bepaald in de Verdragen. Het Hof van Justitie van de Europese Unie is niet bevoegd ten aanzien van deze bepalingen, met uitzondering van zijn bevoegdheid toezicht te houden op de naleving van artikel 25^{ter} van dit Verdrag en de wettigheid van bepaalde besluiten na te gaan, als bepaald in artikel 240^{bis}, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

2. In het kader van de beginselen en de doelstellingen van haar extern optreden, bepaalt en voert de Europese Unie een gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid dat berust op de ontwikkeling van de wederzijdse politieke solidariteit van de lidstaten, de bepaling van de aangelegenheden van algemeen belang en de totstandbrenging van een steeds toenemende convergentie van het optreden van de lidstaten."

b) lid 2 wordt lid 3, en wordt als volgt gewijzigd :

i) de eerste alinea wordt aan het einde als volgt aangevuld :

"...en eerbiedigen het optreden van de Unie op dat gebied."

ii) de derde alinea wordt vervangen door "De Raad en de hoge vertegenwoordiger zien toe op de inachtneming van deze beginselen."

28) Artikel 12 wordt vervangen door :

“ARTIKEL 12

De Unie voert het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid uit door :

- a) de algemene richtsnoeren vast te stellen,
- b) besluiten vast te stellen ter bepaling van :
 - i) het door de Unie uit te voeren optreden;
 - ii) de door de Unie in te nemen standpunten;
 - iii) de wijze van uitvoering van de onder de punten i) en ii) bedoelde besluiten;

en

c) de systematische samenwerking tussen de lidstaten met betrekking tot de beleidsvoering te versterken.”

29) Artikel 13 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt “... stelt de beginselen van en de algemene richtsnoeren voor ...” vervangen door “... bepaalt wat de strategische belangen van de Unie zijn en stelt de doelstellingen en algemene richtsnoeren van ...” en wordt de volgende zin toegevoegd : “Hij neemt de nodige besluiten.”; de volgende alinea wordt toegevoegd :

“ Indien een internationale ontwikkeling dit vereist, wordt de Europese Raad door zijn voorzitter in buitengewone bijeenkomst bijengeroepen, teneinde de strategische beleidslijnen van de Unie ten aanzien van deze ontwikkeling vast te stellen.”

b) lid 2 wordt geschrapt en lid 3 wordt lid 2. De eerste alinea wordt vervangen door : “Op basis van de algemene richtsnoeren en strategische beleidslijnen van de Europese Raad, werkt de Raad het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid uit en neemt hij de nodige besluiten voor het bepalen en uitvoeren van dat beleid.” De tweede alinea wordt geschrapt. De derde alinea wordt de tweede alinea en daarin wordt “... ziet toe ...” vervangen door “... en de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid zien toe...”

c) het volgende lid wordt toegevoegd :

“ 3. Het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid wordt uitgevoerd door de hoge vertegenwoordiger en de lidstaten, die daartoe gebruik maken van de nationale middelen en die van de Unie.”

30) Het volgende artikel 13bis wordt ingevoegd :

“ARTIKEL 13bis

1. De hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, die de Raad Buitenlandse Zaken voorzigt, draagt door middel van zijn voorstellen bij tot de voorbereiding van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid en waarborgt de uitvoering van de besluiten van de Europese Raad en van de Raad.

2. De hoge vertegenwoordiger vertegenwoordigt de Unie in aangelegenheden die onder het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid vallen. Hij voert namens de Unie de politieke dialoog met derden en verwoordt in internationale organisaties en op internationale conferenties het standpunt van de Unie.

3. Bij de vervulling van zijn ambt wordt de hoge vertegenwoordiger bijgestaan door een Europese dienst voor extern optreden. Deze dienst werkt samen met de diplomatieke diensten van de lidstaten en is samengesteld uit ambtenaren uit de bevoegde diensten van het secretariaat-generaal van de Raad, van de Commissie en uit door de nationale diplomatieke diensten gedetacheerde personeelsleden. De inrichting en de werking van de Europese dienst voor extern optreden worden vastgesteld bij een besluit van de Raad. De Raad besluit op voorstel van de hoge vertegenwoordiger, na raadpleging van het Europees Parlement en na de instemming van de Commissie.”

31) Artikel 14 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 worden de eerste twee zinnen vervangen door : “Wanneer een internationale situatie een operationeel optreden van de Unie vereist, neemt de Raad de nodige besluiten.”

b) lid 2 wordt de tweede alinea van lid 1, en de volgende leden worden dienovereenkomstig hernummerd. In de eerste zin, wordt “... van een gemeenschappelijk optreden ...” vervangen door “... van een dergelijk besluit ...”, en wordt “... van dat optreden ...” vervangen door “... van dat besluit ...”. De laatste zin wordt geschrapt;

c) in lid 3, hernummerd tot 2, wordt “... gemeenschappelijk optreden ...” vervangen door “... in lid 1 bedoeld besluit ...”;

d) het huidige lid 4, hernummerd tot 3, wordt geschrapt en de daaropvolgende leden worden hernummerd;

e) in lid 5, hernummerd tot 3, worden in de eerste zin de woorden “... op grond van een gemeenschappelijk optreden ...” vervangen door “... op grond van een besluit in de zin van lid 1 ...” en de woorden “... wordt daarvan op een zodanig tijdstip kennis gegeven ...” door “... wordt daarvan door de betrokken lidstaat op een zodanig tijdstip kennis gegeven ...”;

f) in lid 6, hernummerd tot 4, worden in de eerste zin de woorden “... bij gebreke van een besluit van de Raad ...” vervangen door “... bij gebreke van een herziening, als bedoeld in lid 1, van het besluit van de Raad ...” en de woorden “... van het gemeenschappelijk optreden.” door “... van dat besluit.”;

g) in lid 7, hernummerd tot 5, wordt in de eerste zin “gemeenschappelijk optreden” vervangen door “in dit artikel bedoeld besluit” en wordt in de tweede zin “gemeenschappelijk optreden” vervangen door “in lid 1 bedoelde besluit”.

32) In artikel 15 wordt “De Raad neemt gemeenschappelijke standpunten aan. In de gemeenschappelijke standpunten wordt ...” vervangen door “De Raad stelt besluiten vast waarin ...”; in de tweede zin wordt “gemeenschappelijke standpunten” vervangen door “standpunten van de Unie”.

33) Een artikel 15bis wordt ingevoegd, dat de tekst van artikel 22 herneemt, met de volgende wijzigingen :

a) in lid 1 worden de woorden “Iedere lidstaat of de Commissie kan de Raad” vervangen door “Iedere lidstaat, de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, of de hoge vertegenwoordiger met de steun van de Commissie, kan”, worden de woorden “aan de Raad” ingevoegd voor “voorleggen” en aan het einde van lid 1 worden de woorden “... respectievelijk initiatieven voorleggen.” toegevoegd.”

b) in lid 2 worden de woorden “... roept het voorzitterschap ...” vervangen door “... roept de hoge vertegenwoordiger ...”, en de woorden “hetzij op verzoek van de Commissie of van een lidstaat ...” door “hetzij op verzoek van een lidstaat.”;

34) Artikel 15^{ter} wordt ingevoegd, waarin de tekst van artikel 23 hernomen wordt, met de volgende wijzigingen :

a) in lid 1 wordt de eerste alinea vervangen door : "In het kader van dit hoofdstuk worden besluiten door de Europese Raad en de Raad met eenparigheid van stemmen genomen, tenzij in dit hoofdstuk anders is bepaald. Wetgevingshandelingen kunnen niet worden vastgesteld."; de laatste zin van de tweede alinea wordt vervangen door : "Indien de leden van de Raad die hun onthouding op deze wijze toelichten, ten minste een derde van de lidstaten vertegenwoordigen en de totale bevolking van de door hen vertegenwoordigde lidstaten ten minste een derde van de totale bevolking van de Unie uitmaakt, wordt het besluit niet vastgesteld."

b) lid 2 wordt als volgt gewijzigd :

i) het eerste streepje wordt vervangen door de volgende twee streepjes :

" - wanneer hij een besluit vaststelt dat een optreden of een standpunt van de Unie bepaalt op grond van een besluit van de Europese Raad met betrekking tot de strategische belangen en doelstellingen van de Unie in de zin van artikel 10 B, lid 1;

— wanneer hij een besluit vaststelt dat een optreden of een standpunt van de Unie bepaalt, op voorstel van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, dat wordt voorgelegd naar aanleiding van een specifiek verzoek dat de Europese Raad op eigen initiatief of op initiatief van de hoge vertegenwoordiger tot hem heeft gericht;

ii) in het tweede streepje, thans het derde streepje, wordt "... een gemeenschappelijk optreden of een gemeenschappelijk standpunt" vervangen door "... een besluit dat een optreden of een standpunt van de Unie bepaalt";

iii) in de eerste zin van de tweede alinea wordt "belangrijke" vervangen door "vitale"; de laatste zin wordt vervangen door : "De hoge vertegenwoordiger tracht in nauw overleg met de betrokken lidstaat een aanvaardbare oplossing te bereiken. Indien dit niet tot resultaat leidt, kan de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen verlangen dat de aangelegenheid wordt voorgelegd aan de Europese Raad, die met eenparigheid van stemmen een besluit vaststelt.;"

iv) de derde alinea wordt vervangen door een nieuw lid 3, de laatste alinea wordt lid 4, en lid 3 wordt lid 5 :

" 3. De Europese Raad kan met eenparigheid van stemmen bij besluit bepalen dat de Raad in andere dan de in lid 2 genoemde gevallen met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluit."

c) in het nieuwe lid 4 wordt "Dit lid is niet van toepassing op ..." vervangen door "De leden 2 en 3 zijn niet van toepassing op ...".

35) Artikel 16 wordt als volgt gewijzigd :

a) de woorden "... wederzijdse informatie en ..." worden geschrapt, "in de Raad" wordt vervangen door "in de Europese Raad en in de Raad", en "... opdat de invloed van de Unie zo doeltreffend mogelijk wordt uitgeoefend door middel van een onderling afgestemd en convergent optreden" wordt vervangen door "... teneinde een gemeenschappelijke aanpak te bepalen."

b) de volgende tekst wordt na de eerste zin toegevoegd "Iedere lidstaat overlegt met de andere lidstaten in de Europese Raad of in de Raad alvorens internationaal op te treden of verbintenissen aan te gaan die gevolgen kunnen hebben voor de belangen van de Unie. De lidstaten dragen er door onderlinge afstemming van hun optreden zorg voor dat de Unie haar belangen en haar waarden op het internationale toneel kan doen gelden. De lidstaten zijn onderling solidair.;"

c) de volgende twee alinea's worden toegevoegd :

" Wanneer de Europese Raad of de Raad een gemeenschappelijke aanpak van de Unie in de zin van de eerste alinea heeft bepaald, coördineren de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid en de ministers van Buitenlandse Zaken van de lidstaten hun activiteiten in de Raad.

De diplomatieke missies van de lidstaten en de delegaties van de Unie in derde landen en bij internationale organisaties werken samen en dragen bij tot de formulering en de uitvoering van de gemeenschappelijke aanpak."

36) De tekst van artikel 17 wordt artikel 28 A, met de hieronder in punt 49) opgenomen wijzigingen.

37) Artikel 18 wordt als volgt gewijzigd :

a) de leden 1 tot en met 4 worden geschrapt.

b) in lid 5, dat nu ongenummerd is, wordt "... telkens wanneer hij het nodig acht ..." vervangen door "... op voorstel van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid ...", en de volgende zin wordt toegevoegd : "De speciale vertegenwoordiger voert zijn mandaat uit onder het gezag van de hoge vertegenwoordiger."

38) Artikel 19 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1, eerste en tweede alinea, wordt "... gemeenschappelijke standpunten ..." vervangen door "... standpunten van de Unie", en aan het eind van de eerste alinea wordt de volgende zin toegevoegd : "De hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid organiseert de coördinatie".

b) lid 2 wordt als volgt gewijzigd :

i) in de eerste alinea worden de woorden "Onverminderd het bepaalde in lid 1 en in artikel 14, lid 3" vervangen door "Overeenkomstig artikel 11, lid 3" en worden de woorden "en de hoge vertegenwoordiger" ingevoegd na "... de niet vertegenwoordigde lidstaten ...";

ii) in de eerste zin van de tweede alinea wordt "en de hoge vertegenwoordiger" ingevoegd na "... de overige lidstaten ..."; in de tweede zin wordt "permanent" geschrapt en wordt "...dragen er bij de uitoefening van hun functie zorg voor de standpunten...te verdedigen." vervangen door "verdedigen bij de uitoefening van hun functie de standpunten ...";

iii) de volgende nieuwe derde alinea wordt toegevoegd :

" Wanneer de Unie een standpunt over een thema op de agenda van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties heeft bepaald, doen de lidstaten die daarin zitting hebben, het verzoek dat de hoge vertegenwoordiger wordt uitgenodigd om het standpunt van de Unie uiteen te zetten."

39) Artikel 20 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste alinea worden de woorden "delegaties van de Commissie" vervangen door "delegaties van de Unie", en "... de door de Raad vastgestelde gemeenschappelijke standpunten en gemeenschappelijke optredens ..." vervangen door "...de krachtens dit hoofdstuk vastgestelde besluiten die standpunten en optredens van de Unie bepalen ...";

b) in de tweede alinea wordt "...inlichtingen uit te wisselen, gezamenlijke evaluaties te verrichten ..." vervangen door "...inlichtingen uit te wisselen en gezamenlijke evaluaties te verrichten." en wordt "... en bij te dragen aan de tenuitvoerlegging van het bepaalde in artikel 20 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap." geschrapt.

c) de volgende nieuwe alinea wordt toegevoegd :

" Zij dragen bij tot de uitvoering van het recht op bescherming van de burgers van de Unie op het grondgebied van derde landen bedoeld in artikel 17, lid 2, onder c) van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, alsmede van de overeenkomstig artikel 20 van dat Verdrag vastgestelde maatregelen."

40) Artikel 21 wordt als volgt gewijzigd :

a) De eerste alinea wordt vervangen door :

" De hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid raadpleegt het Europees Parlement regelmatig over de voornaamste aspecten en de fundamentele keuzen op het gebied van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid en het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid en informeert het over de ontwikkeling van de beleidsmaatregelen. Hij ziet erop toe dat de opvattingen van het Europees Parlement naar behoren in aanmerking worden genomen. Bij de informatieverstrekking aan het Europees Parlement kunnen de speciale vertegenwoordigers worden ingeschakeld."

b) in de eerste zin van de tweede alinea wordt "of de hoge vertegenwoordiger" ingevoegd na "de Raad"; in de tweede zin wordt "ieder jaar" vervangen door "twee maal per jaar" en aan het einde wordt "met inbegrip van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid" ingevoegd.

41) Artikel 22 wordt artikel 15bis; het wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 33).

42) Artikel 23 wordt artikel 15ter; het wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 34).

43) Artikel 24 wordt vervangen door :

"ARTIKEL 24

De Unie kan met één of meer staten of internationale organisaties overeenkomsten sluiten op de gebieden die onder dit hoofdstuk vallen."

44) Artikel 25 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste zin van de eerste alinea wordt de vermelding van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen door een vermelding van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, en worden de woorden "of van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid" ingevoegd na "op verzoek van de Raad"; in de tweede zin wordt "... onverminderd de bevoegdheden van het voorzitterschap en van de Commissie" vervangen door "onverminderd de bevoegdheden van de hoge vertegenwoordiger";

b) de tweede alinea wordt vervangen door : "In het kader van dit hoofdstuk is het politiek en veiligheidscomité onder verantwoordelijkheid van de Raad en van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid belast met de politieke controle en de strategische leiding van crisisbeheersingsoperaties bedoeld in artikel 28 B."

c) in de derde alinea wordt ", onverminderd artikel 47" geschrapt.

45) De artikelen 26 en 27 worden geschrapt. De artikelen 25bis en 25ter worden ingevoegd; artikel 25ter vervangt artikel 47 :

"ARTIKEL 25bis

Overeenkomstig artikel 16 B van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en in afwijking van lid 2 daarvan stelt de Raad een besluit vast inzake de voorschriften betreffende de bescherming van natuurlijke personen ten aanzien van de verwerking van persoonsgegevens door lidstaten, bij de uitoefening van activiteiten die binnen het toepassingsgebied van dit hoofdstuk vallen, alsmede de voorschriften betreffende het vrij verkeer van die gegevens. Op de naleving van deze voorschriften wordt toezicht uitgeoefend door onafhankelijke autoriteiten.

ARTIKEL 25ter

De uitvoering van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid heeft geen gevolgen voor de toepassing van de procedures en de respectieve omvang van de bevoegdheden van de instellingen waarin de Verdragen voorzien voor de uitoefening van de in de artikelen 2 B tot en met 2E van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie bedoelde bevoegdheden van de Europese Unie.

Evenmin heeft de uitvoering van de in deze artikelen bedoelde beleidsonderdelen gevolgen voor de toepassing van de procedures en de respectieve omvang van de bevoegdheden van de instellingen waarin de Verdragen voorzien voor de uitoefening van de bevoegdheden van de Unie op grond van dit hoofdstuk."

46) De artikelen 27 A tot en met 27 E, die betrekking hebben op de nauwere samenwerking, worden, overeenkomstig punt 22), vervangen door artikel 10.

47) Artikel 28 wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 1 wordt geschrapt en de daaropvolgende leden worden hernoemd; in het gehele artikel worden de woorden "de Europese Gemeenschappen" vervangen door "de Unie."

b) in lid 2, hernoemd tot 1, wordt "... de bepalingen betreffende het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid" vervangen door "... de uitvoering van dit hoofdstuk";

c) in lid 3, hernoemd tot 2, eerste alinea, wordt "... uitvoering van die bepalingen" vervangen door "... uitvoering van dit hoofdstuk";

d) het volgende lid 3 wordt toegevoegd; lid 4 wordt geschrapt :

" 3. De Raad stelt bij besluit bijzondere procedures vast die waarborgen dat de op de begroting van de Unie opgevoerde kredieten voor de dringende financiering van initiatieven in het kader van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, met name voor de voorbereiding van de in artikel 28 A, lid 1, en artikel 28 B bedoelde missies, snel beschikbaar komen. De Raad besluit na raadpleging van het Europees Parlement.

De voorbereiding van de in artikel 28 A, lid 1, en artikel 28 B bedoelde missies die niet ten laste komen van de begroting van de Unie, wordt gefinancierd uit een startfonds, gevormd door bijdragen van de lidstaten.

De Raad neemt, op voorstel van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, met gekwalificeerde meerderheid de besluiten aan betreffende

- a) de instelling en vorming van het startfonds, met name ten aanzien van de in het fonds gestorte middelen;
- b) het beheer van het startfonds;
- c) de financiële controle.

Wanneer een overeenkomstig artikel 28 A, lid 1, en artikel 28 B voorgenomen missie niet ten laste van de begroting van de Unie kan worden gebracht, machtigt de Raad de hoge vertegenwoordiger om dit fonds te gebruiken. De hoge vertegenwoordiger brengt de Raad verslag uit over de uitvoering van deze opdracht."

GEMEENSCHAPPELIJK VEILIGHEIDS- EN DEFENSIEBELEID

48) De volgende afdeling 2 wordt ingevoegd :

"AFDELING 2

BEPALINGEN INZAKE HET GEMEENSCHAPPELIJK VEILIGHEIDS- EN DEFENSIEBELEID

49) Artikel 17 wordt artikel 28 A, met de volgende wijzigingen :

a) het volgende lid 1 wordt ingevoegd; het daaropvolgende lid wordt lid 2 :

" 1. Het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid is een integrerend deel van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid. Het voorziet de Unie van een operationeel vermogen dat op civiele en militaire middelen steunt. De Unie kan daarvan gebruik maken voor missies buiten het grondgebied van de Unie met het oog op vredeshandhaving, conflictpreventie en versterking van de internationale veiligheid overeenkomstig de beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties. De uitvoering van deze taken berust op de door de lidstaten beschikbaar gestelde vermogens."

b) lid 1 wordt lid 2 en wordt als volgt gewijzigd :

i) De eerste alinea wordt vervangen door :

" 2. Het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid omvat de geleidelijke bepaling van een gemeenschappelijk defensiebeleid van de Unie. Dit zal tot een gemeenschappelijke defensie leiden zodra de Europese Raad met eenparigheid van stemmen daartoe besluit. In dat geval beveelt hij de lidstaten aan een daartoe strekkend besluit aan te nemen overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen."

ii) in de tweede alinea wordt "overeenkomstig dit artikel" vervangen door "overeenkomstig deze afdeling";

iii) de derde alinea wordt geschrapt.

c) de huidige leden 2, 3, 4 en 5 worden hernummerd en vervangen door de volgende leden 3 tot en met 7;

" 3. De lidstaten stellen civiele en militaire vermogens ter beschikking van de Unie voor de uitvoering van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid, om zodoende bij te dragen aan het bereiken van de door de Raad bepaalde doelstellingen. Lidstaten die onderling multinationale troepenmacht vormen, kunnen deze troepenmacht tevens ter beschikking van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid stellen.

De lidstaten verbinden zich ertoe hun militaire vermogens geleidelijk te verbeteren. Het Agentschap op het gebied van de ontwikkeling van defensievermogens, onderzoek, aankopen en bewapening (hierna genoemd : "het Europees Defensieagentschap") bepaalt de operationele behoeften, bevordert maatregelen om in die behoeften te voorzien, draagt bij tot de vaststelling en, in voorkomend geval, tot de uitvoering van alle nuttige maatregelen om de industriële en technologische basis van de defensiesector te versterken, neemt deel aan het bepalen van een Europees beleid inzake vermogens en bewapening, en staat de Raad bij om de verbetering van de militaire vermogens te evalueren.

4. Besluiten betreffende het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid, waaronder begrepen het opzetten van een missie als bedoeld in dit artikel, worden op voorstel van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid of op initiatief van een lidstaat door de Raad met eenparigheid van stemmen vastgesteld. De hoge vertegenwoordiger kan, in voorkomend geval samen met de Commissie, voorstellen om gebruik te maken van nationale middelen en van instrumenten van de Unie.

5. De Raad kan de uitvoering van een missie in het kader van de Unie toevertrouwen aan een groep lidstaten, teneinde de waarden van de Unie te beschermen en haar belangen te dienen. De uitvoering van een dergelijke missie wordt beheerst door artikel 28 C.

6. De lidstaten waarvan de militaire vermogens voldoen aan strengere criteria en die terzake verdergaande verbintenissen zijn aangegaan met het oog op de uitvoering van de meest veeleisende taken, stellen in het kader van de Unie een permanente gestructureerde samenwerking in. Deze samenwerking wordt beheerst door artikel 28 E. Zij laat de bepalingen van artikel 28 B onverlet.

7. Indien een lidstaat op zijn grondgebied gewapenderhand wordt aangevallen, rust op de overige lidstaten de plicht deze lidstaat met alle middelen waarover zij beschikken hulp en bijstand te verlenen overeenkomstig artikel 51 van het Handvest van de Verenigde Naties. Dit laat het specifieke karakter van het veiligheids- en defensiebeleid van bepaalde lidstaten onverlet.

De verbintenissen en de samenwerking op dit gebied blijven in overeenstemming met de in het kader van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie aangegane verbintenissen, die voor de lidstaten die er lid van zijn, de grondslag en het instrument van hun collectieve defensie blijft."

50) De volgende artikelen 28 B tot en met 28 E worden ingevoegd :

"ARTIKEL 28 B

1. De in artikel 28 A, lid 1, bedoelde missies, waarbij de Unie civiele en militaire middelen kan inzetten, omvatten gezamenlijke ontwapeningsacties, humanitaire en reddingsmissies, advies en bijstand op militair gebied, conflictpreventie en vredeshandhaving, missies van strijdkrachten met het oog op crisisbeheersing, daaronder begrepen vreedstichting, alsmede stabiliseringsoperaties na afloop van conflicten. Al deze taken kunnen bijdragen aan de strijd tegen het terrorisme, ook door middel van steun aan derde landen om het terrorisme op hun grondgebied te bestrijden.

2. De Raad regelt bij besluit de in lid 1 bedoelde missies en stelt doel en reikwijdte ervan vast, alsmede de algemene voorschriften voor de uitvoering ervan. De hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid draagt onder gezag van de Raad en in nauw en voortdurend contact met het politiek en veiligheidscomité zorg voor de coördinatie van de civiele en militaire aspecten van deze missies.

ARTIKEL 28 C

1. In het kader van de overeenkomstig artikel 28 B vastgestelde besluiten kan de Raad de uitvoering van een missie toevertrouwen aan een groep lidstaten die dat willen en die over de nodige vermogens voor een dergelijke missie beschikken. Deze lidstaten regelen in samenspraak met de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid onderling het beheer van de missie.

De lidstaten die aan de missie deelnemen, brengen de Raad regelmatig op eigen initiatief of op verzoek van een andere lidstaat op de hoogte van het verloop van de missie. De deelnemende lidstaten wenden zich onverwijld tot de Raad indien de uitvoering van de missie zwaarwegende gevolgen met zich meebrengt of een wijziging vereist van de doelstelling, de reikwijdte of de uitvoeringsbepalingen van de missie, zoals vastgesteld bij de in lid 1 bedoelde besluiten. In dat geval stelt de Raad de nodige besluiten vast.

ARTIKEL 28 D

1. Het in artikel 28 A, lid 3, bedoelde Europees Defensieagentschap, dat onder het gezag van de Raad ressorteert, heeft tot taak :

a) de na te streven militaire vermogens van de lidstaten te helpen bepalen en de nakoming van de door de lidstaten aangegane verbintenissen inzake vermogens te evalueren;

b) het harmoniseren van de operationele behoeften en het hanteren van doelmatige en onderling verenigbare aankoopmethoden te bevorderen;

c) multilaterale projecten voor te stellen die erop gericht zijn de doelstellingen met betrekking tot militaire vermogens te verwezenlijken, de door de lidstaten uit te voeren programma's te coördineren en samenwerkingsprogramma's te beheren;

d) het onderzoek inzake defensietechnologie te ondersteunen, alsmede gezamenlijk onderzoek naar en studie van technische oplossingen die voldoen aan toekomstige operationele behoeften, te coördineren en te plannen;

e) bij te dragen aan het bepalen en in voorkomend geval uitvoeren van alle nuttige maatregelen om de industriële en technologische basis van de defensiesector te versterken en de doelmatigheid van de militaire uitgaven te verbeteren.

2. Het Europees Defensieagentschap staat open voor alle lidstaten die daarvan deel wensen uit te maken. De Raad stelt met gekwalificeerde meerderheid een besluit vast houdende vastlegging van het statuut, de zetel en de voorschriften voor de werking van het Agentschap. In dat besluit wordt rekening gehouden met de mate van werkelijke deelneming aan de activiteiten van het Agentschap. Binnen het Agentschap worden specifieke groepen lidstaten gevormd die gezamenlijke projecten uitvoeren. Het Agentschap vervult zijn taken voor zover nodig in overleg met de Commissie.

ARTIKEL 28 E

1. De lidstaten die wensen deel te nemen aan de in artikel 28 A, lid 6, bedoelde permanente gestructureerde samenwerking, die voldoen aan de criteria en die de verbintenissen inzake militaire vermogens als vermeld in het Protocol betreffende permanente gestructureerde samenwerking onderschrijven, stellen de Raad en de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid in kennis van hun voornemen.

2. Binnen drie maanden na de in lid 1 bedoelde kennisgeving stelt de Raad een besluit tot instelling van de permanente gestructureerde samenwerking en tot opstelling van de lijst van deelnemers vast. De Raad besluit met gekwalificeerde meerderheid van stemmen, na raadpleging van de hoge vertegenwoordiger.

3. Iedere lidstaat die in een later stadium aan de permanente gestructureerde samenwerking wenst deel te nemen, stelt de Raad en de hoge vertegenwoordiger van zijn voornemen in kennis.

De Raad stelt een besluit vast houdende bevestiging van de deelneming van de betrokken lidstaat die aan de criteria voldoet en de verbintenissen onderschrijft als bedoeld in de artikelen 1 en 2 van het protocol betreffende permanente gestructureerde samenwerking. De Raad besluit met gekwalificeerde meerderheid van stemmen, na raadpleging van de hoge vertegenwoordiger. Aan de stemming wordt alleen deelgenomen door de leden van de Raad die de deelnemende lidstaten vertegenwoordigen.

De gekwalificeerde meerderheid wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder *a)* van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

4. Indien een deelnemende lidstaat niet langer aan de criteria voldoet of zich niet langer kan houden aan de verbintenissen als bedoeld in de artikelen 1 en 2 van het protocol betreffende permanente gestructureerde samenwerking, kan de Raad een besluit tot schorsing van de deelneming van deze lidstaat vaststellen.

De Raad besluit met gekwalificeerde meerderheid van stemmen. Aan de stemming wordt alleen deelgenomen door de leden van de Raad die de deelnemende lidstaten vertegenwoordigen, met uitzondering van de betrokken lidstaat.

De gekwalificeerde meerderheid wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder *a)* van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

5. Indien een lidstaat zijn deelneming aan de permanente gestructureerde samenwerking wenst te beëindigen, geeft hij daarvan kennis aan de Raad, die er akte van neemt dat de deelneming van de betrokken lidstaat afloopt.

6. Andere dan de in de leden 2 tot en met 5 bedoelde besluiten en aanbevelingen van de Raad in het kader van de gestructureerde samenwerking worden met eenparigheid van stemmen vastgesteld. Voor de toepassing van dit lid wordt eenparigheid van stemmen alleen door de stemmen van de vertegenwoordigers van de deelnemende lidstaten gevormd."

51) De artikelen 29 tot en met 39 van titel VI, die betrekking hebben op de politieke en justitiële samenwerking in strafzaken, worden vervangen door de bepalingen van titel IV, derde deel, hoofdstukken 1, 4 en 5 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie. Zoals aangegeven in artikel 2, punten 64), 67) en 68) van het onderhavige Verdrag, wordt artikel 29 vervangen door artikel 61 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, wordt artikel 30 vervangen door de artikelen 69 F en 69 G van dat Verdrag, wordt artikel 31 vervangen door de artikelen 69 A, 69 B en 69 D van dat Verdrag, wordt artikel 32 vervangen door 69 H van dat Verdrag, wordt artikel 33 vervangen door artikel 61E van dat Verdrag en wordt artikel 36 vervangen door artikel 61 D van dat Verdrag.. Het opschrift van de titel wordt geschrapt en het nummer wordt dat van de titel inzake de slotbepalingen.

52) De artikelen 40 tot en met 40 B van titel VI en de artikelen 43 tot en met 45 van titel VII, die betrekking hebben op de nauwere samenwerking, worden, overeenkomstig punt 22), vervangen door artikel 10, en titel VII wordt geschrapt.

53) De artikelen 41 en 42 worden ingetrokken.

SLOTBEPALINGEN

54) Titel VIII met de slotbepalingen wordt titel VI; deze titel en de artikelen 48, 49 en 53 worden gewijzigd als respectievelijk aangegeven in de volgende punten 56), 57) en 61). Artikel 47 wordt vervangen door artikel 25^{ter}, zoals aangegeven in punt 45); de artikelen 46 en 50 worden ingetrokken.

55) Het volgende artikel 46 A wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 46 A

De Unie bezit rechtspersoonlijkheid."

56) Artikel 48 wordt vervangen door de volgende tekst;

"ARTIKEL 48

" 1. De Verdragen kunnen worden gewijzigd volgens een gewone herzieningsprocedure. Zij kunnen ook worden gewijzigd volgens vereenvoudigde herzieningsprocedures.

Gewone herzieningsprocedure

2. De regering van iedere lidstaat, het Europees Parlement en de Commissie kunnen de Raad ontwerpen tot herziening van de Verdragen voorleggen. Die ontwerpen kunnen, onder andere, de door de Verdragen aan de Unie toegedeelde bevoegdheden uitbreiden of beperken. Zij worden door de Raad aan de Europese Raad toegezonden en worden ter kennis van de nationale parlementen gebracht.

3. Indien de Europese Raad, na raadpleging van het Europees Parlement en van de Commissie, met gewone meerderheid van stemmen besluit dat de voorgestelde wijzigingen worden besproken, roept de voorzitter van de Europese Raad een Conventie bijeen die is samengesteld uit vertegenwoordigers van de nationale parlementen, van de staatshoofden en regeringsleiders van de lidstaten, van het Europees Parlement en van de Commissie. Ook de Europese Centrale Bank wordt geraadpleegd in geval van institutionele wijzigingen op monetair gebied. De Conventie beziet de ontwerpen tot herziening en neemt bij consensus een aanbeveling aan ten behoeve van een Conferentie van vertegenwoordigers van de regeringen der lidstaten, als bepaald in lid 4.

De Europese Raad kan met gewone meerderheid van stemmen, na goedkeuring door het Europees Parlement, besluiten geen Conventie bijeen te roepen indien de reikwijdte van de wijzigingen bijeenroeping niet rechtvaardigt. In dit laatste geval stelt de Europese Raad het mandaat van een Conferentie van vertegenwoordigers van de regeringen der lidstaten vast.

4. Een Conferentie van vertegenwoordigers van de regeringen der lidstaten wordt door de voorzitter van de Raad bijeengeroepen, teneinde in onderlinge overeenstemming de in de Verdragen aan te brengen wijzigingen vast te stellen.

De wijzigingen treden in werking nadat zij door alle lidstaten overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen zijn bekrachtigd.

5. Indien vier vijfde van de lidstaten een verdrag houdende wijziging van de Verdragen twee jaar na de ondertekening ervan hebben bekrachtigd en een of meer lidstaten moeilijkheden bij de bekrachtiging hebben ondervonden, bespreekt de Europese Raad de kwestie.

Vereenvoudigde herzieningsprocedures

6. De regering van een lidstaat, het Europees Parlement en de Commissie kunnen de Europese Raad ontwerpen tot gehele of gedeeltelijke herziening van de bepalingen van het derde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie over het intern beleid en optreden van de Unie voorleggen.

De Europese Raad kan een besluit nemen tot gehele of gedeeltelijke wijziging van de bepalingen van het derde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie. De Europese Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na raadpleging van het Europees Parlement en van de Commissie alsmede van de Europese Centrale Bank in geval van institutionele wijzigingen op monetair gebied. Dit besluit treedt pas in werking na door de lidstaten overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen te zijn goedgekeurd.

Het in de tweede alinea bedoelde besluit kan geen uitbreiding van de door de Verdragen aan de Unie toegedeelde bevoegdheden inhouden.

7. Indien het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie of titel V van het onderhavige Verdrag voorschrijft dat de Raad op een bepaald gebied of in een bepaald geval met eenparigheid van stemmen besluit, kan de Europese Raad bij besluit bepalen dat de Raad op dat gebied of in dat geval met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluit. Deze alinea is niet van toepassing op besluiten die gevolgen hebben op militair of defensiegebied.

Indien het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie voorschrijft dat wetgevingshandelingen door de Raad volgens een bijzondere wetgevingsprocedure worden vastgesteld, kan de Europese Raad bij besluit bepalen dat die wetgevingshandelingen volgens de gewone wetgevingsprocedure worden vastgesteld.

Ieder initiatief van de Europese Raad op grond van de eerste of de tweede alinea wordt aan de nationale parlementen toegezonden. Indien binnen een termijn van zes maanden na die toezending door een nationaal parlement bezwaar wordt aangetekend, is het in de eerste of de tweede alinea bedoelde besluit niet vastgesteld. Indien geen bezwaar wordt aangetekend, kan de Europese Raad dat besluit vaststellen.

Voor de vaststelling van de in de eerste en de tweede alinea bedoelde besluiten, besluit de Europese Raad met eenparigheid van stemmen, na goedkeuring door het Europees Parlement, dat zich uitspreekt bij meerderheid van zijn leden.

57) Artikel 49, eerste alinea, wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste zin wordt "... de in artikel 6, lid 1, genoemde beginselen in acht neemt, kan verzoeken.." vervangen door "... de in artikel 1bis bedoelde waarden eerbiedigt en zich ertoe verbindt deze uit te dragen, kan verzoeken ...";

b) in de tweede zin wordt "Hij richt zijn verzoek tot de Raad, die besluit met eenparigheid van stemmen ..." vervangen door "Het Europees Parlement en de nationale parlementen worden van dit verzoek in kennis gesteld. De verzoekende staat richt zijn verzoek tot de Raad, die zich met eenparigheid van stemmen uitspreekt ..."; "instemming" wordt vervangen door "goedkeuring" en "volstrelte" wordt geschrapt.

c) Aan het einde van de alinea wordt de volgende nieuwe zin toegevoegd : "Er wordt rekening gehouden met de door de Europese Raad overeengekomen criteria voor toetreding."

58) Het volgende artikel 49 A wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 49 A

1. Een lidstaat kan overeenkomstig zijn grondwettelijke bepalingen besluiten zich uit de Unie terug te trekken.

2. De lidstaat die besluit zich terug te trekken, geeft kennis van zijn voornemen aan de Europese Raad. In het licht van de richtsnoeren van de Europese Raad sluit de Unie na onderhandelingen met deze staat een akkoord over de voorwaarden voor zijn terugtrekking, waarbij rekening wordt gehouden met het kader van de toekomstige betrekkingen van die staat met de Unie. Over dat akkoord wordt onderhandeld overeenkomstig artikel 188 N, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie. Het akkoord wordt namens de Unie gesloten door de Raad, die met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluit, na goedkeuring door het Europees Parlement.

3. De Verdragen zijn niet meer van toepassing op de betrokken staat met ingang van de datum van inwerkingtreding van het terugtrekkingsakkoord of, bij gebreke daarvan, na verloop van twee jaar na de in lid 2 bedoelde kennisgeving, tenzij de Europese Raad met instemming van de betrokken lidstaat met eenparigheid van stemmen tot verlenging van deze termijn besluit.

4. Voor de toepassing van de leden 2 en 3 nemen het lid van de Europese Raad en het lid van de Raad die de zich terugtrekkende lidstaat vertegenwoordigen, niet deel aan de beraadslagingen of aan de besluiten van de Europese Raad en van de Raad die hem betreffen.

De gekwalificeerde meerderheid wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder *b)* van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

5. Indien een lidstaat die zich uit de Unie heeft teruggetrokken, opnieuw om het lidmaatschap verzoekt, is op zijn verzoek de procedure van artikel 49 van toepassing.

59) Het volgende artikel 49 B wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 49 B

De protocollen en bijlagen bij de Verdragen maken een integrerend deel daarvan uit."

60) Het volgende artikel 49 C wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 49 C

1. De Verdragen zijn van toepassing op het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Tsjechische Republiek, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland.

2. Het territoriale toepassingsgebied van de Verdragen wordt omschreven in artikel 311*bis* van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie."

61) Artikel 53 wordt als volgt gewijzigd :

a) de eerste alinea wordt lid 1, de lijst van talen wordt aangevuld met de in de tweede alinea van het huidige artikel 53 van het Verdrag betreffende de Europese Unie vermelde talen en de tweede alinea wordt geschrapt;

b) een nieuw lid 2 wordt toegevoegd :

" 2. Dit Verdrag kan ook worden vertaald in andere talen die door de lidstaten zijn gekozen uit de talen die overeenkomstig hun constitutionele bestel op hun gehele grondgebied of een deel daarvan als officiële taal gelden. Van dergelijke vertalingen wordt door de betrokken lidstaat een gewaarmerkt afschrift nedergelegd in de archieven van de Raad."

ARTIKEL 2

Het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap wordt gewijzigd overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.

1) De titel van het Verdrag wordt : "Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie "

A. HORIZONTALE WIJZIGINGEN

2) In het hele Verdrag

a) worden "de Gemeenschap" en "de Europese Gemeenschap" vervangen door "de Unie", de woorden "van de Europese Gemeenschappen" of "van de EEG" door "van de Europese Unie" en het bijvoeglijk naamwoord "communautair" door "van de Unie", met uitzondering van artikel 299, lid 6, onder *c)*, thans artikel 311*bis*, lid 5, onder *c)*. Het woord "Gemeenschapsrecht" wordt vervangen door de woorden "het recht van de Unie"; het woord "Gemeenschapsprogramma" wordt vervangen door de woorden "programma van de Unie". De woorden "der gemeenschap" worden vervangen door de woorden "van de Unie". In artikel 136, eerste alinea, heeft de voorgaande wijziging uitsluitend betrekking op de vermelding "de Gemeenschap";

b) worden "dit Verdrag", "van dit Verdrag" en "in dit Verdrag" vervangen door respectievelijk "de Verdragen", "van de Verdragen" en "in de Verdragen", zo nodig met aanpassing van bijvoeglijk naamwoord en werkwoord; dit geldt niet voor artikel 182, derde alinea, noch voor de artikelen 312 en 313;

c) worden de woorden "de Raad ... volgens de procedure van artikel 251" vervangen door "het Europees Parlement en de Raad ... volgens de gewone wetgevingsprocedure", en wordt "de procedure van artikel 251" vervangen door "de gewone wetgevingsprocedure"; al naargelang het geval wordt het werkwoord in het meervoud geplaatst.

d) wordt "met gekwalificeerde meerderheid van stemmen", "die besluit met gekwalificeerde meerderheid van stemmen" en "genomen met gekwalificeerde meerderheid van stemmen" geschrapt;

e) wordt "de Raad in de samenstelling van de staatshoofden en regeringsleiders" vervangen door "de Europese Raad";

f) wordt "instellingen of organen" en "instellingen en organen" vervangen door "instellingen, organen of instanties", behalve in artikel 193, eerste alinea;

g) wordt "gemeenschappelijke markt" vervangen door "interne markt";

h) wordt "ecu" vervangen door "euro";

i) wordt "lidstaten zonder derogatie" vervangen door "lidstaten die de euro als munt hebben";

j) wordt de afkorting "ECB" vervangen door "Europese Centrale Bank";

k) wordt "statuten van het ESCB" vervangen door "statuten van het ESCB en van de ECB";

l) wordt "het in artikel 114 bedoelde Comité" vervangen door "het Economisch en Financieel Comité";

m) wordt "statuut van het Hof van Justitie" of "statuut van het Hof" vervangen door "statuut van het Hof van Justitie van de Europese Unie";

n) wordt "Gerecht van eerste aanleg" vervangen door "Gerecht";

o) worden "rechterlijke kamer" en "rechterlijke kamers" vervangen door "gespecialiseerde rechtbank" en "gespecialiseerde rechtbanken".

3) In de volgende artikelen worden de woorden "met eenparigheid van stemmen" vervangen door "met eenparigheid van stemmen, volgens een bijzondere wetgevingsprocedure", en wordt "op voorstel van de Commissie" geschrapt :

— artikel 13, thans 16 E, lid 1 — artikel 19, lid 1 — artikel 19, lid 2 — artikel 22, tweede alinea	— artikel 93 — artikel 94, thans 95 — artikel 104, lid 14, tweede alinea — artikel 175, lid 2, eerste alinea
--	---

4) In de volgende artikelen wordt "met gewone meerderheid" ingevoegd na "de Raad" :

— artikel 130, eerste alinea — artikel 144, eerste alinea — artikel 208 — artikel 209	— artikel 213, laatste alinea, derde zin — artikel 216 — artikel 284
--	--

5) In de volgende artikelen wordt "raadpleging van het Europees Parlement" vervangen door "goedkeuring door het Europees Parlement";

- artikel 13, thans 16 E, lid 1
- artikel 22, tweede alinea

6) In de volgende artikelen wordt "instelling" of "de instelling" vervangen door "instelling, orgaan of instantie" of "de instelling, het orgaan of de instantie";

- artikel 195, lid 1, tweede alinea
- artikel 232, tweede alinea
- artikel 233, eerste alinea
- artikel 234, onder b)
- artikel 255, lid 3, thans artikel 16 A, derde alinea

7) In de volgende artikelen worden "Hof van Justitie" en "Hof" vervangen door "Hof van Justitie van de Europese Unie" :

— artikel 83, lid 2, onder d) — artikel 88, lid 2, tweede alinea — artikel 95, thans 94, lid 9 — artikel 195, lid 1 — artikel 225 A, zesde alinea — artikel 226, tweede alinea — artikel 227, eerste alinea — artikel 228, lid 1, eerste vermelding — artikel 229 — artikel 229 A — artikel 230, eerste alinea — artikel 231, eerste alinea — artikel 232, eerste alinea — artikel 233, eerste alinea	— artikel 234, eerste alinea — artikel 235 — artikel 236 — artikel 237, inleidende zin — artikel 238 — artikel 240 — artikel 242, eerste zin — artikel 243 — artikel 244 — artikel 247, lid 9, thans lid 8 — artikel 256, tweede alinea
--	---

In de volgende artikelen worden na het woord "Hof" de woorden "van Justitie" geschrapt :

— artikel 227, vierde alinea — artikel 228, lid 1, tweede vermelding — artikel 230, derde alinea	— artikel 232, derde alinea — artikel 234, tweede en derde alinea — artikel 237, onder d), derde zin — artikel 256, vierde alinea
--	--

8) In de volgende artikelen wordt de verwijzing naar een ander artikel van het Verdrag vervangen door de onderstaande verwijzing naar een artikel van het Verdrag betreffende de Europese Unie :

- artikel 21, derde alinea, thans vierde alinea : verwijzing naar artikel 9 (eerste verwijzing) en naar artikel 53, lid 1 (tweede verwijzing)
- artikel 4, thans artikel 97ter : verwijzing naar artikel 2
- artikel 98 : verwijzing naar artikel 2 (eerste verwijzing)
- artikel 105, lid 1, tweede zin : verwijzing naar artikel 2
- artikel 215, derde alinea, thans vierde alinea : verwijzing naar artikel 9 D, lid 7, eerste alinea

9) In de Nederlandstalige versie van het Verdrag, in de volgende artikelen, worden de woorden "beschikking" of "beslissing" vervangen door "besluit" en de werkwoorden "beschikken" of "beslissen" door het werkwoord "besluiten" in de gepaste grammaticale vorm :

- artikel 75, lid 4
- artikel 76, lid 2, 2e alinea
- artikel 85, lid 2
- artikel 86, lid 3
- artikel 88, lid 2 en lid 3
- artikel 110
- artikel 119, lid 2

B. SPECIFIEKE WIJZIGINGEN

PREAMBULE

10) In de tweede overweging wordt "landen" vervangen door "staten" en in de laatste overweging van de preambule wordt "HEBBEN BESLOTEN een EUROPESE GEMEENSCHAP op te richten en hebben... aangewezen" vervangen door "HEBBEN ... AANGEWENZEN :"

GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

11) De artikelen 1 en 2 worden geschrapt. Artikel 1*bis* wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 1*bis*

1. Dit Verdrag regelt de werking van de Unie en bepaalt de gebieden, de afbakening en de voorwaarden van uitoefening van haar bevoegdheden.

2. Dit Verdrag en het Verdrag betreffende de Europese Unie vormen de verdragen waarop de Unie is gegrondvest. Deze twee verdragen, die dezelfde juridische waarde hebben, worden aangeduid met de term "de Verdragen".

CATEGORIEËN EN GEBIEDEN VAN BEVOEGDHEID

12) Een nieuwe titel I en de nieuwe artikelen 2 A tot en met 2 E worden ingevoegd :

"TITEL I

CATEGORIEËN EN GEBIEDEN VAN BEVOEGDHEDEN VAN DE UNIE

ARTIKEL 2 A

1. In de gevallen waarin bij de Verdragen op een bepaald gebied een exclusieve bevoegdheid aan de Unie wordt toegedeeld, kan alleen de Unie wetgevend optreden en juridisch bindende handelingen vaststellen, en kunnen de lidstaten zulks slechts zelf doen als zij daartoe door de Unie gemachtigd zijn of ter uitvoering van de handelingen van de Unie.

2. In de gevallen waarin bij de Verdragen op een bepaald gebied een bevoegdheid aan de Unie wordt toegedeeld die zij met de lidstaten deelt, kunnen de Unie en de lidstaten wetgevend optreden en juridisch bindende handelingen vaststellen. De lidstaten oefenen hun bevoegdheid uit voor zover de Unie haar bevoegdheid niet heeft uitgeoefend. De lidstaten oefenen hun bevoegdheid weer uit voor zover de Unie besloten heeft haar bevoegdheid niet meer uit te oefenen.

3. De lidstaten coördineren hun economisch en werkgelegenheidsbeleid overeenkomstig de in dit Verdrag gestelde nadere regels, die de Unie bevoegd is vast te stellen.

4. De Unie is bevoegd om, overeenkomstig het Verdrag betreffende de Europese Unie, een gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid te bepalen en te voeren, met inbegrip van de geleidelijke bepaling van een gemeenschappelijk defensiebeleid.

5. Op bepaalde gebieden en onder de bij de Verdragen gestelde voorwaarden is de Unie bevoegd om het optreden van de lidstaten te ondersteunen, te coördineren of aan te vullen, zonder evenwel de bevoegdheid van de lidstaten op die gebieden over te nemen.

De juridisch bindende handelingen van de Unie die op grond van de bepalingen van de Verdragen over die gebieden worden vastgesteld, kunnen generlei harmonisatie van de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inhouden.

6. De omvang en de voorwaarden voor de uitoefening van de bevoegdheden van de Unie worden geregeld door de bepalingen van de Verdragen over ieder van die gebieden.

ARTIKEL 2 B

1. De Unie is exclusief bevoegd op de volgende gebieden :

- a) de douane-unie;
- b) de vaststelling van mededingingsregels die voor de werking van de interne markt nodig zijn;
- c) het monetair beleid voor de lidstaten die de euro als munt hebben;
- d) de instandhouding van de biologische rijkdommen van de zee in het kader van het gemeenschappelijk visserijbeleid;
- e) de gemeenschappelijke handelspolitiek.

2. De Unie is tevens exclusief bevoegd een internationale overeenkomst te sluiten indien een wetgevingshandeling van de Unie in die sluiting voorziet, indien die sluiting noodzakelijk is om de Unie in staat te stellen haar interne bevoegdheid uit te oefenen of indien die sluiting gevolgen kan hebben voor gemeenschappelijke regels of de strekking daarvan kan wijzigen.

ARTIKEL 2 C

1. De Unie heeft een met de lidstaten gedeelde bevoegdheid in de gevallen waarin haar in de Verdragen een bevoegdheid wordt toegedeeld die buiten de in de artikelen 2B en 2E bedoelde gebieden valt.

2. De gedeelde bevoegdheden van de Unie en de lidstaten betreffen in het bijzonder de volgende gebieden :

- a) interne markt;
- b) sociaal beleid, voor de in het onderhavige Verdrag genoemde aspecten;
- c) economische, sociale en territoriale samenhang;
- d) landbouw en visserij, met uitsluiting van de instandhouding van de biologische rijkdommen van de zee;
- e) milieu;
- f) consumentenbescherming;
- g) vervoer;
- h) trans-Europese netwerken;
- i) energie;
- j) de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht;
- k) gemeenschappelijke veiligheidsvraagstukken op het gebied van volksgezondheid, voor de in het onderhavige Verdrag genoemde aspecten.

3. Op het gebied van onderzoek, technologische ontwikkeling en de ruimte is de Unie bevoegd op te treden, en met name programma's vast te stellen en uit te voeren; de uitoefening van die bevoegdheid belet de lidstaten niet hun eigen bevoegdheid uit te oefenen.

4. Op het gebied van ontwikkelingssamenwerking en humanitaire hulp is de Unie bevoegd op te treden en een gemeenschappelijk beleid te voeren; de uitoefening van die bevoegdheid belet de lidstaten niet hun eigen bevoegdheid uit te oefenen.

ARTIKEL 2 D

1. De lidstaten coördineren hun economisch beleid binnen de Unie. Daartoe stelt de Raad maatregelen vast, met name globale richtsnoeren voor dat beleid.

Voor de lidstaten die de euro als munt hebben, gelden bijzondere bepalingen.

2. De Unie neemt maatregelen om te zorgen voor de coördinatie van het werkgelegenheidsbeleid van de lidstaten, met name door de richtsnoeren voor dat beleid te bepalen.

3. De Unie kan initiatieven nemen ter coördinatie van het sociaal beleid van de lidstaten.

ARTIKEL 2 E

De Unie is bevoegd om het optreden van de lidstaten te ondersteunen, te coördineren of aan te vullen. Dit geldt voor de volgende gebieden wat hun Europese dimensie betreft :

- a) bescherming en verbetering van de volksgezondheid;
- b) industrie;
- c) cultuur;
- d) toerisme;
- e) onderwijs, beroepsopleiding, jongeren en sport;
- f) civiele bescherming;
- g) administratieve samenwerking."

ALGEMEEN TOEPASSELIJKE BEPALINGEN

13) Titel II en artikel 2 F worden ingevoegd :

"TITEL II

ALGEMEEN TOEPASSELIJKE BEPALINGEN

ARTIKEL 2 F

De Unie ziet toe op de samenhang tussen haar verschillende beleidsmaatregelen en optredens, rekening houdend met het geheel van haar doelstellingen en met inachtneming van het beginsel van bevoegdheidstoedeling."

14) Artikel 3, lid 1 wordt geschrapt. In lid 2 worden de woorden "in dit artikel bedoeld optreden" vervangen door "optreden"; dit lid wordt een alinea zonder nummer.

15) De tekst van artikel 4 wordt artikel 97ter. Het wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 85).

16) Artikel 5 wordt geschrapt; het wordt vervangen door artikel 3ter van het Verdrag betreffende de Europese Unie.

17) Artikel 5bis wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 5bis

Bij de bepaling en de uitvoering van haar beleid en optreden houdt de Unie rekening met de eisen in verband met de bevordering van een hoog niveau van werkgelegenheid, de waarborging van een adequate sociale bescherming, de bestrijding van sociale uitsluiting alsmede een hoog niveau van onderwijs, opleiding en bescherming van de volksgezondheid."

18) Artikel 5ter wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 5ter

" Bij de bepaling en de uitvoering van haar beleid en optreden streeft de Unie naar bestrijding van iedere discriminatie op grond van geslacht, ras of etnische afkomst, godsdienst of overtuiging, handicap, leeftijd of seksuele gerichtheid."

19) In artikel 6 worden de woorden "als bedoeld in artikel 3" geschrapt.

20) Artikel 6bis wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 153, lid 2..

21) Artikel 6ter wordt ingevoegd, met de tekst van het dispositief van het protocol betreffende de bescherming en het welzijn van dieren; "visserij" wordt ingevoegd na "landbouw", "onderzoek" wordt vervangen door "onderzoek, technologische ontwikkeling en de ruimte", en "als wezens met gevoel" wordt ingevoegd na "welzijn van dieren."

22) De artikelen 7 tot en met 10 worden geschrapt. De artikelen 11 en 11 A worden vervangen door artikel 10 van het Verdrag betreffende de Europese Unie en door de artikelen 280 A tot en met 280 I van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, zoals aangegeven in artikel 1, punt 22), van het onderhavige Verdrag en hierna in punt 278).

23) De tekst van artikel 12 wordt artikel 16 D.

24) De tekst van artikel 13 wordt artikel 16 E. Zij wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 33).

25) De tekst van artikel 14 wordt artikel 22bis. Zij wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 41).

26) De tekst van artikel 15 wordt artikel 22ter. Zij wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 42).

27) Artikel 16 wordt als volgt gewijzigd :

a) aan het begin van het artikel worden de woorden "Onverminderd de artikelen 73, 86, en 87 ..." vervangen door "Onverminderd artikel 3bis van het Verdrag betreffende de Europese Unie en de artikelen 73, 86 en 87 van dit Verdrag...";

b) aan het einde van de zin wordt "en voorwaarden die hen in staat stellen hun taken te vervullen" vervangen door "en, met name economische en financiële, voorwaarden die hen in staat stellen hun taken te vervullen.";

c) de volgende zin wordt toegevoegd :

" Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen deze beginselen en voorwaarden vast, onverminderd de bevoegdheid van de lidstaten om, met inachtneming van de Verdragen, dergelijke diensten te verstrekken, te laten verrichten en te financieren."

28) Artikel 16 A wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 255; het wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 1 wordt voorafgegaan door onderstaande tekst en omgenummerd tot lid 3; de leden 2 en 3 worden alinea's :

" 1. Om goed bestuur te bevorderen en de deelneming van het maatschappelijk middenveld te waarborgen, werken de instellingen, organen en instanties van de Unie in een zo groot mogelijke openheid.

2. Het Europees Parlement, en de Raad wanneer hij beraadslaagt en stemt over een ontwerp van wetgevingshandeling, vergaderen in het openbaar."

b) in lid 1, hernummerd tot 3, eerste alinea, wordt "van het Europees Parlement, de Raad en de Commissie" vervangen door "van de instellingen, organen en instanties van de Unie, ongeacht de informatiedrager waarop zij zijn vastgelegd", en de woorden "de leden 2 en 3" worden vervangen door "het huidige lid";

c) in lid 2, thans lid 3, tweede alinea, wordt "Binnen twee jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag van Amsterdam bepaalt de Raad" vervangen door "De Raad bepaalt bij verordeningen";

d) in lid 3, thans lid 3, derde alinea, wordt "Elk van bovengenoemde instellingen" vervangen door "Elke instelling, orgaan of instantie zorgt voor transparantie in haar werkzaamheden en ...", en aan de alinea wordt "overeenkomstig de in de tweede alinea bedoelde verordeningen" toegevoegd; de volgende twee alinea's worden toegevoegd :

" Ten aanzien van het Hof van Justitie van de Europese Unie, de Europese Centrale Bank en de Europese Investeringsbank, geldt het onderhavige lid alleen voor de uitoefening van hun administratieve taken.

Het Europees Parlement en de Raad zorgen voor de openbaarmaking van de stukken betreffende de wetgevingsprocedures overeenkomstig de voorwaarden van de in de tweede alinea bedoelde verordeningen."

29) Het volgende artikel 16 B wordt ingevoegd ter vervanging van artikel 286 :

"ARTIKEL 16 B

1. Eenieder heeft recht op bescherming van zijn persoonsgegevens.

2. Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure de voorschriften vast betreffende de bescherming van natuurlijke personen ten aanzien van de verwerking van persoonsgegevens door de instellingen, organen en instanties van de Unie, alsook door de lidstaten, bij de uitoefening van activiteiten die binnen het toepassingsgebied van het recht van de Unie vallen, alsmede de voorschriften betreffende het vrij verkeer van die gegevens. Op de naleving van deze voorschriften wordt toezicht uitgeoefend door onafhankelijke autoriteiten.

De op basis van dit artikel vastgestelde voorschriften doen geen afbreuk aan de in artikel 25bis van het Verdrag betreffende de Europese Unie bedoelde specifieke voorschriften."

30) Het volgende artikel 16 C wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 16 C

1. De Unie eerbiedigt de status die kerken en religieuze verenigingen en gemeenschappen volgens het nationaal recht in de lidstaten hebben, en doet daaraan geen afbreuk.

2. De Unie eerbiedigt tevens de status die de levensbeschouwelijke en niet-confessionele organisaties volgens het nationaal recht hebben.

3. De Unie voert een open, transparante en regelmatige dialoog met die kerken en organisaties, onder erkenning van hun identiteit en hun specifieke bijdrage."

NON-DISCRIMINATIE EN BURGERSCHAP

31) Het opschrift van het tweede deel wordt vervangen door "NON-DISCRIMINATIE EN BURGERSCHAP VAN DE UNIE".

32) Artikel 16 D wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 12;

33) Een artikel 16 E wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 13; in lid 2 wordt "Wanneer de Raad ..." vervangen door "Het Europees Parlement en de Raad kunnen, in afwijking van lid 1, volgens de gewone wetgevingsprocedure, ..." wordt "... vaststelt" ... vervangen door "de basisbeginselen vaststellen", en wordt "neemt hij, in afwijking van lid 1, een besluit volgens de procedure van artikel 251" geschrapt;

34) Artikel 17 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt "vult het nationale burgerschap aan" vervangen door "komt naast het nationale burgerschap";

b) lid 2 wordt vervangen door :

" 2. De burgers van de Unie genieten de rechten en hebben de plichten die bij de Verdragen zijn bepaald. Zij hebben, onder andere,

a) het recht zich vrij op het grondgebied van de lidstaten te verplaatsen en er vrij te verblijven;

b) het actief en passief kiesrecht bij de verkiezingen voor het Europees Parlement en bij de gemeenteraadsverkiezingen in de lidstaat waar zij verblijf houden, onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van die staat;

c) het recht op bescherming van de diplomatieke en consulaire instanties van iedere andere lidstaat op het grondgebied van derde landen waar de lidstaat waarvan zij onderdaan zijn, niet vertegenwoordigd is, onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van die lidstaat;

d) het recht om verzoekschriften tot het Europees Parlement te richten, zich tot de Europese ombudsman te wenden, alsook zich in een van de talen van de Verdragen tot de instellingen en de adviesorganen van de Unie te richten en in die taal antwoord te krijgen.

Deze rechten worden uitgeoefend onder de voorwaarden en binnen de grenzen welke bij de Verdragen en de maatregelen ter uitvoering daarvan zijn vastgesteld."

35) Artikel 18 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 2 wordt "... kan de Raad ... vaststellen" vervangen door "kunnen het Europees Parlement en de Raad, volgens de gewone wetgevingsprocedure ... vaststellen ..." en wordt de laatste zin geschrapt;

b) lid 3 wordt vervangen door :

" 3. Ter verwezenlijking van dezelfde doelstellingen als in lid 1 genoemd en tenzij de Verdragen in de daartoe vereiste bevoegdheden voorzien, kan de Raad, volgens een bijzondere wetgevingsprocedure, maatregelen inzake sociale zekerheid en sociale bescherming vaststellen. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na raadpleging van het Europees Parlement."

36) In artikel 20 wordt "stellen onderling de nodige regels vast en ..." vervangen door "treffen de nodige voorzieningen en ...". De volgende alinea wordt toegevoegd :

" De Raad kan, volgens een bijzondere wetgevingsprocedure en na raadpleging van het Europees Parlement, richtlijnen aannemen tot vaststelling van coördinatie- en samenwerkingsmaatregelen die nodig zijn om die bescherming te vergemakkelijken."

37) In artikel 21 wordt de volgende eerste alinea ingevoegd :

" Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen de bepalingen vast voor de procedures en voorwaarden voor de indiening van een burgerinitiatief in de zin van artikel 8 B van het Verdrag betreffende de Europese Unie, met inbegrip van het minimum aantal lidstaten waaruit de burgers die het verzoek indienen, afkomstig dienen te zijn,

38) In artikel 22, tweede alinea, wordt "...de in dit deel vastgelegde rechten vaststellen, waarvan hij de aanneming door de lidstaten overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen aanbeveelt." vervangen door "...de in artikel 17, lid 2, vermelde rechten vaststellen. Deze bepalingen treden pas in werking nadat zij door de lidstaten overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen zijn goedgekeurd."

39) In het opschrift van het derde deel wordt "EN INTERN OPTREDEN" ingevoegd na "BELEID".

INTERNE MARKT

40) Aan het begin van het derde deel wordt een titel I ingevoegd met het opschrift "DE INTERNE MARKT"

41) Een artikel 22*bis* wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 14; lid 1 wordt vervangen door :

" 1. De Unie stelt de maatregelen vast die ertoe bestemd zijn om de interne markt tot stand te brengen en de werking ervan te verzekeren, overeenkomstig de bepalingen terzake van de Verdragen."

42) Een artikel 22*ter* wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 15; in de eerste alinea wordt "gedurende het tijdvak van instelling" vervangen door "voor de instelling".

43) "Titel I - Het vrije verkeer van goederen" wordt hernummerd tot "I*bis* ...".

44) In artikel 23, lid 1, wordt "...is gegrondvest op ..." vervangen door "...omvat ...".

45) Na artikel 27 wordt een "hoofdstuk 1*bis*" ingevoegd met het opschrift "DE DOUANESAMENWERKING", en er wordt een artikel 27*bis* ingevoegd, met de tekst van artikel 135, waarvan de laatste zin wordt geschrapt.

LANDBOUW EN VISSERIJ

46) Het opschrift van titel II wordt "LANDBOUW EN VISSERIJ".

47) Artikel 32 wordt als volgt gewijzigd :

a) aan lid 1 wordt de volgende eerste alinea toegevoegd : "1. De Unie bepaalt een gemeenschappelijk landbouw- en visserijbeleid en voert dat uit."; de huidige tekst van lid 1 wordt de tweede alinea.

In de eerste zin van de tweede alinea wordt ", de visserij" ingevoegd na "landbouw" en de volgende zin wordt toegevoegd als laatste zin van de alinea : "Verwijzingen naar het gemeenschappelijk landbouwbeleid of naar de landbouw worden geacht tevens te gelden als verwijzing naar de visserij, met inachtneming van de bijzondere kenmerken van de visserijsector."

b) in lid 2 wordt "... en de werking ..." ingevoegd na "instelling".

c) in lid 3 worden de woorden "een lijst die als bijlage I aan dit Verdrag is gehecht" vervangen door "de lijst in bijlage I"

48) Artikel 36 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste alinea wordt "het Europees Parlement en" ingevoegd voor "de Raad", en wordt de verwijzing naar lid 3 geschrapt.

b) in de tweede alinea wordt de inleidende zin vervangen door : "De Raad kan, op voorstel van de Commissie, machtiging geven tot het verlenen van steun :"

49) Artikel 37 wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 1 wordt geschrapt;

b) lid 2 wordt lid 1. "Rekening houdend met de werkzaamheden van de in lid 1 bedoelde conferentie, doet de Commissie, na raadpleging van het Economisch en Sociaal Comité, binnen twee jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag voorstellen ..." wordt vervangen door "De Commissie doet voorstellen ..." en de derde alinea wordt geschrapt;

c) de volgende leden worden ingevoegd als leden 2 en 3, en de volgende leden worden dienovereenkomstig hernummerd :

" 2. Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure en na raadpleging van het Economisch en Sociaal Comité de in artikel 34, lid 1, bedoelde gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten in en stellen de overige bepalingen vast die nodig zijn om de doelstellingen van het gemeenschappelijk landbouw- en visserijbeleid na te streven.

3. De Raad stelt op voorstel van de Commissie de maatregelen vast voor de prijsbepaling, de heffingen, de steun en de kwantitatieve beperkingen, alsook voor de vaststelling en verdeling van de vangstmogelijkheden.

d) in de inleidende zin van lid 3, hernummerd tot 4, wordt "door de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen" geschrapt;

e) wijziging niet van toepassing op de Nederlandstalige versie.

VRIJ VERKEER VAN WERKNEMERS

50) In artikel 39, lid 3, onder d) wordt "uitvoeringsverordeningen" vervangen door "verordeningen".

51) Artikel 42 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste alinea wordt "migrerende werknemers en hun rechthebbenden" vervangen door "al dan niet in loondienst werkzame migrerende werknemers en hun rechthebbenden";

b) De laatste alinea wordt vervangen door :

" Wanneer een lid van de Raad verklaart dat een ontwerp van wetgevingshandeling als bedoeld in de eerste alinea afbreuk zou doen aan belangrijke aspecten van zijn sociaalzekerheidsstelsel, met name het toepassingsgebied, de kosten en de financiële structuur ervan, of gevolgen zou hebben voor het financiële evenwicht van dat stelsel, kan hij verzoeken dat de aangelegenheid wordt voorgelegd aan de Europese Raad. In dat geval wordt de gewone wetgevingsprocedure geschorst. Na bespreking zal de Europese Raad, binnen 4 maanden na die schorsing :

a) het ontwerp terugverwijzen naar de Raad, waardoor de schorsing van de gewone wetgevingsprocedure wordt beëindigd, of

b) niet handelen of de Commissie verzoeken een nieuw voorstel in te dienen; in dat geval wordt de aanvankelijk voorgestelde handeling geacht niet te zijn vastgesteld."

RECHT VAN VESTIGING

52) In artikel 44, lid 2, wordt aan het begin van de eerste alinea "Het Europees Parlement," ingevoegd.

53) In artikel 45, tweede alinea, wordt "De Raad kan met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie besluiten ..." vervangen door "Het Europees Parlement en de Raad kunnen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, besluiten ...".

54) Artikel 47 wordt als volgt gewijzigd :

a) aan lid 1 wordt de volgende zin toegevoegd : "en inzake de coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten betreffende de toegang tot werkzaamheden anders dan in loondienst en de uitoefening daarvan."

b) lid 2 wordt geschrapt en lid 3 wordt lid 2; "opheffing" wordt vervangen door "afschaffing".

55) Er wordt een artikel 48bis ingevoegd, met de tekst van artikel 294.

DIENSTEN

56) Artikel 49 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste alinea wordt "ander land van de Gemeenschap" vervangen door "andere lidstaat";

b) in de tweede alinea wordt "De Raad kan met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie de bepalingen ..." vervangen door "Het Europees Parlement en de Raad kunnen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, de bepalingen ...".

57) In artikel 50, derde alinea wordt "het land" vervangen door "de lidstaat", en "dat land" door "die lidstaat".

58) In artikel 52, lid 1, wordt "... stelt de Raad op voorstel van de Commissie en na raadpleging van het Economisch en Sociaal Comité alsook van het Europees Parlement ..." vervangen door "... stellen het Europees Parlement en de Raad, volgens de gewone wetgevingsprocedure en na raadpleging van het Economisch en Sociaal Comité ...".

59) In artikel 53 wordt "... verklaren zich bereid, bij de liberalisatie ..." vervangen door "... spannen zich in om bij de liberalisering ...".

KAPITAAL

60) In artikel 57, lid 2, wordt "Hoewel de Raad tracht ... kan hij ... op voorstel van de Commissie met gekwalificeerde meerderheid van stemmen maatregelen nemen ..." vervangen door "Hoewel het Europees Parlement en de Raad trachten ... stellen zij ... volgens de gewone wetgevingsprocedure maatregelen vast ..."; de laatste zin van lid 2 wordt lid 3 en luidt als volgt :

" 3. In afwijking van lid 2, kan alleen de Raad, volgens een bijzondere wetgevingsprocedure, met eenparigheid van stemmen en na raadpleging van het Europees Parlement, maatregelen vaststellen die in het recht van de Unie een achteruitgang op het gebied van de liberalisering van het kapitaalverkeer naar of uit derde landen vormen.

61) Aan artikel 58 wordt het volgende lid 4 toegevoegd :

" 4. Bij ontstentenis van maatregelen als bedoeld in artikel 57, lid 3, kan de Commissie, of, bij ontstentenis van een besluit van de Commissie binnen drie maanden na de indiening van het verzoek door de betrokken lidstaat, kan de Raad een besluit vaststellen waarin wordt bepaald dat door een lidstaat jegens een of meer derde landen genomen beperkende belastingmaatregelen verenigbaar worden geacht met de Verdragen, voor zover deze stroken met de doelstellingen van de Unie en verenigbaar zijn met de goede werking van de interne markt. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen, op verzoek van een lidstaat."

62) Artikel 60 wordt artikel 61 H en wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 64).

DE RUIMTE VAN VRIJHEID, VEILIGHEID EN RECHT

63) Titel IV, met het opschrift "DE RUIMTE VAN VRIJHEID, VEILIGHEID EN RECHT" vervangt titel IV inzake visa, asiel, immigratie en andere beleidsterreinen die verband houden met het vrije verkeer van personen. Die titel bevat de volgende hoofdstukken :

Hoofdstuk 1 : Algemene bepalingen

Hoofdstuk 2 : Beleid inzake grenscontroles, asiel en immigratie

Hoofdstuk 3 : Justitiële samenwerking in burgerlijke zaken

Hoofdstuk 4 : Justitiële samenwerking in strafzaken

Hoofdstuk 5 : Politie samenwerking

ALGEMENE BEPALINGEN

64) Artikel 61 wordt vervangen door het volgende hoofdstuk 1 met de onderstaande artikelen 61 tot en met 61 I. Artikel 61 vervangt eveneens artikel 29 van het huidige Verdrag betreffende de Europese Unie, artikel 61 D vervangt artikel 36 van dat Verdrag, artikel 61 E vervangt artikel 64, lid 1, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en artikel 33 van het huidige Verdrag betreffende de Europese Unie, artikel 61 G vervangt artikel 66 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en artikel 61 H herneemt artikel 60 van laatstgenoemd Verdrag, zoals aangegeven in punt 62) :

"HOOFDSTUK 1

ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 61

1. De Unie is een ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, waarin de grondrechten en de verschillende rechtsstelsels en -tradities van de lidstaten worden geëerbiedigd.

2. De Unie zorgt ervoor dat aan de binnengrenzen geen personencontroles worden verricht en zij ontwikkelt een gemeenschappelijk beleid op het gebied van asiel, immigratie en controle aan de buitengrenzen, dat gebaseerd is op solidariteit tussen de lidstaten en dat billijk is ten aanzien van de onderdanen van derde landen. Voor de toepassing van deze titel worden staatlozen gelijkgesteld met onderdanen van derde landen.

3. De Unie streeft ernaar een hoog niveau van veiligheid te waarborgen, door middel van maatregelen ter voorkoming en bestrijding van criminaliteit, en van racisme en vreemdelingenhaat, maatregelen inzake coördinatie en samenwerking tussen de politieke en justitiële autoriteiten in strafzaken en andere bevoegde autoriteiten, alsmede door de wederzijdse erkenning van rechterlijke beslissingen in strafzaken en, zo nodig, door de onderlinge aanpassing van de strafwetgevingen.

4. De Unie vergemakkelijkt de toegang tot de rechter, met name door het beginsel van wederzijdse erkenning van gerechtelijke en buitengerechtelijke beslissingen in burgerlijke zaken.

ARTIKEL 61 A

De Europese Raad stelt de strategische richtsnoeren van de wetgevende en operationele programmering in de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht vast.

ARTIKEL 61 B

Met betrekking tot de wetgevingsvoorstellen en -initiatieven die worden ingediend in het kader van de hoofdstukken 4 en 5 zien de nationale parlementen erop toe dat het subsidiariteitsbeginsel wordt geëerbiedigd, overeenkomstig het protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid.

ARTIKEL 61 C

Onverminderd de artikelen 226, 227 en 228, kan de Raad op voorstel van de Commissie maatregelen vaststellen die bepalen dat de lidstaten in samenwerking met de Commissie een objectieve en onpartijdige evaluatie van de uitvoering, door de autoriteiten van de lidstaten, van het door deze titel bestreken beleid van de Unie verrichten, met name ter bevordering van de volledige toepassing van het beginsel van wederzijdse erkenning. Het Europees Parlement en de nationale parlementen worden op de hoogte gebracht van de inhoud en de resultaten van die evaluatie.

Artikel 61 D

Binnen de Raad wordt een permanent comité opgericht om ervoor te zorgen dat binnen de Unie de operationele samenwerking op het gebied van de binnenlandse veiligheid wordt bevorderd en versterkt. Onverminderd artikel 207 bevordert het comité de coördinatie van het optreden van de bevoegde autoriteiten van de lidstaten. De vertegenwoordigers van de betrokken organen en instanties van de Unie kunnen bij de werkzaamheden van het comité worden betrokken. Het Europees Parlement en de nationale parlementen worden over deze werkzaamheden geïnformeerd.

ARTIKEL 61 E

Deze titel laat de uitoefening van de verantwoordelijkheid van de lidstaten voor de handhaving van de openbare orde en de bescherming van de binnenlandse veiligheid onverlet.

ARTIKEL 61 F

Het staat de lidstaten vrij onderling en onder hun verantwoordelijkheid vormen van samenwerking en coördinatie te organiseren zoals zij het passend achten tussen hun bevoegde overheidsdiensten die verantwoordelijk zijn voor het verzekeren van de nationale veiligheid.

ARTIKEL 61 G

De Raad stelt maatregelen vast voor de administratieve samenwerking tussen de diensten van de lidstaten die bevoegd zijn op de door deze titel bestreken gebieden, en tussen deze diensten en de Commissie. De Raad besluit op voorstel van de Commissie, onder voorbehoud van artikel 61 I, en na raadpleging van het Europees Parlement.

ARTIKEL 61 H

Indien zulks noodzakelijk is om de in artikel 61 genoemde doelstellingen te verwezenlijken, wat betreft de preventie en de bestrijding van terrorisme en aanverwante activiteiten, stellen het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen een kader vast voor beheersmaatregelen met betrekking tot het kapitaal- en betalingsverkeer, zoals het bevriezen van tegoeden, financiële activa of economische baten waarvan de bezitters, de eigenaars of de houders natuurlijke personen, rechtspersonen dan wel niet-statelijke groepen of entiteiten zijn.

De Raad stelt op voorstel van de Commissie maatregelen vast ter uitvoering van het in de eerste alinea bedoelde kader.

De in dit artikel bedoelde handelingen bevatten de nodige bepalingen inzake juridische waarborgen.

ARTIKEL 61 I

De in de hoofdstukken 4 en 5 bedoelde handelingen alsmede de in artikel 61 G bedoelde maatregelen tot vaststelling van regels voor administratieve samenwerking op de door die hoofdstukken bestreken gebieden worden vastgesteld :

- a) op voorstel van de Commissie, of
- b) op initiatief van een kwart van de lidstaten."

GRENSCONTROLE, ASIEL EN IMMIGRATIE

65) De artikelen 62 tot en met 64 worden vervangen door het volgende hoofdstuk 2 en de volgende artikelen 62 tot en met 63^{ter}. Artikel 62 vervangt artikel 62, artikel 63, leden 1 en 2, vervangt artikel 63, punten 1 en 2, artikel 63, lid 3, vervangt artikel 64, lid 2, en artikel 63^{bis} vervangt artikel 63, punten 3 en 4 :

"HOOFDSTUK 2

BELEID INZAKE GRENSCONTROLES,

ASIEL EN IMMIGRATIE

ARTIKEL 62

1. De Unie ontwikkelt een beleid dat tot doel heeft :

a) het voorkomen dat personen, ongeacht hun nationaliteit, bij het overschrijden van de binnengrenzen aan enige controle worden onderworpen;

- b) te zorgen voor personencontrole en efficiënte bewaking bij het overschrijden van de buitengrenzen;
 - c) geleidelijk een geïntegreerd systeem voor het beheer van de buitengrenzen op te zetten.
2. Voor de toepassing van lid 1 stellen het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure maatregelen vast voor
- a) het gemeenschappelijk beleid inzake visa en andere verblijfstitels van korte duur;
 - b) de controles waaraan personen bij het overschrijden van de buitengrenzen worden onderworpen;
 - c) de voorwaarden waaronder onderdanen van derde landen gedurende een korte periode vrij in de Unie kunnen reizen;
 - d) de geleidelijke invoering van een geïntegreerd systeem van beheer van de buitengrenzen;
 - e) het voorkomen dat personen, ongeacht hun nationaliteit, bij het overschrijden van de binnengrenzen aan enige controle worden onderworpen.
3. Indien een optreden van de Unie noodzakelijk blijkt om de uitoefening van het in artikel 17, lid 2, onder a), bedoelde recht te vergemakkelijken, kan de Raad, volgens een bijzondere wetgevingsprocedure, bepalingen inzake paspoorten, identiteitskaarten, verblijfsvergunningen en daarmee gelijkgestelde documenten vaststellen, tenzij de Verdragen in de daartoe vereiste bevoegdheden voorzien. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na raadpleging van het Europees Parlement.
4. Dit artikel laat de bevoegdheid van de lidstaten inzake de geografische afbakening van hun grenzen overeenkomstig het internationaal recht onverlet.

ARTIKEL 63

1. De Unie ontwikkelt een gemeenschappelijk beleid inzake asiel, subsidiaire bescherming en tijdelijke bescherming, teneinde iedere onderdaan van een derde land die internationale bescherming behoeft, een passende status te verlenen en de naleving van het beginsel van non-refoulement te garanderen. Dit beleid moet in overeenstemming zijn met het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 en het protocol van 31 januari 1967 betreffende de status van vluchtelingen alsmede met de andere toepasselijke verdragen.
2. Voor de toepassing van lid 1 stellen het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure maatregelen vast voor een gemeenschappelijk Europees asieltelsel dat omvat :
- a) een uniforme asieltelsel voor onderdanen van derde landen die in de hele Unie geldt;
 - b) een uniforme subsidiaire-beschermingsstatus voor onderdanen van derde landen die, als zij geen asiel krijgen in de Europese Unie, internationale bescherming behoeven;
 - c) een gemeenschappelijk stelsel voor tijdelijke bescherming van ontheemden in geval van een massale toestroom;
 - d) gemeenschappelijke procedures voor toekenning of intrekking van de uniforme status van asiel of van subsidiaire bescherming;
 - e) criteria en instrumenten voor de vaststelling van de lidstaat die verantwoordelijk is voor de behandeling van een asielverzoek of van een verzoek om subsidiaire bescherming;
 - f) normen betreffende de voorwaarden inzake de opvang van asielzoekers of van aanvragers van subsidiaire bescherming;
 - g) partnerschap en samenwerking met derde landen om de stromen van asielzoekers of aanvragers van subsidiaire of tijdelijke bescherming te beheersen.
3. Indien een of meer lidstaten ten gevolge van een plotselinge toestroom van onderdanen van derde landen in een noodsituatie terechtkomen, kan de Raad op voorstel van de Commissie voorlopige maatregelen ten gunste van de betrokken lidstaat of lidstaten vaststellen. De Raad besluit na raadpleging van het Europees Parlement.

ARTIKEL 63bis

1. De Unie ontwikkelt een gemeenschappelijk immigratiebeleid, dat erop gericht is in alle stadia te zorgen voor een efficiënt beheer van de migratiestromen, een billijke behandeling van onderdanen van derde landen die legaal op het grondgebied van de lidstaten verblijven, en een preventie en intensievere bestrijding van illegale immigratie en mensenhandel.
2. Voor de toepassing van lid 1 stellen het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure maatregelen vast op de volgende gebieden :
- a) de voorwaarden voor toegang en verblijf, en normen betreffende de afgifte door de lidstaten van langlopende visa en verblijfstitels, onder andere met het oog op gezinshereniging;
 - b) de omschrijving van de rechten van onderdanen van derde landen die legaal in een lidstaat verblijven, alsook de voorwaarden ter regeling van het vrije verkeer en het vrije verblijf in andere lidstaten;
 - c) illegale immigratie en illegaal verblijf, met inbegrip van verwijdering en repatriëring van illegaal verblijvende personen;
 - d) bestrijding van mensenhandel, met name handel in vrouwen en kinderen.
3. De Unie kan overeenkomsten met derde landen sluiten waarmee de overname door hun land van oorsprong of herkomst wordt beoogd van onderdanen van derde landen die niet of niet meer voldoen aan de voorwaarden voor binnenkomst, aanwezigheid of verblijf op het grondgebied van een van de lidstaten.
4. Het Europees Parlement en de Raad kunnen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, maatregelen vaststellen om het optreden van de lidstaten ter bevordering van de integratie van onderdanen van derde landen die legaal op hun grondgebied verblijven, aan te moedigen en te ondersteunen, met uitsluiting van enige harmonisering van de wettelijke of bestuursrechtelijke regelingen van de lidstaten.
5. Dit artikel laat het recht van de lidstaten onverlet, zelf te bepalen hoeveel onderdanen van derde landen, afkomstig uit derde landen, tot hun grondgebied worden toegelaten teneinde daar al dan niet in loondienst arbeid te verrichten.

ARTIKEL 63ter

Aan het in dit hoofdstuk bedoelde beleid van de Unie en de uitvoering daarvan liggen de beginselen van solidariteit en billijke verdeling van de verantwoordelijkheid tussen de lidstaten, ook op financieel vlak, ten grondslag. De handelingen van de Unie die uit hoofde van dit hoofdstuk worden vastgesteld, bevatten telkens wanneer dat nodig is, passende bepalingen voor de toepassing van dit beginsel."

JUSTITIËLE SAMENWERKING IN BURGERLIJKE ZAKEN

66) Artikel 65 wordt vervangen door :

"HOOFDSTUK 3

JUSTITIËLE SAMENWERKING IN BURGERLIJKE ZAKEN

ARTIKEL 65

1. De Unie ontwikkelt een justitiële samenwerking in burgerlijke zaken met grensoverschrijdende gevolgen, die berust op het beginsel van wederzijdse erkenning van rechterlijke beslissingen en van beslissingen in buitengerechtelijke zaken. Deze samenwerking kan maatregelen ter aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten omvatten.

2. Voor de toepassing van lid 1 stellen het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure, met name wanneer dat nodig is voor de goede werking van de interne markt, maatregelen vast die het volgende beogen :

- a) de wederzijdse erkenning tussen de lidstaten van rechterlijke beslissingen en van beslissingen in buitengerechtelijke zaken en de tenuitvoerlegging daarvan;
- b) de grensoverschrijdende betekening en kennisgeving van gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken;
- c) de verenigbaarheid van de in de lidstaten geldende regels voor collisie en jurisdictiegeschillen;
- d) samenwerking bij het vergaren van bewijsmiddelen;
- e) daadwerkelijke toegang tot de rechter;
- f) het wegnemen van de hindernissen voor de goede werking van burgerrechtelijke procedures, zo nodig door bevordering van de verenigbaarheid van de in de lidstaten geldende bepalingen inzake burgerlijke rechtsvordering;
- g) de ontwikkeling van alternatieve methoden voor geschillenbeslechting;
- h) de ondersteuning van de opleiding van magistraten en justitieel personeel.

3. In afwijking van lid 2, worden maatregelen betreffende het familierecht met grensoverschrijdende gevolgen vastgesteld door de Raad, die volgens een bijzondere wetgevingsprocedure besluit. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na raadpleging van het Europees Parlement.

De Raad kan op voorstel van de Commissie bij besluit vaststellen ten aanzien van welke aspecten van het familierecht met grensoverschrijdende gevolgen handelingen volgens de gewone wetgevingsprocedure kunnen worden vastgesteld. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na raadpleging van het Europees Parlement.

Het in de tweede alinea bedoelde voorstel wordt aan de nationale parlementen toegezonden. Indien binnen een termijn van zes maanden na die toezending door een nationaal parlement bezwaar wordt aangetekend, is het besluit niet vastgesteld. Indien geen bezwaar wordt aangetekend, kan de Raad het besluit vaststellen."

JUSTITIËLE SAMENWERKING IN STRAFZAKEN

67) Artikel 66 wordt vervangen door artikel 61 G, zoals aangegeven onder punt 64) en de artikelen 67 tot en met 69 worden geschrapt. Het volgende hoofdstuk 4 en de volgende artikelen 69 A tot en met 69 E worden ingevoegd. De artikelen 69 A, 69 B en 69 D vervangen artikel 31 van het huidige Verdrag betreffende de Europese Unie, zoals aangegeven in artikel 1, punt 51), van het onderhavige Verdrag :

"HOOFDSTUK 4

JUSTITIËLE SAMENWERKING IN STRAFZAKEN

ARTIKEL 69 A

1. De justitiële samenwerking in strafzaken in de Unie berust op het beginsel van de wederzijdse erkenning van rechterlijke uitspraken en beslissingen en omvat de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten op de in lid 2 en in artikel 69 B genoemde gebieden.

Het Europees Parlement en de Raad stellen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, maatregelen vast die ertoe strekken :

- a) regels en procedures vast te leggen waarmee alle soorten vonnissen en rechterlijke beslissingen overal in de Unie erkend worden;
- b) jurisdictiegeschillen tussen de lidstaten te voorkomen en op te lossen;
- c) de opleiding van magistraten en justitieel personeel te ondersteunen;
- d) in het kader van strafvervolgning en tenuitvoerlegging van beslissingen de samenwerking tussen de justitiële of gelijkwaardige autoriteiten van de lidstaten te bevorderen.

2. Voor zover nodig ter bevordering van de wederzijdse erkenning van vonnissen en rechterlijke beslissingen en van de politieke en justitiële samenwerking in strafzaken met een grensoverschrijdende dimensie, kunnen het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure bij richtlijnen minimumvoorschriften vaststellen. In die minimumvoorschriften wordt rekening gehouden met de verschillen tussen de rechtstradities en rechtsstelsels van de lidstaten.

Deze minimumvoorschriften hebben betrekking op :

- a) de wederzijdse toelaatbaarheid van bewijs tussen de lidstaten;
- b) de rechten van personen in de strafvordering;
- c) de rechten van slachtoffers van misdrijven;
- d) andere specifieke elementen van de strafvordering, die door de Raad vooraf bij besluit worden bepaald. Voor de aanneming van dit besluit, besluit de Raad met eenparigheid van stemmen, na goedkeuring door het Europees Parlement.

De vaststelling van de in dit lid bedoelde minimumvoorschriften belet de lidstaten niet een hoger niveau van bescherming voor personen te handhaven of in te voeren.

3. Wanneer een lid van de Raad van oordeel is dat een in lid 2 bedoelde ontwerp-richtlijn afbreuk zou doen aan fundamentele aspecten van zijn strafrechtstelsel, kan hij verzoeken dat het ontwerp aan de Europese Raad wordt voorgelegd. In dat geval wordt de gewone wetgevingsprocedure geschorst. Na bespreking, en in geval van een consensus, verwijst de Europese Raad, binnen vier maanden na die schorsing het ontwerp terug naar de Raad, waardoor de schorsing van de gewone wetgevingsprocedure wordt beëindigd.

Binnen dezelfde termijn, in geval van verschil van mening en indien ten minste negen lidstaten een nauwere samenwerking wensen aan te gaan op grond van de betrokken ontwerp-richtlijn, stellen zij het Europees Parlement, de Raad en de Commissie daarvan in kennis. In dat geval wordt de in de artikelen 10, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en 280 D, lid 1, van dit Verdrag bedoelde machtiging tot nauwere samenwerking geacht te zijn verleend en zijn de bepalingen betreffende nauwere samenwerking van toepassing.

ARTIKEL 69 B

1. Het Europees Parlement en de Raad kunnen volgens de gewone wetgevingsprocedure bij richtlijnen minimumvoorschriften vaststellen betreffende de bepaling van strafbare feiten en sancties in verband met vormen van bijzonder zware criminaliteit met een grensoverschrijdende dimensie die voortvloeit uit de aard of de gevolgen van deze strafbare feiten of uit een bijzondere noodzaak om deze op gemeenschappelijke basis te bestrijden.

Het betreft de volgende vormen van criminaliteit : terrorisme, mensenhandel en seksuele uitbuiting van vrouwen en kinderen, illegale drughandel, illegale wapenhandel, het witwassen van geld, corruptie, de vervalsing van betaalmiddelen, computercriminaliteit en de georganiseerde criminaliteit.

Afhankelijk van de ontwikkelingen in de criminaliteit kan de Raad bij besluit vaststellen, welke andere vormen van criminaliteit aan de in dit lid genoemde criteria voldoen. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na goedkeuring door het Europees Parlement.

2. Indien onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten op het gebied van het strafrecht nodig blijkt voor een doeltreffende uitvoering van beleid van de Unie op een gebied waarop harmonisatiemaatregelen zijn vastgesteld, kunnen bij richtlijnen minimumvoorschriften worden vastgesteld met betrekking tot de bepaling van strafbare feiten en de sancties op het betrokken gebied. Onverminderd artikel 61 I worden deze richtlijnen vastgesteld volgens de gewone of een bijzondere wetgevingsprocedure die gelijk is aan de procedure voor de vaststelling van de betrokken harmonisatiemaatregelen.

3. Wanneer een lid van de Raad van oordeel is dat een in de leden 1 en 2 bedoelde richtlijn afbreuk zou doen aan fundamentele aspecten van zijn strafrechtstelsel, kan hij verzoeken dat het ontwerp aan de Europese Raad wordt voorgelegd. In dat geval wordt de gewone wetgevingsprocedure geschorst. Na bespreking, en in geval van een consensus, verwijst de Europese Raad, binnen vier maanden na die schorsing het ontwerp terug naar de Raad, waardoor de schorsing van de gewone wetgevingsprocedure wordt beëindigd.

Binnen dezelfde termijn, in geval van verschil van mening en indien ten minste negen lidstaten een nauwere samenwerking wensen aan te gaan op grond van de betrokken ontwerp-richtlijn, stellen zij het Europees Parlement, de Raad en de Commissie daarvan in kennis. In dat geval wordt de in de artikelen 10, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en 280 D, lid 1, van dit Verdrag bedoelde machtiging tot nauwere samenwerking geacht te zijn verleend en zijn de bepalingen betreffende nauwere samenwerking van toepassing.

ARTIKEL 69 C

Het Europees Parlement en de Raad kunnen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, maatregelen vaststellen ter stimulering en ondersteuning van het optreden van de lidstaten op het gebied van misdaadpreventie, met uitsluiting van enige harmonisatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten.

ARTIKEL 69 D

1. De opdracht van Eurojust bestaat in het ondersteunen en versterken van de coördinatie en de samenwerking tussen de nationale autoriteiten die belast zijn met het onderzoek en de vervolging van zware criminaliteit welke twee of meer lidstaten schaadt of een vervolging op gemeenschappelijke basis vereist, op basis van de door de autoriteiten van de lidstaten en Europol uitgevoerde operaties en verstrekte informatie.

In dit kader bepalen het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen de structuur, de werking, het werkterrein en de taken van Eurojust. Deze taken kunnen het volgende omvatten :

a) het inleiden van strafrechtelijk onderzoek alsmede het voorstellen van het inleiden van vervolging door de bevoegde nationale autoriteiten, met name in verband met strafbare feiten welke de financiële belangen van de Unie schaden;

b) de coördinatie van onderzoek en vervolging als bedoeld onder a);

c) de versterking van de justitiële samenwerking, met name door middel van het oplossen van jurisdictiegeschillen en door nauwe samenwerking met het Europees justitieel netwerk.

Bij die verordeningen wordt tevens bepaald op welke wijze het Europees Parlement en de nationale parlementen bij de evaluatie van de activiteiten van Eurojust worden betrokken.

2. In het kader van de in lid 1 bedoelde vervolgingen en onverminderd artikel 69 E, worden de formele handelingen in verband met de gerechtelijke procedure gesteld door de bevoegde nationale functionarissen.

ARTIKEL 69 E

1. Ter bestrijding van strafbare feiten die de financiële belangen van de Unie schaden, kan de Raad op de grondslag van Eurojust volgens een bijzondere wetgevingsprocedure bij verordeningen een Europees openbaar ministerie instellen. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na goedkeuring door het Europees Parlement.

Is er geen eenparigheid, dan kan een groep van ten minste negen lidstaten verzoeken dat het ontwerp van verordening aan de Europese Raad wordt voorgelegd. In dat geval wordt de procedure in de Raad geschorst. Na bespreking, en in geval van een consensus, verwijst de Europese Raad, binnen vier maanden na die schorsing, het ontwerp ter aanneming terug naar de Raad.

Binnen dezelfde termijn, in geval van verschil van mening en indien ten minste negen lidstaten een nauwere samenwerking wensen aan te gaan op grond van de betrokken ontwerp-verordening, stellen zij het Europees Parlement, de Raad en de Commissie daarvan in kennis. In dat geval wordt de in de artikelen 10, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en 280 D, lid 1, van dit Verdrag bedoelde machtiging tot nauwere samenwerking geacht te zijn verleend en zijn de bepalingen betreffende nauwere samenwerking van toepassing.

2. Het Europees openbaar ministerie is, in voorkomend geval in samenwerking met Europol, bevoegd voor het opsporen, vervolgen en voor het gerecht brengen van daders van en medeplichtigen aan strafbare feiten die de financiële belangen van de Unie, zoals omschreven in de in lid 1 bedoelde verordening, schaden. Het Europees openbaar ministerie is belast met de rechtsvordering voor de bevoegde rechterlijke instanties van de lidstaten in verband met deze strafbare feiten.

3. Het statuut van het Europees openbaar ministerie, de voorwaarden voor de uitoefening van zijn functies, de voor zijn activiteiten geldende procedurevoorschriften en de voorschriften inzake de toelaatbaarheid van bewijs en de voorschriften voor de rechterlijke toetsing van de procedurele handelingen die het in de uitoefening van zijn ambt verricht, worden bij de in lid 1 bedoelde verordeningen vastgesteld.

4. De Europese Raad kan tegelijkertijd of later een besluit vaststellen tot wijziging van lid 1, teneinde de bevoegdheden van het Europees openbaar ministerie bij de bestrijding van ernstige criminaliteit met een grensoverschrijdende dimensie uit te breiden en dientengevolge tot wijziging van lid 2 wat betreft de plegers van en medeplichtigen aan zware misdrijven die verscheidene lidstaten schaden. De Europese Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na goedkeuring door het Europees Parlement en na raadpleging van de Commissie."

POLITIËLE SAMENWERKING

68) Hoofdstuk 5 en de artikelen 69 F, 69 G en 69 H worden ingevoegd. De artikelen 69 F en 69 G vervangen artikel 30 van het huidige Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 69 H vervangt artikel 32 van dat Verdrag, zoals aangegeven in artikel 1, punt 51), van het onderhavige Verdrag :

"HOOFDSTUK 5

POLITIËLE SAMENWERKING

ARTIKEL 69 F

1. De Unie ontwikkelt een vorm van politieële samenwerking waarbij alle bevoegde autoriteiten van de lidstaten betrokken zijn, met inbegrip van de politie, de douane en andere gespecialiseerde wetshandhavingdiensten die belast zijn met het voorkomen, opsporen en onderzoeken van strafbare feiten.

2. Voor de toepassing van lid 1 stellen het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure maatregelen vast voor :

- a) de verzameling, opslag, verwerking, analyse en uitwisseling van relevante informatie;
- b) steun voor de opleiding van personeel, alsmede samenwerking betreffende de uitwisseling van personeel, apparatuur en onderzoek op het gebied van criminalistiek;
- c) gemeenschappelijke onderzoekstechnieken voor het opsporen van ernstige vormen van georganiseerde criminaliteit.

3. De Raad kan volgens een bijzondere wetgevingsprocedure maatregelen vaststellen die betrekking hebben op de operationele samenwerking tussen de in dit artikel bedoelde autoriteiten. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na raadpleging van het Europees Parlement.

Is er geen eenparigheid, dan kan een groep van ten minste negen lidstaten verzoeken dat de ontwerp-maatregelen aan de Europese Raad wordt voorgelegd. In dat geval wordt de procedure in de Raad geschorst. Na bespreking, en in geval van een consensus, verwijst de Europese Raad, binnen vier maanden na die schorsing, het ontwerp ter aanneming terug naar de Raad.

Binnen dezelfde termijn, in geval van verschil van mening en indien ten minste negen lidstaten nauwere samenwerking wensen aan te gaan op grond van de betrokken ontwerp-maatregelen, stellen zij het Europees Parlement, de Raad en de Commissie daarvan in kennis. In dat geval wordt de in artikelen 10, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en 280 D, lid 1, van dit Verdrag bedoelde machtiging tot nauwere samenwerking geacht te zijn verleend en zijn de bepalingen betreffende nauwere samenwerking van toepassing.

De in de tweede en derde alinea bedoelde procedure is niet van toepassing op handelingen die een ontwikkeling vormen van het Schengenacquis.

ARTIKEL 69 G

1. De opdracht van Europol is het optreden van de politie instanties en andere wetshandhavingdiensten van de lidstaten, alsmede hun wederzijdse samenwerking bij de voorkoming en bestrijding van zware criminaliteit waardoor twee of meer lidstaten worden getroffen, van terrorisme en van vormen van criminaliteit die een schending inhouden van een gemeenschappelijk belang dat tot het beleid van de Unie behoort, te ondersteunen en te versterken.

2. Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen de structuur, de werking, het werkterrein en de taken van Europol vast. Deze taken kunnen het volgende omvatten :

- a) de verzameling, opslag, verwerking, analyse en uitwisseling van informatie die met name door de autoriteiten van de lidstaten of van derde landen of instanties worden verstrekt;
- b) de coördinatie, organisatie en uitvoering van onderzoeken en operationele acties, die gezamenlijk met de bevoegde autoriteiten van de lidstaten of in gezamenlijke onderzoeksteams worden uitgevoerd, in voorkomend geval in samenwerking met Eurojust.

Bij deze verordeningen wordt tevens bepaald op welke wijze de activiteiten van Europol door het Europees Parlement, tezamen met de nationale parlementen, worden gecontroleerd.

3. Iedere operationele actie van Europol moet worden uitgevoerd in overleg en overeenstemming met de autoriteiten van de lidstaat op wiens of de lidstaten op wier grondgebied de actie wordt uitgevoerd. Over het gebruik van dwangmiddelen beslissen alleen de bevoegde nationale autoriteiten.

ARTIKEL 69 H

De Raad stelt volgens een bijzondere wetgevingsprocedure de voorwaarden en de beperkingen vast waarbinnen de in de artikelen 69 A en 69 F bedoelde bevoegde autoriteiten van de lidstaten op het grondgebied van een andere lidstaat in overleg en overeenstemming met de autoriteiten van die staat mogen optreden. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na raadpleging van het Europees Parlement.

VERVOER

69) In artikel 70 wordt "van het Verdrag " vervangen door "van de Verdragen" en "door de lidstaten" wordt geschrapt.

70) In artikel 71 wordt lid 2 vervangen door de onderstaande tekst :

" 2. Bij de vaststelling van de in lid 1 bedoelde maatregelen wordt rekening gehouden met gevallen waarin de toepassing ervan ernstige gevolgen zou kunnen hebben voor de levensstandaard en de werkgelegenheid in bepaalde regio's, en voor de exploitatie van de vervoersfaciliteiten."

71) Aan het begin van artikel 72 wordt "en behoudens goedkeuringen van de Raad, met eenparigheid van stemmen verleend" vervangen door "en behoudens vaststelling door de Raad, met eenparigheid van stemmen van een maatregel die in een afwijking voorziet ...".

72) Artikel 75 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt "In het verkeer binnen de Gemeenschap dienen de discriminaties te worden opgeheven ..." vervangen door "In het verkeer binnen de Unie zijn discriminaties verboden ...";

b) in lid 2, wordt " De Raad " vervangen door "het Europees Parlement en de Raad".

c) in lid 3, eerste alinea, wordt "van het Economisch en Sociaal Comité" vervangen door "van het Europees Parlement en van het Economisch en Sociaal Comité".

73) Aan artikel 78 wordt de volgende zin toegevoegd :

" Vijf jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon kan de Raad op voorstel van de Commissie een besluit tot intrekking van dit artikel vaststellen."

74) In artikel 79 wordt "onverminderd de bevoegdheden van het Economisch en Sociaal Comité" geschrapt.

75) In artikel 80 wordt lid 2 vervangen door de onderstaande tekst :

" 2. Het Europees Parlement en de Raad kunnen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, passende bepalingen vaststellen voor de zeevaart en de luchtvaart. Zij besluiten na raadpleging van het Economisch en Sociaal Comité en het Comité van de Regio's."

REGELS BETREFFENDE DE MEDEDINGING

76) Aan artikel 85 wordt een lid 3 toegevoegd :

" 3. De Commissie kan verordeningen vaststellen betreffende groepen overeenkomsten ten aanzien waarvan de Raad overeenkomstig artikel 83, lid 2, onder b), een verordening of een richtlijn heeft vastgesteld."

77) Artikel 87 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 2 wordt aan littera c) de volgende zin toegevoegd :

" Vijf jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon kan de Raad op voorstel van de Commissie een besluit tot intrekking van dit punt vaststellen."

b) in lid 3 wordt aan littera a) het volgende toegevoegd : "... en van de in artikel 299 bedoelde regio's, rekening houdend met hun structurele, economische en sociale situatie."

78) Aan artikel 88 wordt een lid 4 toegevoegd :

" 4. De Commissie kan verordeningen vaststellen betreffende de soorten van staatssteun waaromtrent de Raad overeenkomstig artikel 89 heeft bepaald dat zij van de in lid 3 van dit artikel bedoelde procedure kunnen worden vrijgesteld."

BEPALINGEN BETREFFENDE BELASTINGEN

79) In artikel 93 wordt "binnen de in artikel 14 gestelde termijn te verzekeren" vervangen door "te bewerkstelligen en concurrentievervalsingen te voorkomen".

ONDERLINGE AANPASSING VAN DE WETGEVINGEN

80) De artikelen 94 en 95 verwisselen van plaats. Artikel 94 wordt artikel 95 en artikel 95 wordt artikel 94.

81) Artikel 95, hernummerd tot 94, wordt als volgt gewijzigd :

a) aan het begin van lid 1 worden de woorden "In afwijking van artikel 94 en" geschrapt;

b) aan het begin van lid 4 wordt "Wanneer een lidstaat het, nadat de Raad of de Commissie een harmonisatiemaatregel heeft genomen, ..." vervangen door "Wanneer een lidstaat het, nadat door het Europees Parlement en de Raad, door de Raad of door de Commissie een harmonisatiemaatregel is genomen, ...";

c) aan het begin van lid 5 wordt "Wanneer een lidstaat het, na het nemen van een harmonisatiemaatregel door de Raad of de Commissie voorts, onverminderd lid 4 ..." vervangen door "Wanneer een lidstaat het, nadat door het Europees Parlement en de Raad, door de Raad of door de Commissie een harmonisatiemaatregel is genomen ...";

d) in lid 10 wordt "een communautaire toetsingsprocedure" vervangen door "een toetsingsprocedure van de Unie".

82) In artikel 94, hernummerd tot 95, worden de woorden "De Raad stelt... en" vervangen door "Onverminderd artikel 94 stelt de Raad".

83) In artikel 96, tweede alinea, eerste zin, wordt ", stelt de Raad, op voorstel van de Commissie ..." vervangen door ", stellen het Europees Parlement en de Raad, volgens de gewone wetgevingsprocedure, ..." De tweede zin wordt vervangen door "Ook andere dienstige maatregelen waarin de Verdragen voorzien, kunnen worden vastgesteld."

INTELLECTUELE EIGENDOM

84) Onderstaand artikel 97bis wordt ingevoegd als laatste artikel van titel VI :

"ARTIKEL 97bis

In het kader van de totstandbrenging en de werking van de interne markt stellen het Europees Parlement en de Raad, volgens de gewone wetgevingsprocedure, de maatregelen vast voor de invoering van Europese titels om een eenvormige bescherming van de intellectuele-eigendomsrechten in de hele Unie te bewerkstelligen, en voor de instelling van op het niveau van de Unie gecentraliseerde machtigings-, coördinatie- en controleregelingen.

De Raad stelt, volgens een bijzondere wetgevingsprocedure, bij verordeningen de talenregelingen met betrekking tot de Europese titels vast. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na raadpleging van het Europees Parlement."

ECONOMISCH EN MONETAIR BELEID

85) Een artikel 97 ter wordt ingevoegd als eerste artikel van titel VII, met de tekst van artikel 4; het wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt "en volgens het tijdschema" geschrapt;

b) in lid 2 wordt "Gelijktijdig daarmee omvat dit optreden, onder de voorwaarden en volgens het tijdschema en de procedures waarin dit Verdrag voorziet, de onherroepelijke vaststelling van wisselkoersen, leidend tot de invoering van één munt, de Ecu, ..." vervangen door "Gelijktijdig daarmee omvat dit optreden, onder de voorwaarden en volgens de procedures waarin de Verdragen voorzien, één munt, de euro, ...".

86) Artikel 99 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 4 wordt de eerste zin van de eerste alinea vervangen door :

" Wanneer in het kader van de procedure van lid 3 blijkt dat het economisch beleid van een lidstaat niet overeenkomt met de in lid 2 bedoelde globale richtsnoeren of de goede werking van de economische en monetaire unie in gevaar dreigt te brengen, kan de Commissie een waarschuwing tot de betrokken lidstaat richten. De Raad kan op aanbeveling van de Commissie de nodige aanbevelingen tot de lidstaat richten."

b) de tweede alinea van lid 4 wordt lid 5 en het huidige lid 5 wordt hernummerd tot lid 6;

c) de onderstaande twee alinea's worden in lid 4 ingevoegd :

" In het kader van dit lid besluit de Raad zonder rekening te houden met de stem van het lid van de Raad dat de betrokken lidstaat vertegenwoordigt.

De gekwalificeerde meerderheid van de overige leden van de Raad wordt bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder a)."

d) in lid 5, hernummerd tot 6, wordt "De Raad kan volgens de procedure van artikel 252 nadere bepalingen... vaststellen" vervangen door : "Het Europees Parlement en de Raad kunnen volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen nadere bepalingen... vaststellen" en de woorden "van dit artikel" worden geschrapt."

PROBLEMEN BIJ DE VOORZIENING VAN BEPAALDE PRODUCTEN (ENERGIE)

87) In artikel 100 wordt lid 1 vervangen door de onderstaande tekst :

" 1. Onverminderd de overige procedures waarin de Verdragen voorzien, kan de Raad op voorstel van de Commissie in een geest van solidariteit tussen de lidstaten bij besluit de voor de economische situatie passende maatregelen vaststellen, met name indien zich bij de voorziening van bepaalde producten, in het bijzonder op energiegebied, ernstige moeilijkheden voordoen."

OVERIGE BEPALINGEN - ECONOMISCH EN MONETAIR BELEID

88) Artikel 102, lid 2, wordt geschrapt en lid 1 blijft ongenummerd.

89) In artikel 103 wordt lid 2 vervangen door de onderstaande tekst :

" 2. Indien nodig kan de Raad op voorstel van de Commissie en na raadpleging van het Europees Parlement, definities vaststellen voor de toepassing van de in de artikelen 101 en 102 en in dit artikel bedoelde verbodsbepalingen."

PROCEDURE BIJ BUITENSPORIGE TEKORTEN

90) Artikel 104 wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 5 wordt vervangen door :

" 5. Indien de Commissie van oordeel is dat er in een lidstaat een buitensporig tekort bestaat of kan ontstaan, richt zij een advies tot de betrokken lidstaat en brengt zij de Raad daarvan op de hoogte.;"

b) in lid 6 wordt "aanbeveling" vervangen door "voorstel";

c) in lid 7 wordt de eerste zin vervangen door "Wanneer de Raad overeenkomstig lid 6 besluit dat er sprake is van een buitensporig tekort, stelt hij, op aanbeveling van de Commissie, zonder ongegronde vertraging de aanbevelingen vast die hij tot de betrokken lidstaat richt opdat deze binnen een bepaalde termijn een eind maakt aan het tekort.;"

d) in lid 11, eerste alinea, wordt, in de inleidende zin, "aanscherpen" vervangen door "versterken";

e) in lid 12 wordt, aan het begin van de eerste zin, "besluiten" vervangen door "besluiten of aanbevelingen";

f) lid 13 wordt vervangen door :

" 13. De in de leden 8, 9, 11 en 12 bedoelde besluiten worden door de Raad op aanbeveling van de Commissie genomen.

Wanneer de Raad de in de leden 6 tot en met 9, 11 en 12 bedoelde maatregelen neemt, houdt hij geen rekening met de stem van het lid van de Raad dat de betrokken lidstaat vertegenwoordigt.

De gekwalificeerde meerderheid van de overige leden van de Raad wordt bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder a).;"

g) in lid 14, derde alinea, wordt "vóór 1 januari 1994" geschrapt.

MONETAIR BELEID

91) Artikel 105 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1, eerste zin, wordt "ESCB" vervangen door "Europees Stelsel van Centrale Banken" hierna "ESCB" te noemen,;"

b) in lid 2, tweede streepje, wordt de verwijzing naar artikel 111 vervangen door een verwijzing naar artikel 188 O;

c) lid 6 wordt vervangen door :

" 6. De Raad kan volgens een bijzondere wetgevingsprocedure bij verordeningen, na raadpleging van het Europees Parlement en de Europese Centrale Bank, met eenparigheid van stemmen besluiten aan de Europese Centrale Bank specifieke taken op te dragen betreffende het beleid op het gebied van het bedrijfseconomisch toezicht op kredietinstellingen en andere financiële instellingen, met uitzondering van verzekeringsondernemingen."

92) Artikel 106 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt in de eerste zin na "bankbiljetten" toegevoegd "in euro";

b) in lid 2 wordt in de eerste zin na "munten" toegevoegd "in euro"; aan het begin van de tweede zin wordt "De Raad kan volgens de procedure van artikel 252 en na raadpleging van de ECB, ..." vervangen door : "De Raad kan, op voorstel van de Commissie en na raadpleging van het Europees Parlement en de Europese Centrale Bank, ...".

93) Artikel 107 wordt als volgt gewijzigd :

a) de leden 1 en 2 worden geschrapt en de leden 3, 4, 5 en 6 worden respectievelijk de leden 1, 2, 3 en 4;

b) in lid 4, hernummerd tot 2, wordt "de statuten van het ESCB" vervangen door : "de statuten van het Europees Stelsel van Centrale Banken en van de Europese Centrale Bank, hierna genoemd "statuten van het ESCB en van de ECB" ...";

c) lid 5, hernummerd tot 3, wordt vervangen door :

" 3. Artikelen 5.1, 5.2, 5.3, 17, 18, 19.1, 22, 23, 24, 26, 32.2, 32.3, 32.4, 32.6, 33.1 a) en 36 van de statuten van het ESCB en van de ECB kunnen door het Europees Parlement en de Raad worden gewijzigd volgens de gewone wetgevingsprocedure. Zij besluiten hetzij op aanbeveling van de Europese Centrale Bank en na raadpleging van de Commissie, hetzij op voorstel van de Commissie en na raadpleging van de Europese Centrale Bank."

94) In artikel 109 wordt "... uiterlijk op de datum van oprichting van het ESCB ..." geschrapt.

95) In artikel 110 worden de eerste vier alinea's van lid 2 geschrapt.

MAATREGELEN BETREFFENDE HET GEBRUIK VAN DE EURO

96) In artikel 111 worden de leden 1, 2, 3 en 5 respectievelijk de leden 1 tot en met 4 van artikel 188 O; zij worden gewijzigd zoals aangegeven onder punt 174). De tekst van lid 4 wordt lid 1 van artikel 115C en wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 100).

97) Artikel 111*bis* wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 111*bis*

Onverminderd de bevoegdheden van de Europese Centrale Bank, stellen het Europees Parlement en de Raad, volgens de gewone wetgevingsprocedure, de maatregelen vast die nodig zijn voor het gebruik van de euro als enige munteenheid. Deze maatregelen worden vastgesteld na raadpleging van de Europese Centrale Bank."

INSTITUTIONELE BEPALINGEN (EMU)

98) De tekst van artikel 112 wordt artikel 245*ter* en wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 228). De tekst van artikel 113 wordt artikel 245 quater.

99) Artikel 114 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1, eerste alinea, wordt "Monetair Comité van raadgevende aard" vervangen door "Economisch en Financieel comité";

b) in lid 1 worden de tweede en de derde alinea geschrapt;

c) in lid 2 wordt de eerste alinea geschrapt; in het derde streepje wordt de verwijzing naar artikel 99, leden 2, 3, 4 en 5 vervangen door een verwijzing naar artikel 99, leden 2, 3, 4 en 6, en de verwijzingen naar artikel 122, lid 2, en naar artikel 123, leden 4 en 5, worden vervangen door een verwijzing naar artikel 117*bis*, leden 2 en 3; in het vierde streepje worden de woorden "van het Verdrag" vervangen door de woorden "van de Verdragen".

d) in lid 4 wordt de verwijzing naar de artikelen 122 en 123 vervangen door een verwijzing naar artikel 116*bis*.

SPECIFIEKE BEPALINGEN VOOR DE LIDSTATEN DIE DE EURO ALS MUNT HEBBEN

100) Het volgende hoofdstuk 3*bis* en de volgende artikelen 115 A, 115 B en 115 C worden ingevoegd :

"HOOFDSTUK 3*bis*

SPECIFIEKE BEPALINGEN VOOR DE LIDSTATEN DIE DE EURO ALS MUNT HEBBEN

ARTIKEL 115 A

1. Om bij te dragen aan de goede werking van de economische en monetaire unie, en overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van de Verdragen stelt de Raad, overeenkomstig de procedure van artikel 99 of van artikel 104, al naar het geval, met uitzondering van de procedure van artikel 104, lid 14, maatregelen vast voor de lidstaten die de euro als munt hebben :

a) ter versterking van de coördinatie en de bewaking van hun begrotingsdiscipline;

b) houdende bepaling van de richtsnoeren voor hun economisch beleid, met dien verstande dat deze verenigbaar moeten zijn met de richtsnoeren welke voor de gehele Unie zijn vastgesteld, en met het oog op de bewaking ervan.

2. Met betrekking tot de in lid 1 bedoelde maatregelen hebben alleen leden van de Raad die lidstaten vertegenwoordigen welke de euro als munt hebben, stemrecht.

De gekwalificeerde meerderheid van deze leden wordt bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder a).

ARTIKEL 115 B

De nadere regels voor vergaderingen van de ministers van de lidstaten die de euro als munt hebben, worden vastgesteld in het protocol betreffende de Eurogroep.

ARTIKEL 115 C

1. Teneinde de positie van de euro in het internationaal monetair stelsel veilig te stellen, stelt de Raad op voorstel van de Commissie een besluit vast houdende de gemeenschappelijke standpunten in de bevoegde internationale financiële instellingen en conferenties over kwesties die voor de Economische en Monetaire Unie van bijzonder belang zijn. De Raad besluit na raadpleging van de Europese Centrale Bank.

2. De Raad kan op voorstel van de Commissie passende maatregelen vaststellen met het oog op een gezamenlijke vertegenwoordiging in de internationale financiële instellingen en conferenties. De Raad besluit na raadpleging van de Europese Centrale Bank.

3. Met betrekking tot de in de leden 1 en 2 bedoelde maatregelen hebben alleen de leden van de Raad die lidstaten vertegenwoordigen welke de euro als munt hebben, stemrecht.

De gekwalificeerde meerderheid van deze leden wordt bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder a)."

OVERGANGSBEPALINGEN MET BETREKKING TOT DE LIDSTATEN DIE ONDER EEN DEROGATIE VALLEN

101) Artikel 116 wordt geschrapt en een artikel 116*bis* wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 116*bis*

1. De lidstaten ten aanzien waarvan de Raad niet heeft besloten dat zij voldoen aan de nodige voorwaarden voor de invoering van de euro, worden hierna "lidstaten die vallen onder een derogatie" genoemd.

2. De onderstaande bepalingen van de Verdragen zijn niet van toepassing op de lidstaten die onder een derogatie vallen :

- a) de aanneming van de onderdelen van de globale richtsnoeren voor het economisch beleid die in algemene zin betrekking hebben op de eurozone (artikel 99, lid 2);
- b) dwingende maatregelen om buitensporige tekorten te verminderen (artikel 104, leden 9 en 11);
- c) doelstellingen en taken van het ESCB (artikel 105, leden 1, 2, 3 en 5);
- d) uitgifte van de euro (artikel 106);
- e) handelingen van de Europese Centrale Bank (artikel 110);
- f) maatregelen met betrekking tot het gebruik van de euro (artikel 111*bis*);
- g) monetaire overeenkomsten en andere maatregelen in verband met het wisselkoersbeleid (artikel 188 O);
- h) aanwijzing van de leden van de directie van de Europese Centrale Bank (artikel 245 ter, lid 2);
- i) besluiten houdende gemeenschappelijke standpunten in de bevoegde internationale financiële instellingen en conferenties over kwesties die voor de economische en monetaire unie van bijzonder belang zijn (artikel 115 C, lid 1);
- j) maatregelen die een gezamenlijke vertegenwoordiging in de internationale financiële instellingen en conferenties verzekeren (artikel 115 C, lid 2).

Derhalve wordt in de onder a) tot en met j) genoemde artikelen onder "lidstaten" verstaan "de lidstaten die de euro als munt hebben".

3. De lidstaten die onder een derogatie vallen, alsmede hun nationale centrale banken, zijn uitgesloten van de rechten en plichten in het kader van het ESCB, overeenkomstig hoofdstuk IX van de statuten van het ESCB en van de ECB.

4. De stemrechten van de leden van de Raad die de lidstaten vertegenwoordigen welke onder een derogatie vallen, worden geschorst tijdens de aanneming door de Raad van de maatregelen bedoeld in de in lid 2 opgesomde artikelen, alsmede in de volgende gevallen :

- a) bij de vaststelling van aanbevelingen die in het kader van het multilaterale toezicht worden gericht tot de lidstaten die de euro als munt hebben, met inbegrip van aanbevelingen over de stabiliteitsprogramma's en waarschuwingen (artikel 99, lid 4);
- b) bij de aanneming van maatregelen inzake buitensporige tekorten ten aanzien van lidstaten die de euro als munt hebben (artikel 104, leden 6, 7, 8, 12 en 13).

De gekwalificeerde meerderheid van de overige leden van de Raad wordt bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder a)."

102) Artikel 117 wordt geschrapt, met uitzondering van de eerste vijf streepjes van lid 2 die de eerste vijf streepjes van artikel 118*bis*, lid 2 worden; zij worden gewijzigd zoals aangegeven onder punt 103). Een artikel 117*bis* wordt als volgt ingevoegd :

- a) in lid 1 wordt de tekst van lid 1 van artikel 121 overgenomen, met onderstaande wijzigingen :
 - i) in het gehele lid wordt "het EMI" vervangen door "de Europese Centrale Bank";
 - ii) aan het begin van de eerste alinea worden de woorden "De Commissie en de Europese Centrale Bank brengen" vervangen door "Ten minste eens in de twee jaar of op verzoek van een lidstaat die onder een derogatie valt, brengen de Commissie en de Europese Centrale Bank";
 - iii) in de eerste alinea wordt "de vooruitgang die door de lidstaten is geboekt bij de nakoming van hun verplichtingen ..." vervangen door "de vooruitgang die door de onder een derogatie vallende lidstaten is geboekt bij de nakoming van hun verplichtingen ...";
 - iv) in de eerste alinea wordt in de tweede zin "... elke lidstaat ..." vervangen door "... elk van deze lidstaten ..." en wordt "van dit Verdrag" geschrapt;
 - v) in de eerste alinea, derde streepje, wordt "... ten opzichte van de munt van een andere lidstaat" vervangen door "... ten opzichte van de euro;"
 - vi) in de eerste alinea, vierde streepje wordt "... de lidstaat ..." vervangen door "... de lidstaat die onder een derogatie valt ...";
 - vii) in de tweede alinea wordt "de ontwikkeling van de Ecu," geschrapt;
- b) in lid 2 wordt de tekst van artikel 122, lid 2, tweede zin, overgenomen, met de volgende wijzigingen :
 - i) aan het eind van de tekst wordt "van artikel 121, lid 1" vervangen door "van lid 1";
 - ii) de onderstaande nieuwe tweede en derde alinea worden toegevoegd :

" De Raad besluit na een aanbeveling te hebben ontvangen van een gekwalificeerde meerderheid van diegenen onder zijn leden die de lidstaten vertegenwoordigen welke de euro als munt hebben. Deze leden handelen binnen zes maanden nadat de Raad het Commissievoorstel heeft ontvangen.

De gekwalificeerde meerderheid van deze leden wordt bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder a)."

- c) in lid 3 wordt de tekst van artikel 123, lid 5, overgenomen, met de volgende wijzigingen :
 - i) Het begin van het lid "Indien overeenkomstig de procedure van artikel 122, lid 2, wordt besloten tot intrekking van een derogatie, ..." wordt vervangen door "Indien overeenkomstig de procedure van lid 2, wordt besloten tot intrekking van een derogatie ...";
 - ii) "stelt de Raad... de koers vast ..." wordt vervangen door "stelt de Raad onherroepelijk... de koers vast ...".

103) Artikel 118 wordt geschrapt. Een artikel 118*bis* wordt ingevoegd :

- a) in lid 1 wordt de tekst van lid 3 van artikel 123 overgenomen; "van dit Verdrag," wordt geschrapt;
- b) in lid 2 wordt de tekst van de eerste vijf streepjes van lid 2 van artikel 117 overgenomen; de vijf streepjes worden gewijzigd zoals hieronder aangegeven en worden vooraf gegaan door de volgende inleidende zin :
 - " Indien en zolang er onder een derogatie vallende lidstaten zijn, heeft de Europese Centrale Bank ten aanzien van die lidstaten de taak :"
 - i) in het derde streepje wordt "Europees Monetair Stelsel" vervangen door "wisselkoersmechanisme";
 - ii) het vijfde streepje wordt vervangen door :
 - " - de vroegere taken uit te oefenen van het Europees Fonds voor monetaire samenwerking, die eerder waren overgenomen door het Europees Monetair Instituut.";

104) Een artikel 118 ter wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 124, lid 1; het wordt als volgt gewijzigd :

a) "Tot de aanvang van de derde fase behandelt iedere lidstaat ..." wordt vervangen door "Iedere onder een derogatie vallende lidstaat behandelt ...";

b) "... van het Europees Monetair Stelsel (EMS) en bij de ontwikkeling van de Ecu, met inachtneming van de bestaande bevoegdheden" wordt vervangen door "... van het wisselkoersmechanisme."

105) Artikel 119 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt in de eerste en tweede alinea "lidstaat" vervangen door "onder een derogatie vallende lidstaat" en wordt in de eerste alinea "geleidelijke" geschrapt;

b) in lid 2, onder a), wordt "de lidstaten" veranderd in "de onder een derogatie vallende lidstaten" en wordt onder b) "het land dat in moeilijkheden verkeert" vervangen door "de onder een derogatie vallende lidstaat die in moeilijkheden verkeert ...";

c) in lid 3 wordt "machtigt de Commissie de in moeilijkheden verkerende staat ..." vervangen door "machtigt de Commissie de onder een derogatie vallende lidstaat die in moeilijkheden verkeert ...";

d) lid 4 wordt geschrapt.

106) Artikel 120 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt "kan de betrokken lidstaat... treffen" vervangen door "kan een onder een derogatie vallende lidstaat... treffen";

b) in lid 3 wordt "advies" vervangen door "aanbeveling" en "staat" door "lidstaat";

c) lid 4 wordt geschrapt.

107) Artikel 121, lid 1, wordt lid 1 van artikel 117bis; het wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 102). De rest van artikel 121 wordt ingetrokken.

108) In artikel 122 wordt de tweede zin van lid 2 de eerste alinea van lid 2 van artikel 117bis; de zin wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 102). De rest van artikel 122 wordt ingetrokken.

109) Artikel 123, lid 3, wordt lid 1 van artikel 118bis en lid 5 wordt lid 3 van artikel 117bis; zij worden gewijzigd zoals aangegeven onder respectievelijk punt 103) en punt 102). De rest van artikel 123 wordt ingetrokken.

110) In artikel 124 wordt lid 1 het nieuwe artikel 118 ter; het wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 104). De rest van artikel 124 wordt ingetrokken.

WERKGELEGENHEID

111) In artikel 125 wordt "en van artikel 2 van dit Verdrag" geschrapt.

VERPLAATSTE TITELS

112) Titel IX, "GEMEENSCHAPPELIJKE HANDELSPOLITIEK", en de artikelen 131 en 133 worden respectievelijk titel II in het vijfde deel over het externe optreden van de Unie en de artikelen 188 B en 188 C. Artikel 131 wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 157) en artikel 133 wordt vervangen door artikel 188 C.

De artikelen 132 en 134 worden geschrapt.

113) Titel X, "DOUANESAMENWERKING" en artikel 135 worden respectievelijk hoofdstuk 1bis in titel Ibis, genaamd "Vrij verkeer van goederen" en artikel 27bis, zoals aangegeven onder punt 45).

HET SOCIAAL BELEID

114) Het opschrift van titel XI, "SOCIALE POLITIEK, ONDERWIJS, BEROEPSOPLEIDING EN JEUGD", wordt vervangen door het volgende opschrift : "SOCIALE POLITIEK" en krijgt nummer IX; het opschrift "HOOFDSTUK 1 - SOCIALE BEPALINGEN" wordt geschrapt.

115) Het onderstaande artikel 136bis wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 136bis

De Unie erkent en bevordert de rol van de sociale partners op het niveau van de Unie, en houdt daarbij rekening met de verschillen tussen de nationale stelsels. Zij bevordert hun onderlinge dialoog, met inachtneming van hun autonomie.

De tripartiete sociale top voor groei en werkgelegenheid levert een bijdrage tot de sociale dialoog."

116) Artikel 137 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 2 wordt "kan de Raad :" in de inleidende zinsnede van de eerste alinea vervangen door "kunnen het Europees Parlement en de Raad :" de eerste zin van de tweede alinea wordt gesplitst in twee alinea's die als volgt luiden :

" Het Europees Parlement en de Raad besluiten volgens de gewone wetgevingsprocedure na raadpleging van het Economisch en Sociaal Comité en het Comité van de Regio's.

Op de in lid 1, onder c), d), f) en g), bedoelde gebieden besluit de Raad volgens een bijzondere wetgevingsprocedure, met eenparigheid van stemmen, na raadpleging van het Europees Parlement en de beide Comités."

De tweede zin van de tweede alinea wordt de laatste alinea, en de woorden "van dit artikel" worden geschrapt;

b) in lid 3, eerste alinea, wordt aan het eind toegevoegd "of, in voorkomend geval, de uitvoering van een overeenkomstig artikel 139 vastgesteld besluit van de Raad." in de tweede alinea wordt "... een richtlijn overeenkomstig artikel 249 moet zijn omgezet," vervangen door "... een richtlijn of een besluit moet zijn omgezet of uitgevoerd," en wordt na "betrokken richtlijn" toegevoegd "of het betrokken besluit".

117) In artikel 138, lid 4, eerste zin, wordt "Ter gelegenheid van deze raadpleging ..." vervangen door "Ter gelegenheid van de in de leden 2 en 3 bedoelde raadplegingen ..." en wordt in de tweede zin "De procedure" vervangen door "Dit proces".

118) Artikel 139, lid 2, wordt als volgt gewijzigd :

a) aan het eind van de eerste alinea wordt toegevoegd : "Het Europees Parlement wordt hiervan in kennis gesteld.";

b) in de tweede alinea wordt "De Raad besluit met gekwalificeerde meerderheid van stemmen, tenzij de betrokken overeenkomst ..." vervangen door "De Raad besluit met eenparigheid van stemmen wanneer de betrokken overeenkomst ...". De laatste zin wordt geschrapt.

119) In artikel 140 wordt aan het eind van de tweede alinea toegevoegd : "..., met name initiatieven om richtsnoeren en indicatoren vast te stellen, de uitwisseling van beste praktijken te regelen en de nodige elementen met het oog op periodieke controle en evaluatie te verzamelen. Het Europees Parlement wordt ten volle in kennis gesteld."

120) In artikel 143 wordt de tweede alinea geschrapt.

HET EUROPEES SOCIAAL FONDS

121) Hoofdstuk 2 wordt "TITEL X".

122) In artikel 148 wordt "uitvoeringsbesluiten" vervangen door "uitvoeringsverordeningen".

ONDERWIJS, BEROEPSOPLEIDING, JEUGD EN SPORT

123) Hoofdstuk 3 wordt "TITEL XI" en aan het eind van het opschrift wordt "EN JEUGD" vervangen door ", JEUGD EN SPORT".

124) Artikel 149 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt de volgende alinea toegevoegd :

" De Unie draagt bij tot de bevordering van de Europese inzet op sportgebied, rekening houdend met haar specifieke kenmerken, haar op vrijwilligerswerk berustende structuren en haar sociale en educatieve functie.;"

b) in lid 2, vijfde streepje, wordt aan het eind " ... en de deelneming van jongeren aan het democratisch leven van Europa aan te moedigen." toegevoegd; het onderstaande streepje wordt toegevoegd als laatste streepje :

" - de Europese dimensie van de sport te ontwikkelen, door de eerlijkheid en de openheid van sportcompetities en de samenwerking tussen de verantwoordelijke sportorganisaties te bevorderen, en door de fysieke en morele integriteit van sportlieden, met name jonge sporters, te beschermen.;"

c) in lid 3 wordt "inzake onderwijs" vervangen door "inzake onderwijs en sport";

d) in lid 4 wordt "neemt de Raad" geschrapt, het eerste streepje begint met "nemen het Europees Parlement en de Raad, volgens ..."; het tweede streepje begint met "neemt de Raad, op voorstel ...".

125) In artikel 150, lid 4, wordt na "van de lidstaten" toegevoegd : "en de Raad neemt, op voorstel van de Commissie, aanbevelingen aan."

CULTUUR

126) Artikel 151, lid 5, wordt als volgt gewijzigd :

a) in de inleidende zin wordt "neemt de Raad" geschrapt;

b) de eerste zin van het eerste streepje begint met "nemen het Europees Parlement en de Raad, volgens ..." en de tweede zin wordt geschrapt;

c) in het tweede streepje wordt "met eenparigheid van stemmen geschrapt" en het streepje begint met "neemt de Raad, op voorstel ...".

VOLKSGEZONDHEID

127) Artikel 152 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1, tweede alinea, wordt "menselijke" vervangen door "lichamelijke en geestelijke" en aan het einde van de alinea wordt de volgende zin toegevoegd : " , en de controle van, de alarmering bij en de bestrijding van ernstige grensoverschrijdende bedreigingen van de gezondheid.;"

b) in lid 2 wordt aan het eind van de eerste alinea toegevoegd : "Zij moedigt in het bijzonder aan dat de lidstaten samenwerken ter verbetering van de complementariteit van hun gezondheidsdiensten in de grensgebieden.;"

c) in lid 2 wordt aan het eind van de tweede alinea de volgende tekst toegevoegd : "... , met name initiatieven om richtsnoeren en indicatoren vast te stellen, de uitwisseling van beste praktijken te regelen en de nodige elementen met het oog op periodieke controle en evaluatie te verzamelen. Het Europees Parlement wordt ten volle in kennis gesteld.;"

d) lid 4 wordt als volgt gewijzigd :

i) in de eerste alinea, in de inleidende zin, worden de woorden "De Raad draagt" vervangen door "In afwijking van artikel 2 A, lid 5, en artikel 2 E, onder a), en overeenkomstig artikel 2 C, lid 2, onder k), draagt de Raad" en aan het eind wordt toegevoegd : "... om gemeenschappelijke veiligheidskwesaties het hoofd te bieden :";

ii) onder b) wordt "In afwijking van artikel 37" geschrapt;

iii) een littera c) wordt ingevoegd :

" c) maatregelen waarbij hoge kwaliteits- en veiligheidseisen worden gesteld aan geneesmiddelen en medische hulpmiddelen.;"

iv) het huidige c) wordt lid 5 en wordt vervangen door :

" 5. Het Europees Parlement en de Raad kunnen, volgens de gewone wetgevingsprocedure en na raadpleging van het Economisch en Sociaal Comité en het Comité van de Regio's, ook stimuleringsmaatregelen vaststellen die gericht zijn op de bescherming en de verbetering van de menselijke gezondheid en met name de bestrijding van grote grensoverschrijdende bedreigingen van de gezondheid, maatregelen betreffende de controle van, de vroegtijdige alarmering bij en de bestrijding van ernstige grensoverschrijdende bedreigingen van de gezondheid, alsook maatregelen die rechtstreeks verband houden met de bescherming van de volksgezondheid ter zake van tabak en misbruik van alcohol, met uitsluiting van enige harmonisering van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten.;"

e) de tweede alinea van het huidige lid 4 wordt lid 6; lid 5 wordt lid 7, en wordt vervangen door :

" 7. Het optreden van de Unie eerbiedigt de verantwoordelijkheden van de lidstaten met betrekking tot de bepaling van hun gezondheidsbeleid, alsmede de organisatie en de verstrekking van gezondheidsdiensten en geneeskundige verzorging. De verantwoordelijkheden van de lidstaten omvatten het beheer van gezondheidsdiensten en geneeskundige verzorging, alsmede de allocatie van de daaraan toegewezen middelen. De in lid 4, onder a), bedoelde maatregelen doen geen afbreuk aan de nationale voorschriften inzake donatie en geneeskundig gebruik van organen en bloed."

CONSUMENTENBESCHERMING

128) Artikel 153, lid 2, wordt artikel *6bis* en de leden 3, 4 en 5 worden respectievelijk de leden 2, 3 en 4.

INDUSTRIE

129) Artikel 157 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 2 wordt aan het eind de volgende tekst toegevoegd : "... met name initiatieven om richtsnoeren en indicatoren vast te stellen, de uitwisseling van beste praktijken te regelen en de nodige elementen met het oog op periodieke controle en evaluatie te verzamelen. Het Europees Parlement wordt ten volle in kennis gesteld.";

b) in lid 3, eerste alinea, wordt aan het eind van de tweede zin toegevoegd : "... met uitsluiting van enige harmonisering van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten."

ECONOMISCHE, SOCIALE EN TERRITORIALE SAMENHANG

130) Het opschrift van titel XVII wordt vervangen door : "ECONOMISCHE, SOCIALE EN TERRITORIALE SAMENHANG".

131) Artikel 158 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste alinea wordt "de economische en sociale samenhang" vervangen door "de economische, sociale en territoriale samenhang";

b) in de tweede alinea wordt "of eilanden, met inbegrip van de plattelandsgebieden" geschrapt;

c) de volgende nieuwe alinea wordt toegevoegd :

" Wat betreft die regio's wordt bijzondere aandacht besteed aan de plattelandsgebieden, de regio's die een industriële overgang doormaken, en de regio's die kampen met ernstige en permanente natuurlijke of demografische belemmeringen, zoals de meest noordelijke regio's met een zeer geringe bevolkingsdichtheid, alsmede insulaire, grensoverschrijdende en berggebieden.

132) In artikel 159, tweede alinea, wordt "economische en sociale" vervangen door "economische, sociale en territoriale".

133) Artikel 161 wordt als volgt gewijzigd :

a) aan het begin van de eerste alinea, eerste zin, wordt "Onverminderd artikel 162 stelt de Raad op voorstel van de Commissie, en na instemming van het Europees Parlement... vast" vervangen door "Onverminderd artikel 162 stellen het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen en na ... vast" en in de tweede zin wordt "De Raad stelt volgens dezelfde procedure tevens de algemene regels vast ..." vervangen door "Volgens dezelfde procedure worden tevens de algemene regels vastgesteld ...";

b) in de tweede alinea wordt "door de Raad" geschrapt;

c) de derde alinea wordt geschrapt.

134) In artikel 162, eerste alinea, wordt "De toepassingsbesluiten" vervangen door "De toepassingsverordeningen".

ONDERZOEK EN TECHNOLOGISCHE ONTWIKKELING

135) In het opschrift van titel XVIII wordt "EN RUIMTE" toegevoegd.

136) Artikel 163 wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 1 wordt vervangen door :

" 1. De Unie heeft tot doel haar wetenschappelijke en technologische grondslagen te versterken door de totstandbrenging van een Europese onderzoeksruiimte waarbinnen onderzoekers, wetenschappelijke kennis en technologieën vrij circuleren, tot de ontwikkeling van het concurrentievermogen van de Unie en van haar industrie bij te dragen en de onderzoeksactiviteiten te bevorderen die uit hoofde van andere hoofdstukken van de Verdragen nodig worden geacht.";

b) in lid 2 wordt "... waarbij haar beleid er vooral op gericht is de ondernemingen in staat te stellen ten volle de mogelijkheden van de interne markt te benutten, ..." vervangen door "waarbij het beleid er vooral op gericht is onderzoekers in staat te stellen vrijelijk samen te werken over de grenzen heen, en ondernemingen in staat te stellen de mogelijkheden van de interne markt ten volle te benutten, ...";

137) In artikel 165, lid 2, wordt na "te bevorderen" toegevoegd : "... met name initiatieven om richtsnoeren en indicatoren vast te stellen, de uitwisseling van beste praktijken te organiseren en in de nodige elementen te voorzien met het oog op periodieke controle en evaluatie te verzamelen. Het Europees Parlement wordt ten volle in kennis gesteld."

138) Artikel 166 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 4 worden de woorden "met gekwalificeerde meerderheid vast op voorstel van de Commissie" vervangen door "overeenkomstig een bijzondere wetgevingsprocedure" en wordt na "Economisch en Sociaal Comité" het woord "vast" ingevoegd.

b) het volgende lid 5 wordt toegevoegd :

" 5. Ter aanvulling op de in het meerjarenkaderprogramma geplande activiteiten stellen het Europees Parlement en de Raad, volgens de gewone wetgevingsprocedure en na raadpleging van het Economisch en Sociaal Comité, de maatregelen vast die nodig zijn om de Europese onderzoeksruiimte te realiseren."

139) In artikel 167 wordt "de Raad" vervangen door "de Unie".

140) In artikel 168, tweede alinea, wordt "De Raad" vervangen door "De Unie".

141) In artikel 170, tweede alinea, wordt "..., waarover wordt onderhandeld en die worden gesloten overeenkomstig artikel 300" geschrapt.

RUIMTE

142) Het onderstaande artikel 172*bis* wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 172bis

1. Om de wetenschappelijke en technische vooruitgang, het industriële concurrentievermogen en de uitvoering van haar beleid te bevorderen, stippelt de Unie een Europees ruimtevaartbeleid uit. Daartoe kan zij gemeenschappelijke initiatieven bevorderen, onderzoek en technologische ontwikkeling steunen en de nodige inspanningen coördineren voor de verkenning en het gebruik van de ruimte.

2. Om bij te dragen aan de verwezenlijking van de in lid 1 bedoelde doelstellingen, stellen het Europees Parlement en de Raad, volgens de gewone wetgevingsprocedure, de nodige maatregelen vast, die de vorm kunnen hebben van een Europees ruimtevaartprogramma, met uitsluiting van enige harmonisering van de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten."

3. De Unie gaat elke nuttige relatie aan met het Europees Ruimteagentschap.

4. Dit artikel laat de overige bepalingen van deze titel onverlet."

MILIEU (KLIMAATVERANDERING)

143) Artikel 174 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt het vierde streepje vervangen door :

" B bevordering op internationaal vlak van maatregelen om het hoofd te bieden aan regionale of mondiale milieuproblemen, en in het bijzonder de bestrijding van klimaatverandering.;"

b) in lid 2, tweede alinea, wordt "een communautaire toetsingsprocedure" vervangen door "een toetsingsprocedure van de Unie".

c) in lid 4, eerste alinea, wordt "waarover wordt onderhandeld en die worden gesloten overeenkomstig artikel 300" geschrapt.

144) Artikel 175 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 2 wordt de tweede alinea vervangen door :

" De Raad kan, op voorstel van de Commissie en na raadpleging van het Europees Parlement, van het Economisch en Sociaal Comité en van het Comité van de Regio's, met eenparigheid van stemmen de gewone wetgevingsprocedure van toepassing verklaren op de in de eerste alinea genoemde gebieden.;"

b) in lid 3, eerste alinea, wordt "Op andere gebieden" geschrapt en de zinsvolgorde wordt aangepast; de tweede alinea wordt vervangen door de onderstaande tekst :

" De voor de uitvoering van die programma's nodige maatregelen worden vastgesteld overeenkomstig lid 1, respectievelijk lid 2.;"

c) in lid 4 wordt "... bepaalde maatregelen met een communautair karakter, ..." vervangen door "... bepaalde door de Unie vastgestelde maatregelen, ..."

d) in lid 5 wordt "treft de Raad... in het besluit betreffende de aanneming van die maatregel... voorzieningen ..." vervangen door "omvat deze maatregel voorzieningen ...".

VERPLAATSTE TITELS

145) Titel XX, "ONTWIKKELINGSSAMENWERKING", en de artikelen 177, 179, 180 en 181 worden respectievelijk hoofdstuk 1 van titel III van het vijfde deel over het externe optreden van de Unie en de artikelen 188 D tot en met en 188 G; deze artikelen worden gewijzigd zoals aangegeven onder de punten 161) tot en met 164). Artikel 178 wordt ingetrokken.

146) Titel XXI, "ECONOMISCHE, FINANCIËLE EN TECHNISCHE SAMENWERKING MET DERDE LANDEN", en artikel 181 A wordt respectievelijk hoofdstuk 2 van titel III van het vijfde deel over het externe optreden van de Unie en het nieuwe artikel 188 H; dit artikel wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 166).

ENERGIE

147) Titel XX wordt vervangen door onderstaande nieuwe titel en onderstaand nieuw artikel 176 A :

"TITEL XX

ENERGIE

ARTIKEL 176 A

1. In het kader van de totstandbrenging en de werking van de interne markt en rekening houdend met de noodzaak om het milieu in stand te houden en te verbeteren, is het beleid van de Unie op het gebied van energie, in een geest van solidariteit tussen de lidstaten, erop gericht :

a) de werking van de energiemarkt te waarborgen;

b) de continuïteit van de energievoorziening in de Unie te waarborgen,

c) energie-efficiëntie, energiebesparing en de ontwikkeling van nieuwe en duurzame energie te stimuleren; en

d) de interconnectie van energienetwerken te bevorderen.

2. Onverminderd de toepassing van andere bepalingen van de Verdragen stellen het Europees Parlement en de Raad, volgens de gewone wetgevingsprocedure, de maatregelen vast die noodzakelijk zijn om de in lid 1 genoemde doelstellingen te verwezenlijken. Deze maatregelen worden vastgesteld na raadpleging van het Economisch en Sociaal Comité en van het Comité van de Regio's.

Zij zijn, onverminderd artikel 175, lid 2, onder c), niet van invloed op het recht van een lidstaat de voorwaarden voor de exploitatie van zijn energiebronnen te bepalen, op zijn keuze tussen verschillende energiebronnen of op de algemene structuur van zijn energievoorziening.

3. In afwijking van lid 2, stelt de Raad volgens een bijzondere wetgevingsprocedure, met eenparigheid van stemmen en na raadpleging van het Europees Parlement, de daarin bedoelde maatregelen vast die voornamelijk van fiscale aard zijn."

TOERISME

148) Titel XXI wordt vervangen door onderstaande nieuwe titel en onderstaand nieuw artikel 176 B :

TITEL XXI

TOERISME

ARTIKEL 176 B

1. De Unie zorgt voor aanvulling van het optreden van de lidstaten in de toerismesector, met name door bevordering van het concurrentievermogen van de ondernemingen van de Unie in die sector.

In dit verband is het optreden van de Unie gericht op :

a) het bevorderen van een klimaat dat gunstig is voor de ontwikkeling van bedrijven in deze sector;

b) het stimuleren van de samenwerking tussen de lidstaten, met name door uitwisseling van goede praktijken.

2. Het Europees Parlement en de Raad stellen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, de bijzondere maatregelen vast ter aanvulling van de acties die in de lidstaten worden ondernomen om de in dit artikel genoemde doelstellingen te verwezenlijken, met uitsluiting van enige harmonisatie van de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten.

CIVIELE BESCHERMING

149) Een nieuwe titel XXII en een nieuw artikel 176 C worden ingevoegd :

TITEL XXII

CIVIELE BESCHERMING

ARTIKEL 176 C

1. De Unie bevordert de samenwerking tussen de lidstaten om zodoende te komen tot een grotere doeltreffendheid van de systemen ter voorkoming van en bescherming tegen natuurrampen of door de mens veroorzaakte rampen.

Het optreden van de Unie is erop gericht :

a) het optreden van de lidstaten op nationaal, regionaal en lokaal niveau met betrekking tot risicopreventie, het voorbereiden van de instanties op het gebied van civiele bescherming in de lidstaten en het optreden bij natuurrampen of door de mens veroorzaakte calamiteiten binnen de Unie te steunen en aan te vullen;

b) snelle operationele en doeltreffende samenwerking tussen de nationale civiele beschermingsdiensten binnen de Unie te bevorderen;

c) de samenhang tussen internationale acties op het gebied van civiele bescherming te stimuleren.

2. Het Europees Parlement en de Raad stellen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, de maatregelen vast die nodig zijn om bij te dragen aan de verwezenlijking van de in lid 1 genoemde doelstellingen, met uitsluiting van enige harmonisatie van de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten."

ADMINISTRATIEVE SAMENWERKING

150) Een nieuwe Titel XXIII en een nieuw artikel 176 D worden ingevoegd :

"TITEL XXIII

ADMINISTRATIEVE SAMENWERKING

ARTIKEL 176 D

1. De doeltreffende uitvoering van het recht van de Unie door de lidstaten, die van wezenlijk belang is voor de goede werking van de Unie, wordt beschouwd als een aangelegenheid van gemeenschappelijk belang.

2. De Unie kan de inspanningen van de lidstaten ter verbetering van hun administratieve vermogen om het recht van de Unie uit te voeren, steunen. Dergelijke steun kan behalve het vergemakkelijken van de uitwisselingen van informatie en van ambtenaren ook ondersteunende opleidings- en ontwikkelingsregelingen omvatten. Geen enkele lidstaat is verplicht gebruik te maken van dergelijke steun. Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen de daartoe noodzakelijke maatregelen vast, met uitsluiting van enige harmonisering van de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten."

3. Dit artikel laat de verplichting van de lidstaten om het recht van de Unie uit te voeren, alsook de prerogatieven en taken van de Commissie, onverlet. Het laat ook de andere bepalingen van de verdragen die voorzien in administratieve samenwerking tussen de lidstaten onderling en tussen de lidstaten en de Unie, onverlet."

ASSOCIATIE VAN DE LANDEN EN GEBIEDEN OVERZEE

151) In artikel 182, eerste alinea, wordt aan het eind "een lijst die als bijlage II aan dit Verdrag is gehecht" veranderd in "de lijst in bijlage II".

152) In artikel 186 wordt "... worden geregeld door later te sluiten overeenkomsten, waarvoor eenstemmigheid van de lidstaten is vereist." vervangen door "... vallen onder volgens artikel 187 vastgestelde instrumenten."

153) In artikel 187 wordt "met eenparigheid van stemmen" vervangen door "met eenparigheid van stemmen op voorstel van de Commissie" en wordt aan het eind de volgende zin toegevoegd : "Wanneer de bepalingen door de Raad volgens een bijzondere wetgevingsprocedure worden vastgesteld, besluit hij met eenparigheid van stemmen op voorstel van de Commissie en na raadpleging van het Europees Parlement."

EXTERN OPTREDEN VAN DE UNIE

154) Een nieuw vijfde deel wordt ingevoegd. Het draagt het opschrift "EXTERN OPTREDEN VAN DE UNIE" en bevat de volgende titels en hoofdstukken :

Titel I : Algemene bepalingen inzake het extern optreden van de Unie

Titel II : De gemeenschappelijke handelspolitiek

Titel III : Samenwerking met derde landen en humanitaire hulp

Hoofdstuk 1 : Ontwikkelingssamenwerking

Hoofdstuk 2 : Economische, financiële en technische samenwerking met derde landen

Hoofdstuk 3 : Humanitaire hulp

Titel IV : Beperkende maatregelen

Titel V : Internationale overeenkomsten

Titel VI : Betrekkingen van de Unie met internationale organisaties en derde landen

en delegaties van de Unie

Titel VII : Solidariteitsclausule

ALGEMENE BEPALINGEN

155) Een nieuwe titel I en een nieuw artikel 188 A worden ingevoegd :

"TITEL I

ALGEMENE BEPALINGEN INZAKE HET EXTERN OPTREDEN VAN DE UNIE

ARTIKEL 188 A

Het internationaal optreden van de Unie berust, voor de toepassing van dit deel, op de beginselen en is gericht op de doelstellingen van, en wordt uitgevoerd overeenkomstig de algemene bepalingen van hoofdstuk 1 van titel V van het Verdrag betreffende de Europese Unie."

DE GEMEENSCHAPPELIJKE HANDELSPOLITIEK

156) Een titel II wordt ingevoegd, "DE GEMEENSCHAPPELIJKE HANDELSPOLITIEK", met het opschrift van titel IX van het derde deel.

157) Een artikel 188 B wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 131; het wordt als volgt gewijzigd :

a) De eerste alinea wordt vervangen door :

" Door de oprichting van een douane-unie, overeenkomstig de artikelen 23 tot en met 27, levert de Unie in het gemeenschappelijk belang een bijdrage tot een harmonische ontwikkeling van de wereldhandel, tot de geleidelijke afschaffing van de beperkingen voor het internationale handelsverkeer en voor buitenlandse directe investeringen, en tot de vermindering van de douane- en andere belemmeringen."

b) de tweede alinea wordt geschrapt.

158) Een artikel 188 C wordt ingevoegd ter vervanging van artikel 133;

"ARTIKEL 188 C

1. De gemeenschappelijke handelspolitiek wordt gegrond op eenvormige beginselen, met name aangaande tariefwijzigingen, het sluiten van tarief- en handelsakkoorden betreffende handel in goederen en diensten, en de handelsaspecten van intellectuele eigendom, de directe buitenlandse investeringen, het eenvormig maken van liberalisatiemaatregelen, de uitvoerpolitiek alsmede de handelspolitieke beschermingsmaatregelen, waaronder de te nemen maatregelen in geval van dumping en subsidies. De gemeenschappelijke handelspolitiek wordt gevoerd in het kader van de beginselen en doelstellingen van het externe optreden van de Unie.

2. Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen de maatregelen vast die het kader voor de uitvoering van de gemeenschappelijke handelspolitiek van de Unie bepalen.

3. Bij de onderhandelingen over en sluiting van akkoorden met een of meer derde landen of internationale organisaties, is artikel 188 N van toepassing, behoudens de bijzondere bepalingen van het huidige artikel.

De Commissie doet aanbevelingen aan de Raad, die haar machtigt de vereiste onderhandelingen te openen. De Raad en de Commissie zien erop toe dat die akkoorden verenigbaar zijn met het interne beleid en de interne voorschriften van de Unie.

De Commissie voert de onderhandelingen in overleg met een speciaal comité dat door de Raad is aangewezen om haar daarin bij te staan, en binnen het bestek van de richtsnoeren welke de Raad haar kan verstrekken. De Commissie brengt aan het speciaal comité en het Europees Parlement regelmatig verslag uit over de stand van de onderhandelingen.

4. Ten aanzien van de onderhandelingen over en de sluiting van de in lid 3 bedoelde akkoorden besluit de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen.

Ten aanzien van de onderhandelingen over en de sluiting van akkoorden betreffende de handel in diensten en betreffende de handelsaspecten van intellectuele eigendom en betreffende buitenlandse directe investeringen besluit de Raad met eenparigheid van stemmen voor zover het akkoord bepalingen bevat die met eenparigheid van stemmen worden vastgesteld wat interne voorschriften betreft.

De Raad besluit ook met eenparigheid van stemmen ten aanzien van de onderhandelingen over en de sluiting van akkoorden betreffende :

a) de handel in culturele en audiovisuele diensten, indien deze akkoorden afbreuk dreigen te doen aan de verscheidenheid aan cultuur en taal in de Unie;

b) sociale, onderwijs- en gezondheidsdiensten wanneer deze akkoorden de nationale organisatie van die diensten ernstig dreigen te verstoren en afbreuk dreigen te doen aan de verantwoordelijkheid van de lidstaten om die diensten te leveren.

5. Op de onderhandelingen over en de sluiting van internationale akkoorden betreffende vervoer zijn de bepalingen van Deel III, titel V, alsmede artikel 188 N, van toepassing.

6. De uitoefening van de bij dit artikel verleende bevoegdheden op het gebied van de gemeenschappelijke handelspolitiek laat de afbakening van de bevoegdheden tussen de Unie en de lidstaten onverlet en leidt niet tot enige harmonisering van de wettelijke of bestuursrechtelijke regelingen van de lidstaten voor zover de Verdragen een dergelijke harmonisering uitsluiten.

ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

159) Een titel III, "SAMENWERKING MET DERDE LANDEN EN HUMANITAIRE HULP", wordt ingevoegd.

160) Een hoofdstuk 1, "ONTWIKKELINGSSAMENWERKING", wordt ingevoegd met het opschrift van titel XX van het derde deel.

161) Een artikel 188 D wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 177; het wordt als volgt gewijzigd :

a) de leden 1 en 2 worden vervangen door :

" 1. Het beleid van de Unie op het gebied van ontwikkelingssamenwerking wordt gevoerd in het kader van de beginselen en doelstellingen van het externe optreden van de Unie. Het ontwikkelingssamenwerkingsbeleid van de Unie en dat van de lidstaten completeren en versterken elkaar.

Hoofddoel van het beleid van de Unie op dit gebied is de armoede terug te dringen en uiteindelijk uit te bannen. De Unie houdt bij de uitvoering van beleid dat gevolgen kan hebben voor de ontwikkelingslanden rekening met de doelstellingen van de ontwikkelingssamenwerking."

b) lid 3 wordt lid 2.

162) Een artikel 188 E wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 179; het wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 1 wordt vervangen door :

" 1. Het Europees Parlement en de Raad stellen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, de maatregelen vast die nodig zijn voor de uitvoering van het ontwikkelingssamenwerkingsbeleid, die betrekking kunnen hebben op meerjarenprogramma's voor samenwerking met ontwikkelingslanden of op thematische programma's.;"

b) een nieuw lid 2 wordt ingevoegd :

" 2. De Unie kan met derde landen en de bevoegde internationale organisaties alle overeenkomsten sluiten die dienstig zijn om de in artikel 10 A van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 188 D van dit Verdrag genoemde doelstellingen te verwezenlijken.

De eerste alinea laat de bevoegdheid van de lidstaten om in internationale fora te onderhandelen en overeenkomsten te sluiten, onverlet."

c) het huidige lid 2 wordt lid 3 en het huidige lid 3 wordt geschrapt.

163) Een artikel 188 F wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 180; het wordt als volgt gewijzigd :

Aan het begin van lid 1 worden de woorden "De Gemeenschap en de lidstaten coördineren hun ontwikkelingssamenwerkingsbeleid en plegen overleg" vervangen door : "Om de complementariteit en de doeltreffendheid van hun optreden te bevorderen, coördineren de Unie en de lidstaten hun ontwikkelingssamenwerkingsbeleid en plegen zij overleg".

164) Een artikel 188 G wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 181; de tweede zin van de eerste alinea en de tweede alinea worden geschrapt.

ECONOMISCHE, FINANCIËLE EN TECHNISCHE SAMENWERKING MET DERDE LANDEN

165) Een hoofdstuk 2, "ECONOMISCHE, FINANCIËLE EN TECHNISCHE SAMENWERKING MET DERDE LANDEN", wordt ingevoegd met het opschrift van titel XXI van het derde deel.

166) Een artikel 188 H wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 181 A; het wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 1 wordt vervangen door :

" 1. Onverminderd de overige bepalingen van de Verdragen, met name de artikelen 188 D tot en met 188 G, onderneemt de Unie activiteiten voor economische, financiële en technische samenwerking, met inbegrip van bijstand op met name financieel gebied, met derde landen die geen ontwikkelingsland zijn. Deze activiteiten zijn coherent met het ontwikkelingsbeleid van de Unie en vinden plaats in het kader van de beginselen en doelstellingen van haar externe optreden. De acties van de Unie en die van de lidstaten completeren en versterken elkaar.;"

b) lid 2 wordt vervangen door :

" 2. Het Europees Parlement en de Raad stellen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, de voor de uitvoering van lid 1 nodige maatregelen vast.;"

c) in lid 3, eerste alinea, tweede zin, wordt "waarover onderhandeld wordt en die gesloten worden overeenkomstig artikel 300" geschrapt.

167) Het volgende artikel 188 I wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 188 I

Wanneer wegens de situatie in een derde land dringende financiële hulp van de Unie vereist is, stelt de Raad op voorstel van de Commissie de nodige besluiten vast."

HUMANITAIRE HULP

168) Een nieuw hoofdstuk 3 en een nieuw artikel 188 J worden ingevoegd :

"HOOFDSTUK 3

HUMANITAIRE HULP

Artikel 188 J

1. De acties van de Unie op het gebied van humanitaire hulp vinden plaats in het kader van de beginselen en doelstellingen van het externe optreden van de Unie. Deze acties hebben tot doel aan de bevolking van derde landen die het slachtoffer is van natuurrampen of door de mens veroorzaakte rampen, specifieke bijstand en hulp te bieden en haar te beschermen om de uit die situaties voortvloeiende humanitaire noden te lenigen. De acties van de Unie en die van de lidstaten completeren en versterken elkaar.

2. Humanitaire hulpacties worden uitgevoerd overeenkomstig de beginselen van het internationaal recht, en de beginselen van onpartijdigheid, neutraliteit en non-discriminatie.

3. Het Europees Parlement en de Raad stellen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, de maatregelen vast die het kader voor de uitvoering van de humanitaire hulpacties van de Unie bepalen.

4. De Unie kan met derde landen en de bevoegde internationale organisaties alle overeenkomsten sluiten die dienstig zijn om de in lid 1 en in artikel 10 A van het Verdrag betreffende de Europese Unie genoemde doelstellingen te verwezenlijken.

De eerste alinea laat de bevoegdheid van de lidstaten om in internationale fora te onderhandelen en overeenkomsten te sluiten, onverlet.

5. Er wordt een Europees vrijwilligerskorps voor humanitaire hulpverlening opgericht, als kader voor gemeenschappelijke bijdragen van Europese jongeren aan de humanitaire hulpacties van de Unie. Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen het statuut en de regels voor de activiteiten van het korps vast."

6. De Commissie kan ieder initiatief nemen dat dienstig is om de coördinatie tussen de acties van de Unie en die van de lidstaten te bevorderen, en zodoende de doeltreffendheid en de complementariteit van de humanitaire hulpmiddelen van de Unie en van de lidstaten te verbeteren.

7. De Unie ziet erop toe dat haar humanitaire hulpacties gecoördineerd worden en coherent zijn met die van internationale organisaties en instanties, met name die welke tot het bestel van de Verenigde Naties behoren."

BEPERKENDE MAATREGELLEN

169) Artikel 301 wordt vervangen door een titel IV en een artikel 188 K :

"TITEL IV

BEPERKENDE MAATREGELLEN

ARTIKEL 188 K

1. Wanneer een overeenkomstig hoofdstuk 2 van titel V van het Verdrag betreffende de Europese Unie vastgesteld besluit voorziet in verbreking of gehele of gedeeltelijke beperking van de economische en financiële betrekkingen met een of meer derde landen, stelt de Raad, op gezamenlijk voorstel van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid en de Commissie, met gekwalificeerde meerderheid van stemmen de nodige maatregelen vast. De Raad stelt het Europees Parlement daarvan in kennis.

2. Wanneer een overeenkomstig hoofdstuk 2 van titel V van het Verdrag betreffende de Europese Unie vastgesteld besluit daarin voorziet, kan de Raad volgens de in lid 1 bedoelde procedure jegens natuurlijke personen, rechtspersonen dan wel niet-statelijke groepen of entiteiten beperkende maatregelen vaststellen.

3. De in dit artikel bedoelde handelingen bevatten de nodige bepalingen inzake juridische waarborgen."

INTERNATIONALE OVEREENKOMSTEN

170) Een titel V, "INTERNATIONALE OVEREENKOMSTEN", wordt ingevoegd na artikel 188 K.

171) Het volgende artikel 188 L wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 188 L

1. De Unie kan een overeenkomst met een of meer derde landen of internationale organisaties sluiten wanneer de Verdragen daarin voorzien of wanneer het sluiten van een overeenkomst ofwel nodig is om, in het kader van het beleid van de Unie, een van de in de Verdragen bepaalde doelstellingen te verwezenlijken, of wanneer daarin bij een juridisch bindende handeling van de Unie is voorzien of wanneer zulks gevolgen kan hebben voor gemeenschappelijke regels of de strekking daarvan kan wijzigen.

2. De door de Unie gesloten overeenkomsten zijn verbindend voor de instellingen van de Unie en voor de lidstaten."

172) Een artikel 188 M wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 310; "staten" wordt vervangen door "derde landen".

173) Een artikel 188 N wordt ingevoegd ter vervanging van artikel 300;

"ARTIKEL 188 N

1. Onverminderd de bijzondere bepalingen van artikel 188 C wordt bij het onderhandelen over en het sluiten van overeenkomsten tussen de Unie en derde landen of internationale organisaties de volgende procedure gevolgd.

2. De Raad verleent machtiging tot het openen van de onderhandelingen, stelt de onderhandelingsrichtsnoeren vast, verleent machtiging tot ondertekening en sluit de overeenkomsten.

3. De Commissie of, indien de voorgenomen overeenkomst uitsluitend of hoofdzakelijk betrekking heeft op het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, doet aanbevelingen aan de Raad, die een besluit vaststelt houdende machtiging tot het openen van de onderhandelingen en waarbij, naar gelang van de inhoud van de voorgenomen overeenkomst, de onderhandelaar of het hoofd van het onderhandelingssteam van de Unie wordt aangewezen.

4. De Raad kan de onderhandelaar richtsnoeren geven en een bijzonder comité aanwijzen; de onderhandelingen moeten in overleg met dat comité worden gevoerd.

5. De Raad stelt op voorstel van de onderhandelaar een besluit vast waarbij machtiging wordt verleend tot ondertekening van de overeenkomst en, in voorkomend geval, in afwachting van de inwerkingtreding, tot de voorlopige toepassing ervan.

6. De Raad stelt op voorstel van de onderhandelaar een besluit houdende sluiting van de overeenkomst vast.

Tenzij de overeenkomst uitsluitend betrekking heeft op het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, stelt de Raad het besluit houdende sluiting van de overeenkomst vast :

a) na goedkeuring door het Europees Parlement, in de volgende gevallen :

- i) associatieovereenkomsten;
- ii) toetreding van de Unie tot het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden;
- iii) overeenkomsten die door de instelling van samenwerkingsprocedures een specifiek institutioneel kader scheppen;

iv) overeenkomsten die aanzienlijke gevolgen hebben voor de begroting van de Unie;

v) overeenkomsten betreffende gebieden waarop de gewone wetgevingsprocedure, of, indien de goedkeuring van het Europees Parlement vereist is, de bijzondere wetgevingsprocedure van toepassing is.

In dringende gevallen kunnen het Europees Parlement en de Raad een termijn voor het geven van de goedkeuring overeenkomen.

b) na raadpleging van het Europees Parlement in de overige gevallen. Het Europees Parlement brengt advies uit binnen een termijn die de Raad naar gelang van de urgentie kan bepalen. Indien er binnen die termijn geen advies is uitgebracht, kan de Raad besluiten.

7. Bij de sluiting van een overeenkomst kan de Raad, in afwijking van de leden 5, 6 en 9, de onderhandelaar machtigen om de wijzigingen die krachtens de overeenkomst volgens een vereenvoudigde procedure of door een bij de overeenkomst opgericht orgaan worden aangenomen, namens de Unie goed te keuren. De Raad kan aan deze machtiging bijzondere voorwaarden verbinden.

8. Tijdens de gehele procedure besluit de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen.

De Raad besluit evenwel met eenparigheid van stemmen wanneer de overeenkomst een gebied betreft waarop handelingen van de Unie met eenparigheid van stemmen worden vastgesteld, alsmede ten aanzien van de associatieovereenkomsten en de in artikel 188 H bedoelde overeenkomsten met de kandidaat-lidstaten. De Raad besluit eveneens met eenparigheid van stemmen over de overeenkomst inzake toetreding van de Unie tot het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden. Dit besluit houdende sluiting van die overeenkomst treedt pas in werking nadat de lidstaten het overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen hebben goedgekeurd.

9. De Raad stelt, op voorstel van de Commissie of van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, een besluit vast tot schorsing van de toepassing van een overeenkomst en tot bepaling van de standpunten die namens de Unie worden ingenomen in een krachtens een overeenkomst opgericht lichaam, wanneer dit lichaam handelingen met rechtsgevolgen vaststelt, met uitzondering van handelingen tot aanvulling of wijziging van het institutionele kader van het akkoord.

10. Het Europees Parlement wordt in iedere fase van de procedure onverwijld en ten volle geïnformeerd.

11. Een lidstaat, het Europees Parlement, de Raad of de Commissie kan het advies inwinnen van het Hof van Justitie over de verenigbaarheid van een voorgenomen overeenkomst met de Verdragen. Indien het Hof afwijzend adviseert, kan het voorgenomen akkoord niet in werking treden, behoudens in geval van wijziging daarvan of herziening van de Verdragen."

174) Een artikel 188 O wordt ingevoegd, met de tekst van de leden 1, 2, 3 en 5 van artikel 111, waarbij de laatste twee zinnen van lid 1 de tweede alinea van dit lid worden; het wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 1, eerste alinea, wordt vervangen door :

" 1. In afwijking van artikel 188 N kan de Raad hetzij op aanbeveling van de Europese Centrale Bank, hetzij op aanbeveling van de Commissie en na raadpleging van de Europese Centrale Bank, met het oog op een consensus die verenigbaar is met de doelstelling van prijsstabiliteit, formele overeenkomsten sluiten over een stelsel van wisselkoersen van de euro ten opzichte van valuta's van derde staten. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen na raadpleging van het Europees Parlement en volgens de procedure van lid 3."

In de tweede alinea wordt "... op aanbeveling van de ECB of van de Commissie en na de raadpleging van de ECB" vervangen door "... hetzij op aanbeveling van de Europese Centrale Bank, hetzij op aanbeveling van de Commissie en na raadpleging van de Europese Centrale Bank, ..."

b) in lid 2 wordt "niet-Gemeenschapsvaluta's" vervangen door "valuta's van derde staten";

c) in lid 3 wordt in de eerste zin van de eerste alinea de verwijzing naar artikel 300 vervangen door een verwijzing naar artikel 188 N en wordt "staten" vervangen door "derde staten"; de tweede alinea wordt geschrapt;

d) lid 5 wordt lid 4.

BETREKKINGEN VAN DE UNIE MET INTERNATIONALE ORGANISATIES EN DERDE LANDEN EN DELEGATIES VAN DE UNIE

175) Titel VI en de artikelen 188 P en 188 Q worden ingevoegd, waarbij artikel 118 P de artikelen 302 tot en met 304 vervangt :

"TITEL VI

BETREKKINGEN VAN DE UNIE MET INTERNATIONALE ORGANISATIES, MET DERDE LANDEN EN DELEGATIES VAN DE UNIE

ARTIKEL 188 P

1. De Unie brengt iedere dienstige samenwerking tot stand met de organen en de gespecialiseerde organisaties van de Verenigde Naties, de Raad van Europa, de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa en de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling.

De Unie onderhoudt voorts met andere internationale organisaties de betrekkingen die wenselijk worden geacht.

2. De hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid organiseert de coördinatie en de Commissie zijn belast met de uitvoering van het bepaalde in dit artikel.

ARTIKEL 188 Q

1. De Unie wordt in derde landen en bij internationale organisaties vertegenwoordigd door de delegaties van Unie.

2. De delegaties van de Unie staan onder het gezag van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid. Zij handelen in nauwe samenspraak met de diplomatieke en consulaire missies van de lidstaten."

SOLIDARITEITSCLAUSULE

176) Een nieuwe titel VII en een nieuw artikel 188 R worden ingevoegd :

"TITRE VII

SOLIDARITEITSCLAUSULE

ARTIKEL 188 R

1. De Unie en de lidstaten treden uit solidariteit gezamenlijk op indien een lidstaat getroffen wordt door een terroristische aanval, een natuurramp of een door de mens veroorzaakte ramp. De Unie maakt van alle tot haar beschikking staande instrumenten, waaronder de door de lidstaten ter beschikking gestelde militaire middelen, gebruik om :

a) - de dreiging van het terrorisme op het grondgebied van de lidstaten te keren;

— de democratische instellingen en de burgerbevolking tegen een eventuele terroristische aanval te beschermen;

— op verzoek van de politieke autoriteiten van een lidstaat op diens grondgebied bijstand te verlenen in geval van een terroristische aanval;

b) op verzoek van de politieke autoriteiten van een lidstaat op diens grondgebied bijstand te verlenen in geval van een natuurramp of van een door de mens veroorzaakte ramp.

2. Een lidstaat die getroffen wordt door een terroristische aanval, een natuurramp of een door de mens veroorzaakte ramp, wordt op verzoek van zijn politieke autoriteiten door de andere lidstaten bijstand verleend. De lidstaten coördineren daartoe hun optreden in het kader van de Raad.

3. De toepassing door de Unie van deze solidariteitsclausule wordt geregeld bij een besluit, dat door de Raad op gezamenlijk voorstel van de Commissie en de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid wordt vastgesteld. Indien dit besluit gevolgen heeft op defensiegebied, besluit de Raad overeenkomstig artikel 15ter, lid 1, van het Verdrag betreffende de Europese Unie. Het Europees Parlement wordt geïnformeerd.

In het kader van dit lid en onverminderd artikel 207 wordt de Raad bijgestaan door het politiek en veiligheidscomité met ondersteuning van de structuren die in het kader van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid zijn ontwikkeld, en door het comité van artikel 61 D, welke comités hem in voorkomend geval gezamenlijke adviezen verstrekken.

4. Teneinde de Unie en haar lidstaten in staat te stellen doeltreffend op te treden, evalueert de Europese Raad regelmatig de dreigingen waarmee de Unie wordt geconfronteerd."

INSTITUTIONELE EN FINANCIËLE BEPALINGEN

177) Het vijfde deel wordt : "ZESDE DEEL" en het opschrift wordt vervangen door "INSTITUTIONELE EN FINANCIËLE BEPALINGEN".

EUROPEES PARLEMENT

178) Artikel 189 wordt ingetrokken.

179) Artikel 190 wordt als volgt gewijzigd :

a) de leden 1, 2 en 3 worden geschrapt en de leden 4 en 5 worden respectievelijk de leden 1 en 2;

b) lid 4 wordt lid 1 en wordt als volgt gewijzigd :

i) in de eerste alinea wordt "... voor het houden van rechtstreekse algemene verkiezingen ..." vervangen door "... met het oog op de vaststelling van de nodige bepalingen voor de rechtstreekse algemene verkiezing van zijn leden ...";

ii) de tweede alinea wordt vervangen door :

" De Raad stelt met eenparigheid van stemmen, volgens een bijzondere wetgevingsprocedure en na goedkeuring van het Europees Parlement, dat met meerderheid van stemmen van zijn leden een besluit neemt, de nodige bepalingen vast. Deze bepalingen treden pas in werking nadat zij door de lidstaten overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen zijn goedgekeurd.;"

c) in lid 5, hernummerd tot 2, wordt na "Het Europees Parlement bepaalt" toegevoegd "op eigen initiatief volgens een bijzondere wetgevingsprocedure bij verordeningen".

180) In artikel 191 wordt de eerste alinea geschrapt; in de tweede alinea wordt " De Raad stelt volgens de procedure van artikel 251" vervangen door "Het Europees Parlement en de Raad stellen bij verordeningen volgens de gewone wetgevende procedure ..." en wordt na "partijen" toegevoegd ", bedoeld in artikel 8 A, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie,".

181) In artikel 192 wordt de eerste alinea geschrapt; in de tweede alinea wordt "van zijn leden" vervangen door "van de leden waaruit het bestaat" en wordt aan het einde de onderstaande zin toegevoegd : "Indien de Commissie geen voorstel indient, deelt zij de redenen daarvoor aan het Europees Parlement mee."

182) Artikel 193 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste alinea wordt "van zijn leden" vervangen door "van de leden waaruit het bestaat";

b) de derde alinea wordt vervangen door :

" De nadere bepalingen betreffende de uitoefening van het enquêterecht worden volgens een bijzondere wetgevingsprocedure bij verordeningen vastgesteld door het Europees Parlement, na goedkeuring door de Raad en de Commissie."

183) Artikel 195 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1, eerste alinea, wordt "Het Europees Parlement benoemt een ombudsman die bevoegd is kennis te nemen van klachten ..." vervangen door "Een door het Europees Parlement gekozen ombudsman krijgt de bevoegdheid om kennis te nemen van klachten ..." , "en het Gerecht van eerste aanleg bij de uitoefening van hun gerechtelijke taak." wordt vervangen door "... bij de uitoefening van zijn gerechtelijke taak." en onderstaande slotzin wordt toegevoegd : "Hij onderzoekt die klachten en brengt ter zake verslag uit."

b) in lid 2 wordt "benoemd" vervangen door "gekozen";

c) in lid 3 wordt "van enig lichaam" vervangen door "van enige regering, instelling, orgaan of instantie";

d) in lid 4 wordt na "Het Europees Parlement stelt" toegevoegd " op eigen initiatief volgens een bijzondere wetgevingsprocedure bij verordeningen".

184) In artikel 196, tweede alinea, wordt "in buitengewone zitting" vervangen door "in buitengewone vergaderperiode" en wordt "van zijn leden" vervangen door "van de leden waaruit het bestaat".

185) Artikel 197 wordt als volgt gewijzigd :

a) de eerste alinea wordt geschrapt;

b) de tweede alinea wordt vervangen door :

" De Commissie kan alle vergaderingen bijwonen en wordt op haar verzoek gehoord.;"

c) De vierde alinea wordt vervangen door :

" De Europese Raad en de Raad worden door het Europees Parlement gehoord onder de voorwaarden waarin het reglement van orde van de Europese Raad en het reglement van orde van de Raad voorzien."

186) In artikel 198 wordt in de eerste alinea "volstreekte" geschrapt.

187) In artikel 199, tweede alinea, wordt "... bepalingen van dat reglement" vervangen door "... bepalingen van de Verdragen en dat reglement".

188) In artikel 201 wordt de tweede alinea vervangen door :

" Indien de motie van afkeuring wordt aangenomen met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen, welke een meerderheid van de leden van het Europees Parlement vertegenwoordigt, moeten de leden van de Commissie collectief ontslag nemen en moet ook de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid zijn functie in de Commissie neerleggen." Zij blijven in functie en blijven de lopende zaken behartigen totdat overeenkomstig artikel 9 D van het Verdrag betreffende de Europese Unie in hun vervanging is voorzien. In dat geval verstrijkt de ambtsperiode van de ter vervanging benoemde Commissieleden op de datum waarop de ambtstermijn van de collectief tot ontslag gedwongen Commissieleden zou zijn verstreken."

EUROPESE RAAD

189) Onderstaande nieuwe afdeling *1bis* en onderstaande nieuwe artikelen *201bis* en *201* ter worden ingevoegd :

"AFDELING *1bis*

DE EUROPESE RAAD

ARTIKEL *201bis*

1. Ieder lid van de Europese Raad kan slechts door één ander lid worden gemachtigd om namens hem te stemmen.

Artikel 9 C, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 205, lid 2, van dit Verdrag zijn van toepassing op de Europese Raad wanneer deze met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluit. Wanneer de Europese Raad zich in een stemming uitspreekt, nemen de voorzitter van de Europese Raad en die van de Commissie niet aan de stemming deel.

Onthouding van stemming door aanwezige of vertegenwoordigde leden vormt geen beletsel voor het vaststellen van beslissingen van de Europese Raad waarvoor eenparigheid van stemmen is vereist.

2. De voorzitter van het Europees Parlement kan worden uitgenodigd om door de Europese Raad te worden gehoord.

3. De Europese Raad besluit met gewone meerderheid van stemmen over procedurekwesties en over de vaststelling van zijn reglement van orde.

4. De Europese Raad wordt bijgestaan door het secretariaat-generaal van de Raad.

ARTIKEL *201ter*

De Europese Raad stelt met gekwalificeerde meerderheid van stemmen :

a) een besluit houdende de lijst van Raadsformaties andere dan die van algemene zaken en buitenlandse zaken, overeenkomstig artikel 9 C, lid 6, van het Verdrag betreffende de Europese Unie vast;

b) een besluit betreffende het voorzitterschap van de andere Raadsformaties dan die van buitenlandse zaken, overeenkomstig artikel 9 C, lid 9, van het Verdrag betreffende de Europese Unie vast."

RAAD

190) De artikelen 202 en 203 worden geschrapt.

191) Artikel 205 wordt als volgt gewijzigd :

a) de leden 1 en 2 worden vervangen door :

" 1. Voor de besluiten van de Raad waarvoor een gewone meerderheid vereist is, besluit de Raad bij meerderheid van zijn leden.

2. In afwijking van artikel 9 C, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie wordt, met ingang van 1 november 2014 en onder voorbehoud van het bepaalde in het protocol inzake de overgangsbepalingen, wanneer de Raad niet besluit op voorstel van de Commissie of van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, onder gekwalificeerde meerderheid verstaan ten minste 72% van de leden van de Raad, die lidstaten vertegenwoordigen waarvan de bevolking ten minste 65% uitmaakt van de bevolking van de Unie.

3. Met ingang van 1 november 2014 en onder voorbehoud van het bepaalde in het protocol inzake de overgangsbepalingen, wordt, in de gevallen waarin, overeenkomstig de Verdragen niet alle leden van de Raad aan de stemming deelnemen, gekwalificeerde meerderheid aldus gedefinieerd :

a) Onder gekwalificeerde meerderheid wordt verstaan ten minste 55% van de leden van de Raad die deelnemende lidstaten vertegenwoordigen waarvan de bevolking ten minste 65% uitmaakt van alle deelnemende staten.

Een blokkerende minderheid moet ten minste uit het minimum aantal van de leden van de Raad bestaan die meer dan 35% van de bevolking van de deelnemende lidstaten vertegenwoordigen, plus één lid; in het andere geval wordt de gekwalificeerde meerderheid geacht te zijn verkregen.

b) In afwijking van a) wordt, wanneer de Raad niet besluit op voorstel van de Commissie of van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, onder gekwalificeerde meerderheid van stemmen verstaan ten minste 72% van de leden van de Raad die deelnemende lidstaten vertegenwoordigen waarvan de bevolking ten minste 65% uitmaakt van de bevolking van alle deelnemende staten."

b) lid 4 wordt geschrapt en lid 3 wordt lid 4.

192) Artikel 207 wordt vervangen door :

"ARTIKEL 207

1. Een comité, bestaande uit de permanente vertegenwoordigers van de regeringen der lidstaten, is verantwoordelijk voor de voorbereiding van de werkzaamheden van de Raad en voor de uitvoering van de door de Raad verstrekte opdrachten. Het comité kan in de in het reglement van orde van de Raad genoemde gevallen procedurebesluiten nemen.

2. De Raad wordt bijgestaan door een secretariaat-generaal onder leiding van een secretaris-generaal, die door de Raad wordt benoemd.

De Raad beslist met gewone meerderheid van stemmen over de organisatie van het secretariaat-generaal.

3. De Raad besluit bij gewone meerderheid van stemmen over procedurekwesties en over de vaststelling van zijn reglement van orde."

193) Aan artikel 208 wordt de volgende slotzin toegevoegd : "Indien de Commissie geen voorstellen doet, stelt zij de Raad in kennis van de redenen daarvoor."

194) In artikel 209 wordt "advies" vervangen door "raadpleging".

195) Artikel 210 wordt vervangen door :

"ARTIKEL 210

De Raad stelt de bezoldigingen, de vergoedingen en pensioenen van de voorzitter van de Europese Raad, van de voorzitter van de Commissie, van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, van de leden van de Commissie, van de presidenten, de leden en de griffiers van het Hof van Justitie van de Europese Unie, alsmede van de secretaris-generaal van de Raad, vast. De Raad stelt tevens alle vergoedingen vast welke als beloning kunnen gelden."

COMMISSIE

196) Artikel 211 wordt geschrapt. Een artikel 211*bis* wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 211*bis*

Overeenkomstig artikel 9 D, lid 5 van het Verdrag betreffende de Europese Unie worden de leden van de Commissie gekozen volgens een toerbeurtsysteem dat door de Europese Raad met eenparigheid van stemmen wordt vastgesteld en dat stoelt op de onderstaande beginselen :

a) de lidstaten worden volstrekt gelijk behandeld wat betreft de bepaling van de volgorde en de ambtstermijn van hun onderdanen als leden van de Commissie; derhalve kan het verschil tussen het totale aantal mandaten van onderdanen van twee willekeurige lidstaten nooit meer dan één bedragen;

b) behoudens het bepaalde onder a), weerspiegelt de samenstelling van de Commissie te allen tijde in voldoende mate de demografische en geografische verscheidenheid van alle lidstaten."

197) Artikel 212 wordt lid 2 van artikel 218.

198) In artikel 213 wordt lid 1 geschrapt en blijft lid 2 ongenummerd; de eerste twee alinea's worden samengevoegd en luiden als volgt :

"De leden van de Commissie onthouden zich van iedere handeling welke onverenigbaar is met het karakter van hun ambt. De lidstaten eerbiedigen hun onafhankelijkheid en trachten niet hen te beïnvloeden bij de uitvoering van hun taak."

199) Artikel 214 wordt ingetrokken.

200) Artikel 215 wordt als volgt gewijzigd :

a) de tweede alinea wordt vervangen door onderstaande twee alinea's :

"In geval van vrijwillig ontslag, ontslag ambtshalve of overlijden, wordt het lid voor de verdere duur van zijn ambtstermijn vervangen door een nieuw lid van dezelfde nationaliteit, dat overeenkomstig de criteria van artikel 9 D, lid 3, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, in onderlinge overeenstemming met de voorzitter van de Commissie en na raadpleging van het Europees Parlement door de Raad wordt benoemd.

De Raad kan, met eenparigheid van stemmen, op voorstel van de voorzitter van de Commissie besluiten dat in een dergelijke vacature niet behoeft te worden voorzien, met name indien de resterende duur van de ambtstermijn van het lid kort is.;"

b) onderstaande nieuwe, vijfde alinea wordt ingevoegd :

"In geval van vrijwillig ontslag, ontslag ambtshalve of overlijden, wordt de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid voor de verdere duur van zijn ambtstermijn vervangen overeenkomstig artikel 9 E, lid 1, van het Verdrag betreffende de Europese Unie.;"

c) De laatste alinea wordt vervangen door :

"In geval van vrijwillig ontslag van alle leden van de Commissie blijven zij in functie en blijven zij de lopende zaken behartigen totdat in hun vervanging voor het resterende deel van hun ambtstermijn is voorzien overeenkomstig artikel 9 D van het Verdrag betreffende de Europese Unie."

201) In artikel 217 worden de leden 1, 3 en 4 geschrapt en blijft lid 2 ongenummerd. De eerste zin wordt vervangen door : "Onverminderd artikel 9 E, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie worden de taken van de Commissie overeenkomstig artikel 9 D, lid 6, van voornoemd Verdrag door de voorzitter gestructureerd en over de leden van de Commissie verdeeld."

202) In artikel 218 wordt lid 1 geschrapt. Lid 2 wordt lid 1 en "overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag" wordt geschrapt. Een lid 2 wordt toegevoegd, met de tekst van artikel 212.

203) In artikel 219, eerste alinea, wordt "van het in artikel 213 bepaalde aantal leden" vervangen door "van haar leden" en de tweede alinea wordt vervangen door "Het quorum wordt bepaald in het reglement van orde".

HOF VAN JUSTITIE

204) In het opschrift bij de vierde afdeling wordt "VAN DE EUROPESE UNIE" toegevoegd.

205) Artikel 220 wordt ingetrokken.

206) In artikel 221 wordt de eerste alinea geschrapt.

207) In artikel 223 wordt aan het eind van de eerste alinea toegevoegd "... na raadpleging van het in artikel 224*bis* bedoelde comité."

208) In artikel 224, eerste alinea, wordt de eerste zin geschrapt en na "rechters" wordt toegevoegd "van het Gerecht". In de tweede alinea wordt aan de tweede zin toegevoegd "... na raadpleging van het in artikel 224*bis* bedoelde comité."

209) Een nieuw artikel 224*bis* wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 224*bis*

Er wordt een comité opgericht dat de lidstaten van advies dient over de geschiktheid van de kandidaten voor de uitoefening van de ambten van rechter en advocaat-generaal van het Hof van Justitie en van het Gerecht, voordat de regeringen van de lidstaten overgaan tot de benoemingen overeenkomstig de artikelen 223 en 224.

Het comité bestaat uit zeven personen, gekozen uit voormalige leden van het Hof van Justitie en van het Gerecht, personen die de hoogste nationale rechterlijke ambten bekleeden en personen die bekend staan als kundige rechtsgeleerden, waarvan er één wordt voorgedragen door het Europees Parlement. De Raad stelt een besluit vast houdende bepaling van de werkwijze van dit comité, alsmede een besluit tot benoeming van de leden. De Raad besluit op initiatief van de president van het Hof van Justitie."

210) In artikel 225, lid 1, eerste alinea, eerste zin, wordt "... die waarvoor een rechterlijke kamer bevoegd is en die ..." vervangen door "... die waarvoor een krachtens artikel 225 A ingestelde gespecialiseerde rechtbank bevoegd is en die ..." en wordt in lid 2, eerste alinea, "krachtens artikel 225 A ingestelde" geschrapt.

211) Artikel 225 A wordt als volgt gewijzigd :

a) De eerste alinea wordt vervangen door :

"Het Europees Parlement en de Raad kunnen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, gespecialiseerde rechtbanken instellen die worden toegevoegd aan het Gerecht, en die in eerste aanleg kennis nemen van bepaalde categorieën van beroepen in specifieke aangelegenheden. Het Europees Parlement en de Raad besluiten bij verordeningen hetzij op voorstel van de Commissie en na raadpleging van het Hof van Justitie, hetzij op verzoek van het Hof van Justitie en na raadpleging van de Commissie.;"

b) in de tweede alinea wordt "het besluit" vervangen door "de verordening" en wordt "die kamer" vervangen door "die rechtbank" ;

c) in de derde alinea wordt "het besluit tot instelling van de kamer" vervangen door "de verordening tot instelling van de gespecialiseerde rechtbank";

d) in de zesde alinea wordt "het besluit" vervangen door "de verordening" en wordt aan het eind de volgende zin toegevoegd : "Titel I van het statuut en artikel 64 daarvan zijn in ieder geval van toepassing op de gespecialiseerde rechtbanken."

212) Artikel 228 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 2 worden de eerste en de tweede alinea vervangen door onderstaande tekst, die de eerste alinea wordt :

" 2. Indien de Commissie van oordeel is dat de betrokken lidstaat niet het nodige heeft gedaan om gevolg te geven aan het arrest van het Hof, kan zij, nadat zij deze staat de mogelijkheid heeft geboden zijn opmerkingen in te dienen, de zaak voor het Hof brengen. De Commissie vermeldt het bedrag van de door de betrokken lidstaat te betalen forfaitaire som of dwangsom die zij in de gegeven omstandigheden passend acht."

In de derde, thans de tweede alinea, wordt na "het Hof" "van Justitie" geschrapt.

b) het volgende lid 3 wordt toegevoegd :

" 3. Wanneer de Commissie bij het Hof een zaak aanhangig maakt op grond van artikel 226 omdat zij van oordeel is dat de betrokken lidstaat zijn verplichting tot mededeling van maatregelen ter omzetting van een volgens een wetgevingsprocedure aangenomen richtlijn niet is nagekomen, kan de Commissie, indien zij dit passend acht, aangeven wat haars inziens gezien de omstandigheden een redelijke hoogte is voor de door deze lidstaat te betalen forfaitaire som of dwangsom.

Indien het Hof de niet-nakoming vaststelt, kan het de betrokken lidstaat de betaling van een forfaitaire som of een dwangsom opleggen die niet hoger is dan de Commissie heeft aangegeven. De verplichting tot betaling gaat in op de door het Hof in zijn arrest bepaalde datum."

213) In artikel 229 A wordt "... kan de Raad op voorstel van de Commissie en na raadpleging van het Europees Parlement met eenparigheid van stemmen ..." vervangen door "... kan de Raad, volgens een bijzondere wetgevingsprocedure en na raadpleging van het Europees Parlement, met eenparigheid van stemmen ..." en de woorden "communautaire industriële eigendomsrechten" worden vervangen door "Europese intellectuele eigendomsrechten". De laatste zin wordt vervangen door : "Deze bepalingen treden pas in werking nadat zij door de lidstaten overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen zijn goedgekeurd."

214) Artikel 230 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste alinea wordt "... handelingen van het Europees Parlement en de Raad gezamenlijk, ..." vervangen door "... wetgevingshandelingen, ..." , wordt na "Europees Parlement" toegevoegd "en de Europese Raad", en aan de alinea wordt toegevoegd : "Het gaat ook de wettigheid na van de handelingen van de organen of instanties van de Unie waarmee rechtsgevolgen ten aanzien van derden worden beoogd.;"

b) in de derde alinea wordt "...door de Rekenkamer of de Europese Centrale Bank ingesteld beroep dat op vrijwaring van hun prerogatieven is gericht." vervangen door " ... door de Rekenkamer, de Europese Centrale Bank of het Comité van de Regio's ingesteld beroep dat op vrijwaring van hun prerogatieven is gericht.;"

c) De vierde alinea wordt vervangen door :

" Iedere natuurlijke of rechtspersoon kan onder de in de eerste en tweede alinea vastgestelde voorwaarden beroep instellen tegen handelingen die tot hem gericht zijn of die hem rechtstreeks en individueel raken, alsmede tegen regelgevingshandelingen die hem rechtstreeks raken en die geen uitvoeringsmaatregelen met zich meebrengen.;"

d) de vijfde alinea wordt de zesde alinea en de onderstaande nieuwe vijfde alinea wordt ingevoegd :

" De handelingen tot oprichting van organen en instanties van de Unie kunnen voorzien in bijzondere voorwaarden en bepalingen inzake de beroepen welke door natuurlijke of rechtspersonen worden ingesteld tegen handelingen van deze organen of instanties waarmee rechtsgevolgen ten aanzien van hen worden beoogd.;"

215) In artikel 231 wordt de tweede alinea vervangen door : "Het Hof van Justitie bepaalt evenwel, zo het dit nodig oordeelt, welke gevolgen van de vernietigde handeling als definitief moeten worden beschouwd."

216) Artikel 232 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste alinea wordt "de Europese Raad," toegevoegd na "Europees Parlement", wordt "of de Europese Centrale Bank" toegevoegd na "Commissie", wordt "of" vóór "de Commissie" vervangen door een komma en wordt aan het eind toegevoegd : "Dit artikel is onder dezelfde voorwaarden van toepassing op de organen en de instanties van de Unie die nalaten een besluit te nemen."

b) in de derde alinea wordt ", organen of instanties" toegevoegd na "een der instellingen";

c) de vierde alinea wordt geschrapt.

217) In artikel 233, eerste alinea, wordt "of de instellingen" geschrapt, evenals "respectievelijk zijn"; de derde alinea wordt geschrapt.

218) In artikel 234, eerste alinea, onder b), wordt "en van de ECB" geschrapt, en c) vervalt. Aan het artikel wordt de volgende alinea toegevoegd : "Indien een dergelijke vraag wordt opgeworpen in een bij een nationale rechterlijke instantie aanhangige zaak betreffende een gedefinieerde persoon, doet het Hof zo spoedig mogelijk uitspraak."

219) In artikel 235 wordt de verwijzing naar artikel 288, tweede alinea, vervangen door een verwijzing naar artikel 288, tweede en derde alinea.

220) Onderstaand nieuw artikel 235bis wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 235bis

Het Hof van Justitie kan uitsluitend op verzoek van de lidstaat ten aanzien waarvan de Europese Raad of de Raad een constatering heeft gedaan en uitsluitend wat de naleving van de procedurele bepalingen van artikel 7 van het Verdrag betreffende de Europese Unie betreft uitspraak doen over de wettigheid van een handeling die door de Europese Raad of door de Raad krachtens dit artikel is vastgesteld.

Dit verzoek moet binnen een maand na de constatering worden gedaan. Het Hof doet een uitspraak binnen een maand na de datum van het verzoek."

221) In artikel 236 wordt "in het statuut of voortvloeiende uit de regeling welke voor hen toepasselijk is." vervangen door "door het statuut van de ambtenaren van de Unie en de regeling welke van toepassing is op de andere personeelsleden van de Unie."

222) In artikel 237, onder d), in de tweede zin, wordt "van bestuur" toegevoegd na "de Raad".

223) Twee nieuwe artikelen 240*bis* en 240 ter worden ingevoegd :

"ARTIKEL 240*bis*

Het Hof van Justitie van de Europese Unie is niet bevoegd ten aanzien van de bepalingen van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid noch ten aanzien van de op grond daarvan vastgestelde besluiten.

Het Hof is evenwel bevoegd om toezicht te houden op de naleving van artikel 25*ter* van het Verdrag betreffende de Europese Unie en uitspraak te doen inzake beroepen die onder de in artikel 230, vierde alinea, van dit Verdrag bepaalde voorwaarden worden ingesteld betreffende het toezicht op de wettigheid van besluiten houdende beperkende maatregelen jegens natuurlijke personen of rechtspersonen, die door de Raad op grond van titel V, hoofdstuk 2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie zijn vastgesteld.

ARTIKEL 240 ter

Bij de uitoefening van zijn taken in verband met de bepalingen in de hoofdstukken 4 en 5 van titel IV van het derde deel, betreffende de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht is het Hof van Justitie van de Europese Unie niet bevoegd om de geldigheid of de evenredigheid na te gaan van operaties van de politie of van andere instanties belast met wetshandhaving in een lidstaat, noch om zich uit te spreken over de uitoefening van de verantwoordelijkheden van de lidstaten ten aanzien van de handhaving van de openbare orde en de bescherming van de binnenlandse veiligheid.

224) Artikel 241 wordt vervangen door :

"ARTIKEL 241

Iedere partij kan, ook na het verstrijken van de in artikel 230, zesde alinea bedoelde termijn, naar aanleiding van een geschil waarbij een door een instelling, een orgaan of een instantie van de Unie vastgestelde handeling van algemene strekking in het geding is, de in artikel 230, tweede alinea, bedoelde middelen aanvoeren om voor het Hof van Justitie van de Europese Unie de niet-toepasselijkheid van deze handeling in te roepen."

225) In artikel 242, tweede zin, wordt na "het Hof" "van Justitie" geschrapt.

226) In artikel 245 wordt de tweede alinea vervangen door :

"Het Europees Parlement en de Raad kunnen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, het statuut wijzigen, met uitzondering van titel I en artikel 64 daarvan. Het Europees Parlement en de Raad besluiten hetzij op verzoek van het Hof van Justitie en na raadpleging van de Commissie, hetzij op voorstel van de Commissie en na raadpleging van het Hof van Justitie."

DE EUROPESE CENTRALE BANK

227) Afdeling 4*bis* en artikel 245*bis* worden ingevoegd :

"AFDELING 4*bis*

DE EUROPESE CENTRALE BANK

ARTIKEL 245*bis*

1. De Europese Centrale Bank en de nationale centrale banken vormen het Europees Stelsel van Centrale Banken (ESBC). De Europese Centrale Bank en de nationale centrale banken van de lidstaten die de euro als munt hebben, welke het eurostelsel vormen, voeren het monetair beleid van de Unie.

2. Het ESBC wordt geleid door de besluitvormingsorganen van de Europese Centrale Bank. Het hoofddoel van het ESCB is het handhaven van prijsstabiliteit. Onverminderd deze doelstelling ondersteunt het stelsel het algemeen economisch beleid in de Unie teneinde bij te dragen aan de verwezenlijking van de doelstellingen van de Unie.

3. De Europese Centrale Bank bezit rechtspersoonlijkheid. Zij heeft het alleenrecht machtiging te geven tot uitgifte van de euro. Zij is onafhankelijk, zowel bij de uitoefening van haar bevoegdheden als met betrekking tot het beheer van haar financiële middelen. De instellingen, organen en instanties van de Unie en de regeringen van de lidstaten eerbiedigen deze onafhankelijkheid.

4. De Europese Centrale Bank neemt de maatregelen die nodig zijn om haar taken te vervullen overeenkomstig de artikelen 105 tot en met 111*bis* en artikel 115 C en de door de statuten van het ESCB en van de ECB bepaalde voorwaarden. Overeenkomstig voornoemde artikelen behouden de lidstaten die de euro niet als munt hebben en hun centrale banken hun bevoegdheden op monetair gebied.

5. Op de gebieden die onder haar bevoegdheid vallen, wordt de Europese Centrale Bank geraadpleegd over ieder ontwerp van een handeling van de Unie, alsmede over ieder ontwerp van regelgeving op nationaal niveau, en kan zij advies uitbrengen."

228) Een artikel 245*ter* wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 112; het wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt na "... nationale centrale banken" ingevoegd "van de lidstaten die de euro als munt hebben";

b) in lid 2 vervalt de verdeling in a) en b); littera a) wordt de eerste alinea en de drie alinea's van b) worden respectievelijk de tweede, de derde en de vierde alinea; in de tweede alinea, wordt "door de regeringen van de lidstaten op het niveau van de staatshoofden en regeringsleiders benoemd" vervangen door "met gekwalificeerde meerderheid door de Europese Raad benoemd".

229) Een artikel 245 quater wordt ingevoegd, met de tekst van artikel 113.

REKENKAMER

230) In artikel 246 wordt aan het eind toegevoegd "van de Unie" en de onderstaande alinea wordt ingevoegd als tweede alinea :

"In de Rekenkamer heeft één onderdaan van iedere lidstaat zitting. De leden van de Rekenkamer oefenen hun ambt volkomen onafhankelijk uit, in het algemeen belang van de Unie."

231) Artikel 247 wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 1 en de eerste alinea van lid 4 vervallen. De leden 2 tot en met 9 worden de leden 1 tot en met 8;

b) in lid 2, hernummerd tot 1, wordt "land" vervangen door "staat";

c) in lid 4, hernummerd tot 3, wordt "zij" in de eerste zin vervangen door "de leden van de Rekenkamer";

d) de zin luidende "Met dezelfde meerderheid stelt hij ook de vergoedingen vast die als bezoldiging kunnen worden aangemerkt." wordt vervangen door "Hij stelt ook de vergoedingen vast die als bezoldiging kunnen worden aangemerkt."

232) In artikel 248 wordt in het eerste lid "orgaan" en in lid 3 "instantie" vervangen door "orgaan of ingestelde instantie" in het meervoud of het enkelvoud naargelang het geval.

DE RECHTSHANDELINGEN VAN DE UNIE

233) Het opschrift van hoofdstuk 2 wordt vervangen door "RECHTSHANDELINGEN VAN DE UNIE, VASTSTELLINGSPROCEDURES EN OVERIGE BEPALINGEN".

234) Boven artikel 249 wordt een eerste afdeling ingevoegd :

"EERSTE AFDELING

RECHTSHANDELINGEN VAN DE UNIE"

235) Artikel 249 wordt als volgt gewijzigd :

a) De eerste alinea wordt vervangen door :

"Teneinde de bevoegdheden van de Unie te kunnen uitoefenen, stellen de instellingen verordeningen, richtlijnen, besluiten, aanbevelingen en adviezen vast."

b) De vierde alinea wordt vervangen door :

"Een besluit is verbindend in al haar onderdelen. Indien de adressaten worden vermeld, is zij alleen voor hen verbindend."

236) De nieuwe artikelen 249 A tot en met 249 D worden ingevoegd :

"ARTIKEL 249 A

1. De gewone wetgevingsprocedure behelst de vaststelling van een verordening, een richtlijn of een besluit, door het Europees Parlement en de Raad tezamen, op voorstel van de Commissie. Deze procedure wordt beschreven in artikel 251.

2. In de bij de Verdragen bepaalde specifieke gevallen bestaat een bijzondere wetgevingsprocedure in de vaststelling van een verordening, een richtlijn of een besluit door het Europees Parlement met deelname van de Raad, of door de Raad met deelname van het Europees Parlement.

3. De volgens een wetgevingsprocedure vastgestelde rechtshandelingen vormen wetgevingshandelingen.

4. In de bij de Verdragen bepaalde specifieke gevallen kunnen wetgevingshandelingen op initiatief van een groep lidstaten of van het Europees Parlement, op aanbeveling van de Europese Centrale Bank of op verzoek van het Hof van Justitie of van de Europese Investeringsbank worden vastgesteld.

ARTIKEL 249 B

1. In een wetgevingshandeling kan aan de Commissie de bevoegdheid worden overgedragen niet-wetgevingshandelingen van algemene strekking vast te stellen ter aanvulling of wijziging van bepaalde niet-essentiële onderdelen van de wetgevingshandeling.

In de wetgevingshandelingen worden uitdrukkelijk de doelstellingen, de inhoud, de strekking en de duur van de bevoegdheidsdelegatie afgebakend. Essentiële onderdelen van een gebied worden uitsluitend bij een wetgevingshandeling geregeld en kunnen derhalve niet het voorwerp zijn van bevoegdheidsdelegatie.

2. In de wetgevingshandelingen worden de voorwaarden waaraan de delegatie is onderworpen, uitdrukkelijk vastgesteld. Dit kunnen de volgende voorwaarden zijn :

a) het Europees Parlement of de Raad kan besluiten de delegatie in te trekken;

b) de gedelegeerde handeling kan pas in werking treden indien het Europees Parlement of de Raad binnen de in de wetgevingshandeling gestelde termijn geen bezwaar heeft aangetekend.

Voor de toepassing van het bepaalde onder a) en b) besluit het Europees Parlement bij meerderheid van zijn leden en besluit de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen.

3. In de titel van de gedelegeerde handelingen wordt het bijvoeglijk naamwoord "gedelegeerde" toegevoegd.

ARTIKEL 249 C

1. De lidstaten nemen alle maatregelen van intern recht die nodig zijn ter uitvoering van de juridisch bindende handelingen van de Unie.

2. Indien het nodig is dat juridisch bindende handelingen van de Unie volgens eenvormige voorwaarden worden uitgevoerd, worden bij die handelingen aan de Commissie, of, in naar behoren gemotiveerde specifieke gevallen en in de bij de artikelen 11 en 13 van het Verdrag betreffende de Europese Unie bepaalde gevallen, aan de Raad uitvoeringsbevoegdheden toegekend.

3. Voor de toepassing van lid 2 leggen het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen vooraf de algemene voorschriften en beginselen vast die van toepassing zijn op de wijze waarop de lidstaten de uitoefening van de uitvoeringsbevoegdheden door de Commissie controleren.

4. In de titel van uitvoeringshandelingen wordt "uitvoerings-" toegevoegd.

ARTIKEL 249 D

De Raad stelt aanbevelingen vast. De Raad besluit op voorstel van de Commissie in alle gevallen waarin in de Verdragen is bepaald dat hij handelingen op voorstel van de Commissie vaststelt. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen op de gebieden waarop handelingen van de Unie met eenparigheid van stemmen moeten worden vastgesteld. De Commissie, alsmede de Europese Centrale Bank in de in de Verdragen bepaalde specifieke gevallen, stellen aanbevelingen vast."

VASTSTELLINGSPROCEDURES EN OVERIGE BEPALINGEN

237) Vóór artikel 250 wordt een tweede afdeling toegevoegd "VASTSTELLINGSPROCEDURES EN OVERIGE BEPALINGEN".

238) In artikel 250 wordt lid 1 vervangen door de onderstaande tekst :

"1. Wanneer de Raad uit hoofde van de Verdragen op voorstel van de Commissie besluit, kan hij dat voorstel slechts met eenparigheid van stemmen wijzigen, behalve in de gevallen als bedoeld in artikel 251, leden 10 en 13, artikel 268, artikel 270bis, artikel 272 en artikel 273, tweede alinea."

239) Artikel 251 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt "naar dit artikel" vervangen door "naar de gewone wetgevingsprocedure"

b) lid 2, tweede en derde alinea, en de leden 3 tot en met 7, worden vervangen door :

"Eerste lezing

3. Het Europees Parlement stelt zijn standpunt in eerste lezing vast en deelt het mee aan de Raad.

4. Indien de Raad het standpunt van het Europees Parlement goedkeurt, wordt de betrokken handeling vastgesteld in de formulering die overeenstemt met het standpunt van het Europees Parlement.

5. Indien de Raad het standpunt van het Europees Parlement niet goedkeurt, stelt hij zijn standpunt in eerste lezing vast en deelt hij dit mee aan het Europees Parlement.

6. De Raad stelt het Europees Parlement ten volle in kennis van zijn redenen voor het vaststellen van zijn standpunt in eerste lezing. De Commissie stelt het Europees Parlement ten volle in kennis van haar standpunt.

Tweede lezing

7. Indien het Europees Parlement binnen een termijn van drie maanden na deze mededeling :

a) het standpunt van de Raad in eerste lezing goedkeurt of zich niet heeft uitgesproken, wordt de betrokken handeling geacht te zijn vastgesteld in de formulering die overeenstemt met het standpunt van de Raad;

b) het standpunt van de Raad in eerste lezing met een meerderheid van zijn leden verwerpt, wordt de voorgestelde handeling geacht niet te zijn vastgesteld;

c) met een meerderheid van zijn leden amendementen op het standpunt van de Raad in eerste lezing voorstelt, wordt de aldus geamendeerde tekst toegezonden aan de Raad en aan de Commissie, die advies over deze amendementen uitbrengt.

8. Indien de Raad binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van de amendementen van het Europees Parlement met gekwalificeerde meerderheid van stemmen :

a) al deze amendementen goedkeurt, wordt de betrokken handeling geacht te zijn vastgesteld;

b) niet alle amendementen goedkeurt, roept de voorzitter van de Raad, in overeenstemming met de voorzitter van het Europees Parlement, binnen zes weken het bemiddelingscomité bijeen.

9. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen over de amendementen waarover de Commissie negatief advies heeft uitgebracht.

Bemiddeling

10. Het bemiddelingscomité bestaat uit de leden van de Raad of hun vertegenwoordigers en een gelijk aantal leden die het Europees Parlement vertegenwoordigen, en heeft tot taak binnen een termijn van zes weken nadat het is bijeengeroepen, met een gekwalificeerde meerderheid van de leden van de Raad of hun vertegenwoordigers en met een meerderheid van de leden die het Europees Parlement vertegenwoordigen, overeenstemming te bereiken over een gemeenschappelijke ontwerp tekst op basis van de standpunten van het Europees Parlement en de Raad in tweede lezing.

11. De Commissie neemt aan de werkzaamheden van het bemiddelingscomité deel en stelt alles in het werk om de standpunten van het Europees Parlement en de Raad nader tot elkaar te brengen.

12. Indien het bemiddelingscomité binnen een termijn van zes weken nadat het is bijeengeroepen, geen gemeenschappelijke ontwerp tekst goedkeurt, wordt de voorgestelde handeling geacht niet te zijn vastgesteld.

Derde lezing

13. Indien het bemiddelingscomité binnen die termijn een gemeenschappelijke ontwerp tekst goedkeurt, beschikken het Europees Parlement en de Raad over een termijn van zes weken na deze goedkeuring om de betrokken handeling overeenkomstig die ontwerp tekst vast te stellen, waarbij het Europees Parlement besluit met een meerderheid van de uitgebrachte stemmen, en de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen. Indien zulks niet geschiedt, wordt de handeling geacht niet te zijn vastgesteld.

14. De in dit artikel vermelde termijnen van drie maanden en zes weken worden, op initiatief van het Europees Parlement of van de Raad, met ten hoogste één maand, respectievelijk twee weken verlengd.

Bijzondere bepalingen

15. Wanneer in de in de Verdragen bepaalde gevallen, op initiatief van een groep lidstaten, op aanbeveling van de Europese Centrale Bank of op verzoek van het Hof van Justitie de gewone wetgevingsprocedure wordt gevolgd met betrekking tot een wetgevingshandeling, zijn lid 2, lid 6, tweede zin, en lid 9 niet van toepassing.

In die gevallen zenden het Europees Parlement en de Raad de Commissie het ontwerp van handeling alsmede hun standpunten in eerste en tweede lezing toe. Het Europees Parlement of de Raad kan de Commissie in alle fasen van de procedure om advies verzoeken; de Commissie kan ook op eigen initiatief advies uitbrengen. Indien de Commissie dat nodig acht, kan zij overeenkomstig lid 11 ook deelnemen aan de werkzaamheden van het bemiddelingscomité."

240) Artikel 252 wordt geschrapt. Een artikel 252*bis* wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 252*bis*

Het Europees Parlement, de Raad en de Commissie raadplegen elkaar en bepalen in onderlinge overeenstemming de wijze waarop zij samenwerken. Daartoe kunnen zij, met inachtneming van de Verdragen, interinstitutionele akkoorden sluiten die een bindend karakter kunnen hebben."

241) Artikel 253 wordt vervangen door :

"ARTIKEL 253

Wanneer de Verdragen niet bepalen welk soort van handeling moet worden vastgesteld, maken de instellingen zelf per afzonderlijk geval een keuze, met inachtneming van de toepasselijke procedures en van het evenredigheidsbeginsel.

Rechtshandelingen worden met redenen omkleed en verwijzen naar de voorstellen, initiatieven, aanbevelingen, verzoeken of adviezen waarin de Verdragen voorzien.

Indien bij het Europees Parlement en de Raad een ontwerp van wetgevingshandeling is ingediend, stellen zij geen handelingen vast waarin de op het betrokken gebied toepasselijke wetgevingsprocedure niet voorziet."

242) Artikel 254 wordt vervangen door :

"ARTIKEL 254

1. Wetgevingshandelingen die volgens de gewone wetgevingsprocedure zijn vastgesteld, worden door de voorzitter van het Europees Parlement en door de voorzitter van de Raad ondertekend.

De volgens een bijzondere wetgevingsprocedure vastgestelde wetgevingshandelingen worden ondertekend door de voorzitter van de instelling waardoor zij zijn vastgesteld.

De wetgevingshandelingen worden bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie. Zij treden in werking op de datum die zij daartoe bepalen of, bij gebreke daarvan, op de twintigste dag volgende op die van hun bekendmaking.

2. Niet-wetgevingshandelingen, vastgesteld in de vorm van verordeningen, richtlijnen en besluiten, worden, wanneer deze geen adressaat aangeven, ondertekend door de voorzitter van de instelling waardoor zij zijn vastgesteld.

De verordeningen, de richtlijnen die tot alle lidstaten gericht zijn, evenals de besluiten, worden bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie. Zij treden in werking op de datum die zij daartoe bepalen of, bij gebreke daarvan, op de twintigste dag volgende op die van hun bekendmaking.

Van de overige richtlijnen en van de besluiten die de adressaten vermelden, wordt kennis gegeven aan hen tot wie zij zijn gericht; zij worden door deze kennisgeving van kracht."

243) Onderstaand nieuw artikel 254*bis* wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 254*bis*

1. Bij de vervulling van hun taken steunen de instellingen, organen en instanties van de Unie op een open, doeltreffend en onafhankelijk Europees ambtenarenapparaat.

2. Met inachtneming van het statuut en de regeling vastgesteld op grond van artikel 283 stellen het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen de bepalingen daartoe vast."

244) Artikel 255 wordt artikel 16 A. Het wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 28).

245) In artikel 256, eerste alinea, wordt "De beschikkingen van de Raad of van de Commissie welke" vervangen door "De besluiten van de Raad, de Commissie of de Europese Centrale Bank welke ..."

ADVIESORGANEN

246) Er worden een nieuw hoofdstuk 3 en een artikel 256*bis* ingevoegd, en de hoofdstukken 3 en 4 worden respectievelijk eerste en tweede afdeling en hoofdstuk 5 wordt hoofdstuk 4.

"HOOFDSTUK 3

DE ADVIESORGANEN VAN DE EUROPESE UNIE

ARTIKEL 256*bis*

1. Het Europees Parlement, de Raad en de Commissie worden bijgestaan door een Economisch en Sociaal Comité en een Comité van de Regio's, die een adviserende taak hebben.

2. Het Economisch en Sociaal Comité bestaat uit vertegenwoordigers van de organisaties van werkgevers, werknemers en andere vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld, met name sociaal-economische en culturele organisaties en burger- en beroepsorganisaties.

3. Het Comité van de Regio's bestaat uit vertegenwoordigers van de regionale en lokale gemeenschappen die in een regionaal of lokaal lichaam gekozen zijn of politiek verantwoordelijk verschuldigd zijn aan een gekozen vergadering.

4. De leden van het Economisch en Sociaal Comité en van het Comité van de Regio's zijn niet gebonden door enig imperatief mandaat. Zij oefenen hun ambt volkomen onafhankelijk uit in het algemeen belang van de Unie.

5. De in de leden 2 en 3 bedoelde regels betreffende de aard van de samenstelling van die comités worden door de Raad op gezette tijden getoetst aan de economische, sociale en demografische evolutie in de Unie. De Raad stelt daartoe op voorstel van de Commissie besluiten vast."

ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITE

247) De artikelen 257 en 261 worden geschrapt.

248) In artikel 258 worden de tweede en derde alinea vervangen door onderstaande alinea :

" De Raad stelt op voorstel van de Commissie met eenparigheid van stemmen een besluit vast waarbij de samenstelling van het Comité wordt bepaald."

249) Artikel 259 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt de eerste zin wordt vervangen door : De leden van het Comité worden voor vijf jaar benoemd." :

b) lid 2 wordt vervangen door :

" 2. De Raad besluit na raadpleging van de Commissie. Hij kan de mening vragen van de Europese organisaties die representatief zijn voor de verschillende economische en sociale sectoren, en van het maatschappelijk middenveld, welke betrokken zijn bij de activiteit van de Unie."

250) In artikel 260, eerste alinea, wordt "twee jaar" vervangen door "tweeënhalf jaar" en in de derde alinea wordt na "verzoek" toegevoegd "van het Europees Parlement,".

251) Artikel 262 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste, tweede en derde alinea wordt vóór de Raad het Europees Parlement genoemd;

b) in de eerste alinea wordt "moet... worden geraadpleegd" vervangen door "wordt... geraadpleegd";

c) in de derde alinea wordt "en het advies van de gespecialiseerde afdeling" geschrapt;

d) de vierde alinea wordt geschrapt.

COMITE VAN DE REGIO'S

252) Artikel 263 wordt als volgt gewijzigd :

a) de eerste alinea wordt geschrapt;

b) de derde alinea, thans de tweede alinea, wordt vervangen door de onderstaande tekst :

" De Raad stelt op voorstel van de Commissie met eenparigheid van stemmen een besluit vast waarbij de samenstelling van het Comité wordt bepaald."

c) in de eerste zin van de vierde alinea, thans de derde alinea, wordt "op voordracht van de onderscheiden lidstaten" geschrapt en wordt "vier" vervangen door "vijf"; in de vierde zin worden de woorden "de eerste alinea" vervangen door "artikel 256*bis*, lid 3,";

d) de laatste alinea wordt geschrapt.

253) In artikel 264, eerste alinea, wordt "twee jaar" vervangen door "tweeënhalf jaar" en in de derde alinea wordt "van het Europees Parlement," toegevoegd na "verzoek".

254) Artikel 265 wordt als volgt gewijzigd :

- a) in de eerste, tweede, derde en laatste alinea wordt vóór de vermelding van de Raad een vermelding van het Europees Parlement ingevoegd.
- b) in de eerste alinea wordt het woord "beide" geschrapt;
- c) de vierde alinea wordt geschrapt.

EUROPESE INVESTERINGSBANK

255) In artikel 266, derde alinea, wordt "op verzoek van de Commissie" vervangen door "op voorstel van de Commissie", wordt na "statuten" toegevoegd "volgens een bijzondere wetgevingsprocedure" en worden de woorden "de artikelen 4, 11 en 12 en artikel 18, lid 5, van" geschrapt.

256) In artikel 267, onder b), wordt "voortvloeiende uit" vervangen door "teweegebracht door" en wordt "geleidelijke instelling" vervangen door "instelling of de werking".

FINANCIËLE BEPALINGEN

257) Artikel 268 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste alinea wordt ", met inbegrip van die welke betrekking hebben op het Europees Sociaal Fonds," geschrapt en de drie alinea's worden lid 1;

b) de tweede alinea wordt vervangen door :

" De jaarlijkse begroting van de Unie wordt door het Europees Parlement en de Raad vastgesteld volgens artikel 272."

c) de volgende nieuwe leden 2 tot en met 6 worden ingevoegd :

" 2. De op de begroting opgevoerde uitgaven worden toegestaan voor de duur van het begrotingsjaar, in overeenstemming met de in artikel 279 bedoelde verordening.

3. Op de begroting opgevoerde uitgaven kunnen niet worden uitgevoerd dan nadat een juridisch bindende handeling van de Unie is vastgesteld die een rechtsgrond geeft aan haar optreden en aan de uitvoering van de overeenkomstige uitgave, in overeenstemming met het in artikel 279 bedoelde reglement, behoudens de daarin bepaalde uitzonderingen.

4. Teneinde de begrotingsdiscipline zeker te stellen, stelt de Unie geen handelingen vast die aanzienlijke gevolgen kunnen hebben voor de begroting, zonder de verzekering te geven dat de uitgaven die uit die handelingen voortvloeien, gefinancierd kunnen worden binnen de grenzen van de eigen middelen van de Unie en met inachtneming van het in artikel 270bis bedoelde meerjarig financieel kader.

5. De begroting wordt uitgevoerd volgens het beginsel van goed financieel beheer. De lidstaten en de Unie dragen er samen zorg voor dat de op de begroting opgevoerde kredieten volgens dit beginsel worden gebruikt.

6. De Unie en de lidstaten bestrijden overeenkomstig artikel 280 fraude en alle andere onwettige activiteiten waardoor de financiële belangen van de Unie worden geschaad."

DE EIGEN MIDDELEN VAN DE UNIE

258) Vóór artikel 269 wordt een hoofdstuk 1, "DE EIGEN MIDDELEN VAN DE UNIE", ingevoegd.

259) Artikel 269 wordt als volgt gewijzigd :

a) een nieuwe eerste alinea wordt ingevoegd :

"De Unie voorziet zich van de middelen die nodig zijn om haar doelstellingen te verwezenlijken en aan haar beleid uitvoering te geven."

b) de laatste alinea wordt vervangen door onderstaande twee alinea's :

"De Raad stelt, volgens een bijzondere wetgevingsprocedure en na raadpleging van het Europees Parlement, met eenparigheid van stemmen een besluit vast houdende de bepalingen die van toepassing zijn op het stelsel van eigen middelen van de Unie. In dit kader kunnen nieuwe categorieën van eigen middelen worden vastgesteld, dan wel bestaande categorieën worden ingetrokken. Dit besluit treedt pas in werking na door de lidstaten overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen te zijn goedgekeurd.

De Raad stelt volgens een bijzondere wetgevingsprocedure bij verordeningen de uitvoeringsmaatregelen voor het stelsel van eigen middelen van de Unie vast voor zover het krachtens de derde alinea vastgestelde besluit daarin voorziet. De Raad besluit na goedkeuring door het Europees Parlement."

260) Artikel 270 wordt ingetrokken.

MEERJARIG FINANCIËEL KADER

261) Een nieuw hoofdstuk 2 en een nieuw artikel 270bis worden ingevoegd :

"HOOFDSTUK 2

MEERJARIG FINANCIËEL KADER

ARTIKEL 270bis

1. Het meerjarig financieel kader beoogt een ordelijke ontwikkeling van de uitgaven van de Unie te waarborgen binnen de grenzen van haar eigen middelen.

Het meerjarig financieel kader wordt vastgesteld voor een periode van ten minste vijf jaar.

In de jaarlijkse begroting van de Unie wordt het meerjarig financieel kader in acht genomen.

2. De Raad stelt volgens een bijzondere wetgevingsprocedure een verordening tot bepaling van het meerjarig financieel kader vast. De Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na goedkeuring door het Europees Parlement, dat zich uitsprekt bij meerderheid van zijn leden.

De Europese Raad kan met eenparigheid van stemmen een besluit vaststellen op grond waarvan de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen kan besluiten bij de vaststelling van de in de eerste alinea bedoelde verordening.

3. In het financieel kader worden de jaarlijkse maximumbedragen aan kredieten voor vastleggingen per uitgavencategorie vastgesteld, alsmede het jaarlijkse maximumbedrag van de kredieten voor betalingen. De uitgavencategorieën, die beperkt in aantal zijn, corresponderen met de grote beleidsdomeinen van de Unie.

Het financieel kader omvat alle andere bepalingen die dienstig zijn voor het goede verloop van de jaarlijkse begrotingsprocedure.

4. Indien de verordening van de Raad tot bepaling van een nieuw financieel kader nog niet is vastgesteld wanneer het voorgaand financieel kader verstrijkt, blijven de maximumbedragen en de overige bepalingen betreffende het laatste jaar van het voorgaand financieel kader van toepassing totdat deze handeling vastgesteld.

5. Tijdens de gehele procedure die leidt tot vaststelling van het financieel kader, nemen het Europees Parlement, de Raad en de Commissie alle maatregelen die nodig zijn om de vaststelling te vergemakkelijken.”

DE JAARLIJKSE BEGROTING VAN DE UNIE

262) Na artikel 270*bis* wordt een hoofdstuk 3, "DE JAARLIJKSE BEGROTING VAN DE UNIE", ingevoegd.

263) Er wordt een artikel 270 ter ingevoegd, met de tekst van artikel 272, lid 1.

264) Artikel 271 wordt het nieuwe artikel 273*bis* en wordt gewijzigd zoals aangegeven onder punt 267).

265) Artikel 272, lid 1, wordt artikel 270 ter en artikel 272, leden 2 tot en met 10 worden vervangen door :

"ARTIKEL 272

De jaarlijkse begroting van de Unie wordt door het Europees Parlement en de Raad volgens een bijzondere wetgevingsprocedure vastgesteld overeenkomstig de volgende bepalingen :

1. Iedere instelling, met uitzondering van de Europese Centrale Bank, maakt voor 1 juli een raming op van haar uitgaven voor het volgende begrotingsjaar. De Commissie voegt die ramingen samen in een ontwerp-begroting, die afwijkende ramingen mag inhouden.

Dit ontwerp omvat een raming van de uitgaven en een raming van de ontvangsten.

2. De Commissie dient uiterlijk op 1 september van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken begrotingsjaar bij het Europees Parlement en bij de Raad een voorstel in dat de ontwerp-begroting bevat.

De Commissie kan de ontwerp-begroting in de loop van de procedure wijzigen totdat het in punt 5 bedoelde bemiddelingscomité bijeen wordt geroepen.

3. De Raad stelt zijn standpunt over de ontwerp-begroting vast en deelt dit standpunt uiterlijk op 1 oktober van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken begrotingsjaar aan het Europees Parlement mee. De Raad stelt het Europees Parlement ten volle in kennis van de redenen die hem hebben geleid tot het vaststellen van zijn standpunt.

4. Indien het Europees Parlement binnen een termijn van tweeënveertig dagen na deze mededeling :

a) het standpunt van de Raad goedkeurt, is de begroting vastgesteld;

b) geen besluit heeft genomen, wordt de begroting geacht te zijn vastgesteld;

c) met een meerderheid van zijn leden amendementen aanneemt, wordt het aldus geamendeerde ontwerp toegezonden aan de Raad en aan de Commissie. De voorzitter van het Europees Parlement roept in overleg met de voorzitter van de Raad onverwijld het bemiddelingscomité bijeen. Het bemiddelingscomité komt evenwel niet bijeen indien de Raad het Europees Parlement binnen een termijn van tien dagen na de toezending van het ontwerp meedeelt dat hij alle amendementen van het Parlement aanvaardt.

5. Het bemiddelingscomité bestaat uit de leden van de Raad of hun vertegenwoordigers en een gelijk aantal leden die het Europees Parlement vertegenwoordigen en heeft tot taak om, op basis van de standpunten van het Europees Parlement en van de Raad, binnen een termijn van eenentwintig dagen nadat het is bijengeroepen, met een gekwalificeerde meerderheid van de leden van de Raad of hun vertegenwoordigers en met een meerderheid van de leden die het Europees Parlement vertegenwoordigen, overeenstemming te bereiken over een gemeenschappelijk ontwerp.

De Commissie neemt deel aan de werkzaamheden van het bemiddelingscomité en neemt alle initiatieven die nodig zijn om de standpunten van het Europees Parlement en de Raad nader tot elkaar te brengen.

6. Indien het bemiddelingscomité binnen de in punt 5 bedoelde termijn van eenentwintig dagen overeenstemming bereikt over een gemeenschappelijk ontwerp, beschikken het Europees Parlement en de Raad over een termijn van veertien dagen, te rekenen vanaf de datum van deze overeenstemming, om het gemeenschappelijk ontwerp goed te keuren.

7. Indien, binnen de in lid 6 genoemde termijn van veertien dagen :

a) zowel het Europees Parlement als de Raad het gemeenschappelijk ontwerp goedkeurt of geen besluit neemt, of één van deze instellingen het gemeenschappelijk ontwerp goedkeurt terwijl de andere geen besluit neemt, wordt de begroting geacht definitief te zijn vastgesteld overeenkomstig het gemeenschappelijk ontwerp, of

b) zowel het Europees Parlement met een meerderheid van zijn leden, als de Raad het gemeenschappelijk ontwerp afwijst, of indien één van deze instellingen het gemeenschappelijk ontwerp afwijst en de andere geen besluit neemt, wordt door de Commissie een nieuwe ontwerp-begroting ingediend, of

c) het Europees Parlement met een meerderheid van zijn leden het gemeenschappelijk ontwerp afwijst terwijl de Raad het goedkeurt, wordt door de Commissie een nieuwe ontwerp-begroting ingediend, of

d) het Europees Parlement het gemeenschappelijk ontwerp goedkeurt, terwijl de Raad het afwijst, kan het Europees Parlement binnen veertien dagen na de afwijzing door de Raad met een meerderheid van zijn leden en van drie vijfde van het aantal uitgebrachte stemmen besluiten alle of een aantal van de in punt 4, onder c), bedoelde amendementen te bevestigen. Indien een amendement van het Europees Parlement niet wordt bevestigd, wordt het in het bemiddelingscomité overeengekomen standpunt ten aanzien van de begrotingsonderdelen waarop het amendement betrekking heeft, ingenomen. De begroting wordt geacht definitief te zijn vastgesteld op deze basis.

8. Indien het bemiddelingscomité niet binnen de in lid 5 genoemde termijn van eenentwintig dagen overeenstemming bereikt over een gemeenschappelijk ontwerp, wordt door de Commissie een nieuwe ontwerp-begroting ingediend.

9. Wanneer de in dit artikel omschreven procedure is afgesloten, constateert de voorzitter van het Europees Parlement dat de begroting definitief is vastgesteld.

10. Iedere instelling oefent de haar bij dit artikel toegekende bevoegdheden uit met inachtneming van de Verdragen en van de krachtens deze Verdragen vastgestelde handelingen, in het bijzonder die welke betrekking hebben op de eigen middelen van de Unie en op het evenwicht tussen ontvangsten en uitgaven.

266) Artikel 273 wordt als volgt gewijzigd :

a) in de eerste alinea wordt "is aangenomen" vervangen door "definitief is vastgesteld", "of per andere afdeling" wordt geschrapt en "zonder dat zij een twaalfde der bij de begroting van het vorige begrotingsjaar geopende kredieten mogen overschrijden en zonder dat deze maatregel tot gevolg mag hebben, dat de Commissie meer dan een twaalfde van de kredieten van de in voorbereiding zijnde ontwerp-begroting ter beschikking krijgt." wordt vervangen door "met een maximum van een twaalfde van de in hetzelfde hoofdstuk van de begroting van het vorige begrotingsjaar geopende kredieten, en zonder meer dan een twaalfde te mogen bedragen van de in hetzelfde hoofdstuk van de ontwerp-begroting opgenomen kredieten."

b) in de tweede alinea wordt na "De Raad kan" toegevoegd "op voorstel van de Commissie" en aan de alinea wordt toegevoegd : "...overeenkomstig het ter uitvoering van artikel 279 vastgestelde reglement. De Raad zendt dit besluit onverwijld aan het Europees Parlement."

c) de derde alinea wordt geschrapt;

d) De laatste alinea wordt vervangen door :

" Het in de tweede alinea bedoelde besluit voorziet in de beschikbaarstelling van de nodige middelen voor de toepassing van dit artikel, met inachtneming van de in artikel 269 bedoelde handelingen.

Het besluit wordt van kracht op de dertigste dag volgende op de vaststelling ervan indien het Europees Parlement binnen die termijn niet bij meerderheid van zijn leden besluit die uitgaven te verminderen."

267) Er wordt een artikel 273bis ingevoegd, met de tekst van artikel 271; het wordt als volgt gewijzigd :

a) de eerste alinea wordt geschrapt;

b) in de derde alinea, thans de tweede alinea, wordt "voor zover nodig" geschrapt.

c) in de laatste alinea wordt "van het Europees Parlement, van de Raad, van de Commissie en van het Hof van Justitie" vervangen door "van de Europese Raad en van de Raad, van de Commissie, evenals van het Hof van Justitie van de Europese Unie".

UITVOERING VAN DE BEGROTING EN KWIJTINGVERLENING

268) Een hoofdstuk 4, "UITVOERING VAN DE BEGROTING EN KWIJTINGVERLENING", wordt ingevoegd vóór artikel 274, dat als volgt wordt gewijzigd :

a) in de eerste alinea wordt "De Commissie voert de begroting" vervangen door "De Commissie voert de begroting in samenwerking met de lidstaten";

b) de tweede alinea wordt vervangen door :

" Bij het reglement worden de met de uitvoering van de begroting verbandhoudende controle- en auditverplichtingen van de lidstaten en de daaruit voortvloeiende verantwoordelijkheden vastgesteld. Het reglement voorziet ook in de wijze waarop en de mate waarin iedere instelling haar eigen uitgaven doet."

269) In artikel 275, wordt "aan de Raad en aan het Europees Parlement" vervangen door "aan het Europees Parlement en aan de Raad". De onderstaande tweede alinea wordt toegevoegd :

" De Commissie dient bij het Europees Parlement en de Raad ook een evaluatieverslag over de financiën van de Unie in, waarin de bereikte resultaten met name worden getoetst aan de door het Europees Parlement en de Raad krachtens artikel 276 verstrekte aanwijzingen."

270) In artikel 276, lid 1, wordt "de rekeningen en de financiële balans genoemd in artikel 275," vervangen door "de rekeningen, de financiële balans en het evaluatieverslag genoemd in artikel 275,"

GEMEENSCHAPPELIJKE FINANCIËLE BEPALINGEN

271) Vóór artikel 277 wordt een hoofdstuk 5, "GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN", ingevoegd.

272) Artikel 277 wordt vervangen door :

"ARTIKEL 277

Het meerjarig financieel kader en de jaarlijkse begroting luiden in euro."

273) Artikel 279 wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 1 wordt vervangen door :

" 1. "Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure en na raadpleging van de Rekenkamer bij verordeningen :

a) de financiële regels vast, met name betreffende de wijze waarop de begroting wordt opgesteld en uitgevoerd, alsmede de wijze waarop rekening en verantwoording wordt gedaan en de rekeningen worden nagezien;

b) de regels vast betreffende de controle van de verantwoordelijkheid van de financiële actoren, met name van ordonnateurs en rekenplichtigen."

b) in lid 2 worden "met eenparigheid van stemmen" en "advies" geschrapt.

274) De nieuwe artikelen 279bis en 279 ter worden ingevoegd :

"ARTIKEL 279bis

Het Europees Parlement, de Raad en de Commissie zien erop toe dat de Unie beschikt over de financiële middelen waarmee de Unie haar juridische verplichtingen jegens derden kan voldoen.

ARTIKEL 279ter

In het kader van de in deze titel bedoelde begrotingsprocedures roept de Commissie regelmatig de voorzitters van het Europees Parlement, de Raad en de Commissie bijeen. De voorzitters nemen alle maatregelen die nodig zijn om het overleg te bevorderen en de standpunten van hun respectieve instellingen dichterbij elkaar te brengen, om de uitvoering van deze titel te vergemakkelijken."

FRAUDEBESTRIJDING

275) Vóór artikel 280 wordt een hoofdstuk 6, "FRAUDEBESTRIJDING", ingevoegd.

276) Artikel 280 wordt als volgt gewijzigd :

a) in lid 1 wordt na "de lidstaten" ingevoegd : ", alsmede in de instellingen, organen en instanties van de Unie,"

b) in lid 4 wordt na "in de lidstaten" ingevoegd "alsmede in de instellingen, de organen en de instanties van de Unie" en de laatste zin wordt geschrapt.

NAUWERE SAMENWERKING

277) Na artikel 280 wordt een titel III, "NAUWERE SAMENWERKING", ingevoegd.

278) De volgende artikelen 280 A tot en met 280 I worden ingevoegd die, samen met artikel 10 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, de artikelen 27 A tot en met 27 E, 40 tot en met 40 B van het huidige Verdrag betreffende de Europese Unie en de artikelen 11 tot en met 11 A van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen :

"ARTIKEL 280 A

Bij nauwere samenwerking worden de Verdragen en het recht van de Unie geëerbiedigd.

Nauwere samenwerking mag geen afbreuk doen aan de interne markt, noch aan de economische, sociale en territoriale samenhang. Zij mag geen belemmering of discriminatie in de handel tussen de lidstaten vormen, en zij mag de mededinging tussen de lidstaten niet verstoren.

ARTIKEL 280 B

Bij nauwere samenwerking worden de bevoegdheden, rechten en verplichtingen van de niet-deelnemende lidstaten geëerbiedigd. De niet-deelnemende lidstaten belemmeren niet de uitvoering ervan door de deelnemende lidstaten.

ARTIKEL 280 C

1. Nauwere samenwerking staat open voor alle lidstaten op het moment waarop zij wordt aangegaan, mits de deelnemingsvoorwaarden worden nageleefd die eventueel zijn vastgesteld bij het besluit waarbij toestemming wordt verleend. Deelneming op een later tijdstip blijft steeds mogelijk, mits, naast de genoemde voorwaarden, de in dit kader reeds vastgestelde handelingen worden nageleefd.

De Commissie en de aan een nauwere samenwerking deelnemende lidstaten, zien erop toe dat de deelneming van zoveel mogelijk lidstaten wordt bevorderd.

2. De Commissie en in voorkomend geval de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid stellen het Europees Parlement en de Raad regelmatig op de hoogte van het verloop van de nauwere samenwerking.

ARTIKEL 280 D

1. De lidstaten die onderling een nauwere samenwerking wensen aan te gaan op een van de gebieden die onder de Verdragen vallen, met uitzondering van de gebieden van exclusieve bevoegdheid en het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, richten een verzoek tot de Commissie, met opgave van het toepassingsgebied en de met de voorgenomen nauwere samenwerking nagestreefde doelstellingen. De Commissie kan bij de Raad een voorstel in die zin indienen. Indien de Commissie geen voorstel indient, deelt zij de redenen daarvan mee aan de betrokken lidstaten.

De toestemming om een in de eerste alinea 1 bedoelde nauwere samenwerking aan te gaan, wordt verleend door de Raad, op voorstel van de Commissie en na goedkeuring door het Europees Parlement.

2. De lidstaten die onderling een nauwere samenwerking wensen aan te gaan in het kader van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, richten een verzoek tot de Raad. Het verzoek wordt doorgezonden aan de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, die advies uitbrengt over de samenhang van de voorgenomen nauwere samenwerking met het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid van de Unie, alsmede aan de Commissie, die advies uitbrengt over met name de samenhang van de voorgenomen nauwere samenwerking met het beleid van de Unie op andere gebieden. Het verzoek wordt ter informatie ook toegezonden aan het Europees Parlement.

De toestemming om een nauwere samenwerking aan te gaan, wordt verleend bij een besluit van de Raad, die met eenparigheid van stemmen besluit.

ARTIKEL 280 E

Alle leden van de Raad kunnen deelnemen aan de beraadslagingen van de Raad, maar alleen de leden van de Raad die de aan een nauwere samenwerking deelnemende lidstaten vertegenwoordigen, nemen deel aan de stemming.

Eenparigheid van stemmen wordt alleen door de stemmen van de vertegenwoordigers van de deelnemende staten gevormd.

De gekwalificeerde meerderheid wordt bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3.

ARTIKEL 280 F

1. Een lidstaat die wil deelnemen aan een bestaande nauwere samenwerking op een van de in artikel 280 D, lid 1 bedoelde gebieden, stelt de Raad en de Commissie van zijn voornemen in kennis.

Binnen vier maanden na ontvangst van de kennisgeving bevestigt de Commissie de deelneming van de betrokken lidstaat. Zij constateert, in voorkomend geval, dat aan de voorwaarden voor deelneming is voldaan en stelt de nodige overgangsmaatregelen vast voor de toepassing van de reeds in het kader van de nauwere samenwerking vastgestelde handelingen.

Is de Commissie evenwel van mening dat aan de voorwaarden voor deelneming niet is voldaan, dan geeft zij aanwijzingen omtrent de te nemen maatregelen opdat aan deze voorwaarden wel wordt voldaan, en stelt zij een termijn vast waarbinnen zij het verzoek opnieuw in overweging zal nemen. Bij het verstrijken van die termijn neemt zij het verzoek opnieuw in overweging overeenkomstig de in de tweede alinea omschreven procedure. Indien de Commissie van mening is dat aan de voorwaarden voor deelneming nog steeds niet is voldaan, kan de betrokken lidstaat de kwestie voorleggen aan de Raad, die zich uitsprekt over het verzoek. De Raad besluit overeenkomstig artikel 280 E. Hij kan ook, op voorstel van de Commissie, de in de tweede alinea bedoelde overgangsmaatregelen vaststellen.

2. Een lidstaat die wil deelnemen aan een bestaande nauwere samenwerking in het kader van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, stelt de Raad, de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid en de Commissie van zijn voornemen in kennis.

De Raad bevestigt de deelneming van de betrokken lidstaat, na de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid te hebben geraadpleegd en na in voorkomend geval te hebben geconstateerd dat aan de voorwaarden voor deelneming is voldaan. De Raad kan op voorstel van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid ook de nodige overgangsbepalingen vaststellen voor de toepassing van de handelingen die al zijn vastgesteld in het kader van de nauwere samenwerking. Is de Raad evenwel van mening dat aan de voorwaarden voor deelneming niet is voldaan, dan geeft hij aanwijzingen omtrent de te nemen maatregelen opdat aan deze voorwaarden wel wordt voldaan, en stelt hij een termijn vast waarbinnen hij het verzoek tot deelneming opnieuw in overweging zal nemen.

Voor de toepassing van dit lid besluit de Raad met eenparigheid van stemmen en overeenkomstig artikel 280 E.

ARTIKEL 280 G

De uitgaven die voortvloeien uit de uitvoering van een nauwere samenwerking, met uitzondering van de administratieve kosten voor de instellingen, komen ten laste van de deelnemende lidstaten, tenzij de Raad, na raadpleging van het Europees Parlement, met eenparigheid van stemmen van al zijn leden anders besluit.

ARTIKEL 280 H

1. Indien een bepaling van de Verdragen die in het kader van een nauwere samenwerking kan worden toegepast, bepaalt dat de Raad met eenparigheid van stemmen besluit, kan de Raad met eenparigheid van stemmen overeenkomstig het bepaalde in artikel 280 E, een besluit vaststellen waarin wordt bepaald dat hij met gekwalificeerde meerderheid van stemmen zal besluiten.

2. Indien een bepaling van de Verdragen die in het kader van een nauwere samenwerking kan worden toegepast, bepaalt dat de Raad handelingen volgens een bijzondere wetgevingsprocedure vaststelt, kan de Raad met eenparigheid van stemmen overeenkomstig het bepaalde in artikel 280 E, een besluit vaststellen waarin wordt bepaald dat hij volgens de gewone wetgevingsprocedure zal besluiten. De Raad besluit na raadpleging van het Europees Parlement.

3. De leden 1 en 2 zijn niet van toepassing op besluiten die gevolgen hebben op militair of defensiegebied.

ARTIKEL 280 I

De Raad en de Commissie zorgen voor de samenhang van ieder optreden in het kader van een nauwere samenwerking, zowel onderling als met het beleid van de Unie, en werken daartoe samen."

ALGEMENE EN SLOTBEPALINGEN

279) Het zesde deel wordt "ZEVENDE DEEL".

280) De artikelen 281, 293, 305 en 314 worden geschrapt. Artikel 286 wordt vervangen door artikel 16 B.

281) Aan artikel 282 wordt de volgende zin toegevoegd: "De Unie wordt evenwel door elk van de instellingen vertegenwoordigd, uit hoofde van hun administratieve autonomie, voor de aangelegenheden die verband houden met hun respectieve werking."

282) In artikel 283 wordt "De Raad stelt gekwalificeerde meerderheid van stemmen, op voorstel van de Commissie en na raadpleging." vervangen door "Het Europees Parlement en de Raad stellen, volgens de gewone wetgevingsprocedure en na raadpleging ..., bij verordeningen ..." en aan het eind wordt "personeelsleden van deze Gemeenschappen" vervangen door "personeelsleden van de Unie".

283) In artikel 288 wordt de derde alinea vervangen door :

" In afwijking van de tweede alinea moet de Europese Centrale Bank overeenkomstig de algemene beginselen die de rechtsstelsels van de lidstaten gemeen hebben, de schade vergoeden die door haar zelf of door haar personeelsleden in de uitoefening van hun functies is veroorzaakt."

284) In artikel 290 wordt na "stemmen" ingevoegd "bij verordeningen".

285) In artikel 291 wordt ", en het Europees Monetair Instituut" geschrapt.

286) Artikel 294 wordt artikel 48bis.

287) Artikel 299 wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 1 wordt geschrapt. De eerste alinea van lid 2 en de leden 3 tot en met 6 worden artikel 311bis; zij worden gewijzigd zoals aangegeven onder punt 293).

Lid 2 blijft ongenummerd;

b) in de eerste alinea wordt "evenwel" geschrapt en wordt "de Franse overzeese departementen" vervangen door "Guadeloupe, Frans Guyana, Martinique, Réunion, Saint Barthélemy en Saint Martin"; aan de alinea wordt toegevoegd : "Wanneer de betrokken specifieke maatregelen volgens een bijzondere wetgevingsprocedure door de Raad worden vastgesteld, besluit hij eveneens op voorstel van de Commissie en na raadpleging van het Europees Parlement.";

c) in de tweede alinea wordt "Bij de aanneming van de in de tweede alinea bedoelde maatregelen houdt de Raad rekening met zaken als" vervangen door "De in de eerste alinea bedoelde maatregelen hebben met name betrekking op".

d) in de derde alinea wordt de verwijzing naar de tweede alinea vervangen door een verwijzing naar de eerste alinea.

288) De artikelen 300 en 301 worden vervangen door respectievelijk de artikelen 188 N en 188 K en de artikelen 302 tot en met 304 worden vervangen door artikel 188 P.

289) Artikel 308 wordt vervangen door :

”ARTIKEL 308

1. Indien een optreden van de Unie in het kader van de beleidsgebieden van de Verdragen nodig blijkt om een van de doelstellingen van de Verdragen te verwezenlijken zonder dat deze Verdragen in de daartoe vereiste bevoegdheden voorzien, stelt de Raad, op voorstel van de Commissie en na goedkeuring door het Europees Parlement, met eenparigheid van stemmen passende bepalingen vast. ”Wanneer de bepalingen door de Raad volgens een bijzondere wetgevingsprocedure worden vastgesteld, besluit hij eveneens met eenparigheid van stemmen, op voorstel van de Commissie en na goedkeuring van het Europees Parlement.

2. In het kader van de in artikel 3ter, lid 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie bedoelde procedure voor toetsing aan het subsidiariteitsbeginsel vestigt de Commissie de aandacht van de nationale parlementen op de voorstellen die op het onderhavige artikel worden gebaseerd.

3. De op het onderhavige artikel gebaseerde maatregelen mogen in gevallen waarin de Verdragen zulks uitsluiten geen harmonisatie van de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inhouden.

4. Dit artikel kan niet als basis kan dienen voor het verwezenlijken van doelstellingen die tot het Gemeenschap-pelijk Buitenlands en Veiligheidsbeleid behoren en elke overeenkomstig het huidige artikel vastgestelde handeling eerbiedigt de in artikel 25ter, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie gestelde beperkingen.”

290) Onderstaand nieuw artikel 308bis wordt ingelast :

”ARTIKEL 308bis

Artikel 48, lid 7, van het Verdrag betreffende de Europese Unie is niet van toepassing op onderstaande artikelen :

- artikel 269, derde en vierde alinea,
- artikel 270bis, lid 2, eerste alinea
- artikel 308, en
- artikel 309.”

291) Artikel 309 wordt vervangen door :

”ARTIKEL 309

Voor de toepassing van artikel 7 van het Verdrag betreffende de Europese Unie in verband met de schorsing van bepaalde rechten die voortvloeien uit het lidmaatschap van de Unie, neemt het lid van de Europese Raad of van de Raad dat de betrokken lidstaat vertegenwoordigt, niet deel aan de stemming, en de betrokken lidstaat wordt niet in aanmerking genomen bij de berekening van het in de leden 1 en 2 van dat artikel voorgeschreven derde of vier vijfde deel van de lidstaten. Onthouding van stemming door aanwezige of vertegenwoordigde leden vormt geen beletsel voor het vaststellen van de in lid 2 van dat artikel bedoelde besluiten.

Voor de vaststelling van de in artikel 7, leden 3 en 4 van het Verdrag betreffende de Europese Unie bedoelde besluiten, wordt de gekwalificeerde meerderheid bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder b), van dit Verdrag.

Indien de Raad, ten gevolge op een overeenkomstig artikel 7, lid 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie vastgesteld besluit tot schorsing van de stemrechten, met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluit op basis van een van de bepalingen van de Verdragen, wordt de gekwalificeerde meerderheid van stemmen gedefinieerd overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder b), van dit Verdrag, en indien de Raad besluit op voorstel van de Commissie of van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, wordt de gekwalificeerde meerderheid gedefinieerd overeenkomstig artikel 205, lid 3, onder a).

Voor de toepassing van artikel 7 van het Verdrag betreffende de Europese Unie besluit het Europees Parlement met een meerderheid van twee derde der uitgebrachte stemmen welke tevens de meerderheid van zijn leden vertegenwoordigt.”

292) Artikel 310 wordt artikel 188 M.

293) Artikel 311 wordt geschrapt. Een artikel 311bis wordt ingevoegd, met de tekst van lid 2, eerste alinea, en de leden 3 tot en met 6 van artikel 299; deze tekst wordt als volgt gewijzigd :

a) lid 2, eerste alinea, en de leden 3 tot en met 6 worden 1 tot en met 5 en het artikel begint met onderstaande nieuwe inleidende zin :

” Naast de bepalingen van artikel 49C van het Verdrag betreffende de Europese Unie over het territoriale toepassingsgebied van de Verdragen, gelden onderstaande bepalingen :”

b) in de eerste alinea van lid 2, hernummerd tot 1, wordt ”op de Franse overzeese departementen” vervangen door ”op Guadeloupe, Frans Guyana, Martinique, Réunion, Saint Barthélemy en Saint Martin” en aan de alinea wordt toegevoegd ”, overeenkomstig artikel 299”;

c) in lid 3, hernummerd tot 2, vervalt "aan dit Verdrag", evenals "van dit Verdrag";

d) in lid 6, hernummerd tot 5, wordt de inleidende zin "In afwijking van de voorgaande leden :" vervangen door "In afwijking van artikel 49C van het Verdrag betreffende de Europese Unie en de leden 1 tot en met 4 van dit artikel :"

e) aan het einde van het artikel wordt onderstaand nieuw lid toegevoegd :

" 6. De Europese Raad kan op initiatief van de betrokken lidstaat een besluit vaststellen tot wijziging van de status ten aanzien van de Unie van een Deens, Frans of Nederlands land of gebied als bedoeld in de leden 1 en 2. De Europese Raad besluit met eenparigheid van stemmen, na raadpleging van de Commissie."

294) De titel "SLOTBEPALINGEN" voor artikel 313 wordt geschrapt.

295) Een artikel 313bis wordt ingevoegd :

"ARTIKEL 313bis

De bepalingen van artikel 53 van het Verdrag betreffende de Europese Unie gelden voor dit Verdrag."

SLOTBEPALINGEN

ARTIKEL 3

Dit Verdrag wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

ARTIKEL 4

1. Protocol nr. 1, gehecht aan dit Verdrag, bevat de wijzigingen op de protocollen die zijn gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en/of het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

2. Protocol nr. 2, gehecht aan dit Verdrag, bevat de wijzigingen op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

ARTIKEL 5

1. De artikelen, afdelingen, hoofdstukken, titels en delen van het Verdrag betreffende de Europese Unie en van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, zoals gewijzigd bij dit Verdrag, worden hernummerd volgens de concordantietabellen in de bijlage bij dit Verdrag, die hiervan een integrerend onderdeel uitmaakt.

2. De kruisverwijzingen naar artikelen, afdelingen, hoofdstukken, titels en delen van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, en de verwijzingen tussen beide Verdragen, worden gewijzigd overeenkomstig lid 1, en de verwijzingen naar de leden of alinea's van deze artikelen zoals hernummerd of herschikt door gegeven bepalingen van dit Verdrag, worden overeenkomstig deze genoemde bepalingen aangepast.

De verwijzingen naar de artikelen, afdelingen, hoofdstukken, titels en delen van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap in andere verdragen en handelingen van primair recht waarop de Unie is gegrondvest worden aangepast overeenkomstig lid 1. De verwijzingen naar de overwegingen van het Verdrag betreffende de Europese Unie of naar de leden of alinea's van de artikelen van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap zoals hernummerd of herschikt door dit Verdrag worden aangepast overeenkomstig laatstgenoemd Verdrag.

Deze aanpassingen vinden in voorkomend geval ook plaats wanneer de betrokken bepaling wordt geschrapt.

3. De wijzigingen naar de overwegingen, artikelen, afdelingen, hoofdstukken, titels en delen van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, zoals gewijzigd door het onderhavige Verdrag, vervat in andere instrumenten of handelingen, worden opgevat als verwijzingen naar de overwegingen, artikelen, afdelingen, hoofdstukken, titels en delen van genoemde Verdragen, zoals hernummerd overeenkomstig lid 1 en, respectievelijk, naar de leden of alinea's van de genoemde artikelen, zoals hernummerd of herschikt overeenkomstig een aantal bepalingen van dit Verdrag.

ARTIKEL 6

1. Dit Verdrag wordt door de hoge verdragsluitende partijen bekrachtigd overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen. De akten van bekrachtiging worden nedergelegd bij de regering van de Italiaanse Republiek.

2. Dit Verdrag treedt in werking op 1 januari 2009, mits alle akten van bekrachtiging zijn nedergelegd, of bij gebreke daarvan op de eerste dag van de maand die volgt op het nederleggen van de akte van bekrachtiging door de ondertekenende staat die als laatste deze handeling verricht.

ARTIKEL 7

Dit Verdrag, het Verdrag van Lissabon genaamd, opgesteld in één exemplaar, in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Ierse, de Italiaanse, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Spaanse, de Slowaakse, de Sloveense, de Tsjechische en de Zweedse taal, zijnde de teksten in elk van deze talen gelijkelijk authentiek, wordt nedergelegd in het archief van de regering van de Italiaanse Republiek, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift daarvan toezendt aan de regeringen der andere ondertekenende staten.

Ten blijke waarvan de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Verdrag hebben gesteld.

Gedaan te Lissabon, de dertiende december tweeduizend zeven.

Protocollen

A. PROTOCOLLEN GEHECHT AAN HET VERDRAG BETREFFENDE DE EUROPESE UNIE, HET VERDRAG BETREFFENDE DE WERKING VAN DE EUROPESE UNIE EN, IN VOORKOMEND GEVAL, HET VERDRAG TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR ATOOMENERGIE

PROTOCOL BETREFFENDE DE ROL VAN DE NATIONALE PARLEMENTEN IN DE EUROPESE UNIE

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

ERAAN HERINNEREND dat de wijze waarop de nationale parlementen de controle uitoefenen op hun regering met betrekking tot de activiteiten van de Europese Unie, onder de eigen constitutionele inrichting en praktijk van de lidstaten valt;

GELEID DOOR DE WENS om een grotere betrokkenheid van de nationale parlementen bij de activiteiten van de Europese Unie te stimuleren en hun betere mogelijkheden te bieden om uiting te geven aan hun zienswijze op de ontwerpen van wetgevingshandelingen van de Europese Unie en andere aangelegenheden die voor hen van bijzonder belang kunnen zijn,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen welke aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie worden gehecht :

TITEL I**INFORMATIE VOOR DE NATIONALE PARLEMENTEN****ARTIKEL 1**

Discussiedocumenten van de Commissie (groenboeken, witboeken en mededelingen) worden bij publicatie door de Commissie rechtstreeks aan de nationale parlementen toegezonden. De Commissie zendt de nationale parlementen ook het jaarlijkse wetgevingsprogramma en alle andere instrumenten voor wetgevingsprogrammering en beleidsstrategie, op hetzelfde tijdstip als aan het Europees Parlement en de Raad.

ARTIKEL 2

De tot het Europees Parlement en de Raad gerichte ontwerpen van wetgevingshandelingen worden aan de nationale parlementen toegezonden.

Voor de toepassing van dit protocol worden onder "ontwerp van een wetgevingshandeling" verstaan, de voorstellen van de Commissie, de initiatieven van een groep lidstaten, de initiatieven van het Europees Parlement, de verzoeken van het Hof van Justitie, de aanbevelingen van de Europese Centrale Bank en de verzoeken van de Europese Investeringsbank met het oog op de vaststelling van een wetgevingshandeling.

De Commissie zendt haar ontwerpen van wetgevingshandelingen rechtstreeks toe aan de nationale parlementen op hetzelfde tijdstip als aan het Europees Parlement en de Raad.

Het Europees Parlement zendt zijn ontwerpen van wetgevingshandelingen rechtstreeks toe aan de nationale parlementen.

De ontwerpen van wetgevingshandelingen die uitgaan van een groep lidstaten, het Hof van Justitie, de Europese Centrale Bank of de Europese Investeringsbank worden door de Raad aan de nationale parlementen toegezonden.

ARTIKEL 3

De nationale parlementen kunnen de voorzitter van het Europees Parlement, van de Raad en van de Commissie een met redenen omkleed advies toezenden betreffende de overeenstemming van een ontwerp van een wetgevingshandeling met het subsidiariteitsbeginsel, volgens de procedure van het protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid.

Indien het ontwerp van een wetgevingshandeling uitgaat van een groep lidstaten, zendt de voorzitter van de Raad het/de met redenen omklede advies/adviezen toe aan de regeringen van deze lidstaten.

Indien het ontwerp van een wetgevingshandeling uitgaat van het Hof van Justitie, de Europese Centrale Bank of de Europese Investeringsbank, zendt de voorzitter van de Raad het/de met redenen omklede advies/adviezen toe aan de/het betrokken instelling of orgaan.

ARTIKEL 4

Er dient een periode van acht weken te verstrijken tussen het tijdstip waarop een ontwerp van een wetgevingshandeling aan de nationale parlementen in de officiële talen van de Unie beschikbaar wordt gesteld, en de datum waarop het met het oog op de vaststelling ervan of op de vaststelling van een standpunt in het kader van een wetgevingsprocedure op de voorlopige agenda van de Raad wordt geplaatst. Uitzonderingen zijn mogelijk in spoedeisende gevallen, waarvoor de redenen in de handeling of het standpunt van de Raad worden aangegeven. Behalve in naar behoren gemotiveerde dringende gevallen kan tijdens deze acht weken niet worden geconstateerd dat er over een ontwerp van een wetgevingshandeling een akkoord bestaat. Behalve in naar behoren gemotiveerde dringende gevallen moeten tussen de plaatsing van een ontwerp van een wetgevingshandeling op de voorlopige agenda van de Raad en de vaststelling van een standpunt tien dagen verstrijken.

ARTIKEL 5

De agenda's en de resultaten van de Raadszittingen, waaronder begrepen de notulen van de Raadszittingen waarin over ontwerpen van wetgevingshandelingen is beraadslaagd, worden rechtstreeks naar de nationale parlementen gezonden, op hetzelfde tijdstip als aan de regeringen van de lidstaten.

ARTIKEL 6

Indien de Europese Raad artikel 48, lid 7, eerste of tweede alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie wil toepassen, worden de nationale parlementen tenminste zes maanden voordat een besluit wordt vastgesteld op de hoogte gebracht van het initiatief van de Europese Raad.

ARTIKEL 7

De Rekenkamer zendt haar jaarverslag ter informatie toe aan de nationale parlementen, op hetzelfde tijdstip als aan het Europees Parlement en de Raad.

ARTIKEL 8

Wanneer het nationale parlementaire stelsel geen eenkamerstelsel is, gelden de artikelen 1 tot en met 7 voor de kamers waaruit het bestaat.

TITEL II

SAMENWERKING TUSSEN DE PARLEMENTEN

ARTIKEL 9

Het Europees Parlement en de nationale parlementen bepalen samen hoe binnen de Unie een efficiënte en regelmatige samenwerking tussen de verschillende parlementen kan worden georganiseerd en gestimuleerd.

ARTIKEL 10

Een conferentie van de organen van de parlementen die gespecialiseerd zijn in de aangelegenheden van de Unie kan iedere door haar passend geachte bijdrage ter attentie van het Europees Parlement, de Raad en de Commissie leveren. Deze conferentie bevordert voorts de uitwisseling van informatie en beste praktijken tussen de nationale parlementen en het Europees Parlement, alsook tussen hun respectieve gespecialiseerde commissies. Zij kan ook interparlementaire conferenties over specifieke onderwerpen organiseren, met name om vraagstukken op het gebied van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, waaronder het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid, te bespreken. De bijdragen van de conferentie binden de nationale parlementen niet en laten hun standpunt onverlet.

PROTOCOL BETREFFENDE DE TOEPASSING VAN DE BEGINSLEN
VAN SUBSIDIARITEIT EN EVENREDIGHEID

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

GELEID DOOR DE WENS ervoor te zorgen dat besluiten zo dicht mogelijk bij de burgers van de Unie worden genomen;

VASTBESLOTEN de voorwaarden vast te stellen voor de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid van artikel 3 ter van het Verdrag betreffende de Europese Unie en een systeem in te stellen voor toezicht op de toepassing van deze beginselen,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT over de volgende bepalingen, die aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie worden gehecht :

ARTIKEL 1

Iedere instelling draagt er voortdurend zorg voor dat de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid van artikel 3 ter van het Verdrag betreffende de Europese Unie in acht worden genomen.

ARTIKEL 2

Alvorens een wetgevingshandeling voor te stellen, houdt de Commissie brede raadplegingen. Daarbij wordt, in voorkomend geval, rekening gehouden met de regionale en de lokale dimensie van het beoogde optreden. In buitengewoon dringende gevallen houdt de Commissie geen raadplegingen. Zij motiveert haar besluit in haar voorstel.

ARTIKEL 3

Voor de toepassing van dit protocol worden onder "ontwerp van wetgevingshandeling" verstaan, de voorstellen van de Commissie, de initiatieven van een groep lidstaten, de initiatieven van het Europees Parlement, de verzoeken van het Hof van Justitie, de aanbevelingen van de Europese Centrale Bank en de verzoeken van de Europese Investeringsbank met het oog op de vaststelling van een wetgevingshandeling.

ARTIKEL 4

De Commissie zendt haar ontwerpen van wetgevingshandelingen en gewijzigde ontwerpen gelijktijdig toe aan de nationale parlementen en aan de wetgever van de Unie.

Het Europees Parlement zendt zijn ontwerpen van wetgevingshandelingen en gewijzigde ontwerpen toe aan de nationale parlementen.

De Raad zendt de ontwerpen van wetgevingshandelingen en gewijzigde ontwerpen die uitgaan van een groep lidstaten, het Hof van Justitie, de Europese Centrale Bank of de Europese Investeringsbank toe aan de nationale parlementen.

De wetgevingsresoluties van het Europees Parlement en de standpunten van de Raad worden, zodra zij zijn aangenomen respectievelijk vastgesteld, door de betrokken instelling aan de nationale parlementen toegezonden.

ARTIKEL 5

De ontwerpen van wetgevingshandelingen worden gemotiveerd in het licht van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid. Ieder ontwerp van wetgevingshandeling bevat een subsidiariteits- en evenredigheidsmemorandum, met een uitgebreide toelichting van de elementen op basis waarvan de naleving van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid kan worden beoordeeld. Dat memorandum moet elementen bevatten waarmee de financiële gevolgen van het ontwerp kunnen worden beoordeeld, alsook - in het geval van een richtlijn - het effect ervan op de door de lidstaten vast te stellen regelgeving, inclusief - waar toepasselijk - de regionale regelgeving. De redenen voor de conclusie dat een doelstelling van de Unie beter bereikt kan worden door de Unie, worden met kwalitatieve en, zo mogelijk, kwantitatieve indicatoren gestaafd. In de ontwerpen van wetgevingshandelingen wordt er rekening mee gehouden dat alle, financiële of administratieve, lasten voor de Unie, de nationale regeringen, de regionale of lokale overheden, het bedrijfsleven en de burgers tot een minimum moeten worden beperkt en in verhouding moeten staan tot het te bereiken doel.

ARTIKEL 6

Ieder nationaal parlement en iedere kamer van een van die parlementen kan binnen een termijn van acht weken vanaf de datum van toezending van een ontwerp van wetgevingshandeling aan de voorzitters van het Europees Parlement, de Raad en de Commissie, in de officiële talen van de Unie, een gemotiveerd advies toezenden waarin wordt uiteengezet waarom het betrokken ontwerp zijns inziens niet strookt met het subsidiariteitsbeginsel. Ieder nationaal parlement of iedere kamer van een nationaal parlement raadpleegt, in voorkomend geval, de regionale parlementen met wetgevingsbevoegdheid.

Indien het ontwerp van wetgevingshandeling uitgaat van een groep lidstaten zendt de voorzitter van de Raad het advies toe aan de regeringen van die lidstaten.

Indien het ontwerp van wetgevingshandeling afkomstig is van het Hof van Justitie, de Europese Centrale Bank of de Europese Investeringsbank zendt de voorzitter van de Raad het advies toe aan de betrokken instelling of het betrokken orgaan.

ARTIKEL 7

1. Het Europees Parlement, de Raad en de Commissie, alsmede in voorkomend geval, de groep lidstaten, het Hof van Justitie, de Europese Centrale Bank of de Europese Investeringsbank, indien het ontwerp van wetgevingshandeling van hen uitgaat, houden rekening met de gemotiveerde adviezen die de nationale parlementen of een kamer van een van deze parlementen tot hen richten.

Ieder nationaal parlement heeft twee stemmen, die worden toegewezen op grond van het nationale parlementaire stelsel. In een nationaal parlementair stelsel met twee kamers heeft elk van de twee kamers een stem.

2. Indien gemotiveerde adviezen waarin wordt gesteld dat een ontwerp van wetgevingshandeling niet strookt met het subsidiariteitsbeginsel, ten minste eenderde vertegenwoordigen van alle stemmen die aan de nationale parlementen zijn toegeedeeld overeenkomstig lid 1, tweede alinea, moet het ontwerp opnieuw in overweging worden genomen. Deze drempel bedraagt een vierde indien het een ontwerp van wetgevingshandeling betreft dat is ingediend op grond van artikel 61 I van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, inzake de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht.

Op grond van de heroverweging kan de Commissie of, in voorkomend geval, de groep lidstaten, het Europees Parlement, het Hof van Justitie, de Europese Centrale Bank of de Europese Investeringsbank, indien het ontwerp van wetgevingshandeling van hen uitgaat, besluiten het ontwerp te handhaven, te wijzigen of in te trekken. Dit besluit moet worden gemotiveerd.

3. Voorts moet, in het kader van de gewone wetgevingsprocedure, indien gemotiveerde adviezen waarin wordt gesteld dat een voorstel voor een wetgevingshandeling niet strookt met het subsidiariteitsbeginsel, ten minste een gewone meerderheid vertegenwoordigen van alle stemmen die aan de nationale parlementen zijn toegeedeeld overeenkomstig de tweede alinea van lid 1, het voorstel opnieuw in overweging worden genomen. Op grond van die heroverweging kan de Commissie besluiten het voorstel te handhaven, te wijzigen of in te trekken.

Indien de Commissie besluit het voorstel te handhaven, moet zij in een gemotiveerd advies verantwoorden waarom het voorstel haars inziens strookt met het subsidiariteitsbeginsel. Dit gemotiveerd advies, alsmede de gemotiveerde adviezen van de nationale parlementen, moeten ter overweging in de procedure worden voorgelegd aan de wetgever van de Unie.

a) alvorens de eerste lezing af te sluiten, beoordeelt de wetgever (het Europees Parlement en de Raad) of het wetgevingsvoorstel met het subsidiariteitsbeginsel strookt, waarbij hij met name rekening houdt met de door de meerderheid van de nationale parlementen geformuleerde en gedeelde redenen, alsook met het gemotiveerd advies van de Commissie;

b) indien de wetgever met een meerderheid van 55 % van de leden van de Raad of een meerderheid van de uitgebrachte stemmen in het Europees Parlement van oordeel is dat het voorstel niet strookt met het subsidiariteitsbeginsel, wordt het wetgevingsvoorstel niet verder in beschouwing genomen.

ARTIKEL 8

Het Hof van Justitie van de Europese Unie is bevoegd uitspraak te doen inzake ieder beroep wegens schending door een wetgevingshandeling van het subsidiariteitsbeginsel, dat op de wijze als bepaald in artikel 230 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie wordt ingesteld door een lidstaat, of door een lidstaat overeenkomstig zijn rechtsorde wordt toegezonden namens zijn nationaal parlement of een kamer van dat parlement.

Op de wijze als bepaald in datzelfde artikel kan ook het Comité van de Regio's een dergelijk beroep instellen tegen wetgevingshandelingen voor de vaststelling waarvan het volgens het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie moet worden geraadpleegd.

ARTIKEL 9

De Commissie brengt jaarlijks aan de Europese Raad, aan het Europees Parlement, aan de Raad en aan de nationale parlementen verslag uit over de toepassing van artikel 3 ter van het Verdrag betreffende de Europese Unie. Dit jaarverslag wordt ook aan het Economisch en Sociaal Comité en aan het Comité van de Regio's toegezonden.

PROTOCOL BETREFFENDE DE EUROGROEP

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

VERLANGEND de voorwaarden voor een sterkere economische groei in de Europese Unie te bevorderen en daartoe een steeds nauwere coördinatie van het economisch beleid in de eurozone te ontwikkelen;

ZICH ERVAN BEWUST dat er bijzondere bepalingen voor een versterkte dialoog tussen de staten die de euro als munt hebben, moeten worden vastgesteld, in afwachting dat de euro de munt van alle lidstaten van de Unie wordt,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT over de volgende bepalingen, die aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie worden gehecht :

ARTIKEL 1

De ministers van de lidstaten die de euro als munt hebben vergaderen in informeel verband. De vergaderingen worden, voor zover nodig, gehouden om van gedachten te wisselen over aangelegenheden die verband houden met de specifieke bevoegdheden van de ministers inzake de ene munt. De Commissie neemt deel aan de vergaderingen. De Europese Centrale Bank wordt uitgenodigd deel te nemen aan deze vergaderingen, die worden voorbereid door de vertegenwoordigers van de ministers van Financiën van de lidstaten die de euro als munt hebben en van de Commissie.

ARTIKEL 2

De ministers van de lidstaten die de euro als munt hebben, kiezen met een meerderheid van die lidstaten een voorzitter voor de duur van tweeënhalf jaar.

PROTOCOL BETREFFENDE DE PERMANENTE GESTRUCTUREERDE SAMENWERKING, INGESTELD
BIJ ARTIKEL 28 A VAN HET VERDRAG BETREFFENDE DE EUROPESE UNIE

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

GELET op artikel 28 A, lid 6, en artikel 28 E van het Verdrag betreffende de Europese Unie;

MEMOREREND dat de Unie een gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid voert dat berust op een steeds toenemende mate van convergentie van het optreden van de lidstaten;

MEMOREREND dat het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid een integrerend deel van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid is, dat het de Unie voorziet van een operationeel vermogen dat op civiele en militaire middelen steunt, en dat de Unie deze middelen kan gebruiken voor in artikel 28 B van het Verdrag betreffende de Europese Unie bedoelde missies buiten het grondgebied van de Unie, zulks met het oog op handhaving van de vrede, conflictpreventie en versterking van de internationale veiligheid overeenkomstig de beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties. Bij de uitvoering van deze taken wordt gebruik gemaakt van de door de lidstaten beschikbaar te stellen vermogens, volgens het beginsel van "één set strijdkrachten";

MEMOREREND dat het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid van de Unie het specifieke karakter van het veiligheids- en defensiebeleid van bepaalde lidstaten onverlet laat;

MEMOREREND dat het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid van de Unie de uit het Noord-Atlantisch Verdrag voortvloeiende verplichtingen van de lidstaten die van oordeel zijn dat hun gemeenschappelijke defensie gestalte krijgt in het kader van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie, eerbiedigt en verenigbaar is met het in dat kader vastgestelde gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid;

IN DE OVERTUIGING dat een meer nadrukkelijke rol van de Unie op het gebied van veiligheid en defensie de vitaliteit van een hernieuwd Atlantisch bondgenootschap ten goede zal komen, in overeenstemming met de "Berlijn Plus"-regeling;

VASTBESLOTEN de Unie in staat te stellen haar verantwoordelijkheden in de internationale gemeenschap volledig op zich te nemen;

ERKENNEND dat de Verenigde Naties de hulp van de Unie kunnen invoeren met het oog op dringende uitvoering van de missies die uit hoofde van de hoofdstukken VI en VII van het Handvest van de Verenigde Naties worden ondernomen;

ERKENNEND dat de versterking van het veiligheids- en defensiebeleid van de lidstaten inspanningen op het gebied van vermogens zal vergen;

IN HET BEWUSTZIJN dat het aanbreken van een nieuwe fase in de ontwikkeling van het Europees veiligheids- en defensiebeleid vastberaden inspanningen zal vergen van de lidstaten die daartoe bereid zijn;

MEMOREREND hoezeer het van belang is dat de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid volledig bij de werkzaamheden van de permanente gestructureerde samenwerking wordt betrokken,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT over de volgende bepalingen, die aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie worden gehecht :

ARTIKEL 1

De in artikel 28 A, lid 6, van het Verdrag betreffende de Europese Unie bedoelde permanente gestructureerde samenwerking staat open voor alle lidstaten die, met ingang van de datum van inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon, zich ertoe verbinden :

a) intensiever te werken aan de ontwikkeling van hun defensievermogens, door hun nationale bijdragen te ontwikkelen en in voorkomend geval deel te nemen aan multinationale strijdkrachten, aan de voornaamste Europese programma's voor materieel en aan het werk van het Europees agentschap op het gebied van de ontwikkeling van defensievermogens, onderzoek, aankopen en bewapening (hierna het "Europees defensieagentschap" genoemd), en

b) uiterlijk in 2010 in staat te zijn tot levering, hetzij op nationale basis hetzij als component van multinationale taakgroepen, van specifiek voor de voorgenomen missies bestemde gevechtseenheden, die in tactisch opzicht als snellereactiegevechtsmacht samengesteld zijn en voorzien zijn van ondersteunings-elementen, transport en logistiek inbegrepen, en die in staat zijn binnen een termijn van 5 tot 30 dagen missies als bedoeld in artikel 28 B van het Verdrag betreffende de Europese Unie te ondernemen, in het bijzonder om gevolg te geven aan verzoeken van de Verenigde Naties, en die missies kunnen volhouden gedurende een initiële periode van 30 dagen, te verlengen tot ten minste 120 dagen.

ARTIKEL 2

Teneinde te voldoen aan de in artikel 1 genoemde doelstellingen verbinden de lidstaten die deelnemen aan de permanente gestructureerde samenwerking, zich ertoe :

a) vanaf de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon samen te werken met het oog op het halen van de overeengekomen streefcijfers betreffende het niveau van de investeringsuitgaven voor militair materieel en die streefcijfers regelmatig opnieuw te bezien in het licht van het veiligheidsklimaat en de internationale verantwoordelijkheden van de Unie;

b) hun defensie-instrumentarium zoveel mogelijk onderling af te stemmen, met name door de militaire behoeften op geharmoniseerde wijze vast te stellen door hun defensiemiddelen en defensievermogens te poolen en, in voorkomend geval, te specialiseren, alsmede door samenwerking ten aanzien van opleiding en logistiek te stimuleren;

c) concrete maatregelen te nemen om de beschikbaarheid, interoperabiliteit, flexibiliteit en inzetbaarheid van hun strijdkrachten te verbeteren, met name door gemeenschappelijke doelstellingen voor het inzetten van strijdkrachten te bepalen, en daarbij eventueel hun nationale besluitvormingsprocedures opnieuw te bezien;

d) samen te werken om ervoor te zorgen dat zij de nodige maatregelen nemen om, onder andere door multinationale benaderingen en onverminderd de verbintenissen dienaangaande in het kader van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie, de in het kader van het "vermogensontwikkelingsmechanisme" geconstateerde leemten op te vullen;

e) in voorkomend geval samen te werken bij de ontwikkeling van gemeenschappelijke of Europese programma's voor belangrijke uitrusting in het kader van het Europees Defensieagentschap.

ARTIKEL 3

Het Europees Defensieagentschap draagt bij tot een regelmatige evaluatie van de bijdragen van de deelnemende lidstaten op het gebied van vermogens, in het bijzonder de bijdragen die worden geleverd volgens de onder meer op basis van artikel 2 vast te stellen criteria, en brengt daarover ten minste eenmaal per jaar verslag uit. De evaluatie kan dienen als uitgangspunt voor de aanbevelingen en de besluiten van de Raad die worden vastgesteld overeenkomstig artikel 28 E van het Verdrag betreffende de Europese Unie.

PROTOCOL BETREFFENDE ARTIKEL 6, LID 2, VAN HET VERDRAG BETREFFENDE DE EUROPESE UNIE INZAKE DE TOETREDING VAN DE UNIE TOT HET EUROPEES VERDRAG TOT BESCHERMING VAN DE RECHTEN VAN DE MENS EN DE FUNDAMENTELE VRIJHEDEN

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT over de volgende bepalingen, die aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie worden gehecht :

ARTIKEL 1

Het in artikel 6, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie bedoelde akkoord betreffende de toetreding van de Unie tot het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (hierna "Europees Verdrag" genoemd) voorziet in de instandhouding van de specifieke kenmerken van de Unie en het recht van de Unie, met name wat betreft :

a) de bijzondere voorwaarden van de eventuele deelneming van de Unie aan de controle instanties van het Europees Verdrag;

b) de benodigde mechanismen om ervoor te zorgen dat door staten die geen lidstaat zijn ingeleide procedures en individuele beroepen correct tot de lidstaten en/of de Unie worden gericht, naargelang het geval.

ARTIKEL 2

Het in artikel 1 bedoelde akkoord moet van dien aard zijn dat de toetreding de bevoegdheden van de Unie en die van haar instellingen onverlet laat. Het moet tevens waarborgen dat de situatie van de lidstaten ten aanzien van het Europees Verdrag, en met name ten aanzien van de bijbehorende protocollen, de door de lidstaten overeenkomstig artikel 15 van het Europees Verdrag genomen afwijkende maatregelen en de door de lidstaten overeenkomstig artikel 57 van dat verdrag gemaakte voorbehouden geheel onverlet blijft.

ARTIKEL 3

Het in artikel 1 bedoelde akkoord laat artikel 292 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie geheel onverlet.

PROTOCOL BETREFFENDE DE INTERNE MARKT EN DE MEDEDINGING

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

OVERWEGENDE dat de interne markt als omschreven in artikel 2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie een regime omvat dat verzekert dat de mededinging niet wordt verstoord,

ZIJN OVEREENGEKOMEN dat

de Unie, met het oog daarop, indien nodig, maatregelen neemt overeenkomstig de bepalingen van de Verdragen, waaronder artikel 308 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

Dit protocol wordt gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

PROTOCOL BETREFFENDE DE TOEPASSING VAN HET HANDVEST
VAN DE GRONDRECHTEN VAN DE EUROPESE UNIE OP POLEN
EN HET VERENIGD KONINKRIJK

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

OVERWEGENDE dat de Unie in artikel 6 van het Verdrag betreffende de Europese Unie de in het Handvest van de grondrechten van de Unie vervatte rechten, vrijheden en beginselen erkent;

OVERWEGENDE dat het Handvest moet worden toegepast in strikte overeenstemming met de bepalingen van voornoemd artikel 6 en titel VII van het Handvest zelf;

OVERWEGENDE dat het voornoemd artikel 6 vereist dat het Handvest door de rechtbanken van Polen en het Verenigd Koninkrijk wordt toegepast en uitgelegd in strikte overeenstemming met de in dat artikel bedoelde toelichtingen;

OVERWEGENDE dat het Handvest zowel in rechten als in beginselen voorziet;

OVERWEGENDE dat het Handvest zowel bepalingen van civiele als van politieke aard bevat alsmede bepalingen van economische en sociale aard;

OVERWEGENDE dat het Handvest de in de Unie erkende rechten, vrijheden en beginselen herbevestigt en deze rechten zichtbaarder worden gemaakt, maar dat het Handvest geen nieuwe rechten of beginselen scheidt;

HERINNEREND aan de verplichtingen van Polen en het Verenigd Koninkrijk uit hoofde van het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het recht van de Unie in het algemeen;

NOTA NEMEND van de wens van Polen en het Verenigd Koninkrijk dat meer duidelijkheid wordt gebracht in bepaalde aspecten van de toepassing van het Handvest;

Derhalve WENSEND de toepassing van het Handvest met betrekking tot de wetten en bestuursrechtelijke handelingen van Polen en het Verenigd Koninkrijk te verduidelijken evenals de wijze waarop rechtzoekenden zich in rechte op dit Handvest kunnen beroepen in Polen en in het Verenigd Koninkrijk;

OPNIEUW BEVESTIGEND dat verwijzingen in dit protocol naar de werking van specifieke bepalingen van het Handvest de werking van andere bepalingen van het Handvest strikt onverlet laten;

OPNIEUW BEVESTIGEND dat dit protocol de toepassing van het Handvest op andere lidstaten onverlet laat;

OPNIEUW BEVESTIGEND dat dit protocol andere verplichtingen van Polen en het Verenigd Koninkrijk uit hoofde van het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het recht van de Unie in het algemeen onverlet laat;

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, die aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie worden gehecht :

ARTIKEL 1

1. Het Handvest verleent het Hof van Justitie van de Europese Unie noch enig hof of enige rechtbank van Polen of het Verenigd Koninkrijk de bevoegdheid te bepalen dat de wetten, regelgeving of administratieve bepalingen, praktijken of maatregelen van Polen of het Verenigd Koninkrijk in strijd zijn met de grondrechten, vrijheden en beginselen die in het Handvest zijn herbevestigd.

2. Met name, en om twijfel te voorkomen, voorziet titel IV van het Handvest niet in rechten voor de justitiabele die op Polen of het Verenigd Koninkrijk van toepassing zijn, behalve voor zover de wetgeving van Polen of het Verenigd Koninkrijk in dergelijke rechten voorziet.

ARTIKEL 2

Voor zover een bepaling van het Handvest verwijst naar de nationale wetgevingen en praktijken, is zij in Polen en het Verenigd Koninkrijk alleen van toepassing voor zover de daarin vervatte rechten of beginselen erkend zijn in het recht of de praktijken van Polen en het Verenigd Koninkrijk.

PROTOCOL BETREFFENDE DE UITOEFENING VAN DE GEDEELDE BEVOEGDHEDEN

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT over de volgende bepalingen, die aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie worden gehecht :

ENIG ARTIKEL

Wanneer de Unie overeenkomstig artikel 2 A, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie inzake gedeelde bevoegdheden op een bepaald gebied optreedt, heeft deze uitoefening van bevoegdheden enkel betrekking op de door de betrokken handeling van de Unie geregelde materie en niet op het gehele gebied.

PROTOCOL BETREFFENDE DE DIENSTEN VAN ALGEMEEN BELANG

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

WENSEND het belang van diensten van algemeen belang te benadrukken;

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT over de volgende interpretatieve bepalingen, die aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie worden gehecht :

ARTIKEL 1

De gedeelde waarden van de Unie met betrekking tot diensten van algemeen economisch belang in de zin van artikel 16 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie omvatten met name :

- de essentiële rol en de ruime discretionaire bevoegdheid van de nationale, regionale en lokale autoriteiten om diensten van algemeen economisch belang te verrichten, te doen verrichten en te organiseren op een manier die zoveel mogelijk in overeenstemming is met de behoeften van de gebruikers;
- de diversiteit tussen verschillende diensten van algemeen economisch belang en de verschillen in de behoeften en voorkeuren van de gebruikers die kunnen voortvloeien uit verschillende geografische, sociale of culturele omstandigheden;
- een hoog niveau van kwaliteit, veiligheid en betaalbaarheid, gelijke behandeling en de bevordering van de algemene toegang en van de rechten van de gebruiker;

ARTIKEL 2

De bepalingen van de Verdragen doen op generlei wijze afbreuk aan de bevoegdheid van de lidstaten om niet-economische diensten van algemeen belang te verrichten, te doen verrichten en te organiseren.

PROTOCOL INZAKE HET BESLUIT VAN DE RAAD BETREFFENDE DE UITVOERING VAN ARTIKEL 9 C, LID 4, VAN HET VERDRAG BETREFFENDE DE EUROPESE UNIE EN ARTIKEL 205, LID 2, VAN HET VERDRAG BETREFFENDE DE WERKING VAN DE EUROPESE UNIE TUSSEN 1 NOVEMBER 2014 EN 31 MAART 2017, ENERZIJD, EN VANAF 1 APRIL 2017, ANDERZIJD

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

GELET OP het grote belang dat een akkoord over het besluit van de Raad betreffende de uitvoering van artikel 9 C, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 205, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie tussen 1 november 2014 en 31 maart 2017 enerzijds, en vanaf 1 april 2017 anderzijds (hierna "het besluit" genoemd), had bij de goedkeuring van het Verdrag van Lissabon,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT over de volgende bepalingen, die aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie worden gehecht :

ENIG ARTIKEL

Alvorens de Raad een ontwerp behandelt dat een wijziging of intrekking van het besluit of van bepalingen ervan, of een indirecte wijziging van de werkingssfeer of betekenis van het besluit door het wijzigen van een andere rechtshandeling van de Unie tot doel zou hebben, voert de Europese Raad, handelend bij consensus overeenkomstig artikel 9 B, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, voorafgaand overleg over dat ontwerp.

PROTOCOL BETREFFENDE DE OVERGANGSBEPALINGEN

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

OVERWEGENDE dat voor de overgang van, enerzijds, de institutionele bepalingen van de verdragen die van toepassing zijn tot de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon naar, anderzijds, de bepalingen van bedoeld verdrag, overgangsbepalingen moeten worden vastgesteld,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, die aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie worden gehecht :

ARTIKEL 1

In dit protocol wordt onder "de Verdragen" verstaan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie :

TITEL I

BEPALINGEN INZAKE HET EUROPEES PARLEMENT

ARTIKEL 2

Tijdig vóór de verkiezingen voor het Europees Parlement van 2009 stelt de Europese Raad, overeenkomstig artikel 9 A, lid 2, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, een besluit inzake de samenstelling van het Europees Parlement vast.

Tot het einde van de zittingsperiode 2004-2009 blijven de samenstelling en het aantal leden van het Europees Parlement die welke bestonden bij de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon.

TITEL II

BEPALINGEN INZAKE DE GEKWALIFICEERDE MEERDERHEID

ARTIKEL 3

1. Overeenkomstig artikel 9 C, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie worden de bepalingen van dat lid en van artikel 205, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie inzake de bepaling van de gekwalificeerde meerderheid van stemmen in de Europese Raad en de Raad van kracht op 1 november 2014.

2. Wanneer, tussen 1 november 2014 en 31 maart 2017, een besluit moet worden genomen met gekwalificeerde meerderheid van stemmen, kan een lid van de Raad verzoeken dat het besluit wordt genomen met de in lid 3 omschreven gekwalificeerde meerderheid. In dat geval zijn de leden 3 en 4 van toepassing.

3. Tot en met 31 oktober 2014 zijn de volgende bepalingen van kracht, onverminderd artikel 201*bis*, lid 1, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie :

Voor de besluiten van de Europese Raad en de Raad waarvoor een gekwalificeerde meerderheid van stemmen vereist is, worden de stemmen van de leden als volgt gewogen :

België	12
Bulgarije	10
Tsjechië	12
Denemarken	7
Duitsland	29
Estland	4
Griekenland	12
Spanje	27
Frankrijk	29
Ierland	7
Italië	29
Cyprus	4
Letland	4
Litouwen	7
Luxemburg	4
Hongarije	12
Malta	3
Nederland	13
Oostenrijk	10
Polen	27
Portugal	12
Roemenië	14
Slovenië	4
Slowakije	7
Finland	7
Zweden	10
Verenigd Koninkrijk	29

De besluiten komen tot stand wanneer zij ten minste 255 stemmen hebben verkregen en de meerderheid van de leden voorstemt, indien zij krachtens de Verdragen op voorstel van de Commissie moeten worden genomen. In de overige gevallen komen de besluiten tot stand wanneer zij ten minste 255 stemmen hebben verkregen en ten minste twee derde van de leden voorstemmen.

Een lid van de Europese Raad of van de Raad kan verlangen dat, in de gevallen waarin de Europese Raad of de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen een handeling vaststelt, wordt nagegaan of de lidstaten welke die gekwalificeerde meerderheid vormen ten minste 62 % van de bevolking van de Unie vertegenwoordigen. Indien blijkt dat niet aan deze voorwaarde is voldaan, is de handeling niet vastgesteld.

4. Tot en met 31 oktober 2014 geldt, in gevallen waarin overeenkomstig de Verdragen niet alle leden van de Raad aan de stemming deelnemen, namelijk in de gevallen waarin verwezen wordt naar de gekwalificeerde meerderheid omschreven in artikel 205, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, de gekwalificeerde meerderheid van stemmen als hetzelfde aantal gewogen stemmen en hetzelfde aantal leden van de Raad alsmede, in voorkomend geval, hetzelfde percentage van de bevolking van de betrokken lidstaten, als vastgesteld in lid 3 van het huidige artikel.

TITEL III

BEPALINGEN INZAKE DE RAADSFORMATIES

ARTIKEL 4

Tot aan de inwerkingtreding van het in artikel 9 C, lid 6, eerste alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie bedoelde besluit kan de Raad bijeenkomen in de in de tweede en derde alinea van dat lid genoemde formaties en in de formaties voorkomende op een lijst die de Raad Algemene Zaken bij besluit vaststelt met gewone meerderheid van stemmen.

TITEL IV

BEPALINGEN INZAKE DE COMMISSIE, MET INBEGRIIP VAN DE HOGE VERTEGENWOORDIGER VAN DE UNIE VOOR BUITENLANDSE ZAKEN EN VEILIGHEIDSBELEID

ARTIKEL 5

De leden van de Commissie die op de datum van inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon in functie zijn, blijven in functie tot het eind van hun ambtstermijn. Op de dag waarop de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid wordt benoemd, eindigt evenwel de ambtstermijn van het lid dat dezelfde nationaliteit heeft als de hoge vertegenwoordiger.

TITEL V BEPALINGEN INZAKE DE SECRETARIS-GENERAAL VAN DE RAAD, HOGE VERTEGENWOORDIGER VOOR HET GEMEENSCHAPPELIJK BUITENLANDS EN VEILIGHEIDSBELEID, EN DE PLAATSERVANGEND SECRETARIS-GENERAAL VAN DE RAAD

ARTIKEL 6

De ambtstermijnen van de secretaris-generaal van de Raad, hoge vertegenwoordiger voor het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, en de plaatsvervangend secretaris-generaal van de Raad eindigen op de datum van inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon. De Raad benoemt een secretaris-generaal overeenkomstig artikel 207, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

TITEL VI

BEPALINGEN INZAKE DE ADVIESORGANEN

ARTIKEL 7

Tot aan de inwerkingtreding van het in artikel 258 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie bedoelde besluit is de zetelverdeling van de leden van het Economisch en Sociaal Comité als volgt :

België	12	Zweden	12
Bulgarije	12	Tsjechië	12
Denemarken	9	Duitsland	24
Estland	7	Griekenland	12
Spanje	21	Frankrijk	24
Ierland	9	Italië	24
Cyprus	6	Letland	7
Litouwen	9	Luxemburg	6
Hongarije	12	Malta	5
Nederland	12	Oostenrijk	12
Polen	21	Portugal	12
Roemenië	15	Slovenië	7
Slowakije	9	Finland	9
Verenigd Koninkrijk	24		

ARTIKEL 8

Tot aan de inwerkingtreding van het in artikel 263 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie bedoelde besluit is de zetelverdeling van de leden van het Comité van de Regio's als volgt :

België	12	Zweden	12
Bulgarije	12	Tsjechië	12
Denemarken	9	Duitsland	24
Estland	7	Griekenland	12
Spanje	21	Frankrijk	24
Ierland	9	Italië	24
Cyprus	6	Letland	7
Litouwen	9	Luxemburg	6
Hongarije	12	Malta	5
Nederland	12	Oostenrijk	12
Polen	21	Portugal	12
Roemenië	15	Slovenië	7
Slowakije	9	Finland	9
Verenigd Koninkrijk	24		

TITEL VII

OVERGANGSBEPALINGEN INZAKE DE HANDELINGEN
DIE ZIJN VASTGESTELD OP BASIS VAN DE TITELS V EN VI
VAN HET VERDRAG BETREFFENDE VAN LISSABON

ARTIKEL 9

De rechtsgevolgen van de handelingen van de instellingen, organen en instanties van de Unie die vastgesteld zijn op basis van het Verdrag betreffende de Europese Unie worden na de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon gehandhaafd zolang deze handelingen niet krachtens de verdragen ingetrokken, nietig verklaard of gewijzigd zijn. Dit geldt ook voor de overeenkomsten tussen de lidstaten die gesloten zijn op basis van het Verdrag betreffende de Europese Unie.

ARTIKEL 10

1. Als overgangsmaatregel, en met betrekking tot de handelingen van de Unie op het gebied van de politieke samenwerking en de justitiële samenwerking in strafzaken die voor de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon zijn vastgesteld, hebben de instellingen op de datum van inwerkingtreding van dat Verdrag de volgende bevoegdheden : de bevoegdheden van de Commissie uit hoofde van artikel 226 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie zijn niet van toepassing en de bevoegdheden van het Hof van Justitie van de Europese Unie uit hoofde van titel VI van het Verdrag betreffende de Europese Unie, zoals deze luidde voor de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon, blijven ongewijzigd, ook in die gevallen waarin deze uit hoofde van artikel 35, lid 2, van het bovengenoemde Verdrag betreffende de Europese Unie zijn aanvaard.

2. Uit de wijziging van een in lid 1 bedoelde handeling volgt dat de bevoegdheden van de in dat lid genoemde instellingen zoals bepaald in de Verdragen van toepassing zijn ten aanzien van de gewijzigde handeling voor die lidstaten waarop de betrokken gewijzigde handeling van toepassing is.

3. De overgangsmaatregel van lid 1 houdt in ieder geval op effect te sorteren vijf jaar na de datum van inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon.

4. Uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de in lid 3 bedoelde overgangperiode kan het Verenigd Koninkrijk de Raad ervan in kennis stellen dat het, met betrekking tot de in lid 1 bedoelde handelingen, de bevoegdheden van de in lid 1 genoemde instellingen zoals omschreven in de Verdragen niet aanvaardt. Indien het Verenigd Koninkrijk deze mededeling heeft gedaan, zijn alle in lid 1 genoemde handelingen niet langer op het Verenigd Koninkrijk van toepassing zodra de in lid 3 bedoelde overgangperiode verstreken is. Deze alinea is niet van toepassing op de gewijzigde handelingen die uit hoofde van lid 2 op het Verenigd Koninkrijk van toepassing zijn.

De Raad stelt met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie de dientengevolge noodzakelijke regelingen, alsmede de noodzakelijke overgangsregelingen vast. Het Verenigd Koninkrijk neemt niet deel aan de aanneming van dit besluit. Een gekwalificeerde meerderheid in de Raad is in dat geval de meerderheid omschreven in artikel 205, lid 3, onder a, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

De Raad kan tevens met gekwalificeerde meerderheid op een voorstel van de Commissie een besluit vaststellen waarbij bepaald wordt dat de eventuele directe financiële gevolgen, die noodzakelijkerwijs en onvermijdelijk voortvloeien uit de beëindiging van de deelname van het Verenigd Koninkrijk aan deze handelingen, worden gedragen door het Verenigd Koninkrijk.

5. Nadien kan het Verenigd Koninkrijk de Raad te allen tijde kennis geven van zijn wens deel te nemen aan de handelingen die zijn opgehouden op hem van toepassing te zijn uit hoofde van lid 4, eerste alinea. In dat geval zijn de relevante bepalingen van het Protocol betreffende het in het kader van de Europese Unie geïntegreerde Schengenacquis of het Protocol betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland ten aanzien van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, al naar het geval, van toepassing. De bevoegdheden van de instellingen voor deze handelingen zijn in dat geval de bij de Verdragen vastgestelde bevoegdheden. Wanneer zij krachtens de betrokken Protocollen optreden, trachten de instellingen van de Unie en het Verenigd Koninkrijk opnieuw tot de ruimst mogelijke deelneming van het Verenigd Koninkrijk aan het acquis van de Unie op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht te komen zonder de praktische toepasbaarheid van de verschillende onderdelen daarvan ernstig in het gedrang te brengen en rekening houdend met de samenhang daarvan.

B. PROTOCOLLEN GEHECHT AAN HET VERDRAG VAN LISSABON

PROTOCOL nr. 1 TOT WIJZIGING VAN DE PROTOCOLLEN GEHECHT AAN HET VERDRAG BETREFFENDE DE EUROPESE UNIE, AAN HET VERDRAG TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP EN/OF AAN HET VERDRAG TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR ATOOMENERGIE
DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

GELEID DOOR DE WENS de protocollen gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en/of het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, te wijzigen teneinde deze aan te passen aan de nieuwe bepalingen van het Verdrag van Lissabon,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, die aan het Verdrag van Lissabon worden gehecht :

ARTIKEL 1

1) De protocollen die van kracht zijn op de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag en die zijn gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en/of het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, worden gewijzigd overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.

A. HORIZONTALE WIJZIGINGEN

2) De horizontale wijzigingen als bedoeld in artikel 2, punt 2, van het Verdrag van Lissabon, zijn van toepassing op de in dit artikel bedoelde protocollen, met uitzondering van de punten d), e) en j).

3) In de in punt 1 van dit artikel bedoelde protocollen :

a) wordt de laatste alinea van hun preambule waarin wordt vermeld aan welk verdrag of welke verdragen het betrokken protocol wordt gehecht, vervangen door : "HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie worden gehecht". Deze alinea is niet van toepassing op het Protocol betreffende economische en sociale samenhang, noch op het Protocol betreffende het openbare-omroepstelsel in de lidstaten.

Het Protocol betreffende het statuut van het Hof van Justitie van de Europese Unie, het Protocol betreffende de plaats van de zetels van de instellingen en van bepaalde organen, instanties en diensten van de Europese Unie, het Protocol betreffende artikel 40.3.3 van de grondwet van Ierland en het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Unie worden eveneens gehecht aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie;

b) het woord "Gemeenschappen" wordt vervangen door "Unie" en waar nodig worden de desbetreffende zinnen grammaticaal aangepast.

4) In de volgende protocollen wordt "het Verdrag" vervangen door "de Verdragen" en wordt de verwijzing naar het Verdrag betreffende de Europese Unie en/of naar het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen door een verwijzing naar de Verdragen :

a) Protocol betreffende het statuut van het Hof van Justitie van de Europese Unie :

— artikel 1 (waaronder de verwijzing naar het EU-Verdrag en het EG-Verdrag);

b) Protocol betreffende de statuten van het Europees Stelsel van Centrale Banken en van de Europese Centrale Bank

— artikel 1.1, nieuwe tweede alinea;

— artikel 7 (tweede vermelding van het Verdrag);

— artikel 12.1, eerste alinea;

— artikel 14.1 (tweede vermelding van het Verdrag);

— artikel 14.2, tweede alinea;

— artikel 34.1, tweede streepje;

— artikel 35.1;

c) Protocol betreffende de procedure bij buitensporige tekorten :

— artikel 3, tweede zin;

d) Protocol betreffende enkele bepalingen inzake Denemarken :

— punt 2, hernummerd tot 1, tweede zin;

e) Protocol betreffende het Schengenacquis :

— zesde overweging (thans vijfde overweging);

— artikel 1;

f) Protocol inzake asiel voor onderdanen van lidstaten van de Europese Unie :

— zesde overweging (thans zevende overweging);

g) Protocol betreffende de verwerving van onroerende goederen in Denemarken :

— enige bepaling;

h) Protocol betreffende het openbare-omroepstelsel in de lidstaten

— enige bepaling;

i) Protocol betreffende de financiële gevolgen van de beëindiging van het EGKS-Verdrag en betreffende het Fonds voor onderzoek inzake kolen en staal

— artikel 3;

5) In de volgende protocollen en bijlagen worden de woorden "van het Verdrag" vervangen door een verwijzing naar het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie :

a) Protocol betreffende de Statuten van het Europees Stelsel van Centrale Banken en van de Europese Centrale Bank :

- | | |
|---|---|
| — artikel 3.1; | — artikel 21.1; |
| — artikel 4; | — artikel 25.2; |
| — artikel 6.3; | — artikel 27.2; |
| — artikel 7; | — artikel 34.1, inleiding; |
| — artikel 9.1; | — artikel 35.3; |
| — artikel 10.1; | — artikel 41.1, hernummerd tot 40.1, eerste alinea; |
| — artikel 11.1; | — artikel 42, hernummerd tot 41; |
| — artikel 14.1 (eerste vermelding van het Verdrag); | — artikel 43.1, hernummerd tot 42.1; |
| — artikel 15.3; | — artikel 45.1, hernummerd tot 44.1; |
| — artikel 16, eerste alinea; | — artikel 47.3, hernummerd tot 46.3. |

b) Protocol betreffende de procedure bij buitensporige tekorten :

— artikel 1, inleidende zin;

c) Protocol betreffende de in artikel 121 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap bedoelde convergentiecriteria :

— artikel 1, eerste zin;

d) Protocol betreffende enkele bepalingen met betrekking tot het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland :

- lid 6, hernummerd tot 5, tweede alinea;
- lid 9, hernummerd tot 8, inleidende zin;
- lid 10, onder a, hernummerd tot 9, tweede zin;
- lid 11, hernummerd tot 10;

e) Protocol betreffende economische en sociale samenhang :

— vijftiende overweging, thans de elfde overweging;

f) bijlagen I en II :

— titels van beide bijlagen

6) In de volgende protocollen worden de woorden "van het Verdrag" vervangen door "van dat Verdrag" :

a) Protocol betreffende de statuten van het Europees Stelsel van Centrale Banken en de Europese Centrale Bank;

- | | |
|----------------|---|
| — artikel 3.2; | — artikel 11.2; |
| — artikel 3.3; | — artikel 43.2, hernummerd tot 42.2; |
| — artikel 9.2; | — artikel 43.3, hernummerd tot 42.3; |
| — artikel 9.3; | — artikel 44, hernummerd tot 43, tweede alinea; |

b) Protocol betreffende de procedure bij buitensporige tekorten :

— artikel 2, inleidende zin;

c) Protocol betreffende de in artikel 121 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap bedoelde convergentiecriteria :

- | | |
|--------------|--------------------------|
| — artikel 2; | — artikel 4, eerste zin; |
| — artikel 3; | — artikel 6; |

d) Protocol betreffende enkele bepalingen met betrekking tot het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland :

- lid 7, hernummerd tot 6, tweede alinea;
- lid 10, hernummerd tot 9, onder c).

7) In de volgende protocollen wordt ", met gewone meerderheid van stemmen," ingevoegd na "de Raad" :

a) Protocol betreffende het statuut van het Hof van Justitie van de Europese Unie :

- artikel 4, tweede alinea;
- artikel 13, tweede alinea;

b) Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Gemeenschappen :

— artikel 7, hernummerd tot 6, eerste alinea, eerste zin.

8) In de volgende protocollen worden "Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen", "Hof van Justitie" en "Hof" vervangen door "Hof van Justitie van de Europese Unie" :

a) Protocol betreffende het statuut van het Hof van Justitie van de Europese Unie :

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| — artikel 1 | — artikel 1 van de bijlage; |
| — artikel 3, vierde alinea; | |

- b) Protocol betreffende de statuten van het Europees Stelsel van centrale banken en van de Europese Centrale Bank :
- artikel 35.1, 35.2, 35.4, 35.5 en 35.6
 - artikel 36.2
- c) Protocol betreffende de plaats van de zetels van de instellingen en van bepaalde organen en diensten van de Europese Gemeenschappen en van Europol :
- enig artikel, onder d);
- d) Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Gemeenschappen :
- artikel 12, hernummerd tot 11, onder a);;
 - artikel 21, hernummerd tot 20 (eerste vermelding);
- e) Protocol betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland;
- artikel 2;
- g) Protocol inzake asiel voor onderdanen van lidstaten van de Europese Unie :
- tweede overweging, thans derde overweging;

B. SPECIFIEKE WIJZIGINGEN

INGETROKKEN PROTOCOLLEN :

- 9) De volgende protocollen worden ingetrokken :
- a) Protocol betreffende Italië (1957);
- b) Protocol betreffende goederen van oorsprong en van herkomst uit bepaalde landen onderworpen aan een bijzondere regeling bij invoer in een van de lidstaten (1957);
- c) Protocol betreffende de statuten van het Europees Monetair Instituut (1992);
- d) Protocol betreffende de overgang naar de derde fase van de Economische en Monetaire Unie (1992);
- e) Protocol betreffende Portugal (1992);
- f) Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie (1997), dat wordt vervangen door een nieuw protocol met dezelfde titel;
- g) Protocol betreffende de toepassing van het subsidiariteits- en het evenredigheidsbeginsel (1997), dat wordt vervangen door een nieuw protocol met dezelfde titel;
- h) Protocol betreffende de bescherming en het welzijn van dieren (1997), waarvan de tekst artikel 6 ter van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie wordt;
- i) Protocol betreffende de uitbreiding van de Europese Unie (2001);
- j) Protocol betreffende artikel 67 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap (2001).

STATUUT VAN HET HOF VAN JUSTITIE VAN DE EUROPESE UNIE

10) Het Protocol betreffende het Statuut van het Hof van Justitie van de Europese Unie wordt als volgt gewijzigd :

a) in de preambule, eerste overweging, wordt de verwijzing naar het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen door een verwijzing naar het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie. In de rest van het protocol worden de woorden "van het EG-Verdrag" vervangen door "van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie"; in heel het protocol worden de verwijzingen naar de artikelen van het EGKS-Verdrag die in het aan dit Verdrag gehechte Protocol nr. 2 worden geschrapt, verwijderd en de zin wordt in voorkomend geval grammaticaal aangepast;

b) in de volgende artikelen wordt het woord "Hof" vervangen door "Hof van Justitie" :

- | | |
|---|---|
| — artikel 3, tweede alinea; | — artikel 40, eerste alinea; |
| — artikel 4, vierde alinea; | — artikel 44, eerste alinea, eerste vermelding; |
| — artikel 5, tweede alinea; | — artikel 46, eerste alinea; |
| — artikel 6, eerste alinea; | — artikel 52; |
| — artikelen 10, 11, 12 en 14; | — artikel 54, eerste alinea, eerste zinsnede; |
| — artikel 13, eerste alinea, eerste vermelding | — artikel 56, eerste alinea; |
| — artikel 15, eerste zin; | — artikel 57, eerste alinea; |
| — artikel 16, eerste alinea; | — artikel 58, eerste alinea; |
| — artikel 17, eerste alinea; | — artikel 59, eerste zin; |
| — artikel 18, derde alinea; | — artikel 60, tweede alinea; |
| — artikel 19, eerste alinea; | — artikel 61, eerste alinea; |
| — artikel 20, eerste alinea; | — artikel 62, eerste alinea; |
| — artikel 21, eerste alinea; | — artikel 62 <i>bis</i> , eerste alinea; |
| — artikel 22, eerste alinea; | — artikel 62 <i>ter</i> , eerste alinea, tweede zin; |
| — artikel 23, eerste alinea, eerste zin; | — artikel 63; |
| — artikel 24, eerste alinea; | — artikel 64, eerste alinea, thans tweede alinea, eerste zin; |
| — artikelen 25 en 27; | — artikel 3, lid 2, tweede zin van de bijlage; |
| — artikel 29, eerste alinea; | — artikel 6, lid 1, tweede zin van de bijlage; |
| — artikelen 30 tot en met 32, 35, 38, 41 en 43; | — artikel 8, lid 1, eerste zin van de bijlage; |
| — artikel 39, eerste alinea; | |

c) in artikel 2 wordt "...in openbare zitting" vervangen door "...voor het Hof van Justitie in openbare zitting bijeen";

d) in artikel 3, tweede alinea, en artikel 4, vierde alinea, wordt de volgende zin toegevoegd : "Wanneer de beslissing betrekking heeft op een lid van het Gerecht of van een gespecialiseerde rechtbank, beslist het Hof na raadpleging van het betrokken rechtscollege.;"

e) aan artikel 6, eerste alinea, wordt de volgende zin toegevoegd : "Wanneer de betrokkene lid is van het Gerecht of van een gespecialiseerde rechtbank, beslist het Hof na raadpleging van het betrokken rechtscollege.;"

f) in het opschrift van titel II wordt "van het Hof van Justitie" toegevoegd;

g) in artikel 13, eerste alinea, eerste zin, wordt "voorstel" vervangen door "verzoek" en wordt "...kan de Raad met eenparigheid van stemmen voorzien in..." vervangen door "...kunnen het Europees Parlement en de Raad, volgens de gewone wetgevingsprocedure, voorzien in...";

h) in het opschrift van titel III wordt "voor het Hof van Justitie" toegevoegd;

i) artikel 23 wordt als volgt gewijzigd :

i) in de eerste alinea, eerste zin, worden de woorden "in artikel 35, lid 1, van het EU-Verdrag geschrapt. In de tweede zin worden de woorden "...alsmede aan de Raad of de Europese Centrale Bank wanneer de handeling waarvan de geldigheid of de uitlegging wordt betwist, van deze beide uitgaat, en aan het Europees Parlement en de Raad wanneer de handeling waarvan de geldigheid of de uitlegging wordt betwist, door deze beide instellingen gezamenlijk is aangenomen." vervangen door "...alsmede aan de instelling, het orgaan of de instantie van de Unie die de handeling waarvan de geldigheid of de uitlegging wordt betwist, heeft vastgesteld.;"

ii) in de tweede alinea worden de woorden "...en, in voorkomend geval, het Europees Parlement, de Raad en de Europese Centrale Bank het recht..." vervangen door "...en, in voorkomend geval, de instelling, het orgaan of de instantie van de Unie die de handeling waarvan de geldigheid of de uitlegging wordt betwist, heeft vastgesteld, het recht...";

j) in artikel 24, tweede alinea, wordt ", organen of instanties" ingevoegd na "instellingen";

k) in artikel 40 wordt de tweede alinea vervangen door :

"Hetzelfde recht hebben de organen en instanties van de Unie en elke andere persoon, indien zij aannemelijk kunnen maken belang te hebben bij de beslissing van het voor het Hof aanhangige rechtsgeding. Natuurlijke of rechtspersonen kunnen zich niet voegen in rechtsgedingen tussen lidstaten, tussen instellingen van de Unie, of tussen lidstaten enerzijds en instellingen van de Unie anderzijds";

l) in artikel 42 wordt "instellingen" vervangen door "instellingen, organen en instanties";

m) aan artikel 46 wordt de volgende nieuwe alinea toegevoegd : "Dit artikel is tevens van toepassing op vorderingen tegen de Europese Centrale Bank inzake niet-contractuele aansprakelijkheid.;"

n) het opschrift van titel IV wordt vervangen door "GERECHT";

o) in artikel 47, wordt de eerste alinea vervangen door "Artikel 9, eerste alinea, de artikelen 14 en 15, artikel 17, eerste, tweede, vierde en vijfde alinea, en artikel 18 zijn van toepassing op het Gerecht en op zijn leden.;"

p) in artikel 51, eerste alinea, onder a), derde streepje, wordt de verwijzing naar artikel 202, derde streepje, vervangen door een verwijzing naar artikel 249 C, lid 2 en onder b) wordt de verwijzing naar artikel 11 A vervangen door een verwijzing naar artikel 280 F, lid 1. In de tweede alinea wordt "of door de Europese Centrale Bank" geschrapt;

q) artikel 64 wordt als volgt gewijzigd :

i) onderstaande nieuwe, eerste alinea wordt ingevoegd :

"De bepalingen inzake de talenregeling die van toepassing is op het Hof van Justitie van de Europese Unie worden door de Raad met eenparigheid van stemmen bij verordeningen vastgesteld. Die verordening wordt vastgesteld op verzoek van het Hof van Justitie en na raadpleging van de Commissie en het Europees Parlement, of op voorstel van de Commissie en na raadpleging van het Hof van Justitie en het Europees Parlement."

ii) in de eerste alinea, thans de tweede alinea, wordt in de eerste zin "Zolang er geen bepalingen inzake de regeling van het taalgebruik van toepassing op het Hof en het Gerecht zijn vastgesteld,..." vervangen door "Zolang die bepalingen niet zijn vastgesteld,..." ; de tweede zin wordt vervangen door de volgende tekst : "In afwijking van het bepaalde in de artikelen 223 en 224 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, moet iedere wijziging of intrekking van die bepalingen door de Raad met eenparigheid van stemmen worden goedgekeurd."

r) in bijlage I van het Protocol wordt in artikel 3, lid 1, tweede zin, "voor ambtenarenzaken" toegevoegd na "Gerecht"; in de leden 2 en 3 worden de woorden "met gekwalificeerde meerderheid van stemmen" geschrapt;

s) heeft geen betrekking op de Nederlandstalige versie.

STATUTEN VAN HET ESCB EN DE ECB

11) Het Protocol betreffende de statuten van het Europees Stelsel van centrale banken en van de Europese Centrale Bank wordt als volgt gewijzigd :

a) in de preambule, eerste overweging, wordt de verwijzing naar artikel 8 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen door een verwijzing naar artikel 107, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

b) het opschrift van Hoofdstuk I wordt vervangen door het volgende opschrift : "HET EUROPEES STELSEL VAN CENTRALE BANKEN";

c) in artikel 1.1 worden de twee delen van de zin omgevormd tot twee alinea's en blijft ongenummerd. De eerste alinea wordt vervangen door : "Overeenkomstig artikel 245bis, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie vormen de Europese Centrale Bank (ECB) en de nationale centrale banken het Europees Stelsel van centrale banken (ESCB). De ECB en de nationale centrale banken van de lidstaten die de euro als munt hebben, vormen het Eurostelsel.;" ; aan het begin van de tweede alinea worden de woorden "zij voeren..." vervangen door "het ESCB en de ECB voeren..."

d) artikel 1.2 wordt geschrapt;

e) in artikel 2 wordt "Overeenkomstig artikel 105, lid 1, van het Verdrag" vervangen door "Overeenkomstig artikel 105, lid 1, en artikel 245bis, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie". Aan het einde van de tweede zin worden na het woord "Verdrag" de woorden "betreffende de Europese Unie" toegevoegd. Aan het einde van de derde zin worden na het woord "Verdrag" de woorden "betreffende de Europese Unie" toegevoegd;

f) in artikel 3.1, tweede streepje, worden de woorden "artikel 11 van het Verdrag" vervangen door de woorden "artikel 188 O van genoemd Verdrag";

g) in artikel 4, onder b) wordt het woord "geëigende" geschrapt;

h) aan het begin van artikel 9.1, wordt "Overeenkomstig artikel 107, lid 2, van het Verdrag" vervangen door "Overeenkomstig artikel 245bis, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie";

i) artikel 10 wordt als volgt gewijzigd :

i) in artikel 10.1 wordt aan het einde "...van de lidstaten die de euro als munt hebben." toegevoegd;

ii) in artikel 10.2, eerste streepje, wordt aan het einde van de eerste zin "...de lidstaten die de euro hebben ingevoerd." vervangen door "...de lidstaten die de euro als munt hebben."; aan het einde van de derde alinea wordt "artikelen 10.3, 10.6 en 41.2" vervangen door "artikelen 10.3, 40.2 en 40.3";

iii) artikel 10.6 wordt geschrapt;

j) in artikel 11.2, eerste alinea, wordt "...in onderlinge overeenstemming door de regeringen van de lidstaten op het niveau van de staatshoofden en regeringsleiders benoemd" vervangen door "...met gekwalificeerde meerderheid van stemmen door de Europese Raad benoemd";

k) in artikel 14.1 worden de woorden op het einde "..., uiterlijk op de datum van oprichting van het ESCB" geschrapt;

l) in artikel 16, eerste zin, wordt het woord "bankbiljetten" vervangen door "eurobankbiljetten";

m) in artikel 18.1, eerste streepje, worden de woorden "..., luidende in Gemeenschapsvaluta's of niet-Gemeenschapsvaluta's," vervangen door "..., luidende in euro of andere valuta's,";

n) in artikel 25.2 worden de woorden "een Raadsbesluit" vervangen door "een verordening van de Raad";

o) in artikel 28.1 worden de woorden aan het begin "..., dat bij de oprichting van de ECB operationeel wordt," geschrapt;

p) In artikel 29.1, wordt de inleidende alinea vervangen door : "De verdeelsleutel voor de inschrijving op het kapitaal van de ECB, die voor het eerst is vastgesteld in 1998, bij de oprichting van het ESCB, wordt vastgesteld door aan elke nationale centrale bank een weging in deze sleutel toe te kennen die gelijk is aan de som van :..."; de tweede alinea wordt vervangen door : "De percentages worden naar onder of naar boven afgerond op het kleinste veelvoud van 0,0001 %.";

q) in artikel 32.2 wordt "Onder voorbehoud van artikel 32.3" geschrapt en in artikel 32.3 wordt "na de aanvang van de derde fase" vervangen door de woorden "na de invoering van de euro".

r) in artikel 34.2 worden de vier eerste alinea's geschrapt;

s) in artikel 35.6, eerste zin, wordt "uit de Verdragen en" ingevoegd vóór "... uit deze statuten";

t) artikel 37 wordt ingetrokken en de daaropvolgende artikelen worden hernummerd;

u) artikel 41, hernummerd tot 40, wordt als volgt gewijzigd :

i) in artikel 41.1, hernummerd tot 40.1, worden de woorden "door de Raad hetzij met gekwalificeerde meerderheid van stemmen" vervangen door "door het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure, hetzij", worden de woorden "met eenparigheid van stemmen" geschrapt en wordt de laatste zin geschrapt;

ii) het volgende nieuwe punt 40.2 wordt ingevoegd, en het huidige punt 41.2 wordt hernummerd tot 40.3 :

" 40.2 Artikel 10.2 kan bij besluit van de Europese Raad, met eenparigheid van stemmen, hetzij op aanbeveling van de Europese Centrale Bank en na raadpleging van het Europees Parlement en de Commissie, hetzij op aanbeveling van de Commissie en na raadpleging van het Europees Parlement en de Europese Centrale Bank, worden gewijzigd. De wijzigingen treden pas in werking nadat zij door de lidstaten overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen zijn goedgekeurd" en artikel 41.2 wordt 40.3;

v) in artikel 42, hernummerd tot 41, wordt de zinsnede "..., onmiddellijk nadat de datum voor de aanvang van de derde fase is bepaald,..." geschrapt; de woorden "met gekwalificeerde meerderheid" worden geschrapt;

w) in de artikelen 43.1, 43.2 en 43.3, hernummerd tot 42.1, 42.2 en 42.3, wordt de verwijzing naar artikel 122 vervangen door een verwijzing naar artikel 116bis; in artikel 43.3, hernummerd tot 42.3, wordt de verwijzing naar de artikelen 34.2 en 50 geschrapt, en in artikel 43.4, hernummerd tot 42.4, wordt de verwijzing naar artikel 10.1 vervangen door een verwijzing naar artikel 10.2;

x) in artikel 44, hernummerd tot 43, wordt, in de eerste alinea, "de taken van het EMI" vervangen door "de voormalige taken van het EMI bedoeld in artikel 118bis, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie" en wordt aan het einde "in de derde fase" vervangen door "na de invoering van de euro"; in de tweede alinea wordt de verwijzing naar artikel 122 vervangen door een verwijzing naar artikel 117bis;

y) in artikel 47.3 hernummerd tot 46.3 wordt "...ten opzichte van de valuta's, of de enige valuta, van de lidstaten zonder derogatie,..." vervangen door "ten opzichte van de euro,...";

z) de artikelen 50 en 51 worden geschrapt en de daaropvolgende artikelen worden hernummerd;

aa) in artikel 52, hernummerd tot 49, worden in de titel de woorden "bankbiljetten in Gemeenschapsvaluta's" vervangen door "bankbiljetten in valuta's van de lidstaten" en worden in het artikel de woorden "overeenkomstig artikel 116bis, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie," vervangen door "overeenkomstig artikel 117bis, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie".

ab) in de Nederlandstalige versie van het Protocol, wordt in artikel 34 het woord "beschikkingen" vervangen door het woord "besluiten".

STATUTEN VAN DE EIB

12) Het Protocol betreffende de statuten van de Europese Investeringsbank wordt als volgt gewijzigd :

a) in het gehele protocol worden de verwijzingen naar een artikel "van het Verdrag" vervangen door verwijzingen naar een artikel "van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie";

b) in de preambule wordt in de laatste alinea "aan dat Verdrag" vervangen door "aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie";

c) in artikel 1 wordt de tweede alinea geschrapt;

d) in artikel 3 wordt de inleidende zin vervangen door "Overeenkomstig artikel 266 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie zijn de lidstaten de leden van de Bank." en wordt de lijst van landen geschrapt;

e) in artikel 4, lid 1, wordt het bedrag van het kapitaal van de Bank vervangen door 164 808 169 000 euro, worden de bedragen voor de volgende landen gewijzigd zoals hierna aangeduid en wordt de tweede alinea geschrapt :

Polen	3411263500	Bulgarije	290917500
Republiek Tsjechië	1258785500	Litouwen	249617500
Hongarije	1190868500	Cyprus	183382000
Roemenië	863514500	Letland	152335000
Slowakije	428490500	Estland	117640000
Slovenië	397815000	Malta	69804000

f) artikel 5 wordt als volgt gewijzigd :

i) aan het eind van lid 2 wordt de volgende nieuwe zin toegevoegd : "Storting in contanten geschiedt uitsluitend in euro.";

ii) in lid 3, eerste alinea, wordt "...ten opzichte van haar geldgevers..." geschrapt en in de tweede alinea wordt "...in de valuta welke de Bank nodig heeft teneinde aan haar verplichtingen te voldoen." geschrapt;

g) de artikelen 6 en 7 worden ingetrokken en de daaropvolgende artikelen worden hernummerd;

h) in artikel 9, hernummerd tot 7, wordt als volgt gewijzigd :

i) in lid 2 worden de woorden "..., met name wat betreft de doelstellingen welke, naarmate de verwezenlijking van de gemeenschappelijke markt voortschrijdt, als leidraad moeten dienen." vervangen door "...overeenkomstig de doelstellingen van de Unie";

ii) in lid 3 wordt punt b) vervangen door "b) hij stelt, ter fine van artikel 9, lid 1, vast volgens welke beginselen financieringsverrichtingen door de Bank in het kader van haar taak geschieden; littera d) worden vervangen door "d) hij besluit overeenkomstig artikel 16, lid 1, tot financiering van investeringsverrichtingen die geheel of gedeeltelijk buiten het grondgebied van de lidstaten zullen worden gedaan"; en in littera g) wordt "...in de artikelen 4, 7, 14, 17, 26 en 27 genoemde" vervangen door "...overige op grond van deze statuten verleende";

i) artikel 10, hernummerd tot 8, wordt als volgt gewijzigd :

i) de derde zin wordt geschrapt;

ii) de volgende twee nieuwe alinea's worden ingevoegd :

"Een gekwalificeerde meerderheid wordt gevormd door achttien stemmen en 68 % van het geplaatste kapitaal.

Onthouding door aanwezige of vertegenwoordigde leden vormt geen beletsel voor de vaststelling van besluiten die eenparigheid van stemmen vereisen."

j) artikel 11, hernummerd tot 9, wordt als volgt gewijzigd :

i) lid 1, eerste alinea, wordt vervangen door :

"1. De Raad van bewind beslist over financieringen, met name in de vorm van kredieten en garanties, en over het aangaan van leningen; hij stelt de rentevoet vast voor de door de Bank verstrekte leningen alsmede de provisies en overige verplichtingen. Hij kan op grond van een met gekwalificeerde meerderheid van stemmen genomen besluit, bepaalde bevoegdheden aan het directiecomité delegeren. Hij bepaalt onder welke voorwaarden en op welke wijze deze delegatie geschiedt en ziet toe op de uitvoering ervan.

De Raad van bewind ziet toe op een goed bestuur van de Bank en zorgt ervoor dat het beheer van de Bank plaatsvindt in overeenstemming met de bepalingen van de Verdragen en de statuten en de algemene richtlijnen welke door de Raad van gouverneurs worden vastgesteld.

ii) in lid 2 wordt de zesde alinea vervangen door :

"Het reglement van orde bevat de nadere regels inzake deelneming aan de vergaderingen van de Raad van bewind alsmede de voorschriften betreffende de plaatsvervangers en de gecoöpteerde leden."

iii) in lid 5, tweede zin, wordt "Met eenparigheid van stemmen" geschrapt;

k) artikel 13, hernummerd tot 11, wordt als volgt gewijzigd :

i) in lid 3, tweede alinea, wordt "...het verlenen van kredieten" vervangen door "...het verlenen van financieringen, met name in de vorm van kredieten";

ii) in lid 4 wordt "inzake plannen voor het verstrekken van leningen en voor het verlenen van garanties en inzake plannen voor het aangaan van leningen" vervangen door "...inzake plannen voor het aangaan van leningen en het verlenen van financiering, met name in de vorm van kredieten en garanties";

iii) in lid 7, eerste zin, wordt "ambtenaren en bedienden" vervangen door "personeelsleden". Aan het eind wordt de volgende zin toegevoegd : "In het reglement van orde wordt bepaald welke instantie bevoegd is de bepalingen die op het personeel van toepassing zijn, vast te stellen."

l) artikel 14, hernummerd tot 12, wordt als volgt gewijzigd :

i) in lid 1 wordt "drie" vervangen door "zes" en wordt "...controleert elk jaar de regelmatigheid van de verrichtingen en van de boeken van de Bank." vervangen door "...controleert de activiteiten van de Bank op verenigbaarheid met de beste bancaire praktijken en is belast met de controle van de rekeningen van de Bank";

ii) lid 2 wordt vervangen door de volgende drie nieuwe leden :

"2. Het in lid 1 bedoelde comité onderzoekt elk jaar de regelmatigheid van de verrichtingen en van de boeken van de Bank. Te dien einde controleert het of de verrichtingen van de Bank overeenkomstig de in deze statuten en in het reglement van orde vastgestelde voorschriften en procedures hebben plaatsgevonden.

3. Het in lid 1 bedoelde comité verklaart dat de financiële staten, alsmede alle financiële gegevens die zijn vervat in de door de Raad van bewind opgestelde jaarrekening, zowel aan de actief- als aan de passiefzijde een trouwe weergave zijn van de financiële situatie van de Bank, alsmede van haar resultaten en kasstroom over het beschouwde boekjaar.

4. Het reglement van orde bepaalt welke kwalificaties de leden van het in lid 1 bedoelde comité moeten bezitten, alsmede onder welke voorwaarden en op welke wijze het comité werkt."

m) in artikel 15, hernummerd tot 13, wordt "centrale bank" vervangen door "nationale centrale bank";

n) artikel 18, hernummerd tot 16, wordt als volgt gewijzigd :

i) in lid 1, eerste alinea, wordt "...verleent de Bank kredieten" vervangen door "...verleent de Bank financiering, met name in de vorm van kredieten en garanties," wordt "investeringsprojecten" vervangen door "investerings" en wordt "Europese" geschrapt; in de tweede alinea wordt "..., krachtens een, met eenparigheid van stemmen op voorstel van de Raad van bewind genomen, besluit van de Raad van gouverneurs tot afwijking van het voorgaande," vervangen door "..., krachtens een met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Raad van bewind genomen besluit van de Raad van gouverneurs," wordt "kredieten verlenen voor investeringsprojecten" vervangen door "financiering verlenen voor investeringen" en wordt "Europese" geschrapt;

ii) in lid 3 wordt "het project" vervangen door "de investering", wordt aan het eind toegevoegd : ", hetzij aan de financiële soliditeit van de debiteur." en wordt de volgende nieuwe tweede alinea toegevoegd :

"In het kader van de door de Raad van gouverneurs in de zin van artikel 7, lid 3, onder b), vastgestelde beginselen en indien de verwezenlijking van de projecten bedoeld in artikel 267 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie zulks vereist, stelt de Raad van bewind voorts met gekwalificeerde meerderheid van stemmen de voorwaarden en bijzonderheden vast van elke financiering met een specifiek risicoprofiel die uit dien hoofde beschouwd wordt als een speciale activiteit.";

iii) lid 5 wordt vervangen door :

"5. De som van de door de Bank verstrekte uitstaande leningen en garanties, mag 250 % van het geplaatste kapitaal, van de reserves, van de niet toegewezen voorzieningen, en van het saldo van de winst- en verliesrekening niet te boven gaan. Het gecumuleerde bedrag van die posten wordt berekend na aftrek van een bedrag dat gelijk is aan het geplaatste kapitaal, al dan niet gestort, uit hoofde van elke deelneming van de Bank.

Op geen enkel moment mag het bedrag dat is gestort uit hoofde van de deelnemingen door de Bank meer bedragen dan het totaal van het vrijgemaakte gedeelte van haar kapitaal, van haar reserves, van haar niet-toegewezen voorzieningen en van het saldo van de winst- en verliesrekening.

Bij wijze van uitzondering krijgen de speciale activiteiten van de Bank waartoe door de Raad van gouverneurs en de Raad van bewind wordt besloten overeenkomstig lid 3, een specifieke toewijzing in reserves.

Dit lid is eveneens van toepassing op de geconsolideerde rekeningen van de Bank."

o) in artikel 19, hernummerd tot 17, wordt in lid 1 "...de garantieprovisie" vervangen door "de provisie en andere lasten" en wordt "en risico's" ingevoegd na "haar kosten"; in lid 2 wordt "het te financieren project" vervangen door "de te financieren investering".

p) artikel 20, hernummerd tot 18, wordt als volgt gewijzigd :

i) in de inleidende zin wordt "van leningen en van garanties" vervangen door "van financiering";

ii) in lid 1, onder a), worden de woorden "projecten" en "het project" vervangen door respectievelijk "investerings" en "de investering", en worden de woorden "in het geval van andere investeringen", ingevoegd na "in de productieve sector" en worden de woorden "bij andere projecten" geschrapt; in littera b) worden de woorden "van het project" vervangen door "van de investering";

iii) in lid 2 wordt de volgende nieuwe tweede alinea toegevoegd :

In het kader van de door de Raad van gouverneurs krachtens artikel 7, lid 3, onder b), vastgestelde beginselen en indien de verwezenlijking van de projecten bedoeld in artikel 267 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie zulks vereist, stelt de Raad van bewind evenwel met gekwalificeerde meerderheid van stemmen de voorwaarden en bijzonderheden van een deelneming in het kapitaal van een commerciële onderneming vast, in de regel ter aanvulling van een lening of een garantie, indien zulks nodig is voor de financiering van een investering of van een programma."

iv) in lid 6 wordt "een project" en "het project" vervangen door "een financiering" en "de financiering";

v) het volgende nieuwe lid 7 wordt toegevoegd :

"7. Ter aanvulling van haar kredietverlening kan de Bank zorgen voor technische bijstand volgens de voorwaarden en bijzonderheden die door de Raad van gouverneurs worden bepaald met gekwalificeerde meerderheid van stemmen en met inachtneming van deze statuten."

q) artikel 21, hernummerd tot 19, wordt als volgt gewijzigd :

i) lid 1 wordt vervangen door :

"1. Iedere onderneming of openbaar of privaat lichaam kan rechtstreeks een aanvraag om financiering tot de Bank richten. Een aanvraag kan ook tot de Bank worden gericht, hetzij door tussenkomst van de Commissie, hetzij van de lidstaat op wiens grondgebied de investering zal worden verwezenlijkt.";

ii) in lid 2 wordt "het project" vervangen door "de investering";

iii) in de leden 3 en 4, eerste zin, wordt "lenings- en garantiëaanvragen" vervangen door "financieringsverrichtingen";

iv) in lid 4, eerste zin, wordt de verwijzing naar artikel 20 vervangen door een verwijzing naar de artikelen 18 en 20, hernummerd tot 16 en 18; in de tweede zin wordt "het verstrekken van de lening of de garantie" vervangen door "de financiering" en wordt "de ontwerp-overeenkomst" vervangen door "het desbetreffende voorstel"; in de laatste zin wordt "de lening of de garantie" vervangen door "de financiering";

v) in de leden 5, 6 en 7 wordt "lening of garantie" vervangen door "financiering";

vi) het volgende nieuwe lid 8 wordt toegevoegd :

"8. Indien de bescherming van de rechten en belangen van de Bank een herschikking van een financieringsverrichting met betrekking tot goedgekeurde investeringen rechtvaardigt, neemt het directiecomité onverwijld de urgentiemaatregelen die zij nodig acht en legt deze onverwijld voor aan de Raad van bewind.";

r) in artikel 22, hernummerd tot 20, wordt in lid 1 "internationale" geschrapt en wordt lid 2 vervangen door :

"2. "De Bank kan op de kapitaalmarkt van de lidstaten leningen opnemen in het kader van de voor deze markten geldende wettelijke voorschriften."

De bevoegde instanties van een lidstaat die onder een derogatie valt in de zin van artikel 116bis, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie kunnen zich slechts hiertegen verzetten, indien ernstige storingen op de kapitaalmarkt van die staat te vreezen zijn."

s) in artikel 23, hernummerd tot 21, wordt in lid 1, onder b), "...welke door haar of door haar geldnemers zijn uitgegeven" geschrapt en wordt in lid 3 "centrale bank" vervangen door "nationale centrale banken";

t) in artikel 25, hernummerd tot 23, wordt in lid 1, eerste zin, en in lid 2 "die de euro niet als munt hebben" toegevoegd na "de lidstaten"; in lid 1, eerste zin, wordt "in deviezen van een andere lidstaat" geschrapt, wordt in lid 3 "in goud of in converteerbare deviezen" geschrapt, en wordt in lid 4 "projecten" vervangen door "investerings";

u) in artikel 26, hernummerd tot 24, wordt "of de bijzondere leningen" geschrapt;

v) in artikel 27, hernummerd tot 25, wordt aan het eind van lid 2 de volgende zin toegevoegd : "Hij ziet toe op de vrijwaring van de rechten van het personeel.";

w) in artikel 29, hernummerd tot 29, wordt in de eerste alinea "van de Europese Unie" toegevoegd na "het Hof van Justitie", alsmede de zin : "De Bank kan in een contract in een scheidsrechterlijke procedure voorzien"; in de tweede alinea worden de woorden "of in een scheidsrechterlijke procedure voorzien" geschrapt;

x) artikel 30, hernummerd tot 30, wordt vervangen door :

"Artikel 28

1. De Raad van gouverneurs kan met eenparigheid van stemmen besluiten tot de oprichting van filialen of andere lichamen die rechtspersoonlijkheid bezitten en financieel onafhankelijk zijn.

2. De Raad van gouverneurs stelt met eenparigheid van stemmen de statuten van de in lid 1 bedoelde organen vast waarin met name de doelstellingen, de structuur, het kapitaal, het lidmaatschap, de zetel, de financiële middelen, de beleidsinstrumenten en de regelingen met betrekking tot de accountantscontrole, alsmede hun relatie met de organen van de Bank worden vastgesteld.

3. De Bank is bevoegd om deel te nemen in het beheer van deze organen en bij te dragen aan het geplaatste kapitaal ervan tot een bedrag dat door de Raad van gouverneurs bij een met eenparigheid van stemmen genomen besluit wordt vastgesteld.

4. Het protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Unie is van toepassing op de in lid 1 bedoelde organen voor zover deze onder het recht van de Unie vallen, op de leden van hun organen waar het de uitoefening van hun taken betreft, en op hun personeelsleden, volgens dezelfde bepalingen en onder dezelfde voorwaarden als die welke van toepassing zijn op de Bank.

Dividenden, meerwaarden of andere van die organen afkomstige inkomensvormen waarop andere leden dan de Europese Unie en de Bank, recht hebben, blijven evenwel onderworpen aan de fiscale bepalingen van de toepasselijke wetgeving.

5. Het Hof van Justitie van de Europese Unie is bevoegd om binnen de hierna genoemde grenzen uitspraak te doen in geschillen over maatregelen die zijn getroffen door de organen van een aan het recht van de Unie onderworpen orgaan. Tegen deze maatregelen kan onder de in artikel 230 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie bepaalde voorwaarden, beroep worden ingesteld door leden van een dergelijk orgaan in die hoedanigheid of door lidstaten.

6. De Raad van gouverneurs kan met eenparigheid van stemmen besluiten het personeel van aan het recht van de Unie onderworpen organen aan te sluiten bij gemeenschappelijke stelsels met de Bank, met inachtneming van de respectieve interne procedures."

PROTOCOL BETREFFENDE DE PLAATS VAN DE ZETELS

13) Het Protocol betreffende de plaats van de zetels van de instellingen, van bepaalde organen en diensten van de Europese Gemeenschappen en van Europol wordt als volgt gewijzigd :

a) in de titel van het protocol en de preambule, wordt voor het woord "organen" het woord "instanties" ingevoegd, en in de titel van het protocol worden de woorden "en van Europol" worden geschrapt.

b) in de preambule wordt in de eerste aanhaling de verwijzing naar het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen door een verwijzing naar het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, en wordt de verwijzing naar artikel 77 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal geschrapt; de tweede aanhaling wordt geschrapt;

c) in littera d) wordt de verwijzing naar het Gerecht van eerste aanleg geschrapt en "hebben hun" wordt vervangen door "heeft zijn";

d) in littera i) wordt de verwijzing naar het Europees Monetair Instituut geschrapt; het woord "hebben" wordt vervangen door het woord "heeft".

PROTOCOL BETREFFENDE DE VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN VAN DE UNIE

14) Het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Gemeenschappen wordt als volgt gewijzigd :

a) in de preambule, eerste overweging, wordt de verwijzing naar artikel 28 van het Verdrag tot instelling van één Raad en één Commissie welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben, vervangen door een verwijzing naar artikel 291 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en naar artikel 191 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie (EGA), en wordt "deze Gemeenschappen en de Europese Investeringsbank" vervangen door "de Europese Unie en de EGA";

b) artikel 5 wordt ingetrokken en de daaropvolgende artikelen worden hernummerd;

c) artikel 7, hernummerd tot 6, wordt lid 2 geschrapt en blijft lid 1 ongenummerd.

d) in artikel 13, hernummerd tot 13, wordt het begin van de zin "Onder de voorwaarden en volgens de procedure welke door de Raad op voorstel van de Commissie worden vastgesteld,..." vervangen door "Onder de voorwaarden en volgens de procedure welke door het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen en na raadpleging van de betrokken instellingen worden vastgesteld,";

e) in artikel 15, hernummerd tot 15, wordt "Op voorstel van de Commissie stelt de Raad met eenparigheid van stemmen de regeling vast..." vervangen door "Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen en na raadpleging van de betrokken instellingen de regeling vast...";

f) in artikel 16, hernummerd tot 16, wordt "Op voorstel van de Commissie en na raadpleging van de overige betrokken instellingen, bepaalt de Raad..." vervangen door "Het Europees Parlement en de Raad bepalen volgens de gewone wetgevingsprocedure bij verordeningen en na raadpleging van de overige betrokken instellingen...";

g) in artikel 21, hernummerd tot artikel 20, wordt "... de advocaten-generaal, de griffier en de toegevoegde rapporteurs ..." vervangen door "... de advocaten-generaal, de griffiers en de toegevoegde rapporteurs ..." en "..., alsmede de leden en de griffier van het Gerecht van eerste aanleg" wordt geschrapt;

h) in artikel 23, hernummerd tot 23, wordt de laatste alinea geschrapt;

i) de slotformule "TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit protocol hebben gesteld", de datum en de lijst van ondertekenaars worden geschrapt.

PROTOCOL BETREFFENDE DE CONVERGENTIECRITERIA

15) Het Protocol betreffende de in artikel 121 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap bedoelde convergentiecriteria wordt als volgt gewijzigd :

a) in de titel van het protocol wordt "in artikel 121 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap bedoelde" geschrapt;

b) in de eerste overweging wordt "...bij haar besluitvorming over de overgang naar de derde fase van de Economische en Monetaire Unie bedoeld in artikel 121, lid 1,..." vervangen door "...wanneer zij besluit de derogaties in te trekken van de lidstaten die vallen onder een derogatie bedoeld in artikel 117bis...", en de woorden "tot oprichting van de Europese Gemeenschap" worden vervangen door "betreffende de werking van de Europese Unie".

c) in artikel 3, tweede zin, wordt "...tegenover die van een andere lidstaat..." vervangen door "tegenover die van de euro...";

d) in artikel 6 worden de woorden ", het EMI of de ECB al naar het geval" vervangen door "of de ECB";

e) heeft geen betrekking op de Nederlandstalige versie.

PROTOCOL BETREFFENDE ENKELE BEPALINGEN MET BETREKKING TOT HET VERENIGD KONINKRIJK :

16) Het Protocol betreffende enkele bepalingen met betrekking tot het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland wordt als volgt gewijzigd :

a) in het gehele protocol wordt "... over te gaan naar de derde fase " of "...over te gaan naar de derde fase van de Economische en Monetaire Unie..." vervangen door "de euro in te voeren..."; wordt "...overgaat naar de derde fase..." vervangen door "...de euro invoert..."; wordt "...in de derde fase..." vervangen door "...na de invoering van de euro...";

b) in de preambule wordt de volgende nieuwe tweede overweging toegevoegd :

"GEZIEN het feit dat de regering van het Verenigd Koninkrijk op 16 oktober 1996 en op 30 oktober 1997 de Raad ervan in kennis heeft gesteld dat het niet wenst deel te nemen aan de derde fase van de economische en monetaire unie,";

c) in lid 1 worden de eerste en de derde alinea geschrapt;

d) lid 2 wordt vervangen door :

"2. De leden 3 tot en met 8 en 10 zijn van toepassing op het Verenigd Koninkrijk, gezien de kennisgeving van de regering van het Verenigd Koninkrijk aan de Raad van 16 oktober 1996 en 30 oktober 1997.";

e) lid 3 wordt geschrapt en de daaropvolgende leden worden hernummerd;

f) lid 5, hernummerd tot 4, wordt als volgt gewijzigd :

i) in de eerste zin wordt de opsomming van de artikelen vervangen door "artikel 245bis, lid 2, met uitzondering van de eerste en de laatste zin, artikel 245bis, lid 5, artikel 97 ter, tweede alinea, artikel 104, de leden 1, 9 en 11, artikel 105, de leden 1 tot en met 5, artikel 106, de artikelen 108, 109, 110 en 111bis, artikel 115 C, artikel 117bis, lid 3, de artikelen 188 O en 245 ter van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie...";

ii) de volgende nieuwe tweede zin wordt ingevoegd : "Dat geldt ook voor artikel 99, lid 2, van dit Verdrag wat betreft de aanneming van de onderdelen van de globale richtsnoeren voor het economisch beleid die in algemene zin betrekking hebben op de eurozone.";

g) in lid 6, hernummerd tot 5, wordt de volgende nieuwe eerste alinea toegevoegd : "Het Verenigd Koninkrijk streeft ernaar een buitensporig overheidstekort te voorkomen.", en aan het begin van de volgende alinea wordt "116, lid 4," geschrapt;

h) de eerste alinea van lid 7, hernummerd tot 7, wordt vervangen door : "6. Het stemrecht van het Verenigd Koninkrijk wordt geschorst ten aanzien van besluiten van de Raad als bedoeld in de in lid 4 genoemde artikelen en in de in artikel 116bis, lid 4, eerste alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie bedoelde gevallen. Daartoe is artikel 116bis, lid 4, tweede en derde alinea, van dat Verdrag van toepassing." In de tweede alinea worden de woorden "overeenkomstig de artikelen 112, lid 2, onder b), en 123, lid 1, van het Verdrag" vervangen door overeenkomstig artikel 112, lid 2, onder b), van het Verdrag";

i) in lid 9, hernummerd tot 9, worden onder a) de woorden "niet naar de derde fase over te gaan" vervangen door "de euro niet in te voeren";

j) in lid 10, hernummerd tot 9, wordt de inleidende alinea vervangen door : "Het Verenigd Koninkrijk kan te allen tijde kennis geven van zijn voornemen de euro in te voeren. In dat geval ..."; Onder a) wordt de verwijzing naar artikel 122, lid 2 vervangen door een verwijzing naar artikel 117bis, leden 1 en 2.

k) in lid 11, hernummerd tot 10, worden de woorden "en naar artikel 116, lid 3," geschrapt en worden aan het einde de woorden "...niet naar de derde fase overgaat." vervangen door "...de euro niet invoert.".

PROTOCOL BETREFFENDE ENKELE BEPALINGEN INZAKE DENEMARKEN :

17) Het Protocol betreffende enkele bepalingen inzake Denemarken wordt als volgt gewijzigd :

a) in de preambule wordt de eerste overweging geschrapt, in de tweede overweging, thans de eerste overweging, wordt "...vóór de deelneming van Denemarken aan de derde fase van de Economische en Monetaire Unie..." vervangen door "...voordat Denemarken van zijn derogatie afziet...", en wordt de volgende nieuwe tweede overweging ingevoegd : "GEZIEN het feit dat de Deense regering op 3 november 1993 de Raad ervan in kennis heeft gesteld dat het niet wenst deel te nemen aan de derde fase van de economische en monetaire unie,";

b) de punten 1 en 3 worden geschrapt en de daaropvolgende punten worden hernummerd;

c) in punt 2, hernummerd tot 1, wordt de eerste zin vervangen door "Voor Denemarken geldt een derogatie, gezien de kennisgeving van de Deense regering aan de Raad van 3 november 1993.";

d) in punt 4, hernummerd tot 2, wordt de verwijzing naar artikel 122, lid 2, vervangen door een verwijzing naar artikel 117bis van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

SCHENGENPROTOCOL

18) Het Protocol tot opneming van het Schengenacquis in het kader van de Europese Unie wordt als volgt gewijzigd :

a) in de titel van het protocol wordt "tot opneming van het Schengenacquis in..." vervangen door "betreffende het Schengenacquis dat is opgenomen in...";

b) de preambule wordt als volgt gewijzigd :

i) in de eerste overweging wordt "..., erop gericht zijn de Europese integratie te bevorderen en met name de Europese Unie in staat te stellen zich sneller te ontwikkelen tot een ruimte van vrijheid, veiligheid en rechtvaardigheid," vervangen door "...door het Verdrag van Amsterdam van 2 oktober 1997 zijn opgenomen in het kader van de Europese Unie,";

ii) de tweede overweging wordt vervangen door :

"GELEID DOOR DE WENS het Schengenacquis, zoals dat sedert de inwerkingtreding van het Verdrag van Amsterdam is ontwikkeld, te behouden en te ontwikkelen teneinde bij te dragen aan de verwezenlijking van de doelstelling aan de burgers van de Unie een ruimte van vrijheid, veiligheid en recht zonder binnengrenzen te bieden";

iii) de derde overweging wordt geschrapt;

iv) in de vijfde overweging, thans de vierde overweging, wordt "...geen partijen bij, noch ondertekenaars van bovengenoemde overeenkomsten zijn;" vervangen door "...niet aan alle bepalingen van het Schengenacquis deelnemen;" en wordt aan het einde "...sommige of alle daarin vervatte bepalingen te aanvaarden," vervangen door "...andere bepalingen van dit acquis geheel of gedeeltelijk te aanvaarden,";

v) in de zesde overweging, hernummerd tot de vijfde overweging, wordt aan het einde "...en dat die bepalingen uitsluitend als laatste hulpmiddel moeten worden gebruikt" geschrapt;

vi) in zevende overweging, hernummerd tot de zesde overweging, wordt aan het einde "..., die beide hun voornemen hebben bevestigd om, op basis van de op 19 december 1996 in Luxemburg ondertekende overeenkomst, door de hierboven bedoelde bepalingen gebonden te worden," vervangen door "...die beide gebonden zijn door de bepalingen van de Noordse paspoortunie, tezamen met de Noordse staten die lid zijn van de Europese Unie,";

c) in artikel 1 wordt de eerste zin vervangen door :

Het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Tsjechische Republiek, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden worden gemachtigd onderling een nauwere samenwerking aan te gaan op de gebieden die vallen onder de door de Raad vastgestelde bepalingen die samen het Schengenacquis vormen.";

d) artikel 2 wordt vervangen door :

"Artikel 2

Het Schengenacquis is van toepassing op de in artikel 1 bedoelde lidstaten, onverminderd artikel 3 van de Toetredingsakte van 16 april 2003 en artikel 4 van de Toetredingsakte van 25 april 2005. De Raad treedt in de plaats van het bij de overeenkomsten van Schengen ingestelde Uitvoerend Comité.";

e) artikel 3 wordt vervangen door :

"Artikel 3

De deelneming van Denemarken aan de vaststelling van maatregelen die een verdere ontwikkeling van het Schengenacquis inhouden en de uitvoering en toepassing van deze maatregelen in Denemarken vallen onder de toepasselijke bepalingen van het protocol betreffende de positie van Denemarken.";

f) in artikel 4, eerste alinea, wordt "..., die niet door het Schengenacquis gebonden zijn," geschrapt;

g) artikel 5 wordt vervangen door de volgende tekst :

"Artikel 5

1. Voorstellen en initiatieven om voort te bouwen op het Schengenacquis vallen onder de toepasselijke bepalingen van de Verdragen.

Wanneer Ierland of het Verenigd Koninkrijk de Raad niet binnen een redelijke termijn schriftelijk heeft meegedeeld dat het wenst deel te nemen, wordt de in artikel 280 D van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie bedoelde toestemming in dit verband geacht te zijn verleend aan de in artikel 1 genoemde lidstaten, en aan Ierland of het Verenigd Koninkrijk op de gebieden waarop het aan de samenwerking wenst deel te nemen.

2. Wanneer Ierland of het Verenigd Koninkrijk geacht wordt uit hoofde van een besluit op grond van artikel 4 een mededeling te hebben gedaan, kan het de Raad niettemin binnen 3 maanden schriftelijk mededelen dat het niet wenst deel te nemen aan dat voorstel of initiatief. In dat geval neemt Ierland of het Verenigd Koninkrijk niet deel aan de aanneming daarvan. Zodra deze mededeling is gedaan, wordt de procedure voor de aanneming van de maatregel die voortbouwt op het Schengen-acquis, opgeschort tot het einde van de procedure van lid 3 of lid 4 of totdat de mededeling op enig tijdstip in deze procedure wordt ingetrokken.

3. Voor de lidstaat die de in lid 2 bedoelde mededeling heeft gedaan, zijn alle door de Raad uit hoofde van artikel 4 genomen besluiten vanaf de datum van inwerkingtreding van de voorgestelde maatregel niet langer van toepassing in de door de Raad noodzakelijk geachte mate en onder de voorwaarden die moeten worden vastgesteld in een met gekwalificeerde meerderheid van stemmen door de Raad op voorstel van de Commissie te nemen besluit. Dat besluit moet aan de volgende criteria beantwoorden : de Raad streeft naar de ruimst mogelijke deelneming van de betrokken lidstaat zonder de praktische toepasbaarheid van de verschillende onderdelen van het Schengenacquis ernstig in het gedrang te brengen en rekening houdend met de samenhang daarvan. De Commissie dient haar voorstel zo spoedig mogelijk na de in lid 2 bedoelde mededeling in. De Raad neemt, indien nodig na twee opeenvolgende zittingen, binnen vier maanden na de indiening van het Commissievoorstel een besluit.

4. Indien de Raad na het verstrijken van deze termijn van vier maanden nog geen besluit heeft genomen, kan een lidstaat verzoeken dat het dossier onverwijld naar de Europese Raad wordt verwezen. In dat geval neemt de Europese Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie tijdens zijn volgende bijeenkomst een besluit overeenkomstig de in lid 3 bedoelde criteria.

5. Indien de Raad of de Europese Raad, naargelang het geval, na afloop van de procedure van lid 3 of lid 4 geen besluit heeft genomen, wordt de opschorting van de procedure voor de aanneming van de op het Schengen-acquis voortbouwende maatregel stopgezet. Wordt de maatregel in kwestie vervolgens aangenomen, dan zijn alle uit hoofde van artikel 4 door de Raad vastgestelde besluiten niet langer op de betrokken lidstaat van toepassing vanaf de datum van de inwerkingtreding van de desbetreffende maatregel, in de door de Commissie vastgestelde mate en onder de door haar bepaalde voorwaarden, tenzij de betrokken lidstaat zijn mededeling in de zin van lid 2 vóór de aanneming van de maatregel heeft ingetrokken. De Commissie neemt vóór de datum van deze aanneming een besluit. In haar besluit eerbiedigt zij de in lid 3 bedoelde criteria."

h) in artikel 6, eerste alinea, eerste zin, wordt aan het einde "op basis van de op 19 december 1996 te Luxemburg ondertekende overeenkomst" geschrapt;

i) artikel 7 wordt ingetrokken en artikel 8 wordt artikel 7.

j) de bijlage wordt ingetrokken.

PROTOCOL BETREFFENDE DE TOEPASSING VAN ARTIKEL 22BIS OP HET VERENIGD KONINKRIJK EN IERLAND

19) Het Protocol betreffende de toepassing van bepaalde aspecten van artikel 14 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap op het Verenigd Koninkrijk en Ierland wordt als volgt gewijzigd :

a) in de titel van het protocol wordt de verwijzing naar het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen door een verwijzing naar het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

b) in artikel 1, eerste alinea, onder a), wordt "van staten die verdragsluitende partij zijn bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte" vervangen door "van lidstaten";

c) in artikel 1, eerste en tweede alinea, artikel 2 en artikel 3, tweede alinea, wordt de verwijzing naar artikel 14 vervangen door een verwijzing naar de artikelen 22bis en 62 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

PROTOCOL BETREFFENDE DE POSITIE VAN HET VERENIGD KONINKRIJK EN IERLAND TEN AANZIEN VAN DE RUIMTE VAN VRIJHEID, VEILIGHEID EN RECHT

20) Het Protocol betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland wordt als volgt gewijzigd :

a) in de titel van het protocol worden de woorden "ten aanzien van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht" aan het einde toegevoegd;

b) in de tweede overweging van de preambule wordt de verwijzing naar het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen door een verwijzing naar artikel 22bis van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

c) in artikel 1, eerste zin, wordt "...overeenkomstig titel IV van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap" vervangen door "...overeenkomstig deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie"; de tweede zin wordt geschrapt en de volgende alinea wordt toegevoegd :

"Voor de toepassing van dit artikel wordt de gekwalificeerde meerderheid bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.";

d) in artikel 2, eerste zin, wordt "...bepalingen van titel IV van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap" vervangen door "...bepalingen van deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie"; in de derde zin wordt "...acquis communautaire" vervangen door de woorden "zowel het communautair acquis als het acquis van de Unie";

e) artikel 3, lid 1, wordt als volgt gewijzigd :

i) in de eerste alinea, eerste zin, wordt "...overeenkomstig titel IV van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap" vervangen door "...overeenkomstig deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie"; de tweede zin wordt geschrapt;

ii) de volgende nieuwe alinea's worden na de tweede alinea toegevoegd :

"In de uit hoofde van artikel 61 C van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie aangenomen maatregelen worden de voorwaarden bepaald voor de deelneming van het Verenigd Koninkrijk en Ierland aan de evaluaties betreffende de gebieden die worden bestreken door deel III, titel IV, van dat Verdrag.

"Voor de toepassing van dit artikel wordt de gekwalificeerde meerderheid bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.";

f) in de artikelen 4, 5 en 6 wordt "... titel IV van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap" vervangen door "... deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie";

g) in artikel 4, tweede zin, wordt de verwijzing naar artikel 11, lid 3, vervangen door een verwijzing naar artikel 280 F, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

h) het volgende nieuwe artikel 4bis wordt ingevoegd :

"Artikel 4bis

1. De bepalingen van dit Protocol gelden ten aanzien van het Verenigd Koninkrijk en Ierland ook voor de uit hoofde van deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie voorgestelde of vastgestelde maatregelen tot wijziging van een bestaande maatregel waardoor zijn gebonden zijn.

2. In gevallen waarin de Raad, handelend op voorstel van de Commissie, evenwel vaststelt dat de niet-deelneming door het Verenigd Koninkrijk of Ierland aan de gewijzigde versie van een bestaande maatregel de toepassing van deze maatregel onmogelijk maakt voor andere lidstaten of de Unie, kan hij tot het Verenigd Koninkrijk of Ierland een dringend verzoek richten tot het doen van een mededeling uit hoofde van artikel 3 of artikel 4. Voor de toepassing van artikel 3 begint een nieuwe termijn van twee maanden te lopen op het moment dat de Raad een dergelijk besluit heeft genomen.

Indien het Verenigd Koninkrijk of Ierland bij het verstrijken van deze termijn van twee maanden vanaf het besluit van de Raad nog geen mededeling uit hoofde van artikel 3 of artikel 4 heeft gedaan, is de bestaande maatregel niet langer bindend voor en van toepassing op het Verenigd Koninkrijk of Ierland, tenzij de betrokken lidstaat vóór de inwerkingtreding van de wijzigingsmaatregel een mededeling uit hoofde van artikel 4 heeft gedaan. Deze situatie wordt van kracht vanaf de datum van inwerkingtreding van de wijzigingsmaatregel of de datum waarop de termijn van twee maanden verstrijkt, al naargelang welk tijdstip later valt.

Voor de toepassing van dit lid neemt de Raad, na een grondige bespreking van deze aangelegenheid, een besluit met een gekwalificeerde meerderheid van de stemmen van de leden die de lidstaten vertegenwoordigen welke aan de aanneming van de wijzingsmaatregel deelnemen of hebben deelgenomen. Een gekwalificeerde meerderheid van stemmen in de Raad is de meerderheid in de zin van artikel 205, lid 3, onder a) van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

3. De Raad kan met gekwalificeerde meerderheid op een voorstel van de Commissie besluiten dat de eventuele directe financiële gevolgen, die noodzakelijkerwijs en onvermijdelijk voortvloeien uit de beëindiging van de deelname van het Verenigd Koninkrijk of Ierland aan de bestaande maatregel door het Verenigd Koninkrijk of Ierland worden gedragen.

4. Dit artikel laat artikel 4 onverlet.”;

i) in artikel 5 wordt aan het einde ingevoegd : “...; tenzij de Raad, na raadpleging van het Europees Parlement, met eenparigheid van stemmen van al zijn leden anders besluit.”;

j) in artikel 6 wordt “...desbetreffende bepalingen van dat Verdrag, met inbegrip van artikel 68,” vervangen door “...desbetreffende bepalingen van de Verdragen.”;

k) het volgende nieuwe artikel 6bis wordt ingevoegd :

“Artikel 6bis

Het Verenigd Koninkrijk en Ierland zullen niet gebonden zijn door de op grond van artikel 16 B van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie vastgestelde regels die betrekking hebben op de verwerking van persoonsgegevens door de lidstaten bij de uitoefening van activiteiten die binnen het toepassingsgebied van deel III, titel IV, hoofdstuk 4 of 5 van genoemd Verdrag vallen, wanneer het Verenigd Koninkrijk en Ierland niet gebonden zijn door de regels van de Unie betreffende de vormen van justitiële samenwerking in strafzaken of van politieke samenwerking in het kader waarvan de op grond van artikel 16 B vastgestelde bepalingen moeten worden nageleefd.”

l) in artikel 7 wordt “de artikelen 3 en 4” vervangen door “de artikelen 3, 4 en 4bis” en wordt “...Protocol tot opnemning van het Schengenacquis in...” vervangen door “...Protocol betreffende het Schengenacquis dat is opgenomen in...”;

m) in artikel 8 wordt “voorzitter van de” geschrapt;

n) het volgende nieuwe artikel 9 wordt ingevoegd :

“Artikel 9

Wat Ierland betreft, is dit protocol niet van toepassing op artikel 61 H van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.”

PROTOCOL BETREFFENDE DE POSITIE VAN DENEMARKEN

21) Het Protocol betreffende de positie van Denemarken wordt als volgt gewijzigd :

a) de preambule wordt als volgt gewijzigd :

i) de volgende drie nieuwe overwegingen worden na de tweede overweging ingevoegd :

ZICH BEWUST van het feit dat de handhaving, in het kader van de Verdragen, van een wettelijke regeling die voortvloeit uit het besluit van Edinburgh, de deelneming van Denemarken op belangrijke gebieden van samenwerking van de Unie aanzienlijk zal beperken, en dat het in het belang van de Unie is de integriteit van het acquis op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht te waarborgen,

WENSEND om die reden een juridisch kader vast te stellen dat Denemarken de mogelijkheid geeft deel te nemen aan de vaststelling van maatregelen die voorgesteld worden uit hoofde van deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, en met waardering voor het voornemen van Denemarken om van die mogelijkheid gebruik te maken wanneer dat volgens zijn grondwettelijke bepalingen mogelijk is,

ER NOTA VAN NEMEND dat Denemarken de overige lidstaten niet zal beletten hun samenwerking verder te versterken met betrekking tot maatregelen die voor Denemarken niet verbindend zijn,”

ii) in de voorlaatste overweging wordt “...Protocol tot opnemning van het Schengenacquis in...” vervangen door “...Protocol betreffende het Schengenacquis dat is opgenomen in...”.

b) in artikel 1, eerste alinea, eerste zin, wordt “...titel IV van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap” vervangen door “...deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie”;

c) in de tweede zin van de eerste alinea geschrapt en wordt de volgende nieuwe alinea toegevoegd :

“Voor de toepassing van dit artikel wordt de gekwalificeerde meerderheid bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.”;

d) artikel 2 wordt vervangen door de volgende tekst :

“Artikel 2

De bepalingen van het derde deel, titel IV van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, de ingevolge die titel vastgestelde maatregelen, de bepalingen in door de Unie ingevolge die titel gesloten overeenkomsten en de beslissingen van het Hof van Justitie van de Europese Unie ter uitlegging van deze bepalingen of maatregelen of maatregelen die uit hoofde van die titel gewijzigd zijn of kunnen worden, zijn niet bindend voor, noch van toepassing in Denemarken; bedoelde bepalingen, maatregelen en beslissingen laten de bevoegdheden, rechten en verplichtingen van Denemarken onverlet, laten het op Denemarken van toepassing zijnde acquis van de Gemeenschap of de Unie onverlet en maken geen deel uit van het op Denemarken van toepassing zijnde recht van de Unie. Met name de handelingen van de Unie op het gebied van de politieke samenwerking en de justitiële samenwerking in strafzaken die vóór de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon zijn vastgesteld en die zijn gewijzigd, blijven in ongewijzigde vorm bindend voor en van toepassing op Denemarken.”

e) onderstaand nieuw artikel 2bis wordt ingevoegd :

“Artikel 2bis

Artikel 2 van dit protocol is tevens van toepassing op de op grond van artikel 16 B van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie vastgestelde regels die betrekking hebben op de verwerking van persoonsgegevens door de lidstaten bij de uitoefening van activiteiten die binnen het toepassingsgebied van deel III, titel IV, hoofdstuk 4 of 5 van dat Verdrag vallen.”;

f) artikel 4 wordt artikel 6;

g) artikel 5, hernummerd tot 4, wordt als volgt gewijzigd :

i) in het gehele artikel wordt “besluit” vervangen door “maatregel”;

ii) in lid 1 wordt "...uit hoofde van de bepalingen van titel IV van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap" vervangen door "...dat onder dit deel valt", en wordt "...lidstaten die genoemd worden in artikel 1 van het Protocol tot opnemng van het Schengenacquis in het kader van de Europese Unie, alsmede Ierland en het Verenigd Koninkrijk indien die lidstaten deelnemen aan de betrokken onderdelen van de samenwerking." vervangen door "...lidstaten die door die maatregel gebonden zijn.;"

iii) in lid 2 wordt "...overwegen de lidstaten die genoemd worden in artikel 1 van het Protocol tot opnemng van het Schengenacquis in het kader van de Europese Unie..." vervangen door "...overwegen de lidstaten die door die maatregel gebonden zijn en Denemarken...";

h) artikel 6, hernummerd tot 5, wordt als volgt gewijzigd :

i) in de eerste zin wordt "...van artikel 13, lid 1, en artikel 17 van het Verdrag betreffende de Europese Unie" vervangen door "... van artikel 13, lid 1, artikel 28 A en de artikelen 28 B tot en met 28 E van het Verdrag betreffende de Europese Unie" en wordt "..., maar het zal de ontwikkeling van nauwere samenwerking tussen de lidstaten op dit gebied niet belemmeren." geschrapt;

ii) de volgende nieuwe derde zin wordt ingevoegd : "Denemarken belet de overige lidstaten niet hun samenwerking op dit gebied verder te ontwikkelen.;"

iii) aan de nieuwe vierde zin wordt aan het einde de volgende nieuwe zinsnede toegevoegd : "..., noch om militaire vermogens ter beschikking van de Unie te stellen.;"

iv) de volgende twee nieuwe alinea's worden toegevoegd :

"Voor handelingen van de Raad die met eenparigheid van stemmen moeten worden vastgesteld, is eenparigheid van de leden van de Raad vereist, met uitzondering van de vertegenwoordiger van de Deense regering.

"Voor de toepassing van dit artikel wordt de gekwalificeerde meerderheid bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.;"

i) na de titel "DEEL III" wordt een artikel 6 ingevoegd, met de tekst van artikel 4;

j) de titel "DEEL IV" wordt ingevoegd vóór artikel 7;

k) het volgende nieuwe artikel 8 wordt ingevoegd :

"Artikel 8

1. Denemarken kan te allen tijde, onverminderd artikel 7, overeenkomstig zijn grondwettelijke bepalingen de andere lidstaten ervan in kennis stellen dat deel I met ingang van de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving, bestaat uit de bepalingen van de bijlage. In dat geval worden de artikelen 5 tot en met 8 dienovereenkomstig hernummerd.

2. Zes maanden nadat de in lid 1 bedoelde kennisgeving van kracht is geworden, worden het volledige Schengenacquis en alle maatregelen die genomen zijn om dat acquis te ontwikkelen, die tot dan ten aanzien van Denemarken verbindend waren als internationaalrechtelijke verplichtingen, voor Denemarken verbindend uit hoofde van het recht van de Unie."

l) onderstaande nieuwe bijlage wordt aan het protocol toegevoegd :

"BIJLAGE

Artikel 1

"Onder voorbehoud van artikel 3 neemt Denemarken niet deel aan de vaststelling door de Raad van de overeenkomstig deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie voorgestelde maatregelen. Voor handelingen van de Raad die met eenparigheid van stemmen moeten worden vastgesteld, is eenparigheid van de leden van de Raad vereist, met uitzondering van de vertegenwoordiger van de Deense regering.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de gekwalificeerde meerderheid bepaald overeenkomstig artikel 205, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

Artikel 2

Ingevolge artikel 1 en onder voorbehoud van de artikelen 3, 4 en 8 zijn de bepalingen van deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, de overeenkomstig die titel vastgestelde maatregelen, de bepalingen van door de Unie overeenkomstig die titel gesloten internationale overeenkomsten en de beslissingen van het Hof van Justitie van de Europese Unie ter uitlegging van die bepalingen of maatregelen niet verbindend voor, noch van toepassing op Denemarken. Bedoelde bepalingen, maatregelen en beslissingen laten de bevoegdheden, rechten en verplichtingen van Denemarken onverlet. Bedoelde bepalingen, maatregelen en beslissingen laten het acquis communautaire en het acquis van de Unie geheel onverlet en maken geen deel uit van het recht van de Unie, zoals die op Denemarken van toepassing zijn.

Artikel 3

1. Binnen een termijn van drie maanden na de indiening van een voorstel of een initiatief bij de Raad overeenkomstig deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie kan Denemarken de voorzitter van de Raad er schriftelijk van in kennis stellen dat het wenst deel te nemen aan de vaststelling en de toepassing van de voorgestelde maatregel, waarna deze staat daartoe gerechtigd is.

2. Indien een maatregel als bedoeld in lid 1 na een redelijke termijn niet met deelneming van Denemarken kan worden vastgesteld, kan de Raad de in lid 1 bedoelde maatregel overeenkomstig artikel 1 vaststellen zonder deelneming van Denemarken. In dat geval is artikel 2 van toepassing.

Artikel 4

Na de vaststelling van een maatregel overeenkomstig deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie kan Denemarken de Raad en de Commissie er te allen tijde van in kennis stellen dat het voornemens is die maatregel te aanvaarden. In dat geval is de procedure van artikel 280 F, lid 1, van dat Verdrag van overeenkomstige toepassing.

Artikel 5

1. De bepalingen van dit Protocol gelden ten aanzien van Denemarken ook voor de uit hoofde van deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie voorgestelde of vastgestelde maatregelen tot wijziging van een bestaande maatregel waardoor Denemarken gebonden is.

2. In gevallen waarin de Raad, handelend op voorstel van de Commissie, evenwel vaststelt dat de niet-deelneming door Denemarken aan de gewijzigde versie van een bestaande maatregel de toepassing van deze maatregel onmogelijk maakt voor andere lidstaten of de Unie kan hij tot Denemarken een dringend verzoek richten tot het doen van een mededeling uit hoofde van artikel 3 of artikel 4. Voor de toepassing van artikel 3 begint een nieuwe periode van twee maanden te lopen op het moment dat de Raad een dergelijk besluit heeft genomen.

Indien Denemarken bij het verstrijken van deze termijn van twee maanden vanaf de vaststelling door de Raad nog geen mededeling uit hoofde van artikel 3 of artikel 4 heeft gedaan, is de bestaande maatregel niet langer bindend voor of van toepassing op Denemarken, tenzij het vóór de inwerkingtreding van de wijzingsmaatregel een mededeling uit hoofde van artikel 4 heeft gedaan. Deze situatie wordt van kracht vanaf de datum van inwerkingtreding van de wijzingsmaatregel of de datum waarop de termijn van twee maanden verstrijkt, al naargelang welk tijdstip later valt.

Voor de toepassing van dit lid neemt de Raad, na een grondige bespreking van deze aangelegenheid, een besluit met een gekwalificeerde meerderheid van de stemmen van de leden die de lidstaten vertegenwoordigen welke aan de aanneming van de wijzingsmaatregel deelnemen of hebben deelgenomen. Een gekwalificeerde meerderheid van stemmen in de Raad is de meerderheid in de zin van artikel 205, lid 3, onder a) van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

3. De Raad kan met gekwalificeerde meerderheid op voorstel van de Commissie een besluit vaststellen waarbij bepaald wordt dat de eventuele directe financiële gevolgen die noodzakelijkerwijs en onvermijdelijk voortvloeien uit de beëindiging van de deelname van Denemarken aan de bestaande maatregel door Denemarken zullen worden gedragen.

4. Dit artikel laat artikel 4 onverlet.

Artikel 6

1. De in artikel 4 bedoelde kennisgeving vindt uiterlijk zes maanden na de definitieve vaststelling van een maatregel plaats, indien die maatregel een uitwerking van het Schengenacquis inhoudt.

Indien Denemarken aangaande die maatregelen die in de artikelen 3 en 4 bedoelde kennisgeving nalaat, overwegen de lidstaten die door die maatregelen gebonden zijn en Denemarken welke passende stappen moeten worden ondernomen.

2. Een kennisgeving overeenkomstig artikel 3 met betrekking tot maatregelen die een uitwerking van het Schengenacquis inhouden, wordt onherroepelijk geacht een kennisgeving overeenkomstig artikel 3 te zijn ten aanzien van elk ander voorstel of initiatief dat een uitwerking van die maatregel inhoudt, voor zover dat voorstel of initiatief een uitwerking van het Schengenacquis inhouden.

Artikel 7

Denemarken zal niet gebonden zijn door de op de op grond van artikel 16 B van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie vastgestelde regels die betrekking hebben op de verwerking van persoonsgegevens door de lidstaten bij de uitoefening van activiteiten die binnen het toepassingsgebied van deel III, titel IV, hoofdstuk 4 of 5 van dat Verdrag vallen, wanneer Denemarken niet gebonden is door de regels van de Unie betreffende de vormen van justitiële samenwerking in strafzaken of van politieke samenwerking in het kader waarvan de op grond van artikel 16 B vastgestelde bepalingen moeten worden nageleefd.

Artikel 8

Indien Denemarken, in gevallen als bedoeld in dit deel, gebonden is door een door de Raad overeenkomstig deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie vastgestelde maatregel, zijn de desbetreffende bepalingen van de Verdragen van toepassing op Denemarken wat betreft die maatregel.

Artikel 9

Indien Denemarken niet gebonden is door een overeenkomstig deel III, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie vastgestelde maatregel, mag deze maatregel voor Denemarken geen andere financiële gevolgen hebben dan de ermee gepaard gaande administratieve kosten voor de instellingen, tenzij de Raad met eenparigheid van stemmen van al haar leden anders besluit, na raadpleging van het Europees Parlement."

PROTOCOL BETREFFENDE ASIEL VOOR ONDERDANEN VAN DE UNIE

22) Het Protocol betreffende asiel voor onderdanen van lidstaten van de Europese Unie wordt als volgt gewijzigd :

a) de preambule wordt als volgt gewijzigd :

i) de eerste overweging wordt vervangen door :

OVERWEGENDE dat de Unie in artikel 6, lid 1, van het Verdrag betreffende de Europese Unie de in het Handvest van de grondrechten vervatte rechten, vrijheden en beginselen erkent,;

ii) onderstaande nieuwe tweede overweging wordt ingevoegd :

"OVERWEGENDE dat in artikel 6, lid 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie wordt bepaald dat de grondrechten, zoals zij worden gewaarborgd door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, als algemene beginselen deel uitmaken van het recht van de Unie,;"

iii) in de tweede overweging, thans de derde overweging, wordt de verwijzing naar artikel 6, lid 2, vervangen door een verwijzing naar artikel 6, leden 1 en 3;

iv) in de derde overweging, thans de vierde overweging, wordt de verwijzing naar artikel 6, lid 1, vervangen door een verwijzing naar artikel 1*bis*;

v) in de derde en vierde overweging, thans de vierde en de vijfde overweging, wordt "beginselen" vervangen door "waarden" waarbij de grammaticale structuur van de zin indien nodig wordt aangepast; in de vierde overweging, thans de vijfde overweging, wordt de verwijzing naar artikel 309 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen door een verwijzing naar artikel 7 van het Verdrag betreffende de Europese Unie;

vi) in de vijfde overweging, thans de zesde overweging, wordt de verwijzing naar het Verdrag betreffende de oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen door een verwijzing naar het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

vii) de zevende overweging, thans de achtste overweging, wordt geschrapt;

b) het enig artikel wordt als volgt gewijzigd;

i) onder b) wordt ", of in voorkomend geval de Europese Raad" ingevoegd na "...de Raad" en wordt aan het einde "...ten aanzien van de lidstaat waarvan de aanvrager onderdaan is" toegevoegd;

ii) littera c) wordt vervangen door :

"c) indien de Raad overeenkomstig artikel 7, lid 1, van het Verdrag betreffende de Europese Unie een besluit heeft vastgesteld ten aanzien van de lidstaat waarvan de aanvrager onderdaan is of indien de Europese Raad overeenkomstig artikel 7, lid 2, van dat Verdrag een besluit heeft vastgesteld ten aanzien van de lidstaat waarvan de aanvrager onderdaan is;

PROTOCOL BETREFFENDE ECONOMISCHE, SOCIALE EN TERRITORIALE SAMENHANG

23) Het Protocol betreffende economische en sociale samenhang wordt als volgt gewijzigd :

a) in het gehele protocol wordt "economische en sociale samenhang" vervangen door "economische, sociale en territoriale samenhang";

b) de preambule wordt als volgt gewijzigd :

i) de eerste, tweede, vijfde zesde en veertiende overweging worden geschrapt.

ii) de onderstaande nieuwe eerste overweging wordt ingevoegd :

"ERAAN HERINNEREND dat artikel 2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie als een van de doelstellingen de bevordering van de economische, sociale en territoriale samenhang en van de solidariteit tussen de lidstaten omvat en dat in artikel 2 C, lid 2, onder c), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie die samenhang als onderdeel van de gebieden van gedeelde bevoegdheid van de Unie wordt vermeld,";

iii) de vierde overweging, thans de derde overweging, wordt vervangen door :

"ERAAN HERINNEREND dat de bepalingen van artikel 116 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie voorzien in de oprichting van een Cohesiefonds,";

iv) in de elfde, thans de achtste overweging aan het einde wordt "... en beklemtonen het belang van de opnemings van de sociale en economische samenhang in de artikelen 2 en 3 van het Verdrag" geschrapt;

v) in de vijftiende overweging, thans de elfde overweging wordt "...uiterlijk op 31 december 1993 op te richten Cohesiefonds..." geschrapt.

vi) in de laatste overweging wordt de verwijzing naar het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen door een verwijzing naar het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

OVERIGE PROTOCOLLEN

24) In het Protocol betreffende de procedure bij buitensporige tekorten wordt in de preambule, eerste overweging, de verwijzing naar het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap vervangen door een verwijzing naar het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

25) In het Protocol betreffende Frankrijk wordt "...in zijn overzeese gebieden..." vervangen door "...in Nieuw-Caledonië, Frans-Polynesië en Wallis en Futuna..."

26) In het Protocol betreffende de buitenlandse betrekkingen van de lidstaten in verband met de overschrijding van de buitengrenzen wordt de verwijzing naar artikel 62, punt 2, onder a), van titel IV van het Verdrag vervangen door een verwijzing naar artikel 62, lid 2, onder b), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie".

27) In het Protocol betreffende artikel 17 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, wordt in de eerste overweging van de preambule, wordt de verwijzing naar artikel 17, lid 1, tweede alinea, en lid 3, vervangen door een verwijzing naar artikel 28 A, lid 2, en wordt in het dispositief "binnen een jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag van Amsterdam" geschrapt.

28) In het Protocol betreffende het openbare-omroepstelsel in de lidstaten wordt in de laatste alinea van de preambule "die aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap worden gehecht" vervangen door die aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie worden gehecht".

29) In het Protocol betreffende de invoer in de Europese Unie van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieproducten wordt in artikel 3, lid 3, tweede zin "...met gekwalificeerde meerderheid van stemmen..." geschrapt.

In de Nederlandstalige versie van het Protocol, moet het woord "beschikkingen" in artikel 3m lid 3 vervangen worden door het woord "besluiten" en moeten de woorden "deze beschikking" in artikel 4, lid 1 vervangen worden door "dit besluit".

30) Het Protocol ad artikel 141 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap wordt als volgt gewijzigd :

a) in de titel van het Protocol wordt "het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap" vervangen door "het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie";

b) in de enige bepaling wordt na "het Verdrag" "betreffende de werking van de Europese Unie" ingevoegd.

31) In het Protocol betreffende de bijzondere regeling van toepassing op Groenland wordt "Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap" vervangen door "Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie", en artikel 2 wordt geschrapt.

32) Het Protocol gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en aan de Verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen wordt als volgt gewijzigd :

a) de titel van het protocol wordt "Protocol betreffende artikel 40.3.3 van de grondwet van Ierland";

b) "Geen enkele bepaling van het Verdrag betreffende de Europese Unie, van de Verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen..." wordt vervangen door "Geen enkele bepaling van de Verdragen, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie..."

33) Het Protocol betreffende de financiële gevolgen van de beëindiging van het EGKS-Verdrag en betreffende het Fonds voor onderzoek inzake kolen en staal wordt als volgt gewijzigd :

a) in de preambule worden de eerste twee overwegingen vervangen door de onderstaande nieuwe eerste overweging :

"MEMOREEREND dat alle op 23 juli 2002 bestaande activa en passiva van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal op 24 juli 2002 zijn overgedragen aan de Europese Gemeenschap,";

b) in artikel 1 wordt lid 1 geschrapt en worden de twee andere leden hernoemd;

c) artikel 2 wordt in twee alinea's gesplitst, waarbij de eerste alinea eindigt op "..., met inbegrip van de grondbeginselen, vast die nodig zijn om dit protocol uit te voeren". Voorts wordt dit artikel als volgt gewijzigd :

i) in de eerste alinea worden "op voorstel van de Commissie en" en "met eenparigheid van stemmen" vervangen door "volgens een bijzondere wetgevingsprocedure", wordt "raadpleging" vervangen door "goedkeuring", en wordt "en de passende besluitvormingsprocedures" geschrapt;

ii) in de tweede alinea wordt ", in het bijzonder met de oog op de aanneming van de financiële meerjarenrichtsnoeren..." vervangen door "De Raad neemt, op voorstel van de Commissie en na raadpleging van het Europees Parlement, de maatregelen aan tot vaststelling van de financiële meerjarenrichtsnoeren...";

d) artikel 4 wordt geschrapt.

BIJLAGEN

34) In Bijlage I, Hoofdstuk 22, ex 22.08, ex 22.09, worden de woorden "bij het Verdrag" geschrapt.

ARTIKEL 2

1. De artikelen van het Protocol betreffende de statuten van het Europees Stelsel van centrale banken van de Europese centrale bank, het Protocol betreffende de statuten van de Europese Investeringsbank en het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Unie, zoals gewijzigd door het Verdrag van Lissabon, worden hernummerd volgens de concordantietabellen in bijlage bij dit protocol. De kruisverwijzingen naar de artikelen van genoemde protocollen die in deze protocollen zijn opgenomen, worden aangepast volgens deze tabellen.

2. De verwijzingen naar de overwegingen van de in artikel 1, punt 1 bedoelde protocollen of naar de artikelen van genoemde protocollen, waaronder de leden of alinea's ervan, zoals hernummerd of herschikt door het onderhavige protocol en die zijn opgenomen in de andere protocollen of handelingen van primair recht worden overeenkomstig het onderhavige protocol aangepast. Deze aanpassingen vinden in voorkomend geval ook plaats indien de betrokken bepaling wordt ingetrokken.

3. De verwijzingen naar de overwegingen en artikelen, waaronder de leden of alinea's ervan, van de in artikel 1, punt 1, bedoelde protocollen, zoals gewijzigd door de bepalingen van het onderhavige protocol en die zijn opgenomen in andere instrumenten of handelingen, worden beschouwd als verwijzingen naar overwegingen en artikelen, waaronder de leden en alinea's ervan, van genoemde protocollen zoals hernummerd of herschikt overeenkomstig het onderhavige protocol.

BIJLAGE

CONCORDANTIETABELLEN ALS BEDOELD IN ARTIKEL 2 VAN PROTOCOL NR. 1 HOUDENDE WIJZIGING VAN DE PROTOCOLLEN GEHECHT AAN HET VERDRAG BETREFFENDE DE EUROPESE UNIE, AAN HET VERDRAG TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP EN AAN HET VERDRAG TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR ATOOMENERGIE

A. PROTOCOL BETREFFENDE DE STATUTEN VAN HET EUROPEES SYSTEEM VAN CENTRALE BANKEN EN DE EUROPESE CENTRALE BANK

Oude nummering van het protocol	Nieuwe nummering van het protocol
Artikel 1	Artikel 1
Artikel 2	Artikel 2
Artikel 3	Artikel 3
Artikel 4	Artikel 4
Artikel 5	Artikel 5
Artikel 6	Artikel 6
Artikel 7	Artikel 7
Artikel 8	Artikel 8
Artikel 9	Artikel 9
Artikel 10	Artikel 10
Artikel 11	Artikel 11
Artikel 12	Artikel 12
Artikel 13	Artikel 13
Artikel 14	Artikel 14
Artikel 15	Artikel 15
Artikel 16	Artikel 16
Artikel 17	Artikel 17
Artikel 18	Artikel 18
Artikel 19	Artikel 19
Artikel 20	Artikel 20
Artikel 21	Artikel 21
Artikel 22	Artikel 22
Artikel 23	Artikel 23
Artikel 24	Artikel 24
Artikel 25	Artikel 25

Oude nummering van het protocol	Nieuwe nummering van het protocol
Artikel 26	Artikel 26
Artikel 27	Artikel 27
Artikel 28	Artikel 28
Artikel 29	Artikel 29
Artikel 30	Artikel 30
Artikel 31	Artikel 31
Artikel 32	Artikel 32
Artikel 33	Artikel 33
Artikel 34	Artikel 34
Artikel 35	Artikel 35
Artikel 36	Artikel 36
Artikel 37 (geschrapt)	
Artikel 38	Artikel 37
Artikel 39	Artikel 38
Artikel 40	Artikel 39
Artikel 41	Artikel 40
Artikel 42	Artikel 41
Artikel 43	Artikel 42
Artikel 44	Artikel 43
Artikel 45	Artikel 44
Artikel 46	Artikel 45
Artikel 47	Artikel 46
Artikel 48	Artikel 47
Artikel 49	Artikel 48
Artikel 50 (geschrapt)	
Artikel 51 (geschrapt)	
Artikel 52	Artikel 49
Artikel 53	Artikel 50

B. PROTOCOL BETREFFENDE DE STATUTEN VAN DE EUROPESE INVESTERINGSBANK

Oude nummering van het protocol	Nieuwe nummering van het protocol
Artikel 1	Artikel 1
Artikel 2	Artikel 2
Artikel 3	Artikel 3
Artikel 4	Artikel 4
Artikel 5	Artikel 5
Artikel 6 (geschrapt)	
Artikel 7 (geschrapt)	
Artikel 8	Artikel 6
Artikel 9	Artikel 7
Artikel 10	Artikel 8
Artikel 11	Artikel 9
Artikel 12	Artikel 10
Artikel 13	Artikel 11
Artikel 14	Artikel 12
Artikel 15	Artikel 13
Artikel 16	Artikel 14
Artikel 17	Artikel 15
Artikel 18	Artikel 16
Artikel 19	Artikel 17

Oude nummering van het protocol	Nieuwe nummering van het protocol
Artikel 20	Artikel 18
Artikel 21	Artikel 19
Artikel 22	Artikel 20
Artikel 23	Artikel 21
Artikel 24	Artikel 22
Artikel 25	Artikel 23
Artikel 26	Artikel 24
Artikel 27	Artikel 25
Artikel 28	Artikel 26
Artikel 29	Artikel 27
Artikel 30	Artikel 28

C. PROTOCOL BETREFFENDE DE VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN VAN DE EUROPESE UNIE

Oude nummering van het protocol	Nieuwe nummering van het protocol
Artikel 1	Artikel 1
Artikel 2	Artikel 2
Artikel 3	Artikel 3
Artikel 4	Artikel 4
Artikel 5 (geschrapt)	
Artikel 6	Artikel 5
Artikel 7	Artikel 6
Artikel 8	Artikel 7
Artikel 9	Artikel 8
Artikel 10	Artikel 9
Artikel 11	Artikel 10
Artikel 12	Artikel 11
Artikel 13	Artikel 12
Artikel 14	Artikel 13
Artikel 15	Artikel 14
Artikel 16	Artikel 15
Artikel 17	Artikel 16
Artikel 18	Artikel 17
Artikel 19	Artikel 18
Artikel 20	Artikel 19
Artikel 21	Artikel 20
Artikel 22	Artikel 21
Artikel 23	Artikel 22

PROTOCOL nr. 2

TOT WIJZIGING VAN HET VERDRAG TOT OPRICHTING
VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR ATOOMENERGIE

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

ERAAN HERINNEREND hoe belangrijk het is dat de rechtsgevolgen van de bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie ten volle bewaard blijven;

VERLANGEND om dat verdrag, met name op institutioneel en financieel gebied, aan te passen aan de nieuwe bepalingen van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, die aan het Verdrag van Lissabon worden gehecht en die het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie als volgt wijzigen :

ARTIKEL 1

Dit protocol wijzigt het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie (hierna het "EGA-Verdrag" genoemd) in de versie die van kracht is op de datum van inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon.

In de Nederlandstalige versie van het EGA-Verdrag, in de volgende artikelen, wordt het woord "beschikking" of "beschikkingen" respectievelijk vervangen door "besluit" of "besluiten": artikel 49, eerste alinea, artikel 51, artikel 53, tweede alinea, artikel 59, eerste alinea, sub b), artikel 81, vierde en vijfde alinea, artikel 83, tweede lid, eerste en tweede alinea en artikel 176, eerste lid en vierde lid.

ARTIKEL 2

Het opschrift van titel III van het EGA-Verdrag "Institutionele bepalingen" wordt vervangen door het opschrift "Institutionele en financiële bepalingen".

ARTIKEL 3

Aan het begin van titel III van het EGA-Verdrag wordt het volgende nieuwe hoofdstuk ingevoegd:

"HOOFDSTUK 1

TOEPASSING VAN EEN AANTAL BEPALINGEN VAN HET VERDRAG BETREFFENDE DE EUROPESE UNIE EN HET VERDRAG BETREFFENDE DE WERKING VAN DE EUROPESE UNIE

Artikel 106bis

1. Artikel 7, de artikelen 9 tot en met 9 F, artikel 48, leden 2 tot en met 5, en de artikelen 49 en 49 A van het Verdrag betreffende de Europese Unie, artikel 16 A van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, de artikelen 190 tot en met 201 ter, de artikelen 204 tot en met 211bis, artikel 213, de artikelen 215 tot en met 236, de artikelen 238, 239 en 240, de artikelen 241 tot en met 245, de artikelen 246 tot en met 262, de artikelen 268 tot en met 277, de artikelen 279 tot en met 280 en de artikelen 283, 290 en 292 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, alsmede het Protocol betreffende de overgangsbepalingen, zijn van toepassing op dit Verdrag.

2. In het kader van het onderhavige Verdrag moeten de verwijzingen naar de Unie, naar het "Verdrag betreffende de Europese Unie", naar het "Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie" of naar de "Verdragen" in de bepalingen die in lid 1 genoemd worden of die opgenomen zijn in de protocollen gehecht aan die Verdragen of aan het onderhavige Verdrag, gelezen worden als verwijzingen naar de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en naar het onderhavige Verdrag.

3. De bepalingen van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie laten de bepalingen van het onderhavige Verdrag onverlet."

ARTIKEL 4

In titel III van het EGA-Verdrag worden de hoofdstukken I, II en III omgenummerd tot II, III en IV.

ARTIKEL 5

Artikel 3, de artikelen 107 tot en met 132, de artikelen 136 tot en met 143, de artikelen 146 tot en met 156, de artikelen 158 tot en met 163, de artikelen 165 tot en met 170, de artikelen 173, 173 A en 175, de artikelen 177 tot en met 179bis, de artikelen 180 ter en 181, de artikelen 183, 183 A, 190 en 204 van het EGA-Verdrag worden ingetrokken.

ARTIKEL 6

Het opschrift van titel IV "Financiële bepalingen" wordt vervangen door het opschrift: "Bijzondere financiële bepalingen".

ARTIKEL 7

1. In de artikelen 38, derde alinea, en 82, derde alinea, van het EGA-Verdrag worden de verwijzingen naar de artikelen 141 en 142 vervangen door verwijzingen naar respectievelijk de artikelen 226 en 227 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

2. In de artikelen 171, lid 2, en 176, lid 3, van het EGA-Verdrag wordt de verwijzing naar artikel 183 vervangen door een verwijzing naar artikel 279 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

3. In artikel 172, lid 4, van het EGA-Verdrag wordt de verwijzing naar artikel 177, lid 5, vervangen door een verwijzing naar artikel 272 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

4. In het EGA-Verdrag wordt "Hof van Justitie" vervangen door "Hof van Justitie van de Europese Unie".

ARTIKEL 8

Artikel 191 van het EGA-Verdrag wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 191

De Gemeenschap geniet op het grondgebied van de lidstaten de voorrechten en immuniteiten die nodig zijn voor de uitvoering van haar taak, overeenkomstig de voorwaarden van het protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Unie."

ARTIKEL 9

Artikel 206 van het EGA-Verdrag wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 206

De Gemeenschap kan met een of meer staten of internationale organisaties overeenkomsten sluiten waarbij een associatie wordt ingesteld die wordt gekenmerkt door wederkerige rechten en verplichtingen, gemeenschappelijk optreden en bijzondere procedures.

Die akkoorden worden gesloten door de Raad krachtens een na raadpleging van het Europees Parlement met eenparigheid van stemmen genomen besluit.

Wanneer die overeenkomsten wijzigingen van dit Verdrag vergen, moeten die wijzigingen vooraf volgens de procedure van artikel 48, leden 2 tot en met 5, van het Verdrag betreffende de Europese Unie worden aangenomen."

ARTIKEL 10

De ontvangsten en uitgaven van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie worden, met uitzondering van die van het Voorzieningsagentschap en die van gemeenschappelijke ondernemingen, in de begroting van de Unie opgenomen.

BIJLAGE

CONCORDANTIETABELLEN ALS BEDOELD IN ARTIKEL 5 VAN HET VERDRAG VAN LISSABON

A. Verdrag betreffende de Europese Unie

Oude nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de Europese Unie
TITEL I - GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN	TITEL I - GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN	TITEL I - GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN
Artikel 1	Artikel 1	Artikel 1
	Artikel 1bis	Artikel 2
Artikel 2	Artikel 2	Artikel 3
Artikel 3 (geschrapt) (1)		
	Artikel 3bis	Artikel 4
	Artikel 3ter (2)	Artikel 5
Artikel 4 (geschrapt) (3)		
Artikel 5 (geschrapt) (4)		
Artikel 6	Artikel 6	Artikel 6
Artikel 7	Artikel 7	Artikel 7
	Artikel 7bis	Artikel 8
TITEL II - BEPALINGEN HOUDENDE WIJZIGING VAN HET VERDRAG TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP MET HET OOG OP DE OPRICHTING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP	TITEL II - BEPALINGEN INZAKE DE DEMOCRATISCHE BEGINSELEN	TITEL II - BEPALINGEN INZAKE DE DEMOCRATISCHE BEGINSELEN
Artikel 8 (geschrapt) (5)	Artikel 8	Artikel 9
	Artikel 8 A (6)	Artikel 10
	Artikel 8 B	Artikel 11
	Artikel 8 C	Artikel 12
TITEL III - BEPALINGEN HOUDENDE WIJZIGINGEN VAN HET VERDRAG TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR KOLEN EN STAAL	TITEL III - BEPALINGEN BETREFFENDE DE INSTELLINGEN	TITEL III - BEPALINGEN BETREFFENDE DE INSTELLINGEN
Artikel 9 (geschrapt) (7)	Artikel 9	Artikel 13
	Artikel 9 A (8)	Artikel 14
	Artikel 9 B (9)	Artikel 15
	Artikel 9 C (10)	Artikel 16
	Artikel 9 D (11)	Artikel 17
	Artikel 9 E	Artikel 18
	Artikel 9 F (12)	Artikel 19
TITEL IV - BEPALINGEN TOT WIJZIGING VAN HET VERDRAG TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR ATOOMENERGIE	TITEL IV - BEPALINGEN INZAKE DE NAUWERE SAMENWERKING	TITEL IV - BEPALINGEN INZAKE DE NAUWERE SAMENWERKING
Artikel 10 (geschrapt) (13) Artikelen 27 A tot en met 27 E (vervangen) Artikelen 40 tot en met 40 B (vervangen) Artikelen 43 tot en met 45 (vervangen)	Artikel 10 (14)	Artikel 20
TITEL V - BEPALINGEN BETREFFENDE EEN GEMEENSCHAPPELIJK BUITENLANDS EN VEILIGHEIDSBELEID	TITEL V - ALGEMENE BEPALINGEN INZAKE HET EXTERN OPTREDEN VAN DE UNIE EN SPECIFIEKE BEPALINGEN BETREFFENDE HET GEMEENSCHAPPELIJK BUITENLANDS EN VEILIGHEIDSBELEID	TITEL V - ALGEMENE BEPALINGEN INZAKE HET EXTERN OPTREDEN VAN DE UNIE EN SPECIFIEKE BEPALINGEN BETREFFENDE HET GEMEENSCHAPPELIJK BUITENLANDS EN VEILIGHEIDSBELEID
	Hoofdstuk 1 - Algemene bepalingen betreffende het extern optreden van de Unie	Hoofdstuk 1 - Algemene bepalingen betreffende het extern optreden van de Unie
	Artikel 10 A	Artikel 21
	Artikel 10 B	Artikel 22

Oude nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de Europese Unie
	Hoofdstuk 2 - Specifieke bepalingen betreffende het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid	Hoofdstuk 2 - Specifieke bepalingen betreffende het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid
	Eerste afdeling - Gemeenschappelijke bepalingen	Eerste afdeling - Gemeenschappelijke bepalingen
	Artikel 10 C	Artikel 23
Artikel 11	Artikel 11	Artikel 24
Artikel 12	Artikel 12	Artikel 25
Artikel 13	Artikel 13	Artikel 26
	Artikel 13bis	Artikel 27
Artikel 14	Artikel 14	Artikel 28
Artikel 15	Artikel 15	Artikel 29
Artikel 22 (verplaatst)	Artikel 15bis	Artikel 30
Artikel 23 (verplaatst)	Artikel 15ter	Artikel 31
Artikel 16	Artikel 16	Artikel 32
Artikel 17 (verplaatst)	Artikel 28 A	Artikel 42
Artikel 18	Artikel 18	Artikel 33
Artikel 19	Artikel 19	Artikel 34
Artikel 20	Artikel 20	Artikel 35
Artikel 21	Artikel 21	Artikel 36
Artikel 22 (verplaatst)	Artikel 15bis	Artikel 30
Artikel 23 (verplaatst)	Artikel 15ter	Artikel 31
Artikel 24	Artikel 24	Artikel 37
Artikel 25	Artikel 25	Artikel 38
	Artikel 25bis	Artikel 39
Artikel 47 (vervangen)	Artikel 25ter	Artikel 40
Artikel 26 (geschrapt)		
Artikel 27 (geschrapt)		
Artikel 27 A (geschrapt) (15)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 27 B (geschrapt) (15)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 27 C (geschrapt) (15)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 27 D (geschrapt) (15)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 27 E (geschrapt) (15)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 28	Artikel 28	Artikel 41
	Tweede deel - Bepalingen inzake het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid	Tweede deel - Bepalingen inzake het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid
Artikel 17 (verplaatst)	Artikel 28 A	Artikel 42
	Artikel 28 B	Artikel 43
	Artikel 28 C	Artikel 44
	Artikel 28 D	Artikel 45
	Artikel 28 E	Artikel 46
TITEL VI - BEPALINGEN INZAKE POLITIËLE EN JUSTITIËLE SAMENWERKING IN STRAFZAKEN (geschrapt) (16)		
Artikel 29 (vervangen) (17)		
Artikel 30 (vervangen) (18)		
Artikel 31 (vervangen) (19)		
Artikel 32 (vervangen) (20)		
Artikel 33 (vervangen) (21)		
Artikel 34 (geschrapt)		
Artikel 35 (geschrapt)		
Artikel 36 (vervangen) (22)		

Oude nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de Europese Unie
Artikel 37 (geschrapt)		
Artikel 38 (geschrapt)		
Artikel 39 (geschrapt)		
Artikel 40 (vervangen) (23)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 40 A (vervangen) (23)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 40 B (vervangen) (23)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 41 (geschrapt)		
Artikel 42 (geschrapt)		
TITEL VII - BEPALINGEN INZAKE NAUWERE SAMENWERKING (vervangen) (24)	TITEL IV - BEPALINGEN INZAKE NAUWERE SAMENWERKING	TITEL IV - BEPALINGEN INZAKE NAUWERE SAMENWERKING
Artikel 43 (vervangen) (24)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 43 A (vervangen) (24)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 43 B (vervangen) (24)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 44 (vervangen) (24)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 44 A (vervangen) (24)	Artikel 10	Artikel 20
Artikel 45 (vervangen) (24)	Artikel 10	Artikel 20
TITEL VIII - SLOTBEPALINGEN	TITEL VI - SLOTBEPALINGEN	TITEL VI - SLOTBEPALINGEN
Artikel 46 (geschrapt)		
	Artikel 46 A	Artikel 47
Artikel 47 (vervangen)	Artikel 25 ^{ter}	Artikel 40
Artikel 48	Artikel 48	Artikel 48
Artikel 49	Artikel 49	Artikel 49
	Artikel 49 A	Artikel 50
	Artikel 49 B	Artikel 51
	Artikel 49 C	Artikel 52
Artikel 50 (geschrapt)		
Artikel 51	Artikel 51	Artikel 53
Artikel 52	Artikel 52	Artikel 54
Artikel 53	Artikel 53	Artikel 55

B. Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
EERSTE DEEL - DE BEGINSELEN	EERSTE DEEL - DE BEGINSELEN	EERSTE DEEL - DE BEGINSELEN
Artikel 1 (geschrapt)		
	Artikel 1 ^{bis}	Artikel 1
Artikel 2 (geschrapt) (25)		
	Titel I - Categorieën en gebieden van bevoegdheden van de Unie	Titel I - Categorieën en gebieden van bevoegdheden van de Unie
	Artikel 2 A	Artikel 2
	Artikel 2 B	Artikel 3
	Artikel 2 C	Artikel 4
	Artikel 2 D	Artikel 5
	Artikel 2 E	Artikel 6
	Titel II - Algemeen toepasselijke bepalingen	Titel II - Algemeen toepasselijke bepalingen
	Artikel 2 F	Artikel 7
Artikel 3, lid 1 (geschrapt) (26)		
Artikel 3, lid 2	Artikel 3	Artikel 8
Artikel 4 (verplaatst)	Artikel 97 ^{ter}	Artikel 119

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
Artikel 5 (vervangen) (27)		
	Artikel 5 <i>bis</i>	Artikel 9
	Artikel 5 <i>ter</i>	Artikel 10
Artikel 6	Artikel 6	Artikel 11
Artikel 153, lid 2 (verplaatst)	Artikel 6 <i>bis</i>	Artikel 12
	Artikel 6 <i>ter</i> (28)	Artikel 13
Artikel 7 (geschrapt) (29)		
Artikel 8 (geschrapt) (30)		
Artikel 9 (geschrapt)		
Artikel 10 (geschrapt) (31)		
Artikel 11 (vervangen) (32)	Artikelen 280 A tot en met 280 I	Artikelen 326 tot en met 334
Artikel 11 A (vervangen) (32)	Artikelen 280 A tot en met 280 I	Artikelen 326 tot en met 334
Artikel 12 (verplaatst)	Artikel 16 D	Artikel 18
Artikel 13 (verplaatst)	Artikel 16 E	Artikel 19
Artikel 14 (verplaatst)	Artikel 22 <i>bis</i>	Artikel 26
Artikel 15 (verplaatst)	Artikel 22 <i>ter</i>	Artikel 27
Artikel 16	Artikel 16	Artikel 14
Artikel 255 (verplaatst)	Artikel 16 A	Artikel 15
Artikel 286 (vervangen)	Artikel 16 B	Artikel 16
	Artikel 16 C	Artikel 17
TWEEDE DEEL - HET BURGERSCHAP VAN DE UNIE	TWEEDE DEEL - NON-DISCRIMINATIE EN BURGERSCHAP VAN DE UNIE	TWEEDE DEEL - NON-DISCRIMINATIE EN BURGERSCHAP VAN DE UNIE
Artikel 12 (verplaatst)	Artikel 16 D	Artikel 18
Artikel 13 (verplaatst)	Artikel 16 E	Artikel 19
Artikel 17	Artikel 17	Artikel 20
Artikel 18	Artikel 18	Artikel 21
Artikel 19	Artikel 19	Artikel 22
Artikel 20	Artikel 20	Artikel 23
Artikel 21	Artikel 21	Artikel 24
Artikel 22	Artikel 22	Artikel 25
DERDE DEEL - HET BELEID VAN DE UNIE	DERDE DEEL - HET BELEID EN INTERN OPTREDEN VAN DE UNIE	DERDE DEEL - HET BELEID EN INTERN OPTREDEN VAN DE UNIE
	Titel I - De interne markt	Titel I - De interne markt
Artikel 14 (verplaatst)	Artikel 22 <i>bis</i>	Artikel 26
Artikel 15 (verplaatst)	Artikel 22 <i>ter</i>	Artikel 27
Titel I - Het vrije verkeer van goederen	Titel I <i>bis</i> - Het vrije verkeer van goederen	Titel II - Het vrije verkeer van goederen
Artikel 23	Artikel 23	Artikel 28
Artikel 24	Artikel 24	Artikel 29
Hoofdstuk 1 - De douane-unie	Hoofdstuk 1 - De douane-unie	Hoofdstuk 1 - De douane-unie
Artikel 25	Artikel 25	Artikel 30
Artikel 26	Artikel 26	Artikel 31
Artikel 27	Artikel 27	Artikel 32
Derde deel, Titel X, Douanesamenwerking (verplaatst)	Hoofdstuk 1 <i>bis</i> - Douanesamenwerking	Hoofdstuk 2 - Douanesamenwerking
Artikel 135 (verplaatst)	Artikel 27 <i>bis</i>	Artikel 33

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
Hoofdstuk 2 - Verbod op kwantitatieve beperkingen tussen de lidstaten	Hoofdstuk 2 - Verbod op kwantitatieve beperkingen tussen de lidstaten	Hoofdstuk 3 - Verbod op kwantitatieve beperkingen tussen de lidstaten
Artikel 28	Artikel 28	Artikel 34
Artikel 29	Artikel 29	Artikel 35
Artikel 30	Artikel 30	Artikel 36
Artikel 31	Artikel 31	Artikel 37
Titel II - De landbouw	Titel II - Landbouw en visserij	Titel III - Landbouw en visserij
Artikel 32	Artikel 32	Artikel 38
Artikel 33	Artikel 33	Artikel 39
Artikel 34	Artikel 34	Artikel 40
Artikel 35	Artikel 35	Artikel 41
Artikel 36	Artikel 36	Artikel 42
Artikel 37	Artikel 37	Artikel 43
Artikel 38	Artikel 38	Artikel 44
Titel III - Het vrije verkeer van personen, diensten en kapitaal	Titel III - Het vrije verkeer van personen, diensten en kapitaal	Titel IV - Het vrije verkeer van personen, diensten en kapitaal
Hoofdstuk 1 - De werknemers	Hoofdstuk 1 - De werknemers	Hoofdstuk 1 - De werknemers
Artikel 39	Artikel 39	Artikel 45
Artikel 40	Artikel 40	Artikel 46
Artikel 41	Artikel 41	Artikel 47
Artikel 42	Artikel 42	Artikel 48
Hoofdstuk 2 - Het recht van vestiging	Hoofdstuk 2 - Het recht van vestiging	Hoofdstuk 2 - Het recht van vestiging
Artikel 43	Artikel 43	Artikel 49
Artikel 44	Artikel 44	Artikel 50
Artikel 45	Artikel 45	Artikel 51
Artikel 46	Artikel 46	Artikel 52
Artikel 47	Artikel 47	Artikel 53
Artikel 48	Artikel 48	Artikel 54
Artikel 294 (verplaatst)	Artikel 48 <i>bis</i>	Artikel 55
Hoofdstuk 3 - De diensten	Hoofdstuk 3 - De diensten	Hoofdstuk 3 - De diensten
Artikel 49	Artikel 49	Artikel 56
Artikel 50	Artikel 50	Artikel 57
Artikel 51	Artikel 51	Artikel 58
Artikel 52	Artikel 52	Artikel 59
Artikel 53	Artikel 53	Artikel 60
Artikel 54	Artikel 54	Artikel 61
Artikel 55	Artikel 55	Artikel 62
Hoofdstuk 4 - Kapitaal en betalingsverkeer	Hoofdstuk 4 - Kapitaal en betalingsverkeer	Hoofdstuk 4 - Kapitaal en betalingsverkeer
Artikel 56	Artikel 56	Artikel 63
Artikel 57	Artikel 57	Artikel 64
Artikel 58	Artikel 58	Artikel 65
Artikel 59	Artikel 59	Artikel 66
Artikel 60 (verplaatst)	Artikel 61 H	Artikel 75

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
Titel IV - Visa, asiel, immigratie en andere beleidsterreinen die verband houden met het vrije verkeer van personen	Titel IV - De ruimte van vrijheid, veiligheid en recht	Titel V - De ruimte van vrijheid, veiligheid en recht
	Hoofdstuk 1 - Algemene bepalingen	Hoofdstuk 1 - Algemene bepalingen
Artikel 61	Artikel 61 (33)	Artikel 67
	Artikel 61 A	Artikel 68
	Artikel 61 B	Artikel 69
	Artikel 61 C	Artikel 70
	Artikel 61 D (34)	Artikel 71
Artikel 64, lid 1 (verplaatst)	Artikel 61 E (35)	Artikel 72
	Artikel 61 F	Artikel 73
Artikel 66 (vervangen)	Artikel 61 G	Artikel 74
Artikel 60 (verplaatst)	Artikel 61 H	Artikel 75
	Artikel 61 I	Artikel 76
	Hoofdstuk 2 - Beleid inzake grenscontroles, asiel en immigratie	Hoofdstuk 2 - Beleid inzake grenscontroles, asiel en immigratie
Artikel 62	Artikel 62	Artikel 77
Artikel 63, punten 1 en 2 en Artikel 64, lid 2 (36)	Artikel 63	Artikel 78
Artikel 63, punten 3 en 4	Artikel 63bis	Artikel 79
	Artikel 63ter	Artikel 80
Artikel 64, lid 1 (vervangen)	Artikel 61 E	Artikel 72
	Hoofdstuk 3 - Justitiële samenwerking in burgerlijke zaken	Hoofdstuk 3 - Justitiële samenwerking in burgerlijke zaken
Artikel 65	Artikel 65	Artikel 81
Artikel 66 (vervangen)	Artikel 61 G	Artikel 74
Artikel 67 (geschrapt)		
Artikel 68 (geschrapt)		
Artikel 69 (geschrapt)		
	Hoofdstuk 4 - Justitiële samenwerking in strafzaken	Hoofdstuk 4 - Justitiële samenwerking in strafzaken
	Artikel 69 A (37)	Artikel 82
	Artikel 69 B (37)	Artikel 83
	Artikel 69 C	Artikel 84
	Artikel 69 D (37)	Artikel 85
	Artikel 69 E	Artikel 86
	Hoofdstuk 5 - Politiële samenwerking	Hoofdstuk 5 - Politiële samenwerking
	Artikel 69 F (38)	Artikel 87
	Artikel 69 G (38)	Artikel 88
	Artikel 69 H (39)	Artikel 89
Titel V - Vervoer	Titel V - Vervoer	Titel VI - Vervoer
Artikel 70	Artikel 70	Artikel 90
Artikel 71	Artikel 71	Artikel 91
Artikel 72	Artikel 72	Artikel 92
Artikel 73	Artikel 73	Artikel 93
Artikel 74	Artikel 74	Artikel 94
Artikel 75	Artikel 75	Artikel 95
Artikel 76	Artikel 76	Artikel 96

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
Artikel 77	Artikel 77	Artikel 97
Artikel 78	Artikel 78	Artikel 98
Artikel 79	Artikel 79	Artikel 99
Artikel 80	Artikel 80	Artikel 100
Titel VI - Gemeenschappelijke regels betreffende de mededinging, de belastingen en de onderlinge aanpassing van de wetgevingen	Titel VI - Gemeenschappelijke regels betreffende de mededinging, de belastingen en de onderlinge aanpassing van de wetgevingen	Titel VII - Gemeenschappelijke regels betreffende de mededinging, de belastingen en de onderlinge aanpassing van de wetgevingen
Hoofdstuk 1 - Regels betreffende de mededinging	Hoofdstuk 1 - Regels betreffende de mededinging	Hoofdstuk 1 - Regels betreffende de mededinging
Eerste afdeling - Regels voor de ondernemingen	Eerste afdeling - Regels voor de ondernemingen	Eerste afdeling - Regels voor de ondernemingen
Artikel 81	Artikel 81	Artikel 101
Artikel 82	Artikel 82	Artikel 102
Artikel 83	Artikel 83	Artikel 103
Artikel 84	Artikel 84	Artikel 104
Artikel 85	Artikel 85	Artikel 105
Artikel 86	Artikel 86	Artikel 106
Tweede afdeling - Steunmaatregelen van de staten	Tweede afdeling - Steunmaatregelen van de staten	Tweede afdeling - Steunmaatregelen van de staten
Artikel 87	Artikel 87	Artikel 107
Artikel 88	Artikel 88	Artikel 108
Artikel 89	Artikel 89	Artikel 109
Hoofdstuk 2 - Bepalingen betreffende belastingen	Hoofdstuk 2 - Bepalingen betreffende belastingen	Hoofdstuk 2 - Bepalingen betreffende belastingen
Artikel 90	Artikel 90	Artikel 110
Artikel 91	Artikel 91	Artikel 111
Artikel 92	Artikel 92	Artikel 112
Artikel 93	Artikel 93	Artikel 113
Hoofdstuk 3 - De aanpassing van de wetgevingen	Hoofdstuk 3 - De aanpassing van de wetgevingen	Hoofdstuk 3 - De aanpassing van de wetgevingen
Artikel 95 (verplaatst)	Artikel 94	Artikel 114
Artikel 94 (verplaatst)	Artikel 95	Artikel 115
Artikel 96	Artikel 96	Artikel 116
Artikel 97	Artikel 97	Artikel 117
	Artikel 97bis	Artikel 118
Titel VII - Economisch en monetair beleid	Titel VII - Economisch en monetair beleid	Titel VIII - Economisch en monetair beleid
Artikel 4 (verplaatst)	Artikel 97ter	Artikel 119
Hoofdstuk 1 - Economisch beleid	Hoofdstuk 1 - Economisch beleid	Hoofdstuk 1 - Economisch beleid
Artikel 98	Artikel 98	Artikel 120
Artikel 99	Artikel 99	Artikel 121
Artikel 100	Artikel 100	Artikel 122
Artikel 101	Artikel 101	Artikel 123
Artikel 102	Artikel 102	Artikel 124
Artikel 103	Artikel 103	Artikel 125
Artikel 104	Artikel 104	Artikel 126

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
Hoofdstuk 2 - Monetair beleid	Hoofdstuk 2 - Monetair beleid	Hoofdstuk 2 - Monetair beleid
Artikel 105	Artikel 105	Artikel 127
Artikel 106	Artikel 106	Artikel 128
Artikel 107	Artikel 107	Artikel 129
Artikel 108	Artikel 108	Artikel 130
Artikel 109	Artikel 109	Artikel 131
Artikel 110	Artikel 110	Artikel 132
Artikel 111, leden 1 tot en met 3 en 5 (verplaatst)	Artikel 188 O	Artikel 219
Artikel 111, lid 4 (verplaatst)	Artikel 115 C, lid 1	Artikel 138
	Artikel 111 <i>bis</i>	Artikel 133
Hoofdstuk 3 - Institutionele bepalingen	Hoofdstuk 3 - Institutionele bepalingen	Hoofdstuk 3 - Institutionele bepalingen
Artikel 112 (verplaatst)	Artikel 245 <i>ter</i>	Artikel 283
Artikel 113 (verplaatst)	Artikel 245 <i>quater</i>	Artikel 284
Artikel 114	Artikel 114	Artikel 134
Artikel 115	Artikel 115	Artikel 135
	Hoofdstuk 3 <i>bis</i> - Specifieke bepalingen voor de lidstaten die de euro als munt hebben	Hoofdstuk 4 - Specifieke bepalingen voor de lidstaten die de euro als munt hebben
	Artikel 115 A	Artikel 136
	Artikel 115 B	Artikel 137
Artikel 111, lid 4 (verplaatst)	Artikel 115 C	Artikel 138
Hoofdstuk 4 - Overgangsbepalingen	Hoofdstuk 4 - Overgangsbepalingen	Hoofdstuk 5 - Overgangsbepalingen
Artikel 116 (geschrapt)		
	Artikel 116 <i>bis</i>	Artikel 139
Artikel 117, leden 1, 2, zesde streepje, en 3 tot en met 9 (geschrapt)		
Artikel 117, lid 2, vijf eerste streepjes (verplaatst)	Artikel 118 <i>bis</i> , lid 2	Artikel 141, lid 2
Artikel 121, lid 1 (verplaatst) Artikel 122, lid 2, tweede zin (verplaatst) Artikel 123, lid 5 (verplaatst)	Artikel 117 <i>bis</i> , lid 1 (40) Artikel 117 <i>bis</i> , lid 2 (41) Artikel 117 <i>bis</i> , lid 3 (42)	Artikel 140
Artikel 118 (geschrapt)		
Artikel 123, lid 3 (verplaatst) Artikel 117, lid 2, vijf eerste streepjes (verplaatst)	Artikel 118 <i>bis</i> , lid 1 (43) Artikel 118 <i>bis</i> , lid 2 (44)	Artikel 141
Artikel 124, lid 1 (verplaatst)	Artikel 118 <i>ter</i>	Artikel 142
Artikel 119	Artikel 119	Artikel 143
Artikel 120	Artikel 120	Artikel 144
Artikel 121, lid 1 (verplaatst)	Artikel 117 <i>bis</i> , lid 1	Artikel 140, lid 1
Artikel 121, leden 2 tot en met 4 (geschrapt)		
Artikel 122, leden 1, 2, eerste zin, 3, 4, 5 en 6 (geschrapt)		
Artikel 122, lid 2, tweede zin (verplaatst)	Artikel 117 <i>bis</i> , lid 2, eerste alinea	Artikel 140, lid 2, eerste alinea
Artikel 123, leden 1, 2 en 4 (geschrapt)		
Artikel 123, lid 5 (verplaatst)	Artikel 117 <i>bis</i> , lid 3	Artikel 140, lid 3
Artikel 123, lid 3 (verplaatst)	Artikel 118 <i>bis</i> , lid 1	Artikel 141, lid 1
Artikel 124, lid 1 (verplaatst)	Artikel 118 <i>ter</i>	Artikel 142
Artikel 124, lid 2 (geschrapt)		

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
Titel VIII - Werkgelegenheid	Titel VIII - Werkgelegenheid	Titel IX - Werkgelegenheid
Artikel 125	Artikel 125	Artikel 145
Artikel 126	Artikel 126	Artikel 146
Artikel 127	Artikel 127	Artikel 147
Artikel 128	Artikel 128	Artikel 148
Artikel 129	Artikel 129	Artikel 149
Artikel 130	Artikel 130	Artikel 150
Titel IX - Gemeenschappelijke handelspolitiek (verplaatst)	Vijfde deel, Titel II, Gemeenschappelijke handelspolitiek	Vijfde deel, Titel II, Gemeenschappelijke handelspolitiek
Artikel 131 (verplaatst)	Artikel 188 B	Artikel 206
Artikel 132 (geschrapt)		
Artikel 133 (verplaatst)	Artikel 188 C	Artikel 207
Artikel 134 (geschrapt)		
Titel X - Douanesamenwerking (verplaatst)	Derde deel, Titel II, Hoofdstuk 1 <i>bis</i> , Douanesamenwerking	Derde deel, Titel II, Hoofdstuk 2, Douanesamenwerking
Artikel 135 (verplaatst)	Artikel 27 <i>bis</i>	Artikel 33
Titel XI - Sociale politiek, onderwijs, beroepsopleiding en jeugd	Titel IX - Sociale politiek	Titel X - Sociale politiek
Hoofdstuk 1 - Sociale bepalingen (geschrapt)		
Artikel 136	Artikel 136	Artikel 151
	Artikel 136 <i>bis</i>	Artikel 152
Artikel 137	Artikel 137	Artikel 153
Artikel 138	Artikel 138	Artikel 154
Artikel 139	Artikel 139	Artikel 155
Artikel 140	Artikel 140	Artikel 156
Artikel 141	Artikel 141	Artikel 157
Artikel 142	Artikel 142	Artikel 158
Artikel 143	Artikel 143	Artikel 159
Artikel 144	Artikel 144	Artikel 160
Artikel 145	Artikel 145	Artikel 161
Hoofdstuk 2 - Het Europees Sociaal Fonds	Titel X - Het Europees Sociaal Fonds	Titel XI - Het Europees Sociaal Fonds
Artikel 146	Artikel 146	Artikel 162
Artikel 147	Artikel 147	Artikel 163
Artikel 148	Artikel 148	Artikel 164
Hoofdstuk 3 - Onderwijs, beroepsopleiding en jeugd	Titel XI - Onderwijs, beroepsopleiding, jeugd en sport	Titel XII - Onderwijs, beroepsopleiding, jeugd en sport
Artikel 149	Artikel 149	Artikel 165
Artikel 150	Artikel 150	Artikel 166
Titel XII - Cultuur	Titel XII - Cultuur	Titel XIII - Cultuur
Artikel 151	Artikel 151	Artikel 167
Titel XIII - Volksgezondheid	Titel XIII - Volksgezondheid	Titel XIV - Volksgezondheid
Artikel 152	Artikel 152	Artikel 168
Titel XIV - Consumentenbescherming	Titel XIV - Consumentenbescherming	Titel XV - Consumentenbescherming
Artikel 153, leden 1, 3, 4 en 5	Artikel 153	Artikel 169
Artikel 153, lid 2 (verplaatst)	Artikel 6 <i>bis</i>	Artikel 12
Titel XV - Trans-Europese netwerken	Titel XV - Trans-Europese netwerken	Titel XVI - Trans-Europese netwerken
Artikel 154	Artikel 154	Artikel 170

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
Artikel 155	Artikel 155	Artikel 171
Artikel 156	Artikel 156	Artikel 172
Titel XVI - Industrie	Titel XVI - Industrie	Titel XVII - Industrie
Artikel 157	Artikel 157	Artikel 173
Titel XVII - Economische en sociale samenhang	Titel XVII - Economische, sociale en territoriale samenhang	Titel XVIII - Economische, sociale en territoriale samenhang
Artikel 158	Artikel 158	Artikel 174
Artikel 159	Artikel 159	Artikel 175
Artikel 160	Artikel 160	Artikel 176
Artikel 161	Artikel 161	Artikel 177
Artikel 162	Artikel 162	Artikel 178
Titel XVIII - Onderzoek en technologische ontwikkeling	Titel XVIII - Onderzoek, technologische ontwikkeling en ruimte	Titel XIX - Onderzoek, technologische ontwikkeling en ruimte
Artikel 163	Artikel 163	Artikel 179
Artikel 164	Artikel 164	Artikel 180
Artikel 165	Artikel 165	Artikel 181
Artikel 166	Artikel 166	Artikel 182
Artikel 167	Artikel 167	Artikel 183
Artikel 168	Artikel 168	Artikel 184
Artikel 169	Artikel 169	Artikel 185
Artikel 170	Artikel 170	Artikel 186
Artikel 171	Artikel 171	Artikel 187
Artikel 172	Artikel 172	Artikel 188
	Artikel 172 <i>bis</i>	Artikel 189
Artikel 173	Artikel 173	Artikel 190
Titel XIX - Milieu	Titel XIX - Milieu	Titel XX - Milieu
Artikel 174	Artikel 174	Artikel 191
Artikel 175	Artikel 175	Artikel 192
Artikel 176	Artikel 176	Artikel 193
	Titel XX - Energie	Titel XXI - Energie
	Artikel 176 A	Artikel 194
	Titel XXI - Toerisme	Titel XXII - Toerisme
	Artikel 176 B	Artikel 195
	Titel XXII - Civiele bescherming	Titel XXIII - Civiele bescherming
	Artikel 176 C	Artikel 196
	Titel XXIII - Administratieve samenwerking	Titel XXIV - Administratieve samenwerking
	Artikel 176 D	Artikel 197
Titel XX - Ontwikkelingssamenwerking (verplaatst)	Vijfde deel, Titel III, Hoofdstuk 1, Ontwikkelingssamenwerking	Vijfde deel, Titel III, Hoofdstuk 1, Ontwikkelingssamenwerking
Artikel 177 (verplaatst)	Artikel 188 D	Artikel 208
Artikel 178 (geschrapt) (45)		
Artikel 179 (verplaatst)	Artikel 188 E	Artikel 209
Artikel 180 (verplaatst)	Artikel 188 F	Artikel 210
Artikel 181 (verplaatst)	Artikel 188 G	Artikel 211
Titel XXI - Economische, financiële en technische samenwerking met derde landen (verplaatst)	Vijfde deel, Titel III, hoofdstuk 2, Economische, financiële en technische samenwerking met derde landen	Vijfde deel, Titel III, hoofdstuk 2, Economische, financiële en technische samenwerking met derde landen
Artikel 181 A (verplaatst)	Artikel 188 H	Artikel 212

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
VIERDE DEEL - DE ASSOCIATIE VAN DE LANDEN EN GEBIEDEN OVERZEE	VIERDE DEEL - DE ASSOCIATIE VAN DE LANDEN EN GEBIEDEN OVERZEE	VIERDE DEEL - DE ASSOCIATIE VAN DE LANDEN EN GEBIEDEN OVERZEE
Artikel 182	Artikel 182	Artikel 198
Artikel 183	Artikel 183	Artikel 199
Artikel 184	Artikel 184	Artikel 200
Artikel 185	Artikel 185	Artikel 201
Artikel 186	Artikel 186	Artikel 202
Artikel 187	Artikel 187	Artikel 203
Artikel 188	Artikel 188	Artikel 204
	VIJFDE DEEL - EXTERN OPTREDEN VAN DE UNIE	VIJFDE DEEL - EXTERN OPTREDEN VAN DE UNIE
	Titel I - Algemene bepalingen inzake het extern optreden van de Unie	Titel I - Algemene bepalingen inzake het extern optreden van de Unie
	Artikel 188 A	Artikel 205
Derde deel, Titel IX, De gemeenschappelijke handelspolitiek (verplaatst)	Titel II - De gemeenschappelijke handelspolitiek	Titel II - De gemeenschappelijke handelspolitiek
Artikel 131 (verplaatst)	Artikel 188 B	Artikel 206
Artikel 133 (verplaatst)	Artikel 188 C	Artikel 207
	Titel III - Samenwerking met derde landen en humanitaire hulp	Titel III - Samenwerking met derde landen en humanitaire hulp
Derde deel, Titel XX, Ontwikkelingssamenwerking (verplaatst)	Hoofdstuk 1 - Ontwikkelingssamenwerking	Hoofdstuk 1 - Ontwikkelingssamenwerking
Artikel 177 (verplaatst)	Artikel 188 D (46)	Artikel 208
Artikel 179 (verplaatst)	Artikel 188 E	Artikel 209
Artikel 180 (verplaatst)	Artikel 188 F	Artikel 210
Artikel 181 (verplaatst)	Artikel 188 G	Artikel 211
Derde deel, Titel XXI, Economische, financiële en technische samenwerking met derde landen (verplaatst)	Hoofdstuk 2 - Economische, financiële en technische samenwerking met derde landen	Hoofdstuk 2 - Economische, financiële en technische samenwerking met derde landen
Artikel 181 A (verplaatst)	Artikel 188 H	Artikel 212
	Artikel 188 I	Artikel 213
	Hoofdstuk 3 - Humanitaire hulp	Hoofdstuk 3 - Humanitaire hulp
	Artikel 188 J	Artikel 214
	Titel IV - Beperkende maatregelen	Titel IV - Beperkende maatregelen
Artikel 301 (vervangen)	Artikel 188 K	Artikel 215
	Titel V - Internationale overeenkomsten	Titel V - Internationale overeenkomsten
	Artikel 188 L	Artikel 216
Artikel 310 (verplaatst)	Artikel 188 M	Artikel 217
Artikel 300 (vervangen)	Artikel 188 N	Artikel 218
Artikel 111, leden 1 tot en met 3 en 5 (verplaatst)	Artikel 188 O	Artikel 219
	Titel VI - Betrekkingen van de Unie met internationale organisaties en derde landen en delegaties van de Unie	Titel VI - Betrekkingen van de Unie met internationale organisaties en derde landen en delegaties van de Unie
Artikelen 302 tot en met 304 (vervangen)	Artikel 188 P	Artikel 220
	Artikel 188 Q	Artikel 221
	Titel VII - Solidariteitsclausule	Titel VII - Solidariteitsclausule
	Artikel 188 R	Artikel 222

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
VIJFDE DEEL - DE INSTELLINGEN VAN DE UNIE	ZESDE DEEL - INSTITUTIONELE EN FINANCIËLE BEPALINGEN	ZESDE DEEL - INSTITUTIONELE EN FINANCIËLE BEPALINGEN
Titel I - Bepalingen inzake de instellingen	Titel I - Institutionele bepalingen	Titel I - Institutionele bepalingen
Hoofdstuk 1 - De instellingen	Hoofdstuk 1 - De instellingen	Hoofdstuk 1 - De instellingen
Eerste afdeling - Het Europees Parlement	Eerste afdeling - Het Europees Parlement	Eerste afdeling - Het Europees Parlement
Artikel 189 (geschrapt) (47)		
Artikel 190, leden 1 tot en met 3 (geschrapt) (48)		
Artikel 190, leden 4 en 5	Artikel 190	Artikel 223
Artikel 191, eerste alinea (geschrapt) (49)		
Artikel 191, tweede alinea	Artikel 191	Artikel 224
Artikel 192, eerste alinea (geschrapt) (50)		
Artikel 192, tweede alinea	Artikel 192	Artikel 225
Artikel 193	Artikel 193	Artikel 226
Artikel 194	Artikel 194	Artikel 227
Artikel 195	Artikel 195	Artikel 228
Artikel 196	Artikel 196	Artikel 229
Artikel 197, eerste alinea (geschrapt) (51)		
Artikel 197, tweede, derde en vierde alinea	Artikel 197	Artikel 230
Artikel 198	Artikel 198	Artikel 231
Artikel 199	Artikel 199	Artikel 232
Artikel 200	Artikel 200	Artikel 233
Artikel 201	Artikel 201	Artikel 234
	Eerste afdeling <i>bis</i> - De Europese Raad	Tweede afdeling - De Europese Raad
	Artikel 201 <i>bis</i>	Artikel 235
	Artikel 201 ter	Artikel 236
Tweede afdeling - De Raad	Tweede afdeling - De Raad	Derde afdeling - De Raad
Artikel 202 (geschrapt) (52)		
Artikel 203 (geschrapt) (53)		
Artikel 204	Artikel 204	Artikel 237
Artikel 205, leden 2 en 4 (geschrapt) (54)		
Artikel 205, leden 1 en 3	Artikel 205	Artikel 238
Artikel 206	Artikel 206	Artikel 239
Artikel 207	Artikel 207	Artikel 240
Artikel 208	Artikel 208	Artikel 241
Artikel 209	Artikel 209	Artikel 242
Artikel 210	Artikel 210	Artikel 243
Derde afdeling - De Commissie	Derde afdeling - De Commissie	Vierde afdeling - De Commissie
Artikel 211 (geschrapt) (55)		
	Artikel 211 <i>bis</i>	Artikel 244
Artikel 212 (verplaatst)	Artikel 218, lid 2	Artikel 249, lid 2
Artikel 213	Artikel 213	Artikel 245
Artikel 214 (geschrapt) (56)		
Artikel 215	Artikel 215	Artikel 246
Artikel 216	Artikel 216	Artikel 247
Artikel 217, leden 1, 3 en 4 (geschrapt) (57)		
Artikel 217, lid 2	Artikel 217	Artikel 248

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
Artikel 218, lid 1 (geschrapt) (58)		
Artikel 218, lid 2	Artikel 218	Artikel 249
Artikel 219	Artikel 219	Artikel 250
Vierde afdeling - Het Hof van Justitie	Vierde afdeling - Het Hof van Justitie van de Europese Unie	Vijfde afdeling - Het Hof van Justitie
Artikel 220 (geschrapt) (59)		
Artikel 221, eerste alinea (geschrapt) (60)		
Artikel 221, tweede en derde alinea	Artikel 221	Artikel 251
Artikel 222	Artikel 222	Artikel 252
Artikel 223	Artikel 223	Artikel 253
Artikel 224 (61)	Artikel 224	Artikel 254
	Artikel 224 <i>bis</i>	Artikel 255
Artikel 225	Artikel 225	Artikel 256
Artikel 225 A	Artikel 225 A	Artikel 257
Artikel 226	Artikel 226	Artikel 258
Artikel 227	Artikel 227	Artikel 259
Artikel 228	Artikel 228	Artikel 260
Artikel 229	Artikel 229	Artikel 261
Artikel 229 A	Artikel 229 A	Artikel 262
Artikel 230	Artikel 230	Artikel 263
Artikel 231	Artikel 231	Artikel 264
Artikel 232	Artikel 232	Artikel 265
Artikel 233	Artikel 233	Artikel 266
Artikel 234	Artikel 234	Artikel 267
Artikel 235	Artikel 235	Artikel 268
	Artikel 235 <i>bis</i>	Artikel 269
Artikel 236	Artikel 236	Artikel 270
Artikel 237	Artikel 237	Artikel 271
Artikel 238	Artikel 238	Artikel 272
Artikel 239	Artikel 239	Artikel 273
Artikel 240	Artikel 240	Artikel 274
	Artikel 240 <i>bis</i>	Artikel 275
	Artikel 240 <i>ter</i>	Artikel 276
Artikel 241	Artikel 241	Artikel 277
Artikel 242	Artikel 242	Artikel 278
Artikel 243	Artikel 243	Artikel 279
Artikel 244	Artikel 244	Artikel 280
Artikel 245	Artikel 245	Artikel 281
	Vierde afdeling <i>bis</i> - De Europese Centrale Bank	Zesde afdeling - De Europese Centrale Bank
	Artikel 245 <i>bis</i>	Artikel 282
Artikel 112 (verplaatst)	Artikel 245 <i>ter</i>	Artikel 283
Artikel 113 (verplaatst)	Artikel 245 <i>quater</i>	Artikel 284
Vijfde afdeling - De Rekenkamer	Vijfde afdeling - De Rekenkamer	Zevende afdeling - De Rekenkamer
Artikel 246	Artikel 246	Artikel 285
Artikel 247	Artikel 247	Artikel 286
Artikel 248	Artikel 248	Artikel 287

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
Hoofdstuk 2 - Bepalingen welke verscheidene instellingen gemeen hebben	Hoofdstuk 2 - Rechtshandelingen van de Unie, vaststellingsprocedures en overige bepalingen	Hoofdstuk 2 - Rechtshandelingen van de Unie, vaststellingsprocedures en overige bepalingen
	Eerste afdeling - Rechtshandelingen van de Unie	Eerste afdeling - Rechtshandelingen van de Unie
Artikel 249	Artikel 249	Artikel 288
	Artikel 249 A	Artikel 289
	Artikel 249 B (62)	Artikel 290
	Artikel 249 C1	Artikel 291
	Artikel 249 D	Artikel 292
	Tweede afdeling - Vaststellingsprocedures en overige bepalingen	Tweede afdeling - Vaststellingsprocedures en overige bepalingen
Artikel 250	Artikel 250	Artikel 293
Artikel 251	Artikel 251	Artikel 294
Artikel 252 (geschrapt)		
	Artikel 252bis	Artikel 295
Artikel 253	Artikel 253	Artikel 296
Artikel 254	Artikel 254	Artikel 297
	Artikel 254bis	Artikel 298
Artikel 255 (verplaatst)	Artikel 16 A	Artikel 15
Artikel 256	Artikel 256	Artikel 299
	Hoofdstuk 3 - Adviesorganen	Hoofdstuk 3 - Adviesorganen
	Artikel 256bis	Artikel 300
Hoofdstuk 3 - Het Economisch en Sociaal Comité	Eerste afdeling - Het Economisch en Sociaal Comité	Eerste afdeling - Het Economisch en Sociaal Comité
Artikel 257 (geschrapt) (63)		
Artikel 258, eerste, tweede en vierde alinea	Artikel 258	Artikel 301
Artikel 258, derde alinea (geschrapt) (64)		
Artikel 259	Artikel 259	Artikel 302
Artikel 260	Artikel 260	Artikel 303
Artikel 261 (geschrapt)		
Artikel 262	Artikel 262	Artikel 304
Hoofdstuk 4 - Het Comité van de Regio's	Tweede afdeling - Het Comité van de Regio's	Tweede afdeling - Het Comité van de Regio's
Artikel 263, eerste en vijfde alinea (geschrapt) (65)		
Artikel 263, tweede tot en met vierde alinea	Artikel 263	Artikel 305
Artikel 264	Artikel 264	Artikel 306
Artikel 265	Artikel 265	Artikel 307
Hoofdstuk 5 - De Europese Investeringsbank	Hoofdstuk 4 - De Europese Investeringsbank	Hoofdstuk 4 - De Europese Investeringsbank
Artikel 266	Artikel 266	Artikel 308
Artikel 267	Artikel 267	Artikel 309

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
Titel II - Financiële bepalingen	Titel II - Financiële bepalingen	Titel II - Financiële bepalingen
Artikel 268	Artikel 268	Artikel 310
	Hoofdstuk 1 - De eigen middelen van de Unie	Hoofdstuk 1 - De eigen middelen van de Unie
Artikel 269	Artikel 269	Artikel 311
Artikel 270 (geschrapt) (66)		
	Hoofdstuk 2 - Meerjarig financieel kader	Hoofdstuk 2 - Meerjarig financieel kader
	Artikel 270 <i>bis</i>	Artikel 312
	Hoofdstuk 3 - De jaarlijkse begroting van de Unie	Hoofdstuk 3 - De jaarlijkse begroting van de Unie
Artikel 272, lid 1 (verplaatst)	Artikel 270 <i>ter</i>	Artikel 313
Artikel 271 (verplaatst)	Artikel 273 <i>bis</i>	Artikel 316
Artikel 272, lid 1 (verplaatst)	Artikel 270 <i>ter</i>	Artikel 313
Artikel 272, leden 2 tot en met 10	Artikel 272	Artikel 314
Artikel 273	Artikel 273	Artikel 315
Artikel 271 (verplaatst)	Artikel 273 <i>bis</i>	Artikel 316
	Hoofdstuk 4 - Uitvoering van de begroting en kwijtingverlening	Hoofdstuk 4 - Uitvoering van de begroting en kwijtingverlening
Artikel 274	Artikel 274	Artikel 317
Artikel 275	Artikel 275	Artikel 318
Artikel 276	Artikel 276	Artikel 319
	Hoofdstuk 5 - Gemeenschappelijke bepalingen	Hoofdstuk 5 - Gemeenschappelijke bepalingen
Artikel 277	Artikel 277	Artikel 320
Artikel 278	Artikel 278	Artikel 321
Artikel 279	Artikel 279	Artikel 322
	Artikel 279 <i>bis</i>	Artikel 323
	Artikel 279 <i>ter</i>	Artikel 324
	Hoofdstuk 6 - Fraudebestrijding	Hoofdstuk 6 - Fraudebestrijding
Artikel 280	Artikel 280	Artikel 325
	Titel III - Nauwere samenwerking	Titel III - Nauwere samenwerking
Artikelen 11 en 11A (vervangen)	Artikel 280 A (67)	Artikel 326
Artikelen 11 en 11A (vervangen)	Artikel 280 B1	Artikel 327
Artikelen 11 en 11A (vervangen)	Artikel 280 C1	Artikel 328
Artikelen 11 en 11A (vervangen)	Artikel 280 D1	Artikel 329
Artikelen 11 en 11A (vervangen)	Artikel 280 E1	Artikel 330
Artikelen 11 en 11A (vervangen)	Artikel 280 F1	Artikel 331
Artikelen 11 en 11A (vervangen)	Artikel 280 G1	Artikel 332
Artikelen 11 en 11A (vervangen)	Artikel 280 H1	Artikel 333
Artikelen 11 en 11A (vervangen)	Artikel 280 I1	Artikel 334
ZESDE DEEL - ALGEMENE EN SLOTBEPALINGEN	ZEVENDE DEEL - ALGEMENE EN SLOTBEPALINGEN	ZEVENDE DEEL - ALGEMENE EN SLOTBEPALINGEN
Artikel 281 (geschrapt) (68)		
Artikel 282	Artikel 282	Artikel 335
Artikel 283	Artikel 283	Artikel 336
Artikel 284	Artikel 284	Artikel 337
Artikel 285	Artikel 285	Artikel 338
Artikel 286 (vervangen)	Artikel 16 B	Artikel 16

Bestaande nummering van het Verdrag betreffende de Europese Unie	Nummering in het Verdrag van Lissabon	Nieuwe nummering in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
Artikel 287	Artikel 287	Artikel 339
Artikel 288	Artikel 288	Artikel 340
Artikel 289	Artikel 289	Artikel 341
Artikel 290	Artikel 290	Artikel 342
Artikel 291	Artikel 291	Artikel 343
Artikel 292	Artikel 292	Artikel 344
Artikel 293 (geschrapt)		
Artikel 294 (verplaatst)	Artikel 48 <i>bis</i>	Artikel 55
Artikel 295	Artikel 295	Artikel 345
Artikel 296	Artikel 296	Artikel 346
Artikel 297	Artikel 297	Artikel 347
Artikel 298	Artikel 298	Artikel 348
Artikel 299, lid 1 (geschrapt) (69)		
Artikel 299, lid 2, tweede, derde en vierde alinea	Artikel 299	Artikel 349
Artikel 299, lid 2, eerste alinea, en leden 3 tot en met 6 (verplaatst)	Artikel 311 <i>bis</i>	Artikel 355
Artikel 300 (vervangen)	Artikel 188 N	Artikel 218
Artikel 301 (vervangen)	Artikel 188 K	Artikel 215
Artikel 302 (vervangen)	Artikel 188 P	Artikel 220
Artikel 303 (vervangen)	Artikel 188 P	Artikel 220
Artikel 304 (vervangen)	Artikel 188 P	Artikel 220
Artikel 305 (geschrapt)		
Artikel 306	Artikel 306	Artikel 350
Artikel 307	Artikel 307	Artikel 351
Artikel 308	Artikel 308	Artikel 352
	Artikel 308 <i>bis</i>	Artikel 353
Artikel 309	Artikel 309	Artikel 354
Artikel 310 (verplaatst)	Artikel 188 M	Artikel 217
Artikel 311 (geschrapt) (70)		
Artikel 299, lid 2, eerste alinea, en leden 3 tot en met 6 (verplaatst)	Artikel 311 <i>bis</i>	Artikel 355
Artikel 312	Artikel 312	Artikel 356
Slotbepalingen		
Artikel 313	Artikel 313	Artikel 357
	Artikel 313 <i>bis</i>	Artikel 358
Artikel 314 (geschrapt) (71)		

Nota's

- (1) Ten gronde vervangen door artikel 2 F van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna : "VWEU" te noemen) (hernummerd tot artikel 7) en de artikelen 9, lid 1, 10 A, lid 3, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie (hierna : "VEU" te noemen) (hernummerd tot de artikelen 13 en 21).
- (2) Vervangt artikel 5 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap (hierna : "VEG" te noemen).
- (3) Ten gronde vervangen door artikel 9 B VEU (hernummerd tot artikel 15).
- (4) Ten gronde vervangen door artikel 9, lid 2 (hernummerd tot artikel 13).

- (5) Artikel 8 VEU dat van kracht was voor de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon (hierna het huidige VEU) wijzigde het VEG. Deze wijzigingen zijn opgenomen in laatstgenoemd verdrag en artikel 8 is geschrapt. Het nummer is gebruikt om een nieuwe bepaling te kunnen invoegen.
- (6) Lid 4 vervangt ten gronde artikel 191, eerste alinea, VEG.
- (7) Artikel 9 van het huidige VEU wijzigde het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal. Dit verdrag is op 23 juli 2002 verstreken. Artikel 9 is geschrapt en het nummer is gebruikt om een andere bepaling in te voegen.
- (8) — De leden 1 en 2 vervangen ten gronde artikel 189 VEG;
— de leden 1 tot en met 3 vervangen ten gronde artikel 190, leden 1 tot en met 3, VEG;
— lid 1 vervangt ten gronde artikel 192, eerste alinea, VEG;
— lid 4 vervangt ten gronde artikel 197, eerste alinea, VEG.
- (9) Vervangt ten gronde artikel 4.
- (10) — Lid 1 vervangt ten gronde artikel 202, eerste en tweede streepje, VEG;
— de leden 2 en 9 vervangen ten gronde artikel 203 VEG;
— de leden 4 en 5 vervangen ten gronde artikel 205, leden 2 en 4, VEG.
- (11) — Lid 1 vervangt ten gronde artikel 211 VEG;
— de leden 3 en 7 vervangen ten gronde artikel 214 VEG;
— lid 6 vervangt ten gronde artikel 217, leden 1, 3 en 4, VEG.
- (12) — Vervangt ten gronde artikel 220 VEG;
— lid 2, eerste alinea, vervangt ten gronde artikel 221, eerste alinea, VEG.
- (13) Artikel 10 van het huidige VEU wijzigde het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie. Deze wijzigingen zijn opgenomen in laatstgenoemd verdrag en artikel 10 is geschrapt. Het nummer is gebruikt om een andere bepaling in te voegen.
- (14) Vervangt eveneens de artikelen 11 en 11 A VEG.
- (15) De artikelen 27 A tot en met 27 E van het huidige VEU, betreffende de nauwere samenwerking worden eveneens vervangen door de artikelen 280 A tot en met 280 I VWEU (hernummerd tot artikelen 326 tot en met 334).
- (16) De bepalingen van titel VI van het huidige VEU, betreffende de politieke en justitiële samenwerking in strafzaken worden vervangen door de bepalingen van de hoofdstukken 1, 4 en 5 van titel IV van het derde deel VWEU.
- (17) Vervangen door artikel 61 VWEU (hernummerd tot artikel 67).
- (18) Vervangen door de artikelen 69 F en 69 G VWEU (hernummerd tot artikelen 87 en 88).
- (19) Vervangen door de artikelen 69 A, 69 B en 69 D VWEU (hernummerd tot artikelen 82, 83 en 85).
- (20) Vervangen door artikel 69 H VWEU (hernummerd tot artikel 89).
- (21) Vervangen door artikel 61 E VWEU (hernummerd tot artikel 72).
- (22) Vervangen door artikel 61 D VWEU (hernummerd tot artikel 71).
- (23) De artikelen 40 tot en met 40 B van het huidige VEU, betreffende de nauwere samenwerking, worden eveneens vervangen door de artikelen 280 A tot en met 280 I VWEU (hernummerd tot de artikelen 326 tot en met 334).
- (24) De artikelen 43 tot en met 45 en titel VII van het huidige VEU, betreffende de nauwere samenwerking, worden eveneens vervangen door de artikelen 280 A tot en met 280 I VWEU (hernummerd tot de artikelen 326 tot en met 334).
- (25) Ten gronde vervangen door artikel 2 VEU (hernummerd tot artikel 3).
- (26) Ten gronde vervangen door de artikelen 2 B tot en met 2 E VWEU (hernummerd tot artikel 3 tot en met 6).
- (27) Vervangen door artikel 3ter VEU (hernummerd tot artikel 5).
- (28) Invoeging van het dispositief van het Protocol betreffende de bescherming en het welzijn van dieren.
- (29) Ten gronde vervangen door artikel 9 VEU (hernummerd tot artikel 13).
- (30) Ten gronde vervangen door artikel 9 VEU (hernummerd tot artikel 13) en artikel 245bis, lid 1 VWEU (hernummerd tot artikel 282).
- (31) Ten gronde vervangen door artikel 3bis, lid 3 VEU (hernummerd tot artikel 4).

- (32) Eveneens vervangen door artikel 10 VEU (hernummerd tot artikel 20).
- (33) Vervangt eveneens artikel 29 van het huidige VEU.
- (34) Vervangt artikel 36 van het huidige VEU.
- (35) Vervangt eveneens artikel 33 van het huidige VEU.
- (36) Artikel 63, punten 1 en 2, VEG wordt vervangen door artikel 63, leden 1 en 2, VWEU (hernummerd tot artikel 78) en artikel 64, lid 2, wordt vervangen door artikel 63, lid 3, VWEU (hernummerd tot artikel 78).
- (37) Vervangt artikel 31 van het huidige VEU.
- (38) Vervangt artikel 30 van het huidige VEU.
- (39) Vervangt artikel 32 van het huidige VEU.
- (40) Artikel 117*bis*, lid 1, (hernummerd tot artikel 140) herneemt lid 1 van artikel 121.
- (41) Artikel 117*bis*, lid 2, (hernummerd tot artikel 140) herneemt de tweede zin van lid 2 van artikel 122.
- (42) Artikel 117*bis*, lid 3, (hernummerd tot artikel 140) herneemt lid 5 van artikel 123.
- (43) Artikel 118*bis*, lid 1, (hernummerd tot artikel 141) herneemt lid 3 van artikel 123.
- (44) Artikel 118*bis*, lid 2, (hernummerd tot artikel 141) herneemt de vijf eerste streepjes van lid 2 van artikel 117.
- (45) Ten gronde vervangen door artikel 188 D, lid 1, tweede alinea, tweede zin, VWEU (hernummerd tot artikel 208).
- (46) Lid 1, tweede alinea, tweede zin, vervangt ten gronde artikel 178 VEG.
- (47) Ten gronde vervangen door artikel 9 A, leden 1 en 2, VEU (hernummerd tot artikel 14).
- (48) Ten gronde vervangen door artikel 9 A, leden 1 tot en met 3 VEU (hernummerd tot artikel 14).
- (49) Ten gronde vervangen door artikel 8 A, lid 4 VEU (hernummerd tot artikel 11).
- (50) Ten gronde vervangen door artikel 9 A, lid 1 VEU (hernummerd tot artikel 14).
- (51) Ten gronde vervangen door artikel 9 A, lid 4 VEU (hernummerd tot artikel 14).
- (52) Ten gronde vervangen door artikel 9 C, lid 1 VEU (hernummerd tot artikel 16) en de artikelen 249 B en 249 C VWEU (hernummerd tot artikel 290 en 291).
- (53) Ten gronde vervangen door artikel 9 C, leden 2 en 9 VEU (hernummerd tot artikel 16).
- (54) Ten gronde vervangen door artikel 9 C, leden 4 en 5 VEU (hernummerd tot artikel 16).
- (55) Ten gronde vervangen door artikel 9 D, lid 1 VEU (hernummerd tot artikel 17).
- (56) Ten gronde vervangen door artikel 9 D, leden 3 en 7 VEU (hernummerd tot artikel 17).
- (57) Ten gronde vervangen door artikel 9 D, lid 6 VEU (hernummerd tot artikel 17).
- (58) Ten gronde vervangen door artikel 252*bis* VWEU (hernummerd tot artikel 295).
- (59) Ten gronde vervangen door artikel 9 F VEU (hernummerd tot artikel 19).
- (60) Ten gronde vervangen door artikel 9 F, lid 2, eerste alinea, VEU (hernummerd tot artikel 19).
- (61) De eerste zin van de eerste alinea is ten gronde vervangen door artikel 9 F, lid 2, tweede alinea VEU (hernummerd tot artikel 19).
- (62) Vervangt ten gronde artikel 202, derde streepje, VEG.
- (63) Ten gronde vervangen door artikel 256*bis*, lid 2 VWEU (hernummerd tot artikel 300).
- (64) Ten gronde vervangen door artikel 256*bis*, lid 4 VWEU (hernummerd tot artikel 300).
- (65) Ten gronde vervangen door artikel 256*bis*, leden 3 en 4 VWEU (hernummerd tot artikel 300).
- (66) Ten gronde vervangen door artikel 268, lid 4 VWEU (hernummerd tot artikel 310).
- (67) Vervangt eveneens de artikelen 27 A tot en met 27 E, 40 tot en met 40 B en 43 tot en met 45 van het huidige VEU.
- (68) Ten gronde vervangen door artikel 46 A VEU (hernummerd tot artikel 47).
- (69) Ten gronde vervangen door artikel 49 C VEU (hernummerd tot artikel 52).
- (70) Ten gronde vervangen door artikel 49 B VEU (hernummerd tot artikel 51).
- (71) Ten gronde vervangen door artikel 53 VEU (hernummerd tot artikel 55).

SLOTAKTE

De Conferentie van de vertegenwoordigers van de Regeringen van de Lidstaten, bijeengeroepen te Brussel op 23 juli 2007, om in onderling overleg de wijzigingen vast te stellen die moeten worden aangebracht in het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, heeft de volgende teksten vastgesteld :

I. Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap

II. Protocollen

A. Protocollen gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en, in voorkomend geval, het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie :

- Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie
- Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid
- Protocol betreffende de Eurogroep
- Protocol betreffende de permanente gestructureerde samenwerking, ingesteld bij artikel 28 A van het Verdrag betreffende de Europese Unie
- Protocol betreffende artikel 6, lid 2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie inzake de toetreding van de Unie tot het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden
- Protocol betreffende de interne markt en de mededinging
- Protocol betreffende de toepassing van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie op Polen en het Verenigd Koninkrijk
- Protocol betreffende de uitoefening van de gedeelde bevoegdheden
- Protocol betreffende de diensten van algemeen belang
- Protocol inzake het besluit van de Raad betreffende de uitvoering van artikel 9 C, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 205, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie van 1 november 2014 en 31 maart 2017, enerzijds, en vanaf 1 april 2017, anderzijds
- Protocol betreffende de overgangsbepalingen

B. Protocollen gehecht aan het Verdrag van Lissabon

- Protocol nr. 1 tot wijziging van de protocollen gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en/of aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie
- Concordantietabellen als bedoeld in artikel 2 van Protocol nr. 1 houdende wijziging van de protocollen gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en/of het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie
- Protocol nr. 2 tot wijziging van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie

III. Bijlage bij het Verdrag van Lissabon

- Concordantietabellen als bedoeld in artikel 5 van het Verdrag van Lissabon

De Conferentie heeft de volgende aan deze Slotakte gehechte verklaringen vastgesteld :

A. Verklaringen betreffende bepalingen van de Verdragen

1. Verklaring betreffende het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie
2. Verklaring ad artikel 6, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie
3. Verklaring ad artikel 7bis van het Verdrag betreffende de Europese Unie
4. Verklaring betreffende de samenstelling van het Europees Parlement
5. Verklaring betreffende het politieke akkoord van de Europese Raad over het ontwerp-besluit inzake de samenstelling van het Europees Parlement
6. Verklaring ad artikelen 9 B, leden 5 en 6, artikel 9 D, leden 6 en 7, en artikel 9 E van het Verdrag betreffende de Europese Unie
7. Verklaring ad artikel 9 C, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 205, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
8. Verklaring betreffende de praktische maatregelen die moeten worden genomen op het tijdstip van inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon wat betreft het voorzitterschap van de Europese Raad en van de Raad Buitenlandse Zaken
9. Verklaring ad artikel 9 C, lid 9, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, betreffende het besluit van de Europese Raad inzake de uitoefening van het voorzitterschap van de Raad
10. Verklaring ad artikel 9 D van het Verdrag betreffende de Europese Unie
11. Verklaring ad artikel 9 D, leden 6 en 7, van het Verdrag betreffende de Europese Unie
12. Verklaring ad artikel 9 E van het Verdrag betreffende de Europese Unie
13. Verklaring betreffende het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid
14. Verklaring betreffende het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid
15. Verklaring ad artikel 13bis van het Verdrag betreffende de Europese Unie
16. Verklaring ad artikel 53, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie
17. Verklaring betreffende de voorrang
18. Verklaring betreffende de afbakening van de bevoegdheden
19. Verklaring ad artikel 3 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
20. Verklaring ad artikel 16 B van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
21. Verklaring betreffende de bescherming van persoonsgegevens op het gebied van justitiële samenwerking in strafzaken en op het gebied van politieke samenwerking
22. Verklaring ad artikelen 42 en 63bis van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
23. Verklaring ad artikel 42, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

24. Verklaring betreffende de rechtspersoonlijkheid van de Europese Unie
 25. Verklaring ad artikelen 61 H en 188 K van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 26. Verklaring over de niet-deelneming van een lidstaat aan een maatregel die gebaseerd is op titel IV van het derde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 27. Verklaring ad artikel 69 D, lid 1, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 28. Verklaring ad artikel 78 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 29. Verklaring ad artikel 87, lid 2, onder c), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 30. Verklaring ad artikel 104 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 31. Verklaring ad artikel 140 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 32. Verklaring ad artikel 152, lid 4, onder c) van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 33. Verklaring ad artikel 158 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 34. Verklaring ad artikel 163 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 35. Verklaring ad artikel 176 A van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 36. Verklaring ad artikel 188 N van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie betreffende de onderhandelingen over en sluiting van internationale overeenkomsten inzake de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht door de lidstaten
 37. Verklaring ad artikel 188 R van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 38. Verklaring ad artikel 222 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie over het aantal advocaten-generaal bij het Hof van Justitie
 39. Verklaring ad artikel 249 B van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 40. Verklaring ad artikel 280 D van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 41. Verklaring ad artikel 308 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 42. Verklaring ad artikel 308 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 43. Verklaring ad artikel 311*bis*, lid 6, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 - B. Verklaringen betreffende de aan de Verdragen gehechte protocollen
 44. Verklaring ad artikel 5 van het Protocol betreffende het in het kader van de Europese Unie geïntegreerde Schengenacquis
 45. Verklaring ad artikel 5, lid 2, van het Protocol betreffende het in het kader van de Europese Unie geïntegreerde Schengenacquis
 46. Verklaring ad artikel 5, lid 3, van het Protocol betreffende het in het kader van de Europese Unie geïntegreerde Schengenacquis
 47. Verklaring ad artikel 5, leden 3, 4 en 5, van het Protocol betreffende het in het kader van de Europese Unie geïntegreerde Schengenacquis
 48. Verklaring inzake het Protocol betreffende de positie Denemarken
 49. Verklaring inzake Italië
 50. Verklaring ad artikel 10 van het Protocol betreffende de overgangsbepalingen
- De Conferentie heeft tevens akte genomen van de volgende aan deze Slotakte gehechte verklaringen :
51. Verklaring van het Koninkrijk België inzake de nationale parlementen
 52. Verklaring van het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Bondsrepubliek Duitsland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Oostenrijk, Roemenië, de Portugese Republiek, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek betreffende de symbolen van de Europese Unie
 53. Verklaring van de Tsjechische Republiek over het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie
 54. Verklaring van de Bondsrepubliek Duitsland, Ierland, de Republiek Hongarije, de Republiek Oostenrijk en het Koninkrijk Zweden
 55. Verklaring van het Koninkrijk Spanje en van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland
 56. Verklaring van Ierland ad artikel 3 van het Protocol betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland ten aanzien van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht
 57. Verklaring van de Italiaanse Republiek betreffende de samenstelling van het Europees Parlement
 58. Verklaring van de Republiek Letland, de Republiek Hongarije en Malta over de spelling van de naam van de enige munteenheid in de Verdragen
 59. Verklaring van het Koninkrijk der Nederlanden ad artikel 270*bis* van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 60. Verklaring van het Koninkrijk der Nederlanden ad artikel 311*bis* van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie
 61. Verklaring van de Republiek Polen betreffende het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie
 62. Verklaring van de Republiek Polen over het Protocol inzake de toepassing van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie op Polen en het Verenigd Koninkrijk
 63. Verklaring van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland betreffende de definitie van de term "onderdanen"
 64. Verklaring van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland betreffende het kiesrecht bij verkiezingen voor het Europees Parlement
 65. Verklaring van het Verenigd Koninkrijk van Groot- Brittannië en Noord-Ierland ad artikel 61 H van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

Gedaan te Lissabon, de dertiende december tweeduizend zeven.

A. VERKLARINGEN BETREFFENDE BEPALINGEN VAN DE VERDRAGEN

1. Verklaring betreffende het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie

Het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, dat juridisch bindend is, bevestigt de grondrechten die gewaarborgd zijn door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en de grondrechten die voortvloeien uit de grondwettelijke tradities die de lidstaten gemeen hebben.

Het Handvest breidt het toepassingsgebied van het recht van de Unie niet uit tot buiten de bevoegdheden van de Unie en schept voor de Unie geen nieuwe bevoegdheden of taken, noch brengt het wijziging in de bevoegdheden en taken als omschreven in de Verdragen.

2. Verklaring ad artikel 6, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie

De Conferentie is het erover eens dat bij de toetreding van de Unie tot het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de specifieke kenmerken van de rechtsorde van de Unie in stand moeten worden gehouden. In dit verband neemt de Conferentie nota van het bestaan van een regelmatige dialoog tussen het Hof van Justitie van de Europese Unie en het Europees Hof voor de rechten van de mens; deze dialoog zou kunnen worden versterkt wanneer de Unie toetreedt tot dit Verdrag.

3. Verklaring ad artikel 7bis van het Verdrag betreffende de Europese Unie

De Unie houdt rekening met de bijzondere situatie van de landen met een klein grondgebied die specifieke nabuurschapsbetrekkingen met haar onderhouden.

4. Verklaring betreffende de samenstelling van het Europees Parlement

De extra zetel in het Europees Parlement wordt toegewezen aan Italië.

5. Verklaring betreffende het politieke akkoord van de Europese Raad over het ontwerp-besluit inzake de samenstelling van het Europees Parlement

De Europese Raad zal zijn politieke akkoord hechten aan het herziene ontwerp-besluit inzake de samenstelling van het Europees Parlement, voor de zittingsperiode 2009-2014, dat gebaseerd is op het voorstel van het Europees Parlement.

6. Verklaring ad artikel 9 B, leden 5 en 6, artikel 9 D, leden 6 en 7, en artikel 9 E van het Verdrag betreffende de Europese Unie

Bij de keuze van de personen voor de ambten van voorzitter van de Europese Raad, voorzitter van de Commissie en hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid moet naar behoren rekening worden gehouden met de noodzaak tot eerbiediging van de geografische en demografische verscheidenheid van de Unie en van de lidstaten.

7. Verklaring ad artikel 9 C, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 205, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie verklaart dat het besluit betreffende de uitvoering van artikel 9 C, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 205, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie door de Raad zal worden vastgesteld op de dag van de ondertekening van het Verdrag van Lissabon, en in werking zal treden op de dag waarop dat Verdrag in werking treedt. Hieronder volgt het ontwerp-besluit :

Ontwerp-besluit van de Raad betreffende de uitvoering van artikel 9 C, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 205, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie tussen 1 november 2014 en 31 maart 2017, enerzijds, en vanaf 1 april 2017, anderzijds

DE RAAD VAN DE EUROPESE UNIE,

Overwegende hetgeen volgt :

Nota's

(1) Er dienen bepalingen te worden vastgesteld die een vlotte overgang mogelijk maken van het systeem van besluitvorming in de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen - als omschreven in artikel 3, lid 3, van het protocol betreffende de overgangsbepalingen, dat tot en met 31 oktober 2014 van toepassing zal blijven - naar de stemprocedure als bepaald bij artikel 9 C, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 205, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, die vanaf 1 november 2014 van toepassing zal zijn, met inbegrip van de in artikel 3, lid 2, van dat protocol vastgestelde specifieke bepalingen, die gedurende een overgangperiode tot en met 31 maart 2017, van toepassing zullen zijn.

(2) Er zij aan herinnerd dat het gebruikelijk is dat de Raad zich zoveel mogelijk inspant om de democratische legitimiteit van met gekwalificeerde meerderheid van stemmen vastgestelde handelingen te versterken.

BESLUIT :

Deel 1

Tussen 1 november 2014 en 31 maart 2017 toepasselijke bepalingen

Artikel 1

Indien, tussen 1 november 2014 en 31 maart 2017, leden van de Raad die :

- a) ten minste driekwart van de bevolking, of
- b) ten minste driekwart van het aantal lidstaten

vertegenwoordigen, zoals vereist voor het vormen van een blokkerende minderheid ingevolge de toepassing van artikel 9 C, lid 4, eerste alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie of artikel 205, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, aangeven zich ertegen te verzetten dat de Raad een handeling met gekwalificeerde meerderheid van stemmen vaststelt, bespreekt de Raad de kwestie.

Artikel 2

De Raad doet tijdens deze besprekingen alles wat in zijn vermogen ligt om, binnen een redelijke tijd en zonder afbreuk te doen aan de dwingende termijnen die door het recht van de Unie worden voorgeschreven, een bevredigende oplossing te vinden om tegemoet te komen aan de bezwaren van de in artikel 1 bedoelde leden van de Raad.

Artikel 3

De voorzitter van de Raad neemt hiertoe, met de hulp van de Commissie en met inachtneming van het reglement van orde van de Raad, ieder initiatief dat nodig is om een grotere mate van overeenstemming in de Raad te vergemakkelijken. De leden van de Raad zijn hem daarbij behulpzaam.

Deel 2

Vanaf 1 april 2017 toepasselijke bepalingen

Artikel 4

Indien, vanaf 1 april 2017, leden van de Raad die :

- c) ten minste 55 % van de bevolking, of
- d) ten minste 55 % van het aantal lidstaten

vertegenwoordigen, zoals vereist voor het vormen van een blokkerende minderheid ingevolge de toepassing van artikel 9 C, lid 4, eerste alinea, van het Verdrag betreffende de Europese Unie of artikel 205, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, aangeven zich ertegen te verzetten dat de Raad een handeling met gekwalificeerde meerderheid van stemmen vaststelt, bespreekt de Raad de kwestie.

Artikel 5

De Raad doet tijdens deze besprekingen alles wat in zijn vermogen ligt om, binnen een redelijke tijd en zonder afbreuk te doen aan de dwingende termijnen die door het recht van de Unie worden voorgeschreven, een bevredigende oplossing te vinden om tegemoet te komen aan de bezwaren van de in artikel 4 bedoelde leden van de Raad.

Artikel 6

De voorzitter van de Raad neemt hiertoe, met de hulp van de Commissie en met inachtneming van het reglement van orde van de Raad, ieder initiatief dat nodig is om een grotere mate van overeenstemming in de Raad te vergemakkelijken. De leden van de Raad zijn hem daarbij behulpzaam.

Deel 3

Inwerkingtreding en vankrachtwording van het besluit

Artikel 7

Dit besluit treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon.

8. Verklaring betreffende de praktische maatregelen die moeten worden genomen op het tijdstip van inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon wat betreft het voorzitterschap van de Europese Raad en van de Raad Buitenlandse Zaken

Ingeval het Verdrag van Lissabon na 1 januari 2009 in werking treedt, verzoekt de Conferentie de bevoegde autoriteiten van de lidstaat die het voorzitterschap van de Raad gedurende dat halfjaar bekleedt, enerzijds, en de persoon die tot voorzitter van de Raad wordt gekozen en de persoon die tot hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid wordt benoemd, anderzijds, in overleg met het voorzitterschap van het daaropvolgende halfjaar, de nodige concrete maatregelen te nemen die een efficiënte overgang van de materiële en organisatorische aspecten van de uitoefening van het voorzitterschap van de Europese Raad en de Raad Buitenlandse Zaken mogelijk maken.

9. Verklaring ad artikel 9 C, lid 9, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, betreffende het besluit van de Europese Raad inzake de uitoefening van het voorzitterschap van de Raad

De Conferentie verklaart dat de Raad, zodra het Verdrag van Lissabon is ondertekend, moet beginnen met de voorbereiding van het besluit tot vaststelling van de procedures voor de uitvoering van het besluit inzake de uitoefening van het voorzitterschap van de Raad en daaraan binnen zes maanden zijn politieke goedkeuring moet hechten. Hieronder volgt een ontwerp-besluit van de Europese Raad dat zal worden aangenomen op de dag waarop voornoemd Verdrag in werking treedt.

Ontwerp-besluit van de Europese Raad betreffende de uitoefening van het voorzitterschap van de Raad

Artikel 1

1. Het voorzitterschap van de Raad, met uitzondering van de formatie Buitenlandse Zaken, wordt gedurende 18 maanden door vooraf bepaalde groepen van drie lidstaten vervuld. Deze groepen worden volgens een toerbeurtsysteem op basis van gelijkheid van de lidstaten samengesteld, waarbij rekening wordt gehouden met de verscheidenheid van de lidstaten en het geografisch evenwicht binnen de Unie.

2. Ieder lid van de groep zit bij toerbeurt gedurende een periode van zes maanden alle Raadsformaties voor, met uitzondering van de formatie Buitenlandse Zaken. De andere leden van de groep staan het voorzitterschap in al zijn verantwoordelijkheden bij op basis van een gemeenschappelijk programma. De leden van de groep kunnen onderling tot andere regelingen besluiten.

Artikel 2

Het Comité van permanente vertegenwoordigers van de regeringen der lidstaten wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de lidstaat die de Raad Algemene Zaken voorziet.

Het politiek en veiligheidscomité wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid.

De voorbereidende instanties van de diverse Raadsformaties, met uitzondering van de formatie Buitenlandse Zaken, worden voorgezeten door het lid van de groep dat het voorzitterschap van de betrokken Raadsformatie vervult, behoudens een ander besluit overeenkomstig artikel 4.

Artikel 3

De Raad Algemene Zaken draagt in samenwerking met de Commissie in het kader van een meerjarenprogrammering zorg voor de samenhang en de continuïteit van de werkzaamheden van de verschillende Raadsformaties. De lidstaten die het voorzitterschap vervullen, treffen, met de hulp van het secretariaat-generaal van de Raad, alle nodige maatregelen voor de organisatie en het goede verloop van de werkzaamheden van de Raad.

Artikel 4

De Raad stelt een besluit houdende maatregelen tot uitvoering van dit besluit vast.

10. Verklaring ad artikel 9 D van het Verdrag betreffende de Europese Unie

De Conferentie is van mening dat, wanneer de Commissie niet langer uit onderdanen van alle lidstaten bestaat, zij bijzondere aandacht moet schenken aan de noodzaak om te zorgen voor volledige transparantie in haar betrekkingen met alle lidstaten. Bijgevolg moet de Commissie nauwe contacten onderhouden met alle lidstaten, ongeacht of een van hun onderdanen lid van de Commissie is, en in dit verband moet zij bijzondere aandacht schenken aan de noodzaak om met alle lidstaten informatie te delen en overleg te plegen.

De Conferentie is ook van mening dat de Commissie alle nodige maatregelen moet nemen om ervoor te zorgen dat de politieke, sociale en economische realiteit in alle lidstaten, daaronder de lidstaten begrepen die geen onderdaan als lid van de Commissie hebben, volledig in aanmerking wordt genomen. Deze maatregelen zouden onder meer de waarborg moeten omvatten dat het standpunt van die lidstaten door de vaststelling van passende organisatorische regelingen in aanmerking wordt genomen.

11. Verklaring ad artikel 9 D, leden 6 en 7, van het Verdrag betreffende de Europese Unie

De Conferentie is van oordeel dat het Europees Parlement en de Europese Raad krachtens de bepalingen van de Verdragen gezamenlijk verantwoordelijk zijn voor het goede verloop van het proces dat tot de verkiezing van de voorzitter van de Commissie leidt. Daarom zullen vertegenwoordigers van het Europees Parlement en van de Europese Raad voorafgaand aan het besluit van de Europese Raad in het daartoe meest geschikt geachte kader de nodige raadplegingen verrichten. Deze raadplegingen zullen handelen over het profiel van de kandidaten voor het ambt van voorzitter van de Commissie, waarbij overeenkomstig artikel 9 D, lid 7, eerste alinea, rekening zal worden gehouden met de uitslag van de verkiezingen voor het Europees Parlement. De wijze waarop deze raadplegingen plaatsvinden kan te geleger tijd in onderlinge overeenstemming tussen het Europees Parlement en de Europese Raad gepreciseerd worden.

12. Verklaring ad artikel 9 E van het Verdrag de Europese Unie

1. De Conferentie verklaart dat tijdens de voorbereidende besprekingen voorafgaand aan de benoeming van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, die op de datum van inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon moet geschieden overeenkomstig artikel 9 E van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 5 van het Protocol betreffende de overgangsbepalingen, en wiens ambtstermijn loopt van bovenbedoelde datum tot het einde van de ambtstermijn van de Commissie die op dat moment in functie is, de nodige contacten met het Europees Parlement zullen worden gelegd.

2. De Conferentie memoreert tevens dat de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid, wiens ambtstermijn in november 2009 een aanvang zal nemen op hetzelfde tijdstip en voor dezelfde duur als de volgende Commissie, zal worden benoemd overeenkomstig de artikelen 9 D en 9 E van het Verdrag betreffende de Europese Unie.

13. Verklaring betreffende het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid

De Conferentie benadrukt dat de bepalingen van het Verdrag betreffende de Europese Unie die het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid regelen, daaronder begrepen de instelling van het ambt van de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid en de oprichting van een dienst voor extern optreden, geen afbreuk doen aan de huidige bevoegdheden van de lidstaten wat betreft de bepaling en uitvoering van hun buitenlands beleid, noch aan hun nationale vertegenwoordiging in derde landen en internationale organisaties.

De Conferentie herinnert er tevens aan dat de bepalingen die het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid beheersen, geen afbreuk doen aan de specifieke aard van het veiligheids- en defensiebeleid van de lidstaten.

Zij benadrukt dat de Europese Unie en haar lidstaten gebonden blijven door de bepalingen van het Handvest van de Verenigde Naties, in het bijzonder de bepaling dat de Veiligheidsraad en zijn leden de primaire verantwoordelijkheid dragen voor het handhaven van de internationale vrede en veiligheid.

14. Verklaring betreffende het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid

Naast de specifieke regels en procedures vermeld in artikel 11, lid 1, van het Verdrag betreffende de Europese Unie onderstreept de Conferentie dat de bepalingen betreffende het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, mede met betrekking tot de hoge vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid en de dienst voor extern optreden, de huidige rechtsgrondslag, verantwoordelijkheden en bevoegdheden van elke afzonderlijke lidstaat onverlet laten wat betreft het bepalen en voeren van zijn buitenlands beleid, zijn nationale diplomatieke dienst, zijn betrekkingen met derde landen en zijn deelname aan internationale organisaties, waaronder het lidmaatschap van een lidstaat van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties.

Voorts merkt de Conferentie op dat de bepalingen betreffende het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid geen nieuwe bevoegdheden aan de Commissie verlenen om besluiten te initiëren noch de rol van het Europees Parlement vergroten.

De Conferentie herinnert er tevens aan dat de bepalingen die het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid beheersen, geen afbreuk doen aan de specifieke aard van het veiligheids- en defensiebeleid van de lidstaten.

15. Verklaring ad artikel 13bis van het Verdrag betreffende de Europese Unie

De Conferentie verklaart dat, zodra het Verdrag van Lissabon is ondertekend, de secretaris-generaal van de Raad, hoge vertegenwoordiger voor het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, de Commissie en de lidstaten, de voorbereidingen in verband met de Europese dienst voor extern optreden dienen aan te vangen.

16. Verklaring ad artikel 53, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie

De Conferentie is van mening dat de mogelijkheid om de Verdragen in de in artikel 53, lid 2, bedoelde talen te vertalen bijdraagt tot de verwezenlijking van de doelstelling van eerbiediging van de rijke verscheidenheid van cultuur en taal van de Unie, waarvan sprake is in artikel 2, lid 3, vierde alinea. In dit verband bevestigt de Conferentie dat de Unie gehecht is aan de culturele verscheidenheid van Europa en bijzondere aandacht zal blijven schenken aan deze en andere talen.

De Conferentie beveelt aan dat lidstaten die van de in artikel 53, lid 2, geboden mogelijkheid gebruik wensen te maken, binnen zes maanden na de datum van ondertekening van het Verdrag van Lissabon aan de Raad meedelen in welke taal of talen de Verdragen zullen worden vertaald.

17. Verklaring betreffende de voorrang

De Conferentie memoreert dat, in overeenstemming met de vaste rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie, de Verdragen en het recht dat de Unie op grond van de Verdragen vaststelt, voorrang hebben boven het recht van de lidstaten, onder de voorwaarden bepaald in die rechtspraak.

Voorts heeft de Conferentie besloten het advies van de Juridische dienst van de Raad betreffende de voorrang, als vervat in document 11197/07 (JUR 260), te hechten aan deze Slotakte :

“Advies van de Juridische dienst van de Raad van 22 juni 2007

Uit de rechtspraak van het Hof van Justitie vloeit voort dat de voorrang van het EG-recht een fundamenteel beginsel van het communautair recht is. Volgens het Hof gaat dit beginsel samen met het specifieke karakter van de Europese Gemeenschap. Ten tijde van het eerste arrest dat tot deze vaste rechtspraak behoort (Zaak 6/64, Costa/ENEL (1), van 15 juli 1964), bevatte het Verdrag geen verwijzing naar zulk een voorrang. Dit is nog altijd het geval. Het feit dat het beginsel van voorrang niet in het nieuwe Verdrag wordt opgenomen, verandert hoegenaamd niets aan het bestaan van dit beginsel of aan de rechtspraak van het Hof van Justitie.”

18. Verklaring betreffende de afbakening van de bevoegdheden

De Conferentie onderstreept dat, conform het systeem van verdeling van bevoegdheden tussen de Unie en de lidstaten als bedoeld in het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, bevoegdheden die in de Verdragen niet aan de Unie worden toegedeeld, aan de lidstaten toebehoren.

In de gevallen waarin in de Verdragen op een bepaald gebied een bevoegdheid aan de Unie wordt toegedeeld die zij met de lidstaten deelt, oefenen de lidstaten hun bevoegdheid uit voor zover de Unie haar bevoegdheid niet heeft uitgeoefend of besloten heeft deze niet langer uit te oefenen. Deze laatste situatie doet zich voor wanneer de bevoegde EU-instellingen besluiten een wetgevingshandeling in te trekken, met name om beter te waarborgen dat de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid te allen tijde worden geëerbiedigd. De Raad kan, op initiatief van een of meer van zijn leden (vertegenwoordigers van de lidstaten) en overeenkomstig artikel 208 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, de Commissie verzoeken voorstellen in te dienen met het oog op de intrekking van een wetgevingshandeling. De Conferentie is verheugd over de verklaring van de Commissie dat zij bijzondere aandacht aan dergelijke verzoeken zal schenken.

Ook kunnen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten, in het kader van een intergouvernementele conferentie bijeen, overeenkomstig de gewone herzieningsprocedure bedoeld in artikel 48, leden 2 tot en met 5, van het Verdrag betreffende de Europese Unie besluiten tot wijziging van de verdragen waarop de Unie is gegrondvest, onder meer met het doel de in die Verdragen aan de Unie toegedeelde bevoegdheden uit te breiden of te beperken.

19. Verklaring ad artikel 3 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie is het erover eens dat de Unie, in het kader van haar algemene streven de ongelijkheden tussen vrouwen en mannen op te heffen, in haar beleidsinitiatieven zal trachten alle vormen van huiselijk geweld te bestrijden. De lidstaten moeten alle maatregelen nemen om deze strafbare feiten te voorkomen en te bestraffen en om de slachtoffers te steunen en te beschermen.

20. Verklaring ad artikel 16 B van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie verklaart dat in alle gevallen waarin op grond van artikel 16 B voorschriften inzake de bescherming van persoonsgegevens moeten worden vastgesteld die rechtstreekse gevolgen voor de nationale veiligheid zouden kunnen hebben, daarmee naar behoren rekening moet worden gehouden. Zij memoreert dat de geldende wetgeving (zie met name Richtlijn 95/46/EG) ter zake specifieke afwijkingen bevat.

21. Verklaring betreffende de bescherming van persoonsgegevens

op het gebied van justitiële samenwerking in strafzaken en op het gebied van politieke samenwerking

De Conferentie erkent dat op het gebied van justitiële samenwerking in strafzaken en op het gebied van politieke samenwerking specifieke voorschriften inzake de bescherming van persoonsgegevens en het vrije verkeer van die gegevens op basis van artikel 16 B van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie nodig zouden kunnen blijken vanwege de specifieke aard van deze gebieden.

22. Verklaring ad artikelen 42 en 63bis van het Verdrag betreffende

de werking van de Europese Unie

De Conferentie is van oordeel dat ingeval een op artikel 63bis, lid 2, gebaseerde wetgevingshandeling afbreuk zou doen aan belangrijke aspecten van het sociaalezekerheidsstelsel van een lidstaat, met name het toepassingsgebied, de kosten en de financiële structuur ervan, of gevolgen zou hebben voor het financiële evenwicht van dat stelsel, zoals bepaald in artikel 42, tweede alinea, er naar behoren rekening zal worden gehouden met de belangen van die lidstaat.

23. Verklaring ad artikel 42, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie herinnert eraan dat in dat geval de Europese Raad overeenkomstig artikel 9 B, lid 4, van het Verdrag betreffende de Europese Unie bij consensus handelt.

24. Verklaring betreffende de rechtspersoonlijkheid van de Europese Unie

De Conferentie bevestigt dat het feit dat de Europese Unie rechtspersoonlijkheid bezit, de Unie geenszins machtigt wetgevend of anderszins op te treden buiten de bevoegdheden die de lidstaten haar in de Verdragen hebben toegedeeld.

25. Verklaring ad artikelen 61 H en 188 K van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie memoreert dat de eerbiediging van de grondrechten en de fundamentele vrijheden met name inhoudt dat de nodige aandacht wordt geschonken aan de bescherming en de eerbiediging van het recht van de betrokken natuurlijke personen of entiteiten op het genot van de bij de wet bepaalde waarborgen. Daartoe, en om een grondige rechterlijke toetsing te waarborgen, moeten besluiten waarbij een natuurlijke persoon of entiteit aan beperkende maatregelen wordt onderworpen, op duidelijke en onderscheiden criteria gebaseerd zijn. Deze criteria dienen te worden toegesneden op de specifieke kenmerken van de beperkende maatregel.

26. Verklaring over de niet-deelneming van een lidstaat aan een maatregel

die gebaseerd is op titel IV van het derde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie verklaart dat de Raad, wanneer een lidstaat verkiest niet deel te nemen aan een maatregel die gebaseerd is op titel IV van het derde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, een diepgaande bespreking zal houden over de mogelijke implicaties en gevolgen van de niet-deelneming van deze lidstaat aan deze maatregel.

Voorts kan elke lidstaat de Commissie verzoeken de situatie te onderzoeken op basis van artikel 96 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

Bovenstaande alinea's laten de mogelijkheid dat een lidstaat deze kwestie aan de Europese Raad voorlegt, onverlet.

27. Verklaring ad artikel 69 D, lid 1, tweede alinea, van het Verdrag
betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie is van oordeel dat de in 69 D, lid 1, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie bedoelde verordeningen rekening dienen te houden met de nationale voorschriften en gebruiken inzake het inleiden van strafrechtelijk onderzoek.

28. Verklaring ad artikel 78 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie merkt op dat de bepalingen van artikel 78 moeten worden toegepast in overeenstemming met de gangbare praktijk. De zinsnede "de maatregelen (Y) [die] noodzakelijk zijn om de economische nadelen welke door de deling van Duitsland zijn berokkend aan de economie van de door de deling getroffen streken in de Bondsrepubliek te compenseren" moet worden uitgelegd in overeenstemming met de bestaande rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie.

29. Verklaring ad artikel 87, lid 2, onder c),
van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie merkt op dat artikel 87, lid 2, onder c), moet worden uitgelegd in overeenstemming met de bestaande rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie betreffende de toepasselijkheid van die bepaling op de steun die wordt toegekend aan bepaalde gebieden van de Bondsrepubliek Duitsland die gevolgen ondervinden van de vroegere deling van Duitsland.

30. Verklaring ad artikel 104 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

Met betrekking tot artikel 104 bevestigt de Conferentie dat het versterken van het groeipotentieel en het zorgen voor een gezonde begrotingssituatie de twee pijlers zijn van het economisch en het begrotingsbeleid van de Unie en de lidstaten. Het stabiliteits- en groeipact is een belangrijk werktuig om deze doelstellingen te verwezenlijken.

De Conferentie bevestigt dat zij achter de bepalingen betreffende het stabiliteits- en groeipact blijft staan, die zij beschouwt als het kader voor de coördinatie van het begrotingsbeleid van de lidstaten.

De Conferentie bevestigt dat een op regels gebaseerd systeem de beste garantie vormt voor het doen nakomen van de verbintenissen en voor een gelijke behandeling van alle lidstaten.

In verband hiermee bevestigt de Conferentie eveneens dat zij achter de doelstellingen van de strategie van Lissabon blijft staan : het creëren van werkgelegenheid, structurele hervormingen en sociale samenhang.

De Unie streeft naar evenwichtige economische groei en prijsstabiliteit. Het economisch en het begrotingsbeleid moeten dus de juiste prioriteiten bepalen voor economische hervormingen, innovatie, concurrentievermogen en stimulering van particuliere investeringen en consumptie in tijden van zwakke economische groei. Dit zou tot uiting moeten komen in de opzet van begrotingsbeslissingen op nationaal niveau en op het niveau van de Unie, met name door herstructurering van de overheidsinkomsten en -uitgaven, met inachtneming van de begrotingsdiscipline conform de Verdragen en het stabiliteits- en groeipact.

De budgettaire en economische uitdagingen waarmee de lidstaten worden geconfronteerd wijzen op het belang van een gezond begrotingsbeleid gedurende de gehele economische cyclus.

De Conferentie is het erover eens dat de lidstaten perioden van economisch herstel actief dienen te gebruiken om hun overheidsfinanciën te consolideren en hun begrotingssituatie te verbeteren. Doelstelling is om in goede tijden geleidelijk een begrotingsoverschot te realiseren, waardoor de noodzakelijke ruimte ontstaat om economische tegenvallers op te vangen en aldus bij te dragen tot de houdbaarheid van de overheidsfinanciën op lange termijn.

De lidstaten zien met belangstelling mogelijke voorstellen van de Commissie en verdere bijdragen van de lidstaten tegemoet, die de uitvoering van het stabiliteits- en groeipact krachtiger en transparanter moeten maken. De lidstaten zullen alle nodige maatregelen nemen om het groeipotentieel van hun economieën te verbeteren. Een verbeterde coördinatie van het economisch beleid zou deze doelstelling kracht kunnen bijzetten. Met deze verklaring wordt niet vooruitgelopen op het toekomstige debat over het stabiliteits- en groeipact.

31. Verklaring ad artikel 140 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie bevestigt dat de in artikel 140 beschreven beleidsterreinen in essentie onder de bevoegdheid van de lidstaten vallen. De ondersteunende en coördinerende maatregelen die overeenkomstig dit artikel op het niveau van de Unie moeten worden genomen, zijn van aanvullende aard. Zij hebben niet ten doel de nationale stelsels te harmoniseren, maar de samenwerking tussen de lidstaten te versterken. Zij laten de in elke lidstaat bestaande waarborgen en gebruiken in verband met de verantwoordelijkheid van de sociale partners onverlet.

Deze verklaring doet geen afbreuk aan de bepalingen van de Verdragen die de Unie bevoegdheid toedelen, daaronder begrepen op sociaal gebied.

32. Verklaring ad artikel 152, lid 4, onder c) van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie verklaart dat de maatregelen die overeenkomstig artikel 152, lid 4, onder c), zullen worden vastgesteld, tegemoet moeten komen aan de gemeenschappelijke uitdagingen op veiligheidsgebied en ten doel moeten hebben hoge kwaliteits- en veiligheidsnormen vast te stellen, wanneer nationale normen die van invloed zijn op de interne markt de verwezenlijking van een hoog niveau van bescherming van de menselijke gezondheid anders zouden verhinderen.

33. Verklaring ad artikel 158 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie is van oordeel dat de woorden "insulaire gebieden" in artikel 158 ook betrekking kunnen hebben op insulaire staten in hun geheel, mits aan de vereiste criteria wordt voldaan.

34. Verklaring ad artikel 163 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie is het erover eens dat in het optreden van de Unie op het gebied van onderzoek en technologische ontwikkeling naar behoren rekening zal worden gehouden met de fundamentele oriëntaties en keuzen van het onderzoeksbeleid van de lidstaten.

35. Verklaring ad artikel 176 A van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie is van oordeel dat artikel 176 A geen afbreuk doet aan het recht van de lidstaten om onder de in artikel 297 bepaalde voorwaarden de nodige voorzieningen te treffen om hun energievoorziening te waarborgen.

36. Verklaring ad artikel 188 N van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie betreffende de onderhandelingen over en sluiting van internationale overeenkomsten inzake de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht door de lidstaten

De Conferentie bevestigt dat de lidstaten op de door deel III, titel IV, hoofdstukken 3, 4 en 5 bestreken gebieden onderhandelingen kunnen aangaan over overeenkomsten met derde landen en internationale organisaties en zulke overeenkomsten kunnen sluiten, voor zover deze verenigbaar zijn met het recht van de Unie.

37. Verklaring ad artikel 188 R van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

Onverminderd de maatregelen die de Unie vaststelt om te voldoen aan haar solidariteitsverplichting jegens een lidstaat die getroffen wordt door een terroristische aanval, een natuurramp of een door de mens veroorzaakte ramp, beoogt geen van de bepalingen van artikel 188 R afbreuk te doen aan het recht van een andere lidstaat de geschiktste middelen te kiezen om aan zijn solidariteitsverplichting jegens eerstgenoemde lidstaat te voldoen.

38. Verklaring ad artikel 222 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie over het aantal advocaten-generaal bij het Hof van Justitie

De Conferentie verklaart dat indien het Hof van Justitie overeenkomstig artikel 222, eerste alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie verzoekt om het aantal advocaten-generaal met drie te verhogen (van acht naar elf), de Raad met eenparigheid van stemmen met die verhoging zal instemmen.

De Conferentie komt overeen dat Polen in dat geval, zoals nu reeds Duitsland, Frankrijk, Italië, Spanje en het Verenigd Koninkrijk, een permanente advocaat-generaal zal hebben en niet langer zal deelnemen aan het toerbeurtsysteem; het bestaande toerbeurtsysteem zal dan betrekking hebben op vijf advocaten-generaal in plaats van drie.

39. Verklaring ad artikel 249 B van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie neemt er nota van dat de Commissie voornemens is de door de lidstaten aangewezen deskundigen te blijven raadplegen bij de voorbereiding van haar ontwerpen van gedelegeerde handelingen op het gebied van financiële diensten, overeenkomstig haar vaste praktijk.

40. Verklaring ad artikel 280 D van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie verklaart dat de lidstaten bij de indiening van hun verzoek om een nauwere samenwerking te mogen aangaan, kunnen aangeven of zij reeds in dat stadium voornemens zijn artikel 280 H toe te passen, dat voorziet in uitbreiding van de stemming bij gekwalificeerde meerderheid, of gebruik te maken van de gewone wetgevingsprocedure.

41. Verklaring ad artikel 308 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie verklaart dat de verwijzing naar de doelstellingen van de Unie in artikel 308, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie een verwijzing is naar de doelstellingen bedoeld in artikel 2, leden 2 en 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en naar de doelstellingen van artikel 2, lid 5, van genoemd Verdrag met betrekking tot het externe optreden op basis van het vijfde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie. Het is derhalve uitgesloten dat met een optreden op basis van artikel 308 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie alleen de doelstellingen bedoeld in artikel 2, lid 1, worden nagestreefd. De Conferentie wijst er in dit verband op dat, overeenkomstig artikel 15^{ter}, lid 1, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, geen wetgevingshandelingen kunnen worden aangenomen op het gebied van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid.

42. Verklaring ad artikel 308 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Conferentie benadrukt dat, volgens de vaste rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie, artikel 308 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, als bestanddeel van een op het beginsel van bevoegdheidstoedeling berustend institutioneel bestel, geen grondslag kan zijn voor een uitbreiding van het competentiegebied van de Unie tot buiten het algemene kader dat gevormd wordt door het geheel van de bepalingen van de Verdragen, en in het bijzonder die waarin de taken en het optreden van de Unie worden omschreven. In geen geval kan dit artikel als grondslag dienen voor de vaststelling van bepalingen die, wat hun gevolgen betreft, in wezen neerkomen op een wijziging van de Verdragen buiten de daartoe in de Verdragen voorziene procedure om.

43. Verklaring ad artikel 311^{bis}, lid 6, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

De Hoge Verdragsluitende Partijen komen overeen dat de Europese Raad krachtens artikel 311^{bis}, lid 6, een besluit zal vaststellen om Mayotte ten aanzien van de Unie de status van ultraperifeer gebied in de zin van artikel 311^{bis}, lid 1, en artikel 299 te verlenen wanneer de Franse autoriteiten de Europese Raad en de Commissie mededelen dat de huidige evolutie in de interne status van het eiland daarvoor de ruimte biedt.

B. VERKLARINGEN BETREFFENDE AAN DE VERDRAGEN GEHECHTE PROTOCOLLEN

44. Verklaring ad artikel 5 van het Protocol betreffende het in het kader van de Europese Unie geïntegreerde Schengenacquis

De Conferentie neemt er nota van dat wanneer een lidstaat er uit hoofde van artikel 5, lid 2, van het Protocol betreffende het in het kader van de Europese Unie geïntegreerde Schengenacquis kennis van heeft gegeven dat hij niet wenst deel te nemen aan een voorstel of initiatief, die kennisgeving op elk tijdstip voor de aanneming van het voorstel waarmee wordt voortgebouwd op het Schengenacquis kan worden ingetrokken.

45. Verklaring ad artikel 5, lid 2, van het Protocol betreffende het in het kader van de Europese Unie geïntegreerde Schengenacquis

De Conferentie verklaart dat de Raad, wanneer het Verenigd Koninkrijk of Ierland de Raad mededeelt voornemens te zijn niet deel te nemen aan een maatregel waarmee wordt voortgebouwd op een deel van het Schengenacquis waaraan het wel deelneemt, een grondige bespreking zal houden over de mogelijke implicaties van de niet-deelneming van die lidstaat aan die maatregel. De bespreking in de Raad moet worden gevoerd in het licht van de door de Commissie verstrekte aanwijzingen over het verband tussen het voorstel en het Schengenacquis.

46. Verklaring ad artikel 5, lid 3, van het Protocol betreffende het in het kader van de Europese Unie geïntegreerde Schengenacquis

De Conferentie herinnert eraan dat de Commissie, indien de Raad na een eerste inhoudelijke bespreking van de kwestie geen besluit neemt, een gewijzigd voorstel met het oog op een inhoudelijke herbespreking door de Raad binnen een termijn van vier maanden kan indienen.

47. Verklaring ad artikel 5, leden 3, 4 en 5, van het Protocol betreffende het in het kader van de Europese Unie geïntegreerde Schengenacquis

De Conferentie neemt er nota van dat de voorwaarden die moeten worden gesteld in het besluit als bedoeld in artikel 5, leden 3, 4 en 5, van het Protocol betreffende het in het kader van de Europese Unie geïntegreerde Schengenacquis, kunnen voorschrijven dat de betrokken lidstaat de eventuele directe financiële gevolgen zal dragen die noodzakelijkerwijs en onvermijdelijk voortvloeien uit de beëindiging van zijn deelname aan enkele of alle bepalingen van het acquis, als vermeld in elk door de Raad overeenkomstig artikel 4 van genoemd Protocol genomen besluit.

48. Verklaring inzake het Protocol betreffende de positie Denemarken

De Conferentie neemt er nota van dat Denemarken, met betrekking tot rechtshandelingen die de Raad alleen of samen met het Europees Parlement moet vaststellen en die zowel bepalingen bevatten die op Denemarken van toepassing zijn als bepalingen die dat niet zijn omdat zij een rechtsgrondslag hebben waarop deel I van het Protocol betreffende de positie van Denemarken van toepassing is, verklaart dat het zijn stemrecht niet zal gebruiken om de vaststelling tegen te gaan van bepalingen die niet op Denemarken van toepassing zijn.

Voorts neemt de Conferentie er nota van dat Denemarken, op basis van de verklaring van de Conferentie over artikel 188 R, verklaart dat de Deense deelneming aan een optreden of aan rechtshandelingen op grond van artikel 188 R zal geschieden overeenkomstig deel I en deel II van het Protocol betreffende de positie van Denemarken.

49. Verklaring inzake Italië

De Conferentie neemt er akte van dat het Protocol betreffende Italië, dat in 1957 aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap is gehecht, zoals gewijzigd bij de goedkeuring van het Verdrag betreffende de Europese Unie, het volgende bepaalde :

"DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

VERLANGENDE bepaalde bijzondere vraagstukken te regelen welke voor Italië van belang zijn,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag zijn gehecht :

DE LIDSTATEN VAN DE GEMEENSCHAP

NEMEN KENNIS van het feit dat de Italiaanse regering een aanvang heeft gemaakt met de tenuitvoerlegging van een tienjarenplan voor economische expansie, dat tot doel heeft een evenwicht tot stand te brengen in de structuur van de Italiaanse economie, met name door de minderontwikkelde streken in het zuiden en op de eilanden toe te rusten en door nieuwe werkgelegenheid te scheppen, ten einde de werkloosheid uit te schakelen.

BRENGEN IN HERINNERING dat dit programma van de Italiaanse regering door organisaties van internationale samenwerking waarvan zij lid zijn, in zijn beginselen en zijn doelstellingen in beschouwing is genomen en goedgekeurd.

ERKENNEN dat het in hun gemeenschappelijk belang is dat de doelstellingen van het Italiaanse programma worden bereikt.

KOMEN OVEREEN, ten einde de vervulling van de taak der Italiaanse regering te vergemakkelijken, aan de instellingen van de Gemeenschap aan te bevelen alle in het Verdrag bedoelde middelen en procedures aan te wenden, met name een doeltreffend gebruik te maken van de middelen van de Europese Investeringsbank en het Europees Sociaal Fonds.

ZIJN VAN MENING dat door de instellingen van de Gemeenschap bij de toepassing van het Verdrag rekening moet worden gehouden met de krachtsinspanning welke de Italiaanse economie zich gedurende de eerstkomende jaren moet getroosten, en met de wenselijkheid gevaarlijke spanningen te voorkomen, met name in de betalingsbalans en het peil van werkgelegenheid, welke de toepassing van dat Verdrag in Italië in gevaar zouden kunnen brengen.

ERKENNEN in het bijzonder dat er bij de toepassing van de artikelen 109 H en 109 I voor gewaakt moet worden dat de maatregelen welke van de Italiaanse regering worden verlangd, het volbrengen van haar programma voor economische expansie en voor verbetering van de levensstandaard van de bevolking niet aantasten."

50. Verklaring ad artikel 10 van het Protocol betreffende de overgangsbepalingen

De Conferentie verzoekt het Europees Parlement, de Raad en de Commissie, in het kader van hun respectieve bevoegdheden, zich in te spannen om, in de passende gevallen en voor zover mogelijk binnen de termijn van vijf jaar als bedoeld in artikel 10, lid 3, van het Protocol betreffende de overgangsbepalingen, rechtshandelingen vast te stellen tot wijziging of vervanging van de in artikel 10, lid 1, van genoemd Protocol bedoelde besluiten.

C. VERKLARINGEN VAN LIDSTATEN

De Conferentie heeft tevens akte genomen van de volgende aan deze Slotakte gehechte verklaringen :

51. Verklaring van het Koninkrijk België inzake de nationale parlementen

Het Koninkrijk België verduidelijkt dat, overeenkomstig zijn grondwettelijk recht, zowel de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat van het federaal Parlement als de parlementaire vergaderingen van de Gemeenschappen en Gewesten, in functie van de bevoegdheden die de Unie uitoefent, optreden als componenten van het nationaal parlementair stelsel of als kamers van het nationaal Parlement.

52. Verklaring van het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Bondsrepubliek Duitsland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Oostenrijk, Roemenië, de Portugese Republiek, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek betreffende de symbolen van de Europese Unie België, Bulgarije, Duitsland, Griekenland, Spanje, Italië, Cyprus, Litouwen, Luxemburg, Hongarije, Malta, Oostenrijk, Roemenië, Portugal, Slovenië en Slowakije verklaren dat de vlag met een cirkel van twaalf gouden sterren op een blauw veld, de hymne uit de "Ode aan de Vreugde" uit de negende symfonie van Ludwig van Beethoven, het devies "In verscheidenheid verenigd", de euro als munt van de Europese Unie en de "Dag van Europa" op 9 mei voor hen de symbolen blijven van het gemeenschappelijk lidmaatschap van de burgers van de Europese Unie en van hun band met de Unie.

53. Verklaring van de Tsjechische Republiek over het handvest van de grondrechten van de Europese Unie

1. De Tsjechische Republiek herinnert eraan dat de bepalingen van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie gericht zijn tot de instellingen en de organen van de Europese Unie, met passende inachtneming van het subsidiariteitsbeginsel en de verdeling van bevoegdheden tussen de Europese Unie en haar lidstaten, zoals opnieuw bevestigd in verklaring nr. 18 betreffende de afbakening van bevoegdheden. De Tsjechische Republiek benadrukt dat deze bepalingen alleen voor de lidstaten gelden wanneer zij de wetgeving van de Unie toepassen, en niet wanneer zij onafhankelijk van de wetgeving van de Unie nationale wetgeving aannemen en toepassen.

2. De Tsjechische Republiek onderstreept tevens dat het Handvest het toepassingsgebied van de wetgeving van de Unie niet uitbreidt en de Unie geen nieuwe bevoegdheid verleent. Het houdt geen beperking van het toepassingsgebied van de nationale wetgeving in en geen inperking van de huidige bevoegdheden van de nationale autoriteiten op dit gebied.

3. De Tsjechische Republiek legt er de nadruk op dat, voor zover het Handvest grondrechten en beginselen erkent zoals deze voortvloeien uit de grondwettelijke tradities die de lidstaten gemeenschappelijk hebben, die rechten en beginselen in harmonie met die tradities moeten worden geïnterpreteerd.

4. De Tsjechische Republiek benadrukt voorts dat niets in het Handvest mag worden geïnterpreteerd als beperkend of met nadelige gevolgen voor de mensenrechten en fundamentele vrijheden zoals deze, op hun respectieve toepassingsgebied, worden erkend door de wetgeving van de Unie en door internationale overeenkomsten waarbij de Unie of alle lidstaten partij zijn, waaronder het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, en door de grondwetten van de lidstaten.

54. Verklaring van de Bondsrepubliek Duitsland, Ierland, de Republiek Hongarije, de Republiek Oostenrijk en het Koninkrijk Zweden

Duitsland, Ierland, Hongarije, Oostenrijk en Zweden merken op dat de belangrijkste bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie sinds de inwerkingtreding van dat Verdrag inhoudelijk niet zijn gewijzigd en moeten worden geactualiseerd. Daarom steunen zij het idee van een zo spoedig mogelijk bijeen te roepen Conferentie van de vertegenwoordigers van de regeringen der lidstaten, die bijeengeroepen zou moeten worden zodra dit mogelijk is.

55. Verklaring van het Koninkrijk Spanje en van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland

De Verdragen zijn van toepassing op Gibraltar als een Europees gebiedsdeel waarvan de buitenlandse betrekkingen door een lidstaat worden behartigd. Dit houdt geen wijziging van de respectieve standpunten van de betrokken lidstaten in.

56. Verklaring van Ierland ad artikel 3 van het Protocol betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland ten aanzien van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht

Ierland bevestigt zijn gehechtheid aan de Unie als een ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, waarin de grondrechten en de verschillende rechtsstelsels en -tradities van de lidstaten worden geëerbiedigd en waarin de lidstaten de burgers een hoog niveau van veiligheid bieden.

Ierland verklaart derhalve het vaste voornemen te hebben zo maximaal mogelijk gebruik te maken van zijn recht, krachtens artikel 3 van het Protocol betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland ten aanzien van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, om deel te nemen aan de aanneming van maatregelen uit hoofde van het derde deel, titel IV, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

Ierland zal met name zo maximaal mogelijk deelnemen aan de maatregelen op het gebied van de politieke samenwerking.

Voorts herinnert Ierland eraan dat het overeenkomstig artikel 8 van het protocol de Raad er schriftelijk van in kennis kan stellen dat het niet langer onder de bepalingen van dit protocol wenst te vallen. Ierland is voornemens om binnen drie jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon te evalueren hoe deze regelingen functioneren.

57. Verklaring van de Italiaanse Republiek over de samenstelling van het Europees Parlement

Italië constateert dat overeenkomstig artikel 8 A (hernummerd tot 10) en artikel 9 A (hernummerd tot 14) van het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Europees Parlement bestaat uit vertegenwoordigers van de burgers van de Unie, die degressief evenredig zijn vertegenwoordigd.

Italië constateert eveneens dat krachtens artikel 8 (hernummerd tot 9) van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 17 (hernummerd tot 20) van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, burger van de Unie eenieder is die de nationaliteit van een lidstaat bezit.

In dat verband is Italië van mening dat, onverminderd het besluit inzake de zittingsperiode 2009-2014, eender welk besluit van de Europese Raad op initiatief van het Europees Parlement en met goedkeuring van laatstgenoemde instelling betreffende de samenstelling van het Europees Parlement, dient te stroken met de beginselen van artikel 9 A (hernummerd tot 14), lid 2, eerste alinea.

58. Verklaring van de Republiek Letland, de Republiek Hongarije en de Republiek Malta over de spelling van de naam van de enige munteenheid in de Verdragen

Onverminderd de uniforme spelling van de naam van de in de Verdragen bedoelde enige munteenheid van de Europese Unie zoals die op de bankbiljetten en munten staat, verklaren Letland, Hongarije en Malta dat de spelling van de naam van de enige munteenheid en van de afgeleide vormen daarvan in de Letse, Hongaarse en Maltese tekst van de Verdragen geen gevolgen heeft voor de bestaande regels van de Letse, Hongaarse en Maltese taal.

59. Verklaring van het Koninkrijk der Nederlanden ad artikel 270bis van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

Het Koninkrijk der Nederlanden zal instemmen met een besluit, bedoeld in artikel 270bis, lid 2, tweede alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, zodra een herziening van de in artikel 269, derde alinea, van dat Verdrag bedoelde besluit Nederland een bevredigende oplossing heeft geboden voor zijn buitensporige negatieve nettobetalingpositie ten opzichte van de begroting van de Unie.

60. Verklaring van het Koninkrijk der Nederlanden ad artikel 311bis van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

Het Koninkrijk der Nederlanden verklaart dat een initiatief tot een besluit, als bedoeld in artikel 311bis, lid 6, strekkende tot wijziging van de status van de Nederlandse Antillen en/of Aruba ten aanzien van de Unie alleen zal worden ingediend op grond van een besluit dat genomen is in overeenstemming met het Statuut van het Koninkrijk der Nederlanden.

61. Verklaring van de Republiek Polen betreffende het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie

Het Handvest heeft in geen enkel opzicht gevolgen voor het recht van de lidstaten om wetgeving vast te stellen op het gebied van de openbare zeden, het familierecht en de bescherming van de menselijke waardigheid alsmede de eerbiediging van de lichamelijke en morele integriteit van de mens.

62. Verklaring van de Republiek Polen over het Protocol inzake de toepassing van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie op Polen en het Verenigd Koninkrijk

Polen verklaart dat zij, gezien de traditie van de sociale beweging "Solidariteit" en haar belangrijke bijdrage aan de strijd voor sociale en werknemersrechten, de sociale en werknemersrechten, als vastgelegd in het recht van de Unie, en met name die welke zijn herbevestigd in Titel IV van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, ten volle eerbiedigt.

63. Verklaring van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland betreffende de definitie van de term "onderdanen"

Wat betreft de Verdragen en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, en handelingen die voortvloeien uit die Verdragen of van kracht blijven op grond van die Verdragen, herinnert het Verenigd Koninkrijk aan de verklaring die het op 31 december 1982 heeft afgelegd over de definitie van de term "onderdanen", met dien verstande dat het begrip "burgers van Britse afhankelijke gebieden" gelezen moet worden als "burgers van Britse overzeese gebieden".

64. Verklaring van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland betreffende het kiesrecht bij verkiezingen voor het Europees Parlement

Het Verenigd Koninkrijk merkt op dat artikel 9 A van het Verdrag betreffende de Europese Unie en andere bepalingen van de Verdragen niet bedoeld zijn om wijzigingen aan te brengen in de grondslagen voor het kiesrecht bij verkiezingen voor het Europees Parlement.

65. Verklaring van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland ad artikel 61 H van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

Het Verenigd Koninkrijk staat volledig achter krachtige maatregelen met betrekking tot het opleggen van financiële sancties die zijn bedoeld om terrorisme en aanverwante activiteiten te voorkomen en te bestrijden. Het Verenigd Koninkrijk verklaart derhalve dat het voornemens is zijn uit artikel 3 van het Protocol betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland ten aanzien van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht voortvloeiende recht om deel te nemen aan de aanneming van alle voorstellen uit hoofde van artikel 61 H van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, uit te oefenen.

Nota's

(1) "Het Verdragsrecht, dat uit een autonome bron voortvloeit, kan op grond van zijn bijzonder karakter niet door enig voorschrift van nationaal recht opzij worden gezet, zonder zijn gemeenschapsrechtelijk karakter te verliezen en zonder dat de rechtsgrond van de Gemeenschap zelf daardoor wordt aangetast."

**Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne
et le Traité instituant la Communauté européenne, et Acte final,
faits à Lisbonne le 13 décembre 2007**

Etats / Organisation	Date Authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur locale
ALLEMAGNE	13/12/2007	Ratification		
AUTRICHE	13/12/2007	Ratification	13/05/2008	
BULGARIE	13/12/2007	Ratification	28/04/2008	
BELGIQUE	13/12/2007	Ratification	15/10/2008	
CHYPRE	13/12/2007	Ratification	26/08/2008	
DANEMARK	13/12/2007	Ratification	29/05/2008	
ESPAGNE	13/12/2007	Ratification	08/10/2008	
ESTONIE	13/12/2007	Ratification	23/09/2008	
FINLANDE	13/12/2007	Ratification	30/09/2008	
FRANCE	13/12/2007	Ratification	14/02/2008	
GRECE	13/12/2007	Ratification	12/08/2008	
HONGRIE	13/12/2007	Ratification	06/02/2008	
IRLANDE	13/12/2007	Ratification		
ITALIE	13/12/2007	Ratification	08/08/2008	
LETTONIE	13/12/2007	Ratification	16/06/2008	
LITUANIE	13/12/2007	Ratification	26/08/2008	
LUXEMBOURG	13/12/2007	Ratification	21/07/2008	
MALTE	13/12/2007	Ratification	06/02/2008	
PAYS-BAS	13/12/2007	Ratification	11/09/2008	
POLOGNE	13/12/2007	Ratification		
PORTUGAL	13/12/2007	Ratification	17/06/2008	
ROUMANIE	13/12/2007	Ratification	11/03/2008	
ROYAUME-UNI	13/12/2007	Ratification	16/07/2008	
SLOVAQUIE	13/12/2007	Ratification	24/06/2008	
SLOVENIE	13/12/2007	Ratification	24/04/2008	
SUEDE	13/12/2007	Ratification	10/12/2008	
TCHEQUE REP.	13/12/2007	Ratification		

Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en Slotakte, gedaan te Lissabon op 13 december 2007

Staten/ Organisatie	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
BULGARIJE	13/12/2007	Bekrachtiging	28/04/2008	
BELGIE	13/12/2007	Bekrachtiging	15/10/2008	
CYPRUS	13/12/2007	Bekrachtiging	26/08/2008	
DENEMARKEN	13/12/2007	Bekrachtiging	29/05/2008	
DUITSLAND	13/12/2007	Bekrachtiging		
ESTLAND	13/12/2007	Bekrachtiging	23/09/2008	
FINLAND	13/12/2007	Bekrachtiging	30/09/2008	
FRANKRIJK	13/12/2007	Bekrachtiging	14/02/2008	
GRIEKENLAND	13/12/2007	Bekrachtiging	12/08/2008	
HONGARIJE	13/12/2007	Bekrachtiging	06/02/2008	
IERLAND	13/12/2007	Bekrachtiging		
ITALIE	13/12/2007	Bekrachtiging	08/08/2008	
LETLAND	13/12/2007	Bekrachtiging	16/06/2008	
LITOUWEN	13/12/2007	Bekrachtiging	26/08/2008	
LUXEMBURG	13/12/2007	Bekrachtiging	21/07/2008	
MALTA	13/12/2007	Bekrachtiging	06/02/2008	
NEDERLAND	13/12/2007	Bekrachtiging	11/09/2009	
OOSTENRIJK	13/12/2007	Bekrachtiging	13/05/2008	
POLEN	13/12/2007	Bekrachtiging		
PORTUGAL	13/12/2007	Bekrachtiging	17/06/2008	
ROEMENIE	13/12/2007	Bekrachtiging	11/03/2008	
SLOVAKIJE	13/12/2007	Bekrachtiging	24/06/2008	
SLOVENIE	13/12/2007	Bekrachtiging	24/04/2008	
SPANJE	13/12/2007	Bekrachtiging	08/10/2008	
TSJECHISCHE REP.	13/12/2007	Bekrachtiging		
VERENIGD KONINKRIJK	13/12/2007	Bekrachtiging	16/07/2008	
ZWEDEN	13/12/2007	Bekrachtiging	10/12/2008	